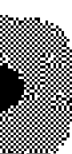
18

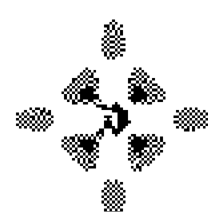
Sankara, Compaoré
et la révolution burkinabè

PANAFRICA ASSOCIATION
31 R. JULES BOUILLON
B-1050 [illegible]
[illegible]

VISIT…

LANZAROTE
Caliente.COM







Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè

Ludo Martens
avec la collaboration de Hilde Meesters

Editions EPO

© 1989 Editions EPO
Lange Pastoorstraat 25-27
2600 Berchem (Anvers) - Belgique
Tél.: 00 32 (03) 239 68 74

Couverture EPO
Photocomposition et impression EPO
Photo Place de Révolution, Ouagadougou

D 2204 1989 9
ISBN 2 87262 033 8

I. Comment est arrivé le drame du 15 octobre 1987

Sankara, L'idole et le prophète

L'impensable nous fut rapporté en deux temps.

Dans la soirée du jeudi 15 octobre 1987, la radio nous apprenait qu'un coup d'Etat était en cours à l'instant même au Burkina Faso. Le président Thomas Sankara aurait été arrêté.

Nous restions ébahis. Mais sceptiques en même temps. Que l'une ou l'autre fraction obscure ait fait un sale coup, soit. Mais nous nous imaginions difficilement Sankara enfermé pendant plus de 24 heures. Le peuple ne manquerait pas de descendre dans la rue pour remettre la révolution sur ses rails. Par sa jeunesse, sa simplicité, sa fougue révolutionnaire, Sankara avait conquis le cœur du peuple burkinabè. Déjà emprisonné le 17 mai 1983 par la droite, il fut libéré sous la pression des masses. Nous étions convaincus qu'un scénario identique se répéterait dans les prochaines heures suivantes.

Nous avons passé la soirée à nous rappeler certains traits de la personnalité de Sankara que nous avons découvert au Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou en février 1987.

Militaire, il ressemblait, par la passion et la conviction qu'il mettait dans ses conversations, à l'étudiant gauchiste de mai 68. Même ses adversaires reconnaissaient son intelligence, la vivacité de son esprit, sa force de conviction.

Le 1er mars 1987 nous avions assisté à la conférence de presse de Sankara devant les journalistes invités au Fespaco. Pendant deux heures

il étonna par son éloquence et son sens de l'humour. Il avait tracé le portrait du cinéaste africain face aux mastodontes de l'industrie cinématographique occidentale. "Le cinéaste africain apparaît comme un rêveur farfelu.Il écrit le scénario, mendie les fonds nécessaires, recrute les acteurs et repère les endroits du tournage. Metteur en scène, il doit aussi jouer lui-même par-ci par-là, un petit rôle. Finalement il fera du porte à porte pour placer ses bobines. Après la sortie de son film, il est une grande vedette. Mais une vedette en loques".

La conférence de presse fut égayée par quelques défaillances techniques. L'interprète dut descendre dans la salle, pour y traduire les questions des anglophones. Sankara dit aux journalistes:"Chez vous tout est tellement bien organisé que vous ne connaissez pas cette joie extrême de redresser des situations qui échappent à tout contrôle". Après que la traductrice eût repris place dans sa cabine, Sankara lui demanda: "Vous êtes prête?", puis il tapa trois fois des mains et s'écria: "Silence! On tourne. Machines!" Manifestement il aimait faire du théâtre. Il donnait aussi un ton ironique et une touche d'humilité à ses apparitions publiques.

On l'avait vu participer à une course à bicyclette (que ses adversaires prenaient bien soin de lui laisser gagner brillamment...), rejoindre l'orchestre pour y jouer de la guitare lors d'un bal populaire, sillonner Ouagadougou en R-5. C'était du spectacle, du cinéma, mais le message d'austérité, de simplicité, de style de vie adapté aux moyens dérisoires du pays, passait à merveille. Le peuple l'avait acclamé lorsqu'il avait déclaré la guerre à la corruption et au parasitisme.

Sankara impressionnait par sa culture étonnamment vaste. Il s'intéressait aux problèmes de la révolution de l'Afrique entière et des autres continents. Familier de la Bible et des théologiens de la libération, il lisait Marx, Lénine et Mao et se référait à Nkrumah et Cabral. Au palais présidentiel, il recevait des écrivains comme Ousmane Sembene et Breyten Breytenbach, des chanteurs comme Fela Kuti, des cinéastes comme Med Hondo et il disait: "Quand il n'y a plus de culture, il n'y a plus de valeurs morales, plus d'idéaux pour lesquels le peuple peut se battre."

Orateur brillant, il galvanisait les foules et il excellait dans la conception d'idées choc, qui par une formule percutante, pénétraient les esprits. Secrétaire d'Etat chargé de l'Information, Sankara avait gagné la célébrité en 1982, en s'exclamant: "Malheur à ceux qui bâillonnent leur peuple!". Parlant des importations de produits alimentaires, il avait déclaré: "Vous ne savez pas où se trouve l'impérialisme? Regardez dans votre assiette et vous le verrez!" Ses thèmes préférés étaient la confiance en soi, la dignité et la mobilisation des masses. Drôle de capitaine. Dans une Afrique en proie à des rois-nègres aussi sanguinaires que bouffons, ce jeune officier, qui lancait des défis à l'impérialisme, frappait l'imagination de tous les opprimés.

Sankara renversé, Sankara en prison? Aucune prison du Burkina ne pourrait longtemps garder une personnalité aussi forte. Sans doute le peuple aurait-il le dernier mot. On verrait bien demain.

Le matin du 16 octobre, nous nous précipitons sur la radio. Et c'est la consternation. Sankara a été abattu et enterré à la hâte dans un cimetière de fortune. Du même coup, le Burkina Faso devient un pays de ténèbres, auquel nous ne comprenons plus rien. Les jours suivants, la lecture de la presse internationale augmente notre désarroi. Sankara aurait été à la tête d'une "fraction dégénérée engagée dans la voie de la traîtrise et du complot" et il aurait été "guidé par des forces mystiques". Un Front Populaire avait "décidé de mettre fin au pouvoir autocratique de Thomas Sankara et d'arrêter le processus de restauration néo-coloniale entrepris par ce traître à la révolution." On lui reprochait sa "direction instinctive et aventuriste" et son "népotisme"[1].

L'émoi dans la communauté africaine à Bruxelles est grand. Des dizaines de Zaïrois qui n'ont jamais manifesté le moindre intérêt pour la politique, achètent les interviews que nous avons réalisées avec Sankara. Cent cinquante Africains assistent à une Commémoration Sankara au Centre International à Bruxelles; on doit refaire la soirée deux semaines plus tard devant quatrevingts personnes. A l'université de Louvain-la-Neuve, une centaine d'étudiants africains suivent la projection de la vidéo du discours que Sankara a prononcé lors de la deuxième conférence des Comités de défense de la révolution.

Faute d'informations directes en provenance du Burkina, il faut exposer les idées de Thomas Sankara en y cherchant les raisons pour lesquelles certains avaient décidé de le tuer. Après leur mort, certains hommes parlent plus haut que de leur vivant. Et les Africains écoutent avec la plus grande attention les paroles d'un homme qu'ils ont, jusqu'à présent, vaguement observé comme un rebelle, une vedette, un phénomène un peu extravagant.

Pour cette Commémoration, nous avons repris quelques lignes de force des discours de Sankara.

"Tant qu'il y a la révolution, il y aura la réaction, il y aura la contre-révolution. Et l'opposition à la révolution prendra toutes sortes de formes et bénéficiera de toutes sortes de soutiens. Le premier ennemi de la révolution, c'est l'impérialisme qui travaille. Je ne peux pas vous dire que nous avons définitivement écarté tout risque.L'impérialisme peut à tout moment tenter de faire quelque chose.Il tentera de s'appuyer sur telle ou telle personne qui est contre la révolution, à l'extérieur, à l'intérieur du Burkina Faso.La seule garantie que nous puissions avoir, c'est le peuple qui s'organise pour se défendre, pour faire échec à l'impérialisme"[2].

"Les ennemis du peuple, le peuple les a identifiés dans le feu de l'action révolutionnaire. Ce sont:

La bourgeoisie d'Etat, c'est-à-dire la bourgeoisie politicobureaucratique. C'est une bourgeoisie qu'une situation de monopole politique a enrichie de façon illicite et crapuleuse, se servant de l'appareil de l'Etat.

La bourgeoisie commerçante.Cette fraction est attachée à l'impérialisme par de multiples liens.La suppression de la domination impérialiste signifie pour elle la mort de la poule aux œufs d'or.

Les forces rétrogrades qui tirent leur puissance des structures traditionnelles de type féodal de notre société. Ces forces réactionnaires ont le plus souvent recours aux valeurs décadentes de notre culture traditionnelle qui sont encore vivaces dans les milieux ruraux"[3].

"Armés de la formation politique et idéologique, nos soldats, nos sous-officiers et nos officiers engagés dans le processus révolutionnaire cesseront d'être des criminels en puissance pour devenir des révolutionnaires conscients, étant au sein des masses comme un poisson dans l'eau. Armée au service de la Révolution, l'Armée Nationale Populaire ne fera de place à aucun militaire qui méprise son peuple, le bafoue et le brutalise"[4].

"Les paysans ne sont plus les laissés pour compte de la politique gouvernementale. Oubliés pendant vingt-trois années, ils connaissent depuis le 4 août 1983 un éveil positif. Mobilisés dans les Comités de Défense de la Révolution, ils remportent chaque jour des victoires sur les forces féodales et l'obscurantisme. Ils ont construit des routes, des écoles, des postes de santé primaire, des retenues d'eau. Nous voulons à partir des groupements villageois, accéder à un type supérieur de groupement que constitue la coopérative. Cette institution, fondée sur la libre adhésion, permettra une plus grande mobilisation des ressources et une meilleure gestion de cellesci. Nous envisageons la création de fermes-pilotes qui devront être des exploitations modèles et servir d'appui à la coopérativisation"[5].

"La révolution et la libération de la femme vont de pair. Les femmes portent sur elles l'autre moitié du ciel. Créer une nouvelle mentalité chez la femme burkinabè qui lui permette d'assumer le destin du pays aux côtés de l'homme, est une des tâches prioritaires de la révolution. La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui responsabilise la femme, qui l'associe aux activités productives, aux différents combats auxquels est confronté le peuple. L'émancipation, tout comme la liberté, ne s'octroie pas, elle se conquiert. Et il incombe aux femmes elles-mêmes d'avancer leurs revendications et de se mobiliser pour les faire aboutir"[6].

"On peut vaincre la faim, la maladie et l'ignorance dans lev Sahel en cultivant la confiance en soi au sein des masses populaires mobilisées et organisées autour d'objectifs clairs et précis"[7].

"Nos réflexes de consommateurs devront être révisés quant à nos goûts, nos couleurs, nos habitudes. Ce sera un geste hautement patriotique et révolutionnaire que de consommer burkinabè"[8].

"Nous avons jusqu'ici tendu l'autre joue. Les gifles ont redoublé. Mais le cœur du méchant ne s'est pas attendri. Du Christ ils ont trahi la parole. Ils ont transformé sa croix en massue. Et après qu'ils se soient revêtus de sa tunique, ils ont lacéré nos corps et nos âmes. Ils l'ont occidentalisé cependant que nous le recevions comme libération universelle. Alors nos yeux se sont ouverts à la lutte des classes. Il n'y aura plus de gifles"[9].

"Je parle au nom de ces millions d'êtres qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire, ou qu'ils sont de culture différente et qui bénéficient d'un statut à peine supérieur à celui d'un animal.

Je souffre au nom des Indiens massacrés, écrasés, humiliés et confinés depuis des siècles dans des réserves. Je m'exclame au nom des chômeurs d'un système structurellement injuste et désaxé.

Je parle au nom des mères de nos pays démunis qui voient mourir leurs enfants de paludisme ou de diarrhée, ignorant qu'il existe, pour les sauver, des moyens simples que la science des multinationales ne leur offre pas.

Je parle au nom de l'enfant. L'enfant du pauvre qui a faim et qui louche furtivement sur l'abondance amoncelée dans une boutique pour riches. Oui, je veux parler au nom de tous les laissés pour compte, parce que je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger"[10].

"Quand ils se révoltent, les ouvriers français parlent le même langage que le peuple burkinabè. Quand le peuple français comprendra que nous dénonçons et combattons ici les mêmes puissances qu'il combat là-bas en France, alors il comprendra qu'il n'a pas de meilleur allié en Afrique que le Burkina Faso. Si tous les pays africains pouvaient défendre cette idée, on pourrait organiser une véritable internationale de lutte contre l'exploitation capitaliste"[11].

"La dette, nous l'avons déjà payée par les pillages qui ont été organisés chez nous. Ils nous ont poussés à prendre cet argent, ils nous ont drogué l'esprit pour nous amener à signer des contrats.C'est également leur faute si les emprunts n'ont pas été réellement productifs pour créer une société avec une économie solide, capable de faire face à cette dette. Ils sont venus chez nous avec leur argent, ils ont joué et ils ont perdu. C'est comme dans un casino. Si vous perdez, on ne vous rembourse pas"[12].

"Si Nkrumah revenait, nous aurions honte. Nous n'avons pas accompli la moitié de ce qu'il a fait. Nous avons en Afrique tout ce qu'il faut pour vaincre l'apartheid, tout sauf l'unité. A Addis Abeba nous avons offert dix fusils. Dans la salle certains ont éclaté de rire. Nos dix fusils représentent le maximum. Toutes nos armes sont dans la rue. Les autres les cachent. Et les camouflent sous leur veste. Ceux qui ont peur de leur propre peuple, n'osent pas en donner aux autres peuples non plus. Les racistes de l'Afrique du Sud se moquent de nous parce qu'ils savent que des Africains traitent avec eux. Les peuples africains doivent se révolter contre tous les valets qui appuientv directement ou indirectement le régime de l'apartheid"[13].

Quelle force et quelle fierté dans cette voix qui s'est définitivement tue aujourd'hui! Qui avait intérêt à l'étouffer? Nous cherchons des indices de l'implication de l'impérialisme français dans cet assassinat qui arrange trop bien un Chirac. Mais l'homme qui prend la relève de Sankara, n'est autre que son ami et compagnon d'armes, Blaise Compaoré. Alors il ne nous reste que des questions malaisées. Est-ce que des forces impérialistes, agissant dans l'ombre, ont poussé des fractions de l'armée à agir contre Sankara? L'émotion de Compaoré devant la mort de son ami est-elle réelle? Compaoré a-t-il été manœuvré dans la position impossible qui est maintenant la sienne par des forces poursuivant des buts inavoués? Com-

paoré sera-t-il la cible suivante dans une inexorable marche vers la droite? Quelles forces burkinabè ont poussé à l'assassinat de Sankara et ont dénigré l'ensemble de son œuvre? Le Front Populaire proclame-t-il une fidélité verbale à la révolution pour mieux démanteler ses acquis?

Pendant quelques semaines, nous restons sur ces questions. Entretemps de nombreuses lettres d'amis burkinabè nous parviennent. Elles expriment bien les sentiments des différents membres et responsables des Comités de Défense de la Révolution que nous avons rencontrés en 1986 et 1987.

La première a été redigée trois jours après la mort du président du Faso.

"Au moment même où je vous écris, j'ai les yeux pleins de larmes parce que je n'arrive pas à digérer la trahison commanditée par Blaise Compaoré à l'encontre de notre cher et bien-aimé leader, le capitaine Thomas Sankara. Très tôt le matin du 16 octobre, les militants se sont rendus très nombreux au cimetière pour voir la tombe du héros. Vraiment je vous jure qu'ils ont été très méchants. La population n'est pas sûre de ce qu'elle entend car tout se passe comme dans un rêve. Moi, en ce qui me concerne, je suis très découragé".

La deuxième lettre date du 8 novembre et vient de Tapoa où des jeunes du Parti du Travail de Belgique avaient participé en juillet 87 à un camp de travail.

"Personne n'arrive à croire à ce qui s'est passé. Thomas Sankara est bel et bien mort et enterré comme un serpent. Maintenant c'est le retour à l'affairisme, la corruption, la magouille, en somme, aux maux de l'impérialisme. Dans la vie d'un homme, il y a ce qu'on appelle la traversée du désert ou la traversée de la misère morale. C'est mon cas présentement. Je suis célibataire, sans enfants et je veux aller gagner ma vie ailleurs. Plusieurs de mes compatriotes, revenus au Burkina grâce à l'espoir que suscitait le capitaine Sankara, sont en train de reprendre le triste chemin de l'exode".

Une lettre écrite à Bogensee, le 11 novembre.

"Je suis particulièrement choqué par cette manière de résoudre les contradictions au sein de l'organisation par l'argument de la force, au lieu de la force de l'argument. Le capitaine Blaise Compaoré affirme être disposé à poursuivre la révolution, mais je reste sceptique quant à sa capacité de surmonter la phase Sankara. Il s'apprête à organiser des obsèques officielles pour Sankara, dont la tombe est toujours le théâtre d'un pèlerinage monstre des masses urbaines et rurales. Ce premier pas de réhabilitation, s'il est fait, constituera un espoir, car il sera un aveu que ce qui est arrivé est plus dû à des raisons subjectives, interpersonnelles, qu'à un désir de rectification comme ils le prétendent. Il semble également que les CDR seront maintenus comme structures insurrectionnelles du pouvoir, mais qu'ils seront dotés d'un nouveau statut élargissant leur rôle politique.

Si cela aussi se réalisait, il est certain que la révolution pourra gagner un autre souffle".

Une dernière lettre, redigée à Ouagadougou le 31 octobre.

"La nouvelle de la mort de Sankara a provoqué la consternation générale, la révolte de la jeunesse, l'indignation des militants. Les gens étaient d'autant plus choqués que lui qui, hier encore, était le Président du Faso, était aujourd'hui enterré comme un vulgaire individu dans un cimetière populaire sans aucun honneur. Je pense que si les événements du 15 octobre sont arrivés, c'est parce que les structures révolutionnaires n'ont jamais fonctionné correctement. Les divergences sur les questions idéologiques et organisationnelles dont font cas les responsables du Front Populaire, n'ont jamais été perçues par la base. C'est pourquoi aujourd'hui le découragement s'installe chez beaucoup de militants et surtout au niveau de la jeunesse. Chez les paysans, on sent la méfiance et la lassitude. Le plus grand problème que le Front Populaire aura à affronter, est celui de la mobilisation. Les gens ont perdu toute leur motivation. A l'heure actuelle on constate qu'une petite minorité seulement est capable de surmonter le choc sentimental et de penser aux intérêts supérieurs de la Révolution démocratique et Populaire qui doit se poursuivre. Le caractère de masse de la révolution est à reconquérir. Sans une forte mobilisation sur le plan national, nous ne pourrons pas affronter victorieusement les difficultés énormes qui nous attendent. Honnêtement, en ce qui me concerne, je suis sceptique quant à la capacité du Front Populaire à reconquérir les masses. Néanmoins, je reste convaincu que les révolutionnaires sauront toujours surmonter les contradictions et avancer dans la voie de la révolution pour le bonheur des peuples. Nous avons toujours besoin de votre soutien, par la propagande sur notre pays. Des erreurs sont commises, mais nous devons continuer à avancer".

Ces lettres de militants dont nous avons pu mesurer l'engagement aux côtés de Sankara et de sa révolution, nous touchent beaucoup. Nous nous étonnons, moins de la profonde tristesse qui s'y exprime, que de la question inquiète qui y est sous-jacente: est-ce que la révolution continuera?

A l'extérieur du Burkina, le débat sur l'expérience de Sankara prend le plus souvent un caractère beaucoup plus tranché. A Dakar, l'Association des Scolaires Maliens et l'Union des Etudiants Centrafricains signent un tract, le 23 novembre 1987.

Il dénonce "l'assassinat crapuleux du capitaine Thomas Sankara sous les balles de la trahison de son ancien compagnon, le capitaine Blaise Compaoré. En décidant de résoudre les contradictions internes à la révolution par la voie des armes, le capitaine Blaise Compaoré et sa clique ont prouvé leur ferme hostilité à tout débat démocratique et confirment par là-même l'orientation militariste du Front 'populaire'"[14].

C'est le même ton qui domine, une année plus tard, dans les interventions de la salle lors du Colloque Thomas Sankara, à l'université de Créteil, le 15 octobre 1988. Le débat devint passionné lorqu'un participant, sous les applaudissements nourris d'une majorité des deux cents personnes présents, essentiellement des Africains, s'exclame: "On vient nous dire que Sankara a peut-être commis des erreurs, qu'il ne faut pas

l'idolâtrer. Non, il ne faut pas essayer de nous culpabiliser, l'Afrique a besoin d'honorer ses symboles positifs." Un autre intervenant en rajoute: "On veut nous égarer sur les points essentiels. Alors que le choix est clair: soit soutenir Sankara, soit soutenir les assassins".

Lors de la commémoration au Centre International à Bruxelles, un médecin burkinabè, prend la parole. Parti à Ouagadougou la veille même du 15 octobre, il exprime l'opinion que la révolution peut retrouver un deuxième souffle, si les CDR étaient consolidés comme organes du pouvoir populaire et si les organisations marxistes-léninistes arrivent à réaliser leur unification. Par la suite, Mathias Somé nous expose sa compréhension des raisons du drame du 15 octobre et il affirme que la vision que nous avons de l'extérieur des réalités politiques burkinabè est fort superficielle. Il nous incite à retourner au Burkina pour y réaliser des enquêtes au sein de toutes les organisations politiques.

Nous hésitons longtemps. Mais finalement nous nous rendons à Ouagadougou à l'occasion de la Semaine Nationale de la Culture qui se tient du 19 au 26 mars 1988. Sankara a été l'âme du renouveau culturel au Burkina Faso. Cette rencontre bi-annuelle des meilleurs artistes des trente provinces du Burkina, est une des plus grandes manifestations qu'organise le gouvernement. Elle doit être un baromètre assez fidèle des sentiments de la population.

Le 16 mars, en transit à l'aéroport d'Alger, nous parcourons un dernier paquet de livres, dont "La victoire des vaincus" de Jean Ziegler. Nous l'avons rencontré une année auparavant au Fespaco, heureux de vivre cet espoir africain que représente la révolution burkinabè. Nous comprenons l'émotion qui lui a fait écrire: "Thomas Sankara est mort comme Salvador Allende. Les assassins étaient commandés par le capitaine Blaise Compaoré, lié à Félix Houphouët-Boigny, allié privilégié de la France"[15]. Nous voilà devant la pénible perspective de devoir rencontrer un Pinochet noir...

La démobilisation

Aux transports, la révolution deraille

Les rues de Ouaga offrent le tableau de toujours, le petit peuple vivant sa misère. Fraîchement débarqués dans ce pays qui ne peut plus être celui de Thomas Sankara, à qui pouvons-nous adresser les deux seules questions que des amis, tant africains qu'européens, n'ont cessé de nous répéter: Comment l'assassinat de Sankara a-t-il été rendu possible? Ce Front Populaire, marque-t-il le retour lent à l'ordre néo-colonial?

En 1986 et en 1987 nous avons eu l'occasion de rencontrer des responsables et militants CDR, engagés corps et âme dans la défense de la révolution et de Sankara. Nous avons voulu connaître leur opinion.

Lors d'une conférence que nous avons prononcée en février 1987 devant les CDR de la capitale, nous avions remis une vidéo sur les maquis du Congo-Kinshasa à une militante CDR travaillant à la compagnie Air Burkina.

Nous sommes allés la retrouver. Interrogée sur le 15 octobre, elle nous répondit que bien avant cette date, les CDR du Ministère des Transports et des Communications n'arrivaient plus à mobiliser les travailleurs. Cela n'allait plus, on sentait la crise. Mais on pensait que les quatre chefs historiques, Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo, trouveraient bien une solution. La mort du Président bouleversa tout le monde. "Mais notre chance est que Thomas Sankara et Blaise Compaoré sont tous les deux des révolutionnaires. Cela ne sert à rien de pleurer le passé, il faut continuer".

La crise au Ministère des Transports et des Communications ne date pas d'hier; son origine remonte à la fin de 1985. En pleine guerre avec le Mali, le Président avait appelé à la vigilance: il ne fallait pas laisser les réactionnaires sortir du territoire national, pour aller semer l'intoxication et la désinformation à l'étranger. Seydou Nacro, un homme qui passait pour un contrerévolutionnaire aux yeux de bureau CDR d'Air Burkina, s'était embarqué dans un avion à destination de Niamey. Le bureau CDR décida de le faire débarquer, mais le personnel technique s'y opposa. Le ministre Alain Coefe dut intervenir pour que l'avion pût partir. Par la suite, il exprima sa désapprobation catégorique de ce qu'il appellait un acte de piraterie. Il s'apprêtait à prendre des sanctions, mais les militants lui signifièrent que pour leurs actes politiques, ils relevaient du Secrétariat Général National des CDR. Ce dernier se borna à un simple avertissement.

Vers la même époque, a eu lieu l'incident Lucien Rakotondrainibe. Le Burkina manquant d'ingénieurs qualifiés, ce citoyen malgache avait été engagé en 1985 pour une période de six mois comme chef de la Navigation Aérienne. Au moment de la guerre avec le Mali, le Comité de Coordination Sectoriel (Comisec) des CDR des Transports avait exigé son renvoi pour des raisons de sécurité; en outre, son contrat de six mois était arrivé à échéance. Le bureau CDR de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation en Afrique et à Madagascar (Asecna) reprit cette revendication auprès du ministre Alain Coefe, par une lettre du 20 mai 1986. Le ministre jugea qu'il n'y avait aucun autre candidat qualifié pour occuper ce poste. Mis au courant de l'affaire, Pierre Ouédraogo, le Secrétaire Général National des CDR, envoya le 19 juin un message de "soutien et de félicitations" à ses hommes à l'Asecna.

"J'ai pu me rendre compte de la manifestation de votre vigilance révolutionnaire au sujet de la nomination d'expatriés à des postes de responsabilité. Le caractère stratégique des postes en question, requiert beaucoup de prudence"[16].

Colère d'Alain Coefe. Et missive "confidentielle" de sa part à Pierre Ouédraogo. "Je m'étonne que sans avoir entrepris une concertation ni

avec mon cabinet, ni avec le Comité de Coordination Sectoriel du ministère, vous envoyiez vos "félicitations" à un groupuscule d'opportunistes notoirement connus à l'Asecna que nous avons démasqués et que nous nous apprêtons à liquider. La patrie ou la mort, nous vaincrons!"[17] Signé Alain Coefe, avec copie au Président du Faso. Voilà pour l'entrée en scène des principaux acteurs.

Les hostilités proprement dites sont ouvertes le vendredi 26 décembre 1986, lors de l'assemblée générale du CDR de l'Asecna à laquelle assistaient 172 agents[18].

Deux jours auparavant, une liste d'affectations avait été publiée. Certains membres du bureau du CDR, dont Issa Ouédraogo, Hamado Ouédraogo et Pierre Sawadogo seront envoyés à Bobo-Dioulasso. Barro Tiéba, le représentant de l'Asecna, avait justifié ces mesures dans des termes qui sont rapportés ainsi: "Il a constaté qu'au niveau de la Navigation Aérienne, il y a de l'indiscipline, du laxisme et du laisser-aller. Le Camarade Représentant poursuivra en disant que ces affectations permettront de détendre la tension qui règne à la Navigation Aérienne et d'améliorer le climat de travail. Il dira qu'il a été nommé à l'Asecna pour redresser la situation et qu'il entend prendre ses responsabilités".

Devant l'assemblée, le bureau CDR réplique en affirmant que les chefs directs des agents concernés n'ont jamais fait cas d'indiscipline ou de laxisme, que leurs services ont souvent reçu des félicitations et qu'ils ont obtenu un rendement de 98%, le meilleur de toute l'Agence. "Le bureau CDR pense que des affectations expiatoires et punitives ne sont pas justes mais dénotent une irresponsabilité ou des calculs politiques très révélateurs et très mal camouflés".

Lors du débat, Issa Ouédraogo exigera que les délégués CDR aient leur mot à dire lors des décisions d'affectations: "Certains individus ignorent toujours la portée du pouvoir populaire. Pourtant le statut des CDR est très clair par rapport à la participation des CDR à la gestion administrative, financière etc". Georges Tapsoba dira: "Nos ennemis, après avoir honteusement et vainement tenté de débarquer le bureau CDR lors des dernières élections, tentent maintenant de démanteler le groupe de militants honnêtes par des affectations arbitraires".

Le débat s'élargit au comportement du représentant de l'Asecna, Tiéba Barro, ancien Haut-Commissaire. On lui reproche de s'écarter des masses, de ne pas militer au sein du CDR et par conséquent d'avoir un comportement anti-travailleurs.

Une "Motion de dénonciation et de rejet" est votée à l'unanimité. Elle constate que "le camarade Barro Tiéba n'a assisté à aucune activité CDR: Assemblées Générales, élection CDR, travaux d'intérêt commun" et qu'on l'a déjà "mis en garde contre d'éventuelles affectations arbitraires, subjectives et expiatoires". Sa conclusion: "Nous, militants du CDR de l'Asecna, dénonçons l'attitude anti-CDR et anti-travailleurs du camarade Tiéba et rejetons catégoriquement les affectations du 19 décembre 1986".

Un deuxième point de discorde concernait Seydou Nacro, le chef du Service Administratif et Financier de l'Asecna, qui venait d'être nommé DAAF, Directeur des Affaires Administratives et Financières, au Ministère de la Question paysannne. D'après Désiré Kaboré: "le Cd Nacro a redoublé son travail de sape à l'Asecna: campagne d'intimidation et de démobilisation lors des élections, tentative de saboter les travaux de la commission d'avancement et de reclassement, occupation de la chambre de passage de la Représentation pour loger ses copines et mise à la disposition d'un véhicule à ces filles".

A l'unanimité, les participants votent la motion suivante:
"Considérant que le camarade Seydou Nacro, opportuniste de son état, en contradiction crapuleuse et au mépris de l'importante décision du Conseil des Ministres du 15 octobre 1986, est toujours resté cumulativement avec ses fonctions de DAAF au Ministère de la Question paysanne et de SAF par intérim à l'Asecna;
Considérant que pire, il continue son travail de sape et de démobilisation tout azimut dans le service;
Nous, militants du CDR de l'Asecna;
Interdisons désormais au camarade Seydou Nacro l'accès des bureaux du Service administratif et financier;
Lui rappelons qu'à sa seule dictature, s'opposera désormais celle du Peuple militant de l'Asecna".
Une délégation se rend auprès du Représentant Tiéba Barro qui refuse de remettre les clés du bureau de Nacro "niant et bafouant une fois de plus le pouvoir populaire".

Le troisième litige concerne Lucien Rakotondrainibe, le chef de la Navigation Aérienne. Décrit comme un équilibriste et un opportuniste, il est accusé d'immixtion dans les affaires du Burkina avec des déclarations du genre: "la majorité populaire n'est pas qualifiée pour prendre certaines décisions" et autres "déclarations injurieuses à l'endroit des structures populaires". On affirme qu'il ne poursuit que des intérêts égoïstes, notamment la prolongation de son séjour au Faso. François Nonguierma intervient: "Je propose qu'on nomme le camarade Barry (en étude) comme Chef de la Navigation Aérienne".

Une motion, adoptée à l'unanimité, exige "le départ immédiat de Monsieur Rakotondrainibe Lucien".

Derrière les personnes visées, on distingue l'ombre d'Alain Coefe. C'est Jean Etienne Zongo qui la laisse percevoir: "Lors de sa visite à l'Asecna en 1985, le Camarade Ministre déclarait bataille contre les anarcho-syndicalistes avec qui il collabore aujourd'hui pour nous nuire. Alors qu'il change d'attitude pour la bonne marche de la Révolution".
Ainsi, l'enjeu monte d'un cran.

Cela se vérifie à l'assemblée générale du CDR de l'Asecna du 24 janvier 1987[19].

A la suite des motions votées précédemment, le Secrétariat Général National des CDR avait donné ordre au Représentant de l'Asecna de

surseoir aux affectations. Tiéba Barro jugea que le Secrétariat outrepassait ses compétences et les maintenait. Devant le refus de trois agents de se rendre à Bobo, il suspend leur traitement.

"Face à cette répression barbare et anti-travailleurs, le bureau a demandé aux militants un geste de solidarité pour les trois camarades victimes de l'ignoble barbarie du Sieur Barro Tiéba. Séance tenante, 118 militants apportaient leur contribution, un total de 71.275 F.CFA".

Un membre de l'assemblée revient sur l'aspect politique de l'affaire: "Les actes de Barro Tiéba visent à la liquidation de notre CDR sous la forme d'un démantèlement de nos militants honnêtes".

François Nonguierma formule la conclusion, sous les acclamations de l'assistance.

"J'estime que Barro Tiéba doit rendre à présent sa démission parce qu'il a montré son incapacité à diriger l'Agence. Nous demandons au CNR de nous enlever Barro Tiéba. En outre nous donnons un délai jusqu'à mardi prochain pour que ces mesures soient levées, faute de quoi la colère populaire se traduira par son enlèvement physique de son bureau".

Après qu'un intervenant ait invité le Secrétariat "à faire son choix entre Barro Tiéba et la volonté populaire", on vota une motion réclamant le départ immédiat du Représentant.

Lors de cette assemblée, le ministre Alain Coefe était accusé d'avoir envoyé Barro Tiéba à l'Asecna avec la mission de "casser les petits CDR". Issa Ouédraogo était d'avis que "le spectre du Ministre plane dans toute cette machination". Désiré Kaboré prévoyait déjà la tournure que prendraient les événements. "Pour ce qui est de l'attitude de Barro Tiéba et de ses commanditaires, ils doivent savoir que face à leur tyrannie, à leur barbarie et à leurs pratiques terroristes et ignobles, nous leur opposerons la violence révolutionnaire et infailliblement nous mettrons à nu leur opportunisme criard".

Après avoir reçu un avertissement, Issa Ouédraogo, Hamado Ouédraogo et Pierre Sawadogo sont remis à la disposition de leur ministère d'origine, la Fonction Publique qui les licencie sur le-champ. Mais le 3 avril, le bureau CDR rappelle par lettre au Représentant que les trois militants affectés à Bobo, continueraient à venir au service en attendant les décisions définitives des autorités politiques supérieures[20].

Le 7 avril 1987, Alain Coefe passe à la contre-offensive en convoquant une assemblée générale réunissant tous les bureaux CDR de base de son ministère, ainsi que le personnel de l'Asecna, en tout plus de 200 personnes[21].

D'emblée Alain Coefe annonce l'enjeu, en déclarant: "J'ai reçu l'autorisation du Président du Faso pour tenir cette assemblée générale. Sa tenue est déjà une victoire." Alouna Traoré représente la Présidence à cette assemblée. Désormais, Sankara est directement impliqué dans la mêlée.

Barro et Rakotondrainibe exposent leur position et n'ont guère de

difficultés à convaincre la majorité des présents du bienfondé de leur attitude. L'argument selon lequel les affectations n'avaient été décidées que pour des raisons de service et non pour des raisons politiques est retenu. Les trois militants CDR de l'Asecna se trouvent isolés, comme on peut le déduire de leur rapport: "Les camarades licenciés ont été moralement attaqués à fond. Invités à prendre la parole, sans qu'il ne l'aient demandé, ils devaient choisir devant l'Assemblée entre leur bureau CDR et l'Administration, entre leur dignité et leur pain".

Finalement Alain Coefe met au vote la décision suivante: "les camarades licenciés doivent présenter une autocritique, sur quoi ils seront repris et devront rejoindre leur poste d'affectation". Elle est acceptée par 94 voix, aucune contre et 15 abstentions. Le rapport du CDR de l'Asecna affirme qu'une majorité de l'assemblée refusé de prendre part au vote.

Le rapport du CDR de l'Asecna affirme qu'une majorité de l'assemblée a refusé de prendre part au vote.

Mais l'affrontement ira encore plus loin. Des ouvriers de l'Asecna expriment leur mécontentement envers leur bureau CDR et demandent que, séance tenante, on en élise un autre. Alain Coefe leur dit que ce point ne figure pas à l'ordre du jour, sur quoi on fixe une nouvelle assemblée de l'Asecna pour le samedi 11 avril, qui traitera de cette proposition. Le Comité de Coordination Sectoriel ayant, en majorité, soutenu le bureau de l'Asecna, on décide qu'une nouvelle assemblée des bureaux de base sera convoquée dans les jours suivants, pour éliminer les "éléments politiquement incompétents" du Comisec.

Le rapport redigé par le bureau CDR de l'Asecna met en cause la régularité de l'assemblée: ni le bureau CDR de l'Asecna, ni le bureau Comisec en avaient été informés, une "organisation parallèle d'individus" a assuré sa convocation. Le rapport se termine sur un ton désabusé:

"Nous pensons avoir agi conformément à nos attributions. L'exercice du pouvoir populaire est un droit et un devoir pour nous CDR. Nous ne pouvons pas comprendre que pour avoir milité et respecté un mot d'ordre de notre base, des camarades se retrouvent suspendus et licenciés. Nous réaffirmons notre détermination à combattre l'injustice, le faux, l'arbitraire, l'opportunisme et la réaction quelle que soit leur couleur. Notre foi en la Révolution Démocratique et Populaire est et demeure inébranlable, malgré cette épreuve".

Le 10 avril, Pierre Ouédraogo décide de croiser le fer avec Alain Coefe. C'est l'affrontement entre le Secrétaire général national des CDR et le ministre des Transports et des Communications.

Voici l'essentiel de son télégramme:

"Suite confusion organisationnelle apparue lors assemblée générale du mardi 7 avril, honneur de vous informer de ce qui suit.
Primo, assemblée générale du 11 avril est annulée;
secundo, bureau CDR Asecna est et demeure valide;
tertio, bureau Comisec Ministère Transports et Communications est et demeure valide;

quarto, recommandons à tous les militants de garder la tête froide et de ne céder sous aucun prétexte, à aucune provocation"[22].

Dès ce moment, les structures des CDR du ministère des Transports et des Communications se trouvaient complètement paralysées.

Le 4 août 1987, le gouvernement était dissout. Le 28 août, Michel Ouédraogo publie un article dans le quotidien *Sidwaya* où il critiquait les "ministres en méforme", dont Alain Coefe. En fait, il s'agissait d'un épisode de la guerre générale que se livraient deux organisations participant au processus révolutionnaire: l'Union des Communistes Burkinabè, UCB et l'Union de Lutte Communiste – Reconstruite, ULC-R. Désiré Traoré, délégué du Comisec du ministère des Transports et des Communications, prenait la défense de son ministre dans une réponse envoyée à *Sidwaya*. Il citait le communiqué du Conseil National de la Révolution: "L'équipe gouvernementale sortante a un bilan plus que positif et s'en va en rangs serrés et la tête haute avec les félicitations du peuple." Désiré Traoré ajoutait: "Nous n'avons pas besoin de flatter les uns et de décourager les autres au risque de faire de la démagogie"[23].

Réplique immédiate de la majorité du bureau Comisec, qui convoqua, le 7 septembre, une assemblée des bureaux de base. Elle y affirma ne pas avoir été associée à la rédaction du texte que Traoré a publié au nom du Comisec. Un avertissement était voté à l'encontre de Désiré Traoré pour ses méthodes anti-organisationnelles et anti-démocratiques[24]. L'article en question est l'expression de l'opportunisme dans nos rangs, qui acculé de partout, tente d'utiliser les structures CDR pour des fins inavouées"[25]. Un proche de l'ULC-R nous dit que cette agitation fébrile était dépourvue de tout contenu politique et ne reposait sur aucun principe; il s'agissait d'éliminer les cadres de l'ULC-R à n'importe quel prix.

Le 4 septembre, Watamou Lamien, un des principaux dirigeants de l'UCB, était nommé ministre des Transports et des Communications. Par la suite, la tension à l'Asecna s'éteignait, mais la démobilisation générale persistait. Désormais le combat se situait ailleurs. Autour de la Présidence.

La guerre a l'université

Fin février 1987, nous avons fait un exposé sur les maquis du Congo-Kinshasa, à la faculté d'histoire de l'université d'Ouagadougou. Des amis, qui y enseignent, avaient convoqué à l'improviste la réunion, à laquelle participaient soixante personnes. Si nous avions été étonnés par la pertinence des questions sur l'expérience de Lumumba et de Mulele, nous étions encore plus frappés par les multiples affrontements internes que nous pouvions soupçonner lors des discussions individuelles. L'université de Ouaga a la réputation d'être le baromètre de la vie politique au Burkina. Nous avons donc voulu savoir ce qui s'est réellement passé dans le milieu étudiant au cours de cette année 1987.

"Depuis fin '86, il n'y avait plus qu'une infime minorité d'étudiants qui participait aux activités du CDR. Mais pour comprendre la démobilisation

qui a eu lieu, il vous faudra retourner au tout début de la révolution –et même avant–" nous dira un ancien des années 70.

En effet, en août 1979, quatre années avant la prise du pouvoir par Sankara, eut lieu la scission de l'Union Générale des Etudiants Voltaïques. L'UGEV était une organisation de masse relativement bien structurée, dirigée par des cadres qui faisaient leur apprentissage du marxisme-léninisme. Elle avait eu ses extravagances gauchistes, mais elle possédait une solidité indéniable. Au cours de l'année 1978, des oppositions diverses fusionnaient en un courant qui prit forme le 21 juin 1978. Après le 4 août 1983, ces opposants de 1978 auront la haute main sur le CDR de l'université. Il vaut donc la peine de s'attarder sur les affrontements de la fin des années soixante-dix.

L'Union Générale de Etudiants Voltaïques avait adopté une thèse qui devint la cible de l'opposition: "L'UGEV est l'organisation d'avant-garde des étudiants voltaïques et, dans les conditions spécifiques actuelles de la lutte de notre peuple, elle joue le rôle d'avant-garde tout court"[26]. Cette thèse, maintes fois vérifiée dans de nombreux pays du Tiers Monde, soulevait un tollé. Avec force citations de Lénine, l'opposition affirmait que les étudiants "ne sauraient exercer une activité politique révolutionnaire en toute indépendance comme une force politique indépendante", et fustigeait "la méconnaissance et le rejet historique du facteur décisif", c'est-à-dire de la classe d'avant-garde, la classe ouvrière[27].

Les dirigeants de l'UGEV jugeaient inopportun d'affirmer le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans le combat anti-impérialiste, arguant du caractère de masse de l'organisation. On leur rétorqua: "Ce n'est ni plus ni moins que faire de l'anticommunisme"[28].

Le 8 février 1974, Lamizana avait opéré son coup d'état, dissous l'Assemblée populaire ainsi que les partis politiques et annoncé la création d'un parti unique. L'UGEV lançait un appel pour la constitution d'un Front Démocratique "pour la satisfaction de nos justes revendications, pour l'instauration et l'élargissement des libertés démocratiques et contre la fascisation du régime." Ce Front regrouperait toutes les organisations démocratiques et essentiellement les syndicats, aurait des objectifs limités et aiderait à préparer un Front authentiquement révolutionnaire pour le combat anti-impérialiste.

Quatre ans plus tard, l'opposition juge encore utile de publier un texte de 27 pages pour réfuter ce mot d'ordre "populiste, aventuriste, réformiste, putschiste et en dernière analyse contre-révolutionnaire"[29]. D'après elle, le mouvement étudiant, en lançant des mots d'ordre comme celui du Front Démocratique, "surestime ses capacités et verse dans le populisme et le messianisme". En semant des illusions dans les directions syndicales réformistes, l'UGEV "nie purement et simplement la nécessité de la direction de la classe ouvrière"[30].

Bref, après beaucoup de développements de ce genre, il était clair que la scission s'imposait. Ceux qui se sont séparés de l'UGEV, créeront le Mouvement du 21 juin. Par la suite, certains de ses dirigeants fondent

l'Union de Lutte Communiste. D'anciens responsables de l'UGEV se trouvent à ce moment à la tête du Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque. On prétend qu'ils continuent alors à inspirer le syndicat étudiant, l'Association des Etudiants Voltaïques de Ouagadougou (AEVO).

Quand Sankara lance, le 4 août 1983, son appel pour la formation de CDR, l'AEVO est la force dominante à l'université et le CDR n'y démarre qu'avec beaucoup de peine. Le premier Bureau des étudiants de Ouagadougou est dirigé par Mamadou Traoré, Félix Kabré et Alassane Sawadogo, tous de la tendance de l'ex-ULC qui est, fort opportunément, en train de renaître. D'emblée, la guerre fut déclarée au syndicat étudiant et le 23 octobre 1983, lors d'une assemblée générale des CDR de l'université, l'entente de le dissoudre. Karim Traoré, lui-même membre du premier Bureau, dira: "Au début le mot d'ordre était: A bas l'AEVO! Des méthodes violentes, fascisantes ont été employées. Cette attitude anti-syndicale à l'université, a par la suite influencé négativement la politique du Conseil National de la Révolution envers les syndicats"[31]. Des membres du Comité Révolutionnaire élus en 1988 appuieront ces propos: "Les responsables CDR se sont livrés à une répression contre les dirigeants de l'AEVO. Ainsi en octobre 1985, ils ont coupé les bourses de 39 étudiants, qui militaient dans l'Union Générale des Etudiants Burkinabè. Ce qui a provoqué des sentiments très négatifs chez beaucoup d'étudiants"[32]. Précisons que la coupure des bourses a été décidée en août 1985, lors de la première Conférence des CDR d'Université, et confirmée par le Secrétariat national et le Conseil des ministres.

Un grand nombre de faits semblables nous ont été rapportés.

Le 9 février 1985 à Ouaga, une assemblée générale de l'Association Nationale des Etudiants Burkinabè (ANEB, auparavant appelée AEVO), est dispersée par des militaires et des CDR.

Le 13 octobre 1985, pour avoir critiqué la retenue de 4.000 F. CFA par mois sur les bourses, cinq membres de l'ANEB sont arrêtés; peu après, le 4 novembre, dix militants de cette organisation sont amenés à la permanence du secteur 4 où ils seront brutalisés pendant trois jours pour avoir diffusé un tract.

Le 5 avril 1987, le CDR de l'université fait arrêter cinq membres de l'ANEB qui ont collecté des fonds pour leur association.

Le 11 août 1987, l'ANEB est expulsée de ses locaux par les CDR du secteur 4 qui l'y remplaceront très rapidement.

Cette lutte entre l'ANEB et les CDR n'a cessé de dominer la vie universitaire depuis 1983.

Mais en 1986 de nouveaux conflits éclatent, cette fois à l'intérieur du CDR. Pierre Ouédraogo, le Secrétaire général national des CDR s'est plaint que le Bureau National des Etudiants n'a jamais soumis un rapport trimestriel, comme le règlement le lui imposait[33]. En plus, le Bureau passe outre les décisions prises: ainsi la résolution d'engager les étudiants dans une production agricole, prise en septembre 84, n'est exécutée que début 86. Au cours de la préparation de la deuxième Conférence des étudiants,

tout se gâte. Le 2 décembre 1985, le Secrétariat général national donne une directive pour la préparation de cette conférence. Pendant huit mois, le Bureau et le Secrétariat s'affrontent sur le thème de la conférence et aucune mesure pratique d'organisation n'est prise par les étudiants. Par manque de préparation, la Conférence doit se transformer en "Conseil d'Administration" aux objectifs plus limités.

La réunion eut lieu du 26 au 30 août 1986; d'après le Secrétariat Général la participation des étudiants est "lamentable". Le déroulement des débats, entrecoupés par des empoignades physiques, ne l'est pas moins. Pierre Ouédraogo accuse le Bureau de ne même pas disposer de toutes les adresses des sections à l'étranger. Jean-Baptiste Ilboudo, étudiant à Dakar, réplique que le Secrétariat avait invité, en dehors des structures normales, ses propres hommes "pour saboter les travaux".

Félix Kabré, qui préside les séances, pousse la témérité jusqu'à soumettre au vote une directive du Secrétariat général national: ceci revient à mettre en cause l'autorité de l'organe supérieur. Félix Kabré nie ces accusations. Au moment des faits, l'organisation fonctionne sans règlement intérieur; pendant la session du Conseil d'administration tombe une directive sur les procédures de représentation et les modalités de la mise en place du Bureau. Kabré a voulu consulter les mêmes présents sur la mise en application de la missive.

Lors de la guerre avec le Mali, plus de mille étudiants s'étaient inscrits comme volontaires pour monter au front. Lors d'un rassemblement, Séraphin Yaméogo, inspiré par Félix Kabré, s'était exclamé: "Il paraît que le recteur a dit qu'on nous envoie à la boucherie. Camarades, pour la boucherie, en avant!" Les deux étudiants avaient reçu un avertissement par lettre confidentielle. Au Conseil d'Administration d'août '86, le Bureau revient sur cette affaire en déclarant "n'avoir jamais été entendu" et "avoir été lâchement sanctionné". Sur quoi on adopte une "motion d'indignation" contre le Secrétariat.

Pour Pierre Ouédraogo, c'en est trop: il dissout le Bureau National et le comité de Ouaga, exclut ses dirigeants de l'activité CDR pour un an et leur interdit de se faire élire pendant trois ans.

Le coup tombe le lendemain du vote, à l'unanimité des présents au Conseil, d'une motion de soutien au Bureau. Il ancre l'idée que la base n'a rien à dire, que la démocratie n'était qu'un simulacre et que le bureaucratisme règne. La démobilisation fait tâche d'huile. Mais d'après Karim Traoré "personne ne manifestait pour soutenir le Bureau. Il y avait eu trop de subjectivisme et d'exagération dans ses positions. En plus son comportement antidémocratique lui avait aliéné les étudiants: en minorité devant une Assemblée générale de 74 étudiants, le Bureau manipulait le déroulement de la séance jusqu'à ce qu'il ne restait que ses 15 fidèles qui prenaient alors la décision souhaitée"[31].

Tous les cadres de l'ULC-R, y compris les ministres, convaincus que l'organisation dans son ensemble est visée, menacent de donner leur démission.

Après la dissolution du Bureau National, les étudiants de l'ULC-R continuent de contrôler quatre écoles supérieures d'où ils tirent à tracts enflammés sur le nouveau Bureau, désormais contrôlé par l'Union des Communistes Burkinabè. Cette dernière organisation déclare la guerre au COL-CDR, au Courant Opportuniste Liquidateur – CDR... Les termes du combat deviennent de plus en plus terrifiants, à mesure que se détournent les derniers spectateurs. Du 11 au 17 mai se déroulent les Journées anti-impérialistes à l'université. Thème principal: la lutte contre l'opportunisme. Des étudiants tendance ULC-R font du chahut lors de la cérémonie d'ouverture, à la suite de quoi quatre de ses dirigeants sont exclus du CDR. Vient alors la fameuse conférence d'Etienne Traoré sur l'opportunisme. Salle comble. Etienne exige que les quatre exclus quittent les lieux. Brouhaha et fin de la conférence sur l'opportunisme, premier essai. Le lendemain des militaires et des étudiants en armes gardent l'entrée. Les ministres de l'ULC-R, Basile Guissou et Alain Coefe, accompagnés de Firmin Diallo, descendent sur le campus. Les sympathisants de l'ULC-R doivent forcer l'entrée. A la fin de la conférence, onze d'entre eux seront arrêtés par des militaires dirigés par Zétienga. Parlant de l'opportunisme, Etienne Traoré déborde sa cible principale, l'ULC-R, pour toucher le Président du Faso et le CNR. Kaboré le Lion de Koudougou le menacera de mort. La première partie du discours d'Etienne Traoré passe à la radio. Le Ministre de l'Information, Basile Guissou, en censure la suite. C'est la guerre entre l'ULC-R et l'UCB, sur fond de démobilisation totale à l'université.

Derrière les discours sur la femme...

"Un homme, si opprimé qu'il soit, trouve toujours un être à opprimer: sa femme"[34].

A propos de l'écrasant problème de l'oppression de la femme africaine, Thomas Sankara a de nombreux mots qui font mouche. Il conçoit l'émancipation de la femme, comme un préalable au développement de l'Afrique. En août 1986, nous rencontrons la première responsable de la mobilisation des femmes, Alima Traoré. En juillet 1987, avec un groupe de femmes belges de la Ligue Anti-Impérialiste, nous sillonnions la campagne et nous sommes frappé par la prise de conscience des villageoises, souvent illettrées.

Nous voulons savoir comment ces femmes ont vécu l'assassinat de celui qui leur avait ouvert la vie à l'espoir.

Voici l'opinion de Véronique Phoda et de Madeleine Ouédraogo, les deux responsables de l'Union des Femmes Burkinabè qui ont accueilli notre délégation en 1987.

"Avant le 15 octobre, le commun des mortels voyait déjà que ça n'allait plus. La crise au sein de la révolution avait des répercussions sur la vie sociale. Mais personne ne soupçonnait qu'elle avait atteint un tel degré.

Nous ne nous attendions pas à ce que le sang coule et la mort du Président du Faso nous a causé un choc. Chez nous ces choses ne sont pas froidement enregistrées comme en Europe. Par après, on nous a donné des explications: les structures dirigeantes ne respectaient plus les principes organisationnels, on n'écoutait plus. Nous aussi, nous avions senti un malaise que nous pouvions placer désormais dans un contexte plus général. Dans l'UFB, nous ne maîtrisions plus notre action. Les dirigeants du CNR passaient au-dessus de la tête des responsables de l'UFB pour donner des instructions à des éléments de la base. Après la mort de Sankara, il y a eu des déclarations inqualifiables à son égard. Mais chez les femmes, il n'y a pas de positions extrémistes pour ou contre Sankara. Nous regrettons la façon dont les contradictions ont été réglées. Les femmes ont leurs sentiments maternels. De toute façon, il n'y a plus rien à faire, c'est déjà le passé. Le problème de la femme reste posé. Il ne faut pas se laisser décourager, sinon nous devrons nous incliner devant l'état actuel des choses. Nous gardons le même idéal, il faut regarder de l'avant"[35].

Dès l'origine même de l'organisation des femmes, s'est posé un problème qui l'a finalement disloquée. Créée en octobre 1984 au sein du Secrétariat général national des CDR, la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes (DMOF) a les mains liées dès le départ.

Alima Traoré nous a dit à ce propos: "Nous, à la Direction des Femmes, voulions mettre sur pied une organisation de masse qui serait autonome et qui collaborerait avec le Secrétariat. Ce point de vue n'a pas été accepté, ni en théorie, ni en pratique. Le Secrétariat Général National nous considérait comme une structure subordonnée qu'il contrôlait étroitement. Sur papier, nous étions chargées de la coordination de toutes les actions des femmes, mais on nous refusait les moyens politiques de la réaliser. Pour chaque action que nous voulions entreprendre, il fallait l'approbation du Secrétariat Général. Ainsi, beaucoup d'initiatives ont été tuées, nous devenions de plus en plus une structure administrative et bureaucratique. Le CNR avait, en fait, une fausse conception des organisations de masse. Pour jouer notre rôle politique, qui était de mobiliser et d'organiser la masse des femmes à partir de leurs propres intérêts, il était vital que nous ayons une grande autonomie. Mais l'idéologie féodale persiste: les femmes sont mineures, il faut qu'elles soient chapeautées par des hommes. Cette conception se réalisait aussi à la base. La responsable de l'Union des Femmes Burkinabè au niveau des secteurs, figurait dans le bureau CDR comme responsable pour les problèmes féminins: l'UFB dépendait donc des cinq hommes du Bureau CDR. Cette tutelle étouffante a empêché l'UFB de s'épanouir. L'UFB devenait une simple exécutante de décisions prises par d'autres, elle était une "caisse de résonnance" pour les mots d'ordre du Secrétariat"[36].

L'UFB envoie quatorze délégations à l'étranger: aux Congrès des femmes à Cuba et au Congo, à la Conférence sur la décennie des femmes à Nairobi, pour des visites d'amitié en Chine et en Union Soviétique etc.

Après chaque mission, les femmes rédigent un compte rendu contenant leçons et suggestions. Le Secrétariat général national n'y réagit jamais et l'organisation ne tire aucun profit de ses randonnées studieuses à travers le monde.

Néanmoins, la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes a des réalisations importantes à son actif, dont la moindre n'est pas la tenue de la Semaine Nationale de la Femme à Ouagadougou, du 1er au 8 mars 1985. Pour la première fois, trois cents femmes, venues de toutes les provinces, exposent les problèmes qu'elles vivent tous les jours. Sankara, qui parle si bien des femmes, ne les écoute guère. "Les recommandations et les résolutions formulées lors de la première Semaine Nationale de la Femme en 1985, n'ont pas été effectivement prises en compte; pourtant ce séminaire avait marqué le début d'une prise de conscience révolutionnaire de la femme burkinabè"[37].

Pour mieux comprendre les déboires ultérieurs de l'UFB, jetons un coup d'œil sur les principales revendications que les femmes ont avancées lors de la Semaine Nationale[38].

D'abord dans la Commission "Situation juridique de la femme".

Les femmes exigent l'élaboration d'un Code de la Famille, régissant les relations entre les membres d'une même famille. La femme, "vouée au rang de bête de somme", est un être qu'un homme peut acheter dès le plus jeune âge et qui n'aura aucun droit tout au long de son existence. Aussi, le Code de la Famille doit-il:

"-Préciser un âge minimum légal du mariage;
-Exiger le libre consentement mutuel des candidats au mariage;
-Instituer la monogamie comme forme légale de mariage avec possibilité d'opter pour une polygamie;
-Définir clairement les droits et devoirs des époux;
-Assurer le recouvrement de la pension alimentaire par des dispositions privilégiées".

D'autres revendications retiennent l'attention:
"-l'interdiction du mariage forcé;
-la suppresson de la dot en tant qu'institution obligatoire;
-le versement obligatoire des allocations familiales à la mère, qu'elle soit mariée ou célibataire, salariée ou non".

Dans la société traditionnelle, le sort des veuves étant des plus cruels, les militantes recommandent ceci.

"La veuve hérite du défunt. La garde des enfants et leur tutelle devront lui être confiées d'office. La veuve doit avoir toute liberté de se remarier. L'obligation pour la femme de se remarier à un membre de la famille de son mari, doit être supprimée".

La deuxième commission traite de "La femme et l'éducation".

Seulement 7% des jeunes filles vont à l'école; 0,8% commence le secondaire, 0,16% entame le deuxième cycle du secondaire. Analphabète, la femme ne peut "avoir une autonomie de pensée et d'action, une identité et une personnalité propre, elle est obligée de s'en référer tout le temps

à l'homme". Les résolutions affirment qu'il faut élargir les efforts d'alphabétisation des femmes, accélérer le processus de démocratisation de l'école, élaborer sur place du matériel didactique adapté et lier l'éducation à la production. Si l'unanimité se fait pour exiger "l'abolition sans équivoque de l'excision", on n'arrive pas à adopter une position commune à propos de la législation sur l'avortement. Pratiqué clandestinement, il est une des principales causes de mortalité chez les femmes.

La troisième commission a comme thème: "L'intervention de la femme dans le développement social et économique".

Le problème de l'approvisionnement en eau, qui souvent ne laisse aucun temps de loisir et de repos à la femme, est soulevé par toutes les participantes. Les recommandations sont les suivantes: "l'intensification des programmes hydrauliques en cours: puits, forages, retenues d'eau; la recherche de moyens pour recueillir l'eau de pluie et l'exploitation des eaux de source".

Les femmes exigent que l'accès au crédit leur soit facilité, que des fonds soient libérés pour développer les coopératives de femmes dans l'agriculture et l'artisanat, que les femmes puissent acquérir des moulins dans de meilleurs conditions. Elles recommandent "l'exécution immédiate des programmes de vulgarisation des foyers améliorés dans toutes les provinces".

En fait, l'union des Femmes Burkinabè avait précisément été mise sur pied dans le cadre de la campagne pour la généralisation de ces foyers améliorés, qui s'est déroulée de novembre 1984 à mars 1985 à Ouagadougou. Pour que l'expérience réussisse, il fallait commencer par la conscientisation des femmes au problème de la désertification. On avait d'abord formé 37 animatrices dans les techniques des foyers "trois pierres améliorées". Elles ont généralisé les foyers dans les 30 secteurs de Ouaga. Ensuite, chaque secteur a été jumelé à une des 30 provinces du pays. Dix femmes par secteur ont reçu une formation d'animatrice et elles sont parties organiser des stages pour 65 femmes venues de tous les départements d'une même province.

Alima Traoré raconte: "Un jour, Sankara nous a convoquées, moi et le Ministre de l'Essor familial. Il m'a dit que l'UFB avait bien d'autres choses à faire que les foyers, notamment des séances de formation politique et des conférences. Désormais les foyers seraient de la compétence exclusive du Ministère. Depuis lors, l'UFB a déclinée. Nous avons voulu responsabiliser les femmes à partir de leurs problèmes quotidiens. Plus de 90% de nos femmes sont analphabètes: il faut s'occuper de leurs intérêts concrets et, au cours de la mobilisation, leur assurer une formation politique. Privé du travail politique de l'UFB, le Ministère de l'Essor familial a vu la campagne pour les foyers s'enliser"[36].

La Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes soutient que la lutte pour l'émancipation de la femme est avant tout le combat pour son indépendance économique. Or, la femme burkinabè est pratiquement exclue de l'activité économique moderne: les entreprises privées ne

comptent que 5% de femmes. Dans de nombreux secteurs de la vie professionnelle, des femmes pionniers ont dû battre en brèche des siècles de préjugés. Cinq femmes suivront la formation de maçon et seront engagées par l'entreprise GDEIRI; à Ouagadougou, 38 femmes, en majorité analphabètes, apprendront à conduire des poids lourds. Au Sanmatenga, des militantes formeront des groupements pour exploiter 47 hectares de terres irriguées; des femmes créeront le restaurant Yidigri à Ouaga, d'autres à Bobo une coopérative travaillant la céramique.

Au lieu de prendre appui sur les préoccupations que les femmes elles-mêmes ont exprimées, Sankara a préfère entreprendre des actions tapageuses et spectaculaires. Ainsi, pour réaliser l'égalité entre hommes et femmes, il lance l'idée du "salaire vital". L'homme qui a une occupation rémunérée, voit une partie de son salaire prélevée à la source, au bénéfice de son épouse qui reçoit ainsi un 'salaire vital'. Cette mesure n'a même pas été discutée avec les responsables de l'UFB. Mais le Secrétariat ordonne aux femmes de faire des marches de soutien à ce plan farfelu du Président. La propagande autour du "salaire vital" suscita bien des espoirs chez les femmes. Mais finalement ce mot d'ordre ne connaît même pas un début d'application.

Partant de sa conception chrétienne de la morale, Sankara consacra beaucoup de temps à la lutte contre la prostitution. Les femmes se dressent bien entendu contre cette atteinte à leur dignité et contre ce danger pour la santé publique. Mais Sankara propulse cette question à l'avant-plan, veut réprimer la prostitution et donner un travail aux prostituées. Il en met quelques-unes à l'ouvrage dans le restaurant Yidigri. Mais elles tournent très rapidement les talons: cela ne rapporte pas assez. Déjà à ce niveau, les femmes ne sont pas d'accord. Le chômage frappe durement l'ensemble des femmes. Elles estiment qu'il faut d'abord trouver des emplois pour les personnes honnêtes. Avec une base économique tellement faible et une misère généralisée, le Burkina est incapable de résoudre définitivement le problème de la prostitution. Il faut d'abord réaliser le décollage de l'économie nationale. En 1986, Sankara nous déclare: "Le 4 août vous verrez d'anciennes prostituées à la tribune, comme invitées du président. Nous luttons contre la prostitution, mais pour protéger les prostituées qui sont des victimes de la société"[39]. Les femmes trouvent tout cela assez ridicule et laissent échapper: "Le Président est en train de caresser un peu ce fléau". Alima Traoré parle de son expérience: "Sankara m'a demandé que l'UFB s'occupe du problème des prostituées. Mais notre organisation avait des priorités bien plus urgentes. Les femmes ne portaient pas un intérêt majeur à cette question. D'ailleurs, une fois que l'organisation sera consolidée et épanouie, les femmes elles-mêmes endigueront ce mal. Le Président a voulu que l'Union des Femmes Burkinabè fasse une marche, ensemble avec les prostituées. Mais les deux parties ont refusé"[36]. Le sujet tient le président trop à cœur, pour qu'il s'avoue vaincu. Il décide de rencontrer lui-même les prostituées au Mess des Officiers. Lui qui, avec une effronterie bon enfant, prend toujours le

dessus dans la discussion, trouva à qui parler. En guise d'entrée en matière, Sankara expose son plan qui vise à donner du travail à toutes celles que l'âpreté de la vie a poussées à la prostitution. Elles lui répondent vertement que, même si elles auront un travail, il ne peutt pas les empêcher de faire, après 18 heures, ce dont elles ont envie. D'ailleurs, ce n'est pas seulement pour l'argent qu'elles font cela. Comme souvent, Sankara essaie de vaincre ses adversaires par le rire. "Si votre problème se situe à ce niveau, dit-il, je vais vous marier toutes". Peu touchées par cet humour, les femmes lui répondent: "Peut-être avez-vous les moyens de nous nourrir toutes, mais vous ne pourrez pas nous satisfaire toutes". Il ne reste à Sankara qu'à constater qu'il s'est fourré dans un guêpier. Après que les femmes sont parties à leur besogne, Sankara interdit à la presse de relater cet entretien grotesque entre le Président du Faso et ses chères prostituées[40].

Fin 1986, la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes est dissoute. Mais on laisse l'UFB sans direction nationale. Les bureaux provinciaux vont à la dérive. Alima Traoré propose à ce moment que le CNR dresse une liste de candidates afin d'élire un Bureau National. On l'accusa de chercher un poste, une carrière...

Pour échapper au débat sur l'orientation et la conception de l'UFB, le CNR attise les conflits personnels. La situation continua à se dégrader c'est alors que la rivalité entre organisations de gauche vient s'y greffer. On calomnie des femmes d'une organisation concurrente pour les remplacer par les siennes. L'UFB s'écarte des problèmes terre-à-terre de la paysanne et de la femme citadine, pour sombrer dans des querelles, des rivalités, des mesquineries, des luttes de préséance.

C'est dans ces conditions que Sankara prépare son grand discours sur la "Libération de la Femme" du 8 mars 1987. Il a demandé à des responsables de l'UFB de lui rédiger un projet. Ces femmes lui expliquent qu'elles attendent une suite logique aux travaux de la Semaine Nationale de 1985. Il faut maintenant annoncer des mesures concrètes à prendre par le CNR ou le gouvernement pour répondre à toutes les préoccupations exprimées par les femmes.

Mais Sankara préfère prononcer un discours brillant auquel 90% des femmes présentes à la Maison du Peuple ne comprennent pratiquement rien.

Par après, le Secrétariat général national envoie des cadres de l'UFB dans les trente provinces pour une vaste opération politique et idéologique baptisée "Pouentoua": la lumière. Les idées clés du discours du président sont expliquées dans les langues nationales, à partir d'exemples à la portée des femmes. Ainsi entre 1.500 et 2.000 femmes reçoivent une solide formation en avril-mai 1987. Les Equipes Mobiles de Propagande de l'opération Pouentoua ramènent toutes à Ouaga des cahiers de revendications formulées par les femmes séminaristes[41]. Mais aucune suite ne leur

est donnée. L'Union des Femmes b..:kinabè était pratiquement morte.

Les femmes ne joueront aucun rôle dans le drame qui se prépare.

La répression

Des populistes apatrides combattus au lance-flammes

"Les syndicats burkinabè ont une longue tradition de lutte, ils ont fait tomber plusieurs gouvernements réactionnaires" - nous dit Halidou Ouédraogo, le Secrétaire Général du Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè. Puis il enchaîne: "Nous ne comprenons pas comment des révolutionnaires étrangers ont pu porter un jugement positif sur Sankara, sans avoir au préalable, recueilli l'opinion des syndicalistes"[42].

Difficile de récuser cette vérité. Pour comprendre les sentiments de nombre de Burkinabè envers Sankara, il faut examiner les relations que le Président défunt a entretenues avec le mouvement syndical. Mouvement par ailleurs extrêmement complexe.

En effet, le jour même où Sankara prend le pouvoir, un syndicat entame le combat pour le renverser.

Le 4 août 1983, le Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta se trouve réuni en congrès à Bobo. Ce syndicat, lié au Front Progressiste Voltaïque de l'historien Ki-Zerbo, a apporté, de novembre 1980 à novembre 1982, son appui au régime militaire d'extrême droite du Comité Militaire du Redressement pour le Progrès National. A l'époque, le SNEAHV a accepté la suppression du droit de grève et la dissolution de la Confédération Syndicale Voltaïque dont il faisait pourtant partie. Le 5 août 1983 donc, ce syndicat lance un appel à combattre le Conseil National de la Révolution qui vient de naître. En fait, le Front Progressiste Voltaïque, affilié a l'Internationale socialiste, utilise le syndicat des enseignants comme bouclier dans son combat contre Sankara. Le 9 mars 1984, Jean Bila et deux autres dirigeants du FPV, qui occupent aussi des responsabilités syndicales sont arrêtés pour complot contre la sûreté de l'Etat. Le Syndicat National des Enseignants de Haute-Volta déclenche les 20 et 21 mars une grève pour obtenir leur libération. Le Conseil National de la Révolution décide de licencier immédiatement 1.380 enseignants grévistes avec interdiction pour toute école de les embaucher[43].

La Confédération des Syndicats Voltaïques avait quant à elle, apporté, le 18 décembre 1983, son soutien à la Révolution du 4 août: le PAI, qui dirige la Confédération, participe alors au gouvernement. La CSV accepte les sacrifices que la révolution demande aux salariés: des contributions à la Caisse de Solidarité Révolutionnaire fixés selon les différentes catégories de travailleurs et des réductions des indemnités versées aux fonctionnaires – mesure qui rapporta 1,4 milliards de F.CFA en 1984. Les sommes ainsi réunies, servent à réaliser des investissement à caractère social (transports en commun, lotissements et logements, barrage du Sourou). Soumane Touré, le Secrétaire Général de la CSV, déclare en avril 1984: "S'il

y a un réel espoir de changement, je pense que les travailleurs qui avaient déjà fait des sacrifices dans le passé, sont en mesure de les faire aujourd'hui"[44]. Après l'élimination du Parti Africain de l'Indépendance, le 19 août 1984, la CSV entre dans l'opposition.

Du 26 au 30 décembre 1984 a lieu le treizième congrès du Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur dont les dirigeants sont proches du CNR. Quel est le type de syndicalisme prôné par le SNESS?

"Les problèmes des travailleurs ne peuvent être fondamentalement résolus en dehors d'une victoire significative sur l'impérialisme. Un syndicalisme anti-impérialiste joint la lutte pour la défense des intérêts de ses militants à la lutte du peuple pour son émancipation économique et politique, respecte sa nature de masse qui commande des débats démocratiques et reste jaloux de son autonomie organisationnelle et politique". "Nous devons hiérarchiser nos revendications économiques en privilégiant les revendications à caractère général touchant aux conditions de vie des masses fondamentales qui forment le camp anti-impérialiste. Nous devons prendre en compte les intérêts fondamentaux des masses des villes et des campagnes, c'est-à-dire le droit à la nourriture, au logement, à l'habitat, à l'eau potable etc"[45].

Cette conception est en fait formulée en opposition avec "l'anarcho-syndicalisme" dont on accuse le Front Syndical, constitué de syndicats autonomes et la Confédération Syndicale Voltaïque qui vient de rompre avec le CNR. Comme dans le passé, les syndicats ont fait tomber plusieurs régimes en place, l'idée de la toute-puissance du syndicat s'est répandue: voilà le nœud de la conception anarcho-syndicaliste.

"L'anarcho-syndicalisme consiste à vouloir faire assumer les tâches politiques d'un parti au syndicat. C'est donc la tendance à lui faire jouer un rôle d'avant-garde. Cette conception a permis de développer une pratique putschiste au sein des syndicats. Ainsi, chaque fois que les militants d'un parti politique parviennent à la tête d'un syndicat, ils cherchent à l'utiliser comme moyen pour conquérir le pouvoir ou maintenir les amis politiques au pouvoir". C'est ainsi que le Syndicat Unifié Voltaïque des Enseignants du Secondaire et du Supérieur fut mis en veilleuse alors que Ali Lankoande était ministre de l'Education nationale; le SNEAHV lança, en mars 1984, sa grève aventuriste pour appuyer le parti de Ki-Zerbo contre le CNR. En somme, le syndicat est détourné de sa fonction authentique de défense des travailleurs, pour servir, en dehors de toute position de principe, les ambitions politiques des bureaucrates qui le contrôlent[46].

Le Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur formule aussi un certain nombre de critiques à l'adresse du CNR. Tout en marquant son accord avec "des sacrifices qui nous permettent de nous soustraire à l'exploitation impérialiste", il précise "que les sacrifices doivent être consciemment acceptés par les travailleurs, après des débats véritablement démocratiques". Or, le syndicat n'a pas été consulté au moment où il a été décidé de réduire les salaires. De la même façon, la

discussion démocratique a été rendue impossible lors de l'adoption des mesures budgétaires en 1984. "Les syndicats n'ont pas été convenablement associés à la Conférence Nationale. Ils disposaient de douze heures au maximum pour donner leur appréciation du budget et des mesures à prendre (retenues sur les salaires, diminution de l'âge de la retraite...)"

"Les conditions de vie et de travail se sont dégradées au niveau des militants qui se sont pratiquement serré la ceinture jusqu'auv dernier cran. Nous pensons même que l'importante baisse du pouvoir d'achat envisagé, va freiner considérablement la consommation et l'épargne, ce qui peut engendrer une récession économique d'autant plus accentuée que les travailleurs manquent de zèle à leurs postes".

Dans le domaine de la justice sociale, le SNESS s'oppose à l'égalitarisme et à la démagogie: "Notre plus grand démon, c'est la précipitation, le saut par-delà l'histoire concrète"[47].

De juillet 1984 à janvier 1985 se développent les premières attaques de Sankara contre le mouvement syndical de gauche.

Le Syndicat des Travailleurs des Travaux Publics du Bâtiment, de l'Hydraulique et Assimilés (SYTTPBHA), que certains disent proche du PCRV, est particulièrement touché: quinze militants arrêtés et détenus en juillet, quatre suspendus en septembre, puis le 29 janvier 1985, la maison de son Secrétaire Général, Ousmane Kouanda, prise d'assaut avec grenades et kalachnikovs par des CDR du secteur 7 et Ousmane lui-même enlevé et enfermé pour une durée de six mois.

Soumane Touré, le Secrétaire Général de la Confédération Syndicale Burkinabè (ex-Voltaïque) est "dégagé" en août 1984, puis, en janvier 1985, mis en prison. Il y restera jusqu'au 2 octobre 1986. En octobre 1985, le secrétaire aux relations extérieures, Adama Touré, est arrêté et suspendu "pour propos diffamatoires à l'endroit du CNR".

Le fait le plus marquant de cette période, est une visite de Thomas Sankara à la mine d'or de Poura. Sankara y fait une déclaration musclée contre le PCRV qui exerce une forte influence à la mine. En voici le compte rendu pour le moins étonnant, publié dans le journal gouvernemental *Carrefour Africain*.

"Les tenants de ce courant, selon le Président du Faso, disent que ce n'est pas encore la révolution au Burkina Faso. Ils veulent que l'or de Poura soit partagé entre eux, ils veulent chasser les 'cousins' sud-africains pour occuper leur place. 'Ce sont les mêmes caïmans de la même mare, il faut les combattre' poursuivra Sankara. Quel type de révolution veulent ces gauchistes? Pour le Président, celle où l'on terrorise les militants, où on les martyrise, bref, la révolution qui agresse physiquement ceux qui ne sont pas d'accord". "Si jusque-là la direction politique a fait montre de mansuétude, eh bien, cette période est révolue. 'Le mensonge sera démasqué, à la provocation sera donnée une réplique vigoureuse, implacable, bref, l'intoxication et la perturbation seront attaquées au lanceflammes.' A bon entendeur, salut!"[48]

La politique de Sankara envers les syndicats prend sa tournure définitive le 1er février 1985. La Révolution d'Août, qui compte alors un an et quatre mois, commet une erreur qui s'avérera irréparable. Onze syndicats viennent de signer, le 28 janvier 1985, une Déclaration commune. Un document capital dont nous reprenons l'essentiel:

"La situation politique, économique et sociale de notre pays est marquée par son caractère trouble et complexe. Néocolonie agricole arriérée, le Burkina Faso subit durement les retombées catastrophiques de la crise structurelle qui secoue le système capitaliste. Il en résulte l'aggravation constante des conditions désastreuses de vie et de travail des masses laborieuses, confrontées à la misère, au chômage, à l'analphabétisme, à la maladie et à la famine. Les travailleurs des villes et des campagnes voient régulièrement leur pouvoir d'achat baisser avecv la montée sans cesse croissante des prix des denrées de première nécessité, l'inflation galopante et l'incapacité du Pouvoir à bloquer les prix. Cette situation générale prend une signification particulière aujourd'hui avec les mesures gouvernementales de remise en cause des libertés démocratiques et syndicales et les réductions du pouvoir d'achat des travailleurs.

Les libertés démocratiques et syndicales sont l'objet d'attaques et de violations répétées, illustrées par les licenciements, dégagements et autres suspensions. Par ces mesures, on veut effrayer les travailleurs, les intimider et, en même temps, chercher les voies et moyens pour mettre au pas et liquider les organisations syndicales. A ces faits s'ajoutent:

- les immixtions grossières du Pouvoir dans les affaires internes des Syndicats avec la contestation de la légitimité des responsables élus, les appels répétés aux militants, afin qu'ils "...se débarrassent de leurs responsables";
- les remises en cause des libertés d'organisation, de circulation, d'expression et de réunion (tentative d'imposition des Forces de l'Ordre aux réunions syndicales, interventions intempestives et levées de réunion par ces mêmes Forces, interpellations, arrestations et détentions...)
- l'obligation faite aux travailleurs de participer aux travaux d'intérêt commun (Cités du 4 Août, Programme Populaire de Développement, etc.) sous peine de "sanctions révolutionnaires".

De plus en plus, le Pouvoir ne veut voir que des syndicats qui chantent ses louanges et soutiennent aveuglément ses mesures. A la vérité, il s'agit là d'une conception anti-démocratique, les syndicats devant défendre, de manière intransigeante, les intérêts matériels et moraux des travailleurs et ne soutenir que des mesures véritablement populaires, garantissant leurs intérêts.

Déjà faible, le pouvoir d'achat des travailleurs est encore appelé à baisser avec les mesures gouvernementales qui concernent:

- la diminution des salaires (un mois de salaire annuel pour les travailleurs des catégories A et B; un demi-mois pour les catégories C et assimilés;
- l'augmentation des taxes sur les boissons de fabrication locale;
- la montée des prix des produits de première nécessité. Ainsi, les savons

de ménage passent de 235 à 270 F, le sucre de 300 à 325 F, le lait de 450 à 460 F;
- la réduction de l'âge de la retraite à 53 ans qui, outre les problèmes sociaux qu'elle engendre, tend à augmenter le chômage, les retraités n'étant pas systématiquement remplacés.

A ces éléments il faut ajouter l'institution d'une taxe de jouissance du domaine foncier national allant de 300 F. le m² pour les villes de Ouaga et Bobo à 100 F. pour les villages en zone d'habitation.

Le résultat de toutes ces mesures sera la chute brutale du pouvoir d'achat et du salaire, avec un manque à gagner de 20 à 60% selon les cas. Il est clair que ces mesures sont antisociales et antitravailleurs.

Les organisations soussignées appellent les travailleurs, élèves et étudiants à:
- prendre conscience de la situation grave que nous connaissons et se préparer à la lutte;
- se mobiliser davantage dans les organisations syndicales des travailleurs, élèves et étudiants, se battre pour leur existence et leur renforcement, indépendamment du Pouvoir en place;
- défendre fermement le maintien et l'élargissement des libertés démocratiques et syndicales.

la Confédération Syndicale Burkinabè (CSB): Joseph Yaméogo

la Fédération Syndicale des Boulangers (FSSB): Tiga Djiguimde

le Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè (SAMAB): Halidou Ouédraogo

le Syndicat National des Travailleurs des Brasseries (SYNTB): Emmanuel Tapsoba

le Syndicat National des Agents des Impôts et Domaines (SNAID): Sibiri Ouédraogo

le Syndicat National des Travailleurs de l'Education et de la recherche (SYNTER): Aimé Nikiema

le Syndicat National des Travailleurs de l'Environnement, du Tourisme et de l'Hôtellerie (SYNTETH): Amidou Djibrillou

le Syndicat National des Travailleurs de la Géologie, des Mines et des Hydrocarbures (SYNTRAMIH): Etienne Zoungrana

l'Union Générale des Etudiants voltaïques (UGEV): Bouhir Somé

le Syndicat des Travailleurs des Travaux Publics, du Bâtiment, de l'Hydraulique et Assimilés (SYNTTPBHA): Ousmane Kouanda

le Syndicat National des Travailleurs de la Santé Humaine et Animale (SYNTSHA): Hubert Yaméogo.

Ouagadougou, le 28 janvier 1985"[49].

En réaction à cette déclaration, Sankara signe le 1er février le Décret N° 85-078 suspendant de leur fonction, dans le secteur public ou privé, tous les signataires,sauf Ousmane Kouanda, qui est dégagé. En plus, il leur interdit l'accès aux bus et aux logements de l'Etat[50].

Une critique cohérente de la prise de position des syndicats est formulée

par l'UCB dans un tract de la même date.

"La nouvelle droite (PCRV-PAI) décrète qu'il y a une remise en cause des libertés démocratiques et syndicales. Mais cette canaille droitière n'apporte aucun fait sérieux pour étayer son accusation réactionnaire.

Vous mentez lorsque vous affirmez que les travailleurs sont obligés de participer aux travaux d'intérêts communs sous peine "de sanctions révolutionnaires".

En renversant la bourgeoisie réactionnaire, la révolution n'a fait qu'exacerber les luttes de classe; vous comprendrez que les dégagements, licenciements etc, expriment l'âpreté de cette lutte de classe et que les syndicats, comme les CDR, ne sont que des moyens au service de cette lutte. La lutte de classe étant une guerre sans merci, on ne part pas en guerre pour remettre ses armes à l'ennemi sous prétexte de "liberté démocratique".

Maintenant que la bourgeoisie est renversée, il est réactionnaire de s'attacher aux privilèges du passé qui sont dépassés. Aucune indemnité, aucune hausse de salaire ne peut résoudre les problèmes sociaux vitaux, en dehors d'une stratégie globale, d'une remise en cause du système impérialiste, source des maux.

Le débat de fond est de savoir si le Programme de Développement Populaire vaut la peine d'être mené coûte que coûte, par la sueur et le sang de notre peuple, comme le véritable combat contre l'impérialisme, ou non? Le débat de fond est de savoir si l'effort exigé permettant la réalisation du Programme de Développement Populaire, renforce la base économique du peuple contre l'impérialisme.

Qu'est-ce qui fait donc qu'on est si pressé de faire une alliance au sommet maintenant, en jetant par-dessus bord la ligne politique "ultra révolutionnaire", messieurs du PCRV? Le PAI vous a-t-il convaincus que seul le putsch peut vous amener au pouvoir et que l'occasion est trop belle pour la perdre? Chacun sait qu'aujourd'hui les bonzes du PCRV parlent d'une situation révolutionnaire. Si cela était, pourquoi mettre en avant les syndicats, si vous n'êtes pas de vulgaires anarchosyndicalistes, de véritables putschistes?"[51]

L'idéologue de Sankara, Babou Paulin Bamouni, publie un article de fond annonçant la stratégie future. Il y affirme que beaucoup de syndicats sont "aristocrates, patronaux et putschistes" et qu'ils apparaissent "comme une peste pour la révolution d'août". Il appelle à démasquer "les petits malfrats" à la tête des syndicats. "Il appartient à tous les militants d'aller à l'assaut des syndicats. L'heure est venue d'abattre les quelques îlots de résistance. S'emparer de tous les bureaux est devenu une nécessité"[52].

De toutes ces considérations idéologiques, les militaires, avec l'esprit pratique qui leur est propre, tireront leurs propres conclusions.

"Nous tenons à informer solennellement les déchets de l'anarchosyndicalisme, que les militaires et paramilitaires réunis au sein du comité de garnison, ne se laisseront guère divertir par une quelconque phraséologie déstabilisatrice. Nous tenons ainsi à désillusionner les alliances sacro-sain-

tes circonstancielles et surprenantes d'ailleurs, des putschistes de la LIPAD-PAI et des dogmatiques populistes rêveurs de PCRV. Nous demandons fermement au CNR de prendre des sanctions d'extrême rigueur contre tous ces renégats et leurs alliés à la solde de l'impérialisme. Nous ne saurons continuer à garder patience face à de telles déclarations de guerre".
Signé, le Comité de Garnison de Ouagadougou[53].

Dans les différents communiqués publiés en février 1985 par les instances CDR, les revendications avancées par les syndicalistes sont assimilées à une activité d'ennemis de peuple, de contre-révolutionnaires, d'agents de l'impérialisme.

En même temps, on y affirme que les mesures contestées "découlent des larges débats de tout le peuple et ont été discutées et acceptées par le peuple"[54]. Mais, comme nous l'avons vu, ceci est contesté même par le SNESS, syndicat proche du CNR.

Sankara lui-même tire de ces considérations une conclusion qui déterminera sa politique future: "La contradiction principale à l'intérieur de notre lutte n'est plus celle qui nous oppose à la réaction de droite, mais bel et bien celle qui nous oppose à la réaction de gauche"[55].

Logique avec lui-même, Sankara reçoit le 23 février les représentants de deux syndicats de droite: l'Organisation Nationale des Syndicats Libres, affiliée à la CISL (la Confédération Internationale des Syndicats Libres) et la Confédération Nationale des Travailleurs Burkinabè, affiliée à la Confédération Mondiale du Travail. Bamouni écrit que ces syndicats regroupent la presque totalité des ouvriers syndiqués et une partie importante des fonctionnaires et qu'ils "n'ont manifesté aucune hostilité ouverte à l'égard de la Révolution d'août depuis son déclenchement"[56]. Or, que ce soit au Nicaragua, aux Philippines ou en Pologne, le rôle de ces deux fédérations mondiales, financées par la social-démocratie et la démocratie chrétienne, ne prête pas à discussion: elles mènent avant tout le combat contre le communisme et pour la défense du monde dit libre.

De février 1985 à mai 1987, on assiste à une impressionnante série d'arrestations, de licenciements et de suspensions contre des syndicalistes.
Le 3 février 1985, le Secrétaire Général du SYNTSAH, Hubert Yaméogo, est arrêté. Il sera détenu jusqu'au 17 juin.
Le 13 février, le Secrétaire Général du Syndicat National de l'Agriculture, Sami Ouattara est suspendu pour trois mois et demi.
Le 23 février, le CDR de la mine d'or de Poura "décide l'interdiction des activités du SYNTRAGMIH à Poura".
Le 22 mars, deux militants de ce syndicat sont arrêtés, licenciés et enfermés jusqu'au 17 juin. Un autre militant est suspendu comme "perroquet des anarcho-syndicalistes".
Le 1er mai 1985, un groupe armé de CDR des secteurs 1 et 2, intervient à la Bourse du Travail contre le meeting organisé par les onze syndicats signataires de la Déclaration. Matraquages, arrestations, dégâts pour 2 millions de F. CFA.

Le 3 mai, les CDR du secteur 11 arrêtent cinq membres du syndicat SYTTPBHA qui resteront enfermés jusqu'au 6 août.
Le 1er juin 1985, six militants de syndicats proches du PCRV sont arrêtés à Léo et enfermés au Conseil de l'Entente ou ils seront torturés pendant 12 jours au couteau et à l'électricité notamment par Sigué. Ils resteront en prison au-delà du 4 août.
Le 19 juin, quatre militants du SNAID sont suspendus: ils ne reçoivent plus de salaire, mais on attend qu'ils continuent à travailler comme "témoignage du souci de s'amender" - dixit le ministre Fidèle Toé. Raison officielle de la suspension: "Propos du genre: Nous sommes politiquement contre les CDR; Les CDR sont des clairons publicitaires du CNR"[57].
Le 1er juillet 1985, le siège de l'Ecole Démocratique et Populaire à Ouaga, est occupé par les CDR du secteur 29. Cette institution a été créée dans le but de démocratiser l'accés à l'instruction: elle assure des cours du soir pour travailleurs et élèves, contre paiement d'une somme fort modique de 3.000 F.CFA. Le 12 juin, le ministre de l'Education nationale, Philippe Somé a ordonné aux chefs des établissements scolaires, de ne plus mettre des locaux à la disposition de l'E.D.P. "En effet, les CDR se plaignent légitimement de ce que l'Ecole Démocratique et Populaire soit devenue une structure d'intoxication au service du PCRV dogmatique et rêveur"[58].
Le 23 septembre 1985, le même Philippe Somé suspend six enseignants, militants du syndicat SYNTER. Justification en ce qui concerne Charles Nassouri: "En plus de ses propos anti-CDR, l'intéressé s'est avéré un élément notoirement populiste, intoxicateur et de ce fait, se met objectivement sur la voie du licenciement"[59].

Le Ministère de l'Eau redige un Contrat d'Embauche qui spécifie:
"Le demandeur d'emploi déclare être un militant CDR et s'engage à n'adhérer à aucun syndicat contre-révolutionnaire du genre SYTTPBHA, SYNTER, SYNTRAGMIH... qui sont les chevaux de trot du PCRV, à ne participer à aucune de leurs activités, à ne fréquenter aucun anarcho-syndicaliste"[60].

Pour éviter une énumération fastidieuse, disons qu'avant le 15 octobre 1987, 47 militants syndicaux sont licenciés, 90 suspendus et 200 arrêtés dont 47 torturés.

A la lumière de ces faits, certains propos fort sympathiques de Sankara sur "la nécessité du débat démocratique" prennent une saveur étrange. Ainsi, Sankara déclare le 3 août 1987: "Ce sont des luttes purement politiques qui s'affrontent. C'est sur la base du débat politique également que ces questions seront résolues. Personne n'a été arrêté parce qu'il est militant de tel ou tel syndicat. Je sais que certaines personnes arrêtées se sont empressées de mettre cela sous le couvert du syndicalisme, parce que c'est ce qui marche le mieux à l'étranger. Mais des milliers de CDR se sont sentis blessés par les personnes qui les ont provoqués. Les CDR ont droit aussi à leur point de vue. S'il n'est pas juste, on débat et on détruit ces points de vue là"[61].

Le signal de l'affrontement final entre le CNR et les syndicats, est donné le 4 mai 1987 par un communiqué radiodiffusé. Invoquant une loi de 1959, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité "invite" les syndicats à réunir leurs congrès et à renouveler leurs bureaux avant le 15 juin 87. La loi de 1959 prévoit la dissolution des organisations qui ne respectent pas les règlementations en vigueur.

Le 26 mai, Soumane Touré proteste au nom de la CSB contre "l'immixion grossière et inacceptable du Gouvernement dans la vie des syndicats" et il conclut: "La même et lancinante question demeure sans réponse depuis le dernier trimestre 1984: avec l'arsenal répressif mis en place, la répression abattue sur les organisations syndicales et leurs dirigeants, quelle est dorénavant la place des syndicats dans notre pays?"[62]

Dans la nuit du 30 mai, Soumane Touré est arrêté par les CDR du secteur 29; au cours du mois de juin, onze autres responsables et militants de la CSB suivront.

Dans une déclaration, le Comité de Garnison de Ouaga accuse Soumane Touré d'avoir "rejoint le maquis de la contrerévolution". "C'est pourquoi le Comité de Garnison de Ouagadougou, en Assemblée Générale extraordinaire dans la nuit du 31 mai au 1er juin 1987, après analyse de ce bilan macabre, requiert contre Touré Soumane et ses hommes de main, la peine capitale.

A bas l'impérialisme international et ses valets locaux!
Mort aux apatrides!"[63]

L'ordre ministériel de renouvellement des bureaux est en fait le signal pour une série concertée de "putschs syndicaux".

Observons-en le mécanisme dans le cas du Syndicat National de l'Agriculture (SYNAGRI).

Le 29 et 30 mai 1987 le SYNAGRI a renouvelé ses instances.

Mais le 17 juin, le Comité de coordination Sectoriel du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage convoque tous les agents en assemblée générale CDR. A 15 h 00, le délégué Comisec Gabriel Kientega ouvre la séance et déclare que "de tristes individus à la solde de l'impérialisme sont camouflés sous les manteaux du syndicalisme. Nous devons redoubler de vigilance pour extirper de nos rangs tous les éléments opportunistes et contre-révolutionnaires, pour épurer l'Etat révolutionnaire". Puis il affirme que le bureau syndical élu le 30 mai, est anti-statutaire.

Une immense clameur s'élève dans la salle. Comment une structure politique comme le CDR peut-elle traiter une affaire syndicale? Comment une assemblée générale où se trouvent mêlés des syndiqués et non-syndiqués, des membres appartenant à quatre syndicats différents, peut-elle statuer sur le cas du bureau du SYNAGRI? Pourquoi le bureau contesté n'a-t-il pas été invité à se défendre? Le putsch échoue.

Le 23 juin, le Comisec, les délégués CDR, le secrétaire général du ministère et des fonctionnaires se réunissent et décident de mettre rapidement en place des bureaux de sections locales du syndicat qui enverront

leurs délégués à un congrès se tenant cinq jours plus tard! Le ministère payera les frais de déplacement!

Ainsi réuni les 28 et 29 juin, un congrès putschiste, patronné par le secrétaire général du ministère, Jean Martin Kambire, élit un nouveau bureau...[64]

Le 29 juin à 10 h 40, le Bureau National de la CSB reçoit une lettre datée du 27 juin et signée par les responsables de neuf syndicats de base, élus pour la plupart dans les conditions que nous venons de voir. Par cette lettre, le Bureau est sommé de convoquer un congrès national, le même jour avant midi au plus tard! Il lui reste une heure vingt pour s'exécuter.

Après la tenue du congrès du 30 juin, l'ancien Bureau de la CSB porte plainte contre le nouveau bureau, dit putschiste, en faisant état d'une bonne dizaine de violations des articles 11, 12 et 13 des statuts...[65]

A partir du mois de juin 1987, la répression anti-syndicale exaspère les contradictions au sein du Conseil National de la Révolution. Blaise Compaoré prend ses distances par rapport à la politique adoptée par Thomas Sankara.

Nous nous sommes entretenus avec Halidou Ouédraogo, Secrétaire Général du Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè, dégagé le 1er février 1985. "J'étais menacé de mort, dit-il, et je suis entré dans la clandestinité du 9 mars jusqu'au 5 juin 87. Je suis resté à l'intérieur du pays, les masses m'ont protégé. Je continuais à entretenir une correspondance avec les autorités, notamment avec le ministre de la Justice, Blaise Compaoré qui m'a donné l'autorisation de réunir un Conseil du syndicat les 3,4 et 5 juin"[66].

Lors de ce Conseil, Halidou Ouédraogo affirma: "dans notre syndicat il n'y a pas de juges prospères qui s'adonnent aux monnayages de leurs dossiers judiciaires et professionnels" et il insinua que les personnes qui "choisissent la délation, la magouille, l'esprit d'intrigue, la couardise, pourvu que se prolonge la vie à laquelle elles se sont habituées récemment", doivent être cherchées plutôt parmi les griots du CNR. "Si la vision idéologique de la société est fondamentale, c'est dans le travail que se distinguent les militants les plus dévoués à la cause du peuple. Alors qu'on cesse de licencier, de suspendre, de traquer au nom de la raison d'Etat et l'on ne sait quelle philosophie, les fils honnêtes de ce pays"[67].

Le soir de la clôture du Conseil, Halidou est arrêté. Il sera détenu pendant trois jours par les CDR du secteur 9. Le lendemain, le ministre de la Justice, Blaise Compaoré, ordonne sa libération. Le 10 juin intervient le licenciement de dix-neuf magistrats, militants du SAMAB, qui ont participé au Conseil du SAMAB. Le 27 août, Halidou Ouédraogo est reçu par Blaise Compaoré pour envisager la reprise des magistrats licenciés. Les quatre chefs historiques sont divisés quant à l'attitude à adopter envers les syndicats?

Nous avons également rencontré le Secrétaire Général du Syndicat National des Travailleurs de la Géologie, des Mines et des Hydrocarbures (SYNTRAGMIH), François Palé. "Le 26 juin 1987, j'ai été arrêté avec une dizaine d'autres camarades dont tous les membres du bureau syndical. Pendant trois mois, nous avons été gardés à la Direction de la Surveillance du Territoire à Gounghin dans le secteur 8. Au mois de juin, j'ai subi trois fois des tortures. Les tortionnaires appartenaient au FIMATS, la Force d'Intervention du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et leurs instructions venaient directement de Sigué. Nous étions menottés aux poignets et aux tibias et pendus ainsi, nus, à de gros bâtons. Ils nous donnaient des chocs électriques sur tout le corps. Puis ils nous versaient de l'eau dessus et remettaient le courant. Pendant ce temps, ils nous questionnaient: Où se trouvent les archives du syndicat? Est-que le PCRV dirige votre syndicat?"[68]

Les tortionnaires de Sigué doivent avoir une protection en haut lieu. Toute la direction du CNR est-elle prête à gouverner avec de telles méthodes?

La crise

Le lent effritement de la base politique de Sankara

Le coup d'Etat du 4 août 1983 porte seule au pouvoir la fraction démocratique et anti-impérialiste de l'armée. Pour bloquer toute possibilité d'un retournement de situation au profit des officiers droitiers, cette fraction acquérir d'urgence une base politique parmi les masses. D'où son appel à la jeunesse à former des Comités de Défense de la Révolution. D'où son alliance avec le Parti Africain de l'Indépendance, la principale force derrière la mobilisation populaire déclenchée entre le 17 mai et le 4 août 1983. D'où son rapprochement avec l'Union de Lutte Communiste qui avait été dissoute par ses dirigeants en 1981, mais qui fut saisie après le 4 août par les convulsions de la résurrection. L'ULC entraînera une partie des étudiants et des intellectuels derrière le Conseil National de la Révolution. Le PAI qui dirige la Confédération Syndicale Voltaïque, renforcera la position de Sankara parmi les salariés.

Mais très vite, au fur et à mesure que le capitaine Sankara gagne de l'assurance et de l'autorité, sa base politique se rétrécit.

En août 1984, le PAI vire dans l'opposition, suivi en 1985 par la grande majorité des syndicats. Fin 1986, la démobilisation des CDR se fait sentir. Entretemps, l'Union de Lutte Communiste Reconstruite, un moment seule à participer au CNR, a été rejoint par deux formations peu implantées dans les masses: l'Union des Communistes Burkinabè et le Groupe Communiste Burkinabè.

Entre janvier et juillet 1987, les luttes sans merci entre les trois organisa-

tions politiques soutenant la Révolution d'Août, accentuent le désarroi des CDR et laminent encore davantage la base politique de Sankara.

Les problèmes ont commencé à l'université. En dissolvant, en septembre 1986, le Bureau National des Etudiants et le Comité de l'Université de Ouaga, Pierre Ouédraogo a porté le fer dans la "forteresse" de l'ULC-R. Les étudiants de l'ULC-R distribuent des tracts dénonçant "la bureaucratisation et la personnalisation du pouvoir" et "la négation des principes organisationnels". Recherchés par les militaires, leurs dirigeants doivent se cacher. Douze comités universitaires signent des protestations. Sankara, absent du pays au moment des faits, se trouve à son retour devant un dilemme: Valère Somé, le chef de l'ULC-R et Pierre Ouédraogo, le "bourreau" des étudiants ULC-R, étaient ses deux principaux adjoints. Finalement Sankara maintint la dissolution du Bureau, mais lève quelques autres sanctions.

Les étudiants ULC-R ressentent comme une trahison, l'acceptation de la dissolution de leur Bureau par Valère Somé.

Mais cet incident libère encore d'autres démons. Il révèle des contradictions profondes à la tête de l'ULC-R. Voici le témoignage de Kader Cissé: "Quand Sankara est revenu, Valère Somé lui a dit que les étudiants avaient été chauffés à blanc par moi et par Moïse Traoré. Tous les cadres de l'ULC-R, y compris les ministres, ont été amenés à présenter leur démission si les sanctions n'étaient pas levées. Lui, Valère, a essayé d'empêcher cette tournure de l'affaire. Mais tant que Kader Cissé et Moïse Traoré seront à la direction de l'ULC-R, il y aura des problèmes"[69].

En novembre 1986, Sankara décide d'envoyer Kader Cissé, Moïse Traoré et Raymond Train Pooda, trois membres du CNR appartenant à l'ULC-R, comme Hauts-Commissaires, loin de Ouaga. Cissé et Traoré y voient une manœuvre politique pour les éliminer de la direction de l'organisation. Vu la carence de cadres communistes, leur éloignement équivaut à la liquidation de leur tendance. Ils refusent de partir. Sankara les admoneste: "Vous vous accrochez à la vie facile de la capitale, vous rechignez à la tâche d'implanter la révolution à la campagne, vous refusez de servir les masses paysannes". Il chasse Cissé et Traoré de leur poste au Conseil Révolutionnaire Economique et Social et à l'Ureba.

Pour éviter l'accusation de partialité, Sankara a nommé Patrice Zagré, un dirigeant de l'UCB, comme Haut-Commissaire à Bazéga. Pure manœuvre, dit-on du côté ULC-R: Bazéga est à 40 kilomètres de Ouaga et Patrice Zagré fait presque chaque jour l'aller-retour.

Dénonçant la complicité de Valère Somé dans leur relégation, les deux "presque-Hauts-Commissaires" arrivent à convaincre les membres de l'ULC-R que leur chef s'est acoquiné avec Sankara pour liquider l'ULC-R.

Après une belle bataille, le 2 février 1987, Kader Cissé et Moïse Traoré entraînent la majorité des membres de l'ULC-R dans une scission qui reprend le nom originel: l'Union de Lutte Communiste. Leur principal argument justificatif, est formulé de la façon suivante: "Les cellules, le Comité central et le Bureau Politique changent constamment de compo-

sition selon les calculs mesquins, les humeurs et les caprices d'un cacique (Valère Somé). Des décisions d'exclusions, de reprise d'exclus, de recrutement de nouveaux membres sont prises, des directives et lettres circulaires sont adressées aux structures, à l'insu du Comité Central et du Bureau Politique"[70].

Ainsi, l'ULC-R, le principal soutien civil de Sankara, s'est effrité.

Secoué par les mesures prises par le Secrétaire Général National des CDR, accusé d'opportunisme par l'UCB, acculé par la scission dans ses propres rangs, Valère Somé décide de contre-attaquer. Sur les presses gouvernementales de Sidwaya, il tira *Le Prolétaire n°8*, douze pages au langage difficile à déchiffrer. Par la suite, Valère Somé s'étonnera que cet écrit ait soulevé le courroux et la haine.

L'article part d'une analyse globale:

"La 4 août 1983, la bourgeoisie réactionnaire a été renversée du pouvoir. Elle n'a pas été battue. Elle œuvre dans le noir à la restauration de l'ancien régime. Elle utilise l'arme de la corruption pour noyauter et gangréner le processus révolutionnaire. Elle trouve un appui au sein des petits-bourgeois veules, couards, poltrons et aux appétits démesurés.(...) Aujourd'hui, mai 1987, elle formule les termes de la restauration"[71].

Les premiers visés parmi ces petits-bourgeois sont Kader Cissé et Moïse Traoré: "une paire d'éléments traîtres, corrompus par l'esprit petit-bourgeois, par l'arrivisme". Carriéristes, ils ne cherchent que des postes et "utilisent leur pouvoir pour sev servir au détriment des masses". Faisant allusion à leur nomination comme Hauts-Commissaires, le texte poursuit: appelés "sur un autre front de lutte qui demande plus de sacrifices", ils tombent dans "la démobilisation et l'abattement".

Etienne Traoré et Gabriël Tamini de l'UCB constituent la deuxième cible, "les transfuges de la bourgeoisie... toujours à la recherche des faveurs auprès des puissants du jour". Hier encore, ils détestaient "tous les mots en -isme" et ils choisissaient "consciemment de tourner le dos au militantisme révolutionnaire" pour sombrer dans "un carriérisme forcené". Aujourd'hui "ils prennent pour cibles ceux-là même qui avaient essayé en vain de les entraîner sur le chemin du militantisme révolutionnaire".

Mais la polémique la plus âpre du *Prolétaire n°8*, est dirigée contre Pierre Ouédraogo, avec qui Valère Somé est depuis longtemps à couteaux tirés. Dans la population, les critiques foisonnent déjà à l'adresse du Secrétaire Général National et le bruit court que Valère Somé pourrait lui succéder. L'ULC-R trace un portrait peu flatteur du "bureaucrate" Pierre Ouédraogo: "Le bureaucrate ne se soucie plus de savoir si ce qu'il fait, est ce que les masses veulent. Pourvu qu'elles suivent. De toute façon, elles suivront se dit-il, même si pour ce faire il faut recourir à la trique". Pour le bureaucrate "il revient au dirigeant (individu ou organe) d'émanciper les travailleurs et à faire la révolution à la place des travailleurs".

Valère Somé aborde ensuite la question des néo-féodaux ou, si vous préférez, des anarcho-fascistes. Si les déclarations cinglantes permettaient de remplir le ventre, le peuple burkinabè serait le mieux nourri du monde. En guise d'en-tête à leur Mémorandum sur la dissolution du Bureau National des Etudiants, Mamadou Traoré et Pierre Ouédraogo avaient placé quelques pensées de Sankara, appelant à "extirper des rangs de nos CDR les aventuriers, les imposteurs et les tartuffes opportunistes et situationnistes" et dénoncant les "néo-féodaux qui dans leur façon de faire, sont anarchistes, qui, régnant et sévissant à la manière des seigneurs de guerre, sont fascistes".

Valère Somé renvoie l'étiquette d'anarcho-fascisme, dont Pierre Ouédraogo s'est servi contre l'ULC-R, à l'expéditeur et à ses amis de l'UCB: "Des opportunistes larbinisés et servilisés ont cru voir en l'expression composée de l'anarcho-fascisme, une trouvaille pour masquer leur propre opportunisme. Comment comprendre que ceux-là qui vouent un mépris à la théorie révolutionnaire osent s'élever contre l'anarchisme? Comment comprendre que ceux-là qui à défaut d'arguments théoriques, ont recours aux 'appareils d'Etat' pour en imposer à leurs interlocuteurs, osent s'écrier contre le fascisme?"[71].

C'était, bien sûr, attirer la foudre sur sa propre tête.

La réplique ne se fait pas attendre. Fin mai, les CDR des secteurs de Ouaga, largement dominés par l'UCB, adoptent la recommandation suivante.

"Nous,

Comités de Défense de la Révolution des secteurs et villages de la province du Kadiogo, recommandons:

Que soient éjectés des Structures politiques et populaires tous les opportunistes, parasites et liquidateurs de la Révolution Démocratique et Populaire;

Que tous les responsables à quelque niveau qu'ils soient, coupables d'actes anti-principiels et anti-organisationnels soient sévèrement sanctionnés;

(...) Invitons toutes les Structures populaires, CDR, Union des Femmes Burkinabè, les Pionniers, Union Nationale des Anciens Burkinabè, Union Nationale des Paysans Burkinabè, à se mobiliser pour l'assaut final contre les citadelles opportunistes et en dernière analyse réactionnaires et contre-révolutionnaires"[72].

L'idée de voir monter à l'assaut final de l'opportunisme liquidateur, des forces aussi redoutables que les pionniers et les vieillards, laisse rêveur. Et il n'est pas interdit de penser que les paysans, guère familiarisés avec la langue française, manqueront à l'appel. En revanche, le texte ne laisse aucun doute quant à l'âpreté avec laquelle les militants de l'ULC-R seront désormais traqués.

Le comité central de l'UCB se réunit le 26 mai 1987. Il constate une démobilisation et un découragement chez les militants et un regain d'activité du côté des réactionnaires. Cette évolution négative est attribuée

au manque d'unité et de confiance réciproque entre les dirigeants. Les priorités du travail se perdent dans le brouillard des décisions improvisées. La base se sent accablée par une débauche de directives, souvent contradictoires. "Il faut réconsidérer la mobilisation à partir des intérêts des masses. Certains sont déçus par les promesses démagogiques et disent que la situation n'est guère mieux que sous le RDA"[73].

Le mercredi 27 mai 1987, les représentants de l'ULC-R, de l'UCB et du GCB se rencontrent. L'ULC-R relève le fait qu'elle est, à la radio et dans *Sidwaya*, publiquement stigmatisée comme une organisation sans principes, une secte hétéroclite. "Si un jour, nous parvenons à une telle appréciation de toutes les organisations membres du CNR, notre présence au sein de cette instance n'aura plus sa raison d'être. Que pensent les organisations politiques membres du CNR, lorsque nous sommes identifiés comme les pires ennemis de la révolution qu'il faut abattre et faire 'consommer' par les militants? Sans une appréciation positive que les organisations ont les unes des autres, il n'y a point d'unité. Tout le reste n'est que farce et duperie"[74].

Sankara se rend compte que la base politique du CNR s'effrite. Mais il ressent de plus en plus de difficultés pour motiver et pour unir les organisations politiques.

Une conférence de l'Union des Communistes Burkinabè, organisation présidée par Sankara depuis 1985, est convoquée le 4 juillet 1987. Béatrice Damiba nous dit: "Régulièrement, Sankara menaçait de démissionner du comité central. Comme il ne convoquait plus de réunions du comité central, la vie des cellules périclitait. A cette conférence de cadres, il a proposé la dissolution des organisations dans le CNR. Mais il se trouvait très isolé. Une organisation communiste qui se veut d'avant-garde, ne peut pas s'autodissoudre dans une organisation aux contours extrêmement flous. Au début de la révolution, l'improvisation était encore excusable. On parlait bien de la nécessité du parti, mais sa construction fut toujours remise à plus tard. Alors nous comprenions pourquoi: le parti signifie démocratie et discipline et Sankara ne supportait ni l'une ni l'autre. Le débat a duré jusqu'au petit matin et nous avons frôlé la crise ouverte"[75].

Kilimité Hien nous a parlé du même événement: "A cette conférence, les étudiants ont mené le combat contre la dissolution avec le plus de verve. L'entourage du Président a fait l'erreur de penser et de proclamer que Blaise avait inspiré les discours des étudiants. Sankara en a déduit que Blaise n'était pas d'accord avec lui et manipulait les étudiants"[76].

A l'approche du 4 août 1987, l'ULC-R s'est scindée; l'UCB connaît de graves divisions; des luttes âpres se produisent aussi bien entre ces organisations qu'en leur sein même. Ces multiples conflits, souvent obscurs mais d'une grande violence verbale, paralysent la plupart des CDR.

Sur cette crise politique, se greffent des tensions sociales de plus en plus apparentes.

Depuis février 1987, la Garde présidentielle était descendue à plusieurs reprises dans les secteurs pour y frapper des militants et saccager des permanences CDR. Ilboudo Marin en a été la victime au secteur 4; un incident semblable avait eu lieu au secteur 14. Un jour, Simon Zongo, le frère de l'aide de camp de Sankara, le lieutenant Etienne Zongo, est trouvé ivre dans un bar en possession d'un pistolet. Le responsable sécurité du CDR appelle la gendarmerie pour intervenir. Par la suite, ce responsable fut arrêté par la Garde présidentielle, emmené en jeep à la présidence et battu à sang[76].

Le 17 mai 87, un tract intitulé "Lettre ouverte à l'Empereur Sankara" crée une certaine agitation. Le bruit court qu'il a été redigé par le Bureau National des Elèves. Début juin dans une "Lettre ouverte n° 2 à l'Empereur du Faso", on annonce que les élèves "ont massivement boycotté le meeting organisé le 21 mai par le Secrétariat Général National dans l'enceinte du lycée Marien Ngouabi" à cause des arrestations, exclusions de l'établissement, menaces des délégués CDR etc. S'adressant à Sankara, le tract continuait: "Tu n'hésites pas à faire fermer nos établissements en pleine année et à renvoyer systématiquement les élèves sous prétexte que les établissements ne sont pas en règle. A cette répression barbare et sauvage, à cette dictature honteuse, aux agissements de tes CDR "hors-la-loi", nous opposerons une lutte féroce et ce jusqu'à la victoire finale. Camarades, mobilisons-nous pour combattre avec la dernière énergie ce régime dictatorial en quête de gloire facile sur le dos du peuple et dont la simple évocation rappelle le désordre, la misère de nos parents, la dictature, la répression, le culte de la personnalité"[77].

L'arrestation de Soumane Touré et de dizaines d'autres syndicalistes en mai et en juin, fait monter la tension dans tout le pays.

Ainsi, la fête de l'An Quatre de la Révolution, se prépare dans l'inquiétude et la démobilisation. Que va dire le Président?

Contre l'univocité assechante des communistes...

Dans son discours du 4 août 1987 à Bobo-Dioulasso et dans une interview-fleuve publiée le même jour dans *Sidwaya*, le Président Sankara prend position sur les différents aspects de la crise politique que traverse la révolution.

Sachant que sa base politique se désagrège, Sankara cherche une ouverture en direction des classes et des couches de la population que la révolution a jusqu'alors combattues.

"Nous avons donné l'impression de tout vouloir changer et tout de suite. Et des critiques nous ont été faites que nous comprenons fort bien." Sankara proposa un rapprochement avec les forces s'opposant à la ligne politique et la stratégie économique du CNR. "Il doit y avoir de la place dans le cœur de chacun de nous pour ceux qui ne sont pas encore parfaitement en harmonie avec le Discours d'Orientation Politique et les objectifs de notre Plan quinquennal". Il affirme ensuite que les réactionnaires,

poussés par le vent de l'histoire, sont en train de rompre leurs liens anciens avec l'impérialisme. "Tout le peuple burkinabè croit à un meilleur avenir. Et à ce niveau, nous avons même réussi à convaincre les réactionnaires d'hier, et qui, pris dans l'engrenage de la marche de l'histoire, regardent avec optimisme l'avenir avec nous, oubliant que hier encore, ils prêchaient la soumission à l'impérialisme et la mendicité perpétuelle comme moyens pour développer le pays"[78].

Sankara dénonce les opportunistes parmi les adeptes de la Révolution du 4 Août, prêts à trahir et à défaire la révolution; par là même, il annonce des affrontements redoublés entre membres du CNR. "L'opportunisme, nous l'avons vu à l'œuvre. Il travaille sous diverses formes à la renonciation de la lutte révolutionnaires, à l'abandon de la défense intransigeante des intérêts du peuple au profit d'une recherche frénétique d'avantages personnels et égoïstes. L'âpreté de la lutte des classes a amené des camarades à déserter purement et simplement les rangs ou à opérer des fuites en avant quand ce n'est pas pour se tromper purement et simplement de cible. Nous continuons de penser que les échecs et les défaites, les trahisons ne guettent que les autres révolutions"[78].

Dans son interview à *Sidwaya*, après avoir affirmé que rien ne viendra à bout de l'unité entre les quatre chefs historiques, Sankara laisse soupçonner que leurs rapports sont pratiquement au point de rupture. Il raconta qu'un responsable politique est venu lui dire: "Il paraît que vous avez tenté d'arrêter le capitaine Blaise et que c'est sur son chauffeur qu'on a tiré". A ce moment, Blaise est sorti de la pièce d'à côté pour réfuter cette rumeur. Et Sankara de continuer: "Il y a tous les jours de la provocation sur le terrain et souvent on demande: 'Camarade Président, voilà les preuves qu'un tel a fait ceci, a fait cela contre votre personne. Faites quelque chose'. Non, justement, il ne faut pas réprimer à ce moment-là. On vous pousse par la critique, par les attaques, par la provocation même, et vous réagissez comme un homme programmé. Dans ces conditions, on peut programmer votre perte. Justement, là on veut que nous réagissions de façon brutale. Il y a la possibilité d'utiliser l'arme de la coercition, mais il y a aussi la possibilité d'utiliser une autre arme qui est plus lente, plus difficile, l'arme du débat"[79].

Ainsi, Sankara est conscient du fait que, des deux côtés, on pousse à l'affrontement violent. Pour éviter un dénouement dramatique, il proposa le débat, le dialogue. Mais quelles sont les conditions de ce débat, quels sont ses thèmes, ses cadres organisationnels? Comment créer les conditions d'un dialogue fructueux entre ceux qui dénoncent les opportunistes larbinisés et liquidateurs et ceux qui leur répliquent: "les opportunistes parasitaires et anarcho-fascistes, c'est bien vous"!

Sankara ne peut pas échapper à l'analyse des relations existantes entre l'ULC-R, l'UCB, le GCB et l'ULC. Il lui faut définir le type d'unité requis et élaborer le cadre organisationnel qui la cimenterait. C'est ce qu'il essaya de faire, le 4 août, de façon malhabile et confuse: il n'était

manifestement pas à la hauteur, la situation politique lui échappait.

Dans un premier temps, Sankara nia que les organisations en étaient pratiquement au point de rupture. C'était leurrer l'opinion publique. Il présenta l'existence de plusieurs organisations communistes comme un 'enrichissement' empêchant l''affadissement' de la révolution. C'est mystifier les gens, puisque les affrontements rendaient d'ores et déjà impossible tout travail constructif.

Sankara: "Les oppositions entre organisations ne sont pas d'ordre antagonique; par conséquent, elles ne se résolvent pas de façon exclusive mais par des échanges francs, peut-être houleux. Ces organisations plurielles apportent des points de vue, des nuances qui certes entraînent des divergences dans les analyses; mais ces nuances constituent pour nous des enrichissements qui nous évitent d'être enfermés dans l'unicité de la voie de la pensée, du raisonnement et de l'action, ce qui finit par affadir la révolution et peut aussi la priver de tous les apports positifs"[79]. On sent pointer l'idée chère aux adversaires du marxisme, selon laquelle l'unité des communistes, le parti unique, tue la pensée créatrice et provoque la dégénérescence.

Ensuite Sankara développe ses point de vues sur l'unité des révolutionnaires et l'organisation de l'avant-garde:

"A ce quatrième anniversaire de notre révolution, les bases sont jetées quant à la réalisation d'une unité réelle, d'une unité militante de l'ensemble des forces révolutionnaires de notre pays. Mais gardons-nous de faire de l'unité une univocité asséchante, paralysante et stérilisante. Au contraire, préféronslui l'expression plurielle, diversifiée et enrichissante de pensées nombreuses et d'actions diverses. Pensées et actions riches de mille nuances, toutes tendues courageusement et sincèrement dans l'acceptation de la différence, le respect de la critique et l'autocritique vers le même objectif: le bonheur de notre peuple"[78]. Ainsi, niant ouvertement le problème sur lequel il s'est déjà cassé les dents à plusieurs reprises, Sankara ne se laisse qu'une alternative: le pourrissement continu ou l'intervention par la force. Jugeant les bases de l'unité acquises, sans souffler mot de leurs contours et de leur contenu, Sankara met en garde contre l'univocité et glorifie les différences: il s'accomode de la cacophonie ambiante et compte rester seul maître du jeu.

Enfin, Sankara définit sa conception de l'organisation dans les termes suivants:

"Tenons compte de l'expérience de ceux qui, comme nous, ont dû se doter d'organisations diverses et unies, ou d'une unique organisation diverse, tout en organisant et en défendant le pouvoir d'Etat âprement conquis. Evitons donc les élaborations éthérées qui donnent naissance à des organigrammes théoriques sans fonctionnalité"[78]. Sankara se prononce pour "un cadre nouveau qualitativement supérieur. Un cadre qui tout en admettant l'existence de différences d'appréciation, d'analyse, suscitera beaucoup plus un esprit d'union, un esprit de conjugaison des efforts pour diminuer tout ce qui pourrait être opposition possible avec les dérapages

vers l'antagonisme"[79].

Il n'est guère facile de deviner où Sankara veut en venir avec un tel charabia. Les cadres de sa propre organisation, l'UCB, lui signifiant sans détour qu'il faut régler avant tout le problème de l'unité des organisations communistes et qu'il n'est pas question que l'UCB se dissolve dans un magma fourre-tout. L'organisation qui lui est à ce moment la plus proche, l'ULC-R, a fait des déclarations tout aussi nettes: "Nous nous sommes toujours élevés contre la dissolution des organisations politiques au sein du CNR. Nous avons proposé que les discussionsv d'unification des organisations marxistes-léninistes en vue de la création d'un parti unique se mènent en dehors du CNR"[80].

Les paroles rassurantes du 4 août mystifient les masses, mais ne trompent personne dans les cercles du pouvoir. Des dirigeants du CNR assistent aux festivités de Bobo, avec en tête rien moins que la crainte d'un attentat. On a réservé aux "officiels" du CNR des logements un peu à l'écart. Personne n'y passera la nuit, on craignait un traquenard...[81].

Le 26 août 1987,comme chaque année, le gouvernement est renvoyé. Lors du dernier Conseil des Ministres, Congo Kaboré critique le Secrétaire général national des CDR qui se mêle de trop de choses; il demande au président de trouver un autre camarade pour assurer cette responsabilité[82]. Contrairement aux habitudes, la Bande des Quatre ne se charge pas de l'intérim du gouvernement, signe que le torchon brûlait entre Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo. Au même moment, la décision de Sankara de reprendre des agents "sanctionnées pour leurs actes et propos contre la révolution", cause un vif émoi. Sankara, veut-il se reconcilier avec les réactionnaires? En fait, Sankara avoue publiquement son échec. "Il n'y a pas de risque à reprendre les fautifs du passé, si chaque révolutionnaire fait son travail. Le plus grand risque sera de se retrouver un beau matin, assis sur des illusions et n'ayant convaincu personne"[83]. En réalité, ce risque menace en premier lieu le président lui-même. Le nouveau gouvernement, installé le 9 septembre, voit une rentrée en force de l'UCB et la sortie de Valère Somé et de Basile Guissou, les deux principaux dirigeants de l'ULC-R. Kader Cissé nous déclare: "Sankara a retiré Valère et Basile du gouvernement, pour qu'ils puissent se consacrer à la préparation du futur parti qu'il voulait construire autour de sa personne"[84].

De toutes parts, on jure sur l'unité des révolutionnaires. Et on prépare ses couteaux.

Les militaires créeront le parti...

L'UCB ayant refusé d'entériner ses idées sur le parti, Sankara relance l'Organisation Militaire Révolutionnaire, restée en veilleuse depuis un bon moment.

Après le 4 juillet 1987, des tracts visant le Président du Faso circulent. On y reconnaît aisément la griffe de certains responsables de l'UCB. Puis

des papiers signés 'Les Démocrates Unis', font leur apparition; certains détails laissent croire qu'ils sortent de l'entourage immédiat de Sankara et de l'armée. L'autorité militaire de Sankara est-elle entamée?

Le 3 septembre eut lieu la réunion de l'Organisation Militaire Révolutionnaire; elle marque le tournant du drame.

Blaise Compaoré nous raconte: "J'étais rentré de Lybie le 3 septembre à 14h. La veille, j'y avais travaillé jusqu'à minuit avec Rawlings et Museveni. Arrivé à Ouaga, je me suis rendu immédiatemment chez Thomas pour faire rapport. Quand je partis vers 15h30, il m'a dit, sans autre précision, qu'il y avait une réunion de l'OMR à 18h. Le soir, quand je suis arrivé dans la salle, Thomas est sorti pendant environ une heure. Entretemps j'avais commencé la réunion et je la présidais. Plusieurs personnes de l'entourage de Sankara prenaient la parole pour dire que des tracts honteux circulaient qui provenaient probablement du cercle de l'OMR. Je sentais bien que j'étais le premier visé"[85].

Arsène Yé garde lui aussi un souvenir très vif du début de cette réunion: "L'atmosphère était très tendue. Quand Sankara est resté si longtemps dehors, je m'inquiétais et craignais qu'il nous préparait un sale coup. Lors des réunions de l'OMR, Sankara nous citait de temps en temps des exemples édifiants de l'Ethiopie. Un jour, Mengistu venait d'introduire le premier point de l'agenda, quand il fut appelé. Il prenait l'hélicoptère, allait fusiller quelques condamnés et revenait pour continuer l'ordre du jour. Quand Sankara est finalement rentré, il a parlé d'un tract particulièrement ordurier contre lui et sa femme. Il a dit: Que chacun se lève pour parler, les auteurs du tract se trouvent parmi nous. Il regardait avec insistance vers Laurent Sédogo et vers moi. Il ajoutait: Les auteurs doivent avoir le courage de se manifester. Laurent a pris la parole pour dire que le véritable problème était l'entente entre les quatre chefs historiques. 'Peuvent-ils nous dire s'ils s'entendent encore entre eux'? Sankara a répliqué: Je suis content de ce que tu as dit. Moi, j'ai confiance dans les trois autres. Je trouve que chacun d'eux doit prendre la parole pour donner son point de vue. Lengani est intervenu: Des camarades présents à l'assemblée, sont allés prévenir Thomas que je préparais un coup contre lui. Il y a beaucoup de rumeurs mais ça montre seulement l'immaturité de certains. Henri Zongo a dit: Déjà au mois de mai, certains sont allés informer le président du Faso que moi, je voulais être son successeur. Non, Thomas est le seul qui peut nous dire où nous en sommes aujourd'hui"[86].

Puis Blaise Compaoré, d'habitude calme comme un sphinx, s'est emporté: "Apparemment on pense que ce tract vient de moi ou de mes amis. Cette réunion a été convoquée pour m'accuser et m'insulter. Ici, c'est plein de gens qui ne comprennent rien à la politique. En fait, c'est une affaire entre Thomas et moi. Si Thomas a des choses à me reprocher depuis 83, qu'il les dise".

Arsène Yé nous a raconté la fin de la réunion:

"Après l'intervention de Blaise, tout le monde s'attendait à ce que

Sankara s'explique. Mais il a simplement dit: Vous les avez entendus, qu'est-ce que vous en pensez?

Passaté Ouédraogo a pris la parole: Il y a ici des gens qui jouent aux intellectuels, qui pensent comprendre plus que les autres. On a encore entendu certains dire qu'il était de l'intérêt de nous tous, que Sankara reste lontemps parmi nous, qu'il était si clairvoyant, qu'on dirait un envoyé du ciel. La réunion s'est terminée sans que Sankara tire une conclusion quelconque"[86].

Blaise Compaoré nous a dit à quel point il fut démoralisé après cette assemblée. Un moment, il a envisagé de quitter ses fonctions et de partir à l'étranger, dans un pays comme l'Angola.

Pour calmer les rumeurs de crise de plus en plus insistantes, Sankara fait rédiger une note de l'OMR après la réunion du 3 septembre. Il y est spécifié qu'il "n'y a aucun problème au sein de l'OMR ni entre les quatre chefs historiques de la révolution", mais en même temps il y est affirmé que "désormais l'OMR considère que celui qui s'attaque au Président du CNR, s'attaque à elle et à la Révolution"[87].

Critiqué par pratiquement toutes les organisations communistes, Sankara se replie sur les militaires pour imaginer son organisation d'avant-garde. L'OMR, regroupement fonctionnant jusqu'alors de façon informelle, commence à rédiger des statuts en ce début septembre 1987. Leur préambule précise: "Consciente du rôle historique qu'elle a joué pour le triomphe des tâches de la Révolution et convaincue de la nécessité de l'existence d'une véritable avant-garde, l'Organisation Militaire Révolutionnaire se fixe comme tâche immédiate de réaliser l'union de la gauche burkinabè en vue de la création du parti marxiste-léniniste"[88]. Des militaires ordonnant la création immédiate du parti: la scène rappelle immanquablement l'expérience vécue en Ethiopie.

Le 19 septembre,le lieutenant François Ouédraogo s'étonne, lorsque, au cours d'une cérémonie, il est abordé par Sankara: "On ne s'est pas encore vu depuis ton retour de la République Démocratique Allemande; il faut qu'on fasse un rendez-vous". Nommé haut-commissaire du Kadiogo en 1988, François Ouédraogo nous dira qu'il a compris plus tard que Sankara cherchait alors fébrilement à s'attacher le plus grand nombre de militaires[89].

Le repli de Sankara sur les militaires s'accélère à mesure que l'hostilité des révolutionnaires civils à son égard se manifeste plus ouvertement.

Lors de la scission de l'ULC-R en février 1987, Sankara a tranché en faveur de son ami Valère Somé, sans en référer au CNR. Alors que l'atmosphère politique chauffe dangereusement, Sankara essaie de se ménager une marge de manœuvre sur différents fronts. Le 15 septembre, il demande à Kader Cissé et à Moïse Traoré de présenter une proposition de programme devant le CNR. Signe des temps, ces derniers ont l'aplomb de décliner l'invitation. A ce moment, les contacts discrets entre l'ULC, l'UCB, le GCB et des éléments de l'OMR se multiplient déjà.

Depuis son discours du 4 août, Sankara fait savoir partout qu'il veut

reprendre les fonctionnaires dégagés pour activité contre-révolutionnaire et il insinuait que tous les excès dans la lutte des classes, proviennent du sectarisme et du carriérisme des éléments communistes. Le 31 août à treize heures sur les antennes de la radio nationale, Gabriël Tamini, membre du CNR, diffuse un commentaire sur un passage bien connu du Discours d'Orientation Politique: "Les classes parasitaires resteront égales à elles-memes et continueront à tramer complots et intrigues pour la reconquête de leur royaume perdu. Le peuple leur imposera sa volonté par tous les moyens dont il dispose et, s'il le faut, par ses armes"[90]. Ainsi, malignement, Tamini se sert des propres textes de Sankara pour l'attaquer. Le Président du Faso convoque le responsable de la radio, Badiel Balao et lui signifie que l'intervention de Tamini est considérée comme "une atteinte à la sécurité de l'Etat" et qu'il attend un rapport complet et une sanction à la mesure de la faute. Peu après, Tamini apprend de son beau-frère, Alpha, que Sankara avait donné l'ordre à un commando de la gendarmerie de le liquider proprement. La mort devant les yeux, Tamini se terra après le 1er septembre.

Une assemblée générale du CDR de l'Information se tient le 20 septembre, de 16h à 22h. On y entend "que celui qui s'oppose à la sanction, s'oppose au président". Lors du vote, seuls 13 des 140 présents se prononcent en faveur des positions adoptées par Tamini.

L'affaire n'est pas portée devant le CNR, quoique Tamini soit membre de son Comité Central. Le 23 septembre, Sankara introduit le dossier devant le conseil des ministres où le principe de la sanction est rejeté. Après le conseil, Juste Tiemtoré lit une communication sur ses travaux, puis ajoute: "Le Président a informé le conseil que les journalistes en question ont reçu un avertissement et ont été retirés de la radio"[91].

Formellement, Sankara occupe toujours la fonction de premier responsable de l'Union des Communistes Burkinabè, mais désormais il n'a pas d'adversaires plus irréductibles que les cadres de l'UCB.

Malheur a ceux qui s'attaqueront au CNR et a son president.

Tenkodogo est en fête. Aujourd'hui, 2 octobre 1987, quatrième anniversaire du Discours d'Orientation Politique, la petite ville inaugure deux tonnes d'acier: un monument de 16 mètres de hauteur coiffé d'un pompon rouge. L'ensemble représente un livre surmonté d'une lance, et symbolise le Discours d'Orientation Politique. Les efforts pour diffuser ce document parmi les masses paysannes doivent redoubler: les premiers exemplaires de sa traduction en jula, fulfuldé et mooré seront remis aujourd'hui solennellement au Président du Faso.

Mais c'est précisément ce 2 octobre 1987 que se produit l'incident de Tenkodogo. Un discours prononcé par Jonas Somé au nom des étudiants et des élèves, mettra le petit monde autour du CNR, en ébullition. L'affaire est des plus significative, puisqu'elle déclenche la lutte politique ouverte qui prélude directement à l'affrontement militaire du 15 octobre.

Jonas Somé a discuté pendant trois heures du contenu de son discours avec le secrétaire général adjoint des CDR, Kilimité Hien. Ce dernier, tout en exprimant son accord sur le fond, avait fait des remarques sur l'opportunité du discours. Jonas avait insisté: le propre des étudiants est l'intérêt qu'ils portaient aux questions politiques et idéologiques.

Citons les quatre thèses développées dans le discours de Jonas Somé. Il n'est malaisé de comprendre comment des paroles qui sous d'autres cieux passeraient inaperçues comme une brise printanière, ont soulevé au Burkina Faso des tempêtes dévastatrices.

Jonas donna d'abord une appréciation des CDR:

"La révolution a enfin triomphé dans notre pays et la mise sur pied des CDR a effectivement donné le pouvoir à un peuple concret avec ses limites historiques et non à ce peuple tout parfait tel que le romantisme révolutionnaire le conçoit"[92].

Ensuite, le représentant des étudiants lance un appel au respect scrupuleux des principes organisationnels. Il demande "une plus grande maîtrise" du centralisme démocratique et des principes de la critique et l'autocritique. "Il faut que les révolutionnaires arrivent à poser l'ensemble des questions dans leurs structures et dans le respect des débats démocratiques".

Jonas aborde aussi le problème brûlant de l'heure: l'unité des révolutionnaires:

"Il faudra éviter les rassemblements prenant en compte les opportunistes, ces sinistres individus frappés chaque jour de plein fouet par les exigences de la démocratisation de nos structures insurrectionnelles et réduits à commettre des actes anti-organisationnels, anti-principiels et anti-unitaires et en dernière analyse liquidateurs de la révolution et des révolutionnaires eux-mêmes." Selon lui il faut créer d'urgence "une organisation plus avancée qualitativement et non transformer les structures en paillasson d'autres systèmes étrangers à la révolution et édifiés par des esprits malins et malsains".

En guise de conclusion, Jonas Somé donne sa compréhension de l'essence du Discours d'Orientation Politique. "L'unité selon le D.O.P. ne peut se faire que selon l'approfondissement de la lutte des classes tant il est vrai que partout où il y a révolution, il y a contre-révolution. Le D.O.P. nous éclaire sur ce point:'ils ne sont sensibles et ne comprennent que le langage de la lutte de classe révolutionnaire contre les exploiteurs et les oppresseurs des peuples. Notre révolution sera pour eux la chose la plus autoritaire qui soit'"[92].

On peut tenir ce discours pour un résumé, somme tout assez banal, des positions connues de l'UCB.

Dans le domaine organisationnel, on reproche à Sankara de ne pas respecter les structures et d'y empêcher les débats. On réitère le refus des communistes de se noyer dans une organisation mal conçue par "des esprits malsains". On repousse les "opportunistes" de l'ULC-R dont le côté "sinistre" est éclairci uniquement sous l'aspect organisationnel; la

mention de leur côté "liquidateur des révolutionnaires" semble plutôt une clause de style qu'une indication d'une menace physique.

Dans le domaine politique, on propose que les CDR accentuent le combat contre les adversaires de la révolution du 4 août. Mais comme ce combat tous azimuts avait déjà rendu le climat social extrêmement tendu, on se dérobe à la question essentielle: quelles sont les couches sociales qu'il faut attaquer plus durement? Et comment cette lutte contribuera-t-elle à mobiliser plus de moyens et de forces pour le développement économique?

Le discours de Jonas Somé est diversement interprété.

D'abord l'entourage de Sankara prétend que ce texte n'était pas de sa plume. Elle y voit l'œuvre de Blaise Compaoré qui évite d'afficher ouvertement ses positions politiques. Les hommes de la Présidence soupçonnent Kilimité Hien de complicité parce qu'il n'a pas censuré les critiques sournoises à l'adresse de Sankara[93].

Jonas Somé lui-même nous a exposé les intentions qui étaient les siennes. "En tant qu'étudiants, nous avons des connaissances théoriques et nous devons être francs avec le peuple burkinabè. Nous avons toujours considéré notre discours comme une contribution critique à la révolution et nous n'avons jamais pensé qu'il pourrait être interprété comme une insulte au Président"[94].

Enfin, une publication du Front Populaire attribue au texte de Jonas une perspicacité politique qu'il nous est pas donné d'y découvrir. "Le 2 octobre 1987 à Tenkodogo, le Président du Bureau National des Etudiants a dénoncé publiquement la déviation militaro-fasciste du processus"[95].

A Tenkodogo, Sankara prend la parole après Jonas Somé et les représentants des anciens et des femmes. Ecartant son texte, il improvise.

A la question soulevée par Jonas: "Unité avec qui?", il expose sa réponse.

"Nous sommes tombés dans la rhétorique sans objet par rapport aux réalités de l'heure. Nous défendons certains idéaux fort justes, mais qui ne correspondent pas aux exigences de la Révolution Démocratique et Populaire. Car les idées parfois avancées sont coupées de la pratique actuelle de la majorité de nos militants. L'objectif de la révolution n'est pas de disperser les révolutionnaires. L'objectif de la révolution est de consolider nos rangs. Nous sommes huit millions de Burkinabè, nous devons avoir huit millions de révolutionnaires. Toute divergence qui n'est pas en mesure de se résoudre dans le cadre du Discours d'Orientation Politique, à l'heure actuelle au Burkina Faso, est une divergence qui concerne des objectifs purement et simplement différents". Quand tous les révolutionnaires se réfèrent au D.O.P., alors "il n'y a pas de raison qu'il y ait une lutte de groupe ou qu'on dise que tel groupe est bon, tel autre est mauvais. Tant que la révolution ne sera pas en mesure d'apporter le bonheur matériel et moral à notre peuple, elle sera simplement l'activité d'un ramassis, d'un certain nombre de personnes avec plus ou moins de

mérite, mais qui représentent tout simplement des momies, qui représentent un rassemblement statique de valeurs décadentes, incapables de se mouvoir ou de faire se mouvoir la réalité"[96].

Cet exposé suscite des réflexions en sens divers.

Dans des termes à peine voilés, Sankara propose de débarrasser les organisations de leur fatras marxiste-léniniste: de la rhétorique sans objet, coupée de la pratique actuelle. Ses adversaires lui font remarquer qu'en tant que doctrine cohérente, le marxisme-léninisme n'englobe pas seulement le présent du Burkina, mais aussi son développement futur. Celui qui veut exclure de ses perspectives politiques tout ce qui n'est pas d'une utilité immédiate, risque fort de virer vers l'anticommunisme.

D'autre part, il est indéniable que l'adaptation créatrice du marxisme à la réalité concrète du Burkina pose problème et exige encore de gros efforts. Sankara touche à une réalité évidente, quand il souligne que des militants se réfugient dans des livres, pour échapper aux exigences et aux réalités du présent et se perdent ainsi dans une rhétorique stérile.

Incapable de cerner les rapports entre le présent et le futur, Sankara confond constamment l'unité du peuple et l'unité des communistes. Dans le combat du moment contre l'impérialisme et les rapports sociaux archaïques, il faut effectivement tendre à unir la grande majorité du peuple. Le Discours d'Orientation Politique suffit à cette tâche. Mais pour être en mesure d'appréhender correctement la situation présente et de préparer l'avenir, il faut que les communistes répondent à des exigences politiques et pratiques autrement rigoureuses.

Les propos de Sankara contiennent une bonne dose d'arbitraire: assurer le bonheur matériel et moral du peuple, exigera de toute façon des décennies de travail acharné. Sa tirade contre le "ramassis de momies décadentes", lancée en direction des organisations politiques, frôle l'anti-communisme.

A Tenkodogo, le président Sankara aborde aussi l'attitude à prendre envers les classes et couches exploiteuses:

"Les révolutionnaires doivent aller au-delà de certaines convictions personnelles pour repêcher ceux que l'on avait condamnés d'avance. Aller chercher le réactionnaire, car le révolutionnaire croit au mouvement, à la transformation matérielle et humaine. Des gens ont été sévèrement sanctionnés pour avoir plus ou moins entravé la bonne marche de la révolution. D'autres s'estiment injustement punis. Pour tout ce monde, le CNR a décidé leur réinsertion dans le développement du Faso. Le caractère de notre révolution nous invite à faire ce pas en arrière pour corriger nos erreurs"[96].

Bien sûr, les hommes peuvent se transformer, mais si la promptitude de la conversion souhaitée par Sankara se manifeste quotidiennement en religion, elle est extrêmement rare en matière d'engagement révolutionnaire. Pour que se réalise la mutation des réactionnaires en sympathisants, fussent-ils passifs, de la cause du peuple, il faut plus que quatre ans de révolution tâtonnante. Dans un pays aussi démuni que le Burkina Faso,

on ne peut pas nier la nécessité d'union de toutes les forces susceptibles de s'allier dans le combat pour le développement auto-centré. Mais concessions et alliances dépendent tout d'abord de la cohérence politique et de la solidité organisationnelle des forces révolutionnaires. Or, dans ce domaine, la situation n'est guère brillante. Quand on constate l'animosité manifeste de Sankara envers les communistes, la direction des retrouvailles et des fraternisations annoncées, risque fort de revenir à la droite.

Dans la soirée de ce 2 octobre, la fête de Tenkodogo se termine sur un senstiment de malaise: tout le monde se sauve à la première occasion.

Quatre jours plus tard, le 6 octobre, le Pouvoir Révolutionnaire Provincial du Houet se réunit en session ordinaire. Après ses travaux, il rédige un communiqué anodin sur l'évaluation du 2 octobre. Vous avez dit anodin? Le Secrétariat Général National des CDR y découvrira des "intrigues machiavéliques". Au travail, Sherlock Holmes! Voici le passage le plus perfide du communiqué:

"Les points forts de l'intervention du président du Faso, président du Conseil National de la Révolution, ont été rappelés. L'intervention du bureau national des étudiants qui a fait un développement clairvoyant du Discours d'Orientation Politique, notre guide à tous, a été positivement appréciée par le Conseil"[97].

Cette "appréciation positive" fait l'effet d'une bombe au cœur du palais présidentiel. Pour l'entourage de Sankara, ce communiqué prouve que le discours de Jonas Somé n'est qu'un coup monté pour susciter des réactions dans tout le pays. Immédiatement, la présidence envoie des instructions à tous les Pouvoirs Révolutionnaires Provinciaux pour qu'ils prennent position sur les deux discours et manifestent, par des marches de soutien, leur adhésion inébranlable aux paroles du Président.

Kilimité Hien nous a déclaré à ce propos: "Le Haut-Commissaire de Mouhoun téléphonait de Dédougou au Secrétariat National, pour me demander de plus amples informations. Je ne savais même pas de quoi il s'agissait: ces instructions provenaient du CDR de la présidence! C'était la première fois que la Présidence dépassait le Secrétariat Général National pour une affaire de sa compétence"[98].

On peut aisément ressentir le climat qui règne à ce moment dans les milieux du pouvoir à Ouaga, à travers la lecture d'une lettre hâtivement rédigée, adressée par Basile Guissou à Thomas Sankara, le 7 octobre 1987.

"Thomas,

Hier soir jusqu'à 23h50, j'ai tenté vainement de t'avoir au téléphone. C'est pas grave. Je ne veux pas te hanter (mais) actuellement je sens le complot et je sens ton incapacité face à l'offensive. Tu dois persévérer dans la défensive. Tu n'as pas le droit d'attaquer, mais tout le monde sera avec toi si tu dois te défendre. Tu as fait les concessions politiques à la hauteur de tes erreurs (création de machines politiques de guerre offertes gratuitement pour être retournées contre toi, avec en tête des

individus auxquels tu as tout donné contre (...) et tu peux avoir la conscience tranquille).

Vraiment, tu ne dois pas te faire du mauvais sang pour cet aspect des choses. Par contre, le problème de ta sécurité reste posé et sans tout te dire (j'informerai ceux qui sont payés pour s'en occuper), la ville est littéralement inondée de bruits de tout genre. Mon principe est qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Faut-il arrêter la Révolution? C'est la question centrale à l'heure actuelle et tout le bruit superficiel sert à cacher cette question. Beaucoup autour de toi n'en veulent plus et n'auront jamais le courage politique de poser le problème et d'en débattre. Il faudra tôt ou tard que cela soit clair, c'est le débat seul qui pourra le montrer si la voie du "complot" ne s'impose pas à toi.

Dans tous les cas, je suis de cœur, d'esprit et de chair à tes côtés parce que je sais que jamais je ne te survivrai politiquement. Nous allons continuer la Révolution en brisant la contrerévolution de la façon la plus bénéfique.

Courage et soutien.

Basile"

Le même jour commence à Ouaga une dernière guerre de tracts meurtrière. Chaque fois que la tension monte, les tracts inondent la ville comme la pire des drogues. Souvent orduriers et haineux, la plupart de ces écrits clandestins, lus avec une avidité infiniment plus grande que la presse officielle, visent à détruire moralement l'individu.

"Thomas Sankara: un déséquilibré mental qui mène le pays à la ruine total!

Tout le monde sait qu'aujourd'hui, Thomas Sankara est devenu le dirigeant le plus impopulaire au Burkina depuis 1960. Il est en passe de mater complètement tous les foyers où des débats peuvent se mener: bâillonnement des syndicats, bâillonnement de ses propres syndicats. Ce qui est moins connu et qui explique tous ces comportements, c'est que Thomas Sankara est mentalement déséquilibré! En effet, deux médecins français de son entourage ont trahi ce secret en affirmant que Thomas Sankara souffre de paranoïa. Thomas Sankara est persuadé qu'il est un Rédempteur prédestiné pour toute l'Afrique.(...) Sankara est mentalement déréglé, déséquilibré, cela explique pourquoi, au niveau de la politique intérieure et extérieure, c'est l'incohérence totale, l'échec de plus en plus dramatique à tous les niveaux. Chers citoyens, nous sommes gouvernés par un individu déjà avancé dans la folie. Que chacun observe bien ses actes, sa démarche, son regard. D'autres paranoïaques tels Hitler, N'guéma, Bokassa, ont tous passés par là. Mon Dieu, débarrassez-nous du fou qui nous gouverne! Mais un proverbe dit: Aide-toi et le ciel t'aidera. Il est donc grand temps que les citoyens de ce pays s'aident eux-mêmes.

Les Démocrates Unis."

Le jeudi 8 octobre à 19h, Thomas Sankara, Blaise Compaoré et Henri Zongo se retrouvent au Conseil de l'Entente. Sankara demande une condamnation du discours de la Jeunesse à Tenkodogo et du communiqué du Pouvoir Révolutionnaire provincial du Houet, puis des sanctions contre les coupables. Compaoré et Zongo manifestent leur désaccord, sur quoi Sankara se lève et sort en claquant la porte. Cette rupture fera germer dans les esprits l'idée d'une solution militaire à la crise.

Ousseini Compaoré, le commandant de la gendarmerie, nous a livré ce témoignage: "Après avoir quitté la réunion, Sankara est passé chez moi en mon absence. A mon retour, je lui ai téléphoné et je suis allé le voir. Il m'a dit qu'il a claqué la porte, qu'il n'en peut plus, qu'il en a marre qu'on lui mette des bâtons dans les roues et qu'il ne peut plus diriger dans ces conditions-là. Il était très énervé. Je lui ai dit qu'il ne fallait pas se comporter de la sorte et j'ai proposé que j'aille parler avec Henri Zongo. Du point de vue professionnel, au vu de la situation telle qu'elle se présentait, je me disais: ou bien ils vont s'entendre, ou bien ils vont se rentrer dedans. Je suis l'ami de Thomas et de Blaise. Je n'aime pas la politique, mais je sais que peu de gens ont travaillé à l'unité. C'est nous qui avons créé la suite de l'affaire. C'est nous qui sommes aller dire à l'un et à l'autre: Si tu ne tues pas le premier, c'est lui qui le fera"[98].

Le 9 octobre, à 16h, Place de la Nation à Bobo-Dioulasso, le Haut-Commissaire Thomas Paul Sanon présida un meeting de clarification. Il appelle à la vigilance. Sur quoi toutes les structures populaires, et bien sûr en premier lieu les pionniers et les vieillards, dénoncent "la prise de position du 'bureau' PRP qui va à l'encontre du discours du camarade président du Faso, ainsi que les manipulateurs qui se sont infiltrés au sein des structures populaires". Ensuite, Thomas Paul Sanon rappelle la nécessité de "l'unité de tous les révolutionnaires" et demanda... "la radiation de certains éléments du PRP et l'assainissement de Radio Bobo". Il conclut: "Il ne saurait y avoir deux centres de pouvoir de décision: un centre qui dit oui alors que l'autre répond non. Il faut s'unir ou éclater, fraterniser ou se faire la guerre. Et le Discours d'Orientation Politique se veut rassembleur, rassembleur de tous les révolutionnaires"[97].

Aux autres provinces aussi, on demande avec insistance d'organiser des marches de soutien au discours du Président. Les militants en gardent surtout une vague inquiétude: le CNR serait-il divisé? Changeant de tactique, le Secrétariat Général National propose alors une marche de soutien à l'annulation de l'impôt sur le bétail, annoncé dans le discours du Président. A Ouaga, la majorité des CDR des services comme des secteurs refusent.

Ce même 9 octobre, Sankara téléphone à Arsène Yé: "C'est Watamou qui est allé faire monter la tension à Bobo. Je suis découragé. Les gens ne disent plus la vérité. On veut me séparer de Blaise. Ils nous montent l'un contre l'autre." Avant de se rendre chez Sankara, Yé passe chez Blaise Compaoré. Il trouve ce dernier fort abattu. Quand Yé arriva chez

Sankara, les informateurs ont déjà transmis la nouvelle que la voiture de Yé a été vue devant la maison de Blaise...sankara dit à Yé: "Les rapports entre Blaise et moi ont changé depuis le 4 août. Il y a des gens bizarres qui entrent chez Blaise"[99].

Le 10 octobre, Jonas Somé reçoit une lettre de Pierre Ouédraogo où il se voit étiqueté comme comploteur et putschiste; il est suspendu du Bureau National des Etudiants et doit présenter son autocritique le lendemain à midi. Kilimité Hien nous raconte la suite: "Au Secrétariat, Pierre m'a dit que la présidence prévoyait pour Jonas l'exclusion du Bureau, de l'université et de l'école militaire. J'ai répondu qu'on provoquerait ainsi un soulèvement des étudiants. Pierre a répliqué: Dans ce cas, nous n'avons qu'à fermer l'université"[98].

Kilimité Hien et Mamadou Traoré s'efforcent de convaincre Jonas Somé qu'il vaut mieux présenter une autocritique. Jonas vient de terminer la rédaction d'un tract où il affirme fièrement que son fameux discours ne contient pas "une seule phrase, un seul mot qui soit une insulte à qui que se soit et plus particulièrement à la direction politique, le CNR sous la direction duquel nous nous battons"[100]. Mais Jonas rédigera son autocritique. "De peur qu'effectivement cela ne finisse dans un bain de sang", nous dira-t-il.

Bassesse pour bassesse, le même jour, l'auteur d'un nouveau tract essaie laborieusement de se hisser au niveau de la prose élevée du 7 octobre. L'élégance du langage appuie utilement le message.

"Blaise Compaoré: le manipulateur de l'ombre!

Les arrestations arbitraires, les atteintes aux libertés, le bâillonnement des syndicats par les bureaux imposés par le Secrétariat Général National des CDR où Pierre Ouédraogo, chargé des basses besognes de Blaise, supervise ses crimes.

Ils souffrent tous de paranoïa aigüe. Le cas le plus sérieux révélé par trois médecins (deux américains et un ivoirien) est celui de Blaise qui se croit le plus fûté, 'mais aussi le plus menacé'. Lui souffre également de schizophrénie latente mais patente, qui se caractérise par des pulsions sexuelles névrotiques, ce pourquoi le vil rabatteur Palm Mori Jean Pierre est chargé.(...) Blaise n'a pas eu honte de faire un des mariages les plus scandaleux depuis le 4 août. Il a reçu des millions et des millions de cadeaux qu'il a refusé de déclarer à la commission présidée par Henri. Et la 205 bordeaux, climatisée de Madame? Où est le sérieux? Mon Dieu, débarrassez-nous des fous qui nous gouvernent! Mais un proverbe dit: Aide-toi et le ciel t'aidera. Les Démocrates Unis."

Le 12 ou le 13 octobre, un nouveau tract passe de main en main. Il affirmait que "le torchon" que nous venons de citer "a été écrit par Sankara, le paranoïaque, lui-même, pour s'en prendre à ses trois compagnons de lutte qui l'ont porté au pouvoir comme un bébé: Blaise, Lengani et Henri". Le tract se termine sur ces mots : "Maintenant ça suffit. Il

faut réagir et à temps. Thomas Sankara, ton compte à rebours a commencé".

Toujours le 12 octobre, le Secrétariat déclare dans un communiqué "accepter l'autocritique" rédigé par Jonas Somé et affirme "avoir agi par la persuasion". Il souligne "notre souci de nous unir". Puis prononce "l'exclusion du Pouvoir Révolutionnaire Provincial du Houet des camarades Yago Ahmed, Secrétaire général du PRP et Bakouan Baguinema, délégué à l'information du PRP, pour mépris des principes organisationnels". Le communiqué se termine sur un ton martial:
"Les CDR sont et resteront le fer de lance de la révolution d'août.
Malheur aux réactionnaires et aux contre-révolutionnaires qui s'y frottent!
Malheur à ceux qui s'attaqueront au CNR et à son Président!
La patrie ou la mort, nous vaincrons!"[101]
Le ton de l'affrontement final est donné.
Et cet affrontement se prépare fébrilement.

Après l'altercation avec ses deux compagnons, le 8 octobre à dix-neuf heures, Sankara comprend que l'issue à la crise peut désormais se décider par les armes. Cette même nuit, il fait mettre en alerte les unités dont les chefs comptent parmi ses inconditionnels. Il s'agit de l'Escadron de Transport et d'Intervention Rapide (ETIR), stationné à Kamboinsé, à douze kilomètres de Ouaga et dirigé par le lieutenant Michel Koama; de la Brigade d'Intervention Aéroportée (BIA) de Koudougou, situé à cent kilomètres à l'ouest de la capitale, et commandé par le capitaine Boukary Kaboré; de la Force d'Intervention du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité (FIMATS) casernée à Saaba, à dix kilomètres à l'est de Ouaga, et placée sous l'autorité du lieutenant Vincent Sigué et enfin de la garde présidentielle, dirigée par le lieutenant Etienne Zongo. A l'encontre de toutes les règles, l'alerte fut déclarée à l'insu du commandant en chef du Haut-Commandement des Forces Armées Populaires, le commandant Lengani, et du commandant de la cinquième région militaire, le capitaine Blaise Compaoré, de qui relèvent toutes ces unités, à part celle de Koudougou. L'alerte sera maintenue jusqu'au matin. Elle sera reprise à intervalles irréguliers, jusqu'au 15 octobre[102].

Un responsable du Front Populaire nous a confié: "Bien sûr, de notre côté, les camarades militaires ont pris aussi leurs précautions".

Le capitaine Kilimité Hien nous a donné son opinion à propos de la situation qui règne à ce moment à la tête de l'armée.

"Il existait en fait deux hiérarchies dans l'armée. Sankara sélectionnait un cercle d'officiers dont la fidélité à sa personne était à toute épreuve et il les plaçait au-dessus des autres militaires. Le noyau dur comprenait Michel Koama, Vincent Sigué, Daouda Traoré et Passaté Ouédraogo. A l'instigation de Sankara, ces gens ont élaboré une proposition de réorganisation de l'armée et ceci à l'insu du commandant en chef. Ce cercle occulte avait la haute main sur l'armée, et non Jean-Baptiste Lengani ou Blaise Compaoré. Koama, le chef de corps de l'ETIR, faisait régulière-

ment des missions à Paris et Abidjan sans que son supérieur, Compaoré, soit au courant. Ce même Koama a rédigé un document pour mettre fin aux cumuls. Ici, la principale cible était Blaise qu'on voulait priver de son influence parmi les militaires. Quand Blaise Compaoré donnait un cours pour la formation de capitaine, Koama refusait d'y assister mais, par après, Sankara faisait inscrire son nom parmi les présents. Chez nous au Secrétariat Général National des CDR, Koama était le seul qui pouvait venir chercher une voiture sans aucune autorisation. Et il en a cassé au moins cinq. Henri Zongo m'avait envoyé un jour une lettre confidentielle, pour annoncer une campagne contre la vente illégale de l'or. Je lui ai écrit qu'il serait difficile de mobiliser les masses sur ce point, le fait que Koama trafiquait de l'or au nord du pays étant connu de tous. Ma note est tombée, je ne sais comment, dans les mains de Koama"[98].

Vincent Sigué, un métis franco-burkinabè, est recherché pour meurtre par Interpol, lorsqu'il arrive en Haute-Volta en 1982. Ami de Sankara, il se rend en juin 1983 à Pô où il présente ses services à Blaise Compaoré; ce dernier croit un instant avoir à faire à un mercenaire envoyé pour le flinguer. Après le 4 août 83, Sigué devient le responsable du service de sécurité de Sankara.

A Ouagadougou on affirme qu'il a personnellement participé à la torture de dizaines de "suspects", tant militaires que "anarcho-syndicalistes". Le bruit circule que Sigué a tué un jour un citoyen belge dont le cadavre a été déposé près du palais présidentiel pour suggérer une "attaque" par un mercenaire... Plusieurs responsables militaires nous ont confirmé cette version. Sennen Andriamirado cite ces propos de Vincent Sigué: "Si Thomas me commande de tuer un million de Burkinabè, je le ferai, parce que je sais qu'il sait toujours ce qu'il fait". Après que Sigué a passé un stage de deux mois à Cuba, des responsables cubains auraient dit: "Cet homme est dangereux! Il est politiquement nul, mais militairement il est exceptionnel"[103].

Nommé lieutenant par Sankara, en janvier 1987, Sigué commence immédiatement l'entraînement de quelques dizaines d'hommes pour son unité spéciale, la FIMATS. Cette troupe d'élite ne ressortait pas de l'autorité militaire, mais dépend directement du ministre chargé de la sécurité. Sigué va, entre autre, à l'école de la police, pour y recruter les meilleurs élèves. En mai 1987, une centaine d'éléments suivent l'entraînement assuré par Sigué luimême. Au conseil des ministres du 14 octobre, Sankara avait fait acter l'existence légale de la Force d'Intervention du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité. Selon l'article 37 de ses statuts, la FIMATS deviendra une police politique aux pouvoirs fort étendus. Sa tâche est "de veiller à la préservation des acquis de la révolution, notamment en assurant le maintien et le rétablissement de l'ordre révolutionnaire, la sécurité des dirigeants, la protection des points sensibles, la prévention et le combat actif contre les ingérences"[104]. Le lendemain 15 octobre, Sigué retire illégalement 6.360 cartouches, 20 roquettes R.P.G.7 et 20 grenades OF du magasin de l'ETIR: il pose sa signature là où doit

figurer celle du commandant de la cinquième zone, Blaise Compaoré[105].

Le même jour, Michel Koama achète pour 1 million de F.CFA de batteries pour ses engins blindés AML 90. Il a convoqué tous ses hommes avant quinze heures dans leur unité[106].

Au même moment, quatre avions militaires sont préparés au vol à la Base Aérienne Révolutionnaire; certaines armes sont retirées des dépôts. Le capitaine Henri Zongo, mis au courant de ce remue-ménage, téléphone au lieutenant Elisée Sanogo, adjoint à l'ETIR, pour savoir ce qui se passe. "Rien de spécial, répond ce dernier, puis de toute façon, nous nous verrons à 20h au siège du CNR"[107].

L'acte final du drame peut maintenant se jouer: les militaires sont désormais les seuls acteurs sur scène.

En effet, la veille on avait renvoyé les derniers figurants civils.

Le 14 octobre à 18 heures, Sankara avait téléphoné aux responsables de l'UCB pour leur annoncer qu'ils sont attendus à dix-neuf heures pour une rencontre avec les militaires de l'organisation. Arrivent du côté civil: Patrice Zagré, Lamien Watamou et Jonas Yé. Les militaires de l'UCB sont représentés par Thomas Sankara, Jean-Baptiste Lengani, Henri Zongo, Pierre Ouédraogo, Laurent Sédogo et Arsène Yé. Blaise Compaoré est malade.

Dès l'entrée en matière, Sankara annonce le retrait de tous les militaires de l'UCB. Et il exhibe les nouveaux statuts de l'OMR. L'article 1 la définit comme "l'organisation politico-militaire qui participe à l'exercice du pouvoir d'Etat au sein du CNR". Une des conditions d'adhésion à l'Organisation Militaire Révolutionnaire est de "n'appartenir à aucune organisation politique"[99]. Sankara explique que les militaires devaient s'organiser séparément, que le groupe militaire et les organisations civiles doivent se renforcer et se compléter mutuellement.

Watamou regrette que les militaires ne puissent plus appartenir à une organisation marxiste-léniniste.

Après quinze minutes, on n'a plus rien à se dire. Les civils se retirent. Les militaires restent dans une atmosphère assez sinistre. L'un dit: "J'ai amené des gens à l'UCB; comment leur expliquer que je quitte l'organisation?" Un autre remarque: "Mon téléphone est sur écoute, je suis pris en filature".

La séparation des civils, qui aurait dû recréer l'unité des militaires, produit un effet contraire: le désaccord était total. Laurent Sédogo dira: "On n'ose même plus parler à un camarade du CNR. On ne peut plus se réunir à deux, sans être inquiet". Après vingt-trois heures, Pierre Ouédraogo propose de se rendre chez Blaise. Il lui téléphone. Blaise, malade, est déjà au lit.

Arsène Yé: "Quand nous nous sommes quittés, Sankara avait l'air complétement démoralisé. Lors d'un voyage en Corée du Nord, il m'avait dit que l'idée du suicide lui était déjà venue plusieurs fois. Je connaissais sa fragilité psychique. Je me suis demandé un instant, s'il n'allait pas se suicider"[92].

Au moment où chacun rentre chez soi, la journée du 15 octobre a déjà commencé.

Les instants tragiques que nous avons vécus le 15 octobre...

Au mois de décembre 1987, *Jeune Afrique Magazine* avait imaginé un excellent scoop publicitaire: "La mort de Sankara: enfin toute la vérité". Nous affichons des ambitions plus modestes. Nous avons jusqu'à présent décrit l'enchevêtrement des contradictions mal maîtrisées qui, entre militaires, devaient conduire inexorablement à un dénouement violent. Le drame politique de la révolution burkinabè s'est déjà joué bien avant le jour fatidique dont nous retracerons le déroulement. Le 15 octobre est avant tout une tragédie humaine. Tous ses acteurs l'ont sans doute vécue et interprétée de façon différente. Il faudra encore pas mal de temps, avant qu'on puisse distiller, à partir des témoignages forcément subjectifs et partiels, toute la vérité objective que *Jeune Afrique* prétendait nous vendre un mois à peine après les événements.

Nous présentons au jugement des lecteurs les deux principales versions des événements du 15 octobre, la première avancée par les sympathisants de Thomas Sankara, la seconde exposée par Blaise Compaoré et ses amis.

Voici d'abord une systématisation du récit des proches de Sankara, livré par *Jeune Afrique* et complété par d'autres sources.

"Thomas Sankara a été assassiné. Avec préméditation. De sangfroid"[108]. Le coup d'Etat "a été l'aboutissement d'un complot préparé depuis plusieurs mois. Depuis son mariage en 1985, de très proches parents ont régulièrement dit à Blaise Compaoré qu'il avait eu tort d'avoir dirigé le coup d'Etat du 4 août 1983, pour confier le pouvoir à Thomas Sankara. Blaise dispose de beaucoup d'argent et recrute des fidèles"[109].

"La méfiance entre les deux amis s'est transformée, au fil des mois, en jalousie. Ses proches ont fini par convaincre Compaoré que c'est à lui que devait revenir le premier rôle"[110].

En juin 87, Blaise Compaoré, accompagné de Pierre Ouédraogo, séjourne deux semaines en Chine; là, "les deux hommes ont tout loisir de discuter la nouvelle lubie du Président du Faso" qui a conçu un plan pour "noyer les groupes marxistes les plus durs" dans un "vaste front" qui intégrera "de nouveaux groupes, même non politiques et surtout pas marxistes"[111].

"Le 3 septembre 1987, un tract particulièrement ordurier à l'encontre de Sankara est discuté" à l'OMR où Blaise est en minorité. "C'est l'époque où les fidèles de Sankara commencent à craindre une tentative de putsch du capitaine Blaise". Ses amis "soumettent au président un projet de parade: mettre sur pied une force d'intervention qui relèverait non de l'armée, mais du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité et qui s'appelerait FIMATS. Pour entraîner et diriger cette force on fera appel à Vincent Askia Sigué", un civil auquel Sankara propose d'at-

tribuer le grade de sous-lieutenant. Compaoré, Lengani et Zongo s'opposent à ce plan parce que "le PF disposerait désormais non seulement d'une protection blindée, mais aussi d'une redoutable force de frappe"[111]. "Si ce projet voyait le jour, Thomas Sankara, trop bien protégé, deviendrait invulnérable"[112].

"Fin septembre 1987, Blaise Compaoré est à Abidjan avec le capitaine Pierre Ouédraogo. Contrairement à ce qu'il dira par la suite, il a été reçu en tête-à-tête par le président Houphouët-Boigny"[109]. "Le projet est discuté le 7 octobre lors d'un conseil des ministres": Compaoré, Lengani et Zongo s'y opposent[112]. "Le 14 octobre, le Conseil des ministres adopte, en l'absence de Blaise Compaoré, parti à Pô au milieu de ses para-commandos" le projet de création de la FIMATS. "Les deux cents hommes de cette force sont en vérité déjà en formation au camp de Lombila (et) du matériel militaire commence à y être transféré".

"Quand le soir Blaise Compaoré rentre à Ouagadougou, il a décidé d'agir. Ce sera demain ou jamais. Il a déjà donné ses instructions à ses commandos de Pô"[113].

Le 15 octobre "des commandos venus de Pô ont relevé, comme tous les quinze jours, ceux des leurs qui assuraient la garde du Conseil de l'Entente, siège du CNR et du gouvernement. Cela ressemble à une relève normale. A cette nuance près que les nouveaux arrivants, commandés par le lieutenant Gilbert Guenguere, adjoint du capitaine Blaise Compaoré, ont cette fois une mission historique: "Neutraliser à tout prix le PF". Certains d'entre eux avaient osé une question: "Et s'il résiste?" Réponse: "Anéantissez-le"[113].

Peu avant seize heures, les commandos de Pô "ordonnent aux civils qui travaillent au Conseil de l'Entente de quitter les lieux"[114]. A 16h, "un commando a déjà pris le contrôle de la radio"[115]. Toujours à 16h, "le chauffeur du capitaine Blaise Compaoré, accompagné d'un soldat armé, vient arrêter à son domicile le commandant de la gendarmerie Ousseini Compaoré, dont les parents et le gardien sont brutalisés au passage"[116].

"Quelqu'un prévient alors Blaise Compaoré par téléphone: "Le PF quitte sa résidence. Il arrive au Conseil." Il est 16h10. Blaise - qui n'est pas au lit, contrairement à ce qu'il dira – quitte son domicile (...) et se dirige à toute vitesse vers l'aéroport de Ouagadougou. Ses hommes l'attendent dans une villa de la Socogib, face au salon d'honneur de l'aérogare. (...) Sur la piste de l'aéroport, un avion attend, prêt à décoller au cas où il en aurait besoin"[114].

Sankara et ses gardes partent dans deux voitures noires, une Peugeot 205 et une Renault 5; ils se garent à 16h15 devant le pavillon Haute-Volta du Conseil. "Thomas Sankara met pied à terre, s'engouffre, accueilli par ses conseillers et suivi de ses gardes (...) Il est 16h20 quand des coups de feu éclatent à l'extérieur. "Qu'est-ce que c'est?" interroge le président qui se lève et entend une voix lui ordonner: "Sortez de là! Sortez les mains en l'air!" Sankara laisse échapper un soupir, dit à ses compagnons: "Restez, restez! C'est moi qu'ils veulent." Et il sort les mains en l'air (...)

A peine est-il sur le perron du pavillon qu'il est abattu de deux balles dans la tête et de dix autres dans le buste"[114].

Le 15 octobre 1988, Sennen Andriamirado, rapportant au Colloque Thomas Sankara à Paris, le témoignage du seul survivant parmi les conseillers du président, Alouna Traoré, a ajouté ceci au récit:

"Quelqu'un est rentré dans la salle et a ordonné aux gens de quitter les lieux. A la sortie, tout le monde a été abattu. Par miracle, Alouna Traoré est tombé parmi les cadavres sans être touché. Il a entendu une voix dire: L'homme-là en bleu est encore vivant. Quelqu'un est intervenu: Il a tout vu, il ne faut pas le laisser en vie; je vais l'achever. Un gradé a dit: Ce n'est pas la peine. Puis, on a donné l'ordre à Alouna Traoré de se lever et de passer dans une pièce pour se laver et se changer. Il y avait là aussi d'autres personnes qui travaillent au Conseil de l'Entente. Ensuite, on lui a dit: Vous pouvez partir, mais ne parlez pas."

"Par talkie-walkie, le lieutenant Guenguere a annoncé au capitaine Compaoré: "Opération terminée." blaise insiste pour avoir des détails et s'entend confirmer: "Le PF est mort.Tous ses compagnons aussi." Il est 16h30. Blaise Compaoré s'effondre et s'isole dans une pièce de la villa. Comme quelqu'un qui, ayant assassiné un être cher, refuse a posteriori d'admettre son acte." "18 h. Ayant quelque peu récupéré, le capitaine Blaise Compaoré arrive enfin au Conseil de l'Entente. Depuis une heure et demi, les corps de Thomas Sankara et de ses douze compagnons sont à terre. Compaoré ordonne de les enlever et de les enterrer"[114].

Nous avons soumis ce récit au capitaine Gilbert Diendéré. Lors d'un entretien qui a duré deux heures, il nous a exposé sa version des événements.

"Le 8 octobre, j'étais à Dédougou en compagnie du commandant en chef Lengani. Ce soir, plusieurs unités, dont la garde présidentielle, ont été mises en alerte par Sankara. Nos hommes se trouvaient dans une situation tout à fait anormale. Il faut que je vous explique tout d'abord la structure de nos unités. Le chef de corps est Blaise et moi je suis son adjoint. Je commande le bataillon de Ouaga qui est constitué de deux unités: la garde de la Présidence et la garde du Conseil. Je commande ces deux unités, quoique pour des missions spécifiques, Sankara donnait directement des ordres à la garde présidentielle. Normalement, quand il y a un problème, c'est d'abord le cercle de protection extérieur, c'est-à-dire l'unité du Conseil de l'Entente, qui est mis en alerte. Maintenant la garde du président était en alerte, mais le cercle extérieur ne savait rien. Ceci inquiétait nos hommes au plus haut point. En plus, les supérieurs directs des unités, moi-même et Blaise Compaoré, n'étions pas au courant. La tension parmi les hommes monta encore lorsqu'ils ont appris que la FIMATS aussi, avait déclenché l'alerte. On y avait posté des mitrailleurs tout autour de la caserne et on pouvait donc remarquer de l'extérieur que quelque chose d'exceptionnel se produisait.

Les militaires de Pô qui gardaient le Conseil, savaient que la FIMATS

avait été créée pour les remplacer et les renvoyer à Pô.' La constitution de la FIMATS les avait déjà fort énervés. Ils la concevaient comme une acte dirigé contre leur unité et ils avaient le sentiment qu'on ne leur faisait plus confiance. Pourtant nous avons toujours été prêts à remplir n'importe quelle mission, nous n'avons jamais pris position pour telle ou telle ligne.

Le 8 octobre, le lieutenant Gambo qui commandait l'unité du Conseil, a envoyé quelques hommes du piquet d'intervention à la Présidence pour voir ce qui s'y passait. Au palais, on les a refoulés. Gambo a ensuite téléphoné au lieutenant Etienne Zongo, l'aide de camp de Sankara, qui disait qu'il n'y avait pas d'alerte mais simplement une réunion de cadres. Une telle réunion pouvait effectivement être convoquée par Zongo sans l'autorisation de ses supérieurs.

Je suis revenu le 9 octobre et on m'a mis au courant. Des soldats de la garde présidentielle ont affirmé qu'il qu'il y avait bien eu alerte au palais. Dès le 9 octobre, elle était supprimée, mais les gradés passaient la nuit au palais, donc il y avait quand même une situation spéciale.

Comme je suis aussi responsable de la division de l'Information, j'étais tenu au courant du fait que l'alerte dans les autres unités continuait.

Le 11 octobre, Blaise Compaoré était parti à Dédougou pour assister à la finale du tournoi sportif où sa région militaire a d'ailleurs gagné la coupe. Il est revenu le 12 et je l'ai rencontré chez lui à la maison; il était malade. Le 13 à dix-huit heures, il a donné un repas pour ses compagnons au mess des officiers. Il a dit que la situation était anormale, vu les alertes déclarées à l'insu des responsables militaires, mais nous n'avons pas parlé de la crise.

Le 14 octobre, j'ai convoqué une assemblée générale au Conseil, à laquelle ont participé les éléments du Palais, ceux du Conseil ainsi que des hommes du Bataillon d'Infanterie Aéroportée et une délégation de Pô. J'ai surtout essayé de calmer les esprits des soldats du Conseil. Les gradés de la garde présidentielle leur ont assuré que le 8 octobre, il y a eu seulement une réunion de cadres.

Le lendemain 15 octobre, une réunion de tous les gradés s'est tenue de dix heures à midi. Il y avait le garde présidentielle, la garde du Conseil et des éléments de Pô.

Ce jour, il n'y a pas eu un changement de la garde. Les commandos de Pô mobilisés dans notre bataillon, restent deux ans sur place; auparavant ils étaient relevés tous les ans et non pas toutes les deux semaines.

Avant le 8 octobre, j'avais envoyé un message à Pô pour faire venir des missiles pour la vérification annuelle. Le 8, un soldat est arrivé en jeep avec les missiles. Le lendemain il a été appelé à la Présidence où on lui a dit qu'il était venu de Pô avec deux Peugeots bâchées et des armes. Le type ne comprenait pas ce qui lui arrivait. Au même moment, des soldats de Pô étaient présents à Ouaga pour un tournoi de volley. Ils ne logeaient pas au Conseil, mais au mess des officiers.

Le 15 octobre donc, à la réunion des officiers, des éléments du Palais ont accusé les militaires de Pô d'être venus pour tramer un complot.

L'atmosphère a chauffé. Nous nous sommes séparés sans qu'un accord soit réalisé. Il paraît qu'au même Sigué et d'autres chefs de corps assistaient. Mais le registre de la Présidence a disparu après le 15.

Comme les soldats de la garde présidentielle appartiennent à notre bataillon, tous n'étaient pas partisans de l'affrontement. Ainsi le chauffeur de Sankara, le caporal Der et d'autres sont venus nous prévenir que Compaoré, Lengani et Zongo seraient arrêtés ce soir. Pendant la réunion de l'OMR, le Conseil serait encerclé par les troupes de la FIMATS et de l'ETIR. Un groupe de militaires devrait mettre les trois en état d'arrestation, tandis que le gros des forces devrait se tenir prêt à toute éventualité. Bien qu'on ne nous avait pas exactement parlé de liquider les trois, nous étions convaincus qu'une tuerie ne pourrait être évitée. Les trois ne se laisseraient pas prendre sans réagir et des hommes comme Sigué et Koama n'hésiteraient pas une seconde à les descendre.

Notre réaction a été qu'il faillait arrêter Sankara avant que l'irréparable ne se produise. La décision a été prise dans un climat général d'inquiétude proche de la panique. Nous n'avions pas vraiment de choix. Nous n'avons jamais pu croire que Sankara allait s'en prendre à ses trois compagnons. Blaise était à la maison, malade. Nous n'avons pas voulu le prévenir parce que nous savions qu'il ne serait pas d'accord pour arrêter Sankara. C'était une décision grave, mais il faut s'imaginer la panique qui régnait à ce moment parmi nos soldats.

Nous savions que Sankara avait une réunion au Conseil à seize heures et nous avons décidé d'aller l'arrêter là-bas.

Nous n'avions évacué personne du Conseil. Tous les travailleurs civils sont restés. C'est seulement quand ça tiré, que beaucoup d'entre eux ont pris la fuite.

Le 4 août 1983, c'est mon unité qui a occupé le radio et moi j'ai annoncé la prise du pouvoir. Depuis ce jour, des militaires gardent la radio et ces hommes dépendent de mon commandement. Rien de particulier ne s'est donc produit à la radio, le 15 octobre.

Peu après seize heures, la Peugeot 205 de Sankara et une voiture de sa garde sont arrivées devant la porte du pavillon; une deuxième voiture de la garde est allée stationner un peu plus loin. Nous avons encerclé les voitures. Sankara était en tenue de sport. Il tenait comme toujours son arme, un pistolet automatique, à la main. Il a immédiatemment tiré et tué un des nôtres. A ce moment, tous les hommes se sont déchaînés, tout le monde à fait feu et la situation a échappé à tout contrôle.

Des personnes qui l'attendaient à l'intérieur du bâtiment, sont venues à sa rencontre; d'autres sont sorties quand elles ont entendu des coups de feu. Parmi ceux qui sont tombés, il y avait Patrice Zagré, un homme avec qui nous avons beaucoup travaillé et dont tout le monde a regretté la mort. Les gardes de corps de Sankara dans la deuxième voiture, n'avaient pas réagi; ils ont simplement été désarmés.

Après les événements, j'ai téléphoné à la maison de Blaise pour le mettre au courant. Quand il est arrivé, il était fort découragé et mécontent,

surtout quand il a constaté qu'il y avait treize morts"[117].

Sur le point qui le concerne personnellement, le commandant de la gendarmerie, Ousseini Compaoré, nous a déclaré: "J'étais chez moi, au moment où les tirs ont commencés. Lengani m'a appelé au téléphone pour demander ce qui se passait; je ne savais rien et il m'a dit de rester sur place. J'ai appris par le radio le renversement du CNR et c'est par après que j'ai été arrêté, puis gardé pendant cinq mois en résidence surveillée au Conseil"[118].

Son successeur à la direction de la gendarmerie, Jean-Pierre Palm, nous disait à propos de la réunion de vingt heures: "Le 15 octobre, je suis allé chez Blaise vers 15h. Il dormait. Il était clair que quelque chose allait se passer. J'avais reçu pas moins de trois convocations pour la réunion de l'OMR à vingt heures. Comment expliquer cela? Tout le monde me croyait à Bobo. En plus, quand il y avait une réunion du CNR, on ne m'envoyait plus d'invitation"[119].

Lors de plusieurs entretiens avec le capitaine Blaise Compaoré, nous avons aussi abordé la version du 15 octobre, telle qu'elle est présentée par *Jeune Afrique*. Voici, en substance, ce qu'il nous a déclaré.

"C'est en février 1981 que j'ai remplacé Thomas à Pô. A cette époque, il y avait environ cent cinquante commandos. Par la suite, j'ai pu former un grand nombre de commandos. Au mois de septembre 1987, des hommes de la garde présidentielle qui étaient des inconditionnels de Thomas, sont allés à Pô. J'ai dit à Thomas que j'avais appris que certains de ses soldats s'étaient rendus à Pô pour y recruter des gens. Il m'a répondu que je n'avais qu'à prendre des sanctions contre eux. Je ne l'ai pas fait, mais je voulais qu'il sache.

Depuis deux ans, je ne me mêle plus des questions de gestion et d'organisation du Centre de Pô. Je n'en ai plus le temps, vu mes occupations au gouvernement et comme commandant de la cinquième région militaire. Mon adjoint, le lieutenant Diendéré était en charge à Pô. Depuis le début de 1987, je n'ai rencontré les hommes de Pô qu'à deux reprises, une fois en janvier, puis vers le 10 août. En plus, je n'ai jamais abordé avec Diendéré les divergences politiques que j'avais avec Thomas, sauf les tout derniers jours.

Au mois de septembre 1987, j'ai fait des visites en Lybie, au Ghana et au Congo. Je ne me suis jamais rendu en Côte d'Ivoire en compagnie du capitaine Pierre Ouédraogo.

Le 1^er^ octobre, je me suis retrouvé avec Thomas, Jean-Baptiste et Henri, jusqu'à deux heures du matin. On s'est dit: rien ne va plus, il faut que nous nous entendions. Sankara a fait une proposition: Nous allons repartir à quatre, un nouveau noyau, et puis nous sélectionnerons et coopterons tous les autres. A trois, nous lui avons dit que ça ne pouvait pas marcher ainsi; on s'est séparé sur un désaccord.

Je sais qu'il est difficile de s'imaginer l'ambiance de crise qui régnait ici. Normalement, il y a une hiérarchie et une discipline dans l'armée. Or, Boukary Kaboré et d'autres officiers se rendaient directement au

Palais, ils sautaient tous les échelons de la hiérarchie. Leurs chefs n'étaient pas au courant de ce qu'ils y discutaient. Dans les faits, Lengani n'était plus à la tête de l'armée.

Le 8 octobre, Thomas nous avait claqué la porte au nez à Zongo et moi. Nous avons compris alors que nous étions gênants pour lui. Le 11 octobre au matin, j'étais avec Jean-Baptiste Lengani chez Henri. En stratégie militaire, on apprend qu'on a toutes les chances d'être battu, si l'on se laisse surprendre. Pour nous l'essentiel était donc de ne pas nous faire surprendre en groupe. Nous avons décidé de ne pas offrir l'occasion de nous coffrer tous les trois ensemble.

Le 11 octobre, je me suis rendu à Dédougou pour le tournoi sportif. A mon arrivée, Boukary qui y commandait, m'a refusé les honneurs militaires. C'était trop flagrant. Il faut savoir que j'ai commandé cette unité avant Kaboré. Les soldats remarquaient qu'on présentait les honneurs à d'autres chefs de l'armée mais pas à moi, le deuxième responsable du pays. J'ai dit à Kaboré que je voulais lui parler. Il m'a répondu: plus tard, je pars immédiatemment pour Ouaga, puis je me rends au Ghana. A Dédougou, j'ai hésité à rentrer à Ouaga; je suis resté jusqu'à minuit. Je ne savais pas si j'allais arriver vivant à Ouaga.

Le 13 octobre au soir, il y a eu la réunion de l'OMR où Sankara a arrêté la décision que les membres de l'OMR ne pouvaient pas appartenir à une autre organisation politique. A un moment, Thomas a dit qu'il n'était pas au courant d'une éventuelle appartenance de certains militaires à l'UCB. Lui, qui était le président de cette organisation! Cela me rendait malade, j'étais réellement abattu ce soir-là. Boukary Kaboré était présent à la réunion. Mais il n'a plus rien dit de l'entretien qu'il m'avait promis.

Le 14 octobre, il y avait conseil des ministres; je n'y ai pas assisté. La semaine précédente, le 7 octobre, c'est moi qui ai présidé le conseil en l'absence de Thomas. Comme j'étais opposé à la FIMATS, la question de sa création officielle n'a pas été evoquée. Mais les 250 hommes de la FIMATS recevaient déjà leur entraînement depuis la nomination de Sigué comme lieutenant, en janvier 1987. Le 14, Salif Nébié est venu me voir à la maison pour le voyage que nous devions entreprendre au cours de la semaine à venir en Lybie. J'ai fixé un rendez-vous avec lui pour le lendemain à 17h au Conseil.

Le soir après 23h, Pierre Ouédraogo a téléphoné pour dire qu'après la réunion avec l'UCB, ils voulaient venir me voir. Le soldat a répondu que je dormais déjà.

A ce moment, je pensais me retirer pendant le week-end à Pô pour réfléchir. La situation devenait étouffante. Au cas où Thomas devait nous attaquer – ce qui se passerait tôt ou tard – Pô était notre seul point de repli.

L'après-midi du 15 octobre, j'était chez moi au salon avec Salif Diallo, lorsque vers 16h je croyais entendre le bruit de détonations. Je suis sorti et j'ai demandé aux gardes s'ils avaient entendu des coups de feu. Ils ont dit non et je suis rentré. Mais ensuite j'entendais clairement les tirs, je pensais qu'ils venaient du côté de la Présidence et qu'ils s'approchaient.

J'ai pris mon arme et Salif Diallo et moi, nous nous sommes planqués contre le mur de l'autre côté du goudron. Les gardes nous ont fait rentrer. Vers 16h30, Mariam Sankara m'a téléphoné pour savoir ce qui se passait. J'ai dit que j'allais vérifier et que je la rappelerais.

Ensuite, Lengani a appelé et nous avons décidé d'aller voir ensemble. Il est arrivé chez moi et il a téléphoné aux différentes unités pour les mettre en alerte. A 17h enfin, j'ai eu le standard de Conseil. Je l'entendais mal. Il m'a dit qu'il se cachait sous le bureau et que Thomas Sankara et d'autres camarades étaient mort. Lengani et moi, nous nous sommes rendus au Conseil et nous avons vu les cadavres. J'étais vraiment très dégoûté. Un soldat m'a dit: Il voulait vous tuer à vingt heures, alors nous avons décidé de l'arrêter"[120].

Ses sentiments à la vue du corps inanimé de Thomas Sankara, Blaise Compaoré les a décrits au journaliste Jean-Baptiste Placca: "Lorsque je suis arrivé au Conseil de l'Entente après la fusillade et que j'ai vu le corps de Thomas à terre, j'ai failli avoir une réaction très violente contre ses auteurs. Cela aurait sans doute été un carnage monstre dont je ne serais certainement pas sorti vivant. Mais quand les soldats m'ont fourni les détails de l'affaire, j'ai été découragé, dégoûté. Je suis resté prostré pendant au moins vingt-quatre heures"[121]. A Pierre Haski, Blaise Compaoré a fourni ces explications complémentaires: "Quand j'ai demandé à mes hommes pourquoi ils avaient arrêté Sankara sans me le dire, ils ont répondu que s'ils l'avaient fait, j'aurais refusé. Et c'est vrai. Je savais que mon camp politique était fort. Thomas ne contrôlait plus l'Etat. Je n'avais pas besoin de faire un coup d'Etat. Mais mes hommes ont pris peur quand ils ont appris, l'après-midi, que nous devrions être arrêtés à vingt heurs"[122].

Le soir du 15 octobre, une proclamation du Front Populaire que nous avons déjà rapportée, contient les pires qualifications à l'adresse du Président défunt. Elle est signée Blaisse Compaoré. Mais celui-ci n'y est pour rien, d'autres y ont apposé son nom. Les militants CDR atteignent le comble du désespoir: quatre années de rêves et d'efforts s'évanouissent. Les réactionnaires promènent une mine ravie, se félicitant bruyamment de la fin pitoyable d'une révolution abhorrée. Le Burkina révolutionnaire chavire. Le coup d'Etat est si malhabilement improvisé, que pendant quatre jours le sentiment de flottement est général. Il est évident à ce moment que Blaise Compaoré ne maîtrise pas les événements et qu'il est moralement ébranlé par la mort de son ami: son comportement cadre mal avec l'image d'un jaloux dont tous les efforts tendent à s'emparer du pouvoir suprême.

Il s'en défend d'ailleurs avec émotion:

"Si j'avais su, en 1983, qu'après des années au pouvoir, nous n'aurions pas d'autres moyens de régler nos conflits qu'un coup d'Etat militaire, croyez-moi, je ne me serais pas engagé"[123]. "Il n'a été question, à aucun moment, pour moi d'assouvir des ambitions personnelles, encore moins de les assouvir dans le sang de ceux qui, hier encore étaient mes camara-

des, mais avec lesquels notre divergence était devenue fondamentale sur bien des questions"[124]. "J'ai personnellement participé à deux coups d'Etat pour remettre aussitôt le pouvoir à une autre. Je n'ai jamais rêvé du pouvoir, et je ne m'y accrocherai pas. Ce sont les camarades qui décideront"[125].

"Si, à un moment donné, mes camarades pensent que je ne peux pas poursuivre, je peux céder la place à quelqu'uin qui se serait révélé meilleur"[126].

Blaise Compaoré, dont on écrira qu'il a longuement et minutieusement mûri son putsch, est pendant plusieurs jours, le grand absent sur la scène politique. Des gens s'agitent dans tous les sens et ce n'est pas Compaoré qui oriente leurs gesticulations. La situation lui échappe en grande partie et il ne s'en cachera pas. Mais après quatre jours d'émotion, de doute, de réflexion, il a pris sa décision. Il s'adresse au peuple burkinabé.

"Ce dénouement brutal nous choque tous en tant qu'être humains, et moi plus que quiconque pour avoir été son compagnon d'armes mieux, son ami. Aussi, pour nous, il reste un camarade révolutionnaire qui s'est trompé. En tant que révolutionnaires, nous lui devons une sépulture digne de l'espoir qu'il a suscité à un momnent donné de sa vie".

"En tant que révolutionnaires, nous devons avec courage assumer nos responsabilités." Nous ne devons pas nous laisser paralyser par "le doute quant à l'inéluctabilité de notre victoire sur l'impérialisme, la réaction, la contre-révolution et l'opportunisme"[127].

Blaise Compaoré touche ainsi la grande question: la révolution burkinabè pourra-t-elle trouver un second souffle, après un drame aussi inattendu que bouleversant?

Pour pouvoir y répondre, il nous faudra d'abord traiter d'un problème plus fondamental. Nous avons jusqu'à présent suivi l'enchaînement des actes et des paroles qui ont conduit inexorablement au drame. Il nous reste à en étudier de plus près les acteurs, les organisations et le instances politiques qui ont façonné ces événements. Dans leurs conceptions et comportements peuvent se lire les véritables causes des déboires d'une révolution qui a suscité tant d'espoirs.

Et la rectification au sein des organisations et instances politiques, conditionne la rectification de la révolution. Le défi est de taille.

II. Les organisations de la révolution de 4 août

L'Organisation Militaire Révolutionnaire
Par qui la révolution arriva

Le drame du 15 octobre 1987 a été précipité par l'annonce d'une réunion de l'Organisation Militaire Révolutionnaire, prévue pour vingt heures. La crise profonde de la révolution, qui éclate à cette date, ne peut être comprise qu'en retraçant l'histoire du noyau progressiste de l'armée burkinabè, l'OMR.

Ecrivain de grand talent, Mongo Beti a eu l'imprudence de s'aventurer sur le terrain politique burkinabè, pour, au nom de l'Afrique, y embrasser la Grande Muette. "Oui, dit-il, je sais que maints puristes de la théorie marxiste vont se voiler la face devant ce constat trop éloigné de l'orthodoxie. On peut s'attendre désormais à ce que les révolutions adviennent en Afrique grâce aux armées nationales, seule force politique opérationnelle après la faillite des organisations civiles"[1].

Le charisme du capitaine Sankara ne devrait pas faire oublier à l'auteur de *Remember Ruben*, que la faillite des partis néo-coloniaux en Haute-Volta est largement partagée par l'armée qui, depuis bien longtemps, a perdu sa virginité politique.

La Première République, conçue à la démesure du président Maurice Yaméogo, a six ans, lorsque l'armée se voit brusquement propulsée dans la vraie vie. Le 3 janvier 1966, une grève générale des syndicats et des lycéens sonna le glas de l'ère Yaméogo. Les civils, étonnés d'avoir pris la Bastille avec autant de facilité, demandent à l'armée de parachever leur révolution pacifique. Le lieutenant-colonel Lamizana prend le pou-

voir qui lui est ainsi offert. "C'est un soulèvement populaire qui a conduit à la prise du pouvoir de l'armée, le 3 janvier 1966, et non pas une révolution ou un coup d'Etat", écrit Arsène Yé[2]. Ainsi, dès le départ, se manifeste toute la complexité des relations entre les luttes populaires et la politique, conçue par les militaires. Le 9 décembre 1966, Lamizana crée un Conseil Supérieur des Forces armées, regroupant tous les officiers supérieurs, qui supervise et oriente le gouvernement. Un Comité Consultatif, composé de 41 membres représentant l'armée, les partis et les syndicats, tous nommés par Lamizana, est censé faire entendre la voix populaire. En effet, dès son entrée en scène, l'armée se donna des petits airs de populisme. En 1967, elle crée un Tribunal Spécial qui condamne Maurice Yaméogo au remboursement de 177 millions de F.CFA, empochés au cours de son règne, et à cinq ans de travaux forcés. Le nouveau chef de l'état, Lamizana, manifesta l'intention de se prolétariser: il gagnera 400.000 F. au lieu de 1.500.000 F. Les ministres voient leur indemnité réduite, leur droit au logement supprimé, leurs avantages en nature limités. Voilà ce qui impressionna les masses...qui encaisseront sans broncher une nouvelle taxe dite patriotique de 100 F. pour les paysans, de 200 F. pour les citadins et d'un demi-mois de paye pour les salariés[3].

Lamizana décide que les militaires resteront quatre ans au pouvoir; dans son Gouvernement Militaire Provisoire qui règnera de 1966 à 1970, entreront quatre chefs du Rassemblement Démocratique Africain, du Parti du Regroupement Africain et du Mouvement de Libération Nationale, les trois grands partis néo-coloniaux.

Emerveillés par leur popularité imprévue, les officiers supérieurs s'installent confortablement au pouvoir, découvrant du même coup les bienfaits de la magouille et de la corruption.

Tenant sa promesse de rétablir la démocratie, Lamizana donne en juin 1970 une nouvelle constitution au pays. Elle incarne la volonté des chefs militaires et des politiciens néo-coloniaux, de joindre leurs efforts et leurs talents pour piller de concert la Haute-Volta. L'article 108 stipule que le Président de la République est l'officier le plus haut en grade et l'article 7 affirme que "l'armée doit concourir au progrès économique, social et culturel"[4]. La Deuxième République, modèle africain de démocratie parlementaire vit, entre février 1971 et février 1974, quatre années de sordides luttes entre politiciens réactionnaires, culminant dans les empoignades incessantes entre deux chefs du Rassemblement Démocratique Africain, Gérard Kango Ouédraogo et Joseph Ouédraogo. Hostile à l'indépendance pendant les années cruciales 1958-1959, Gérard fut un ami intime de Jacques Soustelle de l'Algérie française. Joseph a été le responsable du syndicat réactionnaire d'obédience catholique. Les deux hommes poursuivent leur duel sur fond de sécheresse et de désertification: les images du Sahel martyrisé par un soleil impitoyable, d'enfants faméliques, de bétail mort par manque d'eau, font le tour du monde et suscitent des flots d'aide internationale. Les officiers supérieurs, tout "populistes" qu'ils sont, s'em-

parent des céréales et les rentabilisent auprès des populations affamées et assoiffées. Les plus cyniques parlent d'une opération Watergrain. L'aide céréalière arrive au compte-gouttes dans les provinces éprouvées. Les commerçants en détournent des quantités énormes pour les vendre au Niger et au Mali. Un tract dénonce le commandant Joani Ouédraogo et son frère Salif dont le commerce de céréales prospère de façon trop voyante. Ce texte porte une signature mystérieuse: ROC. Dur comme le roc, dans l'esprit de ses auteurs, Jean-Baptiste Lengani et Thomas Sankara; Regroupement d'Officiers Communistes, dans l'esprit de ceux qui appellent de leurs vœux une vraie révolution.

La situation sociale en Haute-Volta devient explosive. Et des explosions, il y en aura. Le 16 décembre 1974, les armées maliennes du colonel Moussa Traoré et celles du général voltaïque Lamizana s'affrontent. Enjeu: une bande désertique contestée, dont semble dépendre l'avenir de ces deux pays archi-pauvres. Les gradés voltaïques suscitent un chauvinisme exacerbé afin de chauffer à blanc une population au bord du désespoir. Lucides, ils profitent de l'occasion pour faire passer des mesures qui étaient jusque-là restées dans les tiroirs: augmentations des impôts et des prix des denrées, tel le sucre; prélèvement d'un mois de salaire comme "contribution patriotique"[5]. Les vautours qui tirent profit de la guerre, ne montent pas en première ligne. De jeunes officiers dirigent leurs hommes sous le feu ennemi, vivent leurs souffrances, constatent l'absurdité d'une guerre destructrice dans la désolation sahelienne. Au front, Thomas Sankara, qui a alors vingt-cinq ans, fait la connaissance de Blaise Compaoré, vingt-trois ans, rentré peu de temps auparavant de l'Académie militaire de Yaoundé. Après la guerre, par une nuit étoilée, les deux compagnons ont une première longue conversation à Thiou, au nord de Ouagihouya. Compaoré parle de politique et Sankara fait semblant de ne pas y comprendre grand-chose. Plus tard, Blaise Compaoré se rendra compte que cette nuit-là, Thomas Sankara, déjà habitué à la conspiration, avait mis à l'épreuve son nouvel ami. Avec d'autres jeunes, ils rédigent des tracts pour dénoncer le comportement des officiers supérieurs. "On y parle déjà de Tribunaux Populaires qui jugeront ceux qui bouffent l'argent", nous dira Laurent Sédogo[6]. Pour réaliser leurs tracts, les jeunes officiers peuvent compter sur l'aide du PAI. D'après Jean-Baptiste Lengani, quelques petites cellules existaient depuis 1974 dans les casernes de Ouaga et de Bobo. Les militaires progressistes se sentent unis par une aspiration commune à la justice qui manque cruellement au pays comme à l'armée. Utilisant des noms codés, ils signent leurs tracts avec les mots Roc et Arête. Ce regroupement informel se politise par la suite. Ce n'est qu'en 1978 qu'il adopte des documents de base[7].

Il nous faut revenir un instant en arrière, parce que nous avons oublié un détail: depuis le 8 février 1974, la Haute-Volta s'est à nouveau écartée du chemin de la démocratie pour en revenir au régime militaire. Mais pour tout dire, le nouvel épisode se joue avec les mêmes acteurs. L'activité

des partis est suspendue, mais le Rassemblement Démocratique Africain, sa dissidence l'Union Nationale des Indépendants, le Parti du Regroupement Africain et le Mouvement de Libération Nationale envoient un de leurs dirigeants au gouvernement. Le Gouvernement du Renouveau National prône "une manière voltaïque d'aborder les problèmes voltaïques pour leur trouver des solutions voltaïques. Nous ne nous prévalons d'aucune idéologie importée. Nous voulons être nous-mêmes et rester nous-mêmes"[8]. Nationalisme verbeux, creux et désormais obligatoire pour tous ceux qui, en Afrique, veulent servir efficacement le néo-colonialisme. Mais au moment où Lamizana essaie, sous cette bannière, de créer un parti unique, le mouvement syndical secoue le pays tout entier par les grèves de décembre 1975. Au cours de ces luttes, une nouvelle voix révolutionnaire, celle de l'Organisation Communiste Voltaïque, plus mordante et plus téméraire que celle du Parti Africain de l'Indépendance, se fait entendre jusque dans les garnisons. Pour la première fois, elle suscite des débats politiques parmi les jeunes officiers[6].

Un second Gouvernement du Renouveau National voit le jour le 9 février 1976. Signe des temps: parmi les quinze ministres, dix civils, dont sept appartiennent au Mouvement de Libération Nationale de l'historien Joseph Ki-Zerbo, connu pour ses discours révolutionnaires des années soixante et proche du Parti socialiste français. Lamizana comprend que, placé devant une situation économique et sociale catastrophique, il y a intérêt à parler à gauche.

La Haute-Volta est rentrée en démocratie parlementaire, lorsque Thomas Sankara, qui dirige depuis 1976 le Centre National d'Entraînement des Commandos à Pô, part en janvier 1978 pour le Maroc. Il y fera un stage de quatre mois au Centre des parachutistes de Rabat, en compagnie de Blaise Compaoré, qui, après leur retour, devient son adjoint à Pô. Dès ce moment, le noyau progressiste dans l'armée prend des contours plus nets autour de Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo. Début 1979, un tract, attaquant violemment le chef de l'Etat-Major, Baba Sy, provoque la panique dans toutes les casernes. La rumeur l'attribue à Sankara et à Compaoré. On soupçonne les mêmes, lorsque deux hommes sur une moto lancent une grenade vers une maison d'un représentant de la France, dans l'intention de "punir" l'impérialisme français pour son intervention au Tchad. Toujours en 1978 - 1979, l'organisation des anciens élèves du Prytanée Militaire de Kadiogo, connaît un dynamisme particulier. Pendant les vacances, elle organise les retrouvailles des élèves-officiers séjournant à l'étranger, le tout couronné par un grand bal. Pierre Ouédraogo, Ousseini Compaoré, le médecin Wattara en deviennent la cheville ouvrière. Ils connaissent l'existence d'une organisation militaire clandestine et en reprennent les mots d'ordre contre l'embourgeoisement des officiers supérieurs et la corruption, pour l'intégration des officiers aux soldats[9].

Nous sommes alors en pleine Troisième République, le premier ministre RDA, Joseph Conombo, jouant à la démocratie occidentale sous l'œil

bienveillant du général Lamizana, président de la République. Le Front Progressiste Voltaïque, nouveau label du parti de Ki-Zerbo et l'Union Nationale pour la Défense de la Démocratie, scission du RDA, dirigée par Hermann Yaméogo, fils de Maurice, lancent leurs vingt-huit élus dans une guerilla parlementaire contre la majorité, très courte, de trente-et-une voix[10]. Sympathisante du régime néo-colonial, madame Claudette Savonnet-Guyot écrit: "Le 4 février 1979, l'on assiste au réveil brutal d'une dangeureuse agitation syndicale que soutient énergiquement un parti né en octobre 1978 et qui ne cache guère ses objectifs présents jusque dans son sigle: le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCRV). Alors, seulement devant la montée des périls, chacun, jusque dans les rangs de l'opposition, réclame à cor et à cri un gouvernement d'unité nationale. Mais il est sans doute déjà trop tard"[11]. Conditions de vie de plus en plus dures, impopularité croissante du monde des politiciens: l'éclatement de luttes populaires est dans l'air. En octobre-novembre 1980, le syndicat des enseignants fait grève pendant un mois, puis, désespérément, se lance dans une "marche" les 13, 14 et 15 novembre. Dans une déclaration de 6 novembre, le PCRV déclare: "En réalité, le Front Progressiste Voltaïque et l'Union Nationale pour la Défense de la Démocratie, aidés par le PAI, veulent exploiter la situation actuelle pour contraindre le gouvernement à une redistribution des portefeuilles ministériels"[12].

Au même moment, des quantités d'armes rentrent en Haute-Volta: Gérard Kango Ouédraogo, aidé par le ministre des Affaires étrangères, Moussa Kargougou et le ministre de la Défense, François Bouda, arme ses milices. Il n'est pas le seul. Saye Zerbo jette, lui aussi, les plans d'un coup d'état, ainsi que Bila Zagré qui veut balayer les politiciens du RDA au profit de Lamizana. "Ce qui me préoccupe, dira ce dernier, ce sont les progrès du communisme dûs aux activités d'un Parti communiste voltaïque clandestin". *Le Monde* y ajoute:"Cette thèse est également celle de M. Gérard Ouédraogo, qui dénonce les activités du même mouvement"[13].

25 novembre 1980: putsch militaire du colonel Saye Zerbo sous les applaudissements du Front Progressiste Voltaïque et de l'Union Nationale pour la Défense de la Démocratie. Joseph Ki-Zerbo, grand discoureur sur la révolution et le socialisme, devient le principal conseiller politique du nouveau président. Le syndicat des enseignants salue la victoire historique. Même Dieu est content. Combasséré et Tientarboum, deux chefs militaires du CMRPN, fréquentent, en fervents catholiques, le cardinal Paul Zoungrana qui a eu ces mots inspirés: "Je suis venu féliciter le Président et tous les membres du Comité d'avoir été les agents d'une Providence, d'un Dieu qui aime la Haute-Volta"[14]. Dans sa majorité, la population acclame le coup d'Etat avec un sentiment de soulagement devant la mise à l'écart des politiciens véreux du RDA. Plus tard, quand le régime fasciste de Saye Zerbo sera renversé par les officiers progressistes, on lira dans le journal de ces derniers que le coup d'Etat progressiste du 7

novembre 1982 n'a pas été accueilli avec autant d'enthousiasme que celui, fasciste, du 25 novembre...[15] "Le coup d'Etat du CMRPN paraissait rejoindre les aspirations des masses populaires pour le changement et la démocratie", diront, par la suite, les officiers révolutionnaires qui ont renversé le CMRPN[16]. La dialectique entre les luttes populaires et les prises de pouvoir par des fractions de l'armée, reste décidément des plus compliquées.

Innovation: le Comité Militaire qui dirige le pays, compte vingt-cinq officiers, cinq sous-officiers et même un simple soldat. Premier signe de la poussée d'une nouvelle génération de jeunes officiers radicaux. Au gouvernement, on trouve neuf civils et huit militaires, dont quatre colonels qui ont déjà tous occupé des postes ministériels: Saye Zerbo, Félix Tientarboum, Charles Bambara et Mamadou Sanfo. De renouveau en redressement, la composition du petit monde des officiers supérieurs et des dignitaires des partis réactionnaires ne change guère.

Le jour même du coup d'Etat, quelques membres du noyau progressiste se réunissent chez Blaise Compaoré. Ils décident d'exécuter les ordres de leurs supérieurs, mais de ne pas prendre de responsabilités politiques. Mais bien vite, plusieurs membres, dont le capitaine Gnoumou Kani Gaston qui deviendra ministre des Travaux publics, passent du côté du CMRPN[17]. D'autres, comme le commandant Bado, quittent le noyau à cause de son radicalisme. Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo se trouvent relativement isolés.

Le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National, populiste lui aussi, convoque une Commission Spéciale pour lutter contre la corruption et fait exclure quelques fonctionnaires par trop compromis. Lors de tournées à la campagne, Saye Zerbo tient un langage démagogique en direction des masses paysannes pour contrebalancer la force des syndicats. Jouissant, au début, de la neutralité positive du Parti Africain de l'Indépendance, le CMRPN supprime le droit de grève au 1er novembre 1981 et décide peu après de dissoudre, la Centrale Syndicale Voltaïque, dirigée par le PAI.

La Haute-Volta croulant sous le poids de plus en plus pressant de la domination néo-coloniale, incapable d'offrir la moindre solution aux problèmes angoissants des masses populaires, le CMRPN ne peut pas trouver une base sociale consistante et est condamné, dès sa naissance, à disparaître. Des officiers progressistes écriront plus tard: "La nature néo-coloniale de l'Armée interdisait tout débat d'idées au niveau des militaires patriotes et démocrates, dont les objectifs se définissaient progressivement. Ce sera donc à des noyaux réduits tant au niveau des officiers qu'à celui des sous-officiers que reviendra l'initiative de réaliser le travail pour une prise de conscience politique progressive au niveau de l'armée"[18].

Sachant la nécessité du recours au verbiage populiste, Saye Zerbo veut exploiter à son profit les talents oratoires du chef de file des jeunes officiers, Thomas Sankara. Le 8 septembre 1981, il le nomme Secrétaire d'Etat chargé de l'Information. Sankara hésite. Il sent l'occasion de faire

un éclat. Finalement, il accepte en posant des conditions: il ne restera pas plus de quatre mois. Sankara, à l'Information, tient un langage radical qui dérange. Quand la chute prochaine du CMRPN ne fait plus de doute, le 12 avril 1982, il démissionne "parce que la forme de pouvoir pour conduire le "redressement" "national", ne pouvait servir que les intérêts d'une minorité"[19]. Arrêté, dégradé, le soldat Sankara est enfermé à Dédougou. Ses amis Blaise Compaoré et Henri Zongo démissionnent respectivement du Conseil et du Comité directeur du CMRPN pour se voir déportés à leur tour à Fara et à Ouagihouya, le 14 mai 1982. A partir de ce moment, le noyau progressiste des militaires à Ouaga est dirigé par Pierre Ouédraogo. Des courriers lui transmettent les mots d'ordre de Sankara: il faut préserver la vie des camarades et se démarquer de toute action putschiste. Jean-Claude Kamboulé, qui dirige l'unité des blindés et Laurent Sédogo, le deuxième responsable à l'artillerie, sont ses principaux collaborateurs.

Le CMRPN avait créé une "boîte à idées" où les citoyens pouvaient déposer leurs critiques. Une commission de militaires, présidée par le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, en fait la synthèse. Dans ses conclusions, elle rejoint les thèses du noyau progressiste et affirme que le CMRPN doit se démettre, s'il se sent incapable de diriger le pays. Dès ce moment, Jean-Baptiste Ouédraogo, considéré comme un ennemi des colonels, intègre le noyau progressiste[9 et 17].

Pierre Ouédraogo et Laurent Sédogo se souviennent d'une réunion clandestine, une nuit de juin 1982, dans une clairière à la sortie de Ouagadougou. Ils se trouvent parmi une quinzaine d'hommes, dont Sankara et Compaoré, Ousseini Ouédraogo, Laye Djiré et Jean-Claude Kamboulé, pour discuter des grandes lignes d'un manifeste qui consacrera l'existence formelle du noyau. Sankara fera la synthèse des discussions à Dédougou. Les officiers progressistes savent que le pouvoir est à portée de la main. Ils savent aussi que le mouvement révolutionnaire parmi les civils doit être élargi et consolidé. Ils ne sont pas prêts. Prendre le pouvoir relèverait de l'aventurisme et du militarisme. Pierre Ouédraogo nous a déclaré: "Nous considérions l'OMR comme le bras armé de la révolution. Nous étions conscients de nos limites idéologiques et nous refusions de nous considérer comme la direction politique de la révolution. A ce moment, Thomas Sankara était le plus avancé de nous tous et à plusieurs reprises, il nous a mis en garde contre une prise de pouvoir prématurée. Il se rendait compte qu'il n'y avait pas d'état-major politique. Je l'ai conduit à plusieurs reprises à des rendez-vous clandestins avec Philippe Ouédraogo du PAI. Parfois, pour ne pas attirer l'attention, il sautait de la voiture en marche en se roulant à la manière des commandos"[17].

Pierre Ouédraogo part le 9 septembre pour un stage en France. Laurent Sédogo, très jeune et inexpérimenté, le remplace. Dès ce moment, Kamboulé prend de plus en plus l'initiative et pousse au putsch. En fait, il travaille pour son parent Gabriel Somé Yorian, chef d'état-major des forces armées[20]. Autour de Somé: le commandant Fidèle Guébré, l'inten-

dant-général Marc Garango, ministre des Finances de 1966 à 1970 et de 1974 à 1976 et les fidèles de Maurice Yaméogo. A la mi-novembre 1982, Kamboulé dit à Sédogo que le document redigé par Sankara, a été perdu par le messager et se trouve probablement aux mains de la sécurité. Il faut agir vite.

Le 7 novembre 1982, Kamboulé et Somé Yorian réussissent leur coup d'Etat sans problèmes majeurs. Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo assistent passivement à l'événement. "La situation n'était pas mûre, on n'avait pas de programme" - dira plus tard le président Sankara[21]. Les officiers progressistes prennent le train en marche et réussissent à imposer une structure militaire relativement démocratique: fin novembre est créé le Conseil de Salut du Peuple, dont l'assemblée regroupe cent vingt militaires, soixante membres ès qualité et soixante élus dans les différents corps. Le CSP comptera des sous-officiers et de simples soldats. "Les membres de l'Assemblée générale savent que la voix d'un soldat est en tous points égale à celle d'un colonel"[22].

Au devant de la scène, une fraction "ni droite, ni gauche" autour du président, le commandant Jean-Baptiste Ouédraogo et les commandants Moné Harouna Tarnagba et Karim Lompon. Lors d'une réunion au camp Guillaume le Conseil Provisoire de Salut du Peuple élit Jean-Baptiste comme président. L'OMR le considère comme l'un des siens.

"La première réunion de l'Organisation Militaire Révolutionnaire, nous dit Blaise Compaoré, a eu lieu chez Henri Zongo, fin 1982. Les officiers progressistes y ont proposé que soit créé le poste de premier ministre, ce qui permettrait à Thomas Sankara et à notre noyau d'élargir l'influence de la gauche, toujours assez limitée à ce moment. L'assemblée du CSP a accepté l'idée et Thomas est devenu premier ministre, le 11 janvier 1983"[23]. Le Parti Africain de l'Indépendance et l'Union de Lutte Communiste entrent au gouvernement. S'appuyant sur le premier ministre Sankara, le petit noyau de progressistes recrute pour l'Organisation Militaire Révolutionnaire. Les éléments les plus dynamiques du Conseil de Salut du Peuple, sont invités aux réunions de l'OMR. "Des militaires sans la moindre formation politique et même des éléments de droite entraient de cette façon à l'OMR", nous dit le capitaine Blaise Compaoré[23]. En fait, chaque dirigeant en vue amenait, sans autres formalités, ses amis qu'il jugeait capables. Personne ne connaissait le nombre exact des membres.

Pour élargir leur influence idéologique dans toute l'armée, le noyau des officiers progressistes publie le journal *Armée du Peuple*, l'organe du CSP, dont le premier numéro sort le 13 février 1983. Consternation, tollé parmi les plus hauts gradés du Conseil de Salut du Peuple: la couverture porte une carte de la Haute-Volta, ornée d'une étoile rouge! Le commandant Karim Lompon, vigilant, y voit le signe précurseur de la pénétration communiste. Mais comment, mon commandant, lui répondra-t-on, le béret que vous portez est quand même aussi de couleur rouge...

Jean-Baptiste Ouédraogo met fin au débat. Heureusement. La majorité des présents aurait voté contre l'étoile rouge[24].

Le journal inspiré par Sankara est dirigé par Kilimité Hien. Dans les quatre numéros, le dernier datant du 30 avril 1983, on trouve des articles de Blaise Compaoré, de Georges Namoano, de Daniel Sidiki Traoré, d'Arsène Yé, de Daouda Traoré, de Moussa Diallo, de Karim Laty Traoré et de Wattara. Kilimité Hien explique la signification du journal dans son premier éditorial: "Notre armée doit désormais être une armée au service du peuple. Il faut préparer l'avènement d'une société débarrassée des "sangsues", de la féodalité et de toutes les autres formes d'exploitation. Cela nous fait dire comme l'autre que le journal n'est pas seulement un propagandiste et un agitateur collectif, mais aussi un organisateur collectif"[25]. Vigilant, mais peu instruit en la matière, le commandant Karim Lompon qui a découvert l'étoile rouge, n'a pas pu démasquer le Lénine caché dans cette dernière phrase. Les progressistes s'efforcent de détourner le coup d'Etat du 7 novembre 1982 de la destinée droitière que souhaitait son auteur principal, Somé Yorian. Ainsi, Blaise Compaoré déclare: "Le mouvement du 7 novembre est un mouvement conscient. Il s'inscrit en droite ligne dans le mouvement démocratique général en Haute-Volta. Il est salué par les ouvriers et les paysans désarmés devant les systèmes économiques et politiques affameurs des peuples. Le mouvement du 7 novembre se situe historiquement dans le processus de libération sociale, politique et matérielle de notre peuple. Seul le peuple est facteur déterminant de son développement. A ce titre nous sommes loin de penser qu'il faille construire son bonheur à sa place"[26]. Mais parfois, les progressistes prennent leur rêve pour la réalité. "Le coup d'Etat du 7 novembre 1982, écrit la rédaction, a permis le rassemblement de militaires patriotes et démocrates au sein du CSP"[27]. C'était gravement sousestimer le poids de la droite dans le CSP.

Obnubilé par la popularité que ses discours populistes et son style jeune lui procurent, Sankara attaque tous azimuts les ennemis intérieurs et extérieurs du peuple. Trop téméraire, il visite la Lybie et accueille Kadhafi à Ouaga, le 30 avril 1983. Lors de grands meetings populaires le 26 mars et le 14 mai, il défie ouvertement l'autorité du président Jean-Baptiste Ouédraogo. Jean-Pierre Palm nous a déclaré: "J'étais à ses côtés le 14 mai. Quand il a commencé à attaquer le régime en place, je lui ai dit de modérer son langage. Il n'avait pas assez de soutien militaire derrière lui, c'était une fuite en avant des plus dangereuses"[28]. Mais cet aventurisme provoqua aussi des contrecoups, des reculades gênées, des excuses embarrassées, des reculs tactiques, montrant la faible maturité politique des officiers progressistes. "Le CSP, écrivent-ils après le meeting du 26 mars 83, se passe volontiers de couleur quant à son orientation. Il pose des actes dans le sens des intérêts du Peuple, et rien d'autre. Inutile de chercher à lui trouver des alliances idéologiques quelconques. Il se veut tout simplement nationaliste"[29].

Le 16 mai 1983, le président de la France social-démocrate envoie Guy Penne, son conseiller pour les Affaires africaines, à Ouaga. En guerre avec la Lybie sur le sol tchadien, Mitterand compte mettre fin au flirt entre Sankara et Kadhafi. Le 17 mai, à deux heures du matin, cinq blindés de Jean-Claude Kamboulé encerclent la maison de Sankara qui se rend. D'autres blindés, sous les ordres des lieutenants Belem et Sambo Michel Boena, ancien commandant du Centre des para-commandos à Pô, encerclent le camp Guillaume. Le capitaine Henri Zongo décide de résister. Il se prépare à l'affrontement, tout en menant des pourparlers avec le commandant Guébré. Sankara lui conseille d'éviter l' affrontement qui s'annonce meurtrier. Vers midi, la situation à l'intérieur du camp Guillaume se dégrade, signe de l'anarchie qui règne dans l'armée. Le sergent Abdramane Zétienga témoigne: "Dans le camp, plusieurs militaires du Régiment de Commandement et de Soutien ne s'intéressaient nullement à ce qui se passait. Pire, beaucoup d'entre eux avaient déserté le camp, ainsi que plusieurs gradés et soldats"[30]. Tard dans la nuit, le camp Guillaume se rend et Henri Zongo rentre tranquillement chez lui. Revenant de Bobo, tôt le matin du 17 mai, Blaise Compaoré a le sentiment qu'il se passe quelque chose. A l'approche de sa maison, son chauffeur, Hamidou Maïga, remarque les hommes venus pour arrêter le capitaine Blaise. Il fonce. Droit vers Pô. A son arrivée au centre des para-commandos, Blaise constate que son adjoint, Gilbert Diendéré, a déjà entamé les préparatifs à la résistance. Sankara sera interné à Thiou, près de Ouahigouya, tandis qu'on enfermera Jean-Baptiste Lengani, le Secrétaire général du CSP, à Dori.

Minoritaires parmi les officiers, Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo jouissent du soutien de tous les soldats et civils qui aspirent au changement. Le 20 mai, les lycéens descendent en masse dans les rues. La population les y suit le lendemain. Le jour suivant, le dimanche 22 mai, la réplique leur est donnée par tous les politiciens réactionnaires qui marchent sous la banderole: "A bas le communisme". A l'assemblée du CSP du 23 mai, Jean-Baptiste Ouédraogo n'obtient que trente voix pour soutenir son action. Il veut démissionner. L'ambassadeur de France, Gaston Boyer, l'en dissuade. Et lui conseille de démanteler les appuis de Sankara, tout en évitant de le faire apparaître comme un martyr. Le 27 mai 1983, toutes les structures du CSP sont dissoutes. Le 30 mai, Sankara et Lengani peuvent retourner chez eux... en résidence surveillée. Au même moment, les trois anciens présidents de la République, Maurice Yaméogo, Sangoule Lamizana et Saye Zerbo sortent de prison. Libres. La coalition de tous les amis de la France fait circuler une liste de 400 "communistes" à arrêter en cas de troubles. Entouré par des officiers réactionnaires détestés par la population, craignant des réactions violentes de ses soldats, Jean-Baptiste Ouédraogo n'ose pas agir contre Blaise Compaoré. Le 5 juin, il envoie Thomas Sankara à Pô, pour négocier une réconciliation. Echec. Sur quoi, le 9 juin, Sankara, Lengani et Zongo se retrouvent à nouveau en prison. L'autorité de Jean-Baptiste Ouédraogo

s'effrite, soldats et sous-officiers n'obéissent plus à ses ordres. Une assemblée générale des officiers est convoquée le 13 juin. Blaise Compaoré lui fait parvenir une lettre. "C'est depuis 1980 que nous avons pris la déplorable habitude, par notre attitude passive ou ambiguë, de cautionner l'injustice, l'arbitraire et l'usage intempestif de la force. Très souvent cette conduite nous a été dictée par manque de courage et par opportunisme. Comment le CSP est-il resté sans réaction après l'arrestation arbitraire et illégale de quelques-uns de ses membres? Je désire également vous exprimer mon étonnement lorsque j'apprends que certains d'entre nous sont indignés parce que des patriotes ont pris des armes et s'entraînent pour affronter des mercenaires et autres légionnaires étrangers"[31]. Et l'on relâcha Sankara, Lengani et Zongo, le 16 juin, jour où ils retrouvent Blaise Compaoré à Ouaga lors d'une "réconciliation" au Mess des officiers... La droite, conseillée de près par la France, temporisa, cherche à créer les conditions optimales pour l'affrontement. Elle envoie Lengani à Dori. Elle séduit Sankara en lui offrant un stage dans une école d'officiers supérieurs en France. L'enfant terrible partira le 1er septembre.

Le 4 août 1983, un officier, venu de Ouaga, entre en trombe au camp de Pô. Il annonce que Somé Yorian a décidé de passer à l'offensive. Le lendemain 5 août, il fera abattre Sankara, Lengani et Zongo; un tueur à gages se chargera d'en finir avec Compaoré. Les commandos de Dédougou, dirigés par Fidèle Guébré, prendront Pô d'assaut. Blaise Compaoré n'a plus le choix. Il faut devancer le coup réactionnaire. Réquisitionnant une vingtaine de camions de l'entreprise Lavallin, les commandos de Pô descendent, vers 18h sur Ouaga. Privée d'électricité, sans téléphone, la capitale tombe comme un fruit mûr. Seuls la garde présidentielle et le groupement des blindés offrent quelque résistance. A 22h, le lieutenant Gilbert Diendéré annonce à la radio le prise du pouvoir. Puis le capitaine Thomas Sankara lit une proclamation:

"Peuple de Haute-Volta!

Aujourd'hui encore, les soldats, sous-officiers de l'Armée nationale et les forces para-militaires se sont vus obligés d'intervenir dans la conduite des affaires de l'Etat pour rendre à notre pays son indépendance et sa liberté et à notre peuple sa dignité.

En effet, ces objectifs, patriotiques et progressistes, qui ont justifié l'avènement du Conseil de Salut du Peuple, le 7 novembre 1982, ont été trahis le 17 mai 1983.(...)

Aujourd'hui 4 août 1983, des soldats, sous-officiers et officiers patriotes et progressistes ont ainsi lavé l'honneur de notre peuple et de son armée (...)

Le mouvement actuel des Forces armées voltaïques tirant les amères expériences du CSP, a constitué ce jour, 4 août 1983, le Conseil National de la Révolution (CNR) qui assume désormais le pouvoir d'Etat (...)

Peuple de Haute-Volta, le Conseil National de la Révolution appelle chaque Voltaïque, homme ou femme, jeune ou vieux, à se mobiliser dans

la vigilance pour lui apporter son soutien actif. Le Conseil National de la Révolution invite le peuple voltaïque à constituer partout des Comités de Défense de la Révolution pour participer à la grande lutte patriotique du Conseil National de la Révolution et pour empêcher les ennemis intérieurs et extérieurs de nuire à notre peuple. Il va sans dire que les partis politiques sont dissous (...)"[32].

Dans un commentaire à cette proclamation, Bamouni s'écrie: "Ca y est! La Révolution a triomphé!".

Se tenant à l'autre extrême, le PCRV parle du "caractère réactionnaire, militariste, fascisant, anti-communiste" du coup du 4 août.

Les tenants de ces deux positions se livrent depuis bientôt six ans à de sourdes luttes à coup de citations classiques dont le premier objectif semble être d'obscurcir les réalités concrètes de cette mémorable journée du 4 août.

Pourtant, avant que les idéologues professionnels ne s'en mêlent, les militaires progressistes se font une opinion assez réaliste de l'événement.

Devant la menace imminente de l'assassinat de Sankara, Lengani, Zongo et Compaoré, la fraction progressiste de l'armée a organisé un coup d'Etat préventif. Cette prise du pouvoir a été facilitée par la sympathie active dont ils jouissaient auprès de la jeunesse et des forces démocratiques des centres urbains.

Début 1983, ces officiers radicaux avaient d'ailleurs noté: "Certains coups d'Etat ont traduit les aspirations des masses populaires, même si bien souvent leur récupération par la bourgeoisie a été faite ultérieurement". Et de citer les cas de l'Egypte, du Congo-Brazzaville, du Pérou, de la Lybie et du Bénin[27].

Dans sa proclamation, Sankara n'essaye pas de parer la réalité d'ornements idéologiques. Il constate que des soldats, sous-officiers et officiers ont balayé le régime impopulaire. Il ne fait pas mention d'une participation civile significative. Sankara annonce que le mouvement des Forces armées a constitué le CNR. Ses alliés politiques du PAI et de l'ULC n'y jouent apparemment aucun rôle. Le nouveau pouvoir affirme sa continuité avec le Conseil de Salut du Peuple, issu du coup d'Etat du 7 novembre 1982. On connaît les objectifs assez flous du CSP à ses débuts. Après avoir instauré le CNR, les officiers progressistes appellent le peuple à lui apporter son soutien. Le CNR n'est aucunement présenté comme une émanation naturelle d'une insurrection populaire. Sankara invita le peuple à constituer des CDR. C'est dire qu'il n'existait pas d'embryons d'organisations populaires qui auraient surgi au cours d'une insurrection. Sankara déclare que les partis sont dissous, oubliant de réserver une place à ses amis du PAI et de l'ULC.

Mais brutalement, ces constatations simples, clairement énoncées, disparaissent sous le fatras de sophismes et d' élucubrations jésuitiques dus à Valère Somé, Basile Guissou et Paulin Babou Bamouni. "Nous étions, diront-ils, prisonniers de la conception sommaire qui prévalait au niveau des intellectuels révolutionnaires africains, selon laquelle tout coup d'Etat

était nécessairement réactionnaire. Une telle sentence vient de la confusion entre la notion de coup d'Etat et celle de putsch. Tout comme la guerre, le coup d'Etat est la continuation de la politique par d'autres moyens. Il est le prolongement de la lutte des classes. De ce point de vue, toute méthode de prise de pouvoir qui se situe en dehors des règles de jeu établies, est un coup d'Etat. Ainsi, l'insurrection populaire de la révolution en Russie en 1917, la guerre populaire prolongée de Mao Tse-dong, la guerre de guerilla à Cuba, relèvent de la catégorie de coups d'Etat révolutionnaires"[33]. Ainsi, la Haute-Volta a connu "une insurrection véritablement populaire dont l'aboutissement logique fut la révolution du 4 août" et tous ceux qui ne souscrivent pas à cette assertation "procèdent d'un point de vue pédantesque et ridicule"[34].

Cette position était défendue avec la plus grande extravagance par certains intellectuels (comme Bamouni) qui n'avaient jamais réussi à créer une organisation authentiquement communiste et qui n'avaient nullement l'intention de se livrer à un travail de longue haleine au sein des masses. Arrivistes, ils espéraient devenir ministre ou haut fonctionnaire en flattant bassement les militaires qui venaient de prendre le pouvoir. Par leur thèse de l'insurrection véritablement populaire, ils laissaient l'initiative politique aux militaires qui, dans leur grande majorité, n'y étaient nullement préparés. En effet, en toute logique, des militaires sans la moindre formation marxiste, se disaient: même les communistes avouent que nous avons tout ce qu'il faut pour réaliser et diriger une authentique révolution populaire; l'action du 4 août nous a hissés au niveau d'un Lénine et d'un Mao, ces autres auteurs de coups d'Etat révolutionnaires. En déclarant que le 4 août possédait toutes les caractéristiques d'une insurrection populaire, ces intellectuels empêchaient la réflexion sur les tâches, les moyens, les conditions d'une authentique révolution. Ils auraient dû inciter les militaires à la prudence et à l'écoute des organisations populaires. Au moment où il fallait dire aux militaires que tout était encore à faire, ils faisaient croire que la révolution démocratique et populaire fut achevée. Ainsi, on faisait peu de cas de problèmes pourtant cruciaux et délicats. Comment créer un pouvoir populaire où s'expriment librement les éléments avancés du peuple? Comment développer les organisations démocratiques des travailleurs? Comment assurer une base politique large au processus révolutionnaire? Comment réaliser le principe fondamental qui veut que la politique commande au fusil? On ne peut guère reprocher à Sankara et à ses compagnons, leur manque de connaissances marxistes-léninistes. L'armée néo-coloniale n'était pas la meilleure école en la matière. Les révolutionnaires civils auraient dû enrichir les officiers progressistes de leurs connaissances de la science révolutionnaire. Mais ils ont complètement failli à la tâche, ils ont démissionné de leurs responsabilités. Jouant des coudes pour arriver au pouvoir, comment auraient-ils osé critiquer la présence au sein du CNR, d'éléments suspects comme un Sigué, ou de militaires apolitiques comme les gardes du corps de Sankara?

Après avoir entendu comparer le 4 août à la longue marche de la

révolution chinoise, on capta un tout autre son de cloche au PCRV: "Ce qui s'est passé dans la nuit du 4 août 1983, est purement et simplement un coup d'Etat militaire"[35]. Le PCRV poursuit sa propre longue marche et refuse les raccourcis. Son crédo: édifier un parti communiste clandestin, aider à la consolidation d'organisations de masse anti-impérialistes et démocratiques, aguerrir les militants par le travail à la base. Le parti a été dérouté par les événements du 4 août, balançant entre le constat des changements significatifs et sa conviction intime que finalement, tout rentrerait dans l'ordre néo-colonial. Ainsi, le PCRV affirme en 1984 que la bourgeoisie réactionnaire s'apprête à renverser le CNR, qu'elle prépare un complot de type fasciste, anti-communiste contre le peuple pour sauver le capitalisme libéral et le néo-colonialisme[36]. Mais au même endroit, il écrit: "Pour l'heure, la bourgeoisie -toutes tendances confondues- n'a en réalité aucun motif d'inquiétude, car il n'y a aucune menace contre sa base économique"[37]. Le PCRV note que les différentes fractions bourgeoises au sein de l'armée avaient l'intention de liquider le capitaine Blaise Compaoré et ses compagnons, pour ensuite en finir avec l'ensemble du mouvement révolutionnaire; le 4 août a été l'œuvre de l'aile militaire de la petite-bourgeoisie radicale-réformiste[38]. On pourrait voir ici l'espace d'une politique de front uni. Il n'en est rien. "La petite-bourgeoisie radicale-réformiste nie le rôle de guide du parti du prolétariat, elle est anticommuniste et veut se muer en une bourgeoisie d'Etat néo-colonial"[39]. En théorie, le PCRV considère la petite-bourgeoisie comme une alliée dans la révolution nationale et démocratique. En toute logique, il devrait s'ensuivre une attitude de soutien, de critique et d'éducation des fractions de la petite-bourgeoisie qui avancent des positions anti-impérialistes et démocratiques. Dans ce cas, on comprend mal l'opprobre jeté sur la petite-bourgeoisie radicale-réformiste. Adversaire du spontanéisme, le PCRV ne pense sans doute pas que des militaires, laissés à leurs propres moyens, peuvent acquérir une conception marxiste-léniniste du monde. L'armée a toujours été le domaine le mieux gardé de la réaction. Sous d'autres cieux, des communistes ont cherché le contact avec les moindres tendances progressistes parmi les militaires, afin de les influencer, de les aider et de les éduquer. Prudence et patience ont été leurs maîtres-mots. Constatant que ses ennemis héréditaires, les "révisionnistes" du PAI et de l'ULC, se lient aux militaires progressistes, le PCRV quitte le terrain. Il déserte la lutte pour la formation communiste des militaires, il démissionne de ses responsabilités. Cette attitude est d'autant plus incompréhensible, que le PCRV affirme: "La révolution n'est pas une perspective vague et lointaine, elle est à l'ordre du jour"[40]. Dans ce cas, la recherche d'alliés parmi les officiers anti-impérialistes et démocratiques aurait dû figurer parmi les priorités. Le PCRV déclara: "l'unité véritable est l'unité politique du peuple autour du Parti du prolétariat, le PCRV"[40]. Une interprétation unilatérale de cette affirmation conduit à la négation du problème des alliances et des questions de tactique. Au cours de la révolution chinoise, les communistes ont, à plusieurs reprises, voulu arracher

la victoire sans s'assurer des alliés; isolés, ils ont été exterminés. Cette leçon, payée de dizaines de milliers de morts, Mao Zedong l'a résumée ainsi: "Dans la lutte contre les irréductibles anticommunistes, il faut exploiter les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité, écraser les adversaires un à un; avoir le bon droit de son côté, s'assurer l'avantage et garder la mesure"[41]. Lénine ne disait pas autre chose quand il affirmait la nécessité de "passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels, fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels". Ne renonçant jamais à la lutte idéologique, Lénine a passé quantité de compromis pratiques avec les libéraux bourgeois et les mencheviks. La petite-bourgeoisie hésite toujours entre la révolution et la réaction. "La juste tactique des communistes doit consister à utiliser ces hésitations, à faire des concessions aux éléments qui se tournent vers le prolétariat, et n'en faire qu'au moment et dans la mesure où ils s'orientent vers ce dernier"[42].

Bassement flattés par les uns, repoussés par les autres, les militaires progressistes se retrouvent, le 4 août 1983, pratiquement seuls au gouvernail. L'Organisation Militaire Révolutionnaire, qui regroupait les sympathisants de Sankara, Compaoré, Lengani et Zongo du temps du Conseil de Salut du Peuple, se transforme en Conseil National de la Révolution. Quelques éléments méritoires du 4 août, tel Vincent Sigué, s'y ajoutent. Le noyau progressiste avait perdu de ses membres du temps du CMRPN; des nationalistes sans idéologie bien précise s'y sont ajoutés pendant la période du CSP. Depuis ce moment, les partisans de Jean-Baptiste Ouédraogo et de Jean-Claude Kamboulé avaient déserté à leur tour. Le 4 août 1983, l'OMR constitue donc un noyau assez restreint mais exerçant un ascendant sur l'ensemble des sous-officiers et des soldats. On y trouve des militaires qui n'ont jamais suivi un cours marxiste-léniniste. "Certains militaires, dit Arsène Yé, du fait même qu'ils appartenaient à l'OMR, croyaient appartenir à la fine fleur des penseurs révolutionnaires. Leur dire qu'il fallait suivre des cours marxistes, aurait été reçu comme une insulte. Au début du CNR, nous avons organisé des cellules composées uniquement de militaires pour favoriser la formation. Mais ils ne venaient pas aux réunions"[24].

Pendant les premiers mois de la révolution, le PAI pèse d'un grand poids sur les décisions, grâce à sa meilleure organisation. Certains proposent alors, mais sans succès, de relancer l'OMR comme organisation indépendante des militaires. Ce n'est que le 17 mai 1986, lorsque Sankara annonce le processus d'unification entre l'UCB, l'ULC-R et le GCB, qu'on reparle de l'OMR comme quatrième force politique dans l'arène.

Le noyau des militaires progressistes, érigé dès le 4 août en CNR, doit avant tout consolider sa position dans l'armée. Le colonel Yorian Gabriel Somé, chef de l'Etat-Major et le commandant Fidel Guébré, les deux principaux représentants de la droite, sont arrêtés le 6 août. A ce propos, le PAI écrit: "Le 8 août, Sankara avait invité un de nos camarades pour

préparer un communiqué de presse, annonçant leur arrestation et leur détention. Au moment où ce communiqué était diffusé sur les antennes par la voix du sous-lieutenant Daouda Traoré, on entendait les explosions et les tirs qui ponctuaient la mort en cellule des deux officiers. C'est plus de vingt quatre heures après, que Sankara nous donnera la version de leur mort accidentelle, qui serait liée à une maladresse de son garde du corps, Vincent Sigué"[43]. Le 25 août 1983, Jean-Baptiste Ouédraogo, l'ancien chef de l'Etat et trente autres officiers supérieursv sont détachés de l'armée. Dans la gendarmerie, cinq lieutenants et dix huit sous-officiers sont mis à la retraite; dix lieutenants, un sous-lieutenant et vingt sous-officiers de l'armée de terre et trois sous-officiers de l'armée de l'air, les suivent[44].

Le 28 mai 1984, Sankara se rendra à Yammoussoukro pour y rencontrer Houphouët-Boigny. La veille, la sécurité avait arrêté le colonel Didier Tiendrébéogo, détaché de l'armée. Il avait attiré l'attention par ses visites à l'ambassade américaine et par ses dépenses, estimés à un million de F.CFA par mois. L'ex-colonel Tiendrébéogo, le lieutenant Maurice Ouédraogo, le lieutenant de la gendarmerie Moumouni Ouédraogo, l'ex-adjudant-major de la gendarmerie Bernard Kaboré et le sergent Moussa Kaboré, accusés de complot visant à éliminer les dirigeants du CNR, sont condamnés à mort et exécutés le 12 juin 1984[45].

La constitution des Comités de Défense de la Révolution dans les corps militaires a permis de mobiliser l'énergie des soldats et sous-officiers, longtemps brimés et bafoués par des bureaucrates tyranniques. Les CDR donnent une assise démocratique à l'épuration de l'armée. En général, les militaires progressistes sont d'avis que ces différentes opérations de "nettoyage", n'ont pas laissé de cicatrices au sein de l'armée. Les officiers réactionnaires terrorisaient la population comme les simples soldats. Il fallait nécessairement s'en débarrasser pour réformer l'armée.

Mais très vite des conflits éclatent entre démocratie et discipline, entre l'autorité des structures populaires et celle des chefs de corps. Les CDR se considèrent comme le véritable pouvoir populaire et ils dédaignent informer leur chef de corps de leurs activités. Tenants du pouvoir révolutionnaire, ils refusent parfois de saluer les "bureaucrates" qui sont leurs supérieurs hiérarchiques. Selon la formule "tout doit passer par les CDR", les notes disciplinaires tombent sur le bureau des CDR. Par conséquent, les chefs militaires laissent souvent passer sans sanction les fautes des responsables CDR[46]. Grâce à leurs relations personnelles avec Sankara, des chefs comme Boukary Kaboré et Michel Koama sautent allègrement les échelons hiérarchiques pour prendre des ordres directement au Palais. Ce qui crée des frictions et un malaise généralisé. En autre, Sankara veut régler lui-même un grand nombre de problèmes militaires. Mais, comme il ne gère pas la vie courante de l'armée, il les résoud mal. Hiérarchie, compétence et responsabilité sont enveloppées d'un flou artistique. Des fiefs se créent, rattachés directement au suzerain. Boukary Kaboré entasse à Koudougou une quantité d'armes sans rapport avec les besoins de la

défense et sans l'aval du chef d'Etat-Major, le commandant Lengani. Devant ce personnage, le haut-commissaire tremble et les paysans revivent l'époque coloniale. "Des syndicalistes ont été torturés chez Kaboré, au BIA et chez Koama, à l'ETIR. Le président avait ses hommes à lui qui exécutaient les sales besognes. A Pô, les militaires n'auraient jamais accepté de torturer les syndicalistes qui ont été à nos côtés depuis le Conseil de Salut du Peuple. Cela ne peut plus se répéter, les casernes ne sont pas des camps de torture", nous a déclaré l'adjudant-chef Mahamadi Badini[47].

Une partie des militaires n'avait cessé d'observer les révolutionnaires civils avec la plus grande méfiance. Début 1984, le PAI contrôle la majorité des CDR de la capitale et prouve sa capacité de mobiliser à elle seule les masses. Certains officiers y voient une menace pour leur hégémonie. Et dans les casernes, comme des couperets, tombent les condamnations de l'anarcho-syndicalisme, du putschisme, du liquidationnisme, du déviationnisme. Le simple soldat n'y comprend rien mais est convaincu de défendre la bonne cause. "On ne pouvait pas parler de véritable débat politique, nous a déclaré le lieutenant Honoré Nombré. Là se trouvent déjà les embryons de la militarisation. Cette tendance s'est renforcée lorsque le travail politique servit de plus en plus nettement un individu et non pas une ligne politique"[48].

Sankara relance l'OMR à partir d'août 1986, au moment où la crise politique commence à se faire jour. Quand il a des problèmes au sein de CNR, il convoque une réunion de l'OMR pour y trouver des appuis.

Nous avons pu consulter un document de l'OMR de juin 1987 qui résume la position des différentes cellules quant à la question de l'unification des organisations révolutionnaires. Par une formule lapidaire, la majorité propose une "autodissolution immédiate". Il y est aussi question du dépôt obligatoire des listes de tous les membres des organisations civiles.

Mis en minorité, le 4 juillet 1987, dans sa propre organisation, l'UCB, Sankara se replie complétement sur l'OMR. En août 1987, on commence à rédiger les textes fondamentaux de cette organisation qui n'existe plus que formellement depuis le 4 août 1983. Dans le préambule de ses statuts, on peut lire: "Consciente du rôle historique qu'elle a joué pour le triomphe des tâches de la révolution et convaincue de la nécessité de l'existence d'une véritable avant-garde, l'Organisation Militaire Révolutionnaire se fixe comme tâche immédiate de réaliser l'union de la gauche burkinabè en vue de la création du parti marxiste-léniniste"[49].

Ainsi, on retourne à la case départ: un noyau militaire hétérogène où des marxistes côtoient des officiers sans aucune formation politique, où Sankara introduit, en dehors de tout critère politique, ses amis, ses sympathisants, ses gardes du corps. L'entourage du président exprime son intention de coopter des civils dans l'organisation militaire qui deviendra alors "l'Organisation Militaire Révolutionnaire - Mouvement du 4 août".

Le rythme auquel les réunions se succèdent, montre que l'OMR devient en fait l'organe moteur de la révolution.
3 septembre 1987: réunion de l'OMR sur les tracts.
10 septembre 1987:réunion de l'OMR sur le projet des statuts.
17 septembre 1987: réunion de l'OMR sur le préambule aux statuts et sur l'organisation des festivités du 2 octobre.
6 octobre 1987: réunion de l'OMR sur la lettre du GCB, adressé au président du CNR et sur les tracts; discussion sur le secrétariat de l'OMR (Sidiki Daniel Traoré, Amadou Sawadogo, Denis Bikaba); débat sur le symposium de Bambaata[50].
15 octobre 1987: réunion prévue pour 20 h...

Le PAI, qui a contribué à mettre en place le régime du CNR en 1983-1984, fait, après coup, l'analyse suivante de la prépondérance des militaires sous Sankara:

"Sous le CNR, continuant la tradition des régimes militaires depuis 1966, les militaires ont toujours eu une position particulière et prépondérante, une primauté et une préséance incontestables qui, sauf pour quelques rares personnes, étaient liées uniquement au port et au prestige de l'uniforme dans un régime issu d'un coup d'Etat. Mais l'autorité automatique et singulière du militaire est, si on excepte les cas particuliers, uniquement liée aux deux éléments suivants: son arme et la facilité de s'en servir à tout moment; l'esprit de corps qui les rend, en principe, solidaires les uns des autres. Nos militaires sont pour la plupart affligés d'insuffisances politiques parfois notables, les rendant souvent extrêmement chatouilleux vis-à-vis de toute critique. Avec eux, le débat devient rapidement un combat et la menace verbale ou l'agression physique sont des arguments courants"[51].

Le Conseil National de la Révolution, instance suprême de la Révolution Démocratique et Populaire

Dès le 5 août, les penseurs prolétariens du Parti Africain de l'Indépendance se rendent compte que la révolution vient de débuter sur un malentendu. Ils ont vécu jusqu'alors avec l'intime conviction que leur parti constituait le noyau dur d'une alliance à trois composantes: le groupe militaire, le PAI et l'ULC-Renaissante. Le PAI revoit rétrospectivement six années de collaboration confiante ininterrompue avec le groupe militaire. Au plus fort de la crise, en juin-juillet 1983, le PAI était resté en contact permanent avec Sankara et Lengani qui semblaient lui manifester la plus grande confiance. Le 25 juillet 1983, le PAI soumet un projet de gouvernement à Sankara qui l'accepte sans modification. "La confiance mutuelle reposait sur le fait que le groupe militaire lisait nos publications, n'y faisait aucune critique et même participait à leur diffusion, ce qui

signifiait qu'il les approuvait entièrement"[52].

Mais le jour qui suit le grand soir, Sankara seul, entouré de quelques compagnons militaires, se présenta devant les masses, fait des déclarations au nom du nouveau régime, définit la composition du Conseil National de la Révolution, convoque les ambassadeurs... apparemment sans se rappeler le moins du monde de l'existence du PAI.

Une vingtaine de militaires assistent aux premières réunions du CNR. Il n'était jamais expliqué à quel titre ils s'y trouvent, sauf qu'ils appartenaient tous à l'Organisation Militaire Révolutionnaire. La composition de l'organe dirigeant dépend exclusivement de Sankara, qui, dans le meilleur des cas, consulte les trois autres chefs historiques. Le PAI et l'ULC n'ont pas voix au chapitre lorsqu'il s'agissait de définir le type d'organisation qui dirigerait la révolution et les critères d'adhésion. En septembre 1983, les gardes du corps de Sankara et le chauffeur de Lengani assistent aux délibérations. Ce dernier dira préférer ne plus faire partie du CNR. Puis d'autres militaires suivent[53]. Lors d'une réunion en juin 1984, Adama Touré dénombra 54 militaires et 7 civils.

Les premières semaines qui suivent le 4 août, Sankara consulte de temps en temps le PAI sur l'orientation politique à élaborer. Kader Cissé et Valère Somé participent à la rédaction du Discours d'Orientation Politique. Mais finalement, le 2 octobre 1983, Sankara en prendra seul la responsabilité. Le document si capital n'avait été ni examiné ni adopté par le CNR[54].

Dès le départ, les militaires sont présents au CNR à titre individuel tandis que le PAI, comme l'ULC, y compte quatre représentants mandatés.

Les membres du CNR, ainsi rassemblés par l'alchimie politique dont Sankara seul possède le secret, mènent une existence cachée, pour ne pas dire occulte. Le bien-fondé de cette clandestinité ne fait pas l'objet d'un débat. Certains pensent qu'ils s'agit d'une mesure de sécurité, d'autres y voient une tactique pour empêcher les membres du CNR d'abuser de leur titre. En fait, cette "clandestinité" permet à Sankara d'agir à sa guise.

La composition arbitraire du CNR en dit aussi long sur la réalité du centralisme démocratique au sein de la révolution. Dans un texte de l'UCB, on peut lire: "Le Conseil National de la Révolution joue aujourd'hui le rôle dirigeant de la Révolution Nationale Démocratique. En tant qu'organe dirigeant de la Révolution élu non par des bulletins de vote, mais par le triomphe de l'insurrection populaire, le CNR est seul garant de la ligne politique de la révolution". Parlant du centralisme démocratique, le document poursuit: "L'aspect centralisme est déterminant en ce moment précis où il faut organiser le peuple, le former politiquement et le mobiliser"[55]. Le drapeau de l'insurrection triomphante sert ici à justifier la présence à la tête de l'Etat d'un Sigué, d'un Koama, de gardes du corps, de chauffeurs et d'autres militaires sans la moindre formation marxiste. Aussi, la composition arbitraire du CNR reste une donnée première et on ne constate aucune démarche pour que, en fin de

compte, la direction de la Révolution Démocratique et Populaire soit élue par le peuple et contrôlée par lui.

D'ailleurs, la première période de la révolution s'achève sur une dégradation de la démocratie au sein du CNR. Dans une lettre que le PAI adresse à Sankara, le 15 mai 1984, ce parti critique le fonctionnement anarchique du CNR et les improvisations et précipitations de son président. Le projet du Sourou, la construction des cités du 4 août, le plan de la création de 7.000 terrains de sport sont tous lancés par le président sans que le CNR en ait débattu ni adopté des conclusions formelles. Dès ce moment, Sankara cherche à se débarrasser du PAI, parti qui maintient une certaine cohérence politique et qui peut, à terme, contrebalancer son autorité. Il trouve un soutien inconditionnel auprès de Valère Somé qui lance cette accusation à ses frères de lutte du PAI: "Vous voulez isoler le président", et d'ajouter: "Le chef, c'est le chef"[56].

Après avoir viré le PAI du gouvernement, en août 1984, Sankara dira à ses amis qu'il n'est pas bon d'accorder des postes ministériels à une organisation. Par la suite, Sankara essaiera de détacher les civils, membres du CNR, de leur organisation politique. Il n'accepte pas l'idée qu'un parti choisisse ses délégués pour assumer certaines tâches à la direction de l'Etat, sous le contrôle du parti[57].

La deuxième période dans la vie des organes dirigeant le processus, se situe entre le 19 août 1984 et octobre 1985.

Le CNR s'étant débarrassé du PAI, Valère Somé, Train Raymond Pooda, Moïse Traoré et Kader Cissé, tous de l'ULC-R, font seuls face à quelque soixante-cinq militaires. Comme pendant la première période, le CNR se réunit en assemblée générale, convoquée et présidée par Sankara; il continue à fonctionner sans statuts ni règlement intérieur et pratiquement sans organisation interne[58].

Les relations entre le Conseil National de la Révolution, censé élaborer les orientations stratégiques, et le Conseil des Ministres, qui doit les mettre à exécution, prennent l'aspect impressionniste et flou qui trahit l'artiste qui les a nouées. Sankara devient l'unique étoile qui éclaircit les ténèbres, l'unique boussole qui guide les tâtonnements des responsables de la révolution. Le 19 août 1984, les membres du CNR apprennent par la radio que leur gouvernement révolutionnaire est dissous par un décret présidentiel. Une surprise supplémentaire les attend: la gestion de l'Etat sera assurée par un Conseil des coordonnateurs du Faso composé des quatre chefs historiques. Il ne reste au CNR qu'à opiner du bonnet. Désormais tout ministre et tout ministrable sait que son sort dépend exclusivement des quatre chefs historiques, et principalement de Thomas Sankara.

Le 12 août 1985, Sankara institutionnalise la dissolution annuelle du gouvernement. Il s'en explique: "C'est une formule pédagogique révolutionnaire qui rappelle à chacun qu'il est à un poste pour servir et qu'il doit se remettre en cause en permanence"[59]. Il a ensuite une pensée pleine

de sagesse philosophique : "Souvent des hommes finissent par se croire inamovibles". Le risque est bien réel. Mais par quelle force magique, le président serait-il hissé au-dessus du danger? En Afrique, tout ministre est tenté de se servir à pleines mains pendant la (brève) période où il tient quelques leviers du pouvoir. Pour éviter que les braves succombent à la tentation, il faut un parti authentiquement révolutionnaire qui puisse discipliner ses délégués au gouvernement, il faut la démocratie qui permet de dévoiler tous les actes irréguliers des ministres, il faut l'organisation méthodique de mécanismes de contrôle. Mais Sankara cherche la solution du problème, dans un sens diamétralement opposé: il fait quotidiennement sentir aux ministres que leur sort ne dépend que de lui. Voici ce que cela donne dans une ville comme Ouaga, où des ragots d'une bassesse souvent révoltante courent les rues et où les rumeurs les plus malveillantes polluent l'atmosphère. Sankara s'explique sur ses rapports avec ses ministres: "Quand j'apprends une rumeur concernant un ministre, même sur sa vie privée, je l'appelle et je lui dis: 'Il me revient que vous vous êtes comporté de telle ou telle manière. Ou bien c'est faux, et vous devez chercher comment vous avez pu favoriser la rumeur, ou bien c'est vrai et je vous invite instamment à arrêter'"[60]. Interprétation bizarre de l'art de gouverner: des ministres se font tirer l'oreille comme des gamins et le président s'abaisse à cueillir les fleurs pourries de l'intoxication. Serge Théophile Balima, l'actuel ministre de l'Information et de la Culture, a travaillé à la presse présidentielle sous Sankara. "Quand quelqu'un n'est pas d'accord avec lui, il l'écoute puis il donne la réplique. Ensuite, il laisse abonder tous ses fidèles dans le même sens. Par après, Sankara cherche noise à son contradicteur, il le ridiculise. A la longue, plus personne ne se risque à dire ce qu'il pense. Sankara aime brimer et humilier les gens qui ont des idées personnelles, qui ont du caractère. Il est profondément anti-intellectuel. Lui seul doit attirer tous les regards"[61].

La concentration de tous les pouvoirs de l'exécutif aux mains des quatre coordonnateurs permet à Sankara d'exercer un pouvoir quasi personnel. Le 22 août 1985, il fait passer le décret qui envoie dix pour cent des fonctionnaires en province pour y assurer à l'administration "le minimum de ressources humaines indispensables" et pour y "retrouver l'épanouissement moral par le travail". Une telle mesure aurait nécessité un examen attentif dans tous les départements et une élaboration détaillée en Conseil des Ministres. Improvisée, fruit vert de l'imagination présidentielle, elle connaît un échec retentissant[59].

En octobre 1985 apparaissent les premiers signes de désaccord entre les quatre chefs historiques. Voici le témoignage de Blaise Compaoré:

"En octobre 1985, Thomas m'a appelé chez lui à minuit. Il m'a proposé que Sigué soit nommé lieutenant. Je m'y suis opposé en disant que plusieurs camarades de Pô avaient plus d'années de service et beaucoup plus de mérites que Sigué, un baroudeur et une nullité politique. Thomas m'a écouté, sans changer d'opinion. Deux ou trois semaines plus tard, au cours d'une réunion de l'OMR, les amis de Sankara ont introduit la

proposition de nommer Sigué comme lieutenant. L'un après l'autre, ils ont développé leurs arguments. A la fin, Sankara a dit que, oui, en effet, Sigué est très bon. Alors j'ai levé la main pour dire devant tout le monde: Si la révolution commence à distribuer des nominations de cette façon, je n'en veux plus. La majorité m'a suivi. Par après, des camarades sont venus me dire: Il vaut mieux que vous vous concertiez avant la réunion. J'ai répondu que nous l'avions fait. En octobre 1986, pendant que j'étais en tournée à Dori, Sankara a profité de mon absence pour revenir sur l'affaire. Les différentes cellules de l'OMR ont dû se prononcer. Finalement, Sankara a envoyé Sigué en stage à Cuba, et à son retour, il l'a nommé lieutenant"[62].

La troisième phase de l'évolution du CNR s'étend de fin octobre 1985 au 12 mai 1986.

Elle débute par la structuration interne du CNR qui se dote d'un comité central de vingt militaires et de quatre dirigeants de l'ULC-R. Les autres membres, tous militaires, se retrouvent dans des cellules de base du CNR. Dès ce moment, seul le comité central se réunit chaque semaine. Sankara ne convoquera plus l'assemblée générale. Toutes les deux semaines, le comité central discute de questions africaines dans le but de formuler une politique étrangère cohérente. Sankara mettra fin à ce type de réunion, avant que l'objectif soit atteint et ce sans aucune explication. En alternance, l'assemblée entend des comptes rendus de missions, des informations d'ordre général et la communication de multiples détails sur la vie de l'Etat. De façon exceptionnelle, Sankara réunit les membres du bureau politique, avec des intervalles qui durent parfois trois mois.

Le CNR adopte des statuts qui consacrent définitivement la confusion qui existait quant à sa nature depuis le 4 août 1983. Le CNR, est-il un organe issu d'un ensemble plus vaste, un front de différentes entités politiques, une organisation de masse ou un parti d'avant-garde en devenir? La lecture de ses statuts permet toutes ces supputations. Le CNR est "l'organe qui a préparé et dirigé l'insurrection victorieuse du 4 août 1983 et qui assume depuis cette date la direction politique de la Révolution démocratique et populaire; l'organisation politique qui exerce le pouvoir d'Etat (...)(qui) demeure convaincu de la nécessité d'une véritable avant-garde". L'article 17 précise que le CNR est constitué de militants appartenant à des organisations politiques et de membres qui participent au processus à titre individuel. L'article 22 précise que "les organisations politiques révolutionnaires au sein du CNR doivent progressivement s'auto-dissoudre en vue de la formation d'un parti d'avant-garde"[63].

Le CNR est le miroir de tous les fantasmes organisationnels imaginables.

La structuration du CNR n'infléchit nullement le penchant naturel de son président pour des décisions personnelles. Début 1986, il annonce l'instauration d'un prélèvement sur les salaires, appelé Effort Populaire d'Investissement et estimé à 6 milliards de F.CFA pour l'année 1986[64].

Arsène Yé nous a déclaré à ce propos: "Quand il a annoncé l'EPI à la Maison du Peuple, la consternation fut générale. J'étais membre du comité central, mais ma surprise à entendre proclamer cette mesure, égalait celle des fonctionnaires"[65]. Après un voyage dans la République Populaire Démocratique de Corée, Sankara propose au CNR de supprimer les galons dans l'armée. Personne ne veut de son idée. Mais ceci ne l'empêche pas de la propager parmi les soldats et les officiers. A ce propos, François Ouédraogo nous dit: "Les simples soldats trouvaient son raisonnement saugrenu. Certains officiers et sous-officiers, fiers de leurs galons, y voyaient une remise en cause de leur travail et de leurs acquis. D'autres comprenaient qu'à un certain stade du développement, les galons ne seront plus nécessaires pour maintenir la discipline et le respect de la hiérarchie. Mais avec notre degré d'analphabétisme et de manque de culture, cela aurait été de la folie"[66]. Alors qu'elle est rejetée par le CNR, Sankara confie même son idée à des journalistes étrangers: "Nos galons, par exemple, nous voulons les modifier pour que l'armée se fonde dans le peuple"[67].

Le 12 mai 1986, quatre représentants de l'Union des Communistes Burkinabè et autant du Groupe Communiste Burkinabè entrent au CNR. En novembre 1986, le CNR s'élargit à des individus sélectionnés par Sankara. Sa secrétaire particulière et des responsables de départements présidentiels y font leur entrée. Plus tard Sankara invite aussi quelques ministres. Un beau jour Sankara demandera à Alima Traoré d'assister aux réunions du CNR. Elle ne saura jamais sur quelle base elle a été choisie.

A partir de ce moment, le comité central se réunit une fois par mois sur un thème particulier, préparé dans les cellules et au sein des organisations politiques. L'examen des questions doit en principe déboucher sur des résolutions et des directives précises pour permettre au CNR de jouer son rôle d'instance politique suprême. C'est ainsi par exemple qu'on débat du thème "Produire et consommer burkinabè". Une majorité se dégage pour la création d'une structure spécialisée, capable de faire des propositions réalistes pour encourager la production et la consommation nationale. Cette décision n'aura aucune suite... Une autre réunion est consacré au thème de la lutte contre la corruption. Issa Konaté nous en dit ceci: "Nous avons proposé de créer une Commission du Peuple, dont la composition changerait de temps en temps. Il fallait, sur base des nombreuses plaintes déjà formulées, faire un contrôle sans tapage. Sankara a donné un tour folklorique à la proposition. Au lieu de faire enquêter sur des accusations précises, il s'est mis sur la sellette pour faire étalage de sa pauvreté. Après coup, nous l'avons critiqué au CNR. Dans sa déclaration radiodiffusée, il affirmait que sa femme portait des bijoux de pacotille. On lui a rappelé qu'elle porte de l'or. Pour se tirer de l'affaire, Sankara disait qu'avant d'aller à la Commission, il s'était querellé avec sa femme..."[68].

En marge du CNR, Sankara échafaude une nouvelle structure, la Pré-

sidence, qui deviendra l'autorité suprême au-dessus du Conseil des Ministres. Chaque ministère se voit adjoindre un département présidentiel. Agitant l'autorité présidentielle, ces super-ministères interviennent et donnent des ordres dans des domaines réservés jusqu'alors aux différents ministres[69].

En août 1986, Béatrice Damiba occupe le poste de ministre de l'Environnement et du Tourisme. Haut-commissaire du Bazéga en 1984-1985, elle a été confrontée à la directive présidentielle qui prescrivait de peindre en blanc les bâtiments publics et privés de Kombissiri, le chef-lieu. On n'était pas censé discuter les directives de la Présidence. Pourtant, lors d'une rencontre ultérieure, les hauts-commissaires s'emportèrent. Et les arguments foisonnèrent: la couleur blanche ne tient pas dans un environnement de poussière ocre; la chaux avec laquelle il faut couvrir les murs coûte cher aux paysans; les pluies violentes imbibent la chaux; elle s'applique très mal sur les maisons en banco. Rien à faire, le président veut voir des villes blanches. Devenue ministre de l'Environnement, Béatrice Damiba encaisse des directives, écoute des exhortations, reçoit des conseils de la part du président pour lancer l'Opération Ville Blanche.

Sur son bureau s'entassent également des instructions du président visant à réaliser la Ceinture Verte du Sahel. Sankara veut faire planter vingt millions d'arbres en une année. Le Burkina a une capacité de cinq millions de plants par an. Les techniciens se prononcent unanimement contre le projet. Mais pendant une année entière, le président insistera. Confronté à un refus, il fera finalement passer son plan par un autre canal. En 1987, il confiera le projet de la Ceinture Verte au Service Populaire pour la Construction de la Patrie, nouvellement créé et placé sous la direction de son ami Abdou Salam Kaboré[70].

Arbitre suprême, nullement limité par une quelconque discipline, Sankara avait le choix de ses interlocuteurs: il pouvait s'adresser au conseil des ministres, au comité central, au bureau politique du CNR, au Secrétariat Général National des CDR, à la Présidence au gré de ses chances d'entendre l'écho de sa propre voix. Ainsi par exemple, le 6 juillet 1987, Sankara convoque le bureau politique - fait assez rare. Il lui communique que dès le lendemain, il se portera candidat à la présidence de la CEDEAO, la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Tâche fort lourde et à haut risque politique. Or la crise politique couve déjà à Ouaga. Le lendemain, à Abuja au Nigéria, les réactionnaires refuseront la candidature de Sankara. Ce dernier déclarera:"Ce n'est pas moi seul qui ai pris cette décision. Elle a été prise par les ministres et les membres du CNR présents"[71].

Sankara ne supporte pas de s'entendre contredire et encore moins d'être mis en minorité. Il a eu à ce propos cette confidence: "Blaise Compaoré est un homme très intelligent et très délicat à la fois. Par exemple, nous sommes en réunion au CNR. La majorité réclame une décision. Moi je suis contre et le fait d'être minorisé est un drame pour moi. Alors Blaise intervient. Même s'il ne partage pas nécessairement

mon opinion, il prend en charge ma thèse. Il tentera de trouver les arguments pour convaincre les autres"[72].

C'est dire la bienveillance et la patience dont Sankara a été l'objet, de la part de ses amis, jusque dans ses extravagances désorganisatrices.

La dissolution du quatrième gouvernement, le 26 août 1987, marque le début de la crise finale du CNR. Contrairement aux années précédentes, les affaires de l'Etat seront gérées pendant l'interrègne, par le bureau politique et non par les chefs historiques. La désunion entre les quatre chefs apparaît au grand jour. Le bureau politique est composé de Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lengani, Henri Zongo, Pierre Ouédraogo, Arsène Yé, Daouda Traoré, Moussa Diallo, Christophe Saba et Denis Bikaba, tous militaires, et de six civils: Valère Somé et Train Raymond Pooda (ULC-R), Watamou Lamien et Soumaïla Keita (UCB), Jean-Marc Palm et Issa Konaté (GCB). Pendant toute la durée de la crise, le comité central ne se réunit pas. Sentant que la situation échappe à son contrôle, Sankara délaisse le bureau politique et le CNR dans son ensemble, pour se replier sur l'Organisation Militaire Révolutionnaire, ressuscitée en août 1987. L'anarchie organisationnelle paralyse tous les organes dirigeants de la révolution et laisse un goût de lassitude et d'abattement chez la plupart des responsables. Après le 3 septembre, Blaise Compaoré pense un moment quitter le Burkina pour se rendre utile en Angola. Le 31 décembre 1986 déjà, Arsène Yé avait écrit une lettre de démission du CNR; son dirigeant de cellule l'avait convaincu de rester. Après le 26 août, Béatrice Damiba et Léonard Compaoré expriment leur intention de ne plus être ministre dans le nouveau gouvernement. Le 13 octobre 1987, Pierre Ouédraogo veut donner sa démission comme secrétaire général national des CDR; il remet sa décision de peur qu'elle ne fasse éclater la crise qui couve. Sentant s'approcher le moment du dénouement, Sankara se retire au milieu du dernier carré de fidèles, son secrétariat politique, créé à la hâte, le 22 septembre 1987. A une exception près, il comprend des inconditionnels qui l'entourent à la Présidence: Christophe Saba, Paulin Babou Bamouni, Frédéric Tiemdé, Bonaventure Compaoré, Alouna Traoré et Patrice Zagré. Tous, sauf Alouna Traoré, partageront le sort du président, le 15 octobre 1987.

Les Comités de Défense de la Révolution: Boucliers et fers de lance

Dans la nuit du 4 août 1983, le capitaine Sankara invite le peuple voltaïque à constituer partout des Comités de Défense de la Révolution pour participer à la grande lutte patriotique du CNR. Dès l'aube du 6 août, on voit éclore ce qui sera appelé les organes de l'insurrection populaire.

Produits de l'enthousiasme spontané, ces rassemblements aux contours

fort vagues canalisent l'élan populaire dans des marches de soutien et dans des veillées-débats qui occupent des nuits tout entières, où vibrent les mots interdits de révolution, de combat anti-impérialiste, de lutte contre la réaction et de pouvoir populaire. Des assemblées générales dans les quartiers élisent leurs délégués CDR qui s'attellent à mobiliser les habitants autour de leurs problèmes quotidiens les plus visibles: réfection des artères du quartier, nettoyage du dispensaire et de l'école, désherbage de certains endroits, défonçage des fossés, réalisation de caniveaux au bord des routes.

A ce moment-là, l'activité débordante et désordonnée de la population, sert un but fort précis: elle assura au noyau progressiste de l'armée une base sociale suffisamment large, rendant pratiquement impossible une rebuffade de la fraction réactionnaire de l'armée. En effet, si le coup du 17 mai 1983 était déjà extrêmement impopulaire, une nouvelle aventure des inconditionnels de la France verrait la levée en masse de tout un peuple. "C'est l'omniprésence des cellules militaires des CDR qui a concouru dès les premiers instants de la Révolution, à semer la panique chez les réactionnaires", dira la Première Conférence des CDR en 1986[87].

Le mot d'ordre de constitution des CDR, lancé par des militaires qui ne disposent d'aucune forme d'organisation au sein de la population, se réalise dans l'improvisation. Après quelques semaines, on fait déjà le constat que des délégués, élus en assemblée générale, sont incapables de diriger leur quartier. Le 11 septembre 1983, la gendarmerie de Ziniaré, accompagnée de CDR, boucla le marché pour effectuer des contrôles et arrêter des voleurs. "Les contrôles se sont poursuivis tard dans la nuit, et pour les paisibles paysans de Zitenga et des environs, excessivement taxés et brutalement réprimés en ce temps de soudure, c'est la désolation. De partout la même clameur s'est élevée: 'si c'est ça, la révolution, que Dieu nous en garde'"[73]. Le CNR se hâta de rectifier le tir. Dès le 5 août 1983, le pharmacien-commandant Abdou Salam Kaboré préside aux destinées des CDR. Mais l'homme ne voit pas très bien où tout ce remue-ménage doit le mener. Le 25 août, il préfère le poste de ministre de la Santé publique. Le même jour, le lieutenant Pierre Ouédraogo devient le Secrétaire général national des CDR et le lieutenant Kilimité Hien, son adjoint. Bataillant à droite et à gauche pour arracher quelques cadres, Pierre Ouédraogo constitue à grande-peine son équipe.

A ce moment-là, l'ULC étant encore à reconstruire, le PAI est la seule formation politique à la tête du processus. Sankara n'a pas jugé utile d'informer le parti de la constitution d'un Secrétariat national général des CDR, ni de la nomination de deux militaires à sa direction. Aux yeux du PAI, la logique commande que les structures populaires soient dirigées par un civil ayant l'expérience de la mobilisation des masses. Mais le parti ne désespère pas. Disposant de militants et de sympathisants formés par des années de clandestinité, le PAI arrive à influencer et à contrôler une partie importante des CDR de la capitale. Sa conception même du parti d'avant-garde, le porte à soutenir les idées qui surgissent parmi les masses

et de les mettre en pratique. Le 13 septembre, la section syndicale du STOV de la Voltélec réunit une assemblée et décida de démettre le directeur de l'entreprise. Lors d'une rencontre avec le personnel, Pierre Ouédraogo veut mettre l'action sur le compte du "premier CDR des services", mais les travailleurs la revendiquent au nom de leur syndicat. Une semaine plus tard, le PAI soutient les CDR qui décident d'organiser, le 21 septembre, une marche sur la mairie pour y déloger le patron de Ouaga, Georges Mensah. Une assemblée générale des CDR a lieu la veille à la Maison du Peuple, sous la présidence de Pierre Ouédraogo. "Reconnaissant le bien-fondé des griefs portés contre le maire, l'assemblée a cependant déploré que tous les CDR n'aient pas été associés ni prévenus de l'action. Aussi, au terme de longs et houleux débats, l'initiative fut purement et simplement rejetée"[73]. Devançant l'initiative populaire, au cours de la même soirée, le CNR destitue le maire.

Ces incidents montrent que, dès le départ, les militaires tendent à voir de l'indiscipline, de l'anarchie, de la volonté d'hégémonie dans toute initiative autonome d'un parti politique civil. Apparemment, le noyau militaire ne s'était jamais penché, avant le 4 août, sur des questions aussi cruciales que celles du rôle des partis politiques dans la révolution, de leurs tâches dans la mobilisation des masses, de leur autonomie et de la nécessaire critique et autocritique entre partenaires égaux.

Après deux mois de révolution, Sankara publie son Discours d'Orientation Politique, le 2 octobre 1983. Le lendemain, une organisation aussi remuante que controversée voit le jour. Elle s'explique: "Dès sa publication, un courant anti-Discours d'Orientation Politique s'est organisé autour de certains bonzes politiques. Le DOP menacé se devait d'être protégé contre la déviation, les analyses gauchisantes et tous les trafiquants de mentalité. C'est donc dans un contexte complexe, anti-DOP, contre-révolutionnaire que des camarades organisés au sein des structures populaires prirent l'initiative de créer, le 3 octobre 1983, une organisation de masse révolutionnaire, l'Inter-CDR"[74]. Le 2 octobre à 20h, la télévision diffuse le Discours; dans les heures qui ont suivi, se serait développé un courant "déviationniste, liquidationniste, contre-révolutionnaire" et le lendemain aurait surgi une organisation de masse pour conjurer le danger. Parmi les premiers responsables de l'Inter-CDR, on peut relever les noms de Mahamadi Kouanda, Assimi Kouanda, Afred Conombo et Marin Ilboudo. L'Inter-CDR a ses partisans inconditionnels et ses adversaires irréductibles. Pour les uns, l'Inter-CDR regroupe les militants le mieux au fait des réalités à la base et il joue un rôle déterminant dans la défense de la révolution populaire contre la voracité des groupuscules. Pour les autres, au sein de l'Inter-CDR se cache une véritable mafia secrète qui combat toutes les tendances communistes sous prétexte de s'attaquer au déviationnisme et au liquidationnisme.

Apparemment, l'Inter-CDR regroupe des tendances fort hétérogènes. Un de ses fondateurs nous a déclaré qu'en 1983, il ne connaissait pratiquement rien à la politique, il n'avait pas la moindre idée de ce que représen-

tait le PAI, il se voulait révolutionnaire mais pas membre d'un parti. L'Inter-CDR constituait pour lui une sorte de syndicat des CDR. A l'Inter-CDR, on trouve aussi des révolutionnaires anarchisants qui, déçus par les erreurs vraies ou présumées des organisations communistes, glorifient "la base saine" et pourfendent les "groupuscules". Et il y a également des anti-communistes endurcis et des hommes de main des anciens partis réactionnaires. Un responsable CDR nous a confié qu'il avait dès le départ mis l'organisation engarde contre Alfred Conombo, un des fondateurs de l'Inter-CDR, qu'il connaissait pour ses activités au sein de l'UNDD.

La période la plus intense de la vie de l'Inter-CDR se situe entre octobre 1983 et septembre 1984 lorsqu'il s'agit d'extirper l'influence du PAI et de la LIPAD de toutes les structures populaires. Suite à l'éviction d'Ibrahima Koné du gouvernement, le 21 mai 1984, une assemblée redige cette motion assez évocatrice:

"Considérant que seuls les CDR constituent les vraies organisations de masse mobilisant le peuple voltaïque depuis le 4 août,
Nous, militants de l'Inter-CDR,
Mettons en garde tout mouvement, toute organisation déviationniste contre tout acte contre-révolutionnaire de nature à liquider la Révolution Démocratique et Populaire;
Invitons les camarades militants à se démarquer de tous les équilibristes de gauche qui veulent faire d'eux des tremplins pour atteindre un but bien connu mais inavouable;
Réaffirmons que la RDP ne saurait être ni le fait ni l'objet de quelques anciens combattants triomphalistes"[75].

Critiquant les formations marxistes-léninistes, l'Inter-CDR écrit encore: "Les organisations communistes "traditionnelles", parties prenantes du processus révolutionaire, se sont engagées dans des tâches de gestion du pouvoir d'état. Mais très vite, cet engagement s'est transformé en une tactique perfide de caporalisation de la révolution et en développement d'un paternalisme révolutionnaire qui ne répondait que de l'opportunisme, de l'anarchisme et de la contre-révolution".

Le message est clair pour tous ceux qui comprennent le latin, mais on peut douter du fait que, pour les laïcs, cette avalanche de mots terrifiants exprime autre chose qu'une aversion diffuse des organisations communistes. Plus d'un Burkinabè se rappelera après la condamnation d'Alfred Conombo pour détournement de plusieurs dizaines de millions de F.CFA, que le co-fondateur de l'Inter-CDR avait toujours pris place, selon ses dires, "aux avant-postes de la lutte contre la déviation, le putschisme, le gauchisme et l'anarcho-syndicalisme"...[76]

Alors que la bataille pour le contrôle de Ouaga fait rage entre le PAI et l'Inter-CDR, le 17 mai 1984, le CNR publie le Statut Général des CDR:

Tout Voltaïque qui adhère au contenu du Discours d'Orientation Politique, peut être membre d'un CDR. Chaque village, service, école, sec-

teur, corps militaire doit créer un CDR. "Le CDR est l'organisation de base authentique du peuple dans l'exercice, le contrôle, la défense et la consolidation du pouvoir Révolutionnaire"[77].

Relevons deux points essentiels de ce texte réglant la vie de l'organisation.

En annexe au Statut, le lecteur peut admirer le dessin d'une splendide pyramide à cinq étages dont le fondement est constitué des comités de village, de secteur, de services etc; les comités départementaux, les comités de garnison et de coordination des services forment le deuxième échelon, surmonté par les Conseils provinciaux et le Pouvoir Révolutionnaire Provincial. Le Congrès des CDR et le Secrétariat général national occupent la quatrième étage et le CNR couronne le tout. Dans une harmonie parfaite, chaque échelon semble jaillir de l'étage inférieur. La légende explique: "De la base au sommet et du sommet à la base, le pouvoir populaire selon le centralisme démocratique"[78]. Mais les cent dix articles qui constituent le pavé conduisant à cette admirable pyramide, sont d'une tout autre veine. Ils nous apprennent que "le CDR est une émanation du Conseil National de la Révolution". Et que par conséquent: "le CDR a pour objectifs de veiller à l'application stricte des décisions, mesures et dispositions prises par le CNR, d'exécuter toutes les tâches révolutionnaires que lui confierait le CNR". Le centralisme démocratique est basé sur "l'élection à tous les niveaux, avec ratification par l'échelon immédiatemment supérieur". Montons donc l'échelle pour observer de plus près le faite de l'édifice. Le Congrès des CDR "fait le point de l'application des directives du CNR, reçoit les directives politiques du CNR, fait des suggestions et des recommandations"...mais n'a nullement le droit d'élire la direction nationale ni de décider de l'orientation générale à suivre[79].

Drôle de centralisme démocratique, en effet. Rien n'est prévu pour que le CNR, issu de la révolution du 4 août 1983, soit élu à l'avenir par les structures populaires. Le CNR nomme d'autorité les principaux responsables du Secrétariat général des CDR. Et ce Secrétariat a un droit de veto sur toutes les élections des échelons inférieurs. Ainsi on fait table rase du principe fondamental du centralisme démocratique qui veut que les organes supérieurs soient élus par les échelons inférieurs et contrôlés par ces derniers. Bien sûr, des révolutions ont dérogé à ce principe pendant la période où il avait fallu encore stabiliser le nouveau pouvoir. Mais en général, elles étaient dirigées par des partis politiques qui appliquaient le centralisme démocratique en leur sein et dont les dirigeants avaient acquis la confiance du peuple, non pas à l'occasion d'élections, mais dans des mouvements de masse, dans le travail clandestin et la lutte armée. Mais les faiblesses politiques de bon nombre de militaires siégeant ès qualité au Conseil National de la Révolution sont connues et on comprend l'inquiétude qui était celle du PAI, pour ne pas mentionner le PCRV, devant les pouvoirs exorbitants de cet organe et l'absence de perspectives de sa démocratisation. Les corrections nécessaires que la base peut apporter à certaines conceptions et décisions du sommet, sont pratiquement

proscrites par le statut: la direction se réserve le droit de rayer de la carte tous les organes inférieurs qui lui causent des maux de tête.

Le deuxième point à relever, concerne l'étendue des pouvoirs dévolus aux CDR.

Les attributions du comité de village et du comité du secteur sont "administratives, socio-économiques, socio-culturelles et sportives, éducatives, politiques, féminines et du domaine de la défense et de la sécurité"[80]. Nous avons déjà constaté que les CDR inclinaient naturellemment à se considérer comme "les seules vraies organisations de masse", selon l'expression de l'Inter-CDR, balayant d'une main insouciante les partis politiques, syndicats et organisations démocratiques existant avant le 4 août. Privés de la direction d'un parti politique mûr et expérimenté, cibles faciles à l'infiltration de roublards et d'imposteurs, les CDR reçoivent statutairement des attributions pratiquement illimitées. "Organisations de base du pouvoir", les CDR entrent immédiatemment en concurrence avec tous les ministères, avec toutes les institutions spécialisées de l'Etat: ils établissent des cartes d'identité, recensent la population, collectent des impôts et des taxes, contrôlent les identités, surveillent le respect des feux rouges, arrêtent des voleurs, attribuent des parcelles, remplacent les douaniers et ainsi de suite! En toute naïvité, un rapporteur à la premier Conférence des CDR ècrira: "Il y a lieu d'éviter de surcharger les CDR par le phénomèçne de déresponsabilisation des Ministères, qui déferlent toutes leurs activités sur les structures populaires"[81]. En outre, à l'intérieur de chaque service, les CDR concernés contestent, souvent avec violence, diverses initiatives de le directin: il devient impossible de savoir qui détient l'autorité. Dans les services publics, "le comité participe à la gestion en même temps qu'il le contrôle: il participe à la prise des décisions et si celles-ci ne lui plaisent pas, tout loisir de les blocuer au nom de contrôle populaire. "L'exercice du pouvoir du bureau CDR est indépendant de celui du directeur ou chef de service", stipule le statut comme s'il cherche au maximum la confusion d'autorité[82]. Etendant ses attributions, le CDR s'occupe bientôt de traquer et de sanctionner les déviationnistes de toutes les couleurs et de toutes les tailles. Dans un communiqué du gouvernement on peut lire: "Concernant les sanctions diverses à prendre contre les agents de l'Etat, le conseil des ministres a pris connaissance des propositions faites par les CDR de service et a marqué son accord pour la plupart d'entre elles"[83].

Et comme si les CDR n'avaient pas suffisamment d'occupations, on leur attribue, au cours de l'année 1984, des fonctions judiciaires, domaine que le statut a perdu de vue...

Les premières élections générales des CDR dans les trente secteurs nouvellement créés de Ouagadougou, se déroulent les 15 et 16 septembre 1984. Il s'agissait d'assainir les rangs puisque certains CDR, nés d'un élan spontané au début de la révolution, étaiert déjà rongés par l'influence de la féodalité, de la grande bourgeoisie et du banditisme. La presse burki-

nabè en parle librement: "Au lendemain du 4 août 1983, dans l'euphorie du moment, des forces féodales et rétrogrades se sont introduites frauduleusement au sein des structures populaires. Certains délégués de quartier étaient devenus de véritables des commerçants véreux et fermaient les yeux sur certains exactiopns commises dans leur quartier. C'est le cas d'un quartier non loti de Pagalayiri où le délégué général était en complicité avecc des voleurs résidant dans le même quartier. Il était arrivé un moment où les militants de base doutaient de la moralité de certains CDR qui patrouillaient après les heures du couvre-feu, eu égard aux vols qui se perpétraient pendant ces heurs"[84].

Cette épuration s'annonce malaisèe: au secteur 9, à Gounghin, deux candidats se présentent; le premier est le petit frère du chef, le second le fils d'un ancien député réactionnaire...

Un assainissement d'un tout autre genre, sera imposé avec une rigueur implacable. Le 7 août 1984, vingt-trois CDR de secteur de Ouaga signent une pétition critiquant le fonctionnement non démocratique du Secrétariat général national. Pierre Ouédraogo leur relace la balle en les accusant de ne pas avoir consulté leur base. "Cela a demontré l'esprit sectaire et contre-révolutionnaire de certains délégués qui foulent aux pieds le centralisme démocratique. Aussi aux votes, tous ceux qui ont signé la fameuse pétition, ont été d'office écartés des élections"[84]. Au Burkuna, il arrive rarement que deux adversaires se trouvent dépourvus d'arguments valables pour s'accuser mutuellement de "bafouement des principes du centralisme démocratique". C'est celui qui dispose de la force qui impose son interprétation du centralisme démocratique. Dans ce cas précis, Pierre Ouédraogo tient le fusil et le fusil commande aux bulletins de vote: il n'y aura plus de candidats soupçonnés de sympathie pour le PAI et la LIPAD. De nombreux Burkinabè n'arrivent pas à comprendre comment, sous la révolution démocratique et populaire, on peut priver de leurs droits politiques des personnes à qui les électeurs font confiance, mais qui ont commis l'imprudence de signer un papier trop critique envers un organe supérieur. Dès ce moment, beaucoup de militants conscients décrochent.

Commentant les élections, *Carrefour africain*, qui ne manquait alors pas de mordant écrit:

"Des candidats ou leurs sympathisants auraient tenté, la veille des élections, d'user de la corruption (distribution de boissons, d'huile aux femmes etc.), quand ce n'est de l'intimidation envers des militants. Ainsi on rapporte que certains auraient tenté de lever des marchés afin de rassembler le plus de gens autour d'eux. D'autres auraient rameuté des habitants d'autres secteurs pour se faire élire. Des intimidations du genre: 'Si tu ne votes pas pour moi, tu ne résideras plus dans le secteur', ou: 'Si tu ne t'alignes pas derrière un tel, tu es indigne de la famille', ont, semble-t-il, été souvent utilisées. On a, par exemple, vu au secteur n° 5 un homme tenter de tirer d'un rang une femme parce que, soutenait-il, 'C'est la femme de mon petit frère et elle n'a nullement le droit de voter pour un autre candidat que celui choisi par nous'. Dans la plupart des cas, ces

manœuvres n'ont pas beaucoup influencé les choix des candidats, comme en témoignent les défaites de ceux-là qui se prenaient pour des intouchables dans leur secteur"[84]. Allusion à Mahamadi Kouanda, le président de l'Inter-CDR qui, toujours d'après le même journal, "doit reconnaître que l'ère des mythes est dépassée". Réplique de l'Inter-CDR:"Certains tarés politiques ont conclu que l'Inter-CDR égale son Président Kouanda Mahamadi, qu'il fallait à tout prix abattre lors des élections de 1984 et que la chute de Kouanda célébrera du même coup les funérailles de l'Inter-CDR. Hypertrophie d'analyse et myopie politique"[85]. Et en effet, débarrassé du PAI, l'Inter-CDR obtient la majorité dans vingt-quatre des trente secteurs. Mais il n'en demeure pas moins qu'au secteur 5, le célèbre Kouanda a été battu par un illustre inconnu, étudiant en économie, Joseph Kaboré. En fait, depuis le 4 août 1983 s'affrontent au secteur 5 les partisans de Kouanda et ceux d'Eugène Talata Dondassé, ministre du Plan et dirigeant de l'ULC-R. Certains font remonter à cette époque la haine farouche qui ne cessera d'opposer l'Inter-CDR à l'ULC-R. Parlant des élections de septembre 1984, l'Inter-CDR évoque "la naissance d'une ère nouvelle qui laissait entrevoir une lutte entre l'Inter-CDR et les opportunistes de l'ULC-R, avec en filigrane l'utilisation de l'appareil d'Etat contre l'Inter-CDR"[86].

Dans l'ensemble, la période comprise entre le 4 août 1983 et le 4 août 1985 se caractérise par une mobilisation assez soutenue, par un enthousiasme populaire réel et par une activité débordante. Veillées-débats et conférences se succèdent, des centaines de militants participent aux batailles économiques du Sourou et du Rail, des CDR construisent des écoles, des maternités, des Postes de Santé Primaires, des retenues d'eau, creusent des puits, lotissent 57.333 parcelles à Ouaga, organisent des vaccinations-commando, s'activent lors de la Semaine Nationale de la Culture.

Cependant, la Première Conférence Nationale des CDR, convoquée du 31 mars au 4 avril 1986 à Ouagadougou, formule une série d'autocritiques fort pertinentes. "Tout y a été dit, nous déclare en 1989 un militant désabusé, toutes les critiques ont été portées, mais rien n'a changé et depuis nous piétinons". Alors, quelles erreurs les militants CDR ont-ils montées en épingle en 1986?

"Les voleurs et les opportunistes ont pu s'infilter dans nos rangs et ont sali notre réputation. Les fanfarons et autres exhibitionnistes se sont glissés frauduleusement en notre sein pour poser, en notre nom, des actes inadmissibles et révoltants. Les néo-féodaux et les détraqués assoiffés de pouvoir ont utilisé notre instrument pour freiner l'élan des masses. Les régionalistes et les tribalistes ont malhonnêtement utilisé nos structures"[88]. "Des détourneurs de fonds ont pu bénéficier de règlements amicalistes ou de la protection des bureaux, sur la base de liens de parenté"[89]. Il y a eu des "tentatives de récupération des tribunaux populaires à des fins de luttes claniques et des exactions à travers les règlements subjectivistes

des litiges nés entre militants. Certains CDR sont perçus comme une terreur, n'épargnant personne, pas même les éléments du peuple. Cela est dû au fait que le CDR est vite identifié aux hommes en tenue, prêts aux travaux de bénévolat et à des pratiques tortionnaires. Tant et si bien que les voleurs et autres délinquants préfèrent se faire conduire à la police plutôt qu'à la permanence CDR"[90]. Dans les cellules militaires des CDR, on a constaté "des infiltrations massives d'éléments de moralité douteuse, de contre-révolutionnaires prêts à commettre toutes sortes d'exactions pour discréditer les structures populaires". On a enregistré "des accidents et des coups de feu intempestifs, auxquels il faut ajouter des cas de vol, de viol, de brimades diverses vis-à-vis de la population, ce qui aura contribué à certains moments à créer une véritable psychose à l'évocation des CDR"[91].

Nous avons toutes les raisons de croire que ces critiques ont été exprimées de façon honnête et avec la volonté réelle de lutter pour une rectification. Mais, une année et demi plus tard, après la chute du régime du CNR, la dénonciation des tares des CDR par le Front Populaire, ne sera pas fondamentalement différente de l'analyse formulée en 1986 par l'équipe de Pierre Ouédraogo. Pourquoi le Secrétariat Général National a-t-il été incapable de redresser la situation?

Un militant ne se forme pas au cours des quelques heures qui séparent le coucher du soleil de l'aube. Les événements de la nuit du 4 août n'ont pas pu façonner la physionomie politique de toute cette flopée de militants qui entame son entrée en révolution après la chute de Jean-Baptiste Ouédraogo. Le gros des forces militantes, aguerries dans la lutte clandestine contre les régimes néo-coloniaux, campe sur les positions de la LIPAD, du PAI, du PCRV et des organisations syndicales. Or, le CNR entre en guerre idéologique contre toutes ces organisations. Inévitablement, à l'appel des militaires à former des CDR, les voleurs, fanfarons, détraqués, néo-féodaux et tribalistes se précipitent sur les parcelles de pouvoir que le CNR leur tend. S'étant aliéné les seules forces civiles d'avant-garde ancrées dans les masses, les militaires ne disposent d'aucun levier pour faire sauter les mauvais éléments qui s'accrochent aux structures populaires. Un front des organisations de gauche, démocratiquement constitué et disposant d'une autonomie effective par rapport à l'armée, aurait pu constituer la force dirigeante, apte à dénicher les fanfarons, féodaux et fils de riches. Lorsque la Conférence dénonce les voleurs et magouilleurs, ceux-ci, présents dans la salle, sont les premiers à applaudir. Le CNR s'engage dans une impasse. A juste titre, il attribue ses déboires "au bas niveau de formation politique des militants". En conséquence, il décide d'organiser des écoles de formation. Mais inévitablement, les fanfarons, les détraqués et les néo-féodaux se porteront présents "à la recherche d'un passeport de la Révolution", dans l'unique intention de "légitimer leur terrorisme intellectuel"[92].

La Conférence avance un deuxième type de critique à l'adresse des structures populaires:

"Il nous faut faire peu, mais bien et ne pas tout faire à la fois et mal, au risque de nous épuiser dans l'éparpillement". Il faut éviter que les opérations commando "soient érigées en politique globale de résolution de tous les problèmes. Eviter de disperser nos efforts, rechercher une grande cohérence, combattre le spontanéisme ont été des leitmotive constants exprimés par l'ensemble des délégués. Aujourd'hui, il sera beaucoup plus question d'organisation, par une association aussi large que possible des masses fondamentales aux débats démocratiques. Cela suppose une adéquation des mots d'ordre à la capacité d'exécution et par conséquent d'organisation et de mobilisation des CDR". La Conférence dénonça "l'élaboration hâtive et la fréquence très rapprochée de directives et mots d'ordre. Il faut déplorer la non-association des responsables chargés de les appliquer". Aussi, les mots d'ordre ont-ils souvent "un caractère inadapté"[93].

Ces critiques unanimes des militants CDR ne peuvent aboutir, parce qu'en fait, elles s'attaquent à la conception dévoyée du centralisme démocratique qui enivrait tant le CNR et elles heurtent de front les méthodes de direction chères au camarade président.

A plusieurs reprises, Sankara est revenu sur son crédo: "Tout ce qui sort de l'imagination de l'homme est réalisable pour l'homme. Et j'en suis convaincu"[94]. Et il en sort des choses de l'imagination fleurie du président!

Quelques mois avant la Conférence, il avait dit de peindre les maisons à Ouaga et Bobo à la chaux blanche. Les masses n'en avait pas voulu, la Conférence propose l'ocre rouge, mais le président persiste et signe[95].

Sankara venait de décider que, pour aider les hauts-commissaires, dix pour cent des agents de l'administration seraient envoyés en province. La Conférence constate que cette mesure a conduit à des règlements de comptes et à la nomination de préfets politiquement déficients et peu convaincus[96].

Peu de temps auparavant, le président avait fait l'éloge des "champs collectifs" vers lesquels se traînaient péniblement les fonctionnaires pour y faire semblant de travailler la terre. La Conférence reconnait que le bilan économique est négatif, mais feint de croire que désormais, le mépris du travail de la terre a disparu chez les clercs[97].

Sept mois auparavant, Sankara avait déclaré:"Chaque agent de l'Etat sera jugé en fonction de l'intérêt qu'il porte au sport". La Conférence exprime son désaccord avec le sport sous la contrainte[98].

Sankara avait lancé le plan de la réalisation de 7.000 terrains sportifs à travers le Burkina. La Conférence reconnaît que ce mot d'ordre a été imposé d'autorité et que souvent, il ne correspondait pas aux besoins des masses[99].

Habitué à vivre la hiérarchie de l'armée et à diriger par des ordres militaires, Sankara est porté à méconnaître la ligne de masse. Il n'a pas l'habitude d'enquêter sur les difficultés de compréhension et de réalisation

des mots d'ordre qu'il entend avancer. Quoiqu'il discourût avec un grand talent lyrique sur les gouffres de misère qui s'ouvrent devant les paysans, il ne tient aucun compte de la précarité de la société et du dénuement extrême de la majorité de ses membres lorsqu'il lance des ordres et impose des charges nouvelles. La simple imagination d'un président n'a jamais suffit à surmonter des conditions matérielles atteignant une telle prècarité. Pour y arriver, il faut canaliser l'enthousiasme populaire vers des objectifs absolument prioritaires et parfaitement préparés. Seule une organisation civile qui colle aux réalités et dispose de l'autonomie nécessaire pour moduler certaines directives en fonction de la situation concrète, est en mesure d'appliquer la ligne de masse. Les militaires y prennent place en tant que citoyens et non pas en tant que membres d'un corps armé. Remplaçant la ligne de masse par un volontarisme d'inspiration para-commando, Sankara impose trop de sacrifices gratuits, d'efforts injustifiés, de contraintes inutiles, d'actions improvisées puis délaissées.

Une troisième série de critiques avancées par la Conférence ne dépasse pas le niveau des constats: on n'arrive pas à analyser le fond des erreurs et, par conséquent, à définir des solutions à la mesure des problèmes. On peut également relever des cas de cohabitation de deux conceptions antagonistes: ce qu'une tendance considère comme erroné, est juste pour l'autre.

Ainsi, la Conférence constate que le Secrétariat Général National ne dispose pas d'un nombre suffisant de cadres politiquement formés et techniquement compétents et qu'il manque de personnel et de moyens matériels. Ses capacités de contrôle se diluent avec la multiplication des structures populaires: le laxisme et le bureaucratisme se répandent. Ses innombrablesv directives doivent passer par les Hauts-Commissaires pour atteindre les masses paysannes: on voit se constituer des goulots d'étranglement qui rendent pratiquement impossible la réalisation des mots d'ordres. Le Haut-Commissaire, souvent seul devant des tâches gigantesques, dépend aussi bien du ministère de l'Administration territoriale que du Secrétariat National des CDR. Il étouffe sous le travail administratif[100].

En ce qui concerne les relations entre les CDR et les syndicats, la Conférence exprime son désaccord avec ceux qui les conçoivent comme antagonistes et qui entendent liquider les syndicats. Il faut militer dans les syndicats et les considérer comme de "véritables écoles de lutte des classes". Mais pour le reste, on ne relève aucune autocritique sur les campagnes contre l'anarcho-syndicalisme qui ont frappé de plein fouet les syndicats[101].

A propos des cellules militaires des CDR, la Conférence constate que d'aucuns y sont embrigadés de force, d'autres, aspirants bandits et voleurs, y fraient leur chemin en toute indépendance. La formation tant politique que militaire des 60.000 CDR passés par les centres d'instruction est défaillante. Le contenu des cours n'a aucun rapport avec le travail quotidien qu'on attend d'eux[102].

La façon dont le rapporteur aborde ce dernier problème est symptomatique. Il propose des solutions raisonnables aux critiques pertinentes mentionnées. Mais il n'évoque pas les questions fondamentales sous-jacentes. En effet, il félicite les éléments militairement formés pour leurs "luttes farouches" contre "la grève anarcho-syndicaliste de mars 1984" et contre la LIPAD et le PAI en mai-août de la même année et pour la détection des "lieux de réunion des populistes du PCRV"[102]. Or, quand on dirige ses coups contre les forces de gauche, comment pourrait-on empêcher que les aventuriers de droite s'infiltrent dans les CDR? Ensuite, convient-il de gonfler les pouvoirs des CDR au détriment des services spécialisés? Pourquoi ne pas concentrer les efforts sur l'épuration, la démocratisation, la révolutionnarisation et le contrôle populaire de la gendarmerie, de la police, des services douaniers? Pourquoi ne pas y investir plus de forces révolutionnaires fiables? Est-il socialement rentable de consacrer plusieurs milliards de F.CFA à la formation (très déficiente) de 60.000 jeunes sur lesquels on n'aura aucun contrôle politique?

En fait, il apparaît clairement que la lutte politique claire et franche est une discipline à laquelle peu de cadres CDR se consacrent: ils préfèrent éviter les risques. Certaines conceptions du Président du Faso, considérées comme des options fondamentales du 4 août, restent en dehors de la discussion. Celui qui s'aventure dans ce terrain miné, se voit étiqueté comme contre-révolutionnaire, anarcho-syndicaliste, déviationniste et liquidationniste. Traités de tous ces noms, les membres du PCRV et du PAI s'engagent dans un combat qui prendra un caractère antagoniste irréductible. Craignant tous ces noms, les CDR se taisent. La Première Conférence Nationale des CDR montre les limites de la critique que permet le CNR: il n'accepte pas de débats de fond sur ses conceptions politiques et sur ses structures fondamentales. La Conférence accumule des constatations critiques fort pertinentes, issues de deux années d'expérience. Ces constats renvoient à des problèmes tabous, présents depuis le 4 août 1983. Quelle est la juste place des militaires dans le processus révolutionnaire et comment assurer que la politique commande au fusil? Quelle place revient aux partis de gauche et aux organisations syndicales et démocratiques dans le processus? Comment et par quel biais sélectionner et former les responsables des structures populaires? Quel est le rôle des techniciens et des services spécialisés par rapport aux organes du pouvoir que constituent les CDR? Il a fallu qu'arrive le drame du 15 octobre 1987 pour que ces tabous sautent.

La Première Conférence ne réussit pas à endiguer la démobilisation qui se fait fortement sentir dans les CDR des secteurs et des services à Ouaga. En juillet 1986, le sergent chef Alain Ilboudo, Haut-Commissaire du Kadiogo note que "le problème de la démobilisation est connu pratiquement à tous les niveaux et dans toutes les provinces"[103]. Pour lui, les causes en sont le manque de rigueur dans l'organisation des structures, les erreurs dans les méthodes de mobilisation et le faible niveau politique.

Les élections des bureaux CDR, le 8 novembre 1986 à Ouaga, ne changent guère le cours des événements.

Lorsque se réunissent du 30 mars au 3 avril 1987 les 1.700 participants à la Deuxième Conférence Nationale des CDR à Dédougou, ces organes de l'insurrection ont perdu tout leur tranchant. Le ressort est cassé. Les critiques courageuses de la première Conférence touchaient aux problèmes fondamentaux de la révolution. A Dédougou, aucun débat n'est mené sur l'orientation politique que doit suivre la révolution, quoique la crise hante déjà les esprits. La Conférence traite du rôle des CDR dans l'édification d'une économie nationale indépendante. En gros, elle reprend des discussions qui ont été menées ailleurs, dans le cadre de l'élaboration du Plan Quinquennal. Les participants entendent des propositions confuses qui, d'une façon ou d'une autre, devraient contribuer à la naissance d'une économie indépendante, sans que personne n'ait pris la peine de leur présenter une analyse des mécanismes par lesquels le capitalisme international domine l'économie burkinabè. Aussi n'y aura-t-il pas le moindre débat sur la stratégie d'ensemble à suivre pour atteindre une libération économique authentique. Un grand nombre de techniciens des différents ministères, présents à Dédougou, influencent le déroulement des travaux. Les CDR qui, au moment de la première Conférence, se droguaient de l'illusion qu'ils étaient tout partout, ne savent plus très bien si, désormais, ils auront encore une petite place quelque part.

De ce tableau morose ne se détache qu'une seule idée nouvelle: "Il sera constitué un Service Populaire de Construction de la Patrie pour lequel tout Burkinabè consacrera trois semaines au minimum par an sur l'un des grands chantiers. A cet effet, l'acquisition d'un matériel minimal sera indispensable pour tout militant en mesure de travailler: pelle, pioche, marteau, dame, etc"[104]. Un objectif précis: avant 1990, chaque province aura construit 200 km de routes. Bizarrement, la Conférence ne consacre même pas trois lignes à l'analyse de l'expérience sur cet autre grand chantier, celui de la Bataille du Rail qui s'est enfoncé dans le sable à quelques dizaines de kilomètres de Ouagadougou. Elle ne tire pas non plus des leçons de l'échec des "champs collectifs" sur lesquels les fonctionnaires, pelle en main, ont déversé leurs sarcasmes. Les fonctionnaires, qui sont déjà contraints de courir deux heures par semaine dans les rues de Ouaga, seront installés maintenant de force pendant trois semaines, sur un chantier, armés de leur pioche flambant neuve. Le travail en plein air donne de la joie de vivre, dira le président. Il n'a certainement pas regardé la mine renfrognée de ses clercs. Parce que ceux-ci ont été bien admonestés par Pierre Ouédraogo. "Dans un pays où il n'y a pas assez de biens pour les travailleurs, il ne saurait être question d'en distribuer à des gens qui passent leur temps à dormir. C'est pourquoi nous exclurons de nos rangs, à l'heure de la jouissance des biens et de la distribution, tous ceux qui boycottent nos mots d'ordre du combat libérateur par le travail, en refusant de s'associer à nos Brigades"[104]. Bien sûr, les rêveurs du PCRV diront que l'efficacité du travail forcé des fonctionnaires sera

nulle, qu'il faut prendre en compte les pertes considérables causées au sein de l'administration et dans les services, qu'il ne manque pas de chômeurs désirant manier la pelle, etc. Mais la Conférence repousse avec mépris ces "opportunistes, petit-bourgeois radicalisés et anarcho-syndicalistes dont la seule revendication est 'du pain et de la liberté' pour eux tout seuls"[105].

A la fin de la Conférence, les participants ont droit à un long "one man show" du Président du Faso qui improvise brillamment sur le thème "Produisons et consommons burkinabè". Mais si le capitaine Sankara se montre toujours un agitateur hors du commun, il ne domine manifestement plus la scène politique burkinabè. Dans son discours, il dérape souvent péniblement. A un moment, il range parmi les ennemis "la petite bourgeoisie opportuniste ou non-opportuniste". "La révolution arrive à un carrefour, ou bien vous la radicaliser et toute la petite bourgeoisie est mécontente, ou bien vous vous dites: faisons plaisir aux petits-bourgeois"[106]. Quatre mois plus tard, il décrétera tout aussi officiellement "une pause" et dira qu' "il doit y avoir de la place dans le cœur de chacun de nous pour ceux qui ne sont pas encore parfaitement en harmonie " avec la révolution...[107] Devant les militants rassemblés à Dédougou, le président se ridiculise avec un long sermon consacré au sida. "Le sida n'est rien d'autre que les conséquences de ces désordres et perversions (sexuelles). Le sida, c'est la maladie du riche; le pauvre n'a pas le sida. Le sida, c'est la maladie de ceux qui veulent acheter les femmes. Aujourd'hui ils veulent une femme blanche, demain une noire. Les exploiteurs, les riches de là-bas qui ont cette maladie, disent que le sida vient d'Afrique. Le sida ne vient pas d'Afrique. Le sida vient de là-bas. Et tout Africain qui a le sida, est un Africain colonisé"[108].

On attend d'un président qu'à la fin des travaux il fasse une synthèse, qu'il trace les grandes lignes, qu'il fasse sortir les idées maîtresses. Mais son improvisation souvent malheureuse efface complètement les tâches précises qu'on impose aux militants. Rien d'étonnant donc à ce que les décisions de la Conférence soient restées sans suite. Pierre Ouédraogo nous a déclaré qu'il l'avait fait un relevé de toutes les tâches qui découlaient des travaux de Dédougou. Comme il l'avait fait avec les documents de la première Conférence, il a remis les résultats des travaux de cette assemblée au Conseil des ministres. Mais Pierre Ouédraogo se demande toujours combien de ministres ont lu ces deux recueils. La seule personne qui pouvait assurer l'exécution des décisions des deux conférences par le Conseil National de la Révolution et par le Conseil des ministres, était le Président du Faso. La situation le dépassait déjà. N'avait-il pas clôturé la deuxième et dernière conférence des CDR sur un ton de farce?

"Les hiboux au regard gluant! A bas!
"Les tortues à double carapace! A bas!
"Les caméléons équilibristes! A bas!
"Les charognards! A bas!
"Les dindons gonflés! A bas![109]

III. L'arc-en-ciel du marxisme burkinabè

Thomas Sankara se voyait comme un prophète de la révolution descendu dans un désert politique. Or, la Haute-Volta n'était pas un pays où la politique marxiste restait à inventer. Dès que Sankara a voulu imposer au pays ses conceptions originales, il s'est heurté à des organisations ayant leur expérience propre et leur ligne politique et qui n'entendaient pas être menées à la trique. Incapable de maîtriser le débat politique, Sankara a bien vite essayé de faire table rase des organisations révolutionnaires occupant le terrain. Là réside une des causes majeures de l'échec de sa politique et du drame du 15 octobre. Il est malaisé de comprendre la révolution burkinabè, il est impossible de saisir la personnalité politique du président du Faso, sans se renseigner sur les différents partis marxistes, sur leur origine, sur leurs conceptions idéologiques, leurs thèses politiques et leurs pratiques organisationnelles. La clandestinité ou la semi-clandestinité dans laquelle vivent les partis révolutionnaires compliquent encore cette tâche. Après avoir parcouru l'histoire des différentes organisations marxistes, on aura un tableau plus complet des problèmes auxquels Sankara a été incapable de faire face.

Le Parti Africain de l'Indépendance
Le parrain

Dans une Haute-Volta où aucun courant marxiste n'a jamais affleuré, Adiouma Amirou Thiombiano réunit le 15 août 1963 une poignée d'intellectuels et de syndicalistes pour former le Parti Africain de l'Indépendan-

ce. Il s'attèle immédiatement à la propagation du marxisme-léninisme dans des cercles clandestins, à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso[1]. A partir de 1963, les clandestins du PAI renforcent certains syndicats et en créent d'autres. Des dirigeants du parti participent au directoire clandestin de la révolte populaire qui, le 3 janvier 1966, balaie le premier régime néocolonial représenté par Maurice Yaméogo. Le vide politique ainsi créé est rempli par l'armée, sous les applaudissements du peuple en révolte.

En 1972, sous l'impulsion de militants du PAI, le Syndicat Unitaire Voltaïque des Enseignants du Secondaire et du Supérieur voit le jour et deux années plus tard il créera, avec d'autres syndicats de base, la Centrale Syndicale Voltaïque. En 1973, sera mise sur pied une organisation de masse anti-impérialiste, la Ligue Patriotique pour le Développement, la LIPAD. Grâce à cette nouvelle tactique, les idées du PAI rencontrent un écho croissant dans le pays. Quand le régime militaire de Lamizana tente, en 1975, d'imposer un parti unique, les syndicats voltaïques et ceux influencés par le PAI déclenchent une grève totale les 17 et 18 décembre. Par la suite, ils maintiennent leur pression pour obtenir "un retour à une vie constitutionnelle normale", mot d'ordre cher à l'Union Syndicale des Travailleurs Voltaïques et à son chef, Zoumana Touré... qui sera ministre de la Fonction Publique dès l'année suivante.

En 1978, les militaires feront place aux anciens partis réactionnaires et réformistes qui avaient gâché l'indépendance après 1960.

Jusqu'alors, le PAI n'offre nullement l'image d'une formation de combat avide d'action. Le parti fait connaître ses positions par des tracts non signés qui circulent parmi les syndicalistes, les élèves et les étudiants. Il faut attendre 1981 pour voir le premier numéro de son organe central, *L'Avant-Garde*. Le programme qu'il publie en 1976 laisse deviner un groupe d'intellectuels marxistes remâchant les manuels socialistes. Au PAI revient le mérite historique d'avoir introduit la théorie marxiste en terre voltaïque. Mais on ne peut pas dire qu'elle y ait pris racine. Les cultures soviétiques sont peu adaptées au sol sablonneux du Sahel. Voici ce que donne leur transplantation mécanique dans le programme que le PAI publie en 1976.

"Après avoir vaincu l'impérialisme, renversé la bourgeoisie et la féodalité, quand la Révolution Populaire de libération Nationale et la Révolution Démocratique et Populaire auront triomphé, la classe ouvrière et les masses opprimées, sous la direction de leur parti, le PAI, réaliseront le programme suivant: 1°. Destruction complète de l'appareil d'Etat bourgeois et construction d'un Etat de type nouveau: l'Etat de la dictature du prolétariat.
2°. Construction d'une économie socialiste: Tant que durera la mainmise impérialiste, il sera illusoire de parler d'indépendance nationale. En revanche, la réalité est que les conditions de vie de la classe ouvrière et des masses populaires seront de plus en plus misérables. Seule la révolution socialiste mettra définitivement fin à la propriété privée des moyens de production et à l'exploitation de notre pays et de notre peuple".

Une des mesures mentionnées pour construire une économie socialiste est celle-ci: "En abolissant le droit de propriété sur les terres, en organisant les coopératives paysannes nationalisées et dirigées par le prolétariat agricole, le socialisme abolira en même temps les tendances petites-bourgeoises de la paysannerie voltaïque"[2].

Récitant trop docilement les manuels publiés en Union Soviétique, le PAI n'a pas assimilé les expériences socialistes des pays du Tiers Monde, comme la Chine et la Corée. Il n'a pas une claire compréhension des tâches spécifiques d'une révolution anti-impérialiste et anti-féodale, ni du chemin à parcourir pour que cette révolution puisse se transformer en révolution socialiste. Il croit pouvoir lire le marxisme comme une Vérité Eternelle en faisant l'économie d'un travail prolongé d'enquête et d'organisation auprès des masses profondes de son propre pays. Cette tare se retrouvera plus tard, et parfois dans des formes amplifiées, dans certaines critiques du 'révisionnisme' du PAI.

En 1980, le quatrième congrès du PAI formule une stratégie plus adaptée à la réalité voltaïque. En voici un résumé:

"La Haute-Volta est un pays néo-colonial et semi-féodal où la domination et l'exploitation impérialistes s'exercent par l'intermédiaire de la bourgeoisie politico-bureaucratique, alliée elle-même aux forces féodales. La classe ouvrière, la paysannerie, les éléments patriotiques de la petite-bourgeoisie (employés, intellectuels, petits commerçants) sont victimes de l'exploitation de l'impérialisme et constituent les forces motrices de la Révolution Populaire Anti-Impérialiste. L'objectif à atteindre est la prise en main par le Front Uni Anti-Impérialiste, du pouvoir d'Etat, en brisant l'appareil d'Etat néo-colonial, pour asseoir, par une Révolution Démocratique et Populaire, un Etat démocratique et populaire devant diriger la construction d'une économie nationale indépendante. La Révolution Populaire Anti-Impérialiste, naturellement prolongée par la Révolution Démocratique et Populaire, dépasse le cadre d'une révolution démocratique bourgeoise; elle est une révolution de type nouveau, anti-impérialiste, libérant toutes les forces productives de la nation et créant les conditions d'une transition au socialisme"[3].

On peut s'étonner sans doute de voir ainsi introduire une séparation entre la révolution anti-impérialiste et la révolution démocratique qui est supposée la suivre. La dite révolution anti-impérialiste ne servira-t-elle pas de prétexte à des alliances sous direction d'éléments bourgeois patriotiques, rendant aléatoire le triomphe d'une authentique révolution anti-impérialiste et démocratique?

Le 25 novembre 1980, à l'issue de deux mois de grèves organisées par le Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta, une fraction de l'armée réalise un coup d'Etat et instaure le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National. Le colonel Saye Zerbo appelle démagogiquement toutes les organisations voltaïques à lui transmettre leur programme. La LIPAD juge utile de présenter sa vision de la situation

et faire connaître ses propositions révolutionnaires. Elle s'explique: "Si la politique de Redressement veut assurer le Progrès du peuple, elle doit être comprise comme le premier pas vers la Révolution Populaire de Libération Nationale"[4]. Ensuite, le CMRPN reprend une revendication de la Confédération Syndicale Voltaïque et installe une Commission d'Enquête sur les détournements de fonds publics, à laquelle il invite la CSB. Dans le but de faire toute la lumière sur la gestion de la Troisième République, la Confédération y envoie Soumane Touré, son secrétaire général. Mais la comédie tourne court: le 1er novembre 1981 les colonels suppriment le droit de grève. Deux jours plus tard, la CSV conclut un accord avec les trois autres centrales – la CNTV, l'OVSL et l'USTV – pour combattre l'ordonnance anti-syndicale. Mais le 11 novembre les trois centrales se déroberont à toute action. Le 21 du même mois, le CMRPN dissout la CSV et, peu après, emprisonne Soumane Touré. Le PAI affirme qu'il est le seul parti politique qui ait combattu avec constance le fascisme larvé du CMRPN. Mais le PAI reconnaît que la répression implacable a ébranlé certains de ses militants et a dispersé les rangs syndicaux. Cinq ans plus tard, sous Sankara, l'UCB reviendra sur cette histoire pour dénoncer la "racaille opportuniste" du PAI qui a "donné son aval au CMRPN", contribuant ainsi à la "liquidation" de la Centrale syndicale. L'UCB écrit: "Des 21 ou 22 syndicats de base de la centrale au départ, nous n'en aurons que 13 pour signer un appel à la mobilisation contre la suppression du droit de grève! Enfin, ils ne seront que 6 syndicats de base à aller effectivement en grève les 14, 15 et 16 avril 1982! Et comme la grève avait un caractère plus politique qu'économique, les bases des 6 syndicats n'ont pas beaucoup suivi le mot d'ordre, leur niveau ne permettant d'ailleurs pas de le faire. Les syndicats de base eux-mêmes se mirent à sortir de la centrale: SNEAHV, SYNTSHA,SNAID, SDV, etc"[5].

Contre le clan vieillot des colonels fascisants, se forme une coalition de jeunes officiers de toutes tendances. Depuis longtemps, certains de ces officiers maintenaient des relations d'amitié avec des cadres du PAI. Soumane Touré qui faisait en 1974 ses études dans le domaine des assurances à Yaoundé y fréquentait deux élèves de l'Académie militaire: Blaise Compaoré et Henri Zongo. Les relations prirent une tournure nettement politique à partir de 1977. Après leur démission des instances du CMRPN le 12 avril 1982, Sankara et Compaoré furent affectés loin de Ouaga mais le PAI maintint des contacts réguliers avec eux.

Le 7 novembre 1982, les colonels sont chassés par un coup d'Etat des jeunes officiers qui créent un Conseil de Salut du Peuple. Le PAI ne participe pas formellement au gouvernement du CSP, mais il y envoie un de ses militants, Ibrahima Koné. Son but affiché est de promouvoir les libertés démocratiques, de pratiquer une politique d'indépendance nationale et de constituer un front uni antiimpérialiste de toutes les organisations démocratiques. Le 10 janvier 1983, Sankara est nommé premier ministre. Mais aux yeux du PAI, Sankara prend trop de libertés par rapport aux officiers modérés et sa parole imagée et audacieuse dépasse

trop la base commune qui lie le CSP. Voulant organiser et consolider le mouvement de masse, en prévision des affrontements futurs inévitables, le PAI voit ses efforts courtcircuités par les meetings-spectacles aventuristes du premier ministre.

La tête s'étant détachée du corps, le CSP doit mourir: le PAI ne s'étonne pas du coup d'Etat de droite du 17 mai 1983. A côté de l'Association des Scolaires de Ouagadougou, le PAI est pratiquement seul à organiser les manifestations des élèves qui ébranlent le pays, les 20 et 21 mai 1983. Plus tard, Sankara dira à un cadre du PAI qu'après son arrestation il fut très démoralisé: "Je n'y croyais plus". En résidence surveillée, Sankara écrit une lettre à Jean-Baptiste Ouédraogo dans laquelle il promet de calmer la révolte par une politique de réconciliation. Début juin, Sankara se rend effectivement à Pô pour y convaincre Blaise Compaoré que l'entente avec Jean-Baptiste Ouédraogo est possible. Peu après, le Chef de l'Etat propose à Sankara et à Lengani de partir à l'étranger pour un stage, ce qu'ils acceptent. Le PAI mènera de vives discussions pour leur expliquer qu'il s'agit d'un stratagème dans une lutte qui doit nécessairement aboutir à l'élimination d'une des tendances opposées du Conseil de Salut du Peuple. Finalement, Sankara et Lengani restent et maintiennent le contact avec les rebelles de Pô, dirigés par Blaise Compaoré. Durant les mois de juin et juillet 1983, le PAI avait eu de fréquents contacts avec Sankara et Lengani. A leur demande, un projet de gouvernement fut présenté le 25 juillet. Le PAI avait une telle confiance en Sankara et en Lengani, qu'il les considérait comme des sympathisants proches, sinon comme des membres virtuels.

L'entrée au gouvernement, le 24 août 1983, de Philippe Ouédraogo, d'Adama Touré, d'Arba Diallo, d'Ibrahima Koné et d'Emmanuel Dadjouari du PAI, ne surprend donc pas la population. En revanche, des surprises en pagaille s'abattront bientôt sur le PAI.

Avant le 4 août, le PAI avait proposé aux militaires que la révolution se dote d'un Bureau Politique, formé de huit militaires et de huit civils, également répartis entre le PAI et l'ULC. Apparemment, les militaires trouvaient l'idée acceptable.Cela a suffi pour que le PAI ait l'illusion de faire partie d'un front constitué de trois organisations égales et respectueuses de leur autonomie respective. Mais, ébahi, le PAI voit apparaître de plus en plus d'hommes en uniforme lors des réunions du CNR. Début 1984, ils sont déjà cinquante. D'où sortent-ils? C'est le secret de Sankara. En fait, dès le 4 août, Sankara et le PAI font des rêves différents dans le même lit. Depuis vingt ans, le PAI a formé un certain nombre de cadres communistes. Mais, au niveau des masses populaires, le mouvement démocratique et anti-impérialiste n'est pas encore structuré ni ancré. Le PAI espère y parvenir en exploitant les possibilités que sa participation gouvernementale lui offre. Mais dans le chef de Sankara, la méfiance s'installe vis-à-vis de toutes les organisations de masse dont le contrôle lui échappe. Descendant sur le terrain, Sankara se rend compte que, souvent, les cadres du PAI le dominent politiquement.

Le 13 septembre 1983, les syndicalistes de la Voltélec (actuellement Sonabel), séquestrent le directeur général et son adjoint. Soumane Touré raconte. "La Voltélec était très mal gérée. Nous en avons parlé lors des assemblées générales des travailleurs. Ils ont chassé le directeur et installé un Conseil Provisoire de Gestion qui a fonctionné pendant trois mois. Puis Sankara a nommé le sergent Georges Namoano comme directeur par intérim. Il a travaillé sous la direction de Conseil. Nous avons élaboré un plan d'électrification pour Ouaga et pour les provinces. Des ingénieurs sont descendus dans les quartiers pour mobiliser la population pour effectuer les travaux. Nous ne croyons pas à la révolution par décret, nous nous sommes appuyés sur notre implantation pour mobiliser les travailleurs. En une année, nous avons comblé les déficits et réalisé même des bénéfices. Nous avons acheté du matériel de sécurité, des voitures, du matériel pour la télévision nationale. Le Conseil Provisoire de Gestion a discuté, avec l'EDF de la France et une société des Pays-Bas, des contrats conclus pour le barrage de la Kompienga. Il a coupé l'électricité chez les grands débiteurs comme Bata, des grands magasins...et le Moro Naaba qui dare-dare a versé un million. Et nous avons entrepris un programme d'alphabétisation pour lesn ouvriers"[5]. Au moment des événements, la direction du PAI, comme celle du CNR, émet des critiques à l'adresse de la section syndicale du STOV pour avoir déclenché cette action sans en avoir prévenu la direction de la révolution. Mais l'action elle-même est saluée comme une preuve de la prise de conscience des ouvriers. Sankara la montre en exemple devant un ministre tchadien. Six mois plus tard, au moment de la clarification, le CNR parlera d'un "acte de banditisme"...[6].

Le 18 novembre, un groupe de travailleurs de l'OPT, kalachnikov au poing, arrête quelques anciens directeurs généraux de l'Office des Postes et Télécommunications. Réunissant le personnel devant la poste, ils improvisent le premier Tribunal Populaire de la révolution. Prévenu la veille de l'action à venir, Sankara a exprimé son désaccord avec ce type d'action qui peut vite échapper à tout contrôle. Parmi le "commando" de l'OPT, il y a un membre bien connu de la LIPAD. Quoique le PAI désavoue l'action, certains font courir le bruit que la LIPAD a organisé un putsch et que d'autres suivront. Les militaires, craignant la mise en cause de leur hégémonie, et l'ULC, jaloux de l'implantation du PAI, chuchotent que Soumane Touré prépare un coup d'Etat.

En novembre 1983, le PAI entend des rumeurs à Bobo selon lesquelles "le Président va bientôt créer son parti politique". Début décembre, le Ministre de l'Information, Adama Touré, en l'absence de Sankara, refuse de donner son aval à un communiqué annonçant le congrès de fondation de l'Union Démocratique et Populaire. Dans une atmosphère surchauffée, une réunion tripartite PAI-ULC-militaires est convoquée. Le PAI y affirme que l'UDP est montée par l'ULC pour contrecarrer l'influence de la LIPAD. Sankara intervient pour dire qu'il serait préférable de concentrer les efforts sur la consolidation des CDR; mais comme le PAI

dirige la LIPAD, l'ULC a le droit de créer une organisation du même type. La meilleure solution serait de dissoudre toutes les organisations et de s'unir.

Malgré ces tensions, la LIPAD continue à soutenir le processus engagé et elle justifie les sacrifices que la révolution demande aux travailleurs. Soumane Touré déclare en décembre 1983 à *Afrique-Asie*: "La droite est tellement désemparée qu'elle compte sur moi et sur la CSV pour faire tomber le régime révolutionnaire.(...)Les travailleurs doivent vouloir, doivent faire et doivent soutenir la révolution actuelle"[7].

Les 21, 22 et 23 mars 1984, le Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta déclenche une grève. Sankara explique au cours d'une réunion du CNR qu'il s'agit d'une manœuvre de déstabilisation, orchestrée par le Mouvement de Libération Nationale – Front Progressiste Voltaïque de Joseph Ki-Zerbo et par la hiérarchie de l'Eglise. Cette dernière a reçu 250.000 dollars pour ameuter croyants et non-croyants; un débarquement de mercenaires est imminent. En Conseil des ministres, les membres du PAI donnent leur accord pour le licenciement des grévistes, tout en demandant qu'ils soient repris par la suite, au moment den nouveaux recrutements. Licenciés, 1.400 enseignants connaissent l'enfer. Certains s'y pendent.

Depuis la mi-avril, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Ibrahima Koné, prépare la commémoration des manifestations des élèves du 20 mai 1983. Le 16 mai, le Conseil des ministres arrête définitivement que le 20 mai sera déclaré Journée anti-impérialiste de la jeunesse. Ibrahima Koné en est responsable, mais on lui demande de se concerter avec le Secrétaire Général National des CDR. Le ministre de la Jeunesse entame les préparatifs. Une campagne de rumeurs éclate à Ouaga: la LIPAD fera le 20 mai une démonstration de force. Sur quoi Pierre Ouédraogo décide que les CDR des élèves descendront dans la rue le...21 mai. Le meeting organisé par Ibrahima Koné connaît un succès de foule, la mobilisation CDR du lendemain échoue: on accusera la LIPAD d'avoir déclenché l'épreuve de force avec le CNR. Le 21 mai 1984, Ibrahima Koné est renvoyé. Bamouni affirme que le CNR tapera plus durement sur le PAI que ne le fit le régime fasciste de Saye Zerbo... "Le glas a sonné le 21 mai 1984. Les faiblesses caractérisées d'un Lamizana, d'un Saye Zerbo ou d'un Jean-Baptiste Ouédraogo, autrefois otages de calculateurs politiques, ne seront pas de mise avec la révolution"[8].

Le 28 mai 1984, Sankara annonce au CNR la découverte d'un complot ourdi par le colonel Didier Tiendrébéogo et vingt-six comparses. Les membres du PAI demandent que les preuves en soient étalées devant le CNR. Impossible. Sankara soumet au vote l'exécution des putschistes. Le PAI refuse d'y prendre part, l'ULC-R se prononce pour les peines capitales. Est-ce que le PAI n'est pas d'ores et déjà complice des comploteurs contre-révolutionnaires?

Le 7 août 1984, vingt-trois CDR de quartier soumettent une pétition à Sankara, critiquant le fonctionnement peu démocratique du Secrétariat

Général National. L'Inter-CDR, créé pour contrecarrer l'influence de la LIPAD et dirigé par "le tristement célèbre Kouanda Mamadi", pour utiliser les termes du PAI, appelle à l'épuration des CDR. D'après les estimations du PAI, deux cents militants, dont vingt-trois délégués de quartier, sont exclus des CDR, sans discussion aucune. Certains sont embarqués de nuit par les gendarmes. Le chanteur Youssouf Ouédraogo et quelques autres militants ont subi des simulacres d'exécution. L'éviction des éléments marxistes bien formés a livré un grand nombre de CDR aux mains "des désaxés, des délinquants, des voleurs plus ou moins reconnus".

Le 19 août, Sankara dissout le gouvernement et fait comprendre qu'il ne veut plus du PAI. L'heure de la "clarification" a sonné. *Carrefour Africain* saluera le départ de "quelques anarchistes pseudo-révolutionnaires, de surcroît petits-bourgeois radicalisés et déracinés qui se masturbent les méninges devenues réfractaires aux études"[9]. Voilà qui clarifie bien les choses! Désormais, on fonce tout droit vers l'affrontement. Le 28 janvier, la CSB de Soumane Touré signe, avec d'autres syndicats qu'on dit "influencés par le PCRV", une déclaration commune. Deux semaines auparavant, Soumane Touré avait accusé le CNR de "mépris des règles techniques de gestion dans une institution d'assurance" et il avait parlé de "détournements qui se chiffrent à des milliards de francs" à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale. Une Commission d'Enquête lui répond qu'il s'agit d'un décaissement légal de 590.000.000 de francs dont 500.000.000 pour une participation au capital de la Socogib, une société de construction. Sur quoi tous les CDR de la capitale, réunis en assemblée générale le 26 février 1985, adoptent une motion disant entre autres: "Dans le cas de Touré Soumane qui a fait une atteinte grave à la sécurité de l'Etat, nous exhortons le CNR à outrepasser les juridictions classiques et résoudre ce problème au niveau de la cour martiale". *Carrefour Africain* ajoute: "Le peuple réclame sa tête"[10]. Touré Soumane sera enfermé dans un camp militaire pendant 21 mois.

Le PAI résume le calvaire qu'il a vécu jusqu'au 15 octobre 1987:

"Notre organisation, le PAI, est avec le PCRV, de toutes les formations politiques qui existent au Burkina, celle qui a le plus souffert de la hargne, de l'hostilité, de la répression du CNR. Bon nombre de nos militants ont été arrêtés, emprisonnés, menacés de mort (au poteau n° 5 ou au bûcher n° 28), détenus au secret dans des cellules de camps militaires, coupés entièrement du monde sans lecture, sans radio, sans lumière, soumis à des tortures, à des humiliations, à des perquisitions sans mandat, de jour comme de nuit, licenciés sans droits, dégagés, suspendus, mutés arbitrairement, arrêtés avec leur famille par les CDR, pendus par les pieds, étouffés, frappés jusqu'à l'évanouissement, réanimés pour être à nouveau frappés, battus avec des fils électriques, obligés de ramper sur des aires de gravier ou de boue, les coudes et les genoux ensanglantés"[11].

Dans son autocritique sur sa participation gouvernementale entre août 1983 et août 1984, le PAI admet qu'il s'est précipité dans une alliance avec les militaires sans définition d'objectifs communs, sans accord sur le

rôle des partis politiques et des organisations démocratiques de masse, sans indication sur la place que devaient tenir les militaires, et sans conception claire des structures dirigeantes ni stipulation de leur fonctionnement interne. Endormi par une confiance aveugle, le PAI a laissé s'installer dans le CNR l'hégémonie sans principe des militaires qui a paralysé progressivement les organisations autonomes des masses.

Le PAI constate que sa collaboration avec le CNR ne l'a pas renforcé du point de vue numérique et il juge urgent de corriger des insuffisances telles le libéralisme, le style de travail artisanal et l'absence de dynamisme et de dévouement.

Ajoutons que, dès son origine, le PAI se veut partie intégrante du mouvement communiste international "ayant à sa tête l'URSS et son Parti Communiste" et qu'il se dit proche du Parti de l'Indépendance et du Travail du Sénégal et du Parti Communiste Français. Lors de la grande polémique entre l'Union Soviétique et la Chine, le PAI n'a pas jugé opportun, eu égard aux nécessités de la lutte en Haute-Volta, de prendre position pour l'une ou l'autre partie. Le PAI s'est toujours refusé aux déclarations anti-soviétiques, anti-chinoises ou anti-albanaises. Le parti accueille avec satisfaction le dégel entre l'URSS et la Chine et, dans son autocritique sur son attitude au sein du CNR, fait référence à l'expérience du Parti Communiste Chinois dans le front uni avec le Kuomintang.

L'Organisation Communiste Voltaïque: Pure et dure

Au cours de l'année 1965, Adama Touré, le chef du PAI à Dakar, contacte un étudiant voltaïque arrivé récemment. Après quelques discussions, Jean-Baptiste Oualian est introduit au PAI; fin 1966, il est le responsable de l'organisation étudiante, l'Association des Scolaires Voltaïques à Dakar. Il s'étonne du faible niveau politique de son parti qui n'a pas pris position sur la polémique entre la Chine et l'URSS. Le manque de dynamisme le gêne: pas d'analyses, pas de tracts à distribuer. Il s'inquiète lorsqu'il entend ses dirigeants retourner la question: Que ferons-nous quand se présentera l'occasion de participer au gouvernement?

Arrivé en France en décembre 1968, Oualian y trouve une section du PAI fort critique envers la direction: elle exige plus de rigueur dans le travail clandestin et l'ouverture d'un débat sur les divergences entre la Chine et l'URSS. L'année suivante, Jean-Baptiste Oualian, Youssouf Diawara, Hubert Yaméogo, Baza Somé, Ahmed Barry et Clément Ouédraogo rompent avec le PAI pour former un noyau communiste. Leur décision sera approuvée par des amis restés à Dakar: Etienne Zoungrana, Souleymane Diallo et Drissa Touré. Ensemble, ils se fixent un premier objectif: arracher l'Union Générale des Etudiants Voltaïques aux réformistes, c'est-à-dire au Mouvement de Libération Nationale et au PAI[12].

Ce sera chose faite lors du Ve Congrès de l'UGEV, tenu du 10 au 14

août 1971 à Ouagadougou.

Ce Congrès prend trois décisions majeures qui influenceront profondément le cours du mouvement révolutionnaire voltaïque. Ses échos se font encore entendre après le 4 août 1983.

Le Ve Congrès de l'UGEV identifie l'impérialisme, notamment français, comme l'ennemi principal du peuple voltaïque:

"Les ressources nationales des pays sous contrôle impérialiste sont accaparées et pillées par les monopoles et leurs alliés internes, la bourgeoisie nationale bureaucratique et compradore.

Sur le plan politique, les institutions juridiques et les cadres administratifs dans les pays néo-colonisés sont ceux de l'ancienne puissance coloniale. Les peuples sous domination impérialiste n'ont pas le libre choix de leur option politique et de leur régime économique, ni même de leurs dirigeants.

Sur le plan social et culturel, l'action de l'impérialisme se caractérise par sa volonté de maintenir, de perpétuer et de développer les forces rétrogrades. L'Education et l'Enseignement sont entièrement sous l'emprise des anciennes puissances coloniales.

L'impérialisme a besoin d'une force militaire, pour défendre et renforcer ses positions acquises. Le continent africain est truffé de bases militaires. Notre armée est dirigée par des officiers français et il existe des accords militaires entre les gouvernements des Etats de l'Entente"[13].

Sur cette base, le Congrès définit la phase de lutte comme la Révolution Nationale, Démocratique et Populaire.

"Cette révolution est nationale parce qu'elle est une lutte de libération pour débarrasser le pays des griffes de l'impérialisme notamment français afin de conquérir l'indépendance et la souveraineté nationales véritables.

Cette révolution est démocratique parce que, pour garantir l'indépendance nationale, elle doit combattre et renverser toutes les forces réactionnaires et rétrogrades (la bourgeosie politico-bureaucratique, la bourgeoisie compradore et les forces féodales). La lutte anti-impérialiste est donc en même temps une lutte de classes.

Cette révolution est populaire parce qu'elle doit être l'œuvre des masses populaires, ouvrières et paysannes notamment, conscientes de leur rôle historique et organisées".

Le Congrès veut "mettre fin aux illusions d'une victoire rapide et aisée" et incite à "un travail politique de mobilisation et d'organisation patient et persévérant car la lutte sera âpre, difficile, longue et sans pitié".

La deuxième décision du Ve Congrès concerne l'intégration aux masses.

"Vivre avec les masses pour comprendre leurs problèmes, leur situation, leurs aspirations, pénétrer leur mentalité, se faire une mesure concrète et vivante de leur exploitation.

Parler le langage des masses, se familiariser avec leurs concepts, ne pas vouloir se distinguer à n'importe quelle occasion, être modeste.

Participer effectivement à la lutte quotidienne des masses".

Les méthodes proposées sont très diverses: participer à l'alphabétisation

et aux cours d'hygiène, aider les paysans dans leurs travaux champêtres et tenir des causeries sur les techniques modernes de culture, aider à développer l'artisanat traditionnel, créer des troupes théâtrales.
Le but de l'intégration aux masses est défini comme suit:
"S'éduquer auprès d'elles, s'instruire de leurs problèmes et de leurs aspirations profondes.
Les éduquer et élever leur conscience politique.
Les aider à dégager en leur sein des organisations d'avantgarde.
Lutter pour une alliance de toutes les forces démocratiques, la naissance d'un front anti-impérialiste le plus large possible, la libération et l'unité réelle de l'Afrique".

La dernière décision traite de la formation technique:
"Pour participer activement au développement rapide de son pays, le militant de l'UGEV doit se former comme cadre techniquement compétent, cadre doté aussi bien de la connaissance pratique que de la connaissance théorique[13].

L'UGEV est dirigée à ce moment par Youssouf Diawara qui travaille dans une structure plus ou moins formelle, appelée Groupe marxiste-léniniste de Haute-Volta. En 1972, au retour de Youssouf et de Hubert Yaméogo au pays, le groupe se disloque pour être remis sur pied à Paris, le 31 décembre 1973, par Oualian et Drissa Touré. Entre 1973 et 1976, le Groupe anime surtout des cercles d'étude marxistes qui réunissent les éléments avancés de l'organisation de masse des étudiants et des élèves. Il forme des cellules à Ouaga, au Togo, au Canada et à Moscou. On vit dans l'attente de l'apparition du Parti et au cours de l'année 1976 on se prépare à la constitution formelle d'une organisation. Lors d'une première conférence nationale tenue en août 1977 à Ouaga, l'Organisation Communiste Voltaïque voit le jour et adopte un Programme et des Thèses sur le Parti.

Au même moment se déroulent au sein de la Fédération des Etudiants de l'Afrique Noire en France, la FEANF, des luttes violentes et désordonnées qui influencent négativement le mouvement communiste naissant en Haute-Volta.

Créée en 1950, la FEANF a joué un rôle déterminant dans la formation de cadres révolutionnaires et marxistes-léninistes dans les différents pays de l'Afrique francophone. Face à la faiblesse extrême des organisations communistes en Afrique, la FEANF jouait un double rôle, difficile à assumer, en tant qu'organisation de masse et en tant que pépinière de noyaux communistes. A partir de 1965, la polémique sino-soviétique stimula la critique du réformisme mais donna aussi naissance à des luttes exagérées et à des scissions.

La rupture entre l'Albanie et la Chine en 1977 fait encore monter la fièvre d'une lutte frénétique contre toutes les déviations qui submergent les cinq continents à l'exception de l'Albanie, "seul bastion de la Révolution". Les fils du continent noir déclarent que Mao Zedong n'est qu'un paysan fourbement drapé dans le manteau marxiste-léniniste et ils s'attè-

lent à combattre le social-impérialisme chinois.

Les étudiants en France, coupés des réalités africaines et incapables d'exercer une activité quelconque parmi les masses de leurs pays, se laissent aisément emporter par tout vent gauchiste. Sans la moindre connaissance des réalités complexes des pays socialistes, du haut de la lecture de quelques journaux et documents, ils jugent et excommunient: "Mao Zedong, Kim Il Sung, Le Duan etc, sont en dernière analyse des déviationnistes asiatiques". Décidés de se laver de la honte d'être nés pro-chinois, ils renient leur passé "populiste" et "spontanéiste" en pourfendant leurs anciens mots d'ordre d'intégration aux masses, de travail parmi les paysans et de front uni anti-impérialiste. Tout "en se mettant consciemment sous l'influence de l'idéologie marxiste-léniniste", ils fustigent les "aventuristes utopistes qui assignent au mouvement étudiant les tâches de la création de partis marxistes-léninistes"[14]. Bref, la juste ligne ne cesse de s'approfondir et ce jusqu'a l'effritement complet de la FEANF.

Au cours de l'année 1977, trente-deux des quarante membres de la sous-section de Paris de l'Association des Etudiants Voltaïques en France se rebellent contre la façon dont leur organisation est dirigée. Dans une pétition déposée le 21 juin 1978, ils crachent leurs critiques contre le sectarisme, le bureaucratisme, l'étiquetage systématique, les calomnies, l'esprit de discipline transformé en servilité, la soumission aveugle aux autorités et l'étouffement de l'initiative, tous maux dont ils accusent le Comité Exécutif[15]. L'introduction de la rédaction d'un curriculum vitae pour les candidats et l'adoption d'une structure semiclandestine pour les membres regroupés dans la maison communautaire de la rue Fessart sont leurs points d'attaque de prédilection. Ils y mettent du pathos. "Hélas! l'organisation s'est muée en une nouvelle CIA. Une police politique assure la garde aux portes de l'AEVF"[16].

Dans le domaine international, le Comité Exécutif est accusé de défendre des positions obscurantistes. "Ainsi il acceptera, non sans grincements de dents, la caractérisation de l'URSS comme superpuissance. En même temps, il refusera catégoriquement que l'on ajoute que l'URSS est une superpuissance impérialiste". Ensuite, la direction refuse de dénoncer "la théorie contre-révolutionnaire dite des Trois Mondes" colportée par le Parti Communiste Chinois. Et elle garde un silence politique coupable sur la République Populaire de Chine et ses actes contre-révolutionnaires[17].

En 1974, lors d'une crise politique en Haute-Volta, l'UGEV avait appelé à la formation d'un Front Démocratique "pour la satisfaction de nos justes revendications, pour l'instauration et l'élargissement des libertés démocratiques et syndicales et contre la fascisation du régime". La sous-section de Paris rétorque en 1978 que l'UGEV ne peut prendre sur lui la charge de regrouper les organisations dans un front: c'est surestimer ses capacités et son rôle et verser dans le populisme et le messianisme. Comme ce front sera sous la coupe de directions politiques et syndicales réformis-

tes, l'UGEV sème des illusions réformistes. "Un tel front sera amené à soutenir tout gouvernement qui tiendra un langage pseudo-révolutionnaire, il offre des assises à une pseudo-révolution"[18].

De part et d'autre, les arguments sont enrobés dans des mots sanglants: dans les coulisses de l'UGEV, le débat sur la construction d'un parti marxiste-léniniste fait déjà rage.

Le VIIe Congrès a proclamé qu'il ne revenait pas à une organisation de masse des étudiants d'indiquer quelle classe doit diriger la révolution nationale et démocratique. Les opposants rétorquent: "Refuser d'amener l'intelligentsia petite-bourgeoise à se mettre sous l'influence idéologique de la classe ouvrière dans son parti marxiste-léniniste, sous prétexte qu'il n'est pas du ressort d'une organisation de masse de décréter la direction par la classe ouvrière, qu'est-ce que c'est, sinon de l'anti-communisme primaire?"[19]. Le VIIIe Congrès a adopté la thèse suivante: "Si en Haute-Volta, il naît un parti communiste qui mobilise et dirige les masses dans la lutte contre l'impérialisme et ses valets locaux, nous le soutiendrons et cela dans le cadre du Front Uni Anti-Impérialiste que nous préconisons"[20]. Aux yeux de la sous-section de Paris, cette aberration a été pondue dans l'intention perfide de nier la nécessité de la direction par la classe ouvrière.

La scission de l'UGEV est consommée le 11 août 1979, lors du IXe Congrès. Pourtant la direction avait cédé sur plusieurs points à la pression de ses contradicteurs: désormais, on collera à la superpuissance soviétique les étiquettes "impérialiste" et "néo-colonialiste". La Chine ne sera pas moins gâtée: on l'abordera comme un "pays impérialiste, défenseur du néo-colonialisme". On entre même de plain-pied dans le concret puisqu'on signale "la pénétration de l'impérialisme chinois qui a octroyé à la Haute-Volta un prêt de 11 milliards de F.CFA". Et on dénonce deux crimes politiques majeurs commis par la Chine: la construction d'une briqueterie à Banfora et d'un stade omnisport à Ouagadougou[21]. Le Comité Exécutif retire son mot d'ordre de Front Démocratique en reconnaissant que le mouvement étudiant n'a pas la capacité d'en assurer l'application conséquente.

Alors pourquoi la scission?

Pour le Comité Exécutif, l'opposition a exploité "tout petit point de mécontentement ou de critique justifiée ou non" dans le but de dresser les militants contre la direction. Au début, elle a fait croire qu'il s'agissait uniquement de questions d'organisation. Mais en fait elle lançait à tout propos des "débats théoriques stériles" qui devaient camoufler son "abandon de la lutte révolutionnaire"[22].

En vérité, à ce moment, la lutte au sein de l'UGEV ne faisait que refléter l'affrontement qui se déroulait au sein de l'Organisation Communiste Voltaïque.

La première Conférence Nationale de l'organisation a été caractérisée par une solide unité et un grand enthousiasme. Dans les Thèses, on affirmait: "Le Parti Communiste que nous voulons créer et édifier est un parti résolument antirévisionniste, c'est-à-dire qu'il aura pour base le

Marxisme, le Léninisme et la pensée de Mao Zedong".

L'OVC entendait se manifester publiquement après une préparation de deux ans; période au cœurs de laquelle elle renforcerait sa cohésion par la publication d'un bulletin interne, se donnerait des structures définitives et se procurerait les moyens matériels et financiers nécessaires[23].

Mais, en janvier 1978 déjà, la direction centrale propose de transformer l'OCV en Parti dès la Conférence suivante. Quels sont ses arguments? Grâce à la première Conférence, l'OCV a atteint unité et stabilité autour d'une ligne politique et organisationnelle marxiste-léniniste. Elle réunit tous les véritables communistes du pays. Elle exerce une influence déterminante sur le mouvement étudiant et scolaire et sur certains syndicats. La situation de flux révolutionaire que connaît la Haute-Volta, offre les meilleures conditions pour la création du Parti. Hésiter, c'est laisser le champ ouvert au grouillement de groupuscules. La nécessité urgente de la création du parti trace une ligne de démarcation entre révolutionnaires et opportunistes. Lors de la Première Conférence, on a défendu une conception gradualiste de la création du Parti. En fait, les éléments essentiels à la création existent et les conditions posées dénotent l'hésitation et l'indécision. Il y a aussi la peur de l'engagement total qu'implique le Parti et la peur devant la répression inévitable qui s'abattra sur le nouveau parti. "Le passage de l'OCV au Parti est donc un bond qualitatif d'un profond contenu idéologique marxisteléniniste qu'il faut effectuer pour stimuler, accélerer la lutte de classes en Haute-Volta, accélérer le processus révolutionnaire pour la prise du pouvoir"[24].

Une fraction de l'OCV réagit violemment contre ces "conceptions subjectivistes". Immédiatement après la Conférence, ses partisans avaient examiné dans un esprit critique le programme adopté et ils avaient notamment rejeté la référence à la pensée de Mao Zedong. Ils avaient aussi protesté contre "le règne absolu des caciques, des chefaillons petits-bourgeois et contre le bureaucratisme outrancier" au sein de l'OCV[25]. La création du parti sera un acte formel posé par des intellectuels petits-bourgeois qui s'autoproclament être le Parti de la classe ouvrière. C'est construire sur du sable. Il faut d'abord gagner au communisme les ouvriers les plus avancés et cela exigera de durs efforts pour les arracher aux préjugés bourgeois et moyenâgeux. En outre, la création du parti doit être le résultat d'une lutte idéologique véritable en vue de l'élaboration d'un programme communiste. Que faire alors? "Nous devons entreprendre sans tarder la création d'un journal communiste. Parler du journal, c'est parler du parti lui-même. Le journal c'est déjà le parti mais ce n'est pas encore le parti. Les structures de la diffusion du journal, constituent les structures du futur parti. A partir d'elles, nous nous proposons d'édifier une organisation communiste hautement centralisée"[26]. La tendance qui défend ces positions s'unit à partir de septembre 1978 autour du journal *Le Prolétaire*, pour fonder peu après l'Union de Lutte Communiste.

Pour la direction de l'OCV, il s'agit là d'un "front commun" sans principes de tous les nihilistes qui refusent la création du parti: "un

véritable panier à crabes où cohabitent trotskistes, blanquistes, maoïstes, petitsbourgeois révoltés, des fêtards, des kroutchéviens, des rosicruciens"[27]. Immédiatement après la constitution du *Prolétaire*, son principai animateur, Oualian, se sépare de Basile Guissou qui est rosicrucien. "La Rose-Croix a pour objectif principal, entre autres, de combattre le communisme dans le monde. La Rose-Croix est manipulée par la CIA mais nous n'avons jamais dit que le principal dirigeant est un agent de la CIA; pour le moment c'est l'impérialisme français qui l'utilise"[28]. Les conditions posées pour la création du parti par la tendance *Le Prolétaire* sont arbitraires. L'OCV possède assez d'atouts pour créer résolument le parti qui se battra pour gagner les ouvriers et développer son programme et sa ligne politique. En fait les gens du *Prolétaire* ne veulent pas du parti et ils se battent uniquement pour empêcher que le parti naisse. Bref: "C'est une secte anti-communiste, anti-parti, liquidationniste"[29].

Le 1er octobre 1978 est fondé le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque. Dans son Manifeste, publié le 19 février 1979, il affiche ses intentions:

"Chasser l'impérialisme, principalement français, et renverser les classes et couches sociales réactionnaires qui lui servent de base d'appui dans notre pays: la bourgeoisie politico-bureaucratique, la bourgeoisie compradore et les vestiges des forces féodales.

Abolir tout lien de dépendance, tout accord de sujétion militaire, économique et culturelle avec les impérialistes de toute tendance.

Briser l'appareil d'Etat néo-colonial. Edifier un Etat de type nouveau, un Etat laïc, démocratique et populaire sous le contrôle des ouvriers, paysans et combattants de la Révolution Nationale Démocratique et Populaire.

Confisquer les banques, les chemins de fer et tous les principaux moyens de communication, les entreprises et sociétés impérialistes et néo-coloniales, et les placer sous la direction du pouvoir démocratique et populaire".

Le Manifeste contient l'appel suivant:

"Ouvriers, paysans, élèves et étudiants, intellectuels et révolutionnaires, soldats patriotes, femmes,jeunes gens et jeunes filles, compatriotes à l'étranger!

Rejoignez les rangs du Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque et faites en sorte que vos lieux de travail et de résidence deviennent des citadelles imprenables du Parti.

Recevez et accueillez les communistes du PCRV dans vos maisons, vos chaumières, vos villages, vos villes et quartiers: abritez-les, protégez-les, car les communistes sont les patriotes les plus résolus et les plus conséquents, ce sont "les vrais fils du pays". Ils ne sont ni des "bandits", ni des "comploteurs", ni des "terroristes", ni des "putschistes". Ce sont des hommes dévoués, francs et loyaux envers la classe ouvrière et le peuple. Ils sont prêts à consentir tous les sacrifices pour la cause du peuple; mais ils ne sont forts que si le peuple les appuie, leur fait confiance et ils font et feront tout pour mériter cet appui, cette confiance. Jamais les commu-

nistes n'abandonnent ni ne trahissent le peuple"[30].

Du 12 au 14 octobre 1979 se réunit le premier Congrès de l'Union de Lutte Communiste. Il regroupe la majorité des opposants au PCRV. Outre la divergence sur la façon de créer le parti, deux questions politiques fondamentales séparent désormais le PCRV et l'ULC.

La première concerne la façon de concevoir le problème national en Haute-Volta.

Voyons d'abord les thèses de l'ULC:

"Le trait caractéristique de l'étape actuelle est que la révolution dirigera sa pointe principalement contre les ennemis intérieurs, et avant tout contre la bourgeoisie nationale conciliatrice, véritable appui de l'impérialisme international, principalement français. La bourgeoisie réactionnaire alliée à l'impérialisme et les forces sociales attachées à l'ordre social antérieur sont les ennemis principaux à renverser par la révolution prochaine. Mais la bourgeoisie réactionnaire constitue l'obstacle principal à tout développement social, donc à toute émancipation sociale du prolétariat et à tout progrès culturel de l'ensemble du peuple"[31]. "La Haute-Volta est un pays politiquement indépendant. Que l'indépendance politique de notre pays soit une réforme, voilà ce que nul ne conteste. La reconnaissance de l'indépendance n'élimine pas l'oppression économique. Ainsi, il apparaît aux ouvriers voltaïques que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de l'indépendance politique (caractéristique de la période coloniale). Il devient évident pour eux que la source de leur exploitation, de leur oppression, tient au capitalisme, au régime néocolonial, et non à un ennemi étranger lointain: les capitalistes français"[32].

Défendant ses positions contre le PCRV, l'ULC écrit:

"En Haute-Volta, le PCRV se propose d'être l'instrument pour développer et raffermir la conscience nationale. Le PCRV n'est pas un parti communiste, mais une formation nationaliste. La tâche d'un véritable parti communiste n'est pas d'introduire dans le mouvement ouvrier la conscience nationale, mais la conscience de classe. Quant au développement de la conscience nationale au niveau de tout le peuple, le capitalisme et la bourgeoisie s'en chargent"[33]. "Le mot d'ordre de Révolution Nationale Démocratique et Populaire met l'accent de façon particulière sur l'élément national de cette révolution, déclinant l'élément social, la question ouvrière de loin la plus importante à l'étape actuelle de la lutte de notre peuple"[34].

Cloué au pilori comme une infâme formation nationaliste, comment se défend le PCRV?

"Dans les nouveaux états formellement indépendants, l'impérialisme confie la gestion de l'appareil d'Etat néocolonial à la bourgeoisie politico-bureaucratique et à la bourgeoisie compradore. L'impérialisme s'appuie sur elles pour continuer l'oppression et l'exploitation des peuples, tout en déployant des efforts pour faire croire aux peuples qu'ils ont conquis leur indépendance véritable"[35]. L'impérialisme français a transformé la Haute-Volta en producteur de matières premières et en débouché pour ses

produits manufacturés. L'impérialisme pille le pays par des échanges inégaux et des crédits asservissants. La plusvalue, créée en Haute-Volta, est drainée vers les pays impérialistes. "La véritable industrialisation capable de favoriser le développement indépendant des forces productives de la Haute-Volta, est entravée par l'impérialisme français. Dans notre pays,c'est le capitalisme étranger qui domine et détermine la vie économique, politique, sociale et culturelle"[36]. Partant de ces thèses, le PCRV définit la révolution future avant tout comme une révolution anti-impérialiste, nationale. Il affirme que, dans un pays comme la Haute-Volta, il faut rehausser la conscience nationale et démocratique des masses populaires et cette conscience fait partie intégrante de la conception socialiste. Si l'impérialisme est le maître et la bourgeoisie locale son valet ou son appui, il faut diriger ses foudres contre celui qui commande. Mais pour briser l'étreinte étouffante de l'impérialisme, il faut s'attaquer aux classes voltaïques qui assurent ses intérêts. Si les maux de la société sont causés principalement par le capitalisme et la bourgeoisie locale, la révolution prend directement un caractère socialiste et il ne faut pas introduire une étape de révolution démocratique. Par cette aberration, l'ULC tombe dans la trappe du trotskisme. Dixit le PCRV.

Ajoutons qu'au Burkina, les batailles les plus meurtrières sont souvent celles qui ont lieu pour la prise de forteresses de mots. Que de braves guerriers sacrifiés sur l'autel du mot Indépendance Nationale! Mais on évite en général de formuler avec précision le contenu qu'on donne à ce terme. Ainsi, Sankara, qui reprendra plus tard la thèse de l'ULC sur l'indépendance de la Haute-Volta, se rapprochera de la thèse opposée, chaque fois qu'il envisage le problème sous l'angle pratique. Il dira par exemple: "Le 17 mai 1983 a permis aux Voltaïques de comprendre que l'on peut encore en 1983, près de 23 ans après la prétendue indépendance de notre pays, venir nous dicter notre conduite"[37].

La deuxième divergence de fond concerne l'attitude envers la paysannerie. L'ULC affirme qu'il y a deux types de lutte de classes différents à la campagne: la lutte de la paysannerie contre les propriétaires fonciers et les forces féodales et la lutte des ouvriers agricoles contre la bourgeoisie rurale. La seconde lutte est la plus importante et elle s'approfondira à l'avenir. Le capitalisme est progressif par rapport à la féodalité. Les petits paysans qui luttent contre le développement capitaliste défendent en fait un ordre social rétrograde. "Nous devons voir dans le développement du capitalisme, dans l'élimination de la petite production par la grande le gage d'un avenir meilleur". Pour cette raison le mot d'ordre bourgeois: "la terre à ceux qui peuvent la travailler" (à l'aide de machines et de techniques modernes), est progressiste par rapport au mot d'ordre des petits paysans: "la terre à ceux qui la travaillent" (à l'aide de moyens archaïques). Critiquant la conception du PCRV, l'ULC écrit: "Pour le populiste, la petite production est supérieure à la grande". Le PCRV propose "la construction d'un "capitalisme populaire" sur la base de la petite production"[38].

Les communistes doivent s'affirmer comme les représentants de la seule classe d'avenir, la classe ouvrière. Ils ne sont pas les représentants de la petite-bourgeoisie, des petits paysans qui sont condamnés par la marche de l'histoire. Le petit producteur doit se rendre compte qu'il est condamné, il doit se placer sur la position du prolétariat. Aussi longtemps que le petit paysan n'a pas abandonné son point de vue de petit propriétaire, il n'est pas des nôtres. Or, le PCRV en appelle indistinctement aux ouvriers et aux paysans. "Le programme du PCRV est en effet le programme de la petite-bourgeoisie". Le PCRV est donc un parti populiste[39].

Populistes? Pas du tout, mais vous, vous êtes bien des mencheviks! Ainsi, les fantômes de la révolution russe continuent à se battre en plein Sahel.

Pour le PCRV, il importe d'envisager la question paysanne dans le cadre spécifique de la Haute-Volta, pays néo-colonial agricole arriéré où persistent des vestiges des forces féodales. Les conditions objectives y sont réunies pour une révolution nationale et démocratique. La révolution est un problème posé et à résoudre et c'est dans ce contexte que la politique agraire doit être envisagée. "En HauteVolta, le mouvement paysan constitue la principale base de masse de la révolution et l'alliance révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie est la condition fondamentale pour assurer, dans la révolution, l'hégémonie du prolétariat à travers son parti marxiste-léniniste, le PCRV"[40]. Le mot d'ordre "la terre à ceux qui la travaillent", n'est pas populiste et petit-bourgeois, il sort tout droit du Programme d'Action Agraire, adopté par le Quatrième Congrès de l'Internationale communiste. On y lit: "Dans les pays où les grandes exploitations agricoles ne jouent qu'un rôle relativement petit, et où, en revanche, il existe une grande quantité de petits propriétaires paysans qui veulent conserver la terre, la répartition de la terre des grandes propriétés est le meilleur moyen de gagner les paysans à la révolution". La révolution donnera la terre aux paysans, puis elle les persuadera de s'engager dans la voie de la collectivisation graduelle qui développera ses forces productives[41].

"L'ULC oublie la révolution, la rejette aux calendes grecques et se consacre à la lutte pour le développement du capitalisme dans l'agriculture, gage d'un meilleur avenir. L'ULC nie, se moque de l'importance de la question des alliés du prolétariat et singulièrement de la question de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. L'ULC n'a nulle envie de faire la révolution, car elle ne songe qu'à organiser "seulement les forces de combat de la classe ouvrière"...encore qu'elle soit totalement absente de la classe ouvrière!"[42].

Après cette empoignade, on s'achemine doucement vers cette nuit mémorable qui effacera quatre siècles d'humiliations.

Le Parti Communiste Révolutionaire Voltaïque: Le clandestin

Dès sa venue au monde, le nouveau-né se rend invisibles. Le PCRV entend grandir et prendre du poids, à l'ecart des yeux indiscrets des services policiers comme des formations "révisionnistes" qui "dévoilent les structures clandestines et dénoncent les militants révolutionnaires"[43]. L'Afrique est la terre des coups de théâtre et des coups d'Etat. S'ils tiennent à leur tête, les communistes y ont intérêt à se faire discrets. Le PCRV disparaîtra derrière des organisations de masse.

Du 18 décembre 1979 au 2 janvier 1980, ses militants apportent un soutien discret à des grèves organisées par le Syndicat National des Agents de l'Agriculture[44]. Ils épaulent les travailleurs du Patrimoine Foncier, groupés dans leur sous-section du Syndicat des techniciens et Ouvriers Voltaïques: grève du 9 au 13 juin 1980, boycott des chantiers du 16 juin au 10 septembre[45]. Le coup d'Etat du 25 novembre 1980 porte le colonel Saye Zerbo au pouvoir. L'homme qui bientôt sera traité unanimement de "fasciste", commence son tour de piste par des déclarations révolutionnaires. Le PAI y voit "un pas vers la révolution" et propose un programme pour une "Politique Nouvelle d'Indépendance Nationale". Au yeux du PCRV, le PAI est désormais "un appendice de la bourgeoisie"[46]. Les colonels déclarent que "les libertés syndicales, que nous reconnaissons, seront exercées dans le cadre des contraintes imposées à tous par les nécessités de l'heure"[47]. Suite à une nouvelle grève du S.T.O.V., le CMRPN suspend 129 travailleurs dont dix sont déportés à Dori. La Centrale Syndicale Voltaïque, dirigée par le PAI, ne réagit pas. Son procès sera vite fait par des syndicalistes révolutionnaires: "gel des luttes, temporisation, participation à la commission de contrôle, silence complice, complicité active dans la répression contre les travailleurs, élèves et étudiants"[48].

Le premier syndicat de lutte de classes, le Syndicat des Travailleurs de la Géologie, des Mines et Hydrocarbures, le Syntragmih, a été créé en avril 1981. Trois autres suivent rapidement, tandis que trois syndicats de base se réorientent dans la même perspective. Avec l'Union Générale des Etudiants Voltaïques, ils dénoncent les dirigeants syndicaux qui méprisent et manipulent leur base, qui se profilent comme des partenaires privilégiés du pouvoir réactionnaire et qui, par des putschs, veulent projeter leurs amis politiques au gouvernail de l'Etat néo-colonial[49]. Le PCRV jette toutes ses forces dans le combat pour un autre type de syndicat: "Un syndicat anti-impérialiste et anti-réactionnaire qui lie la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, au combat contre la réaction et l'impérialisme. Un syndicat développant une information saine et une conscience politique et syndicale solide. Un syndicat œuvrant à l'unité des travailleurs sur des bases justes, pratiquant la solidarité de lutte avec les autres travailleurs, les élèves et les étudiants dans le cadre de la lutte de la classe ouvrière et du peuple pour la libération nationale et sociale"[50].

Sans ambitions gouvernementales, le PCRV s'incrustera profondément-dans le mouvement syndical.

Le 7 novembre 1981, un assortiment bigarré de jeunes officiers nationalistes prend le pouvoir. Tous blancs aux yeux du PAI, ils sont complètement noirs vus par le PCRV. Les uns diront: "Le 7 novembre 1982 peut être pour notre peuple, doit être pour notre peuple, le symbole de l'avancée décisive voltaïque dans la révolution". Les autres leur répondront: "Le gouvernement du Conseil de Salut du Peuple est un gouvernement néo-colonial et le garant des intérêts impérialistes en Haute-Volta, tout comme les gouvernements précédents"[51]. Pour le PCRV, le PAI et l'ULC sont devenus les chantres du putschisme, "présenté comme un moyen pouvant réaliser la révolution et le socialisme scientifique". Cette recette pourrie à déjà été essayée par Ratsiraka à Madagascar, par Kérékou au Bénin, par Sassou N'Guessou au Congo et par Mengistu en Ethiopie: "Des officiers réactionnaires, aidés par des révisionnistes, instaurent un capitalisme d'Etat fascisant, tout en utilisant un langage pseudorévolutionnaire"[52]. Tous ces coups d'Etat montrent que "la bourgeoisie africaine marche vers la fascisation des pouvoirs néo-coloniaux. Le Conseil de Salut du Peuple a maintenu pour l'essentiel les lois, les ordonnances et décrets scélérats que les différents pouvoirs néo-coloniaux avaient adoptés"[53]. Fermement attaché à ses principes, le PCRV se rend intuitivement compte que la réalité est plus complexe: il parle des "possibilités énormes pour un travail révolutionnaire parmi les soldats" offertes par la crise de l'armée néo-coloniale. Il prône "une tactique ouverte face aux différents coups d'Etat compte tenu des situations qu'ils créent", mais on cherchera en vain une ébauche de cette tactique ouverte. "Le Conseil de Salut du Peuple est fondamentalement réactionnaire, capitaliste bourgeois et néo-colonial"[54]. Si cela représente une tactique ouverte, on s'imagine mal ce que pourrait être une tactique fermée. S'empêtrant dans un verbiage radical, le PCRV perd de vue son propre programme. "Le parti doit lier son travail révolutionnaire au sein de l'armée bourgeoise pour sa désagrégation, à la préparation de l'insurrection populaire armée pour détruire le capitalisme et briser l'appareil d'Etat bourgeois afin d'instaurer la dictature du prolétariat. Cela n'a rien à faire avec l'alliance avec les officiers putschistes telle que la pratiquent les révisionnistes du PAI et de l'ULC qui ont définitivement jeté le masque"[54]. A peine un an et demi plus tôt, le PCRV avait stigmatisé l'ULC comme une secte trotskiste pour avoir prêché l'instauration directe de la dictature du prolétariat dans une néo-colonie agricole arriérée...[55]

17 mai 1983, nouveau coup d'Etat. Ses inspirateurs, Paul Bouda, Emile Kaboré, Michel Kafando et François Zoungrana, marcheront cinq jours plus tard derrière les panneaux "Non au communisme!", "A bas le marxisme-léninisme!" et "Pour le libéralisme économique". Le PCRV avouera qu'il s'agissait d'un "coup d'Etat de type fasciste, dirigé contre la démocratie, la révolution et le communisme". Constatant qu'un "nombre croissant de militaires, gendarmes et policiers veulent la révolution",

le PCRV affirme quand même "qu'il n'est pas question pour le peuple de se ranger derrière tel ou tel clan de la bourgeoisie". La tendance évincée du CSP voulait instaurer un capitalisme d'Etat et le risque subsistait d'une "guerre civile réactionnaire avec l'intervention du socialimpérialisme soviétique et de la Lybie aux côtés de leurs partisans"[56].

La révolution du 4 août trouve sur sa route un PCRV allergique à tout coup d'Etat. Le PCRV sera le principal inspirateur de la sourde résistance du mouvement syndical aux différentes mesures prises par Thomas Sankara et le CNR. Il sera aussi la seule organisation politique à publier une analyse cohérente de la politique du CNR, en juin 1987, au moment où une centaine de syndicalistes sont emprisonnés. On mesure le courage de cet acte quand on sait que plusieurs membres du CNR déclarent avoir gardé le silence à ce moment-là, par crainte de leur élimination physique. Si, après coup, on peut facilement relever des exagérations énervantes dans ce texte, on appréciera aussi la perspicacité de certains passages qui rejoignent des déclarations récentes du Front Populaire[57].

Pour le PCRV, le coup d'Etat du 4 août 1983, malgré sa rhétorique révolutionnaire étincelante, ne diffère guère des putschs militaires précédents. "Pour les masses populaires de notre pays, à forte composition petite-bourgeoise, le langage pseudo-révolutionnaire et les promesses du CNR étaient un espoir de réaliser certaines transformations et améliorations de leurs conditions matérielles et de ramener la stabilité. Pour les groupuscules révisionnistes (PAI et ULC-R) et autres petits-bourgeois arrivistes, c'était l'occasion d'accéder facilement au pouvoir d'Etat. La base sociale mince et fragile du CNR est la petite-bourgeoisie bureaucratique civile et militaire occupant des positions intermédiaires". Elle a l'intention "de se muer en une bourgeoisie bureaucratique par des réformes et par le développement d'un capitalisme d'Etat. Le CNR est incapable d'élaborer un projet de société différent de la société bourgeoise néo-coloniale". Sankara garantit les intérêts de l'impérialisme par "la reconduction en bloc des accords antérieurs, la reconnaissance de la dette extérieure, l'adoption d'un Code des Investissements libéral et par des mesures draconiennes imposées aux travailleurs privés de droits syndicaux". Tirant argument d'une déclaration de Henri Zongo ("Le problème des nationalisations et du transfert de bénéfices est un faux problème, appartenant à la rumeur"), le PCRV conclut que le CNR ne remet pas en cause la domination impérialiste[57].

Mais alors, pourquoi les envolées lyriques de Sankara contre l'impérialisme? Pour "jeter de la poudre aux yeux des masses qui éprouvent une haine réelle de l'impérialisme et de la bourgeoisie". Pour "attirer les groupes politiques non encore discrédités par l'exercice du pouvoir bourgeois et s'en servir comme rampe de lancement". C'est ainsi que doivent être comprises les ouvertures du CNR en direction du PCRV qui a refusé de trahir son programme "au profit d'une politique bourgeoise, réformiste et réactionnaire". De toute façon, le CNR n'acceptait pas un front loyal, respectueux de "l'autonomie du prolétariat sur le plan idéologique, poli-

tique et de l'organisation". Aussi a-t-il tout mis en œuvre pour "étouffer, isoler et liquider le mouvement révolutionnaire et le PCRV". Mais quel est le sort des groupes qui ont marché dans le jeu? "Les militaires du CNR, après les avoir usés, les rejettent comme des citrons pressés, leur font avaler toutes les couleuvres, conscients qu'ils n'ont plus d'issue vers le peuple. Ils vont même jusqu'à exiger leur auto-dissolution pure et simple, tout en aiguisant en leur sein des oppositions de personnes, en fomentant des scissions pour les désintégrer"[58].

"Près de quatre ans après son accession au pouvoir, le CNR est une structure encore clandestine. Son existence réelle, en tant que 'structure collective de direction', est une fiction. Le CNR est un fourre-tout où des intellectuels opportunistes et arrivistes, couards et serviles et quelques sous-fifres militaires, servent de figurants aux quatre 'dirigeants historiques' et surtout au président du CNR. Le caractère clandestin du CNR permet ainsi les manipulations, l'élimination et le remplacement des éléments indésirables de manière plus aisée sur la base d'intrigues, de coups bas et de luttes sans principes par le Président du CNR et son groupe. Avec une prétention et une mégalomanie rares, le capitaine Sankara se veut omniscient et omniprésent à tous les niveaux du pouvoir. Il dispose d'un gouvernement parallèle à la Présidence du Faso, dirigé par un "coordinateur" avec rang de ministre, qui traite de nombreux dossiers en dehors et au-dessus du "gouvernement révolutionnaire" qui apparaît tout juste comme un collectif de garçons de courses. Il fait de nombreuses déclarations ou prend des décisions sans consulter même ses "proches compagnons de lutte", qui murmurent ensuite, en privé, leur mécontentement et leur désaccord. Le pouvoir du CNR revêt donc un caractère anti-démocratique et autocratique, avec un aspect marqué de pouvoir personnel"[59].

"Le CNR se dévoile de plus en plus comme un régime militaire detype fasciste ce qui se traduit par une militarisation nette dela vie du pays". C'est ainsi que les six régions militaires sont aussi devenues des entités politiques. Elles "sont dirigées par des chefs militaires qui coiffent les Hauts-Commissaires qui sont pourtant les 'représentants locaux du CNR'. Le cas le plus flagrant est celui de la troisième région militaire où le capitaine Boukary Kaboré règne dans la province du Boulkiemdé en véritable seigneur de guerre".

"Le CNR s'appuie dans les CDR sur une partie non négligeable de la lie de la société: voleurs, trafiquants d'or et de drogues, escrocs de la pègre nationale et internationale, mercenaires, etc qu'il utilise pour les basses besognes comme l'incendie des locaux du journal *L'Observateur* et l'assassinat du commandant Sawadogo. Les plus connus dans cette mafia sont: Kabue Buana, d'origine zaïroise, ex-conseiller de Mobutu et de Bongo, agent du service d'espionnage français SDECE au Gabon.

Le tortionnaire Vincent Sigué, ex-légionnaire et exmercenaire, recherché pour meurtre en France et chef de la Direction de la Surveillance du territoire jusqu'en 1986.

Mahamady Kouanda, ex-chef du service d'ordre du PDV-RDA.

Les frères Bance, trafiquants d'or et de drogue.
Sankara Inoussa, mouchard et chargé des affaires occultes charlatans, marabouts- des dignitaires du CNR"[60].

En juin 1987, le PCRV voit quatre issues possibles à l'impasse où se trouve le CNR:
1° "Une révolution de palais sur laquelle il ne faut nourrir aucune illusion. Ce sont surtout le style de pouvoir personnel du capitaine Sankara et de son clan, ainsi que ses déclarations jugées irresponsables, son côté intrigant et manœuvrier, les vexations et humiliations qu'il fait subir à ses pairs, qui sont mis en cause. Il s'agit donc pour les différents groupes, aux contours mal définis et fluctuants, d'éliminer le Président du Faso et son clan, et pour ces derniers, de lutter pour leur survie politique et même physique".
2° "Il n'est pas impossible que l'impérialisme français, par l'entremise de Houphouët-Boigny, favorise une alliance d'une fraction de l'opposition bourgeoise réactionnaire et de certaines tendances au sein du CNR".
3° "Les conditions existent également pour le déclenchement d'une guerre civile réactionnaire avec intervention des puissances impérialistes et de leurs alliés sous-régionales et les risques de "tchadisation" ou de "libanisation" du pays".
4° Enfin, il pourrait y avoir "de puissantes explosions populaires, même spontanées, aussi bien dans les villes que dans les campagnes"[61].

On se doute que le courant ne passait pas entre le Président du Faso et les PCRV-istes. A l'occasion de l'inauguration de la mine d'or de Poura, le 18 octobre 1984, Sankara développe pour la première fois ses idées sur les "liquidateurs gauchistes". Il compare les PCRV-istes aux racistes sud-africains: "Ce sont les mêmes caïmans de la même mare. Il faut les combattre. Quel type de révolution veulent ces gauchistes? Pour le président, celle où l'on terrorise les militants, où l'on les martyrise, bref, la révolution où l'on agresse physiquement ceux qui ne sont pas d'accord". Et, par un périlleux raccourci de sa logique, Sankara conclut: "L'intoxication et la perturbation seront attaquées au lance-flammes"[62].

En général, les adversaires du PCRV reconnaissent que ses militants ont de la constance dans leurs idées politiques, qu'ils sont professionnellement compétents, "bosseurs" et moralement intègres.

La critique principale qu'ils lui adressent, est celle-ci: le PCRV avance un programme de revendications concrètes, complété par des principes socialistes éternels; mais le PCRV ne possède pas un programme adapté à l'étape actuelle de la lutte. Il s'est longuement battu pour défendre sa stratégie de Révolution Nationale et Démocratique... qu'il a ensuite vidé de son contenu: dans ses publications, il glisse souvent vers les thèses trotskistes de la révolution socialiste sans étapes intermédiaires. Il ne voit pas de possibilités d'alliance avec la petite-bourgeoisie et avec des fractions de la bourgeoisie nationale. Dès avant le 4 août 1983, des dirigeants du noyau révolutionnaire dans l'armée ont cherché le contact avec le PCRV. Avec mépris, ce dernier a refusé toute discussion. Dans aucun livre mar-

xiste, il est écrit que les communistes doivent refuser d'exposer leur conceptions à des militaires révolutionnaires, fussent-ils petits-bourgeois, qui acceptent de les écouter. Appartient-il aux communistes de voler au secours des réactionnaires, lorsque ceux-ci encaissent des coups de la part de la petite-bourgeoisie radicale réformiste? Au cours de la révolution française, des royalistes ont été décapités ou expropriés par des petits-bourgeois. Les révolutionnaires conséquents devaient-ils protéger les "droits" des monarchistes parce que leurs adversaires directs se montraient inconséquents? Alors, pourquoi le PCRV réclame-t-il le retour des réactionnaires militaires et civils exilés et la liberté pour les partis néocoloniaux? Dans le domaine économique, le PCRV ne comprend pas la nécessité de certaines formes de capitalisme d'état pour développer les forces productives dans un pays néocolonial arriéré. Il prône une politique de nationalisations tous azimuts pour laquelle il n'y a pas de base matérielle dans le pays: dans les circonstances actuelles, un boycott international ferait tomber tout pouvoir révolutionnaire en quelques mois.

La deuxième critique concerne le refus du PCRV, immédiatement après le 4 août 1983, de militer au sein des CDR. Dans un texte inédit, un intellectuel burkinabè rappelle qu'en Russie, en 1905, le policier Zoubatov créa des associations ouvrières dans le but de provoquer un massacre. Zoubatov espérait que les communistes se rendraient compte du piège... et se tiendraient à l'écart. "Pour Lénine, dès que les masses sont en mouvement, il faut aller avec elles pour faire la propagande de ses idées, de ses mots d'ordre, même si le mouvement est suscité par l'ennemi. Les penseurs du PCRV pensent autrement. Le mouvement n'est pas déclenché sur nos mots d'ordre, nous n'avons donc pas à nous y mêler." Le PCRV ayant observé que la bourgeoisie infiltre les CDR pour recueillir des information, le texte l'interpelle: "Et vous, gentlemen du PCRV, pourquoi n'avez-vous pas infiltré les CDR? Ne savez-vous pas que vous disposeriez ainsi d'informations fort utiles lors de la conquête du pouvoir? En réalité, le PCRV ne se sent pas obligé à diriger la lutte des masses pour la prise du pouvoir. Il veut rester 'le parti de l'opposition extrême', c'est-à-dire l'aile gauche de l'ordre bourgeois"[63].

La troisième critique porte sur les analyses unilatérales du PCRV et sur ses exagérations dans la polémique. Affirmer que "les CDR sont une milice fasciste"[64], c'est se priver de la possibilité d'influencer les nombreux militants honnêtes mais inexpérimentés qui s'y sont engagés. Dire que "les féodaux n'ont jamais été autant à l'aise que sous le CNR"[65], est une contre-vérité patente.

L'Union de Lutte Communiste-Reconstruite La tentation mystique

Histoire mystérieuse et mouvementée que celle de l'Union de Lutte Communiste-Reconstruite. Pour commencer, il a bien fallu que l'Union, avant

d'être reconstruite, soit d'abord dissoute. Comme le PCRV a plongé dès sa naissance dans la clandestinité, l'ULC, dès son entrée en scène, s'est précipitée vers sa liquidation.

En septembre 1978, *Le Prolétaire* n° 0 dessine l'échafaudage de la construction du parti. Le restant de l'année est consacré à la lutte contre celui qui prétend avoir élaboré ce document historique, Jean-Baptiste Oualian. Il est honteusement chassé pour cause de paternalisme, attachement au poste de direction et intrigues[66]. Quatre ans plus tard, il sera encore dépeint comme "une curiosité pré-révolutionnaire, un exemple vivant de ce que le mouvement révolutionnaire voltaïque a pu fabriquer comme monstre"[67].

A la création de l'ULC, les 12, 13 et 14 octobre 1979, ses principaux dirigeants sont Basile Guissou, secrétaire général, Valère Somé et Eugène Dondasse qui restent à Ouaga, Sombié Fako, Nass Ouédraogo, Moïse Traoré et Train Raymond Pooda qui retournent à Paris, Alain Zoubogo à Dakar et Kader Cissé à Moscou. Au bout de quelques mois passés à la tête de l'organisation d'avant-garde, Basile Guissou, dans un examen de conscience approfondi, constate, qu'en fait, il ne croit plus au marxisme-léninisme. Et il démissionne. Il fréquente les dirigeants du Regroupement Démocratique Africain dont son oncle adoptif est co-fondateur. Ses compagnons d'armes l'accusent d'être retourné à ses premières amours, la Rose-Croix, de courir les marabouts et de se livrer à des "pratiques obscurantistes"[68].

Au même moment, trois mois après la fondation de l'ULC, un ouragan bolchevique déferle sur sa section parisienne. Comment a surgi la "fraction bolchevique" de l'ULC?

Le Congrès de fondation a courageusement repoussé le révisionnisme chinois et maintenu bien haut le drapeau de l'Albanie, seul pays socialiste au monde. Mais en observant la question de plus près, Nass Ouédraogo et Sombié Fako arrivent à la conclusion que le Parti du Travail Albanais, lui aussi, ne constitue qu'un conglomérat de "diverses fractions révisionnistes rivales" qui dans leur "furie" commettent des "assassinats politiques", comme le meurtre de Mehmet Shehu le prouve indiscutablement. En plus, vu de Paris, il est clair que les traîtres albanais se rapprochent des puissances impérialistes et du social-impérialisme tant soviétique que chinois. Les deux bolcheviks récusent l'attitude, héritée des "sectes maoïstes", qui consiste à traiter l'opportunisme avec douceur, à "guérir la maladie pour sauver l'homme", au lieu d'épurer résolument l'organisation. Sur quoi ils excluent leurs deux compères parisiens, Moïse Traoré et Train Pooda, puis, après quelques autres gesticulations, ils excommunient la direction de l'ULC restée à Ouaga. Internationalistes, les deux bolcheviks voltaïques se laissent embrigader par l'Union Bolchevique du Canada et par la Bolchevik League des Etats-Unis, deux formations qui sont généralement considérées par les marxistes-léninistes européens comme des antennes de la CIA. Dans *Le Prolétaire*, ils écrivent que "la troisième guerre mondiale interimpérialiste" est devenue inévitable parce que "la

vaste majorité des soi-disant communistes se sont vendus à leurs maîtres impérialistes". "Prêcher la paix plutôt que la révolution, c'est trahir le prolétariat". Lors de la guerre mondiale imminente, Nass et Sombié se proposent de diriger en Haute-Volta "une guerre nationale révolutionnaire contre l'impérialisme". Enfin, comparant les "contre-révolutionnaires" de la direction de l'ULC au "provocateur tsariste Malinovski", ils rappellent que ce dernier a été fusillé par les bolcheviks[69]. De ce côté-là, ils ne considèrent vraiment pas la révolution comme un amusement.

En revanche, du côté de la direction, à Ouaga, la ligne juste a conduit à une impressionnante série de fêtes et de réjouissances. Du moins, c'est ce qu'affirment Kader Cissé et Moïse Traoré qui ont eu à affronter la direction à partir de leur base à Moscou et à Paris. Pour pouvoir courir en toute tranquillité les boîtes de nuit, disent-ils, Valère Somé a décidé, fin 1980, de dissoudre l'organisation. Dans une déclaration publiée en février 1981, Valère a écrit: "Réuni en session extraordinaire à Ouagadougou du 15 au 16 février 1981, le Comité Central de l'ULC, dans son écrasante majorité, après avoir procédé à un examen minutieux et approfondi de la situation interne de l'organisation et après avoir au préalable consulté les organes et structures de l'organisation à quelque niveau que ce soit et recueilli l'avis de tous ses membres, décide ce qui suit: A partir de ce jour 16 février 1981, l'ULC cesse d'exister en tant qu'organisation". Kader Cissé, Moïse Traoré et Alain Zoubogo rectifieront par en suite en ces termes: "En réalité, aucune session extraordinaire d'aucun Comité Central d'aucune ULC n'a consulté aucune structure, aucun organe, à aucun niveau que ce soit. Voilà la simple vérité"[70]. C'est la recherche de la vie facile et la peur de la répression déclenchée par les colonels du CMRPN qui ont conduit Valère Somé à trahir les principes communistes.

Pures calomnies d'étudiants petits-bourgeois confortablement installés à l'étranger, rétorque Valère Somé. D'après sa version, les dirigeants de l'ULC, arrivés à Ouaga, ont pris du temps pour s'adapter aux réalités du pays. Au cours de l'année 1980, ils signent des tracts pour protester contre la répression dont est victime le PAI. Mais Valère Somé connaît l'incapacité de son organisation, affaiblie par les scissions, à défendre ses militants. "On ne peut aller en guerre en ayant sur ses arrières des éléments comme nos 'bolcheviks' à la manque"[71]. La dissolution de l'organisation signifie en fait une entrée dans la clandestinité. "Le noyau fondamental de l'ULC a été préservé et s'est replié sur lui-même pour rassembler ses forces. Toutes les structures de l'organisation demeurées fidèles au noyau fondamental furent invitées à mener un travail d'étude et de réflexion et appelées à développer la liaison avec les ouvriers conscients en vue d'une préparation de l'organisation sur le plan idéologique, politique et pratique"[72].

Après le coup d'Etat du 7 novembre 1981, l'ULC développe ses relations avec le PAI. Eugène Dondasse de l'ULC et Ibrahim Koné du PAI entrent au gouvernement du Conseil de Salut du Peuple. Ensuite, les deux organisations mobilisent le peuple pour la libération de Sankara et

de Lengani, arrêtés le 17 mai 1983. Arrive le 4 août 1983. Brusquement, c'est la révolution. "Nous nous sommes laissés déborder par les événements" écrit Valère Somé. "Il est temps que nous sortions de notre stupeur, de notre étonnement des premiers instants pour jouer notre rôle d'avant-garde. Nous n'avons pas le droit d'abandonner l'armée du peuple (et la laisser) aller au-devant de cette bataille qui se dessine, sans son Etat-Major, le Parti Communiste. Et pour ce faire, il nous faut resserrer les rangs. Pansons nos blessures et oublions nos griefs mutuels. Nos divergences de vue au sein de nos organisations et entre nos organisations ont été résolues par le développement même de la vie politique"[73].

Oui, mais êtes-vous sûrs que c'est bien la révolution? N'est-ce pas un coup d'Etat? N'avez-vous pas écrit dans *Le Prolétaire* n° 2: "La révolution n'est pas un coup d'Etat"?[74] Nous reconnaissons notre faute, répond Valère Somé, à cette époque "nous étions prisonniers de la conception sommaire selon laquelle tout coup d'Etat était réactionnaire. Or, le coup d'Etat est la continuation de la politique par d'autres moyens. Toute méthode de prise de pouvoir en dehors des règles de jeu établies, est un coup d'Etat. Le mouvement insurrectionnel déclenché depuis le mois de mai 1983, a été une véritable révolution. Le 4 août constitue une insurrection véritablement populair"[75].

Le Prolétaire continue en affirmant que l'on assiste à une révolution démocratique, c'est-à-dire qui réalise des transformations ne dépassant pas le cadre des rapport sociaux et économiques bourgeois. Si la direction reste aux mains de la petite-bourgeoisie démocratique, le retour en force de la grande bourgeoisie est inévitable. La révolution pourra continuer et s'approfondir uniquement sous le direction de la classe ouvrière. Oubliant son auto-dissolution récente, *Le Prolétaire* jette une grande vérité à la face des PCRV-istes: "Il est beaucoup plus difficile de se montrer révolutionnaire dans une situation révolutionnaire, que dans une situation contre-révolutionnaire. Tout refus des communistes de participer au présent processus, équivaudrait pour eux à marcher aux côtés de la bourgeoisie réactionnaire et contre-révolutionnaire".[76]

Pour cette raison, l'ULC-Reconstruite prend ses responsabilités au sein du gouvernement révolutionnaire. Ce n'est pas un engagement aveugle, elle y met des conditions. Le parti de la classe ouvrière doit sauvegarder son entière indépendance. Il agira par la base pour gagner à sa cause les couches les plus larges du prolétariat. Il exercera une pression constante par la base et par le sommet sur le gouvernement. Le parti instaurera un contrôle rigoureux sur ses mandataires.[77]

Cinq années plus tard, un responsable de l'ULC-La Flamme dira que tout cela n'était que de la littérature, des phrases copiées chez Lénine. Valère Somé n'a jamais eu la moindre intention de mettre ces préalables en pratique.

Mais n'anticipons pas, nous en sommes toujours aux premiers mois qui suivent le 4 août, au moment où l'ULC se reconstitue autour des thèses que nous venons d'évoquer. Moïse Traoré est rentré au pays début 1983,

Kader Cissé arrive en pleine révolution, le 4 août même. Comme il n'a pas d'emploi, Valère Somé lui demande de faire un programme pour la révolution en cours. Kader Cissé ébauche le Discours d'Orientation Politique que Valère Somé parfait de son style élégant; Sankara, Valère Somé et Philippe Ouédraogo du PAI en assurent la rédaction finale.

Ayant décidé qu'il fallait soutenir le processus, les orphelins de l'ex-ULC doivent décider de l'organisation qu'ils se donneront. Valère Somé se prononce pour la création d'une organisation de masse, l'Union Démocratique et Populaire. Il est combattu par Kader Cissé et Moïse Traoré qui veulent une organisation communiste. Cette dernière tendance étant devenue majoritaire, Valère change son fusil d'épaule et se met à la tête du courant pro-parti. Deuxième empoignade: il faut faire le bilan de la dissolution de l'ULC, acte de capitulation et de défaitisme; Basile Guissou, qui continue à récuser le marxisme-léninisme, doit être écarté. Il est effectivement remplacé au CNR. Germaine Pitroïpa nous a déclaré: "A ce moment, la tâche urgente était de regrouper nos membres et sympathisants. Il faut reconnaître à Basile ses grandes qualités de rassembleur. Il s'est racheté dans le travail".[71]

A la Conférence constitutive de l'ULC-Resurgie, on arrive à un compromis. Basile n'a pas été invité. Valère Somé, Kader Cissé, Moïse Traoré et Train Raymond Pooda, les quatre membres du CNR, sont présents aux côtés de Firmin Diallo, Gilbert Kambiri, Alain Zoubogo, Alain Coefé, Clément Ouédraogo et Madi et Mahama Sawadogo. Pour marquer la césure découlant de sa dissolution, l'organisation s'appellera Union de Lutte Communiste - Reconstruite.

Passant en revue son passé récent, l'ULC-R médite un instant sur la scission avec le PCRV. "Dans la pratique, nous avons développé une conception spontanéiste de l'organisation", écrit-elle. "Lénine appréciait les divergences entre bolcheviks et mencheviks comme étant non-antagoniques pourvu que le centralisme démocratique soit reconnu et appliqué par tous".[78] Mais ce début d'autocritique finit en queue de poisson. "Cependant on ne peut s'empêcher de poser un certain nombre de questions à l'endroit de nos protagonistes de l'époque. Le fait que la lutte idéologique ait été menée à l'insu des militants de l'organisation, ne mettait-il pas les militants en droit de penser qu'il s'est agi d'un simple règlement de comptes au sommet? La direction voulait-elle simplement couronner la création du parti par une "lutte idéologique" artificiellement suscitée pour répondre aux normes de création du parti?"[79] Ces questions une fois lancées, l'ULC s'engage dans une politique d'affrontement avec les syndicats qui sont soupçonnés d'avoir des fréquentations suspectes avec le PCRV. Le 19 mars 1984, Train Raymond Pooda, ministre de la Justice, accuse le Syndicat Autonome de la Magistrature Voltaïque de saboter la création des CDR au sein de la magistrature et de tenir des réunions clandestines avec maître Pacere du Mouvement de Libération Nationale. L'ensemble de ces faits s'inscrirait "dans un vaste complot ourdi pour déstabiliser le pouvoir"[80].

Dans le même temps, au sein du CNR, Valère Somé, mène l'offensive contre le PAI, accusé de tendances à l'hégémonie et de putschisme. Il rédige des tracts contre le PAI. "L'ambition de Valère, nous a dit Kader Cissé, était de devenir le seul idéologue à côté de Sankara"[81]. Dès le départ, la lutte des tendances à l'intérieur de l'ULC-R perce au niveau du CNR. Sankara cultive des relations personnelles avec Valère Somé, son ami d'enfance à Gaoua. Ces contacts individuels priment sur les rapport avec l'organisation.

Accaparée par la gestion de l'Etat, l'ULC-R connaît une vie politique interne peu animée. Ses contradictions reviennent à la surface lors de la conférence d'août 1985. Certains étudiants, dont Christophe Bewende, y soulèvent la question de l'appartenance de certains dirigeants de l'organisation à la secte mystique de la Rose-Croix. Les passions se déchaînent et Valère Somé, en larmes, avoue qu'il en a été membre mais que c'est du passé; il fournit des explications sur la Rose-Croix, rassemblement de réflexion philosophique qui n'est pas incompatible avec l'idéologie communiste. Selon Emile Paré, "la majorité de l'organisation a suivi Valère Somé dans cette question. Mais l'évocation de cette secte secrète a créé la suspicion et la peur. Trois mois plus tard, en novembre 1985, Christophe Bewende a été tué accidentellement par balle. Les gens chuchotaient qu'il avait été assassiné par la Rose-Croix. C'était faux, mais ça montre l'état d'excitation qui existait à ce propos dans l'organisation".[82] Lors de cette conférence, le Comité Central est élargi de dix à vingt-deux membres. Valère Somé y détient désormais une solide majorité.

Après le départ du PAI, fin 1984, la base sociale du CNR s'est rétrécie. Des responsables de l'ULC affirment qu'ils ont eu à ce moment l'idée de la création de l'Union des Communistes Burkinabè. Ils auraient confié à Guillaume Sessoume et à Clément Ouédraogo la tâche de rassembler différents groupes indépendants tels le Groupe pour l'Unité des Marxistes-Léninistes et les noyaux autour de Thiombiano et de Watamou. "L'ULC ne pouvait pas contacter directement certaines personnes à cause des inimitiés datant du mouvement étudiant", déclare un responsable de l'organisatoin.[81] On s'en doute, quand on lit les propos publics que l'ULC tient sur le Groupe Marxiste-Léniniste, au moment où Sessouma essaie de le rallier 'clandestinement'. Lorsque le 15 novembre 1983, le Groupe Marxiste-Léniniste fait son apparition, l'ULC-R parle d'"éléments qui ont été éjectés sans bruit ni tapage du PCRV, n'emportant avec eux que leur seul ombre", ou encore d'"épaves d'une mésaventure pitoyable". "L'unité devient dans la bouche de ces messieurs, leur affirmation sur le dos de tous les autres. C'est écœurant, même dégoutant, ce spectacle que nous livre le déploiement de l'arrivisme petit-bourgeois".[83]

Pour Germaine Pitroïpa, Valère Somé, qui était très lié à Sankara, aurait dit à ce dernier: "Vous êtes en dehors des divergences du mouvement étudiant, vous pouvez regrouper les communistes inorganisés dans l'UCB". Et elle conclut: "Mais une fois que l'UCB a été créée, Clément a dénoncé tous les éléments de l'ULC-R qui y travaillaient".[70] En effet,

le premier président de l'UCB, Guillaume Sessoume, a été exclu au moment où son appartenance à l'ULC-R fut connue. Toujours d'après Germaine Pitroïpa, l'ULC-R a aidé les camarades sortis du PCRV, à mettre sur pieds le Groupe Communiste Burkinabè. "Jean-Marc Palm voulait venir chez nous. Nous aurions pu dire: rejoignez l'ULC-R. Mais nous leur avons conseillé de stabiliser d'abord leurs militants et de se démarquer politiquement du PCRV".[71]

Durant la période du 4 août 1983 au 12 mai 1986, l'ULC-R est la seule organisation politique qui revendique pleinement la politique développée par le CNR. Voici le témoignage de Germaine Pitroïpa: "Les deux premières années, il faillait poser les bases matérielles pour que les masses aient confiance dans la révolution. Le Programme Populaire de Développement a été impulsé par les Hauts-Commissaires et les CDR. C'était la première expérience, il fallait faire son apprentissage. Nous avons réussi à susciter l'enthousiasme pour le travail et un sentiment de fierté nationale. Les paysans veulent voir quelque chose de concret. On a construit des écoles, des dispensaires, des routes. Ils ont dit: Si c'est cela, la révolution, nous sommes d'accord. Après la mort de Sankara, le Front Populaire a avoué que la révolution a bien marché les deux premiéres années. Mais à ce moment, ils n'existaient simplement pas, les UCB, GCB et ULC-La Flame. C'est vrai que Sankara était impulsif. Mais ils parlent seulement de ses méthodes et n'abordent jamais les questions de fond. Sankara demandait du travail, des sacrifices. Les paysans travaillent douze, quatorze heures par jours. Ils disent que Sankara était dictateur. Mais en 1986-1987, personne parmi eux ne s'est levé pour protester. Quand Sankara n'était plus d'accord en 1980, il a démissionné avec fracas de son poste de Secretaire d'Etat à l'Information. Moi, j'étais Haut-Commissaire au Kouritenga lorsque la directive est venue que les fonctionnaires devaient faire des champs collectifs. Nous aurions dû prendre la terre des paysans pour appliquer cet ordre. J'ai refusé. J'ai moi-même nommé quatre préfets sans attendre les désignations d'en haut. Par après, j'ai fait rapport à Sankara et il m'a laissé faire. Ils disent que Sankara décidait seul. Mais quand Sankara n'était pas au Conseil des Ministres, rien ne se décidait, personne ne prenait sa responsabilité. Lors de la discussion du budget, quand Sankara quittait la réunion, c'était la récréation. Sankara demandait des faits et des chiffres. Aucun ministre ne pouvait défendre son budget. Nous tous, nous avons été incapables de poser les problèmes. Thomas était le plus honnête parmi les militaires. Il s'est senti seul. Nous sommes responsables de sa mort. Si le PCRV et le PAI avaient adopté une autre ligne, les choses auraient pu se passer autrement[71].

Après l'entrée au CNR de l'Union des Communiste Burkinabè, la position de l'ULC-R, se dégrade. Certains prétendent que Sankara soutient à fond l'UCB, pour contrecarrer l'influence l' ULC-R, devenue prépondérante. Les militaires marxistes s'étant regroupé au sein de l'UCB, cette formation attire, comme un aimant, tous les opportunistes, tous les adeptes de la "lutte des places". Sans la moindre conception communiste,

ils craignaient l'ULC-R qui pouvait aisément percer leurs machinations. C'est ainsi, du moins, que l'ULC-R perçoit les choses. Elle sonne pour la première fois l'alarme, lorsque ses militants à l'université sont démis 'bureaucratiquement' par le Sécrétariat Général National des CDR, aux mains de l'UCB. En mai 1987, l'ULC-R déclare que la "restauration" menace: "La bourgeoisie utilise l'arme de la corruption pour noyauter et gangréner le processus révolutionnaire. Elle trouve un appui au sein des petits-bourgeoisie veules, couards, poltrons et aux appétits démesurés"[84]. A la même époque, l'UCL-R fait le constat d'un "état de démobilisation générale. Le mécontentement et l'indignation des masses va grandissant. Il y a là posée la question de la direction des masses, de la méthode, de savoir appliquer la ligne de masse. Les transformations révolutionnaires doivent être entreprises pour les masses et par les masses. Et beaucoup de nos mesures pèchent en ce qu'elles s'appliquent sans les masses et contre leur entendement"[85].

L'UCL-R se dit victime d'un dénigrement haineux systématique de la part de l'UCB et du GCB. Ses militants, entre autres des Hauts-Commissaires, sont relevés de leur fonction sans en être avertis. Ses membres sont mis à l'écart à différents niveaux. En même temps, on constate que des éléments réactionnaire et des arrivistes s'installer[85]. Le 3 juin, l'UCL-R proteste contre l'"action anarchique" des CDR du secteur 29 qui ont arrêté Soumane Touré, "instaurant ainsi un climat d'insécurité pour tous les citoyens" qui va "accroître les motifs de démobilisation". Elle y voit une incapacité à recourir à des "arguments politiques coinvaincants". Et elle exige la libération de Soumane Touré[86]. Elargissant la dimension politique de cette prise de position, l'ULC-R écrit: "Notre organisation a toujours pensé qu'il faut tout mettre en œuvre pour réintégrer le PAI au sein du CNR"[87].

Fin août 1987, Valère a Somé quitte sa fonction de ministre de l'Enseignement supérieur et Basile Guissou celle de ministre de l'Information et de la Culture. Kader Cissé: "C'était calculé. Ils devaient s'occuper désormais de la direction de l'organisation que Sankara voulai mettre en place contre l'UCB, l'UCL et le GCB"[88].

Il est décidément fort difficile de se retrouver dans les luttes et intrigues complexes qu'a connues l'Union de Lutte Communiste-Reconstruite du temps de Sankara. Nous avouons notre perplexité lorsque Jean-Pierre Palm, le commandant de la gendarmerie, nous déclarait: "En 1984, au moment de l'exclusion du PAI du gouvernement, Valère est venu me dire que Sankara voulait le tuer. Il m'a demandé un faux passeport pour s'enfuir. Je lui ai fait remarquer que ce n'était pas une solution et je suis allé voir Sankara. Celui-ci m'a dit: Ce n'est pas vrai; bien sûr il y a des problèmes, mais ce sont des histoires"[89]. Un cadre de l'ULC-La Flamme nous a donné son opinion sur ce témoignage: "Valère a tendu un piège à Palm. S'il avait accepté, Sankara aurait eu une preuve qu'il acceptait d'aider ses adversaires. Dans la même intention, Valère a proposé à l'ULC-R, début 1985, de quitter le CNR et d'entrer dans la clandestinité.

Valère a toujours critiqué Sankara ouvertement. Mais en réalité, il lui transmettait toutes les critiques qu'il pouvait ainsi entendre chez les autres"[88].

L'ULC-La Flamme prétend que la clé de toute cette énigme se trouve dans une lettre secrète, adressée par Valère Somé à Sankara au début de la révolution, qui fut découverte dans les archives du Président défunt. Le texte manuscrit compte sept pages et ceux qui ont travaillé avec Valère Somé attestent que c'est bien son écriture. Notre stupéfaction, en parcourant cet écrit, n'en fut que plus grande. En voici le texte intégral:

Ce jour 18 - 11 - 1983
Camarade Thomas

J'espère que tu te conviens de plus en plus du contenu de nos discussions au lendemain du 7 novembre 1983:
- Les ambitions démesurées de notre ami Touré Soumane qui l'amène à croire qu'il est prédestiné au pouvoir.
- La scission éventuelle au sein du groupe militaire constituant l'aile gauche du CSP 1.(Rappelle-toi du plat cassé avec l'effigie de Kadhafi, à ton domicile lorsque tu étais Premier Ministre).
Vu ta sensibilité, j'imagine aisément dans quel état d'abattement tu dois présentement te trouver. C'est là une situation normale dont tu dois te relever promptement. Il nous faudra faire face courageusement et intelligemment à ce nouveau danger.
I. Je dis nous, et il ne faudra pas le comprendre sur le plan organisationnel. Mon engagement à tes côtés a d'abord été un engagement individuel. Et c'est par suite, pour servir nos desseins (dans le sens de notre idéal commun) que j'ai entrepris de ressusciter l'organisation.
Depuis le 4 août, j'ai toujours eu l'impression que tu perdais de vue cette dimension de nos rapports.
Je crois plus aux rapports entre individus ayant les mêmes aspirations qu'aux rapports d'organisation à organisation. On peut répondre d'un individu mais on ne saurait répondre d'une organisation et de ses militants.
Sur le plan politique, vous avez été amenés par la force des choses à coopérer avec nos deux organisations (PAI et l'ex-ULC) en vous efforçant de les traiter sur le même pied d'égalité. Politiquement c'est une attitude juste.
Comprenant la justesse d'une telle attitude, je n'ai jamais voulu outrepasser ce cadre dans les contacts que j'ai avec toi. Il faut avouer qu'une telle situation limite énormément ce que je pense pouvoir apporter comme contribution au processus engagé.
A mon niveau personnel je sentais confusément la gêne sans savoir l'expliciter clairement. Je me souviens d'avoir fait une tentative pour te convaincre de la nécessité d'acccorder nos violons avant des rencontres avec les autres. Cette proposition ne sortant pas du cadre organisationnel,

ne pouvait, je l'avoue, avoir ton assentiment. Ceci étant dit, je viens aujourd'hui vous faire des propositions concrètes dont la mise en œuvre nous permettra de maîtriser le processus de bout en bout selon une démarche claire et résolue répondant à un plan minutieusement et scientifiquement élaboré.
Mais auparavant, je tiens à t'affirmer ceci; c'est peut-être inutile, mais il faut que toute équivoque soit levé, au risque de me répéter et d'être ennuyante: j'avais pris ma "retraite anticipée", mû par un sentiment de découragement. Si aujourd'hui je suis dans la lutte, c'est toi qui m'y as ramené. J'ai accepté de te suivre. Et depuis cette décision prise, je suis prêt à consentir tous les sacrifices indispensables. Ce n'est pas la croyance en un individu qui motive mon engagement. L'expérience accumulée au sein du PAI, de l'OCV, de l'ULC et du mouvement étudiant m'a convaincu que même parmi les révolutionnaires ou du moins ceux qui se prennent comme tels, la sincérité, la franchise et le désintéressement sont des qualités rares.
Je ne peux affirmer sans le risque de me tromper que j'ai une connaissance profonde de toi. Cependant intuitivement tu m'inspires confiance et je pense reconnaître en toi les valeurs que j'exige d'un véritable camarade. Et c'est là que réside l'explication de mon attachement à ta personne.
Par expérience indirecte, je sais aussi que les premiers initiateurs d'une révolution finissent par s'entredéchirer à cause des ambitions individualistes des uns et des autres. L'Histoire des révolutions de par le monde en témoigne. C'est dire que je ne suis pas prêt à suivre n'importe quel "leader" aussi révolutionnaires que soient ses proclamations de foi. Tu as pu remarquer que les mesquineries réussissent à m'abattre. Et depuis que nous avons entrepris cette lutte, elles ont été nombreuses et ne cesseront pas de sitôt. J'en profite pour saluer ton esprit critique et peut-être la confiance que tu places en moi. N'eût été cela, je crois que nos rapports auraient pris un coup sérieux.
Me sentant donc lié à toi, ayant la ferme conviction que nous ne devons pas échouer dans notre entreprise, et vu les dangers qui se présentent à l'horizon, je me vois dans l'obligation de sortir hors de moi, d'abandonner toute retenue pour te faire un certain nombre de propositions que j'estime vraiment indispensables si nous ne voulons pas sombrer. Je veux bien mourir pour une cause juste, mais pas de manière aussi sotte. Car à l'outre-tombe, je ne me pardonnerai pas d'avoir été tué pour n'avoir pas été intelligent.
L'Homme est mû par ses intérêts, même s'il est vrai qu'il y a des intérêts nobles et généreux à l'opposé des intérêts bassement matériels et individualistes.
En te faisant ces propositions, je suis évidemment animé par des intérêts:
1° Intérêt de survie: je ne survivrai pas à la Révolution du 4 août trahie. J'ai conscience que ton élimination équivaut à la mienne. J'ai par conséquence intérêt que tu survives, car ma survie en dépend. 2° Intérêt de notre Révolution: si la révolution voltaïque devait un jour être dirigée

ou porter l'empreinte de qui tu sais, c'en est fait du peuple voltaïque. Pour le peuple, mieux aurait valu dans ce cas, que la révolution n'arrivât jamais.
Telles sont les motivations profondes qui m'animent et que je te livre abruptement, sans aucun effort de maquillage. C'est un message qui vient du plus profond de moi, et je souhaite vivement que tu en sois convaincu. Car nulle part, en aucun moment je ne saurais faire un plaidoyer aussi éloquent en faveur de ce que je pense indispensable pour la réussite de notre Révolution, contre les ennemis internes et extérieurs.
II. Voici les propositions que je soumets à ta réflexion.
1. Nécessité de constitution d'un noyau homogène clandestin dont tu devrais veiller à la composition en choisissant les camarades les plus sincères et qui te sont les plus dévoués. Ce noyau doit se constituer autour de ta personne. Et c'est lui qui devrait désormais constituer l'instance de réflexion, de conception de tout le processus révolutionnaire. Tous les autres organes qui existent déjà ou qui seront mis sur pied devront constituer des relais de cette instance.
Ce noyau constitué de sept personnes au maximum, constituera l'embryon du futur parti dont la nécessité n'est plus à démontrer et qui serait le ciment de tout l'édifice qui est en train d'être mis en place.
2. Elaborer une tactique offensive pour contrer les desseins des scissionnistes comploteurs.
a. Veiller à leur neutralisation sur le plan mystique, spirituel.
b. Trouver les moyens politiques et militaires nécessaires pour circonscrire les comploteurs et les neutraliser sans la moindre bavure.
c. Dans ce sens, mesures urgentes à prendre:
- Mesures de surveillance et de filature pour dénombrer les membres de la conspiration.
- Procéder à leur infiltration.
NB: Tout cela dans le secret le plus total.
Afficher à l'endroit des conspirateurs une attitude de totale confiance.
La mesure a. est de loin la plus importante et nécessite qu'on s'y attelle dès maintenant.
3. La création d'un parti, instrument indispensable pour la réalisation des objectifs révolutionnaires.
a. Cela suppose la dissolution de toutes les organisations qui sont partie prenante à la Révolution d'Août (PAI et ex-ULC). Il faut amener les intéressés à prendre sur eux l'engagement de principe à dissoudre leurs organisations respectives.
Pour ce faire, le "noyau" actuel baptisé "Bureau politique" et qui regroupe les trois parties, peut adopter une résolution dans ce sens.
Une telle résolution ratifiée par toutes les parties prenantes sera d'une grande utilité pour l'évolution future de la lutte
b. Bien entendu l'opportunité de la création du parti dépendra des circonstances favorables et défavorables.
4. La crainte d'avoir à croiser le fer avec nos amis du PAI ne doit pas te

retenir et t'amener à faire des concessions qui à la longue seront fatales à la Révolution.
Tu dois te persuader que plus vite on en aura fini avec cette organisation et son annexe (la LIPAD), mieux cela vaudra pour la révolution. L'affrontement avec eux a toujours été évité. Mais aujourd'hui sache une chose, en perdant les dirigeants du PAI-LIPAD (Il n'est pas certain que leur base les suive) tu conquiers à la Révolution des masses innombrables.
Toute tergiversation alors que l'affrontement est inévitable, joue à notre désavantage. Il faut passer intelligemment à l'offensive, et de façon ferme et résolue neutraliser rapidement les fauteurs de division.
Assure-toi de l'appui de quelques-uns des camarades militaires tel Blaise, et frappe une bonne fois pour toutes.
Parallèlement à une telle action, les membres de cette organisation qui sont au gouvernement, pourraient être acquis à la cause, si un travail d'explication est menée de front.
5...
6...
7...
Si tu devais sous-estimer cette situation et tomber dans les hésitations de la veille du 17 mai, alors au nom de l'amitié que je pense bénéficier de toi, utilise ton pouvoir pour m'obtenir un poste à l'extérieur et le plus tôt. De l'extérieur, je pourrais un jour écrire l'Histoire d'une Révolution Trahie, d'une Révolution Défigurée.
Pour l'instant notre révolution est en marche et j'ai la conviction qu'elle peut ne pas être trahie, qu'elle peut ne pas être défigurée si nous le voulons, car nous le pouvons.
La Patrie ou la Mort, nous vaincrons.

Le petit[90].

Ce texte offre matière à réflexion sur la nature de l'Union de Lutte Communiste-Reconstruite.

L'influence de la propagande anti-communiste y est manifeste: “Les initiateurs d'une révolution s'entredéchireront par ambition personnelle”.

Le ton est clairement anti-organisation et anti-parti: “Je peux répondre d'un individu mais pas d'une organisation et de ses militants”. Le souci majeur est de dissoudre les organisations communistes existantes.

Somé se propose d'écrire l'histoire de “La Révolution Trahie” et de “La Révolution Défigurée”, deux références à des titres d'œuvres de Trotsky.

Conspirations et complots militaires sont les méthodes conseillées pour se débarrasser des adversaires politiques.

Le “Parti” a un fondement mystique et il est conçu comme un noyau de conspirateurs, sélectionnés par une personnalité éminente en qui on a une “confiance intuitive”. Et on affirme que ce “Parti” est construit “sur une base scientifique”.

Toutes ces constatations renvoient à une autre controverse à laquelle

nous avons déjà fait allusion: l'appartenance des dirigeants de l'ULC-R à l'Ancien et Mystique Ordre de la Rose-Croix. La question revient régulièrement sur le tapis depuis 1979. On peut s'étonner qu'une organisation communiste, continuellement sous le feu à ce propos, n'ait jamais redigé un document officiel sur la nature de la secte de la Rose-Croix et des rapports que ses dirigeants entretiennent avec elle.

La Rose-Croix exerce depuis des décennies une grande influence sur la vie politique voltaïque. Au Burkina, son Grand Maître actuel est Sano Salia, ministre sous Lamizana du 1974 à 1978. Lompolo Koné, le ministre des Affaires étrangères sous Yaméogo et le premier ministre Joseph Conombo (1978-1980) en étaient membres. Basile Guissou se réclamait publiquement de la Rose-Croix et des membres avoués affirment que Valère Somé en fait partie depuis son séjour à Dakar. Ablasse Compaoré, qui travaillait à la Présidence du Faso, était rosicrucien et certains affirment que Sankara appartenait lui aussi à cet Ordre.

Mais en fait, que prêche l'Ancien et Mystique Ordre de la Rose-Croix?

D'après la légende officielle, la secte aurait été fondée par les pharaons Thoutmosis III et Akhenaton (1500-1350 avant J.C.), comme une "école de mystères où l'on se rend maître des forces vitales et naturelles"[91]. La Rose-Croix actuelle prétend continuer la pensée philosophique de ces despotes esclavagistes. Ajoutons que le père présumé de toutes ces élucubrations, Toutmosis III, "se réincarna de nombreuses fois à travers plusieurs hauts personnages mystiques"[92].

Aujourd'hui, la fraternité mystique de la Rose-Croix est un "rassemblement d'entités terrestres et supra-terrestres constituant une unité hiérarchisée, mue par une idée-force".

"Les entités terrestres sont les membres actifs de l'Ordre". "Les entités supra-terrestres constituent le Haut Conclave des Maîtres Cosmiques". Comme dans la conception de la société chère au fascisme, chaque individu occupe sa place naturelle dans la hiérarchie rosicrucienne.

L'ordre est bâti sur un chantage moral qu'elle inculque à ses membres: "En tant que personne privée, chacun conserve sa pleine liberté, mais au moment où un officier agit dans sa fonction avec des membres de l'Ordre, il est lié par l'idée-force de l'Ordre de la Rose-Croix" (pp.68-69).

Comme toutes les sectes, la Rose-Croix organise le lavage des cerveaux avec les formules éprouvées du secret, du mystère et du délire supra-naturel.

"Les enseignements de notre Ordre sont secrets" (p.72).

"Les trois derniers degrés d'étude de l'Ordre de la Rose-Croix" préparent "à l'Initiation suprême" et à "l'Illumination Cosmique" (p.177). "Il vient à tous les adeptes un influx d'illumination qui établit une liaison permanente entre eux et la Conscience Cosmique" qui "connaît tout –le passé, le présent, l'avenir– car elle est tout" (pp.192-193).

Faut-il ajouter que cet Ordre, spécialisé dans les illuminations cosmiques, est résolument "a-politique"? Son message à toute l'humanité, au-dessus des divisions de classe et des oppressions impérialistes, se résume ainsi:

"De l'ensemble au particulier, tout doit vibrer à l'unisson" (p.69). "Ainsi s'accomplit de haut en bas et de bas en haut, le miracle de l'unité" (p.70). En clair, la Rose-Croix, dont l'Imperator commandant la Grande Loge Suprême, est un Yankee et le Grand Maître pour l'Afrique francophone, un Français, se porte garant que le Burkina Faso, les Etats-Unis et la France "vibrent à l'unisson". Cette idée "cosmique" se retrouve dans "le code de vie Rose-Croix" qui stipule:
"Evite les extrêmes, en pensées comme en actes; sois modéré dans tous tes désirs et maîtrise tes passions dans tous les domaines. N'entreprends aucun changement radical dans l'ordre naturel des choses; souviens-toi toujours de la maxime rosicrucienne: 'Ce n'est pas par la révolution, mais par l'évolution que toutes les choses s'accomplissent'" (p.188).

L'ULC-R, toujours discrètement présent dans le paysage politique du Burkina, a décidément besoin d'une "clarification", sinon d'une "rectification".

Surtout après les dernières confidences de Basile Guissou. Premier secrétaire général de l'ULC, ensuite ministre des Relations extérieures, puis de l'Information et de la Culture sous Sankara, Basile revient au comité central de l'ULC-R au début de 1987. Du 19 au 22 octobre 1988, il participe au Conseil fédéral du Parti Radical, convoqué...en Israël! A Jérusalem, il se fait élire Premier secrétaire-adjoint du Parti Radical dont il est membre depuis...1982, d'après le mensuel de ce parti. Ancien ministre des Relations extérieures du Burkina, Basile Guissou doit savoir que le Parti Radical mérite son nom surtout par sa défense intransigeante de l'impérialisme européen. Le Parti Radical veut "que l'Europe s'assume la nature de sujet politiquc international fort". L'expansion de l'Europe impérialiste en direction de l'Europe de l'Est, constitue un objectif majeur de ce parti, qui pense que la Yougoslavie pourra bientôt "adhérer à plein titre à la Communauté européenne". A plus long terme, Marco Panella espère que l'Europe des monopoles englobera la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, mais aussi la Turquie et...Israël! "L'essentiel" dit Panella, est de "lutter pour la déstabilisation des empires totalitaires". Sur quoi le journal du Parti Radical compare l'Union Soviétique de Gorbatchov à la Russie absolutiste d'il y a mille ans. "Dans les périodes 'sombres du Moyen Age, on appelait ces gens 'Altesse', aujourd'hui nous les nommons 'camarade secrétaire'." Au milieu de ces tirades anticommunistes, les *Nouvelles Radicales* publient les propos de l'ancien dirigeant marxiste-léniniste, Basile Guissou. Il raconte qu'en tant que "troisième personnage de mon pays", il a eu une première discussion avec Marco Panella. "Et j'ai passé une nuit blanche, je n'ai pas pu dormir parce que c'était la première fois que l'on renversait toute ma logique, toutes mes valeurs. Est-ce que nous sommes obligés de reprendre à notre compte toute la charge d'intolérance,n d'incompréhension et de violence que nous avons hérité de notre société? Je vous avoue que je me suis senti obligé d'en parler à mon Président pour lui dire qu'il fallait qu'il discute avec Marco Panella. Pour ma part, je ne croyais plus qu'il existe des vérités

éternelles, qu'il y ait une issue à la situation que traverse mon pays à travers la répétition des schémas classiques. Il a accepté. Il l'a reçu. Je peux dire que lui aussi a reçu un choc, un choc bienfaiteur"[93].

Plus d'un naufragé de l'Union de Lutte CommunisteReconstruite méditera sans doute le triste destin d'un grand penseur marxiste-léniniste que le choc maléfique du mysticisme a conduit en Israël pour y chanter sa nostalgie de l'empire européen.

L'Union de Lutte Communiste-La Flamme Ne plus faillir

L'ULC est reconstruite en 1984 dans une atmosphère d'animosité entre deux tendances qui s'affrontent depuis la dissolution de l'organisation, début 1981. L'élargissement du Comité Central à la conférence d'août 1985 est interprété par la tendance Moïse Traoré, Kader Cissé et Alain Zoubogo comme un putsch de Valère Somé. "La plupart des militants n'étaient plus impliqués dans la vie du parti. A partir de septembre 1986, nous avons commencé un travail souterrain avec des cellules parallèles" nous a confié Kader Cissé[94]. La scission de l'ULC-R, le 2 février 1987, est la première confrontation idéologique publique avec la ligne développée par Sankara. Il existe désormais un noyau, issu du CNR, dont l'activité aiguisera les contradictions au sein du régime[95]. Au départ, l'UCB et le GCB se méfient des scissionnistes. Mais, en avril, le GCB commence à prêter une oreille attentive aux critiques que l'ULC-La Flamme adresse au groupe de Valère Somé. L'UCB suit en mai. Dès que la crise politique éclate en août 1987, l'ULC, le GCB et une fraction de l'UCB et de l'OMR se réunissent clandestinement, en dehors du CNR. C'est là l'origine du Front Populaire qui sera proclamé le 15 octobre 1987[94].

Dans son évaluation du CNR, l'Union de Lutte Communiste-La Flamme écrit que "durant les deux premières années de la Révolution, les communistes se sont acquittés de leurs devoirs". L'adoption de la ligne de la révolution démocratique et populaire, contenue dans le Discours d'Orientation Politique et la création des Comités de Défense de la Révolution comme organes de la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, constituent les deux victoires décisives de cette période[96]. L'ULC-La Flamme situe en 1986 le déclin de l'influence des communistes: leur comportement incohérent et laxiste a fait disparaître l'espoir et la confiance du peuple. Après le 15 octobre, elle écrit: "Nous devons redonner confiance à tout le monde. Nous n'avons pas le droit de faillir une deuxième fois. Nous devons cesser d'être des communistes en parole, des communistes bavards"[97]. Par ses publications, l'ULC-La Flamme réussit à stimuler les débats contradictoires et la réflexion critique sur le processus révolutionnaire. Mais l'absence de bilan d'expériences concrètes vécues avec les masses et le manque de rapports d'enquête sur

les réalités économiques et sociales, sont des faiblesses persistantes.

Comme nous l'a fait remarquer Blaise Compaoré: "Au Burkina nous avons des camarades qui savent admirablement faire des résumés des œuvres marxistes, mais nous n'avons pas encore de vrais marxistes burkinabè"[98]. Dans les écrits de l'ULC-La Flamme, on sent la tension entre les thèses générales du marxisme et les réalités spécifiques du Burkina, la difficulté à cerner la situation concrète à la lumière des concepts marxistes.

Ainsi, quatre questions fondamentales restent posées.

Qui est l'ennemi principal: l'impérialisme ou la bourgeoisie locale?

Le Programme de l'ULC-La Flamme affirme que l'indépendance politique n'a pas fait disparaître l'oppression et l'exploitation économique des ex-colonies par l'impérialisme. "L'impérialisme va désormais exercer sa domination sur notre peuple par l'entremise de ses alliés locaux". La création des "Etats politiquement indépendants est une duperie organisée par les puissances impérialistes avec l'aide des classes privilégiées autochtones. Sur le plan économique, financier, militaire et culturel, ils demeurent des vassaux de ces puissances impérialistes"[99]. L'indépendance politique étant présentée comme une duperie orchestrée par l'impérialisme, ce dernier reste apparemment le maître dans tous les domaines essentiels de la vie des néo-colonies.

D'autre part, le Programme contient cette position qui contredit la précédente: "Le trait caractéristique de la révolution actuelle en cours, est qu'elle dirige sa pointe principalement contre les ennemis intérieurs et avant tout contre la bourgeoisie nationale conciliatrice"[100].

Qui faut-il éliminer, l'impérialisme, principalement français, ou la bourgeoisie burkinabè?

L'ULC est d'avis que "l'émancipation des masses laborieuses ne peut se concevoir sans le renversement de leur 'propre' bourgeoisie et l'instauration de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans"[99].

Ailleurs nous lisons ceci: "L'appartenance de notre système à l'économie capitaliste mondiale, engendre les mêmes vices que ceux du monde capitaliste: chômage, inflation, crises économiques. Dans ces conditions, le petit-bourgeois nationaliste radicalisé s'empresserait de déclarer qu'il faut rompre brutalement les relations avec l'impérialisme mondial et se détacher de ce système comme l'ont fait les pays socialistes. Mais nous serions les premiers à perdre. Au contraire, nous devons utiliser ces relations pour développer les forces productives"[101]. Mais peut-on, dans les conditions actuelles du Burkina, prétendre renverser sa propre bourgeoisie tout en maintenant les rapports avec l'impérialisme? En outre, le Programme de l'ULC-La Flamme fixe comme tâche: "la nationalisation de toute société industrielle et commerciale à caractère impérialiste"[102]. Alors, qui est le premier visé, l'impérialisme ou la bourgeoisie locale?

Quel est le caractère et le rythme de développement de la révolution?

"C'est une révolution démocratique et populaire. Elle ne sort donc pas du cadre du régime économique et social bourgeois" répond le Program-

me[103]. Il faut passer par le capitalisme d'Etat. Et "l'Etat révolutionnaire a besoin du secteur privé. Comment travailler aujourd'hui avec le secteur privé? Premièrement en l'organisant. Deuxièmement en le contrôlant[104].

Mais comment doit se comprendre alors "le renversement de sa propre bourgeoisie"? N'est-ce pas le propre d'une révolution socialiste? Et l'on affirme que le prolétariat doit diriger la révolution démocratique "pour qu'elle constitue le prélude immédiat à la révolution socialiste"[103]. Mais les expériences révolutionnaires en Afrique ne montrent-elles pas que la transformation de la révolution anti-impérialiste et anti-féodale en révolution socialiste exige des délais considérables: jeter la base matérielle du socialisme et développer la conscience et l'organisation des masses est un travail de longue haleine.

Quel est le caractère de l'Etat révolutionnaire en place?

A certains moments, l'ULC-La Flamme note que l'Etat révolutionnaire est l'expression de "la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie sur leurs ennemis"[96]. A d'autres, elle réussit à coller plus étroitement aux réalités: "L'Etat en place est un Etat de classe, un Etat de démocratie populaire sorti des flancs du néo-colonialisme et présentant de nombreux traits propres à son origine, des traits bureaucratiques, bourgeois, réactionnaires même, couvant en son sein d'une part le génie réactionnaire, d'autre part le génie révolutionnaire. D'un côté il est en proie aux intérêts de l'impérialisme, des capitalistes et de la bourgeoisie nationale, de l'autre il est tenu, influencé, dirigé par la classe ouvrière, la paysannerie et la petite-bourgeoisie intellectuelle révolutionnaire"[105].

C'est à partir de cette dernière appréciation que l'ULC-La Flamme développe en août 1987, en pleine croisade contre l'anarcho-syndicalisme, ses positions sur le rôle des syndicats[106]. Beaucoup de militants veulent substituer les CDR aux syndicats devenus anachroniques: la base de la lutte économique a disparu avec l'avènement de la révolution. Cette conception, dit l'ULC-La Flamme, est dangereuse et peut conduire à des attitudes anti-travailleur. Quoique le syndicat doive contribuer au renforcement du pouvoir révolutionnaire, il est aussi nécessaire pour lutter contre les déformations bureaucratiques et les déviations droitières et néo-colonialistes et pour s'opposer à l'exploitation effrénée des travailleurs. "Le mépris des syndicats fut tellement fort, qu'il empêchait toute action soutenue à son endroit". Or, il faut rétablir la confiance entre les syndicats et le pouvoir révolutionnaire et les militants qui soutiennent le processus doivent participer à la vie de leur syndicat. L'ULC récuse la politique qui consiste à réformer les syndicats par des putschs au sommet: "nous nous aliénerons les masses". Ces solutions, faciles mais dangereuses, offrent "l'occasion à des opportunistes bon teint ou à des apprentis opportunistes de se faire une place dans des syndicats". On ne doit, en aucun cas, faire des syndicats une structure de l'appareil d'Etat. C'est par la conviction qu'il faut gagner les membres du syndicat à la politique économique et sociale que la révolution élabore. Aussi, les CDR doivent-ils appuyer les syndicats.

Ajoutons que l'ULC-La Flamme a tenu son premier Congrès les 23, 24 et 25 septembre 1988 à Ouagadougou en présence d'une bonne centaine de délégués venus de plus de vingt provinces et de pays étrangers. Du Programme adopté à cette occasion, on retiendra encore les points suivants. L'ULC-La Flamme veut que les Comités Révolutionnaires soient "investis de toutes les compétences pour toutes les questions de l'édification de la société démocratique. Ils dirigeront toute la vie sociale dans les domaines politique, économique, social et culturel"[107]. Elle préconise la création d'une Assemblée Populaire Nationale, organe suprême du pouvoir d'Etat, par des élections au suffrage direct et universel. L'Assemblée "fonctionnera sur la base de la ligne générale du parti marxiste-léniniste"[107]. Quant à l'armée actuelle, l'ULC-La Flamme prône sa "refonte totale sur le plan structurel et fonctionnel". Ses chefs seront élus par les Comités Révolutionnaires, sur proposition du Ministère de la Défense. L'ULC-La Flamme est partisan de l'organisation d'une milice populaire dotée d'une coordination nationale et encadrée par des officiers révolutionnaires[108].

L'Union des Communistes Burkinabè
L'énigme

Née de la fusion de quatre groupes, l'Union des Communistes Burkinabè, plusieurs fois décapitée, a connu des changements de cap spectaculaires. Pour certains, elle renferme toujours une grande énigme: est-il vrai que son président ne fut personne d'autre que le capitaine Thomas Sankara? Au Colloque de Paris, le 15 octobre 1988, Sennen Andriamirado a lancé un "C'est faux!" indigné. Nous verrons plus loin ce qu'il en est.

Les origines lointaines de l'UCB se perdent dans la nébuleuse de la scission de l'Organisation Communiste Voltaïque en 1977. Quelques orphelins restent sur la touche, ne se reconnaissant ni dans le PCRV ni dans l'ULC. Après la dissolution de l'ULC, un grand nombre d'ex-organisés se rencontrent et discutent. En 1982-1983, Valère Somé, Clément Ouédraogo, Guillaume Sessouma, Keita Soumaïla habitent tous au même endroit. Après le 4 août, ils se retrouvent chaque soir pour commenter la révolution et son avenir radieux. Valère Somé préconise le reconstruction de l'ULC et la création de nouvelles organisations marxistes-léninistes. Clément Ouédraogo pense qu'il est inutile de ressusciter un cadavre; il vaut mieux rester ensemble et former une seule organisation. Au moment où l'ex-ULC se dote d'un nouveau comité central et ressort son journal, la discussion entre Valère Somé et Kader Cissé d'un côté, et Clément Ouédraogo, Guillaume Sessouma et Keita Soumaïla de l'autre se poursuit sur la perspective de l'unité.

A partir de fin 1979, quelques dizaines de marxistes non-organisés, enseignants du secondaire et du supérieur, se retrouvent au sein du syn-

dicat SUVESS. Thiombiano Taladidia, son ami Dembo Gadiaga et Keita Soumaïla ont fait un bref passage au PCRV. "Nous avons été nourris à l'enseignement de Mao Zedong. Un jour, inspirée par les Albanais et sans le moindre débat interne, la direction a déclaré que Mao était un contre-révolutionnaire"[109]. Ils constituent avec Clément Ouédraogo, Buonaventure Kabré, Amidou Diallo, Prosper Birba, Antoine Ouédraogo et quelques autres, un Groupe marxiste-léniniste plus ou moins informel.

Deux responsables du SUVESS, Patrice Zagré et Etienne Traoré dirigent un groupe marxiste autonome qui travaille en direction des élèves et des ouvriers.

Se retrouvant continuellement au syndicat, les deux groupes marxistes décident de fusionner pour former le Groupe pour l'Unité des Marxistes-Léninistes. Le 13 août 1983, ils lancent un appel à l'unité des communistes.

Lamien Watamou a fait un bref passage au PCRV lors de ses études à Strasbourg. Journaliste à la Radio Nationale à partir de 1979, il y regroupe quelques communistes inorganisés. Trois mois après son entrée à la radio, on le nomme rédacteur en chef. Il aura fin 1981 - début 1982, de fréquents contacts avec le bouillant secrétaire d'Etat à l'Information, le capitaine Sankara.

Avec ses amis Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lengani, Henri Zongo, Pierre Ouédraogo et Laurent Sédogo, celui-ci dirige un groupe informel de militaires révolutionnaires qui signent des tracts avec le mot ROC. Ils ont des contacts réguliers avec Keita Soumaïla[110].

Ces quatre formations créent, le 10 août 1984, l'Union des Communistes Burkinabè. Guillaume Sessouma en est le premier président et il retrouve Pierre Ouédraogo, Watamou Lamien, Dembo Gadiaga et Patrice Zagré au Secrétariat permanent. Faisant le bilan du mouvement communiste, Guillaume Sessouma est le seul à trouver de bonnes raisons à la dissolution de l'ULC en 1981. Vers août 1985, le président Sessouma n'est plus invité aux réunions de son organisation: ses collègues l'ont démasqué comme un "infiltrant", appartenant au comité central de l'ULCR...Thiombiano nous a déclaré: "Après ce départ, nous étions unanimes au comité central à demander à Sankara d'être le premier responsable de l'UCB. Depuis lors, c'était Sankara qui présidait les réunions du bureau politique et du comité central"[109]. Comme tous les dirigeants de l'ULB, Sankara est aussi membre d'une cellule de base. Ainsi il se trouve en 1986-1987, avec son aide de camp Etienne Zongo, dans la cellule que dirige Etienne Traoré.

A ses débuts, l'UCB compte une trentaine de membres. On recrute par un système de cooptation dont la simplicité n'a d'égale que la légèreté: un membre propose un candidat et si un deuxième membre exprime son accord, le nouveau combattant de la cause prolétarienne fait son entrée dans la cellule. Dans ces conditions, les fenêtres s'ouvrent largement à des oiseaux de plumages divers. D'autant plus que la formation politique requise est nulle. Plus tard, on parlera à ce propos de "recrutisme". Ousseini Compaoré, le commandant de la gendarmerie, est membre de

la cellule où se trouvent Antione Ouédraogo et Keita Soumaïla. Lors d'une réunion, il dit à ses compagnons: "Je suis pleinement d'accord pour la révolution; mais si c'est pour le socialisme, j'ai mes doutes". Un jour ses limiers réussissent à s'emparer d'un nouveau torchon plutôt suspect, appelé *n° 000 Voie Prolétarienne*. Consciencieusement, Ousseine Compaoré fait une fiche pour ses supérieurs. Il ne sait pas que son organisation vient d'éditer un journal[111].

L'UCB publie quatre numéros de *Voie Prolétarienne* entre juin 1985 et mai 1986, puis elle restera muette jusqu'après la mort de son président, Thomas Sankara. Clément Ouédraogo nous a déclaré: "Sankara a voulu présider l'UCB, tout en étant le chef de l'Etat. La politique de l'organisation se confondait avec celle de l'Etat. *Voie Prolétarienne* avait tendance à appuyer systématiquement les décisions du gouvernement et ne savait pas prendre ses distances quand il le fallait"[112]. Cette remarque se vérifie à la lecture des articles, mais elle est supplantée par une autre: la guerre contre le PCRV a dominé l'imagination de l'UCB. La plupart de ses pages y sont consacrées. En revanche, on n'y trouve aucune étude sur les partis de droite et très peu d'analyses sur la présence impérialiste au Burkina. Ce phénomène surprenant est même justifié sur un plan théorique: "La droite classique n'a plus les moyens nécessaires pour mener la direction du combat contre la révolution. Elle n'ose plus lever idéologiquement la tête. Le PCRV se retrouve le défenseur du camp du 17 mai 1983 avec les Guy Penne et autres Somé Yorian. Des débris de la racaille du 17 mai, la seule force politique organisée qui demeure, est le PCRV"[113]. Il faut se rappeler que le 17 mai, toutes les forces réactionnaires dans l'armée et tous les partis pro-impérialistes s'étaient coalisés contre les progressistes, représentés par Sankara. Commentant la déclaration du Front Syndical du 28 janvier 1985, *Voie Prolétarienne* écrit que le PCRV représente "l'aile supérieure de la petite-bourgeoisie (professeurs, médecins, officiers, magistrats, cadres des banques, des sociétés d'Etat et mixtes). Cette couche sociale aspire à devenir une grande bourgeoisie qui se nourrit de la misère croissante du peuple"[114]. Puis elle justifie l'intervention de CDR et de militaires armés contre le meeting du Front Syndical, le 1er mai 1985, en soulignant qu'il faut "s'attaquer, y compris par la violence révolutionnaire, aux classes réactionnaires et aux ennemis de la révolution. Les scrupules pacifiques n'ont pas leur place dans la lutte de classes[115]. Sur quoi le journal de l'UCB félicite...les syndicats pro-impérialistes tels la CNTB et l'ONSL pour leur "critique constructive", leur "volonté de dialogue" et leur "sens de la responsabilité". A un autre endroit, les PCRV-istes sont dépeints comme des "apprentis fascistes", et l'on y ajoute sur un ton méditatif : "On peut imaginer ce que ces tortionnaires zélés seraient capables de faire, s'il leur arrivait de mettre la main sur le pouvoir d'Etat!"[116]. C'est perdre de vue qu'au même moment, Vincent Sigué avait la main sur la Direction de la Surveillance du Territoire. De part et d'autre, ceux qui se réclament du communisme, voient une foule de "fascistes"... à gauche. A l'occasion de la Première Conférence des CDR

en avril 1986, le PCRV avance comme première exigence: "Désarmement et dissolution des CDR en tant que structure de type fasciste d'embrigadement, de caporalisation, de répression du peuple". L'UCB donne une réplique nuancée à cette tirade: "Vous embouchez la même trompette que la bourgeoisie réactionnaire pour chanter cette vieille chanson. Les CDR sont effectivement les organisations authentiques du peuple dans l'exercice du pouvoir populaire et vos déclarations n'y feront rien. Sans doute, le 'Parti', en 1987, exigera de façon pressante la démission du CNR pour que triomphe la démocratie véritable, pour que prenne fin l'arbitraire!"[117]. A pensée nuancée, pensée nuancée et demi. Quand paraîtra la numéro suivant de la *Voie Prolétarienne*, l'UCB qui aura plus que contribué à la chute du CNR écrira que sous le CNR, "la démocratie s'est transformée sous l'œil impuissant du peuple en une dictature de type bourgeois"[118].

A un moment donné, l'UCB entame un débat intéressant avec le PCRV. Il est curieux qu'elle parte d'un constat que le PCRV ne contredirait pas: "L'appareil économique tel qu'il se présente même aujourd'hui, est un agencement néocolonial de mécanismes divers, qui permet l'exploitation des ressources qui intéressent l'impérialisme et l'aliénation économique de notre peuple transformé en consommateur de produits essentiellement étrangers"[119]. Alors, que faire? "Le PCRV murmure une solution: 'Il faut prendre l'argent où il est, c'est-à-dire chez les riches'. Soit. Mais qui sont les riches dans la société burkinabè dont les biens confisqués suffisent à améliorer les conditions de vie des masses et à maintenir les privilèges des petits-bourgeois?" La bourgeoisie politique est dépouillée de ses moyens d'exploitation puisqu'elle a perdu le pouvoir et passe devant les Tribunaux Populaires Révolutionnaires. La bourgeoisie compradore défile devant les mêmes tribunaux et elle perd beaucoup de sa graisse par la gratuité du logement, la surtaxe sur les importations, la participation obligatoire à divers grands projets[120]. L'UCB accuse le PCRV d'aventurisme avec ses propositions de "nationalisations tous azimuts, de rupture avec les pays capitalistes". Et de conclure: "La lutte pour la destruction des classes exploiteuses ne peut se faire sans confiscation de leurs moyens d'exploitation. Mais il faut éviter autant l'aventurisme démagogique que la prudence réactionnaire"[119]. Ainsi le débat tourne court et l'UCB, au gré des polémiques, balance entre des positions radicales et des réformes timorées. Menant bataille avec le PCRV à propos de la mine d'or de Poura, *Voie Prolétarienne* écrit: "Si l'Etat détient 60% des actions dans l'usine, cela veut dire que les travailleurs ont enfin le droit et le devoir d'agir comme propriétaire de l'usine". Il s'ensuit qu'il faut dénoncer le PCRV et ses campagnes pour des augmentations salariales qui "enfoncent les ouvriers dans les illusions économistes"[121]. Deux ans plus tard, l'UCB soutient les manifestations des ouvriers de la Sosuco contre les mauvais traitements et les licenciements. Or, l'Etat possède 72,5% des actions de la Sosuco. Et l'UCB d'écrire: "Il ne faut pas croire que l'exploitation et

l'oppression de l'ouvrier n'est le fait que du seul propriétaire privé des moyens de production. En comprenant les choses de cette façon, on ne pourra parler ni d'oppresion, ni d'exploitation à la Sosuco. Les rapports entre ouvriers et personnel d'encadrement à la Sosuco traduisent bien une lutte des classes. Les révolutionnaires doivent combattre aussi le bureaucratisme de notre Administration"[122].

Dès le départ, l'UCB est à la pointe du combat contre l'anarcho-syndicalisme. Elle s'en prend aux "mollahs seigneurs de guerre syndicaux" qui ont signé la Déclaration du 28 janvier 1985 dans l'intention d'abattre les CDR et le CNR. "Chacun sait qu'aujourd'hui les bonzes du PCRV parlent d'une situation révolutionnaire. Si cela était, pourquoi mettre en avant les syndicats, si vous n'êtes pas de vulgaires anarcho-syndicalistes, de véritables putschistes?"[123] La fraction syndicale, créée au sein de l'UCB fin 1986, est dissoute après quelques mois d'existence par la direction. En juin 1987, on trouvera au sein de l'UCB les plus fervents défenseurs des mesures d'internements prises contre Soumane Touré et d'autres syndicalistes; l'ULC et le GCB affirment avoir pris leur distance vis-à-vis de ces décisions. Des cadres de l'UCB participent à la fabrication de fausses cartes syndicales qui permettent à des CDR de se déguiser en syndicalistes et de faire des putschs lors de congrès très peu statutaires. Après le grand chambardement du 15 octobre, à l'heure des autocritiques, l'UCB écrira: "Le courant de droite avec son leader Thomas Sankara tentera de liquider les organisations syndicales en organisant une gigantesque opération putschiste où il prévoyait de porter ses hommes à la tête des directions"[124].

Deux conférences ont marqué la vie de l'UCB. La première a lieu en octobre 1986, après l'échec de la tentative d'unification. Elle se déroule dans le salon de Sankara à la présidence. On y adopte la nouvelle stratégie pour la création du parti par la fusion des éléments avancés de l'Organisation Militaire Révolutionnaire avec l'UCB. C'est de ce moment que datent les cellules mixtes, regroupant militaires et civils.

La seconde conférence, qui connaît un déroulement dramatique, se tient le 4 juillet 1987 à partir de 21 h. Elle se termine le lendemain matin à 11 h, juste avant le départ de la course cycliste à laquelle Sankara doit prendre part. La direction des débats est assurée par Watamou Lamien et Patrice Zagré. Sankara propose l'autodissolution de toutes les organisations dans le CNR en vue de la création du parti. Il est violemment attaqué par des éléments de la base qui l'accusent de complicité avec "les contre-révolutionnaires de l'ULC-R, avec lesquels nous voulons rompre tous les ponts". On propose l'unification entre l'UCB, l'ULC et le GCB dans une structure politique qualitativement supérieure au CNR. Pour Sankara, le CNR dirige la révolution et on ne peut avoir deux centres de décision. Watamou Lamien et Patrice Zagré soutiennent Sankara en invoquant le rapport des forces: "Si nous prenons une position aventuriste, les militaires marcheront contre nous et tout sera fini; il faut éviter que les choses tournent comme en Ethiopie". Un extrait d'un Bulletin interne donne le ton des divergences: "De nombreux militants ont été convaincus

par le fait que l'organisation est utilisée par un pouvoir auquel sa participation n'est pas évidente. De nombreuses décisions de grande importance sont prises sans débat préalable au sein de l'organisation, tandis que des décisions prises ne sont pas exécutées, alors même que le premier responsable de l'organisation est aussi le premier responsable de l'Etat. Les exemples sont nombreux: la composition du gouvernement en août 1986 n'a donné lieu à aucune discussion préalable au niveau de l'organisation; la reprise du processus d'unification, la réforme de la Fonction Publique et la création de l'Union Nationale des Paysans Burkinabè n'ont pas non plus fait l'objet d'une discussion; le Ministère de la Question Paysanne a été créé, tandis que l'organisation préférait une structure politique relevant du Secrétariat Général National des CDR, etc."[125].

Après d'autres critiques sur le bureaucratisme du CNR, Sankara, excédé, s'exclame: "S'il n'y a rien de positif, je donne ma démission comme Président du Faso". Devant l'hostilité manifeste de la majorité des délégués, Watamou Lamien propose que le comité central démissionne en bloc. La séance est interrompue pour sauver les meubles. On arrive à un compromis: la discussion pour l'unification englobera l'ULC-R et elle sera menée en dehors du CNR.

En fait, la seule chose qu'on ait reussi à sauver, ce sont les apparences. Après le 5 juillet, la guerre froide s'installe entre l'UCB et son président. Le 18 août, l'ULC-R déclare qu'au vu du déchaînement de haine entre les organisations, elle juge désormais les discussions sur l'unité sans objet. "Le comité Central de l'UCB s'adressa au président du CNR pour demander la convocation d'une rencontre des trois organisations restantes. A notre grande surprise, le 21 septembre, à la rencontre des trois organisations que nous avons demandée, nous vîmes arriver l'ULC-R à qui la parole fut donnée pour accuser l'UCB d'être responsable de leur départ du processus"[126].

Sankara n'assiste plus aux réunions du Secrétariat de l'UCB. Il se replie sur l'Organisation des Militaires Révolutionnaires dont il veut faire le point de ralliement de l'avant-garde. Il défend l'idée que tous les militaires doivent se retirer des organisations communistes civiles. "En août 1987, dit-on à l'UCB, Sankara a pris une option définitive pour le militarisme". Mais l'ULC-R rétorque que, bien au contraire, la tendance militariste s'est manifestée chez les adversaires de Sankara. Dans un article écrit en septembre 1987 et attribué à Basile Guissou, on peut lire: "Après 1984, la majorité des jeunes officiers ont développé la méfiance vis-à-vis des civils, au point de créer leur organisation politique militaro-civile: l'Union des Communistes Burkinabè, où l'on retrouve des capitaines qui reconnaissent n'avoir jamais rien lu sur le marxisme, mais qu'on a nommés sur ordre au Bureau Politique pour contrôler la poignée de cadres civils, professeurs surtout, à la recherche de raccourcis pour monnayer des portefeuilles ministériels contre leur allégeance au courant militariste répressif que la tendance de l'UCB véhicule"[127]. L'UCB affirme que, justement, les officiers qui n'ont rien lu sont passés du côté de Sankara et de l'OMR

pour lutter contre les communistes. Et elle accuse Basile Guissou de leur avoir servi d'idéologue dans une campagne contre les intellectuels communistes. Comme preuve, elle renvoie à un éditorial de *Sidwaya* qui contient ce passage: "N'ayant le plus clair du temps découvert le peuple qu'au bord de la Seine ou de la Volga, ou tout simplement sur les bancs de l'université, si ce n'est avec l'avènement de la Révolution, à travers l'étude superficielle des grands classiques de marxisme, ils se sont mis à aduler le peuple platoniquement"[128]. De telles tirades préparent l'opinion publique à l'élimination de ces 'intellectuels farfelus' au profit des militaristes.

A l'approche du 15 octobre 1987, l'UCB offre l'image d'un organisme en pleine décomposition. Patrice Zagré et Watamou Lamien soutiennent Sankara par peur de l'affrontement militaire qui couve. On dit Watamou "tenu" par Sankara à cause d'une affaire de détournement de fonds. De temps en temps, Sankara fait courir des précisions sur cette affaire dans tout Ouagadougou. Pierre Ouédraogo prend une place à part; lié par la discipline militaire à Sankara, il est en même temps respectueux de la discipline de l'UCB et se sent menacé comme Secrétaire Général National des CDR par l'alliance Sankara-Valère Somé. Etienne Traoré s'oppose depuis longtemps aux fantaisies de Sankara et son acharnement ne fait que croître. Il a des heurts violents avec Jonas Somé et Mamadou Traoré, quand ces derniers acceptent de rédiger une autocritique sur l'intervention à Tenkodogo, le 2 octobre 1987. Le 14 octobre, Thomas Sankara et Pierre Ouédraogo donnent leur démission de l'UCB. D'autres membres militaires font de même, pour annoncer le lendemain qu'il s'agit d'une ruse à laquelle ils sont contraints de se plier. A la même époque, Thiombiano Taladidia et Dembo Gadiaga démissionnent de l'organisation.

Immédiatement après le 15 octobre, le Comité Central retire sa confiance à Watamou qui quitte le bureau politique. Les principaux porte-parole sont désormais Clément Ouédraogo, Etienne Traoré, Kanidoua Naboho et Pierre Bidima.

Au vu de son passé mouvementé, l'UCB est confronté à des tâches de rectification tous azimuts. Au cours du Premier Séminaire de l'UCB tenu les 1er, 2 et 3 juillet 1988 en présence de 145 délégués, nous avons pu entendre une intervention fort remarquée de Naboho[129]. Les idées qu'il a développées offrent un contraste frappant avec beaucoup de conceptions et d'habitudes qui ont longtemps dominé l'organisation.

Kanidoua Naboho commence par avouer que les communistes burkinabè connaissent mal la classe ouvrière de leur pays. Un constat courageux pour une organisation qui a beaucoup discouru sur la fusion du marxisme avec le mouvement ouvrier spontané. "Nous n'allons pas suffisamment aux masses et, lorsque nous allons à elles, nous le faisons de façon maladroite". Il faut aller dans les usines et les entreprises pour apprendre à connaître les conditions de vie de la classe ouvrière, ses problèmes, la façon dont elle les exprime, ses revendications prioritaires et aussi pour participer à sa lutte quotidienne. "A défaut de cela, nous collons l'étiquette 'avant-garde' sur une pratique d'arrière-garde". Il faut prendre les masses ouvrières

et paysannes telles qu'elles sont, avec leurs préjugés, leurs insuffisances. Il faut approcher avec tact leurs croyances et coutumes, le culte des ancêtres et l'usage des gris-gris. La patience est de mise, chaque fois qu'elles ne comprennent pas. Parlons un langage simple, clair, véridique, avec des exemples tirés de leur milieu. "Les communistes doivent apprendre auprès d'elles en les consultant aussi souvent que possible et en les écoutant sur toutes les questions touchant leur vie quotidienne". La paysannerie est l'alliée principale de la classe ouvrière. "Avec elle, la Révolution Démocratique 'réalise le chœur' sans lequel son solo prolétarien 'devient un chant funèbre'". A la campagne, les agents d'agriculture, les infirmiers, les instituteurs qui sont en contact permanent avec les paysans, peuvent jouer un rôle immense. Il faut s'appuyer sur ces éléments dynamiques, liés aux paysans et en finir avec l'habitude de sélectionner sur base de connaissances livresques et philosophiques. Dans le passé, l'UCB a pourfendu les petits-bourgeois, "ce 0,035 pour cent de la population qui bouffe 65 pour cent du budget national"[130]. Nabaho continue son exposé en soulignant "le rôle fondamental des couches petites-bourgeoises". Il est urgent de commencer des enquêtes parmi les petits commerçants, les artisans et les fonctionnaires moyens. Jadis, les chercheurs, professeurs, juristes, agronomes et médecins étaient poussés avec dédain dans les bras des ignobles PCRVistes. Aujourd'hui, Naboho affirme que leur rôle "est d'autant plus considérable, que la lutte anti-impérialiste se déploie dans les conditions de la Révolution scientifique et technique".

Au cours du séminaire, des dizaines de participants s'expriment librement. Quelques-uns entament, d'une voix assurée, le solo funèbre du prolétariat que Naboho vient d'évoquer. "La paysannerie ne peut jouer un rôle d'avantgarde à l'instar du prolétariat, elle est analphabète, vit de façon dispersée, a une vision étroite du monde. Elle tient à son lopin de terre et rêve de s'enrichir. Les intellectuels issus de la paysannerie ont souvent les appétits les plus voraces" déclaré notamment un intervenant qui a sans doute lu d'excellents ouvrages[131]. D'autres, en revanche, présentent des variations sur les thèmes entonnés par Naboho. "On lit des citations de Marx et Lénine comme des citations coraniques, dit un intellectuel. Il y a maintenant une esquisse d'autocritique. Mais le problème reste la misen en place du parti sur le terrain". Un ouvrier de la Sosuco de Banfora se fait applaudir. "Vous parlez tout le temps de la classe ouvrière. Mais les petits-bourgeois craignent de perdre leur fauteuils. La théorie seule est négative. Il ne suffit pas d'avoir le plan de la maison, on a aussi besoin de briques. Les théoriciens doivent-ils rester à part? Ils causent au nom des ouvriers, mais acceptent-ils de travailler avec les hommes du terrain? Il faut nous comprendre. Vous, les intellectuels, vous avez un haut niveau. Ils ne faut pas prendre vos armes pour nous combattre, nous les ouvriers. La population, c'est qui? Sans nous, votre Front ne peut pas être Populaire".

Le Groupe Communiste Burkinabè
Le cadet face au pouvoir

En octobre 1978, les dirigeants du futur Groupe Communiste Burkinabè jurent par le PCRV, mais sans fanatisme. Ils gardent quelques doutes. La naissance du parti d'avant-garde leur semble prématurée. Ils n'aiment pas le drapeau de la Révolution Nationale qu'agite le nouveau-né. Ils voudraient le voir plus mordant dans la lutte contre le social-impérialisme soviétique et chinois et dans la dénonciation de la théorie des Trois Mondes[132].

En 1978 toujours, tous les membres du PCRV, y compris les futurs dirigeants du GCB, s'en prennent avec une passion certaine, au Prolétaire-ULC. Par principe, ils s'opposent au scissionnisme qui ne peut qu'affaiblir le mouvement communiste. S'il est vrai que l'OCV ait forcé la note dans le sens sibérien que Joseph Staline donnait parfois au communisme, le penchant vers le libéralisme du Prolétaire semble autrement dangereux. Une fois libérés du carcan de la discipline pointilleuse de l'OCV, les adeptes du Prolétaire se révèlent des bons vivants et des fêtards. En outre, leur appartenance à des sectes mystiques ne fait aucun doute: Valère Somé l'a avoué à Dakar. Jean-Marc Palm et Issa Konaté restent donc au PCRV, parce que ceux qui sont notoirement anti-communistes le quittent.

Au début, le PCRV suscite de grands espoirs dans le peuple, il fait preuve d'une combativité admirable qui contraste avec la timidité du PAI. Le PCRV devient le portedrapeau de toutes les luttes populaires entre 1978 et 1982. Mais sous le régime fascisant des colonels du CMRPN, le PCRV n'arrive pas à faire une juste estimation du reflux du mouvement démocratique. Il se lance dans des actions aventuristes et perd beaucoup de forces et encore plus de sympathisants. Les faiblesses théoriques et idéologiques des dirigeants du PCRV rendent suspectes leurs déclarations de foi communiste. Ils se comportent en fait comme des révolutionnaires anti-impérialistes. Ils foncent, quand il faudrait réfléchir. Une grève illimitée, déclenchée en 1979 sans préparation minutieuse, vide l'université de Ouaga de presque tous ses étudiants communistes: par dizaines, les sympathisants du PCRV sont dégagés. D'autres actions inconsidérées de travailleurs font des martyrs de la cause, mais refroidissent les masses. De façon putschiste, le parti tente de s'emparer de la direction de plusieurs syndicats. Malhabile, il échoue dans le Syndicat Unifié Voltaïque des Enseignants du Supérieur et du Secondaire et y suscite pas mal d'animosité. C'est le moment qu'il choisira pour faire une scission en créant le Synter. Prétextant l'influence étouffante du PAI sur l'Association des Scolarisés de Ouagadougou, le PCRV porte la division dans les lycées en lançant l'Association des Elèves et Scolarisés de Ouagadougou.

Le parti d'avant-garde perd son emprise sur les réalités. Pire, il perd complètement la tête. A l'avènement du Conseil de Salut du Peuple, le 7 novembre 1982, il refuse de prendre position: tous les militaires se

valent, il ne faut pas se laisser hypnotiser par les chimères d'officiers révolutionnaires. Pour le GCB, le Conseil du Salut du Peuple est une coalition occasionnelle entre nationalistes progressistes et réactionnaires vieux et nouveau style. Il ne peut durer. En se jetant dans les bras du CSP, le PAI et l'ULC dévoilent leur réformisme et leur avidité pour des postes. Il faut préparer les masses à l'affrontement inévitable entre les deux ailes qui se battent pour le Salut du Peuple[133].

Le PCRV marche sur les nuages et s'obstine à méconnaître le monde des humains. Quand les masses descendent dans la rue après l'arrestation de Sankara, le 17 mai 1983, l'avantgarde vit au pays des chimères. Quand elles affrontent physiquement les réactionnaires qui paradent le 22 mai sous les cris "A bas le communisme!", le Parti Communiste – et Révolutionnaire en plus – ne comprend toujours pas. Il réfléchira pendant plusieurs semaines pour conclure finalement que "la situation est grosse de guerre civile". Quand éclate la révolution du 4 août 1983, le PCRV s'obstine dans sa retraite contemplative. Après un long silence, il parle de "la prise de pouvoir par l'aile militaire de la petite-bourgeoisie radicale réformiste". Et le GCB de demander: "Dans votre Révolution Nationale et Démocratique, excluez-vous la petite-bourgeoisie du peuple?"[134]. Le 4 août n'est qu'un coup d'Etat comme les autres? Mais vous qui connaissez les meilleurs livres, ne remarquez-vous pas que notre cuirassé Potemkine, c'est la garnison de Pô? En 1905, lors de la révolution démocratique en Russie, Lénine a salué la révolte du Potemkine comme une "tentative de former le noyau d'une armée révolutionnaire". Il faut aider ces soldats, dit Lénine, à hisser le drapeau de la liberté du peuple. La désobéissance des commandos de Pô ne constituait-elle pas une cassure au sein de l'armée, la partie progressiste se rapprochant des aspirations du peuple?[135]. Le PCRV confond les tâches que la révolution anti-impérialiste et démocratique doit accomplir et celles qui sont dévolues à la révolution socialiste; cette confusion lui permet de refuser son soutien à la révolution du 4 août.

"Pour nos patrons du PCRV, le 5 août au matin, une proclamation devait exproprier les bourgeois, supprimer la monnaie, supprimer le capitalisme, etc. Et comme cette proclamation n'a pas eu lieu, ils affirment péremptoirement: 'En tout cas, pour l'heure, la bourgeoisie, toutes tendances confondues, n'a aucun motif d'inquiétude, car il n'y a aucune menace contre sa base économique'. (*Bug-Parga*, n°18, p.14) Mais alors que les bourgeois n'ont aucun motif d'inquiétude, nous lisons deux pages plus loin que 'leur objectif actuel est de renverser le CNR. Cela les amène au plan tactique à taire leurs divergences et faire une unité conjoncturelle. Ils regroupent leurs forces au niveau du mouvement syndical (les syndicats jaunes) et au sein des forces militaires et para-militaires. Ces partis réactionnaires ont également infiltré les CDR pour les noyauter. La bourgeoisie réactionnaire voltaïque travaille activement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle a envoyé à l'extérieur des gens comme Ki-Zerbo, Michel Kafando, Frédéric Guirma, Seydou Diallo, pour mobiliser le soutien politique et matériel de la réaction internationale. Certains pays voisins

comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Niger appuient la bourgeoisie voltaïque dans son complot contre le CNR'. (id. p. 16) "Mais pourquoi, bon dieu, puisque leur base économique n'est pas menacée et qu'ils n'ont aucun motif d'inquiétude? Pourquoi l'intervention extérieure et la guerre civile sont-elles plausibles alors? Si vous ne voulez pas parler de violence gratuite de la part de la bourgeoisie, vous devez accepter que sa base économique est bien menacée. Et si elle l'est, alors forcément par un pouvoir qui n'est pas une simple variante du pouvoir réactionnaire que nous avons connu avant le 4 août"[136]. Le GCB est d'avis que le PCRV conseille de rester en dehors de la lutte et qu'il sème le désespoir, au moment où l'affrontement entre la réaction pro-impérialiste et le peuple fait rage.

Ainsi, le PCRV aura mené à terme ses propres contradictions. Le fruit est mûr. Après quelques dernières escarmouches, en mai 1984, le Groupe Communiste voit le jour autour de Jean-Marc Palm, membre du comité central du PCRV et de militants des différents niveaux de l'organisation. Le PCRV commente l'événement en ces termes: "Deux éléments fatigués, aspirant à une vie d'aisance et de tranquillité, sont partis; il n'y a pas de gloire particulière à faire du bruit là-dessus. Sauf pour les ignorants du développement du Parti Communiste, cela n'est pas extraordinaire et n'a rien à voir avec une scission. Il n'est pas donné à n'importe qui de pouvoir militer jusqu'au bout dans un Parti Communiste, car c'est très dur"[137].

Dans son premier tract, le Groupe lance un appel à l'union de tous les communistes voltaïques. A ses yeux, l'insurrection du 4 août marque l'avènement de la révolution démocratique et populaire et les communistes authentiques doivent œuvrer pour sa victoire complète. Il faut se démarquer nettement du PCRV dont le verbiage emphatique exprime "la peur de la petite-bourgeoisie devant la montée de la révolution et ses tentatives pour étouffer l'élan révolutionnaire des masses spontanément regroupées au sein des CDR"[138]. L'Appel s'adresse aux militants du PCRV et aux cercles communistes issus de l'éclatement de l'OCV. Des relations sont nouées avec les groupes qui formeront l'UCB. Les contacts passent par des militaires dont le Groupe Communiste ne connaît ni le passé, ni les intentions politiques réelles. Il n'y a aucun document qui permet de formuler une appréciation sur cette tendance. Prudent, le GCB reste en dehors du regroupement qui portera UCB comme sigle. Après la sortie du PAI en août 1984, le Groupe Communiste nourrit quelques préoccupations sur l'évolution du CNR qu'il continue cependant à soutenir à distance.

Il faut attendre le 12 mai 1986 pour voir le GCB se joindre à l'ULC-R, l'UCB et l'OMR, au sein du Conseil National de la Révolution. Il y entre avec le pied léger du néophyte. Il se dit heureux. "Heureux de l'adhésion de toutes les parties prenantes sur les points suivants: 1°- La nécessité de rechercher l'unité sans calcul subjectif aucun, ce qui implique une sincérité et une franchise totales dans la collaboration.(...) 2°- La reconnaissance

que l'unité réelle ne saurait provenir d'une addition mécanique des listes de militants, mais d'un engagement des parties prenantes sur un programme commun dont l'exécution permettra de forger cette unité"[139]. Pourtant, avant son entrée au CNR, le GCB a déjà subi des tentations perfides qui auraient dû le rendre plus soupçonneux. Sankara a essayé de séduire des cadres du GCB en leur proposant des postes ministériels. Sankara voulait pêcher des individus, pour empêcher l'organisation de se développer.

Au sein du CNR, les divergences ne tardent pas à se manifester. Le GCB n'apprécie pas l'attitude nihiliste de Sankara envers le mouvement démocratique qui, de 1966 à 1983, a ébranlé le système néo-colonial. L'histoire de la révolution ne commence pas avec l'entrée martiale de Sankara au palais présidentiel. Lors des discussions avec l'ULC-R et l'UCB pour la rédaction d'une plate-forme unitaire, certains agitent trop fébrilement l'encensoir devant l'effigie du CNR. Le GCB n'est pas venu pour glorifier le CNR et son président. En outre, ce dernier se permet des pigues désobligeantes à l'endroit de l'Albanie, le dernier et unique bastion du socialisme dans le monde. Très vite, Bamouni, l'idéologue de Sankara, apparaît aux yeux du GCB comme un anti-coco primaire. Il combat le communisme à l'aide de bribes marxistes. Et avec une même obstination, il combat le syndicalisme. "Ce nihilisme visait à briser toute forme d'organisation et de résistance"[140].

Heureux au sein du CNR, les quatre représentants du GCB ne le sont pas longtemps. On les convoque en dernière minute à des réunions sans ordre du jour. Les rapports qu'on leur demande disparaissent sans commentaire. S'il arrive que des contributions des organisations sont mises à profit, c'est le secrétariat de Sankara qui en réalise des "synthèses" où personne s'y retrouve. Les critiques faites restent sans effet. En mai 1987 encore, le GCB écrira au président Sankara que "le CNR reste marqué par de sérieuses insuffisances au plan organisationnel dont la cristallisation constitue un danger réel pour le processus révolutionnaire"[141].

Très tôt, le GCB avait exprimé la crainte que "la révolution sera confinée aux transformations acceptables pour la bourgeoisie. Une exaltation des conditions particulières à notre pays, peut aboutir à une pseudo-révolution"[142]. Cette appréhension se fonde sur deux données: l'absence de parti communiste et la versatilité de la petite-bourgeoisie. Le GCB égrène un long chapelet étonnant contre "le petit propriétaire, le petit-bourgeois, notre ennemi principal", idée reprise de Lénine en pleine Nouvelle Politique Economique sous régime socialiste[143]. Les intellectuels, paysans, commerçants et artisans soutiennent la révolution dans la mesure où elle les libère "des griffes de l'impérialisme et de ses alliés locaux". Mais comme ils veulent la consolidation de leur propriété privée, ils "ne sont pas en tant que classes, intéressés à la consolidation du processus révolutionnaire en cours"[144]. On se rappellera que le GCB a, fort judicieusement, fait la leçon aux maîtres-penseurs du PCRV: il ne sied pas aux idéologues marxistes de confondre révolution démocratique et révolution socialiste.

Et de souligner qu'au cours du combat anti-impérialiste, la petite-bourgeoisie fait partie du peuple. Mais voilà que, par magie, elle est élevée au statut d'ennemi principal. Décidément, même monseigneur Lefèvre y perdrait son latin. La révolution qui débarrassera le Burkina de l'impérialisme et de ses alliés locaux, est loin, très loin de son aboutissement. Et on comprend mal pourquoi les petits-bourgeois ne seraient pas parties prenantes pour la consolidation des premiers acquis modestes dans une lutte qui s'annonce de longue haleine. Interrogé sur ce point, les dirigeants du GCB affirment qu'il n'est jamais entré dans leurs intentions de considérer la petite-bourgeoisie comme l'ennemi principal. Ils ont surtout voulu mettre l'accent sur les limites de cette classe qui, en l'absence d'un parti d'avant-garde, peut faire échouer la révolution.

Après le 15 octobre, le GCB a exprimé son regret que, par sens de la discipline, il n'ait jamais rendu publics les cauchemars qu'il vivait au sein du CNR. "Un débat public aurait permis aux masses populaires de freiner les relents autocratiques et fascisants de l'aile contre-révolutionnaire du CNR"[145].

Les dernières années du CNR, des décisions sans lien avec les réalités ont conduit à une situation catastrophique: "aggravation des conditions de vie des masses populaires, développement d'une répression aveugle, régime policier et de délation, isolement diplomatique de notre pays."[146]."L'impérialisme et la réaction n'étaient fustigés que dans le verbe et les gestes spectaculaires à fin publicitaire. L'essentiel des réalités et des équilibres néo-coloniaux internes et externes était préservé, rien n'étant véritablement fait ni sur le plan politique, ni sur le plan économique, social et culturel pour les transformer"[146]. L'amour déçu explique sans doute cette légère exagération qui doit bien amuser les chers ennemis du PCRV.

L'unification des communistes Mission impossible

Comment réaliser l'unité des communistes et des révolutionnaires au Burkina? Pour ne pas avoir trouvé une réponse adéquate à cette question, Thomas Sankara est allé audevant d'une mort violente. Il aurait fallu une inspiration bien fertile, une grande patience et un sens du débat politique très poussé, pour tenir ce pari: trouver la formule magique qui permet d'unir le meilleur du Parti Africain de l'Indépendance, du Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque, de l'Union de Lutte Communiste-Reconstruite, de l'Union des Communistes Burkinabè, du Groupe Communiste Burkinabè et de l'Union de Lutte Communiste-La Flamme. La formation militaire de Sankara le prédisposait mal à aborder la question. Il n'avait pas le sens de l'organisation politique et il ne maîtrisait pas les débats politiques, souvent menés dans un langage ésotérique. Son propre tempé-

rament le poussait vers des solutions d'autorité. Mais ce sont surtout les professeurs de marxisme dont il s'est entouré, qui l'ont conduit à sa perte. Comme nous le disait un Burkinabè: Si Sankara n'a pas compris grand-chose au marxisme, il faut se demander qui le lui a enseigné.

Le débat est mal entamé, dès avant le triomphe de la révolution d'août. Au moment où Sankara se trouve en prison, ses partisans civils discutent d'un impossible Front de la Gauche. Le PAI estime que le plus court chemin vers l'unité, passe par l'adhésion au parti des révolutionnaires indépendants et des rescapés de l'ULC-Dissoute. Babou Paulin Bamouni et d'autres idéologues sortis du néant, ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, "la gauche est divisée en petits partis sectaires. Les querelles de chapelle devront être tues"[147]. Aussi proposent-ils que le PAI, dont la nature petite-bourgeoise ne fait aucun doute, se suicide au sein d'un Front de la Gauche. Ce qui amène le PAI au constat que d'anciens anti-communistes et opportunistes, qui n'ont jamais réussi à organiser ne fût-ce que trois personnes, veulent dissoudre le parti d'avant-garde pour pouvoir exercer leurs talents insoupçonnés de dirigeants de la révolution[148]. Penchant plutôt du côté de Bamouni, les gars de l'ULC-Défunte ruminent des plans de Résurrection.

Du 4 août 1983 au 20 mai 1984, le PAI, qui a un poids politique considérable au sein du CNR, vit dans l'espoir de devenir le parti dirigeant, capable d'encadrer les masses révolutionnaires. Puis, Sankara, Bamouni et Valère Somé décrètent la 'clarification'. Ils prétendent que le PAI a organisé, lors de l'anniversaire du 20 mai 1983, une marche à l'allure de coup de force, pour imposer son hégémonie au processus. C'est Bamouni qui dirige d'une main de fer la croisade idéologique contre le PAI-LIPAD. Voici ses idées:

"Dans une allure d'anciens combattants et de détectives idéologiques, l'on jettera l'anathème sur toute idée d'union. Aujourd'hui, ce sont des marches-anniversaires qui sont prises en otages pour se distinguer, pour montrer un certain pouvoir de mobilisation et s'imposer dans un édifice en construction non encore stabilisé. C'est incontestablement marcher à côté de la révolution et non dans la révolution. Certains mettent l'accent sur des partis plutôt que sur la révolution. Où est donc la sincérité? Le glas sonne pour les groupuscules. Il est temps que les 'aumoniers' des 'chapelles' d'avant le 4 août mettent les clés sous le paillasson, car la révolution d'août, après dix mois d'action, a ordonné ses 'prêtres' qui célébreront son 'office' progressivement jusqu'à la société sans classes. Ingratitude dira-t-on! Non! Cohérence dialectique. La Révolution démocratique et populaire ne saurait souffrir du moindre accaparement. Tout est dit!"[149].

Nous pouvons suivre Bamouni sur un point: tout est dit, en effet. Les conceptions du parti de Sankara, qui feront tant de remous en 1986-87, sont déjà clairement énoncées dans ce texte. On y trouve la haine des 'chapelles' et des groupuscules, l'accent sur la révolution plutôt que sur les partis, le refus de l'accaparement de la révolution par le parti, l'ordi-

nation des inorganisés comme 'prêtres' sankaristes. Et l'ULC-R laisse dire, dans la conviction qu'elle aura, après l'élimination du PAI, l'hégémonie dans le processus révolutionnaire. Le 23 mai, l'Inter-CDR adopte une motion condamnant le PAI comme "organisation déviationniste, putschiste, opportuniste et contre-révolutionnaire dangereuse"[150]. Et l'ULC-R applaudit, ne se rendant pas compte qu'il faudra peu de chose à des gens qui ne comprennent aucune de ces terribles étiquettes, pour qu'ils les changent de destinataire.

Le 13 mai 1985, des admirateurs de Sankara créent une scission au sein du PAI. Ils se justifient dans un texte qui est fait pour plaire aux idéologues du CNR. Ils manient des boutades marxistes pour combattre toute forme d'organisation marxiste. Leur préférence va aux inorganisés parce qu'ils ne portent aucune tare. Les sectes communistes, les 'chapelles', ont été utiles pour préparer la voie au CNR, mais désormais ils constituent un facteur négatif. L'unité organisationnelle, politique et idéologique des révolutionnaires se fait autour du CNR. Dans cette déclaration de guerre contre les organisations communistes, se trouvent exposées, pour la deuxième fois, les conceptions fondamentales de Sankara et de son entourage sur le "parti d'avantgarde". Mais l'ULC-R, l'UCB et le GCB ne sont nullement alarmés. Voici de larges extraits de ce document:

"Le PAI, création d'intellectuels petits-bourgeois, a été accouché après une insémination d'étude livresque du marxisme et de sentiments nationalistes. Des marxistes-léninistes sincères, qui n'ont pas pénétré le mouvement ouvrier, ne peuvent pas créer le parti ouvrier et s'autoproclamer avant-garde de la classe ouvrière.

La Lipad a déjà joué son rôle par le travail d'agitation que chacun de ses militants a eu à faire dans les syndicats et au sein des masses afin de contribuer à créer les conditions objectives et subjectives pour l'avènement de la Révolution dans notre pays.

L'appel que nous lançons consiste en l'acceptation, sans tutelle d'aucune organisation, de ce qui suit.

Une direction politique unique: le CNR.

Une seule organisation de masse pour diffuser et appliquer les mots d'ordre du CNR: le CDR.

La tâche fondamentale des véritables révolutionnaires authentiques de la Révolution Démocratique et Populaire, réside dans l'unité organisationnelle, politique et idéologique, autour d'une seule direction politique: le CNR. Ceux qui sont incapables de cet effort ne seront jamais capables de se suicider en tant que petits-bourgeois pour adhérer à la classe prolétarienne. Ceux qui tentent de justifier la nécessité de la survivance et du renforcement de ces organisations, ne disent rien des militants sincères de la Révolution qui sont aujourd'hui les plus nombreux, qui sont certes moins aguerris mais qui présentent l'avantage de n'hériter d'aucune tare et qui sont les vrais inconditionnels de la Révolution. Non, aucun militant ne doit accepter d'adhérer à la Révolution Démocratique et Populaire par personne interposée.

Si les 'temples', les 'chapelles' et pourquoi pas les 'mosquées', contribuent tous de loin ou de près à l'avènement des révolutions, il y a lieu d'avoir une juste compréhension de leur rôle. Si, hier, ils étaient utiles dans la lutte pour le renversement des régimes pro-impérialistes et réactionnaires, aujourd'hui leur renforcement constitue objectivement un frein au renforcement de la Révolution. Pire, toutes ces organisations, par leur refus de se dissoudre dans la Révolution Démocratique et Populaire, poursuivent les mêmes buts et les recrutements massifs de militants dans ces organisations en font foi:
ou elles veulent constituer de puissants clans pour exiger des postes au CNR,
ou bien elles veulent constituer des bases suffisantes pour aller à l'assaut du pouvoir d'Etat. Ce qui signifie qu'un affrontement futur est inévitable"[151].

Fin 1985, l'UCB lance un appel à l'unification des marxistes-léninistes. La démarche est ambiguë dans la mesure où Thomas Sankara, Blaise Compaoré, Henri Zongo, Jean-Baptiste Lengani et Pierre Ouédraogo, qui constituent le noyau dur de l'UCB, sont en même temps les principaux dirigeants du CNR. Est-ce que l'unification au sein de l'UCB représente autre chose que la dissolution au sein du CNR? L'UCB écrit:"Faut-il que les groupes marxistes-léninistes, qui soutiennent la Révolution, fusionnent pour créer le parti? Fusion de plusieurs groupes communistes, l'UCB a lancé des appels aux autres groupes pour qu'ils rejoignent les rangs de l'UCB pour la création du parti marxiste-léniniste"[152]. Aucun groupe ne répond à l'appel.

Sankara doit naviguer avec un CNR inefficace et marcher de l'avant avec trois organisations communistes qui se font des crocs-en-jambe. Tout serait simplifié, s'il disposait d'une seule organisation révolutionnaire pour diriger le Pays des Hommes Intègres. Sankara est à la base de la déclaration publique du 19 mai 1986 où l'UCB, l'ULC-R, le GCB et l'Organisation Militaire Révolutionnaire manifestent leur volonté de s'unir. Dans l'optique de Sankara et de l'UCB, l'unité se réaliserait au sein du CNR. Il est à remarquer que l'OMR ne s'est jamais manifestée en tant que formation communiste. Sankara veut à tout prix annoncer l'unité à la fête du 4 août 1986. L'opposition de l'ULC-R et du GCB cause l'échec de ce plan. Le GCB déclare: "Parallèlement au CNR, qui continue d'exister en tant que Front Anti-Impérialiste, nous préconisons l'existence d'une structure regroupant les représentants des organisations marxistes-léninistes". Sa mission: élaborer la plateforme, coordonner et contrôler le travail unitaire et diriger un journal commun[153].

En mai 1987, au moment où le déchirement et la décomposition de l'ULC-R et de l'UCB sont déjà évidents, commence un nouveau processus d'unification. Après d'aigres discussions byzantines, un compromis voit le jour en juillet: un comité de coordination dirigera la fusion entre l'UCB, l'ULC-R, l'ULC et le GCB, fusion qui s'accomplira en dehors du CNR. Mais personne n'a la moindre intention de mettre ce compromis

en pratique. Sankara en a par-dessus la tête des disputes, intrigues et ambitions des groupuscules. Entre le bloc UCB-ULC et l'ULC-R, une guerre sans merci fait rage. Les déclarations bien intentionnées cachent mal un grouillement de luttes obscures. L'ULC-La Flamme qui est sorti du CNR et qui peut regarder de haut toutes ces mesquineries, ne mâche pas ses mots:

"La rivalité pour l'hégémonie entre les différentes organisations en a éloigné certaines des principes marxistes. Non seulement elles sont tombées dans le recrutisme, mais aussi les méthodes utilisées sont purement bourgeoises et ont conduit au développement de l'arrivisme, de l'opportunisme face à la gestion du pouvoir d'Etat. Une des conséquences graves de cette situation est l'intégration d'éléments de la bourgeoisie au sein des structures révolutionnaires.

Les organisations doivent combattre les pratiques antimarxistes actuellement développées dans certaines d'entre elles: intrigues, complots, putschisme, bureaucratisme, diffamation, esprit de coterie, etc."[154].

Au même moment, Sankara et Bamouni appliquent les conceptions qu'ils ont élaborées dans la lutte contre le PAI, à l'ensemble des formations communistes. Dans une note de l'OMR, datant de juin 1987, on peut lire la synthèse des propositions de ses cellules: la dissolution immédiate de toutes les organisations[155].

Lors d'une discussion sur l'opportunité de la création d'un parti marxiste-léniniste, Sankara dit à Arsène Yé:"En tout cas, moi je pense que notre société burkinabè est très religieuse, très mystique et que nous avons plutôt besoin d'un parti de masse"[156].

Prosper Birba, à l'époque membre de la direction de l'UCB, nous a déclaré: "Lors d'une réunion du comité central, Sankara disait que toutes les organisations communistes ont fait la preuve de leur incapacité à diriger la révolution. Elles doivent comprendre ce fait et disparaître. Sankara était le président du CNR et il ne voulait pas un autre centre de pouvoir qui échappait à son contrôle. Il ne supportait pas que l'UCB ou l'ULC-R viennent dire au CNR: nous avons décidé d'affecter tel camarade à telle responsabilité. Quand il parlait d'une organisation unique qui serait souple et diverse, il pensait à une structure qui ne pourrait lui dire: Président du CNR, vous devez exécuter nos décisions"[157].

Lorsque nous lui avons posé une question sur le parti d'avant-garde à créer, Sankara a répondu: "Nous envisageons cette question avec beaucoup de méthode. La question du parti est une nécessité qui doit venir du peuple militant. S'il exprime le besoin dès maintenant, nous nous exécuterons. Mais nous pensons qu'il faut éviter d'en faire un appareil bureaucratique où un collège de privilégiés va siéger. Nous voulons que ce parti d'avant-garde soit réellement une force d'entraînement issue du peuple"[158]. Dans ces propos, il apparaît clairement que Sankara est peu au courant des débats qui ont marqué le mouvement communiste depuis le siècle passé. La question d'un parti du type communiste, ne vient pas spontanément des masses, mais bien des éléments avancés qui ont assimilé

les théories marxistes et les expériences des différentes révolutions. Un tel parti ne sort pas du peuple tel Vénus de l'onde; il se forme par le regroupement des noyaux communistes dont les membres sont issus des luttes populaires. La hantise de l'appareil bureaucratique dénote l'influence de la propagande anticommuniste qui évoque le spectre de la "nomenklatura" dès qu'il est question d'organisation marxiste.

Au cours d'un entretien avec Jean-Philippe Rapp, Sankara, traitant de la même question, exprime encore plus nettement ses véritables positions: "A l'avenir, un parti pourra voir le jour, mais nous ne voulons pas focaliser notre réflexion et nos préoccupations sur la notion de parti. Il y aurait danger à le faire. On le créerait pour respecter les canons révolutionnaires ("une révolution sans parti n'a pas d'avenir..."). Or, la création d'un parti par la seule volonté des dirigeants, c'est la porte ouverte à toutes sortes d'opportunismes. Beaucoup de personnes se réclameraient du parti pour être sûr d'avoir un poste. Par ailleurs, un des inconvénients du parti, c'est qu'il devient trop restrictif, trop sélectif par rapport à une mobilisation de masse. Au préalable, il faut qu'on laisse les gens lutter sans parti, faire leurs armes sans parti, sinon on tombe dans la nomenclatura"[159]. Tandis que Sankara nous disait traiter la question du parti avec beaucoup de méthode, il avoue ici qu'il ne s'en occupe guère. Le président de l'Union des Communistes Burkinabè se moque des dogmes marxistes. Il affirme que le parti attire les opportunistes et les arrivistes. Il masque ainsi le fait que son entourage grouille de caméléons et de carriéristes qui tirent profit de la désorganisation que chérit le président. Posant comme le premier prophète en terre sainte, il insinue que le peuple n'a pas lutté avant son apparition. Mais des hommes et des femmes ont longtemps "lutté sans parti", tropn longtemps "fait leurs armes sans parti" et les meilleurs ont finalement, à partir de 1963, créé des organisations communistes. Et en 1985, Sankara interdit aux révolutionnaires de "focaliser leur réflexion sur la notion de parti", sous peine de se voir taxé de fanatiques de la nomenclatura.

Dans les explications de Sankara, on cherche en vain des principes marxistes. L'unification dont il parle depuis 1985, consiste en la création d'une organisation qui lui soit dévouée et qui lui permette d'imposer au peuple ses nombreux plans fantaisistes. Il s'ensuit que toutes les discussions entre l'ULC-R, l'UCB et le GCB sur l'unité des communistes, sont faussées dès le départ.

IV. Une économie indépendante, autosuffisante et planifiée: Rêves et réalités

"L'on peut vaincre la faim, la maladie et l'ignorance dans le Sahel, en cultivant la confiance en soi au sein des masses populaires, mobilisées et organisées autour d'objectifs clairs et précis"[1]. Sankara donne ce résumé de ses conceptions économiques après quinze mois de dur labeur pour réaliser le Programme Populaire de Développement. Lancé le 1er octobre 1984, ce programme vise à gagner les masses à la révolution, par des réalisations qui ébranlent leur misère quotidienne. A un peuple au bord du désespoir, il insuffle la volonté de compter sur ses propres forces. Avec ce Programme Populaire, Sankara entame les grandes batailles pour l'indépendance économique du Burkina Faso qui frapperont l'imagination de l'Afrique entière.

L'impérialisme n'a-t-il pas supporté un tel défi? Après avoir rongé son frein pendant trois ans, a-t-il, le 15 octobre 1987,brutalement repris en mains les leviers de l'économie? Depuis quinze ans, les classes dominantes africaines sombrent dans une corruption écœurante, minant les faibles forces économiques dont disposaient leurs pays. La brève apparition de Sankara annonce-t-elle une nouvelle génération de bâtisseurs qui se tourneront vers les masses pour enfin construire cette Afrique éternellement promise redevenant sans cesse un mirage? Le Burkina, où était né l'espoir d'un développement autocentré grâce aux sacrifices de ses travailleurs, est-il à nouveau tombé sous le charme des crédits corrupteurs et des promesses d'une vie facile pour ses élites très restreintes? Le 15 octobre 1987 a-t-il sonné le glas d'une révolution du possible, développant modestement, mais fermement les forces productives des artisans et des paysans, pour retourner, par le chemin de l'impossible rectification, aux investissements pillards des multinationales?

Qu'ont réalisé Sankara et le CNR dans le domaine économique? Le

Front Populaire dit continuer l'œuvre entamé. Il affirme aussi rectifier les erreurs. En quoi y a-t-il continuité, approfondissement, virage ou démontage?

Les grandes batailles...

Dans le domaine du développement, la révolution du 4 août 1983 innove dans deux directions.

D'abord, elle fait preuve de volonté politique, nécessaire pour entreprendre certains grands projets ébauchés dès avant l'indépendance.

C'est le cas du projet du Sourou, dont les premières études datent de 1952. Au moment où intervient la révolution d'août, cinq cents hectares sont déjà aménagés et 150 rapports et publications s'entassent dans les placards. Au Sahel, chaque année la menace de la sécheresse avec ses légions d'enfants faméliques, hante les esprits. Pour conjurer ce danger, Sankara décrète, le 26 avril 1984, la mobilisation générale pour la bataille du Sourou. De tout le pays, des pionniers affluent au Sourou pour y aider à la réalisation du barrage en terre sur le Mouhoun, situé à trois kilomètres en amont de sa confluence avec le Sourou. Une partie des indemnités prélevées sur le salaire des fonctionnaires en 1984, sert à financer le projet du Sourou.

L'objectif final est la mise en valeur de 39.790 hectares dont 23.370 seront irrigués. En fin de parcours, le Sourou livrera 240.000 tonnes de céréales, soit 21,8 pour cent de la récolte moyenne de 1979-1985. Mais l'opération commence par une phase-test de trois ans, au cours de laquelle 115 paysans, disposant chacun de 4,5 hectares, s'organiseront au sein de petites coopératives. Avant 1990, Sankara veut aménager 2.400 hectares pour y installer 4.000 ménages qui produiront 20.000 tonnes de céréales[2].

En application du mot d'ordre "la terre à ceux qui peuvent la travailler", les capitalistes burkinabè y reçoivent des parcelles. Ils adressent de chaleureux remerciements au CNR... et ne font rien. Les seuls à pouvoir travailler des terres, beaucoup de terres, les meilleures terres, sont des sociétés dominées par le capital étranger et principalement la Sofitex. Les paysans-coopérateurs arrivent au Sourou les mains vides: ils s'endettent auprès de la Sofitex pour s'installer. La Sofitex fournit les intrants, les graines de coton, les instruments de production. Le système d'irrigation étant financé par la même Sofitex, les paysans lui payent une dîme. "On a comme l'impression que les paysans sont des ouvriers agricoles", constate, désabusée, une publication des CDR[3].

Comment empêcher que les grands projets ne tombent entre les mains des grands capitalistes? La question est posée dès le lancement du Sourou. Le PAI, qui participe au gouvernement au moment où le barrage du Sourou est mis en échafaudage, critique par la suite la hâte avec laquelle la construction a été entamée et l'improvisation qui a caractérisé l'exécution des travaux[4]. On lui répond qu'après des dizaines d'années d'oppres-

sion, de fatalisme et de laisser-aller, on ne peut pas se passer d'une certaine dose de romantisme pour rompre avec ce sombre passé.

Un autre projet ambitieux dont les régimes néo-coloniaux rêvaient depuis 1976, celui du barrage hydro-électrique de la Kompienga, démarre le 8 juin 1985. La volonté et l'obstination de Sankara ont vaincu les nombreuses hésitations des bailleurs de fonds. Une centrale de 15 MW fournira la moitié de l'électricité de la ville de Ouagadougou soit une économie de 10.500 tonnes de carburants ou de 2,300 milliards de F.CFA par an. Le coût total de la Kompienga s'élève à 36,5 milliards de F.CFA. Les travaux seront réalisés par une dizaines d'entreprises étrangères,pour la plupart françaises: Campenon-Bernard, Chantiers modernes, Valérian International, UDEC (barrage et génie civil) et Clemessy (alternateurs). Voith Thyssen livrera les deux turbines Kaplan. Sadelmi construira la ligne de haute tension de 132 KV qui s'étirera sur les 270 km qui séparent la Kompienga de la capitale. Il s'agit du plus grand chantier jamais entrepris au Burkina depuis la construction de la Sosuco. Le barrage de la Kompienga, destiné essentiellement à la production d'électricité, créera un lac artificiel de 210 km2, permettant d'irriguer 2.000 hectares et de pêcher 1.500 tonnes de poisson par an.

Si les multinationales ont pensé à construire des villas pour les techniciens expatriés, elles n'ont pas jugé nécessaire de s'occuper du logement et du ravitaillement des 600 ouvriers venus d'autres régions. Ainsi, la première année, les travailleurs doivent se rendre chaque jour à Pama, à 35 km de la Kompienga. Et même à Pama, ils ne trouvent pas suffisamment de logements et de nourriture. Sur ces premiers chantiers de l'indépendance économique, l'exploitation néocoloniale pèse encore lourdement[5].

La Bataille du Rail est le troisième projet, celui qui frappe le plus l'imaginaire populaire. Sous le CNR, les 380 km de la ligne ferroviaire à construire entre Ouagadougou et Tambao, au nord du Burkina, sont devenus le symbole de la construction de la patrie. Le rail rendra au peuple burkinabè les 17 millions de tonnes de minerai de manganèse à 51,5 pour cent, actuellement prisonnières du désert inaccessible du Nord. Le manganèse est la principale richesse minière du Burkina; l'exploitation du gisement de Tambao peut fournir 540.000 tonnes par an. Le rail mettra aussi à portée de main les 6,5 millions de tonnes de calcaire contenant 25 pour cent de phosphates de Tin Hrassan[6]. Elles pourront alimenter une importante cimenterie à Ouaga qui fournira les entreprises de construction dans tout le pays. Le rail forgera l'unité du Sud et de l'Ouest avec le grand Nord: minerai et produits de l'élevage du Sahel seront échangés contre céréales, fourrages et produits manufacturés de la zone soudanoguinéenne. Le rail mettra fin à la plus criante absurdité de ce pays pauvre: dans le sud il y a "surproduction" de vivres alors que la famine fait des ravages dans le nord. Ce chemin de fer, qui permettrait

au Burkina de rouler pour son propre compte, n'a jamais intéressé les financiers français. Le Burkina révolutionnaire décide de se lancer dans l'aventure. Le 1er février 1985, le président Thomas Sankara aide à poser le premier rail. Quand le dernier sera en place, l'opération aura coûté 40,390 milliards de F.CFA. Le Burkina mobilise fonctionnaires, boulangers, commerçants, élèves, militaires pour poser des rails. Le 4 août 1986, Sankara annonce que le train a avancé de de 30 kilomètres vers le pays de cocagne couleur manganèse[7].

Ces trois grands projets, entamés sous le Programme Populaire, seront intégrés, en 1986, dans le Plan Quinquennal.

Le trop plein de la mobilisation populaire

Mais l'innovation majeure dans le domaine du développement réside dans le message adressé par Sankara à des millions de démunis, d'analphabètes, d'hommes qui connaissent la soif et souvent la faim: ce pays vous appartient, vous devez faire un relevé de vos besoins les plus urgents et vous mobiliser pour changer votre vie par vos propres efforts. Ainsi, le Programme Populaire de Développement comporte des programmes de base, entamés par les populations elles-mêmes. Pour les paysans, la Révolution n'est qu'un mot barbare aux contours imprécis. Leurs rêves s'appellent: écoles, dispensaires et puits d'eau. La révolution est venue les mobiliser pour le travail et en quinze mois ils ont construit 334 écoles, 284 dispensaires et maternités, 78 pharmacies, 25 magasins Faso Yaar et Ofnacer, 553 logements et cités, 258 retenues d'eau et réalisé 962 puits et forages. Le volume d'eau stockée passe de 8,7 millions de tonnes en 1983 à 302,4 millions en 1986[8]. D'après le Secrétariat Général National des CDR, les programmes de base, conçus par la population elle-même, ont été exécutés à 100%, ce qui donne la mesure exacte de l'enthousiasme et de l'espoir. La mobilisation des masses a permis d'économiser 8 milliards de F.CFA. L'investissement global consacré aux programmes de base, estimé au départ à 7,4 milliards, a atteint 9 milliards. Ceci "a entraîné des quêtes prenant des tournures d'impôts forcés", dira franchement la Première Conférence des CDR. Elle constate aussi que trop de projets ont été lancés simultanément. "Les populations étaient très essouflées à cause du rythme intense du travail et cela se traduisait par une démobilisation chronique vers la fin des travaux"[9]. Remarques pertinentes auxquelles aucune suite ne sera donnée.

Le Programme Populaire de Développement comporte aussi un volet lancé par le gouvernement dont le coût est de 156,1 milliards de F.CFA. Parmi ses réalisations, il compte 17 écoles, 30 dispensaires, 1.332 puits et forages, 122 magasins Faso Yaar et Ofnacer. Mais dans l'ensemble, l'exécution de ce volet "n'a pas été satisfaisante". Les décaissements ne dépassent pas 80 milliards ou 56% des sommes prévues, et cela suite à des problèmes d'organisation et de coordination[10].

Au moment du lancement du Programme Populaire de Développement, est annoncée la suppression du 13ème mois pour un grand nombre de salariés, mesure qui suscite beaucoup de grogne. Trois mois plus tard, en pleine mobilisation pour la réalisation du Programme, Sankara rédige son message de Nouvel An. Il a gardé quelques surprises pour la fin de son discours. D'après *Carrefour Africain*, Sankara conclut en ces termes: "En signe de compréhension du poids de l'effet de surprise, le CNR accorde aux travailleurs le bénéfice du 13ème mois pour 1984. Ce qui n'avance pas, recule. La révolution avance. Et c'est pourquoi, au nom du CNR et du Gouvernement, l'ultime mesure que je vais prendre, sera pour prolonger la liste des acquis du peuple. Pour 1985, le logement est déclaré gratuit au Burkina Faso. La Patrie ou la mort, nous vaincrons!"[11] Les Burkinabè n'apprécient pas le fait que l'on improvise des coupes de salaire arbitraires, pour se permettre, par la suite, de jouer au Saint-Nicolas en accordant gracieusement le produit du vol. S'ils constatent l'effet spécial recherché par le logement gratuit, ils n'y voient aucun rapport avec une politique de développement réfléchie.

L'expérience du Programme Populaire de Développement doit servir de base à l'élaboration d'un plan cohérent et à long terme, visant à édifier une économie nationale indépendante et auto-suffisante. Le 3 avril 1985, Sankara annonce le débat sur le Plan Quinquennal. Dans les semaines qui suivent, des cellules du plan sont créées dans les villages et des conseils du plan dans les départements et provinces. En septembre 1985, une centralisation des besoins exprimés est effectuée. Des Commissions nationales sectorielles rédigent un avant-projet du plan, qui est renvoyé à la base. Les Commissions révisent leurs travaux en janvier 1986. En mars, le Ministère de la Planification synthétise le tout et entame, sur cette base, des discussions dans les provinces. Du 24 au 27 juin 1986, les Assises du Conseil National du Plan adoptent le texte final, qui est transmis au CNR.

La discussion sur le Plan Quinquennal débute donc à peine six mois après le lancement du Programme Populaire de Développement. Comment déceler à temps les erreurs que ce dernier peut comporter? Ainsi, à la dernière rédaction du Programme Populaire, le Président Sankara a décidé que chaque province devra construire des magasins Faso Yaar, un cinéma, une boulangerie, un grand stade sportif provincial, un stade dans tous les départements et un terrain de sport dans chaque village. Improvisation et irréalisme. On ébauche le nouveau plan, avant qu'on soit en mesure de dégager des conclusions du premier essai de planification. Aussi, le Plan Quinquennal prévoit-il un investissement de 109 millions de F.CFA pour la construction de magasins Faso Yaar, de boutiques villageoises et de marchés[12]. Début 1988, au moment où 60% de ce programme auraient du être réalisés, rien n'a encore été fait[13]. Pire, les quatre-vingtdix magasins populaires construits depuis 1984 sont virtuellement en faillite, à cause de l'absence de moyens financiers et de l'incompétence en matière de gestion[14]. Une galaxie de terrains sportifs aurait

dû essaimer dans le Burkina au cours du Programme Populaire. Le Plan Quinquennal a repris cette promesse. En 1988, un silence mortel règne sur presque tous les chantiers des stades provinciaux. On a ramené les stades départementaux au niveau de terrains de sports et les terrains villageois sont tout simplement tombés dans l'oubli[15]. A cause de la précipitation, les fantaisies du Programme Populaire ont continué à fleurir au-delà du raisonnable.

Le sous-développement chiffré

Après cette entrée en matière sur un pas guerrier, avec trois batailles et une mobilisation (trop) générale, arrêtons-nous un instant sur quelques chiffres-clé montrant l'état de l'économie dont Sankara hérite.

En 1985, le Burkina Faso, ce sont 274.112 km2, habités par 7.900.000 personnes, soit 29 par km2. Le Nord souffre de la sécheresse, le sol du plateau central, très peuplé avec ses 56 personnes par km2, est épuisé; beaucoup de gens fuient vers le Sud et le Sud-Ouest. Les centres urbains ne regroupent que 11,6% de la population avec Ouaga (500.000) et Bobo-Dioulasso (250.000) comme seules villes véritables. Depuis des générations, des Voltaïques émigrent vers la Côte-d'Ivoire à la recherche de travail: 30% de la population de ce pays est d'origine voltaïque. Actuellement, il y a 741.507 émigrés burkinabè à l'étranger, surtout en Côte-d'Ivoire, contre 1.009.999 en 1975: le mouvement s'est renversé. Le Burkina compte 48,3% de jeunes de moins quatorze ans, dans une population qui s'accroît depuis 1980 de 3,26% par an. Le Produit National Brut par habitant est de 45.000 F.CFA ou 150 dollars en 1986[16]. Au cours des années septante, la production agricole connaît une croissance de un pour cent par an, tandis que la population augmente de 2,62 pour cent. La production par personne diminue de 13 pour cent. La consommation de bois provoque un déboisement de plus de 1.000 km2 par an[17].

En 1983, l'année de la révolution du 4 août, le Produit Intérieur Brut se partage entre le secteur primaire (37,7%), le secteur secondaire (20,1%), le secteur tertiaire (37,7%) et les taxes à l'importation (4,5%). Les sous-secteurs les plus importants sont l'agriculture (22,2%), l'administration publique (17,8%), l'élevage (12,4%), l'industrie manufacturière (11,9%) et le commerce (11,5%). Le Produit Intérieur Brut se chiffre à 403,2 milliards de F. L'industrie manufacturière représente 48,1 milliards; ce montant permet d'apprécier l'importance des 36,5 milliards réservés pour la Kompienga[18].

L'envergure de la bataille du rail (40,39 milliards) peut aussi se mesurer par rapport à l'ensemble des exportations: 43,0 milliards de F. en 1983, contre 122,6 milliards d'importations soit un déficit de la balance commerciale de 79,6 milliards. S'y ajoute un déficit de 38,8 milliards dans le domaine des services (transport, assurances). Mais les travailleurs burkinabè à l'étranger envoient 28,3 milliards au pays. Il y a 63,4 milliards de

capitaux publics et 8,7 milliards de capitaux privés qui entrent au Burkina[19].

En 1983, l'Etat enregistre 49,8 milliards de recettes, tandis que ses dépenses budgétaires atteignent 71,7 milliards de F. soit un déficit budgétaire de 21,9 milliards[20].

A propos du plan, des privilèges et des ruptures

L'élaboration du Plan Quinquennal 1986-1990 compte parmi les réalisations les plus importantes du CNR. Le Plan concrétise les orientations stratégiques suivantes:

"S'appuyer sur les ressources nationales, tant humaines que matérielles, pour construire la société nouvelle." Le plan prolonge la mobilisation populaire et l'investissement humain du Programme Populaire.

"Faire de l'agriculture, qui occupe 85% de la main-d'œuvre, le moteur du développement économique". L'agriculture et l'élevage reçoivent 20% du financement du Plan. On cherchera à développer les activités industrielles en amont et en aval de l'agriculture. On encouragera l'organisation de la paysannerie en groupements et coopératives.

"Lutter activement contre la désertification". Ici s'insèrent les "trois luttes": contre la coupe du bois, contre les feux de brousse et contre la divagation des animaux.

"Valoriser le statut de la femme en tant que facteur du développement". On veut donner les moyens aux femmes d'entreprendre des activités productives dans le domaine agricole et dans les secteurs de la petite industrie et de l'artisanat.

"Assurer une meilleure intégration des secteurs d'activité de l'économie nationale". Les activités visant à satisfaire les besoins des masses rurales, seront lancées en premier lieu.

"Rechercher un équilibre spatial fondé sur la spécialisation et la complémentarité des régions"[21].

Pour concrétiser ces orientations, le Plan entend mobiliser 630 milliards de F.CFA. La plus grande partie, 56,1%, est consacrée au secteur de soutien à la production. Cette décision montre clairement où se situent les problèmes majeurs du pays: l'hydraulique (23,8% des dépenses), les transports (17,8%) et l'énergie (10,2%).

Le secteur de production draine 30,2% du coût total du Plan, l'essentiel allant à l'agriculture et à l'élevage (16,4 et 3,3 %). Les industries minières et manufacturières reçoivent 3,5 et 4,6% des fonds du Plan.

Douze pour cent des moyens mobilisés par le Plan sont destinés aux secteurs sociaux, principalement à l'éducation-formation (4,2%), à la santé (3,2%) et à l'habitat (2,5%)[22].

Au Colloque Thomas Sankara, tenu le 15 octobre 1988 à Paris, le Plan Quinquennal a été exhibé comme un des mérites principaux du Président

défunt. En fait, ce document résulte essentiellement du travail des techniciens des différents ministères. Par ailleurs, ces derniers ont eu un malin plaisir à cacher dans leur texte quelques piques à l'adresse du Président du Faso. On sait que Sankara aimait faire remarquer que 0,3 pour cent des Burkinabè absorbent 57% du budget national, que les fonctionnaires ne produisent rien et que les ouvriers dans ce pays de paysans, s'apparentent aux petits-bourgeois privilégiés.

Les auteurs du Plan notent que les effectifs civils de la Fonction Publique, ne s'élèvent qu'à 25.133 agents. "La place très importante occupée par les frais de personnel dans le budget, ne résulte pas nécessairement d'un sur-encadrement administratif du pays ni d'une sur-rémunération des fonctionnaires". En effet, il faut "un encadrement minimum pour mener à bien les efforts de développement"[23].

Prenant le contre-pied des envolées anti-intellectuelles du Président, le Plan souligne que l'édification d'une économie indépendante dépend dans une large mesure de l' "intégration des cadres nationaux et de l'intelligentsia dans le processus de développement". Et il note comme un des principaux freins au progrès industriel "la faible capacité interne de conception de projets d'investissements publics"[24].

Le secteur privé n'emploie que 21.000 salariés en 1984. De 1982 à 1987, le salaire minimum interprofessionnel reste fixé à 114 F.CFA, c'est-à-dire à 2,3 francs français. Le salaire minimum réel a diminué de 21,7% entre 1979 et 1985[25]. Il apparaît donc d'un goût fort discutable, d'appeler ces 'petits-bourgeois' à des sacrifices plus substantiels.

Au Colloque de Paris, Yves Benot a expliqué que Sankara n'a pas développé une théorie économique générale. "Mais sa pratique a correspondu à une théorie, celle de la déconnexion. Sankara a voulu éviter le piège de la dépendance par les dettes et par les relations commerciales. Il a impulsé un développement autonome sans endettement et en limitant les importations. Il a suivi une politique de rupture avec le marché impérialiste, basée sur le principe de compter sur ses propres forces".

C'est peut-être pousser un peu loin certaines extrapolations. Les dépenses publiques de développement du Plan se chiffrent à 630 milliards de F.CFA dont 79 pour cent ou 497,4 milliards proviennent d'un financement extérieur. Ce dernier, qui est de 82 % en 1985, devra diminuer jusqu'à 75% en 1990[26]. Dans cette hypothèse, en 1990, les fonds de développement proviendront toujours pour trois quarts de l'étranger. Encore faut-il ajouter que l'augmentation du financement interne, prévu par le Plan, semble hautement aléatoire, puisque l'amélioration doit venir exclusivement de l'autofinancement dont on espère qu'il montera de 4,5 à 15,1 pour cent des dépenses publiques de développement[26].

En 1985, le Burkina Faso importe pour 181,5 milliards de F.CFA et exporte pour 71,4 milliards. Au cours du plan quinquennal, le pays compte se procurer plus de moyens de production et d'équipement, faisant passer les importations à 222,9 milliards en 1990. Les exportations devraient

augmenter de 31,3% pour atteindre 93,5 milliards, laissant un déficit de 129,4 milliards[27]. Dans les faits, le CNR a mis un accent particulier sur l'exportation du coton et de l'or qui atteignent respectivement 17,3 milliards et de 20,6 milliards de F. en 1987, année où l'ensemble des exportations se chiffre à 73,9 milliards[28].

Sankara, le contre-planificateur?

Quand nous lui avons demandé si Sankara avait été l'élément moteur dans l'élaboration du Plan Quinquennal, un économiste, comme seule réponse, nous a glissé un document du Conseil Révolutionnaire Economique et Social. Il s'agit de réflexions sur le Programme Social que Sankara a imaginé au début de 1986, en pleine préparation du plan quinquennal. Or, les partenaires sociaux constatent que "le programme social n'a pas de rapport avec le plan quinquennal". Et ils proposent qu'il soit retravaillé et "inséré comme tranche du Plan Quinquennal; ou bien, pour être conséquent, nous suspendons le Plan Quinquennal et élaborons un Programme Populaire Biennal pour la réalisation des aspects réalisables du Programme Social"[29].

Sankara propose d'imposer des cotisations pour la santé qui sera désormais gratuite. Il en estime le coût à 4 milliards, ce qui correspond au montant des importations de médicaments en 1983. Mais une fois acquise la gratuité des médicaments, on doit estimer les besoins à 20 milliards. Sankara demande en outre que chacun cotise pour généraliser l'enseignement. Il prévoit 21 milliards à cet effet, ce qui correspond aux frais de scolarisation de 40% des jeunes. Comment réagiront les 60 pour cent restants, dont les parents auront aussi payé la somme exigée?

Les 25 milliards, Sankara compte les réunir en demandant à tous les actifs une contribution de 5.000 F. Le calcul est mauvais. Trois millions fois 5.000, ne font que 15 milliards. Dans ses réflexions, le CRES souligne que les réalisations sociales ne peuvent pas précéder les transformations économiques. "Essayer de mettre la charrue avant les bœufs peut nous conduire au chaos économique"[29].

Quand finalement le Plan Quinquennal voit le jour, ses rédacteurs ont implicitemment mis en garde le Président contre ses projets sociaux inconsidérés. "Il importe d'orienter en priorité le peu de moyens dont dispose le pays, vers l'élargissement de la base productive pour donner à l'économie la possibilité d'une prise en charge progressive des besoins sociaux"[30].

Si Sankara n'a pas conçu le Plan Quinquennal, il peut, sans conteste, réclamer la paternité du Contre-Plan...Sur une "Note aux membres des organes dirigeants de la révolution", datée du 17 juillet 1986 et portant la mention: "Objet: le contre-plan", Sankara a posé le tampon "Secret-Confidentiel"[31]. Dans ce texte, l'incohérence des propos frôle l'irresponsabilité:

"Il se trouve, écrit le Président du CNR, que le Plan Quinquennal sera financé à plus de 75% par les sources de financement extérieures. Renoncerons-nous à notre présent projet de Plan Quinquennal ou le réviserons-nous? Le plan ne sera ni remis en cause, ni révisé officiellement parce que: d'une part, ce plan une fois réalisé, dotera notre peuple d'une certaine base matérielle (de nouvelles forces productives); d'autre part, ce plan, tel qu'il se présente actuellement, constitue une sorte de rideau dans les salles de théâtre, empêchant les spectateurs, le monde capitaliste-impérialiste, de voir la mise en scène qui est faite et qui permet de réserver à l'assistance un beau spectacle, les bases d'une économie nationale.

Cependant, nous pouvons parallèlement préparer un "contre-plan". De façon classique, un "contre-plan" est un plan élaboré par une entreprise, approuvé par une instance supérieure et contenant des indices plus élevés. Dans notre cas ce "contre-plan" sera constitué d'un ensemble de projets et il sera supervisé par le Ministère de la Planification.

Il est difficilement concevable que nous continuions d'importer par mois en moyenne: 3 milliards de F.CFA en alimentation, 260 millions de boissons, 400 millions d'huiles, graisses animales et végétales, ou que nous importions des chaussures et des textiles, alors que nous sommes dans un pays producteur de cuir et de coton. Mais la réalisation d'un programme aussi ambitieux suppose un changement radical des mentalités en vue de consommer burkinabè.

Une fois adopté, ce "contre-plan", plus encore que le plan normal, sera impératif.

La réaction intérieure et extérieure ne manqueront pas de produire des analyses prétendument scientifiques, pour "démontrer" que notre "contre-plan" est une aberration, une folie. Il faudra triompher de ces ennemis!"

Le texte commence par affirmer qu'il entend cacher ses intentions réelles aux impérialistes, pour se résigner ensuite à l'idée qu'ils prendront quand même connaissance du "contre-plan" et qu'ils le dénigreront de façon perfide. Le Plan Quinquennal pèche déjà par excès d'optimisme, mais le Président pense qu'il peut coucher sur papier des indices encore plus élevés. Sankara affirme qu'il est "difficillement concevable" que le Burkina continue à importer des produits de première nécessité. Pour lui, il s'agit essentiellement de volonté et de mentalité et non pas de politique d'industrialisation rationnelle, de productivité et de qualité des produits. Si une approche scientifique de la production alimentaire et vestimentaire au Burkina existe, elle doit trouver ses concrétisations dans le Plan Quinquennal. On voit mal comment une question aussi cruciale, pourrait être reléguée dans un contre-plan semi-clandestin.

Au PAI aussi, on réagit de façon amusée à la présentation de Sankara comme le père de la planification burkinabè. "A la mi-août 1986, soit moins de dix jours après le lancement officiel du Plan Quinquennal, le Président du CNR, conformément à son habitude, décide brusquement de l'exécution de trois grands chantiers hors plan, d'une valeur de plusieurs

milliards de F.CFA: à Ouagadougou, l'aménagement du canal de St-Camille et la construction de la Cité An IV A et B; à Bobo-Dioulasso, la clôture de l'aéroport"[32].

Le Plan Quinquennal est vieux de six mois, lorsque le Président conçoit, début 1987, l'idée des "filières de production" qui sera entérinée par la deuxième Conférence des CDR. Il s'agit d'initier des programmes pour la production et la transformation dans cinq filières: l'or, le coton, le karité, le sésame et les cuirs et peaux. Comment le CNR justifie-t-il cette décision? Dans ces cinq secteurs, la production peut être augmentée considérablement et à peu de frais, ce qui rapportera des ressources pour financer le Plan Quinquennal. Le Président sort de son chapeau 5 milliards supplémentaires pour les cinq filières, à inscrire au budget 1987. L'ensemble des investissements et transferts en capital du budget originel, n'atteignait que 7,5 milliards de F.CFA[33]. Inutile de préciser que les 5 milliards pour les filières n'étaient pas prévus dans le Plan Quinquennal. Dans la stratégie des cinq filières, l'extension de l'usine textile de Faso Fani coûtera 5 milliards de F.CFA; le Plan Quinquennal prévoyait 550 millions. On parle d'un "dossier assez avancé" d'une nouvelle entreprise mixte, la Compagnie Burkinabè du Textile, dont le coût est évalué à 21 milliards de F. On n'en trouve pas trace dans le Plan. La Sofitex augmentera sa capacité d'égrenage du coton, grâce à un investissement de 4 milliards; le Plan n'en parle pas[34]. "Les cinq filières se substituaient en quelque sorte au Plan Quinquennal", nous a déclaré le Secrétaire d'Etat au budget, Célestin Tiendrebéogo[35].

D'après les prévisions de l'Opération Filières de Production, en 1987, le Burkina récoltera 180.000 tonnes de coton et produira 3.974 kilos d'or. Le Plan Quinquennal attend pour cette année une production de 130.000 tonnes de coton et de 2.984 kilos d'or. Les indices fixés par les techniciens, font donc un saut de 38 et de 33 pour cent[36].

En outre, les "filières" qui n'étaient pas prévues dans le Plan provoquent une avalanche d'autres imprévus. Laurent Sédogo explique qu'on a demandé aux militaires de cultiver le sésame, en leur promettant un prix d'achat de 150 F. le kilo. En fait, ils ont dû vendre à 50 F. "On n'avait pas prévu qu'il fallait une politique d'exportation dynamique et agressive, si l'on voulait écouler toute cette production"[37].

Au moment où Sankara a besoin d'une augmentation conséquente de l'exportation de sésame et de noix de karité, il provoque, en interdisant l'importation de fruits, des contre-mesures de la part certains pays. Ainsi, il aggrave un problème déjà chronique. Fin 1987, le Burkina est contraint de détruire 13.000 tonnes de noix de karité avariées: la perte se chiffre à 1,412 milliard de F.CFA[38].

Sankara et le paysan burkinabè

Les premiers mois de 1986, le Burkina vit dans l'euphorie d'une bonne saison des pluies. Tout pousse. Le mil et le maïs aussi bien que les plantes

miraculeuses du jardin des rêves. Le Président, visionnaire, défie le ciel en annonçant lors de la première Conférence des CDR, "deux millions de tonnes de céréales pour 1986". Le Plan en prévoit 1,245 million. Il tient compte de la stagnation à un niveau moyen de 1.100.000 tonnes, depuis dix ans[39]. On peut essayer de stimuler les paysans par des appels moralisants. Mais en règle générale, une pareille politique volontariste n'a pas de prise sur les nuages qui, pourtant, tiennent la clé de la production céréalière. La saison des pluies extraordinaire de 1986-1987 donne 1.869.000 tonnes. Ne pouvant planifier la pluie, les techniciens ont tablé uniquement sur des améliorations des méthodes de culture et des travaux hydrauliques. Sans la pluie, les deux millions de tonnes ne seront qu'un cri dans le désert. En plus, Sankara doit se rendre compte que ces deux millions de tonnes, si par malheur elles sont récoltées, poseront des problèmes inextricables. En effet, le 4 août 1986, Sankara a fait le constat que "chaque saison qui s'annonce bonne est pour nos paysans le cauchemar de l'effort non rétribué": des productions excédentaires de fruits, de légumes et de céréales pourrissent[40]. Or le Plan Quinquennal n'a rien prévu pour la collecte, le transport, le stockage, l'écoulement et la transformation de 700.000 tonnes supplémentaires. "Le mot d'ordre des deux millions de tonnes", disent les critiques de Sankara, "constituent l'exemple-type d'une politique démagogiquement favorable aux paysans, mais en fait improvisée, incohérente et vouée à l'échec".

Cependant, cette querelle ne peut pas ébranler notre vision de Sankara, défenseur de ces damnés de la terre qui nourrissent les multinationales et les fonctionnaires. Sankara a voulu déshabituer les gens à vivre au-dessus de leurs moyens, il a appelé les fonctionnaires et les ouvriers à des sacrifices dans la pleine conscience de leur situation privilégiée au regard de la paysannerie. Au moment de sa mort, une question s'est imposée à nous: est-ce la revanche de la ville sur la campagne?

Mais pas du tout!, répond-on avec une certaine exaspération du côté du PCRV. Dans les villes comme Ouaga et Bobo, la famine tue des sans-travail, des enfants, des vieux. Les ouvriers sont surexploités pour des salaires qui ne permettent pas de nourrir, soigner et éduquer leur famille. Beaucoup de fonctionnaires doivent en partie entretenir leurs parents au village. "Les milliards, amassés par le CNR grâce aux sacrifices imposés aux travailleurs des villes, ne sont nullement utilisés pour aider les paysans qui sont plus misérables que jamais. Ils sont détournés pour aider les sociétés capitalistes à faire face à la crise en leur injectant des capitaux frais, pour payer la dette extérieure et intérieure de l'Etat, pour enrichir la caste étroite des officiers réactionnaires du CNR, pour acheter des armes et payer une foule de mouchards et d'agents secrets"[41]. En fait, le PCRV répète ainsi une idée qu'il avait lancée sous le régime réactionnaire du CMRPN. Les grands bourgeois dénoncent les privilèges des travailleurs urbains et s'apitoient sur le sort des paysans, pour empêcher que les premiers luttent et que les seconds les rejoignent. En mars 1982 déjà, le PCRV se moquait des discours humanitaires du colonel fascisant

Saye Zerbo, qui disait: "Il est hautement temps que ceux que leur condition matérielle classe naturellement dans une situation privilégiée, je veux parler de cette fraction de la population urbaine, cesse de revendiquer pour eux, et rien que pour eux. Une simple attitude responsable et de solidarité humaine devrait inciter ceux-là à songer aux conditions précaires et même atroces de l'immense légion de nos paysans"[42]. Aussi, dans l'optique du PCRV, la mobilisation de milliers de paysans, le 1er Mai 1987 à Ouaga, apparaît-elle comme une manœuvre pour balayer les revendications des ouvriers et des fonctionnaires. Quoiqu'il en soit, il a été rapporté que la manifestation du 1er Mai s'en est pris au "syndicalisme alimentaire, défendu par des créatures dont la faculté d'émotion sur le sort d'une paysannerie sur-exploitée et accroupie dans l'ignorance et la misère, a été atrophiée au point de les ravaler au-dessous de l'humain"[43].

Entre 1983 et 1985, le CNR augmente sensiblement les prix d'achat des céréales: le mil + 33%, le maïs + 45%, le riz + 25%. Mais les paysans tirent-ils réellement profit de ces chiffres impressionnants? D'abord, l'Etat, faute de moyens, n'arrive pas à acheter plus de 15% de la récolte des céréales. En 1984 et 1985, on fixe le prix du sac de 100 kg à 8.000 F. L'année 1985-86 donne une bonne récolte: 1.568.000 tonnes. L'Etat lui-même se voit obligé d'acheter le sac de 100 kg à 4.000 F. au lieu de 8.000 F. et il le revend à 6.000 F. au lieu de 8.500 F. Des commerçants-spéculateurs s'emparent des céréales à moins de 50% du cours officiel. Et ils profitent en outre de la hausse des prix de vente en milieu urbain[44]. Le phénomène s'accentue avec la récolte exceptionnelle de 1986. En 1986-1987, le Burkina connaît un excédent de 33.000 tonnes de céréales. Le CNR veut collecter 45.000 tonnes et il réserve un milliard pour la collecte. Finalement, il aura 14.800 tonnes. L'opération intensive menée du 15 janvier au 5 février 87 coûte très cher. En outre, "l'utilisation de personnes inexpérimentées et non suffisamment motivées, entraîne des malversations. Le recours aux commerçants agréés n'empêche pas la fraude et l'exploitation des paysans"[45]. C'est dire que le CNR est très loin d'entamer la lutte finale contre les commerçants véreux, mille fois exterminés par des slogans impitoyables. Dans l'ensemble, 15 à 20 pour cent des récoltes ont été détruites par manque de protection des stocks vivriers. Les surplus n'ont pas été vendus faute de moyens de stockage, d'infrastructures commerciales et de débouchés solvables. Le problème s'est surtout posé pour le karité, les céréales et les mangues[46].

Alors, le CNR n'a-t-il apporté que de vaines paroles aux paysans?

Tout d'abord, il faut noter que dans beaucoup de régions, les CDR ont constitué une expression authentique de la volonté populaire, même si cette expression, dans un pays où l'analphabétisme règne, devait comporter nécessairement de grossières fautes de style et de forme. La jeunesse a porté des coups, parfois irréparables, aux traditions féodales. Ecoles, dispensaires, barrages et retenues d'eau témoignent de l'enthousiasme des masses paysannes, appelées à prendre leur propre sort en mains. Pour

beaucoup de paysans et de paysannes qui vivaient dans l'obscurantisme, Sankara restera celui qui leur a ouvert une porte sur la liberté et la dignité, celui qui leur a appris que les mots interdits de révolution et de combat anti-impérialiste, signifient travail et audace, jeunesse et avenir.

Ensuite, le CNR a entrepris une réforme agraire importante, dont les principes ont été fixés par l'ordonnance n°050 du 4 août 1984, complétée, un an plus tard, par le décret d'application n°404. La réforme a instauré le domaine foncier national, propriété exclusive de l'Etat, comme seul gage d'un libre accès à la terre pour les paysans; ainsi la possession d'origine féodale ou coloniale de la terre a été supprimée. Cette réforme permettra de réaliser l'organisation rationnelle du terrain villageois, mesure essentielle pour la protection de l'environnement. Dans chaque village, on délimitera les zones d'habitat et d'agriculture et les zones pastorales et forestières. En même temps, on organisera les paysans dans des groupements et coopératives afin de moderniser l'exploitation de la terre.

Cependant, au moment où le régime de Sankara touche à sa fin, cette ordonnance, texte juridique explosif, n'a guère effleuré les réalités campagnardes. "Même des agents de l'Etat n'en connaissent pas le contenu", avoue Léonard Compaoré[47]. "D'après les traditions, la terre appartient à la collectivité, sous l'autorité d'un chef de terre", déclare Laurent Sédogo. "Le chef se réservait une grande étendue des meilleures terres. Maintenant avec l'introduction du capitalisme, il appelle les paysans à travailler son domaine, selon le système de l'entraide, qui est en fait une sorte de corvée. A Kaya, par exemple, l'Etat a aménagé le périmètre, mais le chef veut s'y réserver 60 parcelles parce que traditionnellement, ces terres lui appartiennent. Les paysans n'osent pas les occuper: le chef pourrait appeler malheurs et maladies sur leur tête. Ailleurs, des chefs s'arrangent pour obtenir 10 à 15 parcelles, en se servant de noms de parents qui ne peuvent pas les exploiter"[37]. En d'autres endroits, le respect d'innombrables "lieux sacrés", rend difficile l'organisation rationnelle du terrain.

Il importe aussi de constater qu'au cours de la période 1983-1987, le taux de croissance de l'agriculture a été de 7,3% par an. La Banque mondiale parle à ce propos d'une "performance impressionnante" et loue la "remarquable capacité d'adaptation des agriculteurs et éleveurs burkinabè dans un environnement exigeant"[48]. La production céréalière, dont dépend la survie des paysans, connaît une croissance moyenne de 5,7% entre 1981 et 1987. Voici les chiffres des récoltes, en tonnes:

1981-82	1.249.000
1982-83	1.159.000
1983-84	1.090.000
1984-85	1.097.000
1985-86	1.568.000
1986-87	1.869.000
1987-88	1.624.000[49]

Au cours de cette période, le rendement par hectare a augmenté de 32% pour le mil, de 40% pour le sorgho et de 12% pour le maïs.

Mais ce sont les cultures d'exportation qui ont connu le développement le plus conséquent. En 1981-1982, la Haute-Volta produisait 67.300 tonnes de coton et 76.700 tonnes d'arachides; en 1987-1988, le Burkina enregistre 176.000 tonnes de coton et 145.000 tonnes d'arachides[50].

La sécheresse persistante a conduit les éleveurs à s'intéresser davantage au petit bétail. Le Burkina compte 2.871.000 bovins en 1982 et 3.153.000 en 1986. Le nombre d'ovins monte de 1.967.000 à 3.594.000 et celui des caprins de 2.964.000 à 5.041.000[51].

Ces succès cachent cependant aussi quelques tendances inquiétantes. Dans certaines régions, en quinze ans, les engrais minéraux classiques que fournit la Sofitex aux producteurs de coton, ont diminué la teneur en matière organique du sol de 1,6% à 0,6%: trop acidifié, le sol est mort, interdisant toute culture[52]. L'Etat qui, en 1983, subsidiait à 60% les entrants pour la culture du coton, ne paie plus rien en 1987. En 1985 et 1986, la Sofitex diminue ses prix aux producteurs de dix pour cent, ce qui a "permis de réduire le prix de revient à l'un des niveaux les plus bas d'Afrique de l'Ouest"[53]. Les chiffres impressionnants se réalisent-ils aux dépens de l'environnement et des paysans?

La superficie de riz passe entre 1983 et 1987 de 28.322 hectares à 18.922 et sa production chute de 40.000 tonnes à 21.790. Le rendement de la culture du riz stagne entre 1977 et 1987. La Caisse Générale de Peréquation intervient pendant la période 1983-1987 pour 17,1 milliards de F. pour soutenir la production du riz. Or, le riz occupe 64% de la superficie des périmètres irrigués. Les investissements conséquents pour aménager ces périmètres ont-ils été mal évalués?[54]

Un quatrième constat s'impose. Selon l'orientation "consommer burkinabè", des efforts sont entrepris pour revaloriser et transformer les productions agricoles. Au Burkina, où des céréales, invendues, pourrissent dans les villages, deux brasseries, Brakina et Sobébra, importent 30.000 tonnes de blé pour 3 milliards de F.CFA par an. En 1987, les paysans burkinabè livreront les 15.000 tonnes de maïs que les brasseurs achètent d'habitude à l'étranger comme adjuvants à la bière. Les premières fabrications semi-industrielles de la bière de dolo (mil), entrouvrent la porte sur la production d'une bière nationale sur base de céréales locales. La "surproduction" de maïs du Sourou, trouve un nouveau débouché avec l'introduction de 5% de ces céréales dans la fabrication du pain, chiffre qui montera par la suite jusqu'à 20%[55]. Des fruits et légumes sont transformés par SAVANA, les graines de coton et les noix de karité serviront bientôt à la fabrication d'huile, de savon et de dentifrice à la SOFIB et le mil sera livré à la nouvelle biscuiterie de la COFA[56].

Finalement, le 29 août 1986, un nouveau ministère, celui de la Question Paysanne, voit le jour. Confié à Jean Léonard Compaoré, sa mission, essentiellement politique, consiste à motiver et à organiser les paysans. De l'avis de Sankara, le ministre "aura pour tâche de sillonner toutes nos

campagnes, de connaître tous les problèmes, case par case"[57].

Dans quelle mesure les mérites des acquis que nous venons de mentionner reviennent-ils à Sankara?

A la deuxième conférence des CDR, Sankara parle des paysans. "Repartons à la base, consultons notre peuple: qu'est-ce qu'il nous enseigne? Un tracteur ne fera jamais le bonheur d'un peuple, tant que ce peuple n'aura pas compris ce qu'est un tracteur. Retourner à la daba, cela veut dire que nous faisons les transformations révolutionnaires avec les masses populaires. Nos ingénieurs-agronomes n'ont pas été formés à l'université à la daba. Nos ingénieurs-agronomes sont peu nombreux et certains se permettent de dire qu'ils vont quitter le pays. Quittez, ce n'est pas vous qui nous nourrissez, ce sont les paysans. Par contre, les ingénieurs agronomes qui savent ce que c'est le peuple, restent avec le peuple pour se transformer et évoluer avec le peuple. Nous voulons que les paysans burkinabè se disent: on pourra peut-être améliorer le rendement de la daba. Signe de progrès! On pourrait améliorer le manche ou le socle de la daba. Signe de progrès! On pourrait peut-être faire tirer la daba par un âne, cela nous fera gagner du temps et économiser des forces: signe de progrès! Le début de la charrue, c'est mettre un âne pour tirer la daba. On trouvera que c'est toujours lent. Dans ces conditions, on inventera la roue. Un jour, on inventera le moteur. Et alors, on verra le paysan burkinabè grimper sur un tracteur. Quand il aura fini de labourer son champ, on le verra prendre son hélicoptère; il ira dans sa salle d'ordinateurs et programmera quand il va pleuvoir et quand il va récolter"[58].

Sankara a sans doute raison de souligner qu'il faut se lier étroitement aux masses paysannes pour pouvoir les guider sur le chemin du progrès. Des discussions avec des étudiants burkinabè nous ont appris que la réticence à se mettre au service des paysans est souvent évidente. Un Haut-Commissaire nous a déclaré: "Beaucoup d'étudiants, à qui l'on demande de faire une semaine d'alphabétisation, veulent d'abord savoir combien ça leur rapportera. Rentrés au village, ils aiment pavaner". Un coopérant belge abonde dans le même sens. A ses yeux un gouffre sépare le discours des cadres de la réalité paysanne. Le goulot d'étranglement se situe, d'après lui, au niveau du terrain: les connaissances techniques et scientifiques doivent se remodeler au contact avec le vécu des villageois.

En revanche, Sankara a tort lorsqu'il se pose en compagnon médiéval qui veut tout réinventer et maîtriser, qui trouve monstrueuse la division du travail, mais qui, soudainement, peut se métamorphoser en programmateur d'ordinateur... Son populisme le pousse à croire que le progrès jaillira du culte du paysan et de ses instruments primitifs. Pour son pain quotidien, Sankara remercie le paysan mais pas l'agronome.

Sankara ne cerne pas le rôle-clé que jouent les instituteurs, infirmières, agronomes, techniciens dans la révolutionnarisation de la paysannerie. Pourtant des cadres du ministère de la Question Paysanne ont attiré son attention sur la question: "L'éveil de la conscience coopérative ne peut pas jaillir spontanément chez les larges masses paysannes analphabètes et

confrontés à d'énormes problèmes socio-économiques. Cela suppose que les intérêts fondamentaux des larges masses paysannes soient perçus et défendus par ceux-là mêmes qui sont chargés d'élever leur conscience coopérative"[59].

De même, le Burkina a accumulé assez de connaissances scientifiques et techniques pour augmenter les revenus des paysans de 170 à 200 pour cent. L'irrigation, l'utilisation judicieuse des engrais et des semences améliorées, le passage à la culture attelée y suffiraient. Une étude du CEDRES, basée sur des données allant jusqu'en 1984, montre que 0,3% des terres cultivées sont emblavées avec des semences améliorées, que les paysans utilisent des engrais sur 2,45% des champs et que l'acquisition de charrues s'élève à 5.800 unités par an, 5% des 600.000 exploitations étant équipées de cet outil. Ces résultats marginaux mènent à une conclusion: il n'y a pas de stratégie d'introduction des résultats de la recherche agronomique sur les exploitations agricoles. Le problème n'est donc pas d'inventer la roue et la daba au socle amélioré, mais de vulgariser des techniques et des instruments existants et de former et d'encadrer les paysans. Il faut trouver des moyens financiers et mobiliser des techniciens, au lieu de flatter démagogiquement les paysans[60].

La mort de Sankara a-t-elle entraîné des changements dans la politique envers la paysannerie? Léonard Compaoré, le "ministre des paysans", se trouvait le 15 octobre 1987 parmi les villageois, au cours d'un meeting aux environs de Kaya. "Quand on a entendu la nouvelle, c'était la stupeur, l'émotion, la peur. Partout, en ville comme à la campagne, à tous les niveaux, il y avait de la panique. La semaine qui suivait, j'ai reçu au moins 150 paysans, venus à Ouaga pour me demander: Est-ce qu'on remet en cause la révolution? Nous tous, nous nous étions engagés pour Sankara. Mais la dernière année, il se méfiait de plus en plus de ses amis"[61]. Sankara voyait d'ailleurs d'un mauvais œil la popularité de Léonard Compaoré parmi les paysans. Le 27 mai 1987, il y eut un attentat jamais élucidé contre le ministre de la Question Paysanne, à Gorgadji, province du Séno. Léonard Compaoré a aussi été accusé de se prendre pour un premier ministre. En clair, de rivaliser avec le Président.

Après le 15 octobre, Léonard Compaoré continue l'orientation qu'il a développée dès la création de son ministère. Lorsque son successeur, Laurent Sédogo, le remplace, la Question Paysanne est rebaptisée ministère de l'Action Coopérative Paysanne. Ceci pour mettre en évidence la tâche primordiale de l'organisation de la paysannerie. Le document qui sert de base aux travaux du Front Populaire parmi les paysans, est la synthèse du Séminaire National sur le Mouvement Coopératif, tenu sous le CNR du 24 au 27 mars 1987. "De Tenkodogo, où se tient le séminaire, jaillira l'étincelle qui illuminera le Burkina Faso, pour que se matérialise la coopérativisation qui jettera la base matérielle de notre révolution"[62]. Dès le début, le document met ainsi en évidence le fait qu'il faut encore entamer les réformes techniques et organisationnelles essentielles à la

campagne. D'après les séminaristes, les coopératives constituent un des fondements d'une économie nationale indépendante et planifiée. Elles permettent aux paysans d'acquérir des moyens de production qui autrement seraient hors de leur portée. Elles jettent des passerelles entre la petite production archaïque et l'agro-industrie. Par la conclusion de contrats, la coopérative s'insère dans la planification nationale. En regroupant les forces, la coopérative ouvre l'univers de l'éducation, de la formation et de la culture.

La coopérative ne peut pas sortir du néant, ni d'un livre. Il existe au Burkina cinq mille groupements villageois et quatre cent cinquante groupements de jeunes agriculteurs. En général, des paysans se sont regroupés pour pouvoir obtenir des crédits qui leur permettent d'acheter des charrues et d'autres instruments. L'irrégularité des assemblées et la définition vague des droits et devoirs des membres, caractérisent ces groupements. L'agriculture y reste extensive sur des champs dispersés. On n'arrive pas à utiliser le matériel agricole de façon rationnelle et rentable à cause de l'insuffisance de la formation. L'écoulement des produits pose problème. Mais les groupements ont permis d'asseoir certaines infrastructures (banques de céréales, moulins, magasins de stockage, retenues d'eau) et ils ont joué un rôle considérable dans la mobilisation pour la construction d'écoles, de maternités, de dispensaires. On veut que les groupements évoluent, par leur libre décision, vers des formes supérieures d'organisation. Dans un premier temps, les achats et les ventes se feront de façon collective et les instruments de travail seront aussi achetés collectivement et loués aux utilisateurs. Les champs resteront dispersés, mais on délimitera les zones de pâturage et de culture. Dans un stade plus avancé, on remembrera les exploitations en des espaces contigus et des contributions à des caisses de solidarité seront levées. Au stade ultime, on aura une seule exploitation collective et une répartition des revenus en fonction du rendement individuel.

Cette coopérativisation ne peut réussir qu'avec l'appui conséquent des autorités politiques. Elles devront faciliter l'accès au crédit et à l'équipement, donner la priorité d'accès aux terres, organiser l'écoulement sur le marché national et international et mettre à la disposition des coopératives des agents d'encadrement politique et technique. Elles assureront aussi la formation dans les divers domaines, de l'alphabétisation jusqu'à la gestion et la commercialisation et la technique de production et de transformation. Voilà pour ce qui est des thèses de Tenkodogo[63].

Aux yeux du PCRV, dans un régime où domine le capitalisme néo-colonial, les groupements villageois et les coopératives tombent nécessairement sous la coupe de féodaux et de bourgeois qui exploitent les coopérateurs pauvres[64]. Côté ministère de la Question Paysanne, on ne conteste pas certains constats. "Dans la majorité des coopératives, les coopérateurs ont été recrutés par un riche commerçant, un féodal ou un 'intellectuel', ingénieur-agronome de surcroît, pour l'exploitation de leurs parcelles. Les membres sont en fait des ouvriers agricoles"[65]. La coopérative constituera-

t-elle un collectif révolutionnaire et démocratique ou deviendra-t-elle une coquille vide qui cachera l'exploitation capitaliste? Aux yeux du Front Populaire, ceci dépend de l'organisation et de la conscience des paysans, du degré de démocratie dans la gestion et des mesures que prendra l'Etat.

Le Front Populaire reste confronté aux problèmes majeurs qu'a dû affronter le CNR.

La campagne céréalière 1987-1988 connaît un déficit de 158.000 tonnes. Celle de 1988-1989 bat tous les records avec un excédent de 42.100 tonnes. Vingt et une provinces comptabilisent un excédent de 243.500 tonnes, neuf connaissent un déficit, dont le plus important est celui du Kadiogo: 107.300 tonnes. Le Front Populaire se fixe comme objectif stratégique de responsabiliser les paysans à travers les Groupements Villageois et, plus tard, les coopératives. Ils seront encadrés par les services techniques des trois ministères concernés: l'Action Coopérative, l'Agriculture et le Commerce. Les excédents seront stockés autant que possible au niveau des villages, grâce aux banques céréalières, puis au niveau du département et de la province. Les paysans recevront 45 à 50 F. au moment de la récolte et payeront 60 à 65 F. au temps de la soudure. Au cours de la campagne 1988-1989, le ministère de l'Action coopérative compte enlever les 42.000 tonnes excédentaires au prix de 50 F le kilo; cette opération nécessite 2.100 milliards de F. sans les charges[66]. Plusieurs obstacles barrent la route à l'exécution de ce plan:

L'Etat ne possède pas assez de fonds ni de forces pour arriver à temps dans tous les villages: les commerçants le devancent et paient cash. Connaissant le prix fixé par l'Etat, aux endroits où ils craignent la concurrence, les commerçants promettent 60 F. le kilo. Les Groupes Villageois ne veulent dès lors plus vendre à l'Etat. Au moment de la vente, les paysans ne calculent pas à quel prix les commerçants leur revendront le mil en cas de pénurie, l'Etat leur garantissant les céréales à 65 F.

En outre, l'optique du ministère du Commerce et celui du ministère de l'Action Coopérative ne concordent pas. Le ministère du Commerce a intérêt à importer des céréales qui s'achètent à très bas prix, permettant de réaliser des bénéfices conséquents et des revenus importants sous forme de taxes pour l'Etat.

En outre, un certain nombre de fonctionnaires supérieurs et moyens se lient avec des petits importateurs pour leur assurer des livraisons de céréales dont ils partageront les bénéfices. La pression des commerçants se fait d'ailleurs de plus en plus sentir. Au début de la décrispation sociale, *Sidwaya* attribue les propos suivants au ministre du Commerce et de l'Approvisionnement, Frédéric Korsaga: "La tendance actuelle est à la libéralisation du commerce au Burkina Faso. Désormais, les commerçants, principaux acteurs du développement de notre pays, doivent se sentir en confiance"[67]. Le Premier Symposium sur les Prix, qui se tient du 4 au 7 juillet 1988 à Ouaga, propose "la libéralisation des prix de céréales sur une période de deux ans"[68]. Le Conseil des Ministres ne le suit pas.

L'échec de la collecte de la campagne 1988-89 résulte de la faiblesse

persistante de l'organisation et de l'encadrement technique des paysans et de la force économique jamais sérieusement ébranlée, des commerçants "véreux" et autres.

La réorganisation agraire et foncière, stipulée dans un gros livre inaccessible au commun des mortels, provoque chez ces derniers "des incompréhensions, des grandes peurs, voire de farouches oppositions". Avant la fin de 1989, le Front Populaire aura organisé dans les trente provinces, des séminaires d'information et de sensibilisation comme celui qui réunit, du 14 au 16 février 1989, quatre cents délégués venus des onze départements du Sanmatenga. Les paysans y expriment leur vague conviction que la réorganisation reviendra à "une spoliation de leurs champs, de leurs parcelles et de leurs cases". Aucun simple paysan n'acceptera de contribuer à la délimitation du terroir villageois car il en mourrait. Seul le chef de terre est habilité à dire que le village s'étend jusqu'à tel arbre, tel marigot. La division du terroir en zones agricoles, pastorales et forestières, inquiète car le paysan craint un nouveau partage qui le léserait. Si la terre appartient à l'Etat, il n'y aura plus de place pour les sacrifices et les rites magiques des chefs de terre qui "règnent" sur le terroir. Or, les récoltes dépendent de l'observance de ces coutumes.

Trois conclusions se dégagent de ce séminaire tenu à Kaya. La tradition, l'économie, la démographie et l'environnement différant d'une région à une autre, il faut exprimer la réorganisation foncière dans des termes très pratiques qui correspondent à chaque situation spécifique. Rien ne peut se faire sans l'appui conscient de la population et des chefs de terre. Il importe de réaliser des expériences modèles d'aménagement du terroir dans quelques villages, comme celui de Bangassé, donné en exemple au cours du séminaire. On ne peut pas faire comprendre aux paysans le sens des mots, sans leur montrer ce qu'ils signifient dans la pratique de la vie quotidienne[69].

Faso Dan Fani contre Tergal

Les artisans, au nombre de 30.500, prennent une place importante dans l'économie burkinabè. Le Faso Dan Fani, un tissu fabriqué de façon artisanale connaît une certaine gloire internationale grâce au don publicitaire de Thomas Sankara, qui a assuré la promotion de la tenue nationale confectionnée en cette étoffe. A un représentant d'un pays impérialiste, il a déclaré: "Vous êtes habillé en tergal, moi en Faso Dan Fani, la différence est faite. Dans tous les villages du Burkina Faso, l'on sait cultiver le coton. Dans tous les villages, des femmes savent filer le coton, des hommes savent tisser ce fil en pagnes et d'autres hommes savent coudre ces pagnes en vêtements. Par conséquence, je n'ai aucune inquiétude"[70]. Le port du Faso Dan Fani devient la concrétisation principale du mot d'ordre 'Produisons et Consommons Burkinabè'. "Porter le Faso Dan Fani est un acte économique, culturel et politique de défi à l'impérialis-

me"[71]."Nous ne devons pas être esclaves de ce que les autres produisent"[72]. Sankara donne en exemple une jeune paysanne, qui produit seize pagnes par mois et gagne ainsi la somme considérable de 45.000 F.CFA. "Elle tisse la nuit à ses heures perdues et elle ne travaille que sur commande. Cela s'appelle le bonheur chez soi. Elle gagne son argent par son travail émancipateur qui la rend digne, fière, heureuse! Elle peut même s'acheter un mari". A ceux qui dénoncent l'obligation du port du Faso Dan Fani pour les fonctionnaires comme étant une atteinte à la liberté, Sankara répond qu'on ne peut pas permettre indéfiniment que le peuple soit pressuré pour qu'une minorité puisse dépenser son salaire à l'étranger. Les fonctionnaires qui sont les délégués des masses, doivent donner l'exemple du patriotisme. Pour le reste, il faut accorder aux gens le temps de s'adapter, de comprendre. Mais il y a des fonctionnaires qui portent la tenue nationale, simplement pour ne pas s'attirer les foudres du chef. "Quand vous les regardez, ils sont comme dans une camisole de force. Ils s'habillent en Faso Dan Fani comme un âne invité à témoigner au mariage d'un cheval. On doit bien s'habiller. La révolution n'est pas contre ce qui est beau. Je suis fier quand je vois des camarades qui font preuve de créativité, qui trouvent des modèles nouveaux. La mode continue de plus belle". Certains prétendent que le Faso Dan Fani est cher. Comment ne peuvent-ils pas trouver 3.500 francs, eux qui en dépensent 35.000 pour se procurer des costumes à l'étranger? A mesure que le nombre des tisseuses croîtra, les prix diminueront. "Et bientôt, des coopératives permettront d'améliorer la qualité et d'augmenter la quantité des tenues Faso Dan Fani. A partir des métiers artisanaux à tisser, nous allons découvrir des machines plus complexes. Nous irons vers la manufacture, puis vers l'usine textile made in Burkina. A ce moment, aucune pièce ne sera irréparable parce que ce seront nos machines dont nous aurons suivi l'évolution pas à pas"[71].

Ce texte nous montre un Sankara agitateur-né, imbattable quand il s'agit de populariser les idées de base du combat anti-impérialiste. Mais il nous révèle en même temps ses grandes faiblesses de dirigeant politique. Le port du Faso Dan Fani concerne 0,17% de la population et tout au plus quelques milliers de tisseuses s'occupent de sa production. Dans son discours, Sankara n'aborde pas le problème de l'entreprise Faso Fani qui met huit cents hommes au travail et produit de façon industrielle un tissu national. Pourtant, c'est uniquement le développement de la grande production qui mettra à la disposition des larges masses un tissu solide et bon marché et qui tiendra tête à la concurrence internationale. Les relations entre la production artisanale et industrielle ne sont pas précisées. Dans le Plan Quinquennal, on ne trouve rien sur l'organisation de coopératives, sur leur base technique et sur la formation professionnelle des tisseuses; c'est dire que la brillante agitation développée par Sankara repose sur de l'improvisation politique.

Aussi les multiples interventions sur le Faso Dan Fani ne doivent-elles pas occulter le fait que les sommes destinées à l'artisanat restent extrême-

ment modestes. Le Plan Quinquennal ne lui réserve que 2,898 milliards, soit 0,5% de son enveloppe globale. De cette somme, 1,827 milliard reste encore à trouver au moment où le Plan est lancé[73]. En 1986, on n'a réalisé que 7,44 % des investissements prévus; en 1987 le taux de réalisation n'atteint que 20,83%[74].

Nous avons rencontré Joséphine Sanou, la responsable principale à la Direction Artisanat du Ministère de la Promotion Economique. Devenue opérationnelle en 1987, sa Direction se voit immédiatement privée de ses attributions: Sankara crée à la Présidence un Département du Travail et du Secteur Informel qui prend l'artisanat en charge. "On était perdu, on se sentait inutile", dit Joséphine Sanou qui a retrouvé ses responsabilités depuis la rectification. "Jusqu'à présent, dix ministères s'occupaient de façon disparate de certains aspects de l'artisanat. Une commission interministérielle vient d'être installée et six sous-commissions, auxquelles des artisans seront associés, traiteront de la discrimination fiscale, du crédit, de la commercialisation, de la formation, etc. Le premier objectif est de définir et de réglementer le secteur de l'Artisanat et d'élaborer un Plan Directeur cohérent. Tout reste à faire et les problèmes se bousculent: manque de formation professionnelle, ruptures d'approvisionnement en matières premières et pièces de rechange, absence de moyens techniques, mauvaise qualité des produits... La branche des métaux et de la mécanique recevra une attention prioritaire afin de stimuler la production au service de l'agriculture: charrues, pompes à eau, foyers améliorés. La Direction Artisanat continue à promouvoir la production de tissus Faso Dan Fani, dont on s'efforcera avant tout d'améliorer la qualité de la teinture"[75].

Ajoutons que les artisans, relégués dans le "secteur informel", assurent entre 40 et 47 pour cent de la production industrielle manufacturière du Burkina. Dans un environnement néo-colonial, ils n'arrivent pas à obtenir un petit crédit de 50.000, de 100.000 ou 200.000 F.CFA pour leur entreprise familiale. Pourtant, le Burkina pauvre regorge d'argent que les lois du marché capitaliste ne permettent pas d'utiliser au profit des Burkinabè! De 1980 à 1987, les dépôts d'épargne augmentent de 26% par an, atteignant 36,5 milliards de F. Les dépôts des établissements publics atteignent en 1987 la somme de 46 milliards de F. "La plus grande partie des liquidités du secteur bancaire sont détenues en francs français au compte d'opérations de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest auprès du Trésor français". Il s'agit d'un montant de... 68 milliards de F.CFA en 1987[76].

Assurer la survie de l'industrie et puis?

L'objectif proclamé du CNR est l'édification d'une économie nationale indépendante et autosuffisante.

Or, depuis le début des années quatre-vingts, l'industrie burkinabè traverse une crise profonde. L'emploi industriel a chuté de 8.053 unités

en 1980 à 5.150 en 1982. Des soixante-sept unités industrielles recensées au 1er octobre 1985, quarante-neuf fonctionnaient, tandis que seize (soit 24%) se trouvaient en cessation d'activité; deux doivent démarrer incessamment[77]. La plupart des entreprises tournent à 50% de leur capacité. Seules les deux brasseries du Burkina fonctionnent à pleine capacité. Mais en 1987, Sankara, en surtaxant la bière, boisson "de luxe", fera chuter la vente de 47 pour cent et poussera ainsi les deux entreprises au bord de la faillite. La raffinerie de sucre connaît un taux d'utilisation de 79,1%. Le textile note un taux de 56,3%, les huiles et savons 35%. La production de cycles et de motocycles descend à 31% de sa capacité. L'industrie chimique n'atteint que 2,5% pour les peintures, colorants et emballages.

A deux exceptions près, toutes les entreprises du Burkina, parmi lesquelles l'agro-alimentaire (60%) et le textile-cuir (18,3%) dominent largement, produisent exclusivement pour le marché intérieur. Or, la contraction de ce marché, due aux diminutions du pouvoir d'achat, rend leur équilibre encore plus précaire.

Le même phénomène s'est produit dans le secteur du bâtiment où le chiffre d'affaires a chuté de 50% entre 1983 et 1984. Cette tendance s'est renforcée en 1985, quand a été décidée la suspension du paiement des loyers. Le gouvernement a bien mis en œuvre de grands projets de construction, mais ceux-ci profitent surtout...aux entreprises étrangères![78]

Ainsi donc, le CNR, en imposant une austérité draconienne, fait peser une lourde hypothèque sur sa politique de développement industriel.

D'après Labazée, le pouvoir d'achat des travailleurs urbains a décliné de 20 à 30% en 1984. La réduction de 25 à 50% des indemnités versées aux fonctionnaires, les retenues obligatoires sur les salaires au profit de la Caisse nationale de solidarité et les cotisations aux caisses des CDR, en sont les causes[79]. En 1985, les réductions des indemnités ont été reconduites et tout salarié a dû céder un mois ou un demi-mois de salaire au profit de l'Etat. En 1986, même traitement des indemnités et introduction de l'Effort Populaire d'Investissement, l'EPI, qui consiste en une diminution des salaires de 5 à 12%[80]. Au cours de la même période, l'impôt sur le revenu des personnes physiques a pesé plus lourd d'année en année: de 7,37 milliards en 1985, il est passé à 8,27 milliards en 1986 et à 9,03 milliards en 1987[81].

A Henri Zongo, le ministre de la Promotion économique, revient la tâche d'insuffler l'esprit civique aux possédants de la place qu'on appelle ici les "opérateurs économiques" parce que la plupart ne méritent même pas le nom de capitalistes; incapables de diriger et de gérer rationnellement une entreprise, ils s'enrichissent par la fraude, par des pratiques illégales et en parasitant l'Etat. Le premier souci de Henri Zongo n'est pas de construire des entreprises socialistes, mais bien d'introduire un minimum d'ordre, de transparence et de rationalité dans l'industrie manufacturière existante. Il s'agit d'assurer sa simple survie.

Créée en 1974, la zone industrielle de Kossodo, à Ouaga, prend l'aspect

d'un cimetière en 1984. "Il y a déjà 2,5 milliards de nos francs qui y dorment", note le Conseil Révolutionnaire Economique et Social en août 1985, pour ensuite proposer la réhabilitation des entreprises viables[82]. Mais les magistrats parlent de banqueroutes frauduleuses et d'escroqueries: "Des dizaines d'entreprises disparaissent chaque année alors qu'elles viennent de naître. La preuve en est le cimetière d'usines de Kossodo. En effet, des P.D.G. ont souvent organisé des crises et des déséquilibres conscients de leurs maisons en vue de s'approprier le capital, dès la liquidation planifiée"[83].

Sous l'impulsion du CNR, deux milliards supplémentaires sont investis à Kossodo d'août 1985 à fin 1987, permettant la réouverture de onze sociétés et la création de 424 emplois. Deux exemples. La Confiserie de la Haute-Volta, au capital social de 60 millions de F., a accumulé pour 97 millions de pertes, suite à sa mauvaise gestion. Après un conflit entre les actionnaires burkinabè et Abinader, le partenaire étranger, l'Etat intervient pour restructurer l'entreprise. Les capitalistes burkinabè ne pouvant pas apporter des fonds, la COFA, société d'économie mixte Etat-capital étranger, redémarre avec 250 millions de F.

La Sovoplas cesse ses activités à la mi-1983: 550 millions de pertes pour un capital de 200 millions. Trois années plus tard, l'Etat relance la fabrication d'objets en plastique dans la nouvelle Fasoplast au capital de 426 millions de F. Aucun capitaliste national n'a montré de l'intérêt. Et Urbain Somda, le directeur du développement industriel au ministère de la Promotion économique, de conclure: "Nous prenons le devant pour ressusciter ces unités, quitte à ce qu'à un moment donné, en fonction de l'état de santé de l'entreprise, l'Etat se désengage, car il a d'autres priorités"[84]. Cette position, qu'aucun Etat libéral ne récuserait, fait surgir la question de l'orientation stratégique du développement industriel sous la révolution démocratique et populaire.

Parmi les entreprises importantes, restructurées entre 1983 et 1986 par le CNR, citons la Brakina (brasserie), la Sosuco (fabrication de sucre), la S.B.M.C.(peaux et cuirs) et la Sinac (chaussures). Il y a aussi la Société Africaine de Pneumatiques (84% privés burkinabè, 16% privés étrangers) qui produit des pneus et des chambres à air. En 1986, dans le but d'élargir et de diversifier sa production, elle entame un programme d'investissement de 900 millions de F., mobilisés entre autres par la Caisse Autonome d'Investissement. Mais la survie de la société reste menacée par la concurrence des multinationales: leurs produits entrent sous un régime fiscal avantageux ou en fraude et les marges bénéficiaires des commerçants sont de 20% sur les pneumatiques importés contre 10% sur ceux fabriqués au pays. Tout en criant haut et fort "consommons burkinabè", la révolution a laissé subsister cette réglementation aberrante. Ainsi, l'excellent concentré de tomates de la Savanna, vendu avec une marge de 10%, se fait écarter par des boîtes italiennes qui rapportent 20% aux commerçants[85].

Ivolcy, l'Industrie Voltaïque du Cycle, au capital de 150 millions de F. détenu à 65% par la Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest, a

longtemps vécu à la mode d'une entreprise commerciale coloniale. Elle aussi a été restructurée par le CNR. En 1980, elle assemblait 52.540 bicyclettes et 16.161 cyclomoteurs. La même année, des capitalistes nationaux créent la SAVCC, la Société des Artisans Voltaïques des Cycles et Cyclomoteurs, qui fabrique sur place des bicyclettes et assemble des cyclomoteurs de marque autrichienne. L'IVOLTCY voit son chiffre d'affaires s'effondrer. L'Etat burkinabè la sauvera en 1985, en portant le capital à 673 millions de F. dont 49% tenus par la CFAO et 51% par un consortium liant l'Etat et cinquante actionnaires burkinabè. Une société néo-coloniale comme la CFAO, derrière laquelle se profilent Peugeot, Suzuki et Yamaha, ne renforce-t-elle pas ses atouts par cette alliance avec l'Etat et certains capitalistes locaux? "Nous sommes conscients, disent les délégués du personnel et les responsables CDR, que nos intérêts sont intimement liés à ceux de l'usine". Puis ils avouent que les ouvriers les accusent parfois de "connivence avec la direction pour saper leurs intérêts". "La plupart des ouvriers sont analphabètes et ne voient que les intérêts matériels immédiats", concluent-ils. Le salaire minimum des 156 ouvriers est de 30.000 F.CFA. Un ouvrier, engagé en 1964, au tout début de l'entreprise, déclare: "Nous avons cheminé de promesse en promesse et d'espoir en espoir. Et au moment des difficultés sérieuses de 1980, nous avons perdu certains avantages comme les primes"[86].

La Banque mondiale ne trouve rien à redire à la politique industrielle du CNR. "Les tendances dirigistes du gouvernement, dit-elle pour s'auto-consoler, sont tempérées par son pragmatisme. Tous les efforts du Burkina depuis cinq ans ont porté sur la réhabilitation et la restructuration d'entreprises publiques en difficulté, par des méthodes qui paraissent raisonnables et efficaces"[87]. Le CNR a manifestement réussi à assurer la survie de nombre d'entreprises moribondes, héritées de l'ancien régime. "La totalité des entreprises visitées envisagent une croissance nette de leurs activités à court et à moyen terme. Elles semblent en général connaître une croissance continue depuis les années 1985-1986"[88].

Cette note positive frappe d'autant plus que la Banque mondiale vient de constater que la structure de l'économie burkinabè est à l'antipode de ses propres fantasmes idéologiques: "Le secteur parapublic non seulement contrôle la quasi totalité des services publics et du système bancaire, mais domine le secteur économique moderne et joue un rôle non négligeable dans le secteur commercial. Les entreprises publiques sont soumises à une tutelle relativement contraignante"[89].

Voici les principales entreprises publiques, après les restructurations du CNR. Ensemble, elles réalisent 63 pour cent de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière[90].

	Capital	Part de l'Etat	Chiffre d'Affaires	Valeur ajoutée	Effectives
SOFITEX	4.400	66	22.886	(404)	1.600
SUSOCO	6.031	83	8.473	5.080	2.476
SHSB	1.500	83	7.075	2.002	330
FASO FANI	1.109	62	6.416	2.231	818
GMB	433	76	4.968	791	100
SIFA	673	47	3.832	669	208
SIBAM	40	72	608	240	46
COFA	217	70	542	174	90
SAVANA	420	95	407	31	90
SINAC	200	100	180	(13)	70
CNEA	975	100	160	160	112
SBMC	419	52	141	72	59
FASOPLAST	300	100	X	X	75

Par l'apport en capital et l'imposition d'une gestion rigoureuse, l'Etat a rendu la santé -toujours précaire- à ces entreprises. Mais quelle orientation prendre pour qu'elles puissent se renforcer dans un environnement néo-colonial extrêmement difficile? Comment, à partir de ce tissu industriel rudimentaire et précaire, créer une industrie nationale moderne et solide, sans tomber sous la coupe du capital international? Les discours anti-impérialistes souvent brillants de Thomas Sankara ne peuvent pas tenir lieu de réponse à cette question. L'impérialisme français, en la personne de François Mitterand très avisé en matière de démagogie gauchisante, ne craint pas les révolutions du verbe. Il attend que la fureur oratoire de Sankara s'éteigne et étudie, en attendant, comment il pourrait tirer profit des réformes introduites par le CNR. Un fin discours de l'ambassadeur Le Blanc, prononcé en novembre 1986, donne l'exacte mesure de cette subtilité néo-coloniale:

"Beaucoup de sociétés françaises commencent à regarder avec un grand intérêt du côté du Burkina parce qu'elles constatent que l'assainissement des mœurs politiques et économiques crée des conditions de travail infiniment plus saines que dans beaucoup de pays africains. L'absence de malversations ou de dessous de table créent ici un climat de plus en plus incitatif. Un autre point que les sociétés françaises enregistrent, c'est l'efficacité de la lutte contre la contrebande. Ajoutez à cela, la stabilité politique qui est déterminante pour un investissement. La coopération est également le travail en commun d'investisseurs français et nationaux. Une de nos grandes idées serait que des investisseurs français,en se joignant à des investisseurs burkinabè, puissent ensemble faire fructifier leurs capacités économiques pour créer sur place des entreprises rentables"[91]. Cette habilité de l'impérialisme à exploiter des aspects de l'œuvre de Sankara, incite aussi à réévaluer les propos de certains sankaristes. Que signifie,

du point de vue de la révolution anti-impérialiste, la thèse centrale défendue par les journalistes de *Jeune Afrique* au Colloque Thomas Sankara: "Sankara nous a laissé un message éthique, un message d'intégrité morale dans les affaires et de moralisation de la gestion de l'Etat"[92]. Madame Cécile Godet a abondé dans le même sens: "Sankara, c'est le défi de l'intégrité. Il a compris que la corruption est la grande maladie africaine". Ce n'est sûrement pas l'ambassadeur Le Blanc qui réfutera cette interprétation de l'œuvre de Sankara.

Ajoutons que le Front Populaire ne réoriente pas de façon significative la politique industrielle qui relève toujours de la compétence de Henri Zongo.

Au cours de la première année de la rectification, 3,593 milliards de F. sont investis dans la réhabilitation et l'extension de certaines entreprises. Ainsi, les Grands Moulins du Burkina consacrent 1,500 milliard à la production de farine de blé et d'aliments pour bétail; la Fasoplast réserve 0,565 milliard pour la fabrication d'articles en plastique; la Société de Fabrication Industrielle Barro et Co, la SOFIB, met une nouvelle gamme de savons et d'huiles sur le marché grâce à un investissement de 0,478 milliard; la COFA inaugure une nouvelle biscuiterie (420 millions); la Société des Huiles et Savons du Burkina, deux nouvelles unités de pâtes d'arachides (340 millions) et de pâtes dentifrices (200 millions).

Entretemps, six projets nouveaux sont mis sur les rails. L'investissement total se chiffrera à 18,23 milliards de F.CFA. La Tchécoslovaquie a accordé un prêt de cinq milliards à la CIMAT (investissement: 8,475 milliards) qui produira du ciment. Une nouvelle usine d'égrenage de coton, appartenant à la SOTITEX, coûtera 5,400 milliards de F.[93].

Finalement, le Front Populaire met en garde contre "la recrudescence de la fraude et de l'affairisme qui ont mis gravement en difficulté certaines unités"[94].

Au Burkina, l'or ne brille pas

Le Plan Quinquennal consacrera 3,5% de son enveloppe globale au développement minier, soit 23,229 milliards F. dont seulement 10,848 sont acquis au moment de son lancement. D'après les objectifs fixés, le secteur doit contribuer à l'autosuffisance alimentaire en fournissant des intrants à l'agriculture (phosphates, sulfures, dolomites) et à la satisfaction des besoins des masses en soutenant la politique de l'habitat (ciment, chaux). En réalité, la filière de l'or qui promet des ressources substantielles au pays, captera tous les efforts. Le Plan met ses espoirs dans le développement des petites et moyennes entreprises privées[95].

L'or, métal brillant, offre au Burkina un condensé des réalités noirâtres du néocolonialisme. Espoir d'un développement autofinancé, l'or reste aussi le point d'ancrage autant des multinationales que du capitalisme sauvage naissant.

Nous avons pris contact avec la mine d'or de Poura, comme si nous entrions dans l'Etat Indépendant du Katanga. Dans l'avion pour Ouaga, un spécialiste en explosifs, bien arrosé, nous peignait l'ennui de la petite communauté blanche à Poura en faisant quelques flash-back sur des temps plus exaltants: l'homme se vantait d'avoir réussi à faire exploser de légères charges de plastic entre les mains de nègres, au Katanga.

Fermée depuis 1966, la mine d'or de Poura renaît le 18 octobre 1984 sous le nom de Société de Recherches Minières du Burkina, SOREMIB. La Société possède des réserves sûres, estimées à 22 tonnes d'or, les réserves potentielles dépassant le double. Son capital de 4 milliards de F.CFA est détenu à 60% par l'Etat, à 20% par la Compagnie Française des Mines, à 19,98% par la Banque Islamique de Développement et à 0,02% par la multinationale franco-américaine Pennaroya. Les investissements, évalués au départ à 13,5 milliards, sont assurés essentiellement par la SOREMIB (29%), la C.C.C.E. française (27%) et la Banque Européenne d'Investissement (19%). Fin 1987, le coût réel est déjà estimé à 24 milliards. "Sa structure est typique d'une société néo-coloniale en Afrique", dit le Syndicat des Travailleurs de la Géologie, des Mines et des Hydrocarbures, le SYNTRAGMIH, la principale force syndicale depuis les élections des délégués, le 13 novembre 1983[96]. Tambour battant, il mène campagne contre les comportements outranciers et racistes de certains expatriés, contre l'arbitraire dans la promotion et pour l'installation d'une commission de classement du personnel, pour l'obtention de matériel de protection –masques, gants, bottes et bleus–, pour une aération suffisante des galeries[97]. "Même Pierre Ouédraogo est tombé dans les pommes, quand il est descendu dans la mine", nous a déclaré un syndicaliste. A l'ouverture de la mine, le CNR espère qu'elle atteindra un chiffre d'affaires de 10 milliards F. par an et dégagera une valeur ajoutée de 5 milliards[98]. D'après le SYNTRAGMIH, sur un chiffre d'affaires estimé à 7,2 milliards, seulement 300 millions sont consacrés au payement des travailleurs burkinabè. Le CDR de la SOREMIB surenchérit: 538 travailleurs burkinabè touchent 59% de la masse salariale, 21 expatriés en obtiennent 41%. Et de conclure: "C'est une reproduction chez nous de l'hideux système capitaliste raciste de l'Afrique du Sud!"[98] Le syndicat ajoute que 80% des bénéfices sont expatriés, conformément aux dispositions du code d'investissement[99]. En 1987, la SOREMIB réalise un chiffre d'affaires de 11,3 milliards avec un effectif de 760 travailleurs; on lui donne encore six années d'activité[100]. Ajoutons qu'il a fallu attendre quatre ans avant que filtrent des informations d'une autre clause néo-coloniale: "La rémunération et les commissions de Coframines, dit le rapport Minorex, croissent avec le niveau du chiffre d'affaires. L'opération de la mine peut être déficitaire, sans que ne soient affectées les sommes touchées par Coframines pour le volet management"[101].

A l'inauguration de la mine, le Président Sankara déclare qu'à Poura, il y a certes à boire et à manger, mais juste pour une minorité vorace, exploiteuse sans vergogne. Mais que faire contre ce pillage? Sankara

abonde en pensées élevées: "L'or de Poura doit briller pour le bonheur du peuple burkinabè. Poura sera le baromètre de la Révolution. Nous ne voulons pas que Poura devienne le Katanga. Désormais les travailleurs de Poura sont libres"[98].

Libres? La liberté, en tout cas, ne sera pas le sort des membres du SYNTRAGMIH. Dans la foulée de ses paroles généreuses, le Président annonce que les menteurs, provocateurs, intoxicateurs et perturbateurs du PCRV seront "attaqués au lanceflammes"! Quatre mois plus tard, le CDR de la SOREMIB, dénonçant les "éléments petits-bourgeois attachés à leurs 'acquis' égoïstes", décide "l'interdiction des activités du SYNTRAGMIH à Poura"[102]. Le 22 mars 1985, Béma Ouattara et Mahamadi Sawadogo, deux cadres de l'entreprise, militants du syndicat, sont licenciés et emprisonnés pendant trois mois en tant qu'"indécrottables réactionnaires". Le 7 avril 1986, sept militants du SYNTRAGMIH disparaissent pour six mois dans une prison du Bataillon d'Intervention Aéroporté de Koudougou[103]. S'agit-il de mesures de dictature populaire contre les défenseurs du néo-colonialisme? Un cadre du SYNTRAGMIH affirme catégoriquement: "C'était du verbiage pour liquider la seule force organisée qui s'oppose à l'exploitation néo-coloniale: le syndicat; une fois ce tour réalisé, qui sait quelle direction aurait pris le CNR?"

La situation a commencé à s'éclaircir sous le Front Populaire. Un responsable du SYNTRAGMIH nous disait: "Le Président Compaoré est intervenu pour que nos camarades licenciés soient repris. Notre section de Poura a reçu son récipissé. Malgré une certaine réticence, le CR a accepté une réunion commune avec le syndicat".

En 1988, l'avenir de la SOREMIB ne semble pas assuré: il est question d'une "situation financière et technique extrêmement difficile". Le bureau d'études Minorex a réalisé un audit de la SOREMIB et formulé des recommandations pour un plan de redressement. Ses conclusions permettent de mieux se rendre compte des difficultés qu'éprouve le Burkina pour se libérer de l'étreinte des forces néo-coloniales. En effet, à l'inauguration de la mine, Henri Zongo, le Ministre de la Promotion Economique, a appelé les travailleurs à "gérer la SOREMIB conformément aux textes en vigueur qui vous donnent 50% des sièges du Conseil d'Administration"[98]. Quatre ans plus tard, dans ses recommandations, Minorex demande que le Conseil d'Administration forme un Comité exécutif de deux membres "auquel il déléguera tous ses pouvoirs". Le Directeur Général doit disposer de "l'autorité nécessaire à la pleine exécution des décisions prises" et il faut "qu'il soit libre de toute influence qui pourrait provenir de sources autres que celles émanant du Comité exécutif". Le Directeur Général sera assisté par un Directeur de redressement, dont le profil est tracé ainsi: "une personne qui n'œuvre pas dans l'entreprise, apte à supporter la pression qui résultera de l'application des décisions difficiles et impopulaires". Le directeur de redressement s'appuiera sur les cadres supérieurs qui auront "pleine autorité sur l'embauche du personnel, la mise à pied du personnel, l'imposition de sanctions". L'objectif,

d'après Minorex, consiste à "augmenter la rentabilité des opérations par le biais d'une augmentation des cadences de production, d'une réduction des coûts et par une amélioration des procédures de gestion".

On aura compris que la constitution d'un Comité exécutif vise à court-circuiter l'influence éventuelle que les représentants des travailleurs peuvent exercer au sein du Conseil d'Administration sur les décisions à prendre. Mais une fois les mesures pénibles prises, Minorex compte sur les structures populaires pour les faire avaler! "Nous recommandons de former un groupe consultatif restreint qui comprendrait la direction, les structures populaires et le syndicat, pour soutenir ceux qui auront la responsabilité de réaliser le plan de redressement. Ce groupe servirait de courroie de transmission pour faire accepter le plan de redressement par la force ouvrière"[104].

Avec un soupir, un responsable du Front Populaire nous disait: "Oui, il faut bien le reconnaître, en ce qui concerne Poura, le PCRV n'a pas eu tort".

Si, au Burkina, l'or produit à échelle industrielle, répand un fort relent de néo-colonialisme, le métal jaune collecté à l'aide de tamis fait jaillir le capitalisme sauvage dans la campagne. Pour développer des ressources d'autofinancement, le CNR a misé sur l'orpaillage. Mais avec quelles conséquences?

L'orpaillage entraîne une exploitation anarchique et destructrice des gisements d'or. Pendant qu'on parle de capitalisme d'Etat, l'autorité politique démissionne devant la poussée du capitalisme sauvage. C'est du moins l'opinion de certains techniciens[105]. En général, c'est le Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina, le BUMIGEB, qui découvre des gisements, que l'Etat livre ensuite à l'exploitation désordonnée des chasseurs de fortune. Officiellement, l'Etat garde le monopole de l'achat, mais plus il permet d'ouvrir des sites et moins il en contrôle la production. Mais plus grave, il hypothèque l'avenir. Des gisements potentiellement rentables à l'exploitation semi-industrielle, sont détruits. "L'Etat, écrit Laurence Binet, a privilégié le court terme, se privant, à plus long terme d'une possible exploitation plus rentable"[106]. Les orpailleurs réalisent une récupération de l'or qui ne dépasse pas les cinquante pour cent. Le creusement anarchique de puits rend une future exploitation rationnelle impossible.

Lors de la famine des années 1981-1982, des gens ruinés ont commencé à creuser partout. Dans le nord, ils sont probablement 80.000 à l'heure actuelle. L'orpaillage y est devenu la première occupation. Mais il n'y a pas de recensement. La mentalité féodale était fortement ancrée dans ces régions, mais elle a reçu des coups irréparables sous l'action des CDR et sous l'influence de l'exploitation de l'or. Chacun creuse et se libère économiquement. Le femme aussi, jadis reléguée à l'état d'animal domestique, gagne de l'or au tamis. Elle devient coquette, indépendante, veut choisir son mari. Mais le capitalisme primitif le plus farouche remplace

la féodalité. Une mafia de commerçants, d'opérateurs et d'anciens dignitaires politiques, exerce un contrôle de fait sur les sites. L'Etat ne peut pas faire respecter son monopole d'achat. Le Comptoir Burkinabè des Métaux Précieux avoue ne récupérer que quarante pour cent de la production. Le chiffre de vingt pour cent serait plus près de la réalité[107]. L'Etat s'est procuré des balances de précision, mais les orpailleurs n'ont pas confiance dans cet instrument inconnu. Au lieu de mener des campagnes d'éducation, l'Etat a repris les anciennes méthodes de pesage. Dans la région on utilise encore des balances ou des pièces de monnaie et des allumettes servent de poids. L'Etat paie 2.500 F. pour un gramme. Les trafiquants offrent 3.000 à 3.500 F. pour un gramme...qui pèse le double, grâce aux balances truquées.

L'Etat juge positivement l'orpaillage, qui rapporte 3 milliards de F.CFA par an. Certains pensent que les méfaits se chiffrent à plus de 3 milliards.

L'orpaillage, en introduisant la monnaie dans une région où les biens de consommation restent très rares, a créé l'inflation. L'Etat a injecté 1,411 milliard de F.CFA dans les régions de l'orpaillage en 1987, chiffre qui monte à 2,295 milliards en 1988[108]. L'orpailleur, habitué désormais à un niveau de vie plus élevé, ne retourne pas à l'agriculture. Il émigre vers la ville, lieu de transit pour la Côte-d'Ivoire.

Dans les sites où peuvent s'entasser des centaines de personnes, on ne trouve ni installations sanitaires ni eau. Les gens souffrent de bronchite aiguë, de tuberculose et de silicose provoquées par le sable et la poussière.

Chacun creuse au hasard, parfois 20 à 30 mètres sous terre. Laurence Binet: "Sur un trou d'une cinquantaine de mètres de profondeur, plus de cent zombies maquillés et maculés de poussière jaune se défoncent jour et nuit"[106]. Les déblais s'entassent et causent des éboulements. Des dizaines de personnes sont mortes, enterrées vivantes dans le trou où ils cherchaient la clé du paradis terrestre: l'or. En 1984, à Seba, on a compté cent morts dans des accidents différents. En 1985, trente-cinq personnes ont été étouffées dans leur trou à Douma, près d'Arbinda; neuf autres ont trouvé la mort à Tiékénéné.

Parfois, comme ce fut le cas à Essakane en 1985, des sites gigantesques surgissent, comptant jusqu'à 20.000 creuseurs, plus qu'il n'y a d'habitants dans les chefs-lieux provinciaux du Soum et de l'Oudalan. Ces gens cherchent du bois. Il y a cinq ans, des épineux et des arbustes entouraient Fété-Kolé. Ce village se trouve aujourd'hui dans un paysage lunaire.

Le nomadisme des dizaines de milliers de chercheurs d'or et la quantité de monnaie en circulation, ont poussé vers la prostitution un nombre considérable de paysannes, jadis si timides.

L'or préfère les analphabètes. L'orpaillage ronge la scolarisation. Des enfants poussent leur charrette sur une distance de 20 km: un fût de 200 litres d'eau rapporte 3.000 F.CFA.

Les drogues les plus barbares s'emparent de la jeunesse paysanne. On mélange du soufre d'allumettes avec de la colle-solution, utilisée pour réparer les chambres à air des vélos et on consomme ce produit dans du

café. Pour travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Et pour mourir jeune.

L'argent, facilement gagné, provoque la délinquance. Du temps des CDR, des armes ont été distribuées à certains éléments irresponsables et incontrôlés. Aujourd'hui, des bandes organisées descendent, kalach en mains, sur les marchés d'Asakan.

Et un technicien conclut: "Tous ces fléaux nous coûtent infiniment plus que les pauvres trois milliards qu'on inscrit au crédit de l'orpaillage".

Il regrette aussi qu'aucun travail idéologique et aucun effort d'organisation ne soit effectué sur les sites. Certains "nouveaux riches", faisant preuve de dynamisme, ont acheté des vidéos qu'ils promènent de village en village. Il y a foule. Les programmes? Invariablement du porno et du karaté. Pourquoi les structures populaires ne se sont-elles pas rendu compte de la soif d'images des villageois? Elles auraient pu mettre la vidéo au service de l'éducation et de la détente saine. Il faut apprendre à intégrer nos masses populaires. Tâche délicate, difficile, ingrate parfois. "Moi, j'ai appris à consulter les anciens...et je sais maintenant comment faire les sacrifices pour que la pluie tombe", dit en riant un de nos interlocuteurs. "La plupart des préfets se tiennent à distance, ne descendent pas parmi les masses pour résoudre leurs problèmes quotidiens. Il manque de militants désintéressés qui vont vivre un ou deux ans en brousse pour s'imprégner de nos réalités nationales".

Lorsque la volonté brise les lois économiques...

Quelles conceptions économiques sous-tendent les différentes positions et décisions peu prévisibles que nous avons rencontrées chez Sankara? Dans une improvisation-fleuve à la fin de la Deuxième Conférence Nationale des CDR, Sankara livre quelques-unes de ses positions théoriques.

En économie, Sankara accorde la première place à la volonté subjective de l'homme et non pas à ses intérêts matériels. L'achat et la vente, l'offre et la demande dépendent avant tout des idées subjectives des hommes.

Les impérialistes "savent qu'ils ont réussi à faire de nous huit millions de consommateurs de leurs produits. Chaque fois qu'on fabrique une voiture dans le monde, on pense aussi au Burkina. Nous pouvons résister si, nous-mêmes, nous avons pris la détermination de dire non! C'est-à-dire que nous sommes maîtres de nos besoins. Un homme qui n'est pas maître de ses besoins, n'est pas un homme libre. Il y a de grands économistes dont les livres sont là en bibliothèque, qui n'ont pas su développer l'économie de leur pays. L'économie, ce sont les masses qui la font. La loi de l'offre et de la demande n'est valable qu'en fonction des conditions subjectives des masses populaires. Les conditions subjectives qui permettent au consommateur d'aller vers un produit ou d'abandonner un produit, donc de participer à la formation des prix, ces conditions dépendent des masses elles-mêmes. Elles n'existent dans aucun livre"[109].

Ainsi, acheter le produit d'une multinationale ou d'un artisan burkinabè, relève avant tout d'un acte de volonté qui prime les questions de prix et de qualité. Les besoins ne dépendent pas des conditions sociales et économiques. L'homme ne doit pas seulement maîtriser ses besoins, mais aussi la façon de les satisfaire. Comme d'éminents hommes de science, spécialisés en économie, n'ont pas été capables de résoudre certains problèmes, on peut conclure que la science ne sert pas à grand chose. Il est possible de changer la volonté, le goût et les désirs des masses, ce qui rend inopérants les mécanismes classiques de l'offre et de la demande. Sankara se profile comme un adversaire du matérialisme. Il ne pousse pas à l'étude des facteurs matérialistes qui interviennent dans la production et l'échange des biens, il nie que les hommes cherchent à satisfaire de façon efficace et économe leurs besoins matériels et culturels.

Sankara peut prétendre que la consommation dépend de la volonté des masses; mais il n'est pas naïf au point de se fier à cette affirmation. Par conséquent, c'est la volonté du gouvernement qui décidera de la consommation: on interdira. Et sans délibération en conseil des ministres, sans disposer d'un document officiel, Sankara proclame qu'à l'instant même, toute importation de fruits est interdite. Sans tarder, des douaniers arrêtent des trains. Des dizaines de tonnes de fruits commencent à pourrir dans les gares frontalières. Des commerçants sont ruinés. Les fruits et légumes constituent 5,7% des exportations du Burkina, les oléagineux 12,5%. Et, dans le cadre des cinq filières, Sankara vient de décider un effort accru pour l'exportation du sésame et des noix de karité...

Confondant économie et poésie épique, Sankara se laisse emporter par des sentiments qui feraient honneur à Don Quichotte: on interdit les fruits, on interdira les habits et tout le reste suivra! Au paradis qui se profile à l'horizon, on ne consommera que burkinabè.

"Nous prendrons des décisions conséquentes. Pour commencer, à partir de ce soir, le Ministre du Commerce est chargé de la publication d'un raabo portant interdiction d'importer des fruits au Burkina Faso. Celui qui ne veut pas manger nos mangues, nos oranges, n'a qu'à laisser. Les petits-bourgeois disent: Au lieu d'interdire, il faut mettre des taxes. C'est une attitude réactionnaire anti-peuple. Ils veulent dire ceci: une pomme coûte 100 F; en taxant, elle peut coûter 500, voire 1.000 F CFA. Le bourgeois, s'il a de l'argent, peut consommer ce qu'il veut. Le peuple le regarde manger sa pomme, en a envie, l'eau lui vient à la bouche, c'est la frustration. Et les gens deviennent malheureux. Les bourgeois savent qu'après les habits, l'interdiction d'importation frappera d'autres produits. Après les habits, nous irons vers le reste. Il va falloir consommer rien que burkinabè, et ce sera possible"[110].

Ceux qui ne se fient pas à la toute-puissance de la volonté subjective et aux interdictions, mais prônent des mesures économiques telles la taxation des produits par laquelle on veut freiner la consommation, sont des ennemis du peuple. Perfidement, ils créeront une situation où "l'eau viendra à la bouche" du peuple sahélien: torture suprême. Des mesures

rationnelles sont écartées pour des considérations moralisantes: il faut éviter que les pauvres connaissent frustration et envie à la vue de riches consommant des pommes. Un relent de l'égalitarisme ascétique des monastères médiévaux.

Une fois acceptée l'idée hallucinante qu'il est possible de consommer rien que burkinabè, la porte est largement ouverte à l'aventurisme.

"Si nos ennemis ferment leurs robinets, que deviendrons-nous? Si demain, il manque de pétrole? Le pétrole qui nous procure l'électricité, que deviendrons-nous? Il faut être capable de vivre avec des lampes à huile, en exploitant le beurre de karité. Nous devons organiser les masses pour lutter, résister et gagner. Pour que demain, s'il y a un blocus contre le Burkina, ce soient les masses qui descendent dans les rues pour chanter leur joie. Alors, le blocus ne fera que nous renforcer"[111].

Bien sûr, il faut envisager les éventuelles mesures de sabotage de la part de l'impérialisme. Les révolutionnaires qui ont écrit l'histoire ont dû les affronter. De là à s'imaginer dans la joie l'hypothèse la plus insupportable, c'est passer à l'écriture d'un opéra tragique. Mais la démesure théâtrale n'a pas sa place dans un plan quinquennal. Sankara fait preuve d'irresponsabilité, quand il parle d'un blocus bienfaisant, dans un pays dont les dépenses de développement sont financées à 80% par l'étranger.

Mais c'est à la fin de son discours, prononcé dans la nouvelle salle de Dédougou, que Sankara livre le fond de sa pensée économique:

"Nous donnons mission à notre Ministre de la Planification de prévoir la construction de grandes salles, comme nous l'avons fait à Dédougou. Je ne sais pas où on va trouver l'argent. De toute façon, l'argent sera trouvé. Pour construire, il faut casser. Après, l'argent viendra. Nous avons toujours procédé ainsi. Les autres veulent voir l'argent d'abord, avant de casser. Quand l'argent arrive, ils "bouffent". Or, nous, après déjà avoir cassé, nous sommes condamnés à reconstruire"[112].

La planification réfléchie est balayée par les coups de tête du Président: on construira donc de grandes salles – sans doute à côté des grands stades sportifs, tout aussi illusoires, qui figurent pourtant au Plan! Dans un pays aux structures économiques archi-fragiles, le Président appelle à casser pêle-mêle. Et il se vante d'avoir toujours agi ainsi. Est-ce qu'on s'imagine les souffrances du petit peuple qui subit les conséquences de ces destructions improvisées?

"Après, l'argent viendra". Sans doute de chez les impérialistes qui concoctent le blocus du Burkina. Et sagesse suprême: il n'y a que les corrompus pour vouloir obtenir des engagements de fonds, avant de se lancer dans la casse. Ces gens ne pensent qu'à bouffer l'argent.

Les quatre premiers pas de la longue marche

Comment, après quatre courtes années, faire l'addition des acquis et des erreurs de la politique économique du CNR? Les Assises Nationales des

CDR, convoquées en janvier 1988, ont essayé de répondre à la question. En fait, elles ont énuméré des actions réussies et inventorié des décisions erronées et des faiblesses.

Est-on déjà en mesure de prendre la distance nécessaire à un véritable bilan? La transformation de l'économie arriérée et néo-coloniale du Burkina, est un processus qui cherche encore sa voie. Sankara faisait le fanfaron, lorsqu'il nous déclarait: "La réforme des structures de production et de distribution dans le secteur moderne, a permis de maîtriser ces circuits naguère aux mains de la bourgeoisie compradore et bureaucratique et des spéculateurs véreux"[113]. Et le PCRV ne faisait pas nécessairement de la dialectique, lorsqu'il déclarait que le CNR "réorganise la bourgeoisie pour sauver le capitalisme et le néocolonialisme en crise, sur le dos des masses laborieuses"[114]. Les difficultés à définir une voie réaliste de rupture avec l'impérialisme, les résistances de différents intérêts établis, les divergences politiques, ont empêché le CNR de formuler une stratégie cohérente. Nous pouvons faire nôtre la conclusion de Pascal Labazée: "La somme des réformes accomplies pendant quatre ans ne paraît guère répondre à une stratégie définitivement établie. Priorité donnée aux investissements publics ou au secteur privé, réduction des activités capitalistes ou récupération de leurs marges, avantages octroyés aux établissements étrangers ou affirmation d'un pôle économique spécifiquement national, ont été alternativement (parfois simultanément) affirmés"[115]. Il faudra probablement attendre l'achèvement du Plan Quinquennal pour pouvoir tracer un bilan relativement complet, pouvant servir de base à un développement mieux adapté aux réalités spécifiques et plus cohérent.

Nous avons eu une discussion à bâtons rompus avec quelques économistes qui ont suivi l'évolution du mouvement anti-impérialiste depuis les années soixante-dix. D'après eux, les intellectuels révolutionnaires connaissaient assez mal les réalités économiques du pays, au moment où intervenait la révolution d'août. La bourgeoisie burkinabè a trouvé une certaine base d'accumulation de capital dans les secteurs de l'immobilier et de l'import-export. Mais quelle est sa force réelle dans ce pays agricole arriéré? Comment juger le degré de sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme? Existe-t-il une petite base d'accumulation dans l'agriculture et dans l'artisanat? Quelles forces l'Etat révolutionnaire doit-il aider prioritairement à se développer, pour édifier une économie indépendante? Peut-on introduire certains changements dans les relations économiques internationales qui soient profitables au développement autocentré? Comment développer des ressources nationales pour financer les projets industriels, agricoles et autres?

"Au 4 août 1983, disent ces économistes, aucune organisation n'avait une stratégie d'accumulation et de développement. Elles ont dû envoyer leurs cadres à des postes de direction, sans pouvoir leur indiquer des tâches stratégiques: quels sont les secteurs vitaux et quelle est la contradiction principale qu'ils doivent y résoudre? Les meilleurs ont improvisé une stratégie sur le tas, ont pratiqué le volontarisme; les opportunistes

ne cherchaient que les postes, peu importe la stratégie à mettre en œuvre. Manquant de plan stratégique, les intellectuels ne pouvaient imposer aux militaires une vision claire du chemin à suivre".

Nos interlocuteurs sont d'avis que la modestie s'impose, qu'on ne connaît toujours pas grand-chose des réalités profondes du pays, que des enquêtes à la base restent nécessaires. Si le PAI ou le PCRV arrivaient au pouvoir, ils auraient aussi des difficultés à formuler des mesures adéquates et réalistes. Ils regrettent que le PCRV, qui dispose d'intellectuels très qualifiés, se retire sur la position trop facile de la critique systématique et ne publie pas de travaux scientifiques sur ses options de développement. Ils trouvent que le Plan Quinquennal, malgré ses faiblesses est à ce jour le document le plus cohérent dont on dispose[116].

Or, les 19, 20 et 21 juillet 1988, ont lieu à Ouaga les Deuxièmes Assises du Conseil National du Plan. A l'ouverture des travaux, le Ministre du Plan, Youssouf Ouédraogo, affirme: "La rectification est venue sauver le Plan, n'ayons pas peur des mots"[117]. L'Assemblée confirme que le Plan constitue le cadre principal d'orientation et d'organisation de l'économie burkinabè. Elle doit juger de l'exécution des programmes et des erreurs commises et proposer des recommandations.

En 1986, les prévisions ont été réalisées à 45,3 pour cent. Chiffre qui s'améliore en 1987, pour atteindre 56%, grâce à une plus grande efficacité administrative. Trois causes majeures d'ordre général sont à la base de ces résultats plutôt modestes; elles ont été accentuées par certaines conceptions et approches du Président du Faso.

On a manqué de rigueur dans la planification. Le style improvisation-attaque surprise, chère au Président, y est pour beaucoup. On a parfois avancé des objectifs irréalisables, lancé des projets insuffisamment mûris. Un nombre considérable de projets hors-plan causaient confusion et anarchie. Les réalisations de 1987 augmentent de 13,8%, si l'on y inclut les projets non prévus.

Des cadres qualifiés font défaut et les techniciens disponibles ont souvent été brimés et démotivés. En 1986, les déboursements effectifs de l'assistance extérieure au développement atteignaient 83 milliards de F.CFA, un record. Des 104,28 milliards d'investissement que le Plan prévoyait pour cette année, 93,32% ont été effectivement mobilisés. Mais la consommation réelle de ces sommes ne s'élevait qu'à 47,29%.La capacité de l'économie à dépenser l'argent collecté s'avère très faible. Les raisons essentielles en sont la conception déficiente de plusieurs projets et les lacunes et faiblesses dans le suivi de l'exécution. Or, les nombreuses attaques de Sankara contre les intellectuels et les fonctionnaires et la dégradation de leurs conditions de vie, ont provoqué démotivation et passivité[118]. Aux yeux du Président du Faso, "aujourd'hui, être révolutionnaire, c'est posséder une brouette ou une pelle ou un pic"[119]. Mais l'exécution du Plan Quinquennal n'a pas souffert d'un manque de pelles et de pics, mais bien de "la formation insuffisante des chefs de projets pour la gestion administrative et financière"[118].

Des faiblesses organisationnelles ont freiné l'exécution des projets. Les Directions des Etudes et de la Planification, institutionnalisées dans les différents ministères, ne disposent pas d'un staff adéquat. Elles n'entretiennent pas de rapports directs avec les chefs de projets, qui touchent les réalités sur le terrain. Ceux qui dirigent les projets ont souvent des connaissances limitées dans le domaine de l'organisation et de l'administration. Par conséquent, le suivi de l'exécution des programmes n'est pas assuré de façon régulière et permanente. Des techniciens sont trop fréquemment affectés à de nouvelles tâches, sans égard aux répercussions sur l'exécution du Plan[120].

Enfin, nous pouvons mentionner la lourdeur de la machine administrative comme facteur qui influence négativement les investissements. Nombre de fonctionnaires se montrent peu assidus à la tâche et des procédures pointilleuses et compliquées font traîner les choses.

Retour aux grandes batailles

Il n'est sans doute pas inutile, au moment de la rectification, de retourner sur les chantiers des grandes batailles économiques que nous avons vu ouvrir au début de la révolution.

Abel Tigassé est le directeur de l'Autorité de mise en valeur de la vallée du Sourou, créée en septembre 1985. En février 1984, Sankara l'a convoqué au Conseil des Ministres pour y faire entendre l'opinion des techniciens sur les deux types de barrage proposés. Le premier, en béton et situé en aval de la confluence entre le Mouhoun et le Sourou, était plus cher que le deuxième, réalisé en terre. Tigassé pensait avoir convaincu les ministres que ce dernier projet présentait des faiblesses techniques prononcées. Mais six semaines plus tard, la radio lui annonçait la décision de construire un barrage en terre. "La passion prenait le pas sur la science. Pour le premier anniversaire de la révolution, le 4 août 1984, Sankara voulait à tout prix annoncer une grande réalisation économique. Les avis techniques devaient céder la place aux besoins de la publicité politique". Aujourd'hui, pour surveiller le niveau de l'eau qui peut causer de sérieux problèmes en cas de forte crue imprévue, le Burkina loue des canaux sur des satellites. Après le tapage des années 1984-1985, le Sourou perd apparemment l'intérêt du président. Début 1989, 850 hectares ont été aménagés et 270 ménages installés[121].

Un intellectuel qui a travaillé une année au Sourou, affirme que l'aménagement des terres, que le CNR a voulu réaliser au moindre coût, est mal fait, les entreprises comme Seragri et Briba et frères ne disposant pas de l'expérience nécessaire dans le domaine hydro-agricole. Les parcelles sont mal planées, trop d'eau disparaît dans les canaux non bétonnés. Pendant la saison des pluies, l'état des routes rend difficile l'accès au périmètre.

On estime le coût de l'aménagement des 2.400 hectares à 10 milliards

de F.CFA. Mais les fonds destinés aux ressources humaines restent insignifiants. L'installation des paysans constitue un problème majeur. On leur demande de venir construire leur propre logement. Quand on a prévu des vivres pour trois personnes, le paysan amène une famille de sept membres. Dans la riziculture, il faut attendre quatre mois pour obtenir les céréales. Mais pendant cette période, le paysan manque souvent de vivres. Il s'absente pour chercher la nourriture. Les paysans n'ont pas l'habitude de la culture intensive qu'exige le riz. Les champs étant éloignés du village, ils boivent l'eau malsaine du Sourou. De nombreuses maladies de développent et les postes de santé manquent de personnel et de médicaments. En novembre 1987, il n'y a que cinq agronomes pour encadrer les paysans sur un périmètre de 205 hectares, dont seuls cent hectares sont effectivement cultivés. Et le ministère de l'Agriculture en rappelle trois en juillet 1988. Fuyant la misère, nombre de paysans retournent dans leur village d'origine[122].

La bataille de la Kompienga s'est déroulée sous de meilleurs auspices. Les derniers travaux s'achèvent à la mi-1988. L'imposant barrage, long de 1.500 mètres, large, au pied, de 180 mètres et en crête de 8 mètres a englouti 18.000 m3 de béton et trois millions de m3 de remblais. Un lac de 210 km2 a bouleversé le paysage. L'électricité livrée à la ville de Ouagadougou rendra le projet rentable. Le barrage s'élève dans une région extrêmement arriérée où dominent les Gourmanché (48%) et les Yancé (30%). En 1986, seuls trois paysans de la zone possèdent une charrue et un âne. Ces dernières années, des immigrés du nord sont venus s'y installer: des Peul (11,3%) et des Mossi (10%). Il y a actuellement 35.000 têtes de bétail en transhumance. Le barrage attirera d'autres éleveurs. La nécessité de passer à une agriculture et à un élevage intensifs s'impose mais nécessite des investissements conséquents. Où trouver les fonds? Les 900 ouvriers qui ont peiné sur le chantier veulent rester sur place pour y cultiver. Leur salaire ne leur a pas permis d'épargner de quoi se procurer des instruments agricoles. Ils attendent qu'on leur facilite le crédit pour acheter une charrue, un bœuf, une motopompe[123].

La bataille la plus épique, celle du rail, s'est figée à 30 km de Ouaga, à cause de la paralysie des services logistiques et de l'anarchie parmi les combattants. Le financement du rail n'étant pas assuré, l'approvisionnement en matériel s'est bloqué pendant longtemps. Les masses mobilisées avaient souvent l'impression de participer à un pique-nique monstre: ils ne trouvaient rien à faire au champ de gloire. D'août 1986 jusqu'en juin 1988, les rails, terrassés, sont à la merci du sable et du soleil. Le 22 mai 1988, à Zitenga, Blaise Compaoré appelle la jeunesse à la reprise de la bataille du rail. Des volontaires s'inscrivent dans les différentes provinces. Une cellule "Bataille du rail" à la Coordination Nationale des Structures Populaires indique le nombre exact de personnes attendues et la période de leur présence sur le chantier. Chaque volontaire reçoit une rémunération symbolique de 300 F.CFA par jour. Le Service National Populaire envoie, lui aussi, des bras valides. Le Napoléon qui doit, lors de cette

deuxième campagne, introduire de la méthode et de l'ordre sur le champ de bataille, s'appelle Nestor Ouédraogo, lieutenant de son état. Il n'engage jamais plus de 75 fantassins sur la voie. Le travail s'effectue en petites équipes de 16 à 20 personnes. Appel à 6h30, pause après chaque heure de labeur, casse-croûte à 10h, fin de l'opération entre 13h et 14h. Deux jours de travail alternent avec un jour de repos. En octobre 1988, le rail s'est allongé de 75 km et le premier train entre victorieusement à Kaya, petite ville à 105 km de la capitale. On estime qu'en 1989, les chemins de fer transporteront 150.000 tonnes de marchandises entre Ouaga et Kaya, rapportant un milliard de F. de recettes[124].

Le Front Populaire inscrit deux milliards de F.CFA pour la bataille du rail au budget de 1989. Au cours de la visite de Jean-Marc Palm en Chine, du 13 au 18 septembre 1988, la République Populaire promet de participer pour 1,5 milliard de F.CFA au chemin de fer du Sahel[125]. Le Front Populaire, qui doit encore trouver 25 milliards de F., se promet, pour 1993, un beau voyage jusqu'à Tambao. Par le rail.

Au moment où le Burkina achève le barrage de la Kompienga, il entame les travaux d'un nouveau projet de grande envergure, le barrage de Bagré, situé à 150 km de Ouaga, dans la province de Boulgou. Les recherches sur le site datent de 1972. En 1978, une étude de faisabilité montre la possibilité d'irriguer 30.000 hectares, dont 22.600 par pompage. Depuis 1981, plusieurs conférences des bailleurs de fonds se sont tenues, mais il faut attendre 1988 pour les voir aboutir. Dans une première phase, on construira un barrage en terre sur le Nakambé, haut de 30 mètres et d'une longueur de 4.300 mètres en crête; une centrale hydroélectrique de 16 MW; une ligne de haute tension, connectée à celle de Kompienga et, finalement, on aménagera le périmètre de 7.400 hectares qui peut être irrigué sans recourir à l'électricité. Coût: 45 milliards de F.CFA, soit la moitié des revenus budgétaires de l'Etat en 1988. Le coût global du projet se chiffre à 65 milliards de F. Pourquoi ce gigantisme? Ousmane Souleymane Diallo, directeur technique de la maîtrise d'ouvrages de Bagré: "Les pays qui réussissent à conquérir leur indépendance économique, ont tous réalisé de grands ouvrages, complétés par des projets de moyenne et de petite taille. Il faut analyser les causes de l'échec de certaines grandes constructions, imposées par l'étranger aux pays africains. Nous intégrons le projet de Bagré dans le milieu naturel et nous associons les paysans à la conception et à la réalisation. Entre 1991 et 1993, nous aménagerons 2.100 hectares où nous construirons 23 villages d'une centaine d'exploitants. Chaque village sera composé de personnes d'une même origine culturelle et gérera de façon autonome ses parcelles. Comme l'Etat a aidé à financer l'infrastructure, il organisera les paysans en groupements, puis en coopératives. Les villages seront liés dans une fédération de coopératives. Il est prévu que les paysans poursuivent leurs cultures pluviales traditionnelles pour se nourrir; la culture irriguée du riz sera destinée à la vente. La mise en valeur des 30.000 hectares exigera 15 à 20 ans.

L'électricité que la centrale produira à partir de 1992 alimentera dans une première étape la ville de Ouaga; par après elle sera consommée sur place. En fin de compte, nous aurons réinstallé 120.000 personnes, sélectionnées dans l'ensemble du pays, dans la région peu peuplée de Bagré"[126].

Finalement, le Front Populaire compte ouvrir bientôt un autre grand chantier, celui de Perkoa, destiné à l'exploitation des sulfures massifs, base de la production de zinc. Le coût en est estimé à 50 milliards de F.CFA.

Virage, Démontage, Continuité?

La rectification que le Front Populaire entreprend dans le domaine économique a été l'objet de plusieurs critiques. Nous en envisagerons deux.

Comme un des mérites principaux de Thomas Sankara, Germaine Pitroïpa retient sa volonté de vivre au niveau des moyens du pays, de pratiquer la rigueur budgétaire et d'imposer aux représentants du Burkina une austérité qui leur rappelle les réalités du Sahel. Ces acquis de la révolution du 4 août, le Front Populaire les dilapide sans vergogne. Les R5, devenues le symbole de la sobriété, sont expulsées de la circulation par d'orgueilleuses Mercedes. Les diplomates burkinabè à l'étranger se hâtent de goûter aux plaisirs dispendieux, dont ils ont dû se priver. Et le Président d'un pays d'enfants faméliques et en loques s'est offert un avion de 4 milliards de F.CFA.

Nous avons soumis ces observations à Célestin Tiendrébéogo, le Secrétaire d'Etat au Budget. Voici les propos qu'il nous a tenus: "Après le 15 octobre, toutes les règles de rigueur dans la gestion de la chose publique ont été maintenues. Les R5, dont vous parlez, devaient déjà être remplacées sous Sankara. On peut d'ailleurs se poser la question de savoir si la R5 convient à nos routes rudimentaires. Nous faisons des tournées en brousse, qui achèvent nos R5 en un rien de temps. Le 1er novembre 1988, nous avons reçu de l'Allemagne fédérale une aide gratuite en marchandises, pour une valeur de 1,5 milliard de F.CFA. Dans le lot, il y a entre autres 30 VW GTA, mis à la disposition des membres du gouvernement. Ce sont des voitures solides, en Europe à la portée des ouvriers. Il y a aussi 10 Mercedes 200, qui sont utilisées pour les grandes occasions, pour les visites de chefs d'état étrangers. Je vous rappelle que cela existait déjà du temps du CNR. Je ne vois rien d'autre de ce que vous appelez "des dépenses de luxe". Ceux qui partent en mission à l'étranger reçoivent toujours 15.000 F.CFA par jour et ceci est incontestablement insuffisant pour des voyages dans les pays occidentaux. Nous voulons adapter la somme selon les zones; un projet du CNR par ailleurs"[120].

Le capitaine Arsène Yé nous a parlé de l'avion présidentiel, un Boeing 727 d'un coût de 4 milliards de F.CFA. "Auparavant, quand le Président devait se déplacer, il faisait ce que nous appelons 'avion stop': il n'était pas autonome et perdait énormément de temps. Cet avion, acheté à crédit

aux Etats-Unis, est géré par Air Burkina. Son espace intérieur a été transformé en salle de travail. Nous louons le Boeing pratiquement en permanence à de tierces personnes. Le premier à s'en servir fut Michael Jackson. Quand nous en avons besoin, nous faisons réserver l'avion pour un voyage présidentiel. Air Burkina avait étudié le dossier sur sa rentabilité". Ajoutons que Sennen Andriamirado affirme que l'avion a été commandé du temps de Sankara.

Mais il est peut-être plus utile de regarder, au-delà du Boeing et des R5, la situation financière générale du Burkina sous le CNR.

La Haute-Volta a un budget pratiquement équilibré de 1975 à 1981. Le dérapage majeur se situe de 1982 à 1984 avec des déficits de 15,2 milliards de F.CFA, de 21,9 et de 24,5 milliards. La rigueur budgétaire du CNR réduit le déficit à 5 milliards en 85, puis à 13,7 et à 12,5 milliards pendant les deux années suivantes[127]. Le budget de 1988 mentionne que le CNR a emprunté au cours des trois années précédentes, 34,388 milliards de F.CFA à l'étranger[128].

Sous le CNR, les déboursements réels de l'ensemble des emprunts publics à l'étranger sont de 23,9 milliards en 1984, de 26,1 milliards en 85, de 32 l'année suivante et de 36,6 milliards en 1987[129]. Fin 1987, la dette extérieure du Burkina s'élève à 222 milliards de F., soit environ 40% du Produit Intérieur Brut. Le poids en est devenu insupportable. Le Burkina doit 16 milliards en 85, 17 milliards en 86 et 15,5 milliards de F. en 1987 pour le service de sa dette. Il n'arrive plus à payer. Fin 1987, il compte 10,8 milliards d'arriérés[130]. Au cours de cette année, la somme que ce pays archi-pauvre doit porter en offrande sur l'autel des institutions financières, est égale à 17% des revenus de ses exportations de biens et de services et à 19,6% de toutes ses recettes budgétaires[131].

Le Front Populaire hérite donc d'une situation financière très précaire: en 1990, le service de la dette monterait jusqu'à 22 milliards de F. En outre, si les dépenses budgétaires prévues en 1986 sont de 82 milliards, Sankara porte en 1987 le montant à 98 milliards: saut extrêmement risqué. Le Front Populaire ne s'écarte guère de ce montant: 96 milliards en 1988. Il est douteux que les recettes effectives pourront suivre cette montée en flèche. Dans ce cas, le danger d'un endettement plus étouffant encore, menace[132].

La deuxième critique adressée au Front Populaire concerne la réhabilitation du capitalisme au Burkina. Lors du Colloque de Paris, Yves Benot disait: "Sankara n'a pas utilisé le mot, mais il s'orientait clairement vers le socialisme, dont il voulait créer les conditions". Quelques jours plus tard, au téléphone, Yves Benot nous demandait si nous avions lu la dernière édition du *Monde*. "Cette fois-ci, Compaoré jette le masque". Nous nous précipitions sur le journal pour y découvrir ces quelques phrases de Blaise Compaoré: "Notre révolution se déroule dans un cadre bourgeois. Nous avons besoin d'un développement du capitalisme. Pour nous, il n'a jamais été question de socialisme"[133].

Que cette affirmation soit correcte ou erronée, Thomas Sankara ne disait guère autre chose. Dans son Discours d'Orientation Politique de 1983, le Président du Faso proclamait déjà l'hérésie qui, aujourd'hui, attire les foudres sur son successeur: "Notre révolution s'effectue encore dans le cadre des limites du régime économique et social bourgeois"[134]. Un an plus tard, Bamouni précisait cette idée: "La Révolution d'août accorde une place à l'économie capitaliste privée dans une phase de cohabitation 'pacifique'. Il appartient à ses tenants d'opérer en respectant scrupuleusement les nouvelles dispositions. La Révolution d'août leur garantit toute liberté de manœuvre.(...) L'économie voltaïque a besoin d'être restructurée dans sa forme anarchique actuelle par une manœuvre vers un capitalisme d'Etat. Oui, un capitalisme d'Etat servant de moyen de transition vers une économie d'une toute autre nature"[135]. Le 4 août 1986, Sankara s'adressait aux bourgeois burkinabè en ces termes: "Je voudrais dire aux commerçants, aux opérateurs économiques d'une manière générale, qu'ils occupent une place importante dans notre économie. Ce pays, ils doivent le construire en tant que Burkinabè. A l'heure actuelle sont édictées des règles qui sont en leur faveur, des règles qui leur permettent d'avoir une activité saine et bénéfique, mais des règles qui permettent également au peuple de profiter des bienfaits de leur dynamisme"[136]. Le Plan Quinquennal adopté au même moment, affirme vouloir "susciter auprès de l'ensemble des opérateurs et partenaires, qu'ils soient nationaux ou étrangers, publics ou privés, une volonté commune de participer, sur la base d'une saine coopération, à la construction d'une économie performante". Et de promettre une réforme du Code des Investissements en vue d'améliorer les conditions d'intervention des capitalistes. Le Plan table d'ailleurs sur une formation brute de capital dans le secteur privé, de 165 milliards de F.CFA, soit 31,4% du total[137]. Le Front Populaire se propose de mettre en pratique ces intentions proclamées par Thomas Sankara.

Le 10 mars 1988, le Front Populaire rend public son Programme d'Action. On constate que toutes les orientations proposées dans le domaine économique se trouvaient déjà consignées dans le Plan Quinquennal 1986-1990. En général, on y voit la volonté de maintenir la ligne définie en la matière du temps de Sankara. Mais certains y décèlent un manque d'idées nouvelles et de dynamisme, gage d'un enlisement futur.

Le Programme contient un thème original: il prend pour axe le développement du capitalisme d'Etat, notion qui regroupe une série de mesures adoptées précédemment sans cohérence interne. Blaise Compaoré en dit ceci: "Au plan économique, le Programme d'action vise l'édification d'une économie indépendante et prospère. Nous développerons un capitalisme d'Etat, seule voie qui peut nous permettre aujourd'hui de rompre avec l'arriération et de créer les bases matérielles d'une économie véritablement indépendante, pour opérer la nécessaire transition vers un système qualitativement supérieur. Nous travaillerons avec le privé national et étranger dans le respect de nos choix économiques et des droits des travailleurs,

car avec des ressources limitées, l'Etat ne peut prétendre satisfaire seul les importants besoins en investissement, en gestion et en travail"[138].

La politique du capitalisme d'Etat comporte quatre aspects. Elle vise d'abord à renforcer les sociétés d'Etat existantes, ensuite à en créer de nouvelles dans des domaines prioritaires et stratégiques. L'Etat renforcera les sociétés mixtes et en créera d'autres. Finalement, il contrôlera l'activité du privé sur sa conformité avec les options prises par le plan quinquennal et sur son respect des engagements pris envers l'Etat.

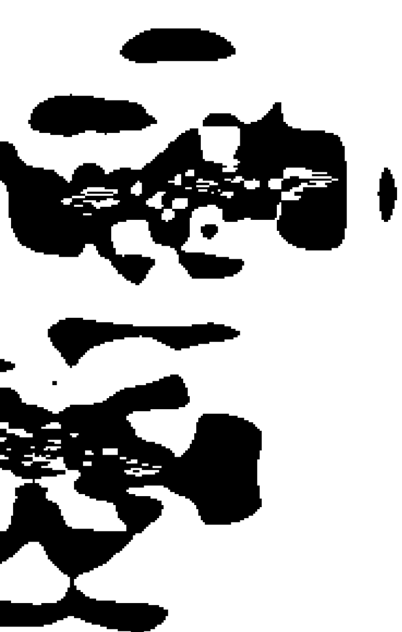
"L'Etat révolutionnaire, affirme le Programme d'action, a beaucoup plus besoin de l'appui du secteur privé dans la lutte contre l'impérialisme que partout ailleurs. L'Etat devra donc, par des mesures concrètes, inciter le secteur privé à investir pour le développement d'activités économiques au profit des Burkinabè"[139]. A un autre endroit, le Programme se fixe comme but de "saper les bases d'appui économiques, politiques et idéologiques des relais de l'impérialisme: la bourgeoisie compradore, la bourgeoisie d'Etat et les forces rétrogrades"[140].

On touche ici à un problème compliqué, resté sans solution depuis le 4 août 1983. Où se trouve la limite du secteur privé ami et où commence le territoire ennemi de la bourgeoisie compradore et bureaucratique? D'après Pascal Labazée, la plupart des capitalistes burkinabè doivent leur début à l'Etat: hauts fonctionnaires, ils se sont lancés dans l'industrie ayant obtenu, de leurs anciens collègues, des garanties de crédits et de débouchés; leur personnel de direction provient de la haute administration. La prospérité de leurs entreprises dépend de leur "capital-relations", des nombreux liens personnels qu'ils gardent avec les reponsables politiques et administratifs. Dès qu'un capitaliste burkinabè atteint une certaine stature, il est contacté par des multinationales pour leur servir de relais dans l'un ou l'autre domaine. Ainsi, presque tous les capitalistes auraient un passé bureaucratique et les plus compétitifs, un avenir compradore. "Le capitalisme privé, conclut Labazée, semble incapable de conquérir son autonomie par rapport à l'Etat"[141]. Mais, ayant opté pour l'alliance avec le secteur privé, l'Etat est-il incapable de conquérir son autonomie par rapport à la bourgeoisie compradore et bureaucratique?

Dans quelques formules lapidaires, le PAI critique la thèse du Front Populaire qui mériterait une discussion plus approfondie. "On a tort, écrit le PAI, de présenter le capitalisme d'Etat comme une option économique nouvelle au Burkina. Il est le régime économique qui a la faveur de tous les régimes depuis 1973!" D'après le PAI, le Programme se présente comme un catalogue fourre-tout "sans axes directeurs, sans les sérier par priorités, sans s'interroger sur leur compatibilité avec les moyens. La réalisation d'un tel programme d'action ne nuirait nullement à l'impérialisme, ou à peine. Elle pourrait théoriquement conduire, si les moyens en étaient obtenus, à une amélioration de la situation économique, à une plus grande rationalisation de certains circuits économiques, mais elle ne modifierait pas sensiblement la structure même de l'économie du Burkina"[142].

Au Parti Africain de l'Indépendance, l'UCB répond que, face à une petite production arriérée occupant 95% de la population, le capitalisme privé, mais surtout le capitalisme d'Etat, constitue une forme supérieure d'organisation économique. Toute la gauche burkinabè s'accorde pour dire que la base économique actuelle craquerait sous l'action aventuriste d'un parachutage du socialisme. Or, dit l'UCB, "Le capitalisme peut être l'accumulation des profits nécessaires à résoudre les problèmes fondamentaux des masses populaires. Et à ce niveau, il est géré et orienté nécessairement par ces masses dans une action coordonnée à partir d'un Pouvoir d'Etat au service du Peuple. L'Etat démocratique révolutionnaire gère les entreprises d'Etat, dirige, réglemente toute la production économique et la répartition des biens produits, dans l'intérêt des travailleurs. Dans un Etat démocratique révolutionnaire, chaque entreprise d'Etat est une oasis socialiste qu'il faut protéger contre le désert du capitalisme"[143]. Cette allusion aux boutons socialistes, éclosant sur une branche verte de l'économie bourgeoise, frappe par son originalité. Elle renvoie à un problème trop peu débattu au Burkina. Lors de la révolution démocratique et anti-impérialiste en Chine, Mao Zedong affirmait que "l'économie d'Etat aura un caractère socialiste et sera la force dirigeante dans l'ensemble de l'économie nationale"; puis il ajoutait que la propriété privée capitaliste pouvait se développer, à moins d'avoir un caractère monopoliste ou de dépasser, par son envergure, les possibilités d'un particulier[144]. Comment créer au Burkina un secteur économique à caractère socialiste (entreprises industrielles et coopératives) et comment assurer son développement selon une éthique et selon des principes socialistes, anti-capitalistes? La question reste ouverte. La situation objective du Burkina – pays agricole pauvre et arriéré, enclavé, dépendant de l'aide extérieure – ne supporte pas des réponses "prêtes-à-porter". Il faudra passer sous les fourches du débat contradictoire. Désemparé, Michel Ouédraogo écrit: "Le programme d'action est à peine imprimé, que les interprétations confuses, droitières, purement contre-révolutionnaires fusent de toutes parts!"[145] Il n'y a pas que la fourberie des ennemis, il y a aussi la difficulté de la tâche. Comment, en effet, déterminer les termes exacts d'une alliance avec certaines fractions de la bourgeoisie? Cette question surgit, entre autres, au Premier Symposium national sur la politique des prix, tenu du 4 au 7 juillet 1988. Ce symposium, financé par l'ambassade américaine pour mettre en exergue les bienfaits du libéralisme, a le mérite de bien situer le dilemme du Burkina. Les commerçants préfèrent importer les produits des multinationales les plus performantes: prix relativement bas, marges de distributions conséquentes, facilités de paiement. Ainsi, ils aident à écraser l'industrie nationale qui réalise dèjà des marges bénéficiaires trop réduites pour pouvoir renouveler les moyens de production. Augmenter ces marges, rendrait leurs produits encore moins compétitifs[146]. Comment empêcher que les opérateurs économiques opèrent uniquement sur le terrain du gain maximal et immédiat? Comment les obliger à embrasser des projets de développement peu alléchants pour ces amoureux des fortunes faciles?

Comment contrecarrer leur inclination naturelle à la fraude, à la corruption, à l'escroquerie? Voici l'opinion de Kader Cissé: "Le succès du capitalisme d'Etat suppose que deux conditions soient remplies: l'existence d'une direction politique cohérente, théoriquement bien assise, et l'exercice effectif du contrôle populaire. Faute de quoi nous assisterons à la naissance d'une nouvelle bourgeoisie d'Etat. Le surplus et les plus-values générés doivent en effet servir à des investissements judicieux et non à l'enrichissement de quelques-uns"[147].



V. Bien-être, démocratie et paix au Sahel

Trois soucis: la santé, l'enseignement et l'habitat

Le 4 août 1983, Sankara devient le président d'un pays qui connaît un des taux de mortalité infantile les plus élevés du monde: 167 pour mille. La mortalité générale étant de 22 pour mille, un paysan burkinabè peut espérer vivre 33 ans, un citadin 46[1]. Sur cent Burkinabè qui meurent, la rougeole en tue quarante, la méningite cérébro-spinale trente-trois et le paludisme douze. A la campagne, il y a pénurie d'eau, pour ne pas parler de médicaments. Cinquante pour cent de la population n'a pas accès aux formations sanitaires. "Plus de la moitié des enfants vivant en zone rurale sont dans un état de malnutrition chronique", dit le médecin Marie Berthe Ouédraogo. Parmi les causes: des interdits et tabous frappant les œufs, la viande, et le poisson séché, mais aussi "le travail excessif des femmes qui fait qu'elles ne peuvent pas s'occuper sérieusement de l'alimentation de leurs enfants"[2]. L'élite néo-coloniale se fait soigner en France, ce qui, en 1981, coûte à l'Etat voltaïque 580 millions de F.CFA[3]. En 1980, la Haute-Volta a adopté les directives de la conférence d'Alma Ata de l'Organisation Mondiale de la Santé, sur les soins de santé primaire: priorité à la prévention, installation d'un agent de santé dans chaque village, réseau de distribution de médicaments.

Le CNR expliquera en 1984 pourquoi rien n'a été fait: une telle politique nécessite la participation consciente des masses populaires et elle doit s'insérer dans le cadre d'une politique globale de prévention qui aborde les problèmes de l'eau, de la nutrition, de l'enseignement, de l'habitat, de l'éducation sanitaire[4]. Dans un effort de décentralisation et de réorientation vers les zones rurales, le CNR décide de créer trente directions provinciales de la santé.

Deux réussites spectaculaires contribuent à façonner l'image de Sankara. Du 25 novembre au 10 décembre 1984 se déroule l'opération "vaccination commando" au cours de laquelle 1.180.000 enfants d'un à six ans sont protégés contre la rougeole. Parmi les enfants d'un à quatorze ans, 2.600.000 sont vaccinés contre la méningite cérébro-spinale et 2.100.000 contre la fièvre jaune[5]. La Banque mondiale parle d'un "fait d'armes unique en Afrique"[6].

Une deuxième opération, appelée "Un village, un Poste de Santé Primaire", connaît également un succès notable, grâce à la participation de toute la population. "7.137 agents de santé villageois et 7.497 accoucheuses villageoises ont été formés et dotés de trousses sanitaires, 7.500 cases de santé construites. Le bon fonctionnement du Poste de Santé Primaire incombe aux cellules de santé, sous la responsabilité des CDR qui veilleront à la prise en charge des agents de santé communautaire et au renouvellement des trousses"[7].

En même temps, les masses construisent vingt-quatre Centres de Santé et de Promotion Sociale, six maternités, quatre-vingt-dix dépôts pharmaceutiques, vingt-huit dispensaires et un Centre Médical. "Les CDR ont assuré la main-d'œuvre nécessaire à la construction de toutes les formations sanitaires"[7]. Mais c'est là que le bât blesse. Les masses cotisent pour l'infrastructure sanitaire et travaillent bénévolement. Un effort qui dépasse souvent leurs possibilités. Mais l'Etat ne se donne pas les moyens de sa politique qui vire alors à la démagogie. A l'escroquerie, dira le PAI. Un an après la fin de l'opération, plus d'un tiers des Postes de Santé Primaire ne dispose pas des trousses et des bicyclettes promises. L'Etat ne rémunère pas les agents de santé et les accoucheuses: les CDR "y veilleront"... Ces agents et accoucheuses, travaillant au village, ont reçu une formation de trois semaines. Le système peut fonctionner si l'Etat garantit un nombre suffisant de superviseurs bien formés. Ce n'est pas le cas.

Sous le CNR, le personnel soignant voit ses effectifs évoluer de 2.050 unités en 1981 à 4.105 en 1986. De 165 médecins et assimilés, on passe à 360; de 370 infirmières et infirmiers, à 890[8]. Mais la part du personnel exerçant en milieu rural tombe de 61% en 1981 à 55% en 1986. Si entre huit et dix pour cent du budget vont au secteur de la santé au cours de la période 1982-1986, l'année suivante le pourcentage tombe à 6,6%[9].

Aux Assises sur le bilan d'un an de rectification, le Front Syndical déclare: "Au niveau de la santé, la situation se dégrade de plus en plus avec la pénurie de médicaments et de matériel technique, la montée des prix des médicaments de première nécessité, la détérioration des conditions de vie et de travail des agents de santé; les malades sont obligés de tout apporter pour leurs soins"[10]. A la même occasion, la Commission socio-économique constate qu'il faut reprendre la sensibilisation des villageois sur tous les aspects des Postes de Santé Primaire, entre autres sur la prise en charge communautaire des agents de santé. Pour y arriver, les

Comités Révolutionnaires devront sortir de leur léthargie et les autorités politiques et administratives devront rompre avec le laxisme. La Commission souligne la nécessité d'améliorer la formation des agents de santé et des superviseurs. On augmentera les fonds destinés à l'achat de médicaments, tout en développant la pharmacopée traditionnelle[11].

Le 4 août 1983, Sankara devient aussi le président érudit d'un pays d'analphabètes: 99% des femmes et 92% de l'ensemble de la population ne savent ni lire ni écrire.

Au moment de l'indépendance, 51.500 jeunes voltaïques fréquentent l'école primaire. Lorsque Sankara prend le pouvoir, ils sont 251.300 dans 1.176 écoles. En 1988, le Burkina assure l'enseignement primaire pour 411.900 élèves dans 2.108 écoles. A leur départ, les colonisateurs français ont laissé un enseignement secondaire squelettique pour 2.291 jeunes. Au moment de la révolution du 4 août, on compte 32.397 élèves dans 89 établissements. Cinq années plus tard, 137 écoles secondaires forment 76.872 jeunes. La construction de 932 écoles primaires et de 48 établissements d'enseignement secondaire a été réalisée grâce à la mobilisation populaire[12].

Malgré ces efforts, le taux de scolarisation reste un des plus faibles du monde: 24% des jeunes de 7 à 13 ans sont inscrits à l'école en 1985-1986. Même dans la capitale, 40% des enfants ne fréquentent pas l'école; dans l'Oudalan, ils sont 93,5 pour cent. Seulement deux pour cent des jeunes de 14 à 20 ans sont inscrits dans les collèges et lycées. L'enseignement technique et professionnel, sous-développé et axé principalement sur la formation en secrétariat et comptabilité, ne compte que 8 % des effectifs du secondaire[13].

Au Burkina, cinq mille groupements villageois organisent l'effort pour sortir de la misère, de la sous-alimentation, du manque de soins sanitaires. Mais, analphabètes, les responsables de ces groupements butent à d'innombrables difficultés pour gérer leurs affaires, acter les décisions, communiquer avec leurs partenaires. Pour eux, le 10 février 1986, mille quatre cents centres d'alphabétisation ouvrent les portes. Le 18 avril, une attestation est délivrée à 15.000 producteurs alphabétisés. Cette opération alpha-commando sera suivie, du 12 février au 13 avril 1987, d'une opération post-alpha pour perfectionner les connaissances des uns et pour achever l'alphabétisation des autres[14]. Les hommes ayant accaparé 84% des places disponibles, Le 11 février 1988 commence, exclusivement pour les femmes, l'opération Bantaaré, ce qui signifie dans la langue des Peuls, le foulfouldé: épanouissement, accession à un stade supérieur. Pendant cinquante-cinq jours, 11.862 femmes – âge moyen, vingt-cinq ans – suivent les cours[15].

Cependant, dans le domaine de l'enseignement comme dans tant d'autres, les gâchis contrebalancent les acquis.

Suite à l'arrestation, le 12 mars 1984, de trois dirigeants du Mouvement de Libération Nationale, qui sont en même temps des responsables du

Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta, le SNEAHV décrète une grève d'avertissement, les 20 et 21 mars. Le 22 mars à 22h15, le CNR décide de licencier les 1.476 instituteurs grévistes pour activité contre-révolutionnaire. Le pays compte à ce moment en tout et pour tout cinq mille instituteurs! Le ministre de l'Education nationale, Emmanuel Dadjouari du PAI, sera accusé par la suite d'avoir soutenu cette hécatombe de syndicalistes, pour avantager la Confédération Syndicale Burkinabè. A la hâte, le CNR remplace les licenciés par des volontaires de la révolution, formés à la façon 'commando'[16].

Or, le manque d'enseignants qualifiés constitue depuis longtemps un des problèmes majeurs de l'école burkinabè. Sankara pousse les paysans a construire des écoles sans planification et souvent en l'absence d'instituteurs. Des jeunes qui viennent de terminer l'école secondaire ou l'université et qui entrent au Service National Populaire, occupent les postes vacants: sans la moindre formation pédagogique, souvent peu familiarisés avec les matières à enseigner, ils font chuter la qualité de l'enseignement. Ainsi, au début de l'année 1987-1988, sur 6.612 enseignants du primaire public, 723 sont des appelés du SNP. Pour élargir l'accès au secondaire, le CNR instaure "la double vacation": on double les effectifs des élèves en donnant les mêmes cours de sept à treize heures et de quinze à vingt heures. Mais le CNR oublie qu'il faut doubler aussi le nombre d'enseignants. Ce qui s'avère impossible et aggrave la surcharge des enseignants. Au cours de cette année, le secondaire manque de 313 enseignants, malgré le concours de 369 jeunes intellectuels du SNP[17].

La qualité de l'enseignement se dégradait lentement depuis 1970. Dans le primaire, certains instituteurs affrontent des classes de cent jusqu'à cent vingt enfants. Au début des années 1980, sur mille enfants qui commencent l'école, la moitié la quitteront sans pouvoir lire et écrire. Cent vingt-six entreront en sixième secondaire, 38 obtiendront le baccalauréat[18]. Le secondaire enregistre une moyenne de soixante élèves par classe. Les bibliothèques des écoles ont disparu sous l'effet cumulé des vols et des ventes de livres. Les équipements manquent, les manuels datent souvent de 1958, parlent de la France et des multiples aspects de sa vie dont les élèves ne comprennent rien. Les enseignants du secondaire gagnent 60.000F.CFA, ce qui ne leur permet pas de louer une maison décente où ils pourraient préparer dans de bonnes conditions les cours et corriger les devoirs. L'enseignant qui travaille beaucoup, gagne le même salaire que celui qui ne fait rien et il reçoit très peu de considération. Au nom de la révolution, des élèves en finissent avec la discipline. La série interminable de réunions, de formations, de manifestations et de marches aggrave le désordre. La moitié des élèves qui terminent le secondaire, n'obtiennent pas leur baccalauréat. Parmi ceux qui entrent à l'université, certains n'arrivent pas à rédiger une dissertation[19].

A la mi-1985, le CNR fait élaborer un projet de réforme de l'enseignement aux ambitions démesurées. Bouleversant la structure et le contenu, en une année la réforme devait être discutée par les spécialistes, par les

instances concernées et par la base, traduite en textes législatifs et en directives et finalement se matérialiser par la rédaction de nouveaux programmes et par le recyclage des enseignants. L'avant-projet s'étend sur les caractéristiques de la Nouvelle Ecole. Abandonnant les concepts livresques, elle s'adaptera aux exigences du développement socio-économique du Burkina. Instrument de la révolution, elle formera des diplômés au service des masses populaires. Elle s'imprègnera de la tradition de lutte patriotique et anti-impérialiste. Ecole productive, elle valorisera le travail manuel. Elle sera gratuite et obligatoire pour tous les enfants, filles et garçons, âgés de trois ans révolus[20].

Le cycle préscolaire éduquera les enfants de trois à six ans, autant que possible dans la langue maternelle.

Le cycle des métiers assurera une formation scientifique et technique à trois niveaux.

Le niveau fondamental (7 ans-12 ans) enseignera entre autres le français –la langue de base– et l'anglais et donnera des initiations à la production, à l'art et à l'informatique.

Le niveau polytechnique, étalé sur trois ans, inclura entre autres les mathématiques et les sciences naturelles, la physique, la chimie et la technologie, outre l'anglais et une deuxième langue nationale. Des disciplines techniques feront du diplômé un bon exploitant agricole, capable de réparer son matériel et de prendre en charge sa comptabilité.

Le niveau de spécialisation durera deux ans et permettra aux élèves d'atteindre le niveau de terminale actuel. Il formera des cadres moyens spécialisés, productifs dans des domaines socio-économiques existants au Burkina.

Le troisième cycle, dit de la recherche et de l'invention, sera accessible aux diplômés du cycle précédent, qui ont travaillé un certain temps dans la production. L'enseignement sera dispensé dans les différents instituts universitaires.

Selon l'intention des rédacteurs de cet avant-projet, "la réforme sera un des points prioritaires du Plan Quinquennal 1986-1990". Mais même le rêveur le plus téméraire du PCRV ne pourrait pas imaginer la production de tout le matériel didactique, l'achat de tous les équipements – des charrues et des ânes jusqu'aux micro-ordinateurs – et le recyclage de presque tous les enseignants dans un délai d'un an. "Le coût total pour démarrer l'école révolutionnaire se chiffre à environ 78,5 milliards de F.CFA"[21]. Cette somme concerne uniquement le cycle fondamental et le cycle des métiers. Or, pour l'ensemble des secteurs sociaux, le Plan Quinquennal prévoit 75,8 milliards de F. On se représente volontiers les rédacteurs de l'avant-projet sortis de grandes universités, ayant lu les meilleurs livres, animés des plus nobles intentions mais privés des moindres souvenirs de la réalité du pays agricole, néo-colonial et pauvre qu'est le Burkina Faso. La Première Conférence nationale des CDR rejette en avril 1986 cet avant-projet. Elle demande "un débat plus large à la base. La réforme scolaire ne saurait être résolue à la manière d'une action commando"[22].

Le PAI en dit ceci: "Ce projet, sorti tout droit de l'imagination délirante d'un idéologue populiste, était si absurde, si démagogique et si irréaliste, que les masses, d'ordinaire soumises, se sont partout révoltées et ont critiqué ouvertement ce projet scabreux, dont brusquement personne ne voulait plus assumer la paternité"[23].

Après l'échec pitoyable de la grande réforme de l'école néo-coloniale, Sankara se rattrape en sermonnant élèves, parents et enseignants avec les valeurs pompeuses de la moralité chrétienne. Le 17 octobre 1986, il prononce un discours connu sous le nom de "l'Appel de Gaoua". Sankara y déclare que "chacun à son niveau est également responsable de la mauvaise qualité de notre enseignement: les parents par leur égoïsme, leur indifférence et leur insouciance, les enseignants par leur paresse, leur inconscience et leur affairisme, les élèves par leur paresse, leur indiscipline et leur mauvaise conduite"[24]. Les Burkinabè notent avec un certain dédain que tous portent une responsabilité, sauf l'Etat, le CNR et son président. Mais le grand prêtre continue imperturbablement sa messe: "L'irrésistible séduction de la domination étrangère nous a arrachés d'un univers logique et harmonieux.(...) Nous voilà lancés à corps perdu dans la lutte égoïste pour des plaisirs qui ne constituent qu'une illusion de bonheur et pour cela nous écrasons notre prochain et les valeurs de notre peuple. Dans ce capharnaüm de mœurs dissolues, l'homme devient un loup pour l'homme". Mettant en épingle des faits somme toute marginaux, Sankara soulève l'indignation des enseignants. "Certains, affirme-t-il, sont devenus de véritables hommes d'affaires possédant bars, buvettes, commerces de vivres. Des enseignantes tombent amoureuses de leurs élèves, non d'un amour sain mais de ces liaisons coupables à la lisière de la perversion". Puis: "beaucoup de parents entretiennent des maîtresses" et "les élèves, à la maison, dansent sans rythme à la faveur d'une lueur blafarde et complice"[25]. Ce trop plein de péchés appelle la colère de Dieu sur ce pays d'animistes. "Il faut combattre les enseignants irresponsables avec tous les raticides de la gamme des sanctions dont dispose la Fonction Publique. Des sanctions disciplinaires et pécuniaires seront prises contre les parents insouciants et négligeants"[26]. Tout cela est bien dit mais lassant et finit par passer dans l'indifférence.

L'habitat constitue une des hantises majeures de la population de Ouagadougou. Avant la Révolution du 4 août, les rares parcelles loties faisaient la fortune des chefs coutumiers, gardiens traditionnels de la terre, et des bourgeois, seuls capables d'investir dans le secteur de l'immobilier. En 1982, l'Etat versait deux milliards de F. CFA aux propriétaires qui lui louaient des bâtiments divers[27]. Petite ville de 60.000 habitants en 1960, Ouagadougou s'étend par vagues impétueuses pour contenir 400.000 personnes en 1986. A ce rythme, Ouaga devra loger 960.000 habitants en l'an 2000[28]. Pour résoudre ce problème à explosivité croissante, le CNR casse les reins aux pouvoirs coutumiers: la terre est déclarée appartenir à l'Etat, les soixante-six quartiers traditionnels de Ouaga sont recoupés

et regroupés en trente secteurs dirigés par des CDR. Pour éliminer la bourgeoisie d'Etat, adversaire irréductible de la révolution, le CNR attaquera "frontalement" sa "base économique principale située dans le secteur de l'immobilier"[29].

Le CNR met en application trois orientations, formulées dans le Discours d'Orientation Politique.

Les lotissements. Etre 1984 et 1986, le CNR attribue des parcelles à 62.000 Burkinabè. En vingt-trois ans de régime néo-colonial, le nombre des lotissements n'atteignaient pas 60.000. Jusqu'en 1983, soixante pour cent de la population de Ouaga vivaient dans des quartiers d'habitat spontané[30]. Pour se voir attribuer une parcelle lotie, il faut verser 25.000 F. dans un délai de trois mois et le reste en trois ou cinq ans: les droits de jouissance sont de 90.000 F. pour une parcelle de 300 m2. Les bénéficiaires ont l'obligation de construire une maison dans les trois ans à venir. Avant la révolution, un terrain à bâtir en zone non lotie valait 100.000 à 500.000 F; en zone lotie le prix pouvait monter à 1.500.000 F[31]. Cependant, même les prix modestes que fixe le CNR, restent hors de portée pour la majorité des Burkinabè: l'avance pour les parcelles attribuées en 1984 n'est toujours pas versée, une année plus tard, par 29% des bénéficiaires à Bogodogo, par 55% à Somgandé et par 45% à Wayalgué. Cinquante-huit pour cent des habitants du quartier spontané de Tanghin affirment ne pas pouvoir payer les 25.000 F[32]. Devant le risque de se voir retirer leur parcelle, certains la vendent clandestinement à des spéculateurs, pour pouvoir s'acquitter des 90.000 F. dus. Aux yeux de l'Etat, ils gardent leur parcelle qui appartient en fait à un propriétaire foncier.

Les Cités. Le Discours d'Orientation Politique promet "la construction de maisons modernes en nombre suffisant et accessibles aux travailleurs"[33]. D'après le PAI, Sankara décide seul, fin mars 1984, de la construction de "Cités du 4 août" dans vingt-trois provinces. Sans prendre l'avis de personne, il utilise le crédit d'un milliard de F.CFA accordé par l'Algérie pour financer ces 500 maisons[34]. Les 238 logements des Cités An II coûtent 30.000 F. par mois, les 293 appartements et villas de la Cité An III à Ouaga, sont loués à 42.000 F. La Société de Construction et de Gestion Immobilière du Burkina construit 72 appartements qu'elle fait payer en location-vente entre 25.000 et 60.000 F. Au total, 2.000 logements sont ainsi construits sous Sankara[35]. Dans sa défense de la politique de l'habitat, l'UCB avoue que seule "la couche supérieure de la petite-bourgeoisie constituée par les hauts cadres", peut assumer des loyers aussi élévés[36]. Pour construire ces Cités, de vieux quartiers populaires sont rasés. Des investissements importants, péniblement réalisés par des gens démunis, sont ainsi détruits. Les dédommagements, souvent insuffisants, se font attendre. Alain Marie parle d'un "aménagement ségrégatif selon un modèle bourgeois qui réserve la ville moderne aux catégories solvables"[37]. Le petit peuple des quartiers Tiedpalgo, Peuloghin et Zangouetti reçoit en 1986 un délai de trois mois pour déguerpir. Un tissu de relations

amicales, sociales et d'entr'aide, constitué à travers des décennies, éclate. "C'est par la force que le CNR a contraint les habitants à déguerpir. Et il ne veut pas entendre parler des problèmes occasionnés par ces déguerpissements. Ce qui apparaît, c'est le mépris pour le peuple que le CNR rejette à la périphérie", écrit le PCRV[38].

La réglementation des prix des loyers. Au secteur 8, les montants baissent de 12.500 F. à 4.000 F. Au secteur 12 des "deux pièces-salon" se louent à 7.000 au lieu de 25.000 F[39]. En 1985, les loyers sont suspendus pour tous les Burkinabè afin de les aider à épargner pour la construction de leur propre maison. Les conséquences de cette politique "révolutionnaire"? De nombreux propriétaires chassent leurs locataires pour les remplacer par des parents. "Clandestinement", les locataires versent un loyer loin au-dessus du tarif officiel. Ils doivent se contenter de logements de plus en plus délabrés. La construction individuelle chute: si l'on compte 254 demandes de permis de construire en 1983, il n'y en a que 128 en 1985[40].

Un mois avant la fin du CNR, *Carrefour* africain écrit: "On pourrait allonger la liste des cas désespérés en matière de logement. Evidemment, en pareille situation, on est prêt à tout. Car les propriétaires de maisons restent encore puissants"[41]. Et dix jours avant la mort de Sankara, le ministre Michel Tapsoba avoue: "L'on se trouve aujourd'hui avec des gens qui possèdent plus de parcelles que n'en ont possédé certains par le passé"[42]. Dans un pays où règne la propriété privée des constructions immobiliers, les pauvres se ruinent et le pouvoir économique se concentre irrésistiblement. Les propriétaires disposent d'une infinité de moyens pour détourner les mesures sociales dictées par un Etat qui n'a pas les moyens et souvent pas la volonté d'en assurer l'application. La plupart des actions tapageuses et spectaculaires du CNR sont restées sans lendemain. Le Burkina n'a guère avancé dans la construction à grande échelle de logements à un prix qui tient compte des revenus réels des masses populaires. La situation a empirée pour les pauvres qui ont été repoussés vers la périphérie de la ville, à dix kilomètres de leur ancien quartier, où ils trouvent ni eau, ni transports urbains, ni électricité, ni écoles, ni autres services...[43]

Dans le climat de décrispation qui suit la mort du président Sankara, les propriétaires, très relaxes, font éclater la vérité cachée des chiffres: les loyers flambent de 4.000 à 10.000 F. Les récalcitrants sont expulsés de leur case et les spéculateurs ne prennent plus de détours pour s'emparer des parcelles. L'autorité des CDR s'effrite complètement devant les bruits de corruption et de détournements. En 1985, l'année du "logement gratuit", certains loyers ont été versés à la Délégation du Peuple au Logement, dirigé par le lieutenant Daouda Traoré. Personne n'est en mesure de dire avec précision où sont partis les neuf milliards de francs rentrés à cette occasion[44].

Le Front Populaire crée une Inspection Populaire au Contrôle Immobi-

lier qui espère retracer les méandres de "la spéculation immobilière inquiétante", grâce à l'informatique[45]. Il entend réactiver les Comités révolutionnaires pour faire respecter le plafonnement des loyers. Pour le reste, il répète de bonnes intentions qui étaient déjà prononcées sous le CNR. "Mettre sur pied une institution bancaire spécialisée dans l'immobilier". Mais la Banque Populaire de l'Habitat, mise sur pied par feu le CNR, n'a jamais fonctionné...[46] Réviser en baisse le prix des matériaux pour encourager l'auto-construction. Et finalement, unique son nouveau entendu de la bouche du ministre de l'Equipement, Badiel Balao: "Notre politique du logement évitera la surestimation du rôle de l'Etat dans la résolution du problème de l'habitat pour ne pas décourager l'initiative privée". Suit un appel au secteur privé dont "l'intervention dans le secteur de l'habitat reste encore embryonnaire" pour qu'il se lance dans la construction, "activité socialement et économiquement rentable", tout en se départant de la "spéculation scandaleuse"[47]. Bref: on tatonne.

"Demandez au peuple si ce que je fais est dictatorial ou démocratique"

Alors que le 4 août 1983 à 22h, le capitaine Sankara, kalach en main et légèrement haletant, annonce un coup d'Etat qui rendra au pays son indépendance et au peuple sa dignité, le lendemain, le peuple, envahissant dans un indescriptible enthousiasme les boulevards de Ouaga, proclame la révolution démocratique. L'euphorie n'est pas feinte. Goûtant les paroles nouvelles de révolution et de liberté, le peuple, disponible, attend les tâches de combat et de construction. La démocratie populaire, bon enfant et débordant de rêves, se vit comme une fête. Thomas Sankara et Blaise Compaoré, portés sur les épaules, expriment ce que le peuple en ébullition porte dans le cœur. "Je me considère, dit Sankara, comme quelqu'un qui a l'obligation de respecter la volonté et les exigences du peuple. Je me plierai à ce que le peuple me dictera. Demandez au peuple si ce que je fais est dictatorial ou démocratique. Lui seul peut répondre. Ce qui est dictature pour les ennemis du peuple, est peut-être démocratie pour le peuple"[48].

La spontanéité, la franchise et l'ardeur caractérisent la révolution naissante. En visite au Niger le 22 septembre 1983, le président du CNR décide de passer la nuit à Dori, petite ville éprouvée du Sahel. Le lendemain, des milliers de campagnards, ébahis et le visage rayonnant, acclament la révolution comme la pluie salutaire tant attendue. Le discours de Sankara exprime parfaitement la conception de la démocratie qu'il chérit alors. "La révolution est la seule voie qui nous permettra de mettre fin à l'exploitation et à la domination des masses populaires voltaïques par une minorité de rapaces, une minorité de charognards, de musaraig-

nes, de lézards, qu'il faut combattre. Ce sont eux les ennemis du peuple qui ont toujours tout possédé, au détriment du peuple. Ils sont directement liés à l'administration qui les protège et les couvre. Ce sont les mêmes caïmans dans le même marigot. Ce sont encore ces ennemis du peuple qui s'opposent aux libertés démocratiques lorsque les élèves, les étudiants, les travailleurs luttent pour garantir leurs intérêts matériels et moraux; ce sont ces ennemis du peuple qui font descendre dans la rue les militaires, les policiers, les gendarmes, pour opposer au peuple les armes du peuple. D'un côté, vous avez un peuple qui cherche à se nourrir pour mieux travailler et de l'autre, le commerçant qui souhaite que le peuple ait plus faim, pour qu'il puisse faire monter ses prix. Nous ne pouvons demander à ces deux entités de s'entendre. Il faut la révolution pour imposer à l'autre la domination de l'un. Le fonctionnaire qui détourne les biens de l'Etat, l'infirmier qui pille les magasins pour envoyer des médicaments à des parents pour les revendre à des commerçants, il faut le combattre de manière révolutionnaire. Ces fonctionnaires corrompus, nous ne pouvons pas les combattre à partir de Ouagadougou. C'est le peuple mobilisé qui doit les dénoncer, les combattre à Dori. Je voudrais m'adresser à mes sœurs militantes. On organise le trafic des femmes comme on organise le trafic des bœufs; on les échange, on les donne, on les reprend, on les achète. Le prix monte. Le prix baisse, exactement comme pour les moutons et les bœufs. A cause des travaux que la femme accomplit, elle est une source de profit pour l'homme exploiteur. La révolution invite les femmes à se défendre elles-mêmes. Tout le monde sera convié au travail: les jeunes, les vieux, les hommes, les femmes; les commerçants, les fonctionnaires, les paysans, les éleveurs. Et nous construirons des écoles, des dispensaires, des maternités. Il ne sera pas question que quelqu'un reste dans sa voiture, même le préfet, pour vous dire: "Du courage, du courage". Il devra se mettre en culotte et descendre avec vous"[49].

Dès le 4 août, la révolution secoue violemment la féodalité qui couvre la campagne, lourde comme un manteau de plomb. La jeunesse veut en découdre avec des coutumes obscurantistes, étouffantes. En ville aussi, la jeunesse désœuvrée, depuis toujours en proie au mépris, à la misère, au désespoir, se dresse et, pour la première fois, a le sentiment de compter. Les jeunes sans travail, à la campagne comme en ville, commettront excès et folies. C'est le prix incontournable de l'apprentissage de la révolution. Un pays africain qui ne mobilise pas sa jeunesse désœuvrée ne saura faire la révolution.

Au cours de la première année, l'esprit de la démocratie essaime à travers le pays. Il y trouve ancrage. Les régressions diverses qui interviennent par après n'entament pas certains bouleversements irréversibles. Un vétérinaire nous a confié ceci: "Avant la révolution, je dépensais au hasard. Maintenant je fais un planning. A tous les niveaux, les gens se sentent responsabilisés. Les Tribunaux Populaires de la Révolution ont conscientisé le peuple: il surveille d'un oeil critique toutes les démarches

de ses dirigeants. Partout, on doit rendre des comptes, même au sein de la famille. Je ne peux plus imposer une décision d'autorité. Ma femme et mes enfants discutent. Au Sahel, même l'esclave dit ce qu'il pense. Les gens s'opposent au chef, réclament des assemblées, des votes. On a vu des travailleurs renvoyer leur patron. Bien sûr, il y a eu des abus; mais après quatre années, on était en train de mettre les personnes qui conviennent à la place qu'il faut. Les événements du 15 octobre n'ont rien changé à cela. Les gens n'abandonnent pas ce qui était bon dans la révolution"[50].

Mais le capitaine Sankara a été formé au commandement militaire, il reste entouré d'hommes dont les conceptions organisationnelles et la vision de la société, ont été façonnées dans les casernes et les camps. C'est à travers les prismes de sa formation militaire qu'il lira les œuvres marxistes-léninistes que Valère Somé lui conseille. Et les intellectuels marxistes, sachant fort bien que le pouvoir est au bout du fusil mais que le fusil ne leur appartient pas, adaptent le marxisme au goût de l'armée. Les préceptes si subtils de Lénine s'appauvrissent pour devenir aussi secs que des commandements militaires: à gauche, gauche; à droite, droite. Le marxisme simplifié prend la forme d'une matraque. Il y a deux camps et toute critique du camp anti-impérialiste risque de projeter son auteur dans la camp de la réaction. C'est ce qu'affirme un tract de l'UCB: "Le pays comprend deux grands camps: pro-impérialiste et anti-impérialiste, le camp du 17 mai 1983 et le camp du 4 août 1983. Pour les communistes conséquents, les libertés démocratiques, c'est pour le peuple et la dictature pour les réactionnaires. La droite a sorti librement et démocratiquement les chars contre la gauche, au petit matin du 17 mai. S'il existe des marxistes burkinabè pour ne pas comprendre le contenu de classe des libertés démocratiques après cela, on doit penser qu'ils sont passés, librement et démocratiquement, dans l'autre camp. Alors, qu'ils assument la logique de l'affrontement des deux camps, des classes aux intérêts antagoniques! Pas de liberté pour les ennemis du peuple!"[51] Des vérités simplifiées à ce point, sont encore stylisées par les soldats du Comité de Garnison de Ouagadougou. "Les libertés démocratiques aujourd'hui, sont des acquis de la Révolution Démocratique et Populaire et ne peuvent profiter qu'aux seuls militants de la RDP"[52]. Ainsi sont précipités dans le camp des ennemis du peuple, les militants du PCRV qui ne s'alignent pas derrière le drapeau de la Révolution Démocratique et Populaire, comme ceux du PAI qui, au gouvernement jusqu'en août 1984, ne tiendront plus la bonne interprétation de la RDP par la suite. Les forces occultes du PCRV et du PAI-LIPAD, disent les CDR des services du Kadiogo, se sont unis dans un mariage de raison pour la lutte contre-révolutionnaire[53].

A Dori, en septembre 1983, Sankara glorifie la démocratie populaire qui s'en prend aux commerçants véreux, aux fonctionnaires corrompus, aux politiciens charognards. Une année plus tard, le peuple devra comprendre que les caïmans les plus dangereux, sont ces mêmes militants du PCRV et du PAI qui ont connu la prison sous Lamizana et sous le CMRPN.

Le maître-idéologue de Sankara, Paulin Babou Bamouni, s'efforce de vendre cette idée dans *Carrefour Africain*. En octobre 1984, il appelle à "un déminage de la Révolution d'août; les militants sincères doivent déloger publiquement les ennemis de notre révolution". Ainsi il pointe l'index vers les "démagogues, parvenus et arrivistes imbus de leur personnalité" du PAI et vers les "extrémistes ayant pour fanion de guerre le dogmatisme" du PCRV[54]. Mais l'aveuglement et la fumisterie politiques sont portés à des hauteurs inconnues dans un éditorial de mars 1985. En sa qualité de représentant des forces productives les plus avancées, Bamouni ose une analyse de la base sociale de la Révolution d'Août. Il s'agit de réfuter scientifiquement les médisances sur une crise politique au Burkina. Bamouni commence d'un bon pied, pour franchir allègrement un problème fort simple, celui de la paysannerie burkinabè: "Tout semble bien aller avec la classe paysanne". Quatre-vingt-dix pour cent sont acquis à la révolution, les dix autres se trouvent momentanément réduits à la passivité par manque d'information. On passe donc plein d'entrain aux ouvriers, chez qui, comme il se doit, la situation est encore meilleure. Bamouni nous apprend que 98% des ouvriers marchent d'un pas décidé vers l'avenir rayonnant, "les 2% restants, soit 400 ouvriers, sont constitués d'ouvriers aristocrates, ennemis de la Révolution". Au sein de la petite-bourgeoisie, Bamouni déniche 5%, soit 3.500 éléments hostiles. Notre apprenti économiste-mathématicien concède 350 militants à la LIPAD et 150 au PCRV. En annexe à ce dernier parti, il mentionne 260 membres du syndicat des étudiants et élèves. En face de ces quantités négligeables, mais chiffrées jusqu'au dernier figurant: "plus de 10.000 CDR et près de 5 millions de militants et de militantes sûrs de la Révolution d'août". Conclusion: "Crise politique au Burkina? Connaissons pas. Il y a seulement des contre-révolutionnaires à mater. Malheur à eux!"[55] Si la démocratie populaire vibre dans le discours de Sankara à Dori, l'analyse de classe que Bamouni fabrique un an et demi plus tard, annonce le bruit des matraques et des bottes.

Une année après l'explosion de joie populaire du 5 août 1983, les militaires poursuivent pratiquement seuls leur marche victorieuse: toutes les organisations politiques et syndicales civiles, se sont séparées d'eux, à part l'ULC-R qui n'est pas, à vrai dire, un poids lourd. Les CDR sont censés remplacer aussi bien les partis de gauche que les organisations syndicales. Les responsabilités les plus pesantes au sein du Secrétariat Général National des CDR, reposent sur les épaules d'une poignée de militaires. Organes du pouvoir populaire, les CDR voient leur compétence élargie loin au-delà du raisonnable: ils occupent le terrain politique, économique, juridique, culturel, policier et militaire... Travail titanesque, impossible, qui obligera les militaires à trancher d'autorité les milliers de problèmes qui s'abattent sur eux. Pouvoir populaire, les CDR ne sont pourtant pas l'émanation du peuple: ils représentent le CNR. La base n'aura pas de recours démocratique contre des décisions hâtives ou erronnées du CNR

qui sont obligatoirement "propagées" par le canal des CDR. Ceux qui s'y opposent, risquent d'échouer dans les bas-fonds de l'enfer où brûlent déjà les adeptes du PCRV et du PAI. Les veillées-débats qui produisaient de chaudes confrontations politiques au cours de la première année de la révolution, s'éteignent lentement. Les responsables des CDR des secteurs et des services, néophytes en politique, ne peuvent soutenir la confrontation publique avec les militants formés de longue date, du PCRV et du PAI-LIPAD. Ainsi se meurt le débat politique de masse. Des fils de féodaux éclairés se transforment en militants CDR, des arrivistes en quête d'une situation ont vite appris les slogans, phrases et citations qui leur permettent de gravir les échelons de la Révolution Démocratique et Populaire. Sans parti politique capable de trier et d'éduquer les militants CDR, comment les militaires pourraient-ils mettre fin à ce pourrissement interne? Imprudent, Pierre Ouédraogo déclare: "Tous ceux qui s'attaquent aux Comités de Défense de la Révolution, seront combattus politiquement, économiquement et militairement. S'attaquer aux CDR, c'est s'allier à l'impérialisme contre le peuple, ce qui est un crime"[56]. Des anti-communistes et des analphabètes politiques s'acharneront contre des militants révolutionnaires aguerris, amplifieront tous les mots d'ordre et toutes les positions de circonstance, issus du Secrétariat Général National. Quand la première Conférence des CDR en 1986 dénonce les féodaux, les bandits, les voleurs, les tortionnaires infiltrés aux CDR, elle n'a guère de moyens pour rectifier les évolutions néfastes à la base.

Ainsi, le Burkina a connu des saisies de biens honnêtement gagnés, des rackets, des licenciements abusifs, des exclusions d'établissements scolaires, des dispersions d'assemblées par la force armée, des arrestations arbitraires, des emprisonnements sans la moindre base juridique. Et le Burkina a connu la torture. Bien sûr, il convient de souligner que les actes arbitraires et répressifs sous Sankara sont sans commune mesure avec les flots de barbarie que le néo-colonialisme déverse sur tant d'autres pays africains. Mais il ne faut pas pour autant oublier la distance qui sépare les intentions démocratiques et révolutionnaires du départ, de la réalité vécue par certains sous le CNR. Cette répression était dirigée contre des militants anti-impérialistes, elle a semé le trouble parmi les travailleurs et détruit ainsi les fondements de la démocratie populaire qu'on pouvait entrevoir en 1983.

Lors de la Première Conférence Nationale des CDR, Sankara lui-même s'est vu obligé de dénoncer publiquement les CDR tortionnaires. Pourtant, il savait que le metteur en scène de ces pratiques de l'obscurité, appartenait au noyau de ses intimes: Vincent Sigué. Le PCRV, qui sait de quoi il parle pour en avoir été la victime principale, dit ceci: "Le centre de torture le plus terrible, est la Direction de la Surveillance du Territoire à Gounghin, animée par Sigué. Il y a également la Direction de la Sécurité Publique et le Conseil de l'Entente où l'on torture. La plupart des casernes militaires ont des centres de torture. Les permanences du secteur 11 à Ouaga et du secteur 7 à Bobo, sont particulièrement réputées en cette

matière"[57]. Des détenus, placés au milieu d'un cercle d'agents, ont été roués de coups de poing et de pied, fouettés et frappés à coups de bâton. D'autres ont été suspendus à une barre, les menottes aux poignets et aux chevilles, et torturés à l'électricité[58].

A mesure que les militants révolutionnaires chevronnés lui tournent le dos, que les CDR honnêtes gardent le silence sur le désarroi et le mécontentement du peuple, que les arrivistes, glissés dans les structures populaires, clament leur fidélité à la ligne toujours juste du CNR, Sankara, de plus en plus souvent, décide seul. Partant des intentions les plus nobles et louables, ses ordres et directives ne sont pas bien réfléchis, tombent avec précipitation et sont imposés par des exécutants qui eux-mêmes n'en comprennent pas la portée politique. Pendant quelques instants, subsiste l'illusion que le Burkina tout entier a été annexé par les casernes: des structures populaires, on attend l'obéissance automatique qui est de règle chez les soldats.

Les premiers signes de cette évolution dangeureuse se présentent déjà en 1984. C'est dire que malgré les incessants éloges de l'autocritique, Sankara se corrige difficilement et que, malgré les longs développements sur la nécessité de la critique, les membres du CNR hésitent à répéter au chef ce qu'ils murmurent entre eux.

Nous sommes en 1984. L'enthousiasme règne toujours. On décide de rapprocher les fonctionnaires du peuple paysan. On fera des champs collectifs pour retrouver ses racines, pour réapprendre le travail de la terre. Oumar Traoré est ingénieur du génie rural. "Le champ de notre ministère se situait à 65 km de Ouaga. On y arrivait vers onze heures; après au maximum deux heures de labeur, il était temps de retourner. On ne calculait pas le coût des véhicules et du carburant. Ni les pertes subies à cause de la paralysie de l'administration. Non seulement l'activité se faisait à perte, mais on n'arrivait pas à écouler la maigre production. Ces promenades champêtres ne rapprochaient en rien les fonctionnaires des paysans. Moi, j'étais contre dès le début"[59]. Des travailleurs sont suspendus, licenciés pour avoir refusé de se rendre aux champs collectifs. Le 12 août 1985, Abdramane Boly et Christophe Compaoré du Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè, perdent leur travail pour avoir refusé d'aller retourner la terre[60]. Par après, cette obligation draconienne s'effiloche et se dissipe...

Les idées les plus généreuses, dégénèrent en tracasseries. Le sport de masse fortifie sans doute la santé du peuple. Mais devenu contrainte qui peut entraîner des sanctions, il renforce surtout la rogne.

Le Faso Dan Fani possède indéniablement des charmes. Il en perd beaucoup, après la lecture de ce communiqué: "La Direction du protocole d'Etat informe les camarades militants que désormais tout Burkinabè qui se rend à la présidence du Faso pour quelque motif que ce soit, est tenu de s'habiller en Faso Dan Fani, faute de quoi, il s'expose à une sanction exemplaire"[61].

Les "trois luttes", campagne cruciale pour la survie du pays, donne lieu à des mesures de répression inconsidérées. En mars 1986, pour un feu de brousse, treize jeunes de la province de la Kossi sont sauvagement "manœuvrés" au détachement du RPC de Nouna. Pierre Coulibaly de Bagala, et Tibéni Coulibaly de Kéréna y succombent[62]. En décembre 1986, l'administration et les CDR imposent aux villages de Kouy, de Dianra et de Soumara, dans le Sourou, des amendes de 500.000 F. et l'interdiction d'organiser le marché et de vendre du dolo – la bière de mil – pendant six mois[63].

Et comment juger, du point de vue de la démocratie populaire, dans un pays où des dizaines de milliers d'hommes connaissent la famine, "l'interdiction de la mendicité sur toute l'étendue du territoire national à compter du mercredi 11 mars 1987"?[64].

L'article 422 du projet de code pénal, visant la répression de la prostitution, tombera comme un fouet sur les couches les plus misérables de la population. "Est puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 50.000 à 100.000 F., quiconque par gestes, paroles ou par tout autre moyen, procède publiquement au racolage de personnes de l'un ou l'autre sexe en vue de les provoquer à la débauche"[65]. Lors d'opérations "coup de poing" dans des quartiers populaires, les femmes assises sur leur tabouret dans l'espoir de gagner quelques centaines de francs, sont raflées. A d'autres occasions, la police et les CDR embarquent, indistinctement, les femmes se promenant seules après vingt heures.

Toutes ces tracasseries démobilisent les masses populaires. Les vrais charognards et musaraignes, qui ont passé quelques mauvais moments en 1983-1984, jouissent de leur tranquillité retrouvée et n'attachent plus d'importance à la rhétorique démocratique de plus en plus creuse.

Le prix des spectateurs: les Tribunaux Populaires de la Révolution

Dans le domaine démocratique, une réalisation majeure du président Sankara jouit toujours d'une popularité incontestée: les Tribunaux Populaires de la Révolution. Créés officiellement le 19 octobre 1983, les TPR deviennent réalité lors du procès de l'ancien chef de l'Etat, Sangoulé Lamizana, ouvert le 3 janvier 1984 à la Maison du Peuple. En vedette américaine, le nouveau chef de l'Etat, Thomas Sankara, vient faire le procès de la justice, avant que s'ouvre le procès de son prédécesseur.

"Dans une société comme la nôtre, où la population est à 95% analphabète, maintenue dans l'obscurantisme et l'ignorance par les classes dominantes, le droit bourgeois ose affirmer que: 'Nul n'est censé ignorer la loi'. Au nom de ce même droit, on affirme que: 'Force doit rester à la loi'. La loi étant édictée pour défendre et sauvegarder les intérêts des

classes dominantes, l'argument de la force est exhumé chaque fois que les intérêts de la minorité sont menacés. Ainsi, tout est permis, sauf de manquer d'argent pour s'acheter un avocat et des magistrats. Au bout du compte, force reste à la loi, c'est-à-dire que la loi du plus riche, les talents oratoires vendus au plus offrant, l'emportent à tous les coups sur le bon droit populaire de ceux qui restent toujours coupables d'être pauvres ou analphabètes".

"La création des Tribunaux Populaires de la Révolution se justifie par le fait que le peuple entend désormais matérialiser dans tous les domaines, le principe de la participation effective des classes laborieuses et exploitées à l'administration et à la gestion des affaires de l'Etat. Les juges des Tribunaux Populaires de la Révolution ont été choisis au sein des travailleurs et par les seuls travailleurs, avec la mission d'accomplir la volonté du peuple. Pour ce faire, nul besoin, pour eux, de connaître les vieilles lois. Comme ils sont issus du peuple, il suffit qu'ils se laissent guider par le sentiment de la justice populaire. En l'absence de textes codifiés, il leur suffit de s'appuyer sur le droit révolutionnaire, en rejetant les lois de la société néo-coloniale".

Répondant d'avance à ceux qui crieront que l'on bafoue les droits de l'homme, Sankara affirme que juger des forfaits socio-économiques, revient effectivement à faire un procès politique, le procès du système néo-colonial. La condamnation de quelques politiciens corrompus, suscitera l'indignation chez ces hypocrites qui gardent le silence face au génocide d'un peuple qui se meurt dans la misère, la famine et l'obscurantisme[66].

La compétence des Tribunaux Populaire de la Révolution, ainsi propulsés sur le devant de la scène, porte sur les crimes politiques et les délits contre la sûreté de l'Etat, sur les détournements de deniers publics et les délits commis par les fonctionnaires et sur les cas d'enrichissement illicite au détriment de l'Etat. Mais après un an de fonctionnement, leur compétence s'élargit à "tous les crimes et délits contre la chose publique et les particuliers dont ils jugeront utile de se saisir"[67]. Les magistrats expriment à ce moment leurs vives inquiétudes devant cette évolution.

Les TPR sont composés de sept membres. Parmi eux, un magistrat professionnel, nommé par le ministre de la Justice, préside les travaux. Les six autres juges, dont un militaire ou gendarme, militent au sein des Comités de Défense de la Révolution. Leur sélection se fait, entre autres, sur base de la compétence, ce qui explique le grand nombre d'universitaires parmi eux. En plus, on compte quatre membres suppléants, un magistrat et trois juges CDR[68]. L'appel de Sankara au "sentiment de la justice populaire", pouvait laisser craindre des jugements entachés de subjectivisme. La pratique a révélé des juges populaires pondérés, objectifs, attentifs au droit, aux faits et à la politique. Même les magistrats trouvent l'expérience dans son ensemble concluante, mais ils proposent d'assurer une formation adéquate aux militants qui doivent rendre justice.

Sur un coup de génie, Sankara décide le 3 janvier 1984 de faire passer le procès Lamizana en direct à la radio. Partout, en ville comme à la campagne, les gens ont l'oreille collée à leur poste. Et cela se répétera à chaque session des TPR. Blaise Compaoré, le ministre de la Justice, a sans doute raison d'affirmer que ces Tribunaux Populaires ont permis "en un court laps de temps, d'éduquer, de politiser, de conscientiser tout le peuple à moindre frais"[69]. Son chef de cabinet, Simon Compaoré, pour avoir constaté l'avidité avec laquelle les paysans suivaient les débats sur la voracité des régimes précédents, a pu préciser: "Les TPR sont une école de démocratie et de gestion des biens du peuple, une école où l'on apprend que les biens du peuple sont sacrés, donc intouchables"[70].

L'avenir dira dans quelle mesure un autre objectif, plus ambitieux, pourra être réalisé. Blaise Compaoré l'a formulé ainsi: "Pour les Tribunaux Populaires de la Révolution, il s'agit de combattre les délinquants à col blanc, de détruire la base économique et politique de la bourgeoisie d'Etat et de la bourgeoisie compradore"[71].

Le Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè soutient le principe des TPR, tout en formulant un certain nombre de critiques. "Nous souscrivons à cette idée d'origine qui sous-tend la doctrine des TPR, à savoir que la délinquance en col blanc, crée un grand tort au Burkina, un préjudice incomparablement supérieur à celui causé par les voleurs de marmites, de pigeons et de vélos, traînés devant nos tribunaux correctionnels"[72].

Les magistrats demandent que les accusés puissent être assistés par un avocat et qu'une instance de recours soit créée, choses qui n'existent pas au moment où les TPR sont mis sur pied.

Comme les sept juges doivent inculper, charger et condamner à la fois, les magistrats proposent d'introduire un accusateur public. Ils n'apprécient pas non plus l'habitude de présumer coupables ceux qui sont convoqués devant les TPR. "L'accusé se présente moins comme un rebut de la société, mais comme un homme à qui on apprend à reconnaître ses fautes", écrit *Carrefour africain* avec une désinvolture révélatrice[73]. Le SAMAB s'oppose aussi à la rétroactivité des lois pénales devant les TPR. L'instruction des affaires est souvent déficiente: devant les TPR passent des hommes dont le dossier d'accusation est vide. D'autre part, des individus que tous attendent devant les TPR, n'y comparaissent pas. "Les magistrats sont mal à l'aise quand ils constatent que certaines affaires, qualifiées à tort d'explosives, ne voient jamais le jour à l'audience publique"[74]. Sur le même sujet, le capitaine Kilimité Hien nous a dit: "Quand Henri Zongo a voulu commencer une campagne contre la fuite de l'or, j'ai soulevé les difficultés qu'aurait le Secrétariat Général National à mobiliser les gens: tout le monde parle de l'implication du lieutenant Koama dans ces affaires, on l'attend devant les TPR, comme preuve du sérieux de la lutte contre les trafiquants"[75].

Un conflit a opposé le SAMAB au CNR concernant le problème plus général de l'indépendance du juge. Voici ce qu'affirment les magistrats:

"Le juge ne saurait revendiquer son indépendance par rapport à son peuple. Le juge ne peut réellement exercer sa mission en toute indépendance, que s'il est chargé d'appliquer un droit conforme aux intérêts de son peuple. Le principal instrument de travail du magistrat, le droit burkinabè, est indiscutablement néo-colonial. Cette condition, l'élaboration d'un droit populaire, se situe obligatoirement dans le cadre d'un changement radical de la société. Le juge ne doit avoir pour maître que le peuple, pour autorité légitime que la loi et pour seul guide que sa conscience". Le SAMAB récuse les pressions des différents régimes qui se sont succédés, pour rendre justice dans le sens voulu par l'orientation politique prévalante. Il dénonce l'immixtion de certains CDR dans l'œuvre de la justice, tel l'opposition à l'exécution de certains arrêts de la Cour d'Appel[76]. Une ordonnance du 29 août 1985 dit que "toutes les juridictions... ne sont guidées... par les dispositions législatives, que dans la mesure où elles... ne sont pas contraires à la conscience et au sentiment du droit révolutionnaire"[77]. Les magistrats refusent d'accepter que les verdicts des TPR soient modulés selon la couleur politique et le degré du militantisme, dans les CDR, des accusés. Ils mettent en garde contre "la vengeance privée" qui peut aisément se camoufler en "sentiment du droit révolutionnaire".

Ceux qui défendent les positions du CNR, répondent au SAMAB: "Il n'a existé et il n'existera jamais les droits de l'homme tout court en Haute-Volta". Le SAMAB fait preuve de conservatisme et de juridisme attardé; par sa revendication d'indépendance, il situe la magistrature au dehors et au-dessus de la lutte des classes[78].

Les juges ont vécu de près l'effritement des droits démocratiques sous le CNR. Leur organisation a été accusée de corporatisme, d'hostilité envers les CDR et les TPR, de haine farouche vis-à-vis du bas peuple, de collusion avec les ennemis du peuple, de complot avec les partis réactionnaires dissouts. Sur cent dix magistrats que comptait le Burkina, deux furent licenciés en août 1985, huit mis à la disposition d'un autre ministère en août 1986 et vingt-et-un licenciés en juin 1987...[79]

Au 4 août 1988, les TPR ont tenu 42 assises, dont la vingtième organisée à Ouaga, est toujours en cours. Il y a eu 691 condamnations et les montants à recouvrer sur les condamnés, s'élèvent à 14,321 milliards de F.CFA. A ce jour, 2,997 milliards ont été versés. Les villas saisies et mises en location ont fait rentrer au 1 juin 88 un montant de 91,7 millions de F. Les actions saisies valent 12,6 millions de F.[80].

Accusé d'avoir détourné les 447 millions contenus dans des fonds spéciaux, l'ancien chef de l'Etat Lamizana répliqua qu'il s'en était servi pour payer les services de renseignement (223 millions) et pour subsidier des associations comme la Fédération des Femmes et des journaux comme Jeune Afrique. Il fut acquitté[81].

Gérard Kango Ouédraogo, dont le procès, tenu en 1984, a étalé la corruption dévorante de la deuxième République, dut verser 700 millions

de F. et fut condamné à dix ans de prison. En 1986, il était libre[82]. Le colonel Saye Zerbo, l'ex-président du CMRPN, s'est vu inculper, au cours de la même année, d'un détournement de 100 millions de F. Condamné à quinze ans dont huit ferme, il a été mis en résidence surveillée au début de 1987 et libéré à la fin de l'année[83].

Le combat désespéré contre l'hydre de la bureaucratie

Quelqu'un entre dans une carrière dans l'administration grâce aux bons offices d'un frère ou d'un cousin haut placé. Aux heures de bureau, il ménage ses forces. Le crédit bancaire, facile à obtenir pour un fonctionnaire moyen et supérieur, lui permet de construire une villa de rapport. Ce crédit remboursé, il entame les travaux de sa deuxième villa avec un prêt gagé. Ou il crée une petite entreprise de transport, si il ne se lance pas dans le commerce. Entretemps, à ses heures de travail, il développe des amitiés utiles, il soigne ses relations avec les parents et les gens de sa tribu mieux placés. Il monnaie à droite et à gauche sa position dans l'administration et ses relations. Dans le service de l'Etat, l'incompétence, la paresse, l'absentéisme et le laxisme sont les qualités qu'il cultive.

Telle est la situation dans l'administration, au moment de la révolution du 4 août 1983. Les services publics, truffés par les politiciens réactionnaires de parents et d'amis, liés par mille relations occultes aux opérateurs économiques, pèsent d'un poids étouffant sur le peuple. Les salaires, versés à vingt-cinq mille agents de l'Etat, représentent 64 pour cent des dépenses budgétaires[84]. Le Conseil National de la Révolution veut briser l'appareil d'Etat néo-colonial avec son "administration de domination, d'oppression et d'exploitation, son administration centralisée et bureaucratique. Chaque fois qu'une classe sociale fait son ascension au niveau du pouvoir politique, elle met en place un type d'administration avec un mode de recrutement, de formation et de fonctionnement approprié pour se fortifier et renforcer davantage sa situation économique et politique contre les classes hostiles"[85].

Pour transformer l'administration, le CNR développe des efforts dans cinq directions.

Il dégage ou met en retraite anticipée les cadres réactionnaires jugés irrécupérables.

Dans tous les services, il organise des Comités de Défense de la Révolution chargés de combattre les tares néo-coloniales et les tendances antipopulaires dans l'administration. Les CDR contrôlent le recrutement dans la mesure où ils peuvent proposer de sanctionner les stagiaires. Les CDR participent à la notation des agents publics, ce qui influence de façon conséquente leur avancement. Ils ont leur mot à dire, chaque fois que tombent des sanctions à l'encontre d'agents jugés hostiles au processus.

Le CNR crée quatre structures nouvelles pour exercer le contrôle populaire sur l'administration.

Le CAM. Le Comité d'Administration Ministérielle se réunit une fois par semaine dans tous les départements. Outre le ministre, il regroupe le secrétaire général et le délégué coordonnateur des CDR du service, puis le directeur et le délégué CDR de chaque direction centrale. Le CAM doit s'assurer que la politique du ministère soit en conformité avec le Discours d'Orientation Politique et avec les orientations du CNR. Il délibère sur les dossiers qui lui sont soumis et il est consulté pour les affaires de gestion du personnel.

La CPM. Dans chaque département, une réunion plus large se tient tous les trois mois: la Commission du Peuple chargée du secteur Ministériel. Outre les membres du CAM, elle regroupe les directeurs des services attachés et des services extérieurs, ainsi que le bureau du Comité de coordination du Secteur ministériel, un délégué CDR du ministère par province et un délégué des différents CDR. La CPM propose les grandes orientations de son ministère au Conseil des Ministres, adopte les propositions du Conseil d'Administration Ministériel et donne des directives pour un meilleur fonctionnement du ministère.

Le CNAM. Tous les Comités d'Administration ministérielle, les CAM, se retrouvent chaque trimestre avec le Président du Faso, ses collaborateurs et les membres du Secrétariat Général National des CDR, au sein du Conseil National d'Administration Ministérielle. Ce Conseil traite des questions qui lui sont soumises par le Conseil des Ministres, évalue l'exécution du Plan Quinquennal et avance des propositions pour améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale.

La CCPM. Finalement, une Conférence des Commissions du Peuple chargée des secteurs ministériels rassemble les CPM de tous les ministères ainsi que la Présidence, le Secrétariat Général National des CDR, les Hauts-Commissaires et deux représentants du Pouvoir Révolutionnaire Provincial et deux élèves, deux étudiants, deux membres de l'UFB et deux anciens. Cette Conférence se prononce sur le rapport annuel du CNAM, traite les grandes questions qui lui sont soumises par le Conseil des Ministres et émet des propositions pour les grandes orientations nationales.

Quatrièmement, le Conseil National de la Révolution entame une politique de décentralisation pour combattre la lourdeur administrative et le bureaucratisme paralysant. Il divise le Burkina en trente provinces et trois cents départements et décide d'affecter dix pour cent des fonctionnaires dans les provinces.

La cinquième mesure visant à transformer l'administration, est l'institution d'une formation idéologique et politique pour tous les agents. Chaque postulant doit passer un test politique et les CDR des services sont chargés de la formation des agents de leur ressort.

Sur ces cinq fronts, le CNR connaît plus d'échecs que de succès.

Si le dégagement des réactionnaires patentés installés au septième ciel de l'administration plaît à beaucoup de monde, le licenciement de 1.400 instituteurs grévistes provoque une panique générale. Par après, le scepticisme et le désarroi s'installent définitivement parmi une grande partie des progressistes, lorsque les sanctions s'abattent surtout sur les "opportunistes de gauche" du PCRV et du PAI.

Après deux années de révolution, Sankara établit le constat que nombre de CDR se montrent incapables d'assurer la révolutionnarisation de l'administration. "Certains spécialistes des slaloms géants n'ont pas hésité à changer subrepticement de cap, autant de fois que cela était nécessaire pour se trouver dans les instances dirigeantes des CDR de service. Ceux qui utilisent le CDR de service pour s'assurer une promotion fulgurante, une position d'intouchables dans les services et un moyen de règlement de compte, devront être recyclés sinon éjectés. Ils se répandent en démagogie et couardise à chaque difficulté. D'autres, par un verbiage envahissant, constituent de véritables blocages pour paralyser les services"[86].

La création des structures de contrôle populaire, dilue l'autorité sur une série impressionnante d'organes enchevêtrés. Les réunions se multiplient à mesure que les techniciens, brimés et souvent ridiculisés, rechignent à prendre leurs responsabilités. Se traînant de conférence en assemblée puis en commission, de palabre en parlote, les cadres et les militants ont l'impression que chaque réunion sert à effacer le souvenir dev la précédente. Souvent, les participants sont désignés en dernière minute pour des réunions non préparées et sans en connaître l'ordre du jour. Les Comités d'Administration Ministérielle se tiennent irrégulièrement pour traiter des questions sans grande importance et leurs délibérations ne sont pas consignées dans des comptes rendus.

Les Hauts-Commissaires succombent sous le poids d'une décentralisation improvisée: "Ils représentent le Conseil National de la Révolution, le gouvernement dans son ensemble et chaque ministère en particulier et dirigent et coordonnent les activités des services"[87]. Rien que cela. Il n'y a pas assez de préfets capables d'assurer la direction des trois cents départements qui fonctionnent mal, faute de moyens. Les ministères gardent jalousement tous leurs pouvoirs, "laissant à eux-mêmes les services décentralisés"[87]. Les dix pour cent de fonctionnaires affectés en province, se sentent frustrés, déconsidérés, victimes d'une mutation à caractère répressif et l'efficacité de leur travail est souvent nulle.

Incapables de s'imposer dans le débat politique, "les Comités de Défense de la Révolution croient devoir combattre l'autorité pour mériter leur appellation"[88].

Des conséquences multiples découlent de ces échecs. L'anarchie créée par des CDR incapables, renforce la passivité et le laisser-aller dans l'administration. "Le constat général est une défaillance de la discipline au sein de notre administration. Cette situation découle de la mauvaise compréhension du concept Révolution, souvent assimilé à l'anarchie et

au refus de toute hiérarchie"[89]. Une seule Conférence des Commissions du Peuple chargées des secteurs Ministériels a eu lieu, les 19 et 20 septembre 1986, à Ouahigouya. Elle avance de nombreuses propositions concrètes. Elle veut motiver les agents en les intéressant moralement et matériellement aux résultats de leur travail. Elle attribue le malaise généralisé au manque de qualification du personnel et à sa formation inadaptée aux besoins du service. Elle critique aussi la mauvaise utilisation des forces disponibles, causée entre autres par l'absence d'organigrammes comprenant les objectifs du service et ses besoins en personnel. Elle propose de réinstituer des structures d'inspection et de contrôle. Elle souligne la nécessité de réhabiliter le fonctionnaire qui ne doit plus être présenté comme un homme hostile au peuple. La plupart de ces critiques et propositions restent sans suite, ce qui entraîne un découragement et une lassitude généralisés[90].

Seule la peur des sanctions et des dégagements tempère quelque peu la tendance à l'absentéisme et à la fainéantise. Quand la menace des punitions est levée pour un moment, on constate du coup que le volume du travail abattu se rétrécit dramatiquement. Ainsi, *L'Intrus* note que la dissolution du gouvernement, le 26 août 1987, "donne lieu et droit à des grasses matinées, des siestes prolongées, si les pluies ne sont pas des motifs providentiels de vacances complètes. On vend des pagnes. On va s'acheter du pain et des brochettes. Le dépeuplement des ministères avant 12h30 est assuré". La même revue publie une lettre d'une touriste étrangère. "Pourquoi faut-il attendre deux à trois semaines pour avoir une autorisation de photographier? Pourquoi les fonctionnaires de tous les ministères passent-ils leur temps à ne rien faire? Lorsque René Dumont évalue le travail quotidien du fonctionnaire de Ouaga à 2 ou 3 heures, il est fort optimiste..."[91]

Lors de la rectification qui suit le 15 octobre, on dénonce la répression, les sanctions abusives, les tracasseries du temps du CNR. L'administration se sent libérée de la révolution. Tout fonctionnaire a besoin de souffler. L'autorité de l'Etat s'évapore, plus personne n'ose imposer une sanction de peur de se voir taxer de militaro-fasciste. Comme par un coup de baguette magique, l'affairisme, l'absentéisme et la paresse retrouvent leurs pleins droits d'antan.

Le 9 septembre 1988, le capitaine Blaise Compaoré publie un koega, invitant les ministres "à prendre toutes les mesures organisationnelles, éducatives et de contrôle nécessaires pour combattre l'absentéisme chronique et le laxisme. Des sanctions exemplaires et sans complaisance doivent être prises à l'encontre des agents irréductibles en la matière. Avec fermeté et esprit de suite, vous devez combattre la nouvelle vague de fréquentation des débits de boissons pendant les heures de service ainsi que toute autre cause non autorisée d'absence"[92].

Une des nombreuses réunions de travail destinées à cataloguer les formes du laxisme, décrit la situation ainsi: des fonctionnaires s'absentent

sans raison, arrivent en retard et partent trop tôt, sortent sous d'innombrables prétextes, pratiquent le nomadisme dans les bureaux, y vendent et achètent des marchandises, se font mutuellement de longues visites pour causer et quand ils se mettent réellement au boulot, affichent une paresse étonnante dans l'exécution des tâches...[93]

Venir à bout de cette hydre intouchable qu'est l'administration néocoloniale, revigorée par des mesures inappropriées du CNR, constitue un défi de taille. Pour le relever, le Front Populaire crée en 1988 le Commissariat Général à l'Inspection d'Etat dont le mise en place s'achève début 1989 sous la direction d'Etienne Traoré. Le Commissariat remplace le Conseil National d'Administration Ministérielle et la Conférence des Commissions du Peuple chargée des secteurs Ministériels qui devaient se tenir respectivement tous les quatre et six mois. Le Front Populaire estime que seul un organe permanent de contrôle peut prendre des mesures efficaces et en assurer le suivi. Le commissaire général, Etienne Traoré, disposera de vingt cadres permanents et de collaborateurs occasionnels. Leur première tâche consiste à contrôler la gestion des sociétés d'Etat pour y traquer les détournements et la corruption. Ensuite, ils doivent prendre des mesures pour redynamiser l'administration et pour augmenter son rendement. Etienne Traoré entend réconcilier les chefs de service et les responsables des Comités révolutionnaires. Ils se retrouveront dans des cellules de productivité qui contrôleront la présence effective des agents et feront régulièrement le bilan de leur rendement. En assurant l'éducation des CR, on développera quelques idées émises par Blaise Compaoré, pour qui toute révolution véritable vise à libérer les forces productives: "Dans le cadre du Burkina Faso agricole arriéré, le travail revêt davantage un caractère d'instrument de libération, aussi doit-il être magnifié comme exigence de notre émancipation sociale. L'Etat révolutionnaire vise à mieux organiser la production et à répartir ses fruits de façon équitable et juste. La routine asphyxiante, le tâtonnement, le laxisme et la paresse" doivent faire place à "l'initiative créatrice, l'esprit de sacrifice et d'abnégation"[94]. En plus, Etienne Traoré veut mettre en pratique un grand nombre de propositions avancées, sans résultat, par les structures populaires de l'époque du CNR.

L'adoption d'un nouveau Statut de la fonction publique par le CNR, le 25 octobre 1985, a accentué la démobilisation des fonctionnaires. Pour faire reprendre goût au travail, le Front Populaire publie le 26 octobre 1988 une nouvelle zatu sous l'appellation de Statut Général de la fonction publique.

Le Statut dit Fidèle Toé déclassait un certain nombre de fonctionnaires par rapport à leur ancienne grille salariale, tandis que d'autres voyaient leur carrière bloquée: un regain de l'affairisme et de la corruption s'en suivit. Des enseignants de la catégorie A1, qui gagnaient 90.000 F.CFA, tombaient à A3 et à B1 ou ils pouvaient arriver à un maximum de 85.000 F.CFA. Grâce à des concours, les instituteurs de la catégorie B2 pouvaient

atteindre le niveau B1 d'instituteur titulaire. Mais ils perdaient leur ancienneté et devaient attendre dix à quinze ans avant d'obtenir une augmentation. D'après le camarade Kanidoua Naboho, ministre de la Fonction publique, le texte du Front Populaire dénote un progrès en matière de justice sociale: "Le même indice salarial est appliqué à des diplômes identiques ou équivalents et la promotion du fonctionnaire est mieux organisée dans le cadre de la formation professionnelle". Il insiste aussi pour que le nouveau barème des soldes supprime les blocages salariaux"[95]. En plus, le statut du personnel des sociétés d'Etat et d'économie mixte, celui des militaires et des travailleurs des collectivités publiques locales seront régis par des textes spécifiques.

D'après le camarade Naboho, dans le domaine des droits démocratiques, le statut du CNR était en retrait par rapport à celui de 1959: il supprimait les structures de concertation avec les organisations syndicales. Le Statut adopté par le Front Populaire institue un Conseil Consultatif de la Fonction Publique, un Conseil Révolutionnaire de Discipline et un Comité Technique Paritaire dans chaque département. Chaque organe comprend un nombre égal de représentants de l'administration d'une part et de représentants des syndicats et des comités révolutionnaires d'autre part. Les structures de concertation traitent de l'organisation et du fonctionnement des services publics, de l'élaboration des règles statutaires et des décisions relatives à la carrière des agents. Les organisations syndicales ont introduit des amendements sur l'avant-projet du Statut. L'article 47 stipule que les libertés doivent s'exercer "dans le respect de l'autorité de l'Etat et de l'ordre public". Le Front Syndical y voit de l'arbitraire et une limitation du droit de grève. Le ministre lui répond qu'un régime de libertés publiques sans cadre et sans limitation aucune, ne peut exister. D'après lui, il n'y a pas d'entrave au droit syndical et le texte contient des améliorations par rapport à celui de 1986 qui stipulait que les opinions politiques des agents "doivent respecter les tâches contenues dans le Discours d'Orientation Politique". L'article 60 énumère les critères pour la notation des fonctionnaires: "compétence, conscience professionnelle et comportement". Le Front Syndical juge qu'ils sont vagues et subjectifs. Le ministre répond que le bulletin de notes sera communiqué à l'intéressé qui peut aller en recours devant un comité paritaire[96].

Nous repousserons l'ennemi dans l'océan...

A son arrivée au pouvoir, Sankara se présente avec ses qualités de modestie et de bon sens: il a de la gentillesse à revendre envers tous les chefs d'Etat, surtout envers les plus réactionnaires, qui peuplent la région. Sankara ne s'ingérera pas dans les affaires des autres et il espère que ses voisins le laisseront tranquille. "Les tracés coloniaux n'ont pas réussi à séparer les Voltaïques de leurs frères togolais, ivoiriens, ghanéens, nigé-



riens et maliens. Nos populations sont intimement liées. Nous tenons à ces liens"[97]. Et les rapports entre le jeune Sankara, nouveau symbole de la révolution, et le vieux Houphouët-Boigny, incarnation immortelle de la réaction? "Les autorités ivoiriennes, à commencer par leur chef d'Etat, sont tout à fait disposées à coopérer avec la Haute-Volta du 4 août. Et nous, nous ne sommes pas hostiles à la Côte d'Ivoire non plus". Mais il y a eu la guerre avec le Mali en 1974? "On trouve des populations maliennes dont les sources sont en Haute-Volta et on trouve des populations voltaïques dont les sources sont au Mali. Je ne vois vraiment pas comment et pourquoi Maliens et Voltaïques s'opposeraient"[98].

Deux ans plus tard, septembre 1985. Les succès de la révolution burkinabè et les échos qui en rayonnent sur l'Afrique tout entière ont convaincu le Président du Faso qu'il a un rôle important à jouer sur la scène africaine. Et il est convaincu que d'autres veulent payer le prix fort pour lui dénier cette vocation panafricaine. Derrière le complot de l'ex-colonel Tiendrébéogo, le 28 mai 1984, il voit la Côte d'Ivoire. Le 30 mai et le 15 juin 1985, des attentats sèment la mort à Ouagadougou. A la suite de ces explosions, la presse internationale parle d'une vague d'arrestations, de tortures, d'assassinats au Burkina. Un journal burkinabè s'en prend alors à "Jeune Afrique dont la conscience est aussi vénale que la ligne politique est versatile"; cette "cinquième colonne de la plume" vise à "isoler le Burkina en dénigrant sa Révolution"[99].

Le 10 septembre 1985, les chefs d'Etat des cinq pays membres du Conseil de l'Entente, la Côte d'Ivoire, le Burkina, le Niger, le Togo et le Bénin, se réunissent à Yamoussoukro. A l'ordre du jour: les attentats commis en mai 1985 au Niger et en août au Togo. Les premiers sont attribués à Kadhafi, les deuxièmes à Rawlings. Pour assurer la sécurité régionale, Houphouët-Boigny propose la création d'une force armée commune. Sankara y voit un complot pour en découdre avec la révolution burkinabè. Ses mots d'ordre anti-impérialistes, sa mobilisation populaire, le langage révolutionnaire de ses jeunes dirigeants dérangent, sans nul doute, tous les régimes néo-coloniaux de la région. Une lueur d'espoir à l'horizon peut convaincre les peuples, écrasés par la force et par la misère, que la révolte offre une issue. Et le Burkina représente cet espoir. La presse de Ouaga accuse Houphouët-Boigny, inspirateur présumé du coup d'Etat qui renversa N'Krumah en 1966, de vouloir "rééditer son exploit avec le Burkina Faso. Des opposants ghanéens et burkinabè sont entraînés en Côte d'Ivoire et au Togo dans des camps militaires"[100].

A son retour à Ouaga, le lendemain soir, 11 septembre 1985, Sankara est toujours sous le choc de l'indignation. A la fin d'une marche organisée par les CDR, il prononce un discours qui sera lourd de conséquences.

"Nous avions à répondre à l'impérialisme international, nous avions à répondre à ses valets locaux; dès lors que nous nous sommes mis debout, ils ont commencé à trembler. L'on essaie de déclencher contre le peuple burkinabè une guerre injuste multiforme. Nous repousserons l'ennemi jusqu'à ce que nous l'ayons noyé dans les océans. Lorsque le peuple

burkinabè aura décidé de marcher, seul le peuple burkinabè pourra décider de la ligne où nous pourrons nous arrêter. Le camarade Commandant en Chef vous a tenu un langage de combat et il vous a expliqué que vous constituez les détachements d'assaut qui prendront les citadelles à partir desquelles certains valets sont en train de conspirer contre nous. Nous voulons construire un Conseil révolutionnaire de l'Entente et nous nous battrons pour que notre point de vue triomphe et nous pouvons compter sur les peuples du Bénin, du Niger, du Togo, de la Côte d'Ivoire. Nous savons que ces peuples ont besoin de liberté, de dignité, de paix et de sécurité, nous savons que ces peuples ont compris que seule la révolution leur permettra de se débarrasser de ceux qui de l'intérieur comme de l'extérieur, s'opposent à la réalisation de ce noble objectif. La révolution est déjà en marche. Nous sommes bien informés de leurs complots, des tentatives de division, d'opposition, d'assassinat. La révolution est bel et bien en marche et elle gagnera, elle libérera tous les peuples. Nous avons parlé de sécurité à Yamoussoukro. Cette sécurité ne s'obtiendra jamais, tant que la révolution n'aura pas libéré les peuples.

Mais notre combat ne se limitera pas au Conseil de l'Entente. Les autres peuples qui sont à notre frontière ont, eux aussi, besoin de révolution. Je veux parler du Mali. La révolution burkinabè est à la disposition du peuple malien qui en a besoin. Seule la révolution leur permettra de lutter contre la faim, la soif, la maladie, l'ignorance et surtout contre les forces de domination néo-coloniales et impérialistes"[101].

Dans ce discours, Sankara élève sa conviction politique intime que tous les peuples ont besoin de la révolution, en principe directeur de sa politique extérieure. Il nie les principes de la coexistence pacifique en affirmant que la sécurité du Burkina présuppose le renversement des régimes réactionnaires de la région. On peut y voir l'influence d'une idée trotskiste chère à Valère Somé: "La garantie pour la victoire de notre révolution sur le continent, écrit-il en mars 1984, c'est qu'elle étende l'incendie révolutionnaire à tous les pays du continent"[102]. S'égarant dans un langage aventurier, Sankara affirme que les forces armées burkinabè prendront les citadelles de Lomé et d'Abidjan où des conspirateurs s'organisent. Et il ne se contente pas de ces exploits militaires en perspective: ouvrant tous les fronts en même temps, il met la révolution burkinabè à la disposition du peuple malien...

14 novembre 1984, a lieu à Ouagadougou une réunion des ministres de la Pêche de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest, la CEAO, qui regroupe la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali, la Guinée, le Burkina, le Togo, le Niger, la Mauritanie et le Ghana. Absence remarquée de la délégation malienne. 23 novembre 1985. Sankara, en tant que président en exercice de la CEAO, invite des délégations de la jeunesse des différents pays-membres à des "journées de solidarité". La jeunesse malienne manque à l'appel. A cette occasion, Sankara revient sur la mission du Burkina à impulser la révolution anti-impérialiste dans toute la région. Il persiste dans son orientation aventuriste. "La particularité

de la mission du Burkina Faso dans la CEAO consiste à rendre la CEAO à son propriétaire unique et universel, à savoir les peuples. Est-ce que la CEAO nous appartient effectivement, n'y a-t-il pas manipulation, domination impérialiste sur nos économies? Quand les peuples se mettent debout, c'est l'impérialisme qui tremble. Tous ceux qui ont peur des journées de solidarité font objectivement le jeu de l'impérialisme"[104].

Au même moment, le Burkina prépare le procès de Mohammed Trékoura Diawara, l'ancien ministre ivoirien d'origine malienne, coupable d'avoir détourné 6,5 milliards de F.CFA à la CEAO. A Ougagadougou, on chuchote que la femme du président malien, Moussa Traoré, a trempé dans l'escroquerie. Dans des termes à peine voilés, Sankara annonce qu'il fera le procès de la bourgeoisie corrompue du Mali. "Il y a des complicités et des responsabilités bien plus élevées que celle du pauvre Diawara. L'affaire est trouble et confuse, mais nous allons tenter de la clarifier. Ce sera le procès d'une certaine bourgeoisie bureaucratique et affairiste. Comment 0,035% de la population de nos pays qui accède au savoir peut-il à lui seul organiser en camarilla un tel pillage? Partout où la jeunesse africaine peut écouter, entendre et comprendre, elle jugera et sera impitoyable"[103].

Les réactionnaires de la région auraient déjà les pires difficultés à rester passifs devant des transformations révolutionnaires internes au Burkina. Est-ce que Sankara s'imagine que ces inconditionnels de la France, ces anges exterminateurs de tout mouvement d'inspiration marxiste, écouteront avec indulgence, les appels à la révolution qu'il lance tous azimuts vers les masses maliennes, ivoiriennes, togolaises?

En septembre 1985, la presse burkinabè a annoncé une dégradation probable des rapports avec le Mali et la Côte d'Ivoire et une intensification de "la lutte anti-communiste" que ces pays mènent en direction du Burkina[104]. Conscientes de ce danger, les autorités burkinabè auraient dû faire preuve d'une extrême prudence. Néanmoins, début décembre le CNR décide d'inclure trois villages au nord du pays, réclamés par le Mali, dans un recensement général imminent. C'est un défi inutile au régime de Moussa Traoré. En effet, le 13 septembre 1983, le Burkina et le Mali ont décidé de soumettre leur différend à la Cour internationale de Justice à La Haye. Après bien des tergiversations à Bamako, le Burkina et le Mali se rencontrent le 3 octobre 1985 devant la Cour de La Haye pour l'échange des mémoires en défense. Une fois que le Burkina a décidé de s'en remettre au verdict de la Cour, pourquoi faire une démonstration de souveraineté dans les trois villages contestés? Lorsque la population d'origine malienne s'oppose au recensement, Sankara envoie un détachement de l'armée occuper les villages Dionouga, Kounia et Selba.

Les réactionnaires maliens et la France, maître de la sous-région, cherchent depuis un certain temps un prétexte pour rabattre les ambitions du dérangeant capitaine. La révolution burkinabè commence à inspirer dangereusement la jeunesse malienne, y compris dans l'armée. Le jour de Noël, à sept heures du matin, les troupes de Moussa Traoré attaquent

les villages Dionouga et Soum; l'aviation bombarde les villes de Ouahigouya et de Djibo. Le 26 décembre, l'armée malienne ouvre un second front à 600 km de la bande contestée. Attaquant Koloko et Faramana, situées à l'Ouest et au Nord de Bobo-Dioulasso, elle entame une manœuvre pour prendre en tenailles le centre industriel du Burkina. Cette guerre des pauvres prendra fin le 30 décembre 1985 avec de lourdes pertes de part et d'autre. La Cour de La Haye décide le 22 décembre 1986 que la mare de Soum et la rivière Beli appartiennent au Burkina et que les villages Dionouga, Kounia et Selba sont maliens. Sankara passe de l'aventurisme à la capitulation – sans doute le but recherché par la France à travers cette guerre. Il déclare: "Il n'y aura plus de guerre entre les Maliens et nous. Et si eux prennent encore l'initiative de nous attaquer ou de nous bombarder, nous nous contenterons de rentrer la tête"[105].

Après la chute du CNR, le nouveau ministre des Relations extérieures, Jean Marc Palm, affirme que le Front Populaire évitera désormais les propos et comportements irresponsables et spectaculaires dont raffolait le président défunt. Mais pour le reste:

"Les fondements de notre politique extérieure demeurent. Celle-ci est guidée par les principes de coexistence pacifique et de l'internationalisme révolutionnaire.

Elle se caractèrise par le respect de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté des Etats; de la non-agression mutuelle; de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats; de l'égalité et de l'avantage réciproques dans les relations entre Etats.

Elle est animée par la volonté d'œuvrer au développement de la connaissance et de la compréhension mutuelles entre les peuples burkinabè et les autres peuples, de consolider nos relations avec les pays, partis et organisations révolutionnaires et d'apporter notre soutien aux mouvements de libération nationale et aux luttes d'émancipation des peuples de par le monde"[106].

Néanmoins, même parmi les partisans du Front Populaire, des discussions enflammées sont menées pour savoir où cesse le bon voisinage et où commence le rapprochement compromettant. L'abstention du Burkina, juste après le 15 octobre 1987, lors d'un vote à l'ONU sur la décolonisation de la Nouvelle Calédonie, a été âprement commentée. C'est sans doute la raison pour laquelle les Assises de janvier 1989 déclarent: "Nous réaffirmons notre soutien indéfectible au peuple calédonien et à son mouvement, le FLNKS"[107]. Des responsables des Comités Révolutionnaires universitaires trouvent dangereux de flirter avec un homme comme Eyadéma du Togo. D'autres voient d'un mauvais oeil les rencontres entre le directeur général de la police burkinabè, Alain Ouilima, et son collègue togolais.

Certains partisans du président défunt estiment que le Burkina a viré à droite dans ses relations avec le Togo. Ils s'en prennent à la présence d'Eyadéma lors des festivités du 4 août 1988. C'est oublier un peu vite

que le président Sankara a alterné les critiques et les déclarations d'amitié à l'égard du même Eyadéma. En visite officielle à Kara, le 20 janvier 1984, Sankara a des entretiens qualifiés de cordiaux et fraternels avec Eyadéma. Il dénonce les bruits de frictions entre le Togo et le Burkina comme des manœuvres sordides de manipulation et de division. Et *Carrefour africain*, pris dans l'ambiance du jour, écrit que "les militants du Rassemblement du Peuple Togolais sont bien au courant de l'idéologie de leur mouvement.(..) On perçoit la rigueur et l'efficacité d'un encadrement donné à une population, visiblement convaincue et acquise à une cause politique"[108]. Le 14 juin 1984, Eyadéma, en visite à Ouaga, se félicite de l'excellence des rapports entre la Haute-Volta et du Togo"[109]. Les visites de Eyadéma à Sankara comme à Compaoré peuvent parfaitement s'expliquer dans le cadre du bon voisinage entre deux Etats partageant les mêmes problèmes. Mais s'il existe un danger de dérapage à droite dans la politique extérieure, il ne date pas de l'arrivée du Front Populaire.

D'ailleurs, il y a quelques raisons pour affirmer qu'au cours de la dernière année du CNR, toute sa politique étrangère vire lentement à droite. La première cause en est le traumatisme profond que les pertes considérables de la guerre avec le Mali ont provoqué chez Sankara. La seconde raison se trouve dans l'effritement progressif du soutien populaire au CNR, qui détruit la base d'une politique anti-impérialiste effective. Le lyrisme humaniste, révolutionnaire et anti-impérialiste de Sankara remplit une fonction de plus en plus décorative. Deux fonctionnaires français avec de longues années d'expérience au Burkina, nous expriment leur opinion que les aléas de l'histoire politique burkinabè ont empêché Sankara de rejoindre sa "base politique naturelle", le Mouvement de Libération Nationale de Joseph Ki-Zerbo. Ils pensent qu'une entente Sankara, Ki-Zerbo et Mitterand aurait donné une grande stabilité et un dynamisme certain au Burkina.

Lorsque Mitterand visite le Burkina, les 17 et 18 novembre 1986, l'ambassadeur français à Ouaga, Jacques Le Blanc, dit son sentiment que la compréhension entre la France et le Burkina s'améliore nettement depuis quelques mois. "Nous ne reprochons rien au président Sankara, ni à la révolution burkinabè. Nous respectons le droit à la différence". Mais l'ambassadeur regrette que Sankara, par ses critiques de certaines positions françaises, n'accorde pas le droit à la différence à la France. "Entre amis, on doit se parler en tête-à-tête, plutôt que devant tout le monde"[110]. Les nouveaux accords de coopération conclus à l'occasion de la visite de Mitterand, permettent à la Commission mixte franco-burkinabè, dont les travaux sont suspendus depuis cinq ans, de se réunir à nouveau et de relancer la coopération entre la France et le Burkina. Dans cette optique, le ralliement de Basile Guissou, l'ancien ministre des Relations extérieures de Sankara, au Parti Radical italien et à l'idéologie "européenne", serait l'aboutissement logique d'une réconciliation avec le néocolonialisme français, entamée par Sankara.

VI. La révolution enterrée ou rectifiée?

Le difficile adieu

Longtemps après en avoir capté les premiers bruits affolés, à l'aube du 16 octobre 1987, les masses ressentent encore le traumatisme de la mort tragique du Président du Faso. Il est trop injuste qu'un homme qui a tellement aimé son pays et son peuple, ait dû connaître une fin aussi cruelle. Où va le Burkina, si ses dirigeants, pour trancher leurs différends, n'ont d'autre recours que le fusil automatique? L'enterrement furtif, comme celui d'un chien, disent les uns, comme d'un serpent, disent les autres, reste ancré dans la mémoire de tous. Quel est ce pays où hier un homme jouissait de tous les honneurs et de l'estime générale, pour se faire jeter aujourd'hui dans une fosse avec moins d'égard qu'un vagabond sans famille ni amis? Ce drame, totalement inattendu, choque profondément la plupart des Burkinabè. Quant aux injures, aux grossièretés, aux insultes dont on couvre le cadavre encore tiède, elles provoquent une indignation amère. D'autant plus que dans la bouche de ceux qu'on voyait, hier encore, aux côtés du Président, elles prennent le ton d'une traîtrise perfide.

Les premières réactions de ceux qui, à la hâte, ont proclamé le Front Populaire, dénotent la panique et, dans le chef de certains, l'aveuglement.

Au "complot longuement mûri", suit l'improvisation affolée. La situation peut aisément échapper à tout contrôle, les prophéties sur la guerre civile réactionnaire, lancées depuis une décennie par le PCRV, risquent de se réaliser. Alors, pour calmer le peuple, on donne lecture, sur les ondes, de communiqués des CDR de secteur, qui apportent leur soutien décidé au Front Populaire. La plupart des délégués CDR n'ont jamais pris connaissance du texte lu en leur nom. Ebahies, les femmes du bureau

de l'UFB du Kadiogo apprennent qu'elles ont adopté une déclaration où le président défunt est traité de "misogyne". Le texte a été redigé par un homme seul. On envoie des délégations du Front Populaire dans les provinces pour expliquer les événements tragiques. Les militants assommés veulent connaître le déroulement des faits qui ont marqué le 15 octobre, les raisons, les responsables. Mais comment expliquer ce à quoi on ne comprend rien soi-même? Bien sûr, chacun a ses petites idées sur la crise qui couve depuis des mois; c'est ce qu'il exposera. L'un s'étendra sur l'ordre autocratique de peindre les villes en blanc en non pas en ocre, l'autre parlera de la mesure improvisée de l'interdiction d'importer des fruits. Il arrive que des auditeurs se demandent si ces personnes ne racontent pas des anecdotes insignifiantes dans l'intention de dresser le peuple contre le Front Populaire.

Si les structures populaires éclatent, le pays ira à la dérive vers la guerre civile où les individus les plus inattendus agiteront le drapeau de Sankara. Boukary Kaboré, dit le Lion de Koudougou, s'engage dans cette voie. Figure comique, il gagne ses soldats par le rire. Parfois il marche, en roulant des épaules et tordant les bras, pour imiter un lion. En juin 1986, Sankara visite la troisième région militaire que Boukary commande. Lorsque Sankara et Boukary font leur apparition, les soldats scandent: "Le lion! Le lion! Le lion!". Boukary se place derrière Sankara, le doigt pointé sur la tête du président, geste signifiant: "Le chef, c'est lui!". Figure comique pour les soldats, Boukary sème la terreur parmi les civils. A Koudougou, il abat un voleur de mobylette à coups de révolver. Quand, entre chefs militaires, on parle d'une quelconque manifestation de lycéens, il s'exclame invariablement: "Mais on peut mater. On peut mater!". A Koudougou, le lieutenant Alain Bonkian nous dit: "On ne pouvait pas parler de politique avec Boukary. C'est un analphabète politique." En 1986, le Lion est soigné pour une crise de folie. En 1987, il subit une attaque de la folie des grandeurs: il se veut le numéro deux du régime. Des bruits selon lesquels le Lion prépare un coup d'Etat circulent avec une telle insistance, que Sankara doit les contredire publiquement dans son interview du 4 août 1987. Après le 15 octobre, la presse internationale donnera une auréole de sainteté sankariste à cet homme. Il se découvre du coup une mission historique. Mais dans la nuit du 27 octobre, devant les premiers tirs des unités envoyées à l'assaut de Koudougou, le Lion se met à cavaler et ne s'arrête qu'après avoir traversé la frontière ghanéenne.

Ces premiers jours, le Front Populaire les vit, dans la panique, mais aussi dans l'aveuglement. La crise, avec ses affrontements, ses menaces, ses haines, a été circonscrite au petit univers du Conseil National de la Révolution. Le peuple n'en eut pas vent. A ses problèmes quotidiens de survie, s'ajoutait seulement le vague sentiment que cela ne tournait pas rond entre les dirigeants. Mais plusieurs membres du CNR, ayant trop souvent répété qu'ils sont l'avant-garde des masses profondes, pensent que leurs haines reflètent nécessairement les aversions du peuple. Ce qui les amène, quelques jours après la mort du président, au moment où les

militants sont encore sous le choc, à faire part des réflexions suivantes:

"A bien des égards, plus que le 4 août 1983, le 15 octobre 1987 marque la maturité de notre peuple et la manifestation concrète de sa volonté d'assurer, contre tout, son bonheur. Il faut dire que Thomas Sankara est le seul artisan de la tragédie du 15 octobre. Le dénouement a été celui que nous savons tous: celui que tous les révolutionnaires et le peuple tout entier aurait ardemment souhaité, s'il avait été au courant. Les révolutionnaires n'ont pas souhaité une fin aussi tragique. Mais y avait-il d'autres possibilités? Non!"[1]

Ainsi, on fait fi des sentiments du peuple, on croit que la compréhension des choses d'un cercle privilégié est automatiquement partagée par les masses, on fixe des conclusions générales avant que les militants aient pu assimiler les faits élémentaires.

Une fois dépassés l'abattement et la consternation des premières semaines, les masses méditent les diverses explications que le Front leur présente. Elles ne contestent guère la plupart des critiques concrètes, adressées au président défunt. Mais elles ne veulent pas que le tir soit concentré contre un homme enterré. "Il n'a pas posé que des actes négatifs", dira un responsable CDR du lycée Zinda[2]. Et toutes les erreurs commises ne doivent pas figurer sur son compte. Sceptiques, beaucoup de militants ne cessent de répéter: "Mais où est-ce qu'ils étaient, eux?" Tous côtoyaient Sankara, tous répétaient ses discours, personne n'a soufflé mot de ses crimes qui semblent aujourd'hui tellement criants. Certains, qu'on a écoutés pourfendre, à longueur de journée, les anarcho-syndicalistes putschistes, viennent maintenant nous expliquer que Sankara n'estimait pas à leur juste valeur les syndicats. D'autres, qui faisaient fonction de fouet à Pierre Ouédraogo, dénoncent aujourd'hui le bureaucratisme du Secrétariat Général National. Les gens écoutent, se taisent mais n'en ont pas moins leur idée sur ces revirements à 180 degrés. "S'ils présentaient une autocritique sincère, nous dira un responsable d'un Comité Révolutionnaire étudiant, les militants les suivraient à nouveau. Mais les gens veulent entendre comment, pourquoi et sur quel point, ces rectificateurs d'aujourd'hui, se sont trompés sous Sankara".

Les premiers moments de désarroi passés, certains responsables du Front Populaire se distancient des condamnations trop faciles d'un homme mort, pour envisager leurs propres responsabilités dans le drame. Ainsi, dès le 19 octobre, Blaise Compaoré critique "l'installation d'une peur indicible, d'une lâcheté de beaucoup de camarades qui, soit pour ne pas déplaire, soit pour leur sécurité, ont choisi la solution de la résignation, de la résistance passive et du silence"[3]. Lors d'un entretien, le président du Front Populaire nous précise son idée: "Les militants communistes ont eu trop peur. Ils contrôlaient la plupart des CDR des secteurs de Ouaga. Il aurait mieux valu que les trois organisations communistes quittent le CNR. Le problème devait être porté devant les masses. La lutte ouverte pouvait séparer les opportunistes des communistes courageux"[4]. Aux Assi-

ses sur le bilan, le 8 janvier 1988, Arsène Yé déclare: "Il ne suffit pas de critiquer de manière facile; (il faut) éviter de tomber dans des attitudes primaires anti-Conseil National de la Révolution"[5]. Emile Paré, le responsable de la Division formation politique à la Coordination Nationale, nous dit: "Il est indéniable que Sankara a eu des mérites. Sékou Touré aussi a dévié, mais l'Afrique reconnaît ses mérites dans la lutte pour l'indépendance et certains de ses écrits gardent une valeur. Au sein du Conseil de Salut du Peuple, Sankara a représenté la tendance progressiste et démocratique. Nous n'avons pas fait le bilan de Sankara, mais de quatre années de révolution. Il faut défendre les acquis"[6].

En fait, dans les erreurs de Sankara s'exprime la faiblesse de toute la Révolution d'Août. L'organisation du processus révolutionnaire était défaillante, ses structures mal définies, mal conçues, ses règles improvisées et changeantes. Mais tous les dirigeants du CNR portent une responsabilité dans l'installation de cet état de choses. La révolution a dévié, à cause de l'absence de débats politiques ouverts et francs. Mais tous se sont accommodés de l'autoritarisme et ont "manqué de perspicacité dans l'analyse du processus" et de courage "dans les moments cruciaux de l'exacerbation de la crise"[7]. La mort de Sankara, si elle peut accélérer une prise de conscience des faiblesses de la Révolution du 4 Août, ne résoud rien en soi. Tous les protagonistes auront besoin de se rectifier, pour réussir la rectification de la révolution.

Au niveau des militants, on constate une lente évolution des sentiments et des opinions. Le témoignage qui suit est éclairant à cet égard. Notre interlocuteur a participé aux actions des lycéens contre Lamizana en 1979. Aujourd'hui, il refuse d'entrer dans une des trois organisations communistes, à cause des disputes mesquines qui les divisent. La mort du Président du Faso l'avait littéralement assommé. Il est resté absent de son travail pendant un mois, pour digérer le coup. "Finalement, je me suis dit que la révolution doit continuer, qu'elle ne doit pas dépendre d'une seule personne. Les hommes viennent et s'en vont, mais la révolution continue. Le pays se trouve devant un choix: ou bien la révolution persévère, ou bien la réaction revient et dans ce cas, la répression ne connaîtra pas de clémence. Nous avons lutté pour la démocratie et la justice, il ne faut pas que nous laissions démonter les acquis".

La même évolution se dessine au sein de la population. Les jours qui suivent le 15 octobre, certains appellent le peuple à se mobiliser pour des marches de soutien au Front Populaire. Traumatisés, les gens restent chez eux. Indignés, ils retrouvent les méthodes qu'on reproche à l'ancien Secrétariat des CDR: faire marcher le peuple à la trique. A la mi-novembre, à l'ouverture de la saison sportive, le stade de Ouaga reste pratiquement vide: on n'a pas la tête à la détente, le deuil continue.

Puis, devant l'arrogance retrouvée de la droite, se développe la volonté de maintenir tout ce que l'on apprécie dans l'expérience révolutionnaire.

De 19 au 26 mars 1988, nous avons voulu assister à la Semaine Nationale

de la Culture à Koudougou, pour y observer les réactions de la population. Trois mille artistes amateurs, venus des trente provinces du Burkina: l'organisation d'un tel festival constitue déjà une gageure pour un pays du Sahel. Chaque jour, à seize heures, puis à vingt-et-une heures, deux mille cinq cents spectateurs remplissent le nouveau théâtre populaire, construit par les Nord-Coréens. Les concours de sélection, organisés dans chaque province, ont assuré une nette amélioration de la qualité artistique des spectacles, par rapport à Gaoua 84 et Bobo 86. Le brassage des cultures des différentes ethnies, l'éclosion d'une culture nationale burkinabè constituent les traits caractéristiques de cette Semaine. Dans leurs productions, les artistes intègrent les thèmes de lutte propagés par la Révolution d'Août: l'anti-impérialisme, la libération de la femme, le combat contre l'exploitation. On présente d'innombrables variations sur le mot d'ordre: Produisons et consommons Burkinabè. Le vendredi 25 mars, à 21h, nous arrivons au théâtre de Koudougou, rempli à craquer et plongé dans une obscurité impénétrable: panne d'électricité. Quelques centaines de personnes devant l'entrée. Les trois mille présents s'effacent dans les ténèbres pendant trois longs quarts d'heure: aucune voix, aucune clameur ne s'élevera. Quelques Européens se disent: 'Chez nous, ils casseraient la baraque'. Si une quelconque animosité contre le Front Populaire existait, elle se serait manifestée cette nuit-là.

15 octobre 1988, premier anniversaire de la mort de Thomas Sankara. Comment la population réagira-t-elle? Jacques Bado, délégué du secteur 11, raconte:

"Après les élections pour les Comités Révolutionnaires dans les quartiers et les services, les structures, fortement ébranlées et deroutées, étaient remises en place. Avec l'arrivée du sang nouveau, la confiance revenait. Certains responsables voyaient s'approcher le 15 october 1988 avec inquiétude. Mais des cadres de l'ULC affirmaient: Il faut manifester ce jour-là, sinon nos ennemis le feront. Par après, Moïse Traoré, ainsi que le Haut-Commissaire, François Ouédraogo, parcouraient les secteurs pour réunir les bureaux CR et leur expliquer la nécessité d'exprimer, ce 15 octobre, la volonté de continuer la révolution. Ainsi, les responsables des femmes, des jeunes et des anciens étaient sensibilisés. Le 15 octobre, l'immense Place de la Révolution se remplissait dans une atmosphère détendue. A l'arrivée de Blaise, on voyait sur son visage la surprise et la joie. Dans la préparation de cette journée, nous ne parlions pas de Sankara. Le 15 octobre 1987 reste un jour sombre et triste. Nous expliquions que le Front Populaire constitue la dernière chance pour la révolution. Il faut renforcer le pouvoir populaire, pour que la droite ne revienne pas. Le message a passé"[8].

Ainsi, des hommes qui furent proches de Sankara, soutiennent aujourd'hui l'œuvre de Blaise Compaoré, des jeunes militants qui regrettent toujours amèrement l'assassinat du bouillant président du Faso, affirment que Blaise est la dernière chance de la révolution, des syndicalistes

qui ont connu la prison sous Sankara, "donnent sa chance" à Blaise Compaoré. Sankara a laissé des souvenirs mitigés, les sentiments à son égard balancent au gré des événements. L'explication se trouve dans la personnalité du président défunt, véritable carrefour de contradictions.

Sankara est devenu l'incarnation de la Révolution d'Août, lui qui, l'après-midi de ce jour glorieux, proposa la réconciliation entre le président Jean-Baptiste Ouédraogo et le capitaine Blaise Compaoré, dont les troupes marchaient sur la capitale.

D'après le témoignage de Pierre Ouédraogo, Sankara exprima en 1983 l'opinion que le PCRV disposait des militants communistes les plus solides; mais l'année suivante, il menaçait de combattre au lance-flammes les PCRV-istes, déclarés ennemis principaux de la révolution.

L'homme qui appelait à écraser les réactionnaires sous le cri "Les charognards! A bas!", constituait des alliances avec les manitous des religions islamique et catholique, à travers des campagnes moralisatrices contre la prostitution.

Sankara relançait les vieux réactionnaires Lamizana et Yaméogo à la tête de l'Union Nationale des Anciens du Burkina, pour fustiger, peu après, les "tortues à double carapace, les hiboux au regard gluant, les caméléons équilibristes" au sein de l'UNAB.

Sankara qui parlait avec lyrisme de la dignité de la femme africaine, se perdait en public dans la vulgarité: "Quand nous disons: il faut consommer burkinabè, il faut aller jusqu'au bout. Les soutien-gorge, les slips, tout ça doit être en Faso Dan Fani (rires). Et nous allons contrôler! (applaudissements)"[9].

Un jour, Sankara déclarait: "Le révolutionnaire doit être un perpétuel pédagogue. Des voies plus faciles, plus expéditives existent, mais elles ne produisent que des illusions"[10]. Le lendemain, il s'écriait: "Des CDR ont profité de la patrouille pour piller. Eh bien, nous les pourchasserons désormais comme des voleurs et nous les abattrons purement et simplement. Tous ceux qui volent et pillent le peuple, seront abattus"[11]. Un autre jour, dénonçant les chefs militaires magouilleurs "tout gros, tout gras, joufflus, incapables de porter un sac", il disait: "Les militaires doivent prendre leur fusil et les combattre; ce n'est pas un crime que d'abattre de tels individus. C'est rendre service au peuple que d'exterminer les ennemis du peuple". Une simple journaliste, Béatrice Damiba, prévoyant des règlements de compte et des tueries, devait corriger le président, en écrivant: "Le chef de l'Etat ne doit pas être pris au pied de la lettre. Les militaires dans les rangs sauront agir certainement avec beaucoup de discernement"[12].

Sankara était le président de l'Union des Communistes qui affirme s'inspirer de l'œuvre de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline. Mais il laissait écrire Andriamirado sans réagir: "Staline a tué le léninisme en étouffant les soviets et en rendant toute-puissante la Tchéka. Mao, en vieillissant, a figé la Chine dans un protocommunisme fossile. Sur tous ces points (Sankara et moi), nous avons à peu près le même avis"[13].

Sankara était en verve quand il traitait de la moralisation de la vie politique et des hautes qualités morales exigées des dirigeants révolutionnaires. Mais les Burkinabè ne connaissaient que trop bien certains de ses proches collaborateurs. Vincent Sigué, baroudeur et tortionnaire, se disait prêt à tuer "un million de personnes". Son adjoint, Seydou Bansé, ouvrier-peintre de son état, menait déjà la belle vie avant le 4 août 1983, grâce à des activités louches. Le CNR l'utilisait pour les sales besognes: c'est lui qui aurait assassiné l'homme d'affaires Valentin Kinda, le 8 avril 1985 à Abidjan. Sankara lui-même confiait à un de ses proches que le commandant Sawadogo avait été tué par Michel Koama. Koama, un fidèle du président, n'entreprenait rien sans l'accord de Sankara.

Les TPR étaient des hauts-lieux de la moralisation. Un juge nous dit avoir assisté au procès de trois anciens ministres, Paul Ismaël Ouédraogo, André Rock Compaoré, et Léonard Kalmogo, condamnés respectivement à 15.440.109 F., à 92.284.879 F.et à 713.763.568 F. Quelle ne fut pas sa surprise, lorsqu'il vit circuler, à peine deux années plus tard, Ismaël Ouédraogo dans une voiture de la Présidence, porteur d'un passeport diplomatique! Ensuite, il constata que les deux autres condamnés travaillaient, eux aussi, pour la Présidence. Ignace Kalmogo, l'ancien directeur du journal d'extrême droite de la RDA, Dunia, exécutait des missions pour Sankara. Barry Djibrina, RDA, ministre sous le CMRPN, travaillait pour la Présidence, avant de devenir l'ambassadeur de Sankara à Paris. Sankara, qui fulminait contre la réaction, se montrait excessivement conciliant envers les réactionnaires. "Quand Lamizana passait devant les TPR, dit-il, j'avais des charges contre lui. Elles auraient suffi à le faire condamner. Je ne suis pas allé témoigner contre lui. J'ai beaucoup de respect pour lui, pour les autres, même pour Saye Zerbo"[14].

Pendant des années, Sankara a eu un conseiller politique zaïrois, Buana Kabue, ancien journaliste de Jeune Afrique qui a chanté à longueur de livres, la gloire de "la pensée politique de Mobutu Sese Seko" construite autour du "concept global, universaliste de l'authenticité". Buana Kabue a aussi repris la maxime de Mobutu: "Ni à gauche, ni à droite, soyons zaïrois, africains, nègres"[15]. L'UCB dénonce le fait qu'un autre conseiller étranger de Sankara, Alpha Condé, connu pour ses dénonciations fort suspectes du social-impérialisme soviétique, reconverti en homme d'affaires, a "obtenu des marchés pour 800.000.000 de francs CFA" du président[16].

Sankara s'en prenait à l'impérialisme culturel et idéologique. "On cherchera en vain des idées vraiment neuves issues des cerveaux de nos 'grands' intellectuels. Le vocabulaire et les idées nous viennent d'ailleurs"[17]. Mais il entretenait au même moment des rapports avec des centres occultes de la domination idéologique: les sociétés secrètes. Début 1986, Sankara recevait de la part de la Grande Loge Nationale Française, la lettre suivante:

"Le Grand Maître
à Monsieur Thomas Sankara
Président de la République
du Burkina Faso, à Ouagadougou.
Neuilly, le 11 Février 1986

J'ai, Monsieur le Président, un excellent souvenir de notre rencontre du jeudi, 6 février, au "Crillon", de Paris, où j'ai eu l'honneur de vous saluer et celui de répondre aux questions, qu'il vous a plu de me poser sur les problèmes de la Fraternité que j'aime servir, en qualité de Grand Maître élu de la Grande Loge Nationale Française (G.L.N.F.)

Cette G.L.N.F. (comme on la désigne le plus souvent), est la seule Obédience maçonnique française ne comprenant que des croyants en Dieu "Grand Architecte de l'Univers", pour la pratique d'une Fraternité apolitique de tradition, axée sur l'exemple des vertus de la famille et de celles du travail. Cette position lui vaut d'être "universelle", c'est à dire d'être "reconnue", comme telle, par l'ensemble des "Grandes Loges Nationales" du Monde (une seule par pays), avec lesquelles elle est en relations constantes (Europe-Amérique-Afrique-Japon-Indes-Océanie). Ce sont précisément ces caractéristiques Spirituelles et Morales, avec l'"Universalisme" qui en résulte, qui lui ont permis de créer, en 1982, la "Grande Loge d'Espagne", aujourd'hui admise par un grand nombre de "Grandes Loges Nationales" d'Europe et d'Amérique, puis, en 1983, la "Grande Loge" du Gabon, admise aujourd'hui par plusieurs "Grandes Loges" d'Europe et d'Amérique.

De ces principes, je vous ai dit un mot, Monsieur le Président, mais un mot si rapide, dans notre entretien spontané de l'autre jour, que j'ai cru devoir le préciser ci-dessus, afin d'éviter tout quiproquo sur ce point de départ de notre première rencontre.

Pour le surplus, je souhaite ajouter que les règles de fond, qui régissent notre Mouvement sur le plan de la Fraternité, sont de tous temps, en tous lieux.

Pour ce qui est des suites que nous avons envisagé de donner à notre récente entrevue, il se trouve que les circonstances peuvent me conduire à me rendre à Libreville, avec M. Yves Trestournel, mon Collaborateur immédiat, Grand Chancelier de la G.L.N.F., au début du mois de Mars.

Il serait dès lors possible qu'à l'aller ou au retour de ce voyage, une escale puisse être envisagée à Ouagadougou où nous pourrions utilement approfondir, avec vous, Monsieur le Président, les problèmes posés par notre entretien du 6 Février.

Dans la pratique, il faudrait fixer rapidement le jour et l'heure vous convenant pour ce rendez-vous, dans le créneau de notre voyage Africain. A cet égard, vous pourriez faire téléphoner à M. Yves Trestournel, à l'adresse de la G.L.N.F.: 65 Boulevard Bineau à Neuilly – 92.200 – Téléphone: 47.57.75.75. A l'inverse, M. Yves Trestournel pourrait se manifester auprès de votre ambassade à Paris, dès que nous serons fixés

sur la date de notre voyage au Gabon.

Je m'excuse, Monsieur le Président, de cette longue lettre, en vous priant de bien vouloir agréer l'assurance de ma haute Considération, et l'expression de mes sentiments dévoués.

Jean MONS
Grand Maître"

Sankara, homme de contrastes, ne laisse en héritage, tant à ses défenseurs qu'à ses adversaires, que des contradictions.

Une personnalité opposée au Front Populaire, proche de l'ULCR, nous disait: "Thomas n'a pas voulu se débarrasser de ses amis, les Blaise, Zongo, Lengani et autres Watamou qui étaient tous pourris. Thomas n'a pas agi en révolutionnaire, il était trop humaniste. Il n'a pas eu le courage d'agir contre ses amis". Ce sympathisant de Sankara, nie, bien sûr, l'existence du complot de 20h. Mais sa critique du président défunt porte sur le fait qu'il n'a pas organisé un complot pour se débarasser de ses compagnons. Seulement, dans l'hypothèse où Sankara aurait agi contre ses amis, Sigué et Koama seraient devenus les héros du jour: encore des pourris. Arrivé à cette constatation que Sankara seul, était pur parmi les pourris, quelle conclusion formuler? On se retire des cercles du pouvoir, pour se consacrer à un travail en profondeur dans les masses. On se retrouve, à peu près, sur l'analyse du PCRV. Paradoxe désagréable pour tout militant ULC-R.

Mais le Front Populaire, lui aussi, trouve l'étrange héritage de Sankara sur son chemin. A ceux qui veulent rectifier la révolution déviée par Sankara, le Président du Faso avait, en son temps, déjà répondu par anticipation: "Il faut rectifier, il faut nuancer, il faut s'adapter aux masses. Après quatre années, l'effort de réflexion critique sur ce qui a été fait, doit être décuplé"[18].

Finalement, quelle impression laisse le président défunt?

Thomas Sankara apparaît avant tout comme un révolutionnaire mû par une profonde indignation morale devant les innombrables injustices engendrées par l'impérialisme. Des sentiments humanistes et des considérations morales, puisés à des sources religieuses, prennent le devant de l'analyse matérialiste et de l'observation attentive des différents intérêts de classe. S'il maudit les bourgeois compradore et bureaucratiques, c'est pour rappeler tout de suite que le pécheur repenti sera accueilli à bras ouverts.

Thomas Sankara ressentait une révolte violente à la vue de l'étendue de la misère du peuple. Dans un élan de générosité, il aurait aimé parer à toutes les injustices. "Oui, je veux donc parler au nom des tous les laissés pour compte, parce que je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger"[19]. Il n'a jamais compris réellement qu'il faut distinguer les classes sociales, analyser les différentiations de classe qui se dessinent. Il n'a jamais saisi l'idée que le développement économique détermine les

pratiques sociales, les conceptions et les mœurs.

Thomas Sankara n'est pas le prophète arrivé prématurément en terre burkinabè. Il représente plutôt le révolutionnaire des combats révolus. A l'aube des indépendances, dans une Afrique peu différenciée et inorganisée, un héros solitaire et charismatique pouvait galvaniser les foules et arracher la victoire. Ce héros est un homme perdu à l'époque de la mondialisation de toutes les structures capitalistes. Incapable de travail organisé, Sankara ne pouvait pas donner forme à ce héros collectif qui, seul, peut de nos jours faire face à l'impérialisme: le parti communiste.

Sankara se disait l'héritier de la révolution soviétique, comme des révolutions américaine et française. "Ouvert à tous les vents de la volonté des peuples et de leurs révolutions, nous instruisant aussi de certains terribles échecs qui ont conduit à de tragiques manquements aux droits de l'homme, nous ne voulons conserver de chaque Révolution que le noyau de pureté"[19].

Partant de ses principes idéalistes, Sankara se propose de séparer, dans chaque révolution, les idées pures des pratiques impures. Il n'envisage pas le matérialisme historique et dialectique comme une science. Ses connaissances en économie marxiste sont nulles, il a étudié superficiellement les orientations politiques des différentes révolutions socialistes, les expériences dans le domaine organisationnel des différents partis communistes lui échappent complètement. "Ouvert à tous les vents de la révolution", Sankara n'est pas à la hauteur pour dresser des bilans du mouvement communiste international et pour les adapter aux réalités burkinabè.

Aussi, le jugement qu'on peut porter aujourd'hui sur l'œuvre de Thomas Sankara, est contradictoire et provisoire. L'histoire est loin d'avoir dit son dernier mot. Est-ce qu'en fin de compte elle retiendra surtout l'ardeur révolutionnaire, l'esprit anti-impérialiste, les appels à la dignité et à la fierté nationales, l'amour du petit peuple, la simplicité de celui qui est tombé le 15 octobre 1987? Ou insistera-t-elle plus sur ses excès, ses improvisations, son aventurisme, sa sous-estimation de la science et des techniciens, sa dérive vers le militarisme, son incapacité de travail organisé, sa répression contre les syndicalistes?

A mesure que le temps passe, le jugement de Sankara prendra des contours différents selon qu'au Burkina la droite s'emparera des différents leviers politiques ou que, en revanche, le Front Populaire réalisera l'approfondissement promis de la révolution.

Le lent réveil des structures populaires.

La mort de Sankara faillit entraîner la disparition des structures populaires. Premier militant CDR, tribun loquace de la révolution, aux yeux des masses populaires Sankara incarne aussi bien la révolution que les CDR. Sa fin tragique signifie tout naturellement l'extinction de la révolution et le démantèlement des CDR. Ce sentiment se transforme en certitude,

quand arrive l'annonce de la dissolution des structures CDR, les bureaux étant simplement chargés des affaires courantes. Désemparés, les militants se terrent pendant des mois. Dans la conviction que le Front Populaire se distancie de toute leur activité passée, ils se sentent lâchés et trahis dans leurs aspirations les plus profondes. Ils décrochent. Certains quittent le pays. Leurs adversaires, qui les rejoignent dans l'analyse de la situation, effectuent un retour qu'ils croient triomphal. Les féodaux proclament que la fin du CNR sonne le rétablissement de l'ordre établi par les ancêtres. Des Tribunaux Populaires de Conciliation, animés par les CDR, disparaissent devant le rétablissement des tribunaux coutumiers. Au départ comme à l'arrivée du président Compaoré à l'aéroport de Ouagadougou, des chefs traditionnels et de grands commerçants, dans un élan démocratique et patriotique, se précipitent à l'aire des salutations. Venus de leur propre initiative, ils font courir le bruit qu'ils y figuraient comme invités d'honneur. La droite, toujours bien présente dans l'appareil d'Etat, avait déjà un pied dans les CDR avant le 15 octobre. Elle considère l'élimination de Sankara comme un coup d'Etat contre-révolutionnaire, la concrétisation de ses espoirs. Pleins d'assurance, ses porteflambeaux se promènent en ville, rassurant le bon peuple: "Bientôt on retournera à une vie constitutionnelle normale, le président nous remettra le pouvoir". En cachette, ils confient à leurs hommes de main: "Ces groupuscules n'en ont plus pour longtemps, ce sont des rouges, des sanguinaires, des petits délinquants qui veulent diriger le pays; chez nous, le communisme ne passera jamais!" Ainsi, ils retrouvent le langage qu'ils tenaient déjà sous le Comité de Salut du Peuple. Les masses les écoutent, fatiguées des mobilisations fébriles, des discours emphatiques dépassant l'entendement. Elles veulent souffler. Comme certains révolutionnaires qui, eux aussi, aspirent au repos. Un responsable du Front Populaire nous dit à ce propos: "Par certains aspects, l'atmosphère me rappelait la situation d'après la scission du mouvement étudiant en 1978. Nous avions été excessivement matraqués dans "La Kolkhose" à Paris. Mais une fois échappés des griffes du sectarisme, certains de nos dirigeants préféraient la vie libertine et la tranquillité, aux dures exigences du militantisme". On peut interpréter dans la même optique, les propos excessifs tenus contre Sankara, "autocrate hissé à la tête de notre révolution pour mieux l'étouffer de l'intérieur", "traître à la révolution d'août", coupable de "népotisme" et de "visions mystiques" qui avait entrepris un "processus de restauration néocoloniale"[20]. Dans la mesure où ces paroles blessantes poussent les militants CDR, perdus et dégoûtés, à se détourner de la politique, elles préparent le terrain aux reniements les plus inattendus au sommet.

Le premier coup d'arrêt à cet enfoncement de la révolution, provient du discours que Blaise Compaoré prononce le 19 octobre 1987. Mais il faudra de longues semaines, avant que sa confiance dans "l'inéluctabilité de notre victoire sur l'impérialisme, la réaction, la contre-révolution et l'opportunisme", se communique aux militants CDR.

Ce n'est qu'au cours de la préparation des Assises sur le bilan de quatre

années de révolution, que le climat idéologique change. A l'approche de cette réunion, Etienne Traoré, faisant la synthèse des rapports des provinces, mentionne comme acquis fondamental: "L'ordre révolutionnaire a pu être maintenu essentiellement avec l'action des CDR, défendant la révolution"[21]. Joseph Kahoun, quant à lui, repousse "la tentation de tout rejeter sur un homme qui, il est vrai, a commis de graves fautes, mais ne saurait par sa seule existence à la tête du pouvoir d'Etat, endosser seul la responsabilité de tout"[22]. Cet appel à l'autocritique sera diversement suivi. Aux Assises, la présence des syndicats constitue la grande innovation. Mais tous, apparemment, ne s'accordent pas sur l'analyse critique des positions anti-syndicales défendues au temps du CNR. Certains s'orientent vers une révision de la conception de la révolution et de ses rapports avec les syndicats. D'autres se voient obligés, par le rapport des forces, à traiter avec les syndicats, tout en gardant des positions qui ont conduit auparavant à justifier les outrances contre les syndicalistes.

Beaucoup de militants des provinces arrivent aux Assises avec le vague pressentiment que les paroles sont restées, mais que la révolution est enterrée avec Sankara. A leur départ, Arsène Yé les adjure: "A votre retour, dites que la révolution continue, dites que l'heure du découragement est passée et que la lutte se poursuit"[23].

Après ces Assises, l'organisation du pouvoir populaire connaît trois changements majeurs.

Les CDR regroupaient les gens selon leur lieu de travail ou leur résidence. Désormais, le pouvoir populaire connaît sept branches: les comités révolutionnaires des jeunes, des anciens, des ouvriers, des paysans, des femmes, des militaires et des agents des services. On veut réunir les masses d'après leur appartenance à une classe, à une couche sociale, à un groupe qui a des intérêts spécifiques. Il sera plus facile de se retrouver, de se comprendre et d'agir. Arsène Yé le résume ainsi: "La réorganisation des structures populaires, fondée sur l'axe de classe (ouvriers, paysans, petits-bourgeois) et l'axe socio-professionnel (femmes, jeunes, anciens) vise à la mobilisation des classes et couches sociales en vue de la réalisation des objectifs de la révolution"[24].

Tous les CDR dépendaient du Secrétariat National qui lancait ses directives à toutes les têtes. Maintenant, les jeunes, les anciens, les paysans et les femmes auront leur propre organisation de masse, dotée d'une direction nationale autonome.

Finalement, l'ancienne fonction militaire des CDR disparaît dans la nouvelle organisation. Plus de patrouilles armées dont certains profitaient, au dire de Sankara lui-même, pour piller et dicter leur loi[25].

La Coordination Nationale des Structures Populaires décide de prendre le temps nécessaire à la refonte des structures, à partir de la base. Les femmes, jeunes, anciens et paysans élisent leurs représentants dans les secteurs et les villages. Puis on monte, étage par étage, la pyramide. Des

congrès parachèveront les Unions Nationales par l'élection d'un bureau national et d'un comité exécutif. Laborieux, ce processus prendra toute une année. Arsène Yé justifie la démarche: "Il n'a pas été courant, dans la pratique antérieure, de convier toutes les structures de base à concevoir elles-mêmes leur organisation. Cette innovation est la manifestation concrète du désir du Front Populaire de se référer quotidiennement au peuple"[26].

La Coordination Nationale des Structures Populaires met fin à l'habitude de mitrailler les militants avec des directives, des ordres et des instructions. "Le travail d'approfondissement du processus passe au préalable par l'instauration, à tous les niveaux, du débat démocratique. Les révolutionnaires ont la charge de faire renaître le débat démocratique au sein des structures"[27]. Il s'agit d'amener les masses par l'éducation, l'explication et le débat, à prendre elles-mêmes la décision d'une action à entreprendre. Pour éviter le trop-plein d'absurdités, dont voici un exemple typique. En mai 1986 est créée la LUCODEB, Lutte Contre la Désertification au Burkina, regroupant des ministères et des organisations privées. Un Comité national, six Comités provinciaux, soixante villages sont "mobilisés". Un objectif-test: la mise en enclos de petits ruminants. Les papiers et les directives pleuvent. Les paysans ne comprennent pas. Début 1988, un village, un seul, a atteint l'objectif de stopper la divagation de ses "petits ruminants"...[28]

La Coordination compte aussi délimiter strictement la compétence des Comités Révolutionnaires par rapport aux syndicats et aux autorités administratives, afin d'empêcher la répétition des luttes obscures, inextricables, paralysantes du temps du CNR. Mais des difficultés réelles subsistent. Comment harmoniser ces deux tâches assignées aux Comités Révolutionnaires Ouvriers: "Assurer les actions de consolidation de la Révolution Démocratique Populaire sur le plan politique", et "Procurer des conditions de vie meilleures aux ouvriers, en défendant conséquemment leurs intérêts"?[29] Les CR se présentent avant tout comme des organes exerçant le pouvoir populaire à la base suivant la stratégie définie par le gouvernement. Leur situation sera malaisée en cas de conflit entre les mesures gouvernementales et certains intérêts ouvriers. D'autre part, menant la lutte pour les conditions de vie, comment les CR éviteront-ils la rivalité, la concurrence, la lutte pour l'hégémonie avec les syndicats?

Les projets galvanisateurs font défaut, l'activité politique reste en veilleuse, aussi longtemps que dure la mise en place des structures. Une fois dotées d'une direction centrale, les Unions Nationales des femmes, des jeunes, des anciens et des paysans devront formuler des objectifs et des tâches pour mobiliser leurs membres. Aussi la période d'inactivité se prolonge-t-elle. Les gens ne sentent guère la présence des CR. Après la toutepuissance des CDR, on se demande si les CR ont quelque chose à dire. On attend. On va voir. L'ambiance varie entre l'apathie, l'attentisme, le scepticisme et l'espoir que les innombrables problèmes seront abordés avec plus de sérieux.

Les 8 et 9 avril 1988, des élections pour les structures de base ont lieu à Ouagadougou. Dans plusieurs endroits, la mobilisation est laborieuse. A l'Ecole de droit, 47 étudiants sur les 650 auraient participé aux élections. Les lycéens, très marqués par le drame du 15 octobre, se montrent les plus réticents: dans un lycée, on compte cent votants sur deux mille élèves. Un certain nombre d'anciens CDR, qui ont décroché, reviennent à l'occasion des élections: ils veulent empêcher que les partis réactionnaires interdits, de plus en plus en vedette dans les secteurs, réussissent leur Offre Publique d'Achat sur les structures insurrectionnelles. La droite essaie d'engager des anciens CDR en offrant à qui une bicyclette, à qui une mobylette. Elle distribue argent, sucre et riz pour racoler des voix. Dans le secteur 2, ces agissements rencontrent peu de réactions. Un partisan du Baloum Naba fait son entrée dans le bureau CR. Dans les secteurs 8 et 9, en revanche, tous les anciens CDR se lancent dans la résistance. Les candidats de la droite ne passent pas.

Mais, après les élections, la morosité s'installe à nouveau. Des permanences, très animées jadis, sont délaissées. Là où une vingtaine de volontaires s'agitaient pour résoudre les problèmes des gens, on ne voit presque plus personne. Le secteur 6 avait commencé la construction d'une école. Ceux qui n'avaient pas les moyens pour payer la cotisation, effectuaient des travaux sur le chantier. Maintenant les gens ne se présentent plus, on a dû engager des maçons. Au secteur 5, des militantes animaient une garderie populaire. Aujourd'hui, la démobilisation oblige les structures à embaucher du personnel, mais l'argent leur fait défaut. "Le constat est amer, diront les Assises après un an de rectification, le pouvoir populaire est insuffisamment exercé. Dans les secteurs, villages, départements et provinces, la majeure partie des permanences est fermée"[30].

Le samedi 20 août 1988, à 16h, nous assistons à l'assemblée générale du CR du secteur 8, une réunion d'une centaine de personnes de tout âge, présidée par le délégué Edgard Compaoré. On commence par le bilan financier de la période novembre 1986 - mai 1988. Des explications détaillées sont données en français et en mooré. Il y a deux cent mille F.CFA en caisse. Le livre des comptes reste à disposition à la permanence. On passe aux félicitations pour la participation aux activités récentes du 4 août. Une mention spéciale est faite pour les femmes qui ont accueilli les hôtes de la province du Mouhoun. Puis le délégué annonce un recensement des parcelles pour faire un bilan des lotissements. Il faut faire comprendre aux habitants que la transparence et la démocratie doivent régner en cette matière. Le problème de la réparation des routes dans le secteur est soumis à la discussion. On manque de moyens financiers. Le dernier point: le ramassage sauvage de sable cause des dégâts, des mesures répressives s'imposent. Une quinzaine de personnes sont intervenues dans les discussions. On se quitte à 17h45.

Nous entendons de vifs commentaires sur le recensement des parcelles annoncé. Depuis le 15 octobre, l'Etat révolutionnaire a perdu de son autorité. Les riches ne craignent plus les CDR. Le prix des loyers, com-

pressé sous Sankara, a flambé de 4.000 jusqu'à 12.000 F. Par des pratiques frauduleuses, les nantis se constituent à nouveau de larges propriétés foncières. La vente de parcelles étant interdite, les spéculateurs font bricoler des baraques, puis ils achètent les constructions avec, en annexe, les parcelles.

Les patrouilles armées des CDR disparues, le banditisme fait sa rentrée en fanfare. Fin juin 1988, des malfrats armés dévalisent un commerçant pour 6 millions de F. Dans le but d'enfoncer les structures populaires, la droite accuse d'anciens CDR. Arrêtés, les bandits avouent qu'ils ont reçu leurs armes de militaires complices. "Du temps des CDR, nous confie un militant, il y avait quand même une certaine sécurité". Alors, la direction de la révolution revient sur la question. Elle ne veut pas le retour à l'anarchie appuyée par des kalachnikovs, mais elle décide de distribuer dix fusils par secteur. Les militants les plus sûrs, les plus disciplinés les manieront. Et l'on reparle de la formation militaire du peuple.

Un délégué du secteur 5 nous dit: "La plupart des élus dans les bureaux CR avaient déjà une responsabilité dans les CDR. Dans quelques cas, il y a eu un renouvellement important. Nous menons les mêmes activités, seulement les cellules de sécurité ont disparu. Si l'ancien Secrétariat nous accablait de directives, la Coordination nous donne peu d'instructions. Elle demande que nous accomplissions, en gros, les tâches réservées jadis aux CDR". *Jama, La Voix des Masses*, le journal de la Coordination Nationale des Structures Populaires, répond en quelque sorte aux inquiétudes exprimées. "Le relâchement constaté à certains niveaux est relatif, car, la mise en place des structures n'étant pas achevée, la mobilisation ne peut atteindre le degré souhaitable. Toutefois les structures mises en place sont appelées à mener l'action"[31].

Nous assistons, du 24 au 27 novembre 1988, au Premier Congrès de l'Union de Femmes du Burkina. Mille cent femmes venues des trente provinces du pays y discutent de l'avenir de leur organisation. Des textes préparatoires ont été mis en discussion à la base et les déléguées formulent leurs remarques dans quatre commissions consacrées aux Statuts et au Plan d'Action National en faveur de la Femme. Nous interrogeons des femmes venues des provinces, qui sont loin des cercles politiques restreints de la capitale.

Adèle Somé est une des rares femmes Haut-Commissaire. Elle affirme qu'en tant que femme, elle n'a pas eu trop de difficultés pour s'imposer à la tête de la province du Bazéga, à large influence musulmane.

"La mort du Président du Faso et de Patrice Zagré, le Haut Commissaire du Bazéga, a causé un choc terrible. Deux missions d'explication sont venues de Ouagadougou. Moi-même, j'ai fait le tour des dix départements que compte la province. Chez nous, la plupart des responsables CDR étaient bons et ont été réélus. Les membres actuels du bureau de l'UFB appartenaient toutes à l'ancienne structure. Nous avons mis l'accent sur une organisation correcte, comme condition d'une action sociale et

économique réfléchie et soutenue. Petit à petit, la mobilisation a redémarré. Le 19 septembre 1988, à l'anniversaire de la fondation de l'UFB, nous avons organisé des manifestations sportives pour les femmes, qui ont connu un succès éclatant. Puis le 15 octobre, au premier anniversaire du Front Populaire, le Centre Populaire de Kombissiri a été rempli à craquer, la mobilisation a atteint l'ampleur des premiers jours de la révolution. Au Bazéga, 365 femmes viennent de terminer les cours d'alphabétisation de l'opération Bantaaré. Auparavant, au cours des opérations Alpha Commando, les hommes occupaient presque toutes les places. Nous recommencerons les cours pour toutes les femmes élues de l'UFB. L'alphabétisation est essentielle pour rendre les femmes capables de diriger les coopératives; quand elles ne savent ni lire ni compter, elles se font rouler.

Nous espérons trouver des crédits pour démarrer des petites unités économiques dans le domaine des services, comme la coiffure et la couture, et de l'agriculture: des champs collectifs pour cultiver des pommes, des choux, des patates. Mais l'écoulement fait toujours problème. Nous voulons obtenir les moyens pour créer une coopérative de vente et centraliser les légumes au niveau du Bazéga. Avec les fonds obtenus, nous voulons nous procurer au moins un moulin à moudre le mil et une presse à huile par département pour alléger les travaux ménagers des femmes. En juin 1988, l'eau a pour la première fois coulé des robinets à Kombissiri. Nous attendons encore l'électricité mais nous avons en attendant un petit générateur qui permet d'éclairer une vingtaine de maisons et de projeter des films.

Le 15 août, nous avons fini quatre nouvelles classes du lycée. Nous avions lancé une grande mobilisation et les chefs religieux ont lu nos messages dans les mosquées et les églises. Chaque week-end, des groupes de toutes les communautés venaient sur le chantier. Ce lycée a été ouvert par feu Patrice Zagré et nous donnons maintenant les cours des quatre premières années. Nos autres priorités sont une officine pharmaceutique, une auberge populaire et un magasin Faso Yaar dans tous les départements, pour mettre les produits de première nécessité à la portée de tous. Nous savons que la création d'unités de production est essentielle, mais il faut d'abord satisfaire les besoins les plus élémentaires des gens".

Nous rencontrons Thérèse Sanou, la responable principale de l'UFB du Sourou, entourée de plusieurs membres du bureau.

"Le drame du 15 octobre se fait toujours quelque peu sentir, la mobilisation reste parfois difficile. Mais on ne fait pas la révolution pour une personne, il faut voir les objectifs.

Il y avait des problèmes du temps de Sankara. On demandait de faire des travaux d'intérêt commun, mais comment les faire quand tu n'as rien à la maison? Des femmes se fatiguaient à construire des écoles, des maternités, mais elles n'avaient rien à manger. On a construit un Poste de Santé Primaire dans chaque village, mais il n'y a pas de médicaments. Les agents sanitaires ne sont pas payés. Officiellement, c'est la population qui doit leur donner quelque chose, mais tous ne comprennent pas cela.

Les accoucheuses aussi, elles doivent recevoir de quoi manger et vivre, un poulet, du mil. Mais il y en a qui refusent. Certains disent: moi-même, je n'ai rien à manger, qu'est-ce que je pourrais donner à l'accoucheuse? Certaines familles n'arrivent pas à nourrir convenablement la femme qui vient d'accoucher, elle doit se contenter de tô. On dit aussi que les agents sanitaires et les accoucheuses doivent se recycler. Mais comment payer leurs déplacements et leurs frais de séjour pendant les cours?

"Nous avons discuté avec les femmes sur le Plan d'Action. Elles ont insisté sur le divorce et les problèmes de la veuve. En général, les femmes sont contre le divorce qui est nuisible aux enfants. Elles n'acceptent pas que le mari se débarrasse de sa femme pour revivre une autre vie. Il faut voir avant tout l'intérêt des enfants pour décider d'un divorce.

Quand on attribue une parcelle, nous voulons que les noms de l'homme et de la femme soient inscrits sur le permis urbain. Chez nous, quand l'homme meurt, ces frères ou le fils aîné prennent ce qu'il y a dans la cour. Nous voulons que les biens communs restent à l'usage de la femme et qu'elle ne soit pas spoliée au profit des frères ou du fils aîné.

Les femmes comprennent bien que leur libération passe par leur indépendance économique. Elles sont prêtes à travailler. Mais le problème est qu'il faut pouvoir se procurer un minimum de moyens et d'instruments de travail et cela est souvent impossible. Sinon, chaque femme peut recevoir un terrain au bord du fleuve pour cultiver".

Sur ce dernier point, la Secrétaire générale de l'UFB du Yatenga nous dit que, chez elle, la situation se présente tout autrement. Les femmes y ont organisé un grand nombre de groupements économiques. "Mais les femmes n'ont pas accès à la terre. Nous demandons l'application de la réforme agraire. Nous exigeons que des femmes soient présentes dans les commissions de distribution des terrains".

Albertine Lankwande, la Secrétaire générale adjointe de l'UFB de la province de Ngourma gagne sa vie en vendant le dolo, la bière de mil. A ses yeux, la femme est trop exploitée. Elle cultive le champ de son mari pour nourrir la famille, puis elle travaille un autre petit champ pour pouvoir s'acheter des habits.

"Nous avons voulu construire un dispensaire, la population a cotisé mais ça n'a pas marché. On a juste assez de mil pour manger. Les jeunes du village étaient découragés. Maintenant que le barrage de la Kompienga est achevée, des jeunes voulaient s'y installer et créer des groupements. Mais on ne peut pas y aller les mains vides, il faut des moyens. Finalement les jeunes vendent tout ce qu'ils ont pour aller en Côte d'Ivoire.

Au début de la révolution, ceux qui avaient un peu de moyens ont beaucoup perdu. Surtout les commerçants. Ils achetaient bon marché au moment des récoltes et vendaient très cher quand la crise arrivait. Le gouvernement leur a imposé des prix. Pour la révolution, il faut souffrir pour mieux recommencer. Mais la révolution était dure. On sentait que Sankara était dévoué à son pays. Mais son régime était trop fort pour nous, le pays est trop pauvre et il précipitait trop les choses. Dans son

régime, nous avons connu de grands changements, malgré la dureté; il aimait surtout les femmes et les enfants, il se préoccupait de leur avenir. Quand une personne égoïste meurt, ça ne nous dit rien. La mort de Sankara a causé un très grand chagrin. Mais il était trop précipité, il était trop fort pour nous. Quand un travail était fini, il fallait déjà commencer un autre. Il fallait cotiser pour une école, pour un cinéma, mais les gens n'ont pas d'argent. Pour les commerçants, les taxes augmentaient tout le temps. Sankara était dur pour le travail. C'était nécessaire pour construire le pays, mais il a exagéré. Il voulait que chacun se sacrifie, mais quand tu n'as rien, c'est difficile. Ce qu'il a fait pour le pays était bien; malgré qu'on était très fatigué, on a eu du chagrin à sa mort.

Les CDR ont fait souffrir beaucoup les gens. Ils faisaient travailler pour rien, il fallait nettoyer la ville, les CDR n'avaient pas de pitié pour les pauvres. Il y avait les CDR en tenue militaire, presque des bandits, des vagabonds, ils pillaient, ils ramassaient les cotisations. Les gens ne pouvaient plus sentir les CDR. Ils disaient que Sankara est bon mais sa suite est mauvaise. C'est mieux maintenant avec les Comités Révolutionnaires, la plupart des CDR n'ont pas été réélus. Mais est-ce que nous pourrons trouver maintenant du travail? On ne sait pas encore, on attend. C'est la même ligne, mais Blaise Compaoré part doucement, il ne veut pas y aller violemment. Mais ce sont toujours les moyens qui manquent. Nous attendons voir".

Voyna Hassamou, la responsable de l'UFB à Bagassi dans la province du Mouhoun, est ménagère.

"Chez nous, on n'était au courant de rien. Si quelqu'un meurt qui vous a fait du bien, vous serez émues. Mais les femmes n'avaient rien vu, ça ne leur disait rien, la vie continuait.

Dans le bureau CDR, il y avait une responsable pour les femmes. Parfois dans les villages, les hommes refusaient: C'est une demoiselle, elle va bientôt se marier, qu'est-ce qu'elle pourrait faire dans le bureau? A la direction de l'UFB, trois femmes sur six n'ont pas été réélues. Quand elles étaient nommées, elles se foutaient des gens, elles se croyaient grandes. Si elles convoquent une réunion et les femmes ne sortent pas vite, elles les insultent, elles se fâchent au lieu de parler doucement. Il faut l'entente entre les femmes, que toutes viennent à la réunion pour que ça marche. Tout le monde est au courant du mal que les CDR ont fait. Tous regardent maintenant ce que les CR vont faire. Ils sont donc obligés de se comporter correctement.

A Bagassi, beaucoup de CDR étaient des voleurs. Quand tu n'as pas une plaque à ta bicyclette, ils t'imposent une amende, mais ils gardent l'argent pour eux. Ils attrapent les porcs et les grillent pour les manger. Les gens avaient peur d'eux. Pourquoi? Du temps des Français, le chef pouvait tuer un homme, il restait impuni parce qu'il était protégé par l'Etat. Après l'indépendance ça a continué. Les gens voient que les CDR ont été nommés. Donc si tu protestes, la gendarmerie va venir te prendre. C'est la même peur qui continue.

Les femmes cherchent maintenant à faire des groupements pour cultiver le coton. Le Centre Régional de Promotion Agro-pastoral vend des bœufs et des charrettes à crédit. Mais pour obtenir un crédit, il faut s'organiser en groupements; les membres versent 2.500 F.CFA et beaucoup de femmes n'arrivent pas à réunir cette somme.

Nous avons aussi discuté du Plan d'Action. Il y a beaucoup de mariages forcés. On attrape une fillette à huit ans et on l'amène chez son futur mari. Elle peut prendre la fuite, mais quand elle aura grandi, on la renvoie chez son mari. La dot est aussi très lourde, l'homme doit payer 50.000 à 60.000 F. pour avoir une femme. Il se marie, puis il verse la somme due en tranches. S'il n'arrive pas à payer, la femme va fuir, elle ira chez un autre qui est en mesure de payer".

Une déléguée de la Comoe nous dit que chez les Turca, la dot peut atteindre jusqu'à 200.000 et 250.000 F.CFA. Les femmes qui ont le teint le plus clair, sont les plus chères.

La première préoccupation des femmes de la province du Poni est la construction d'une Maison de la Femme à Gaoua. "Parce qu'alors les gens verront que nous sommes sérieuses". Comme partout, elles cherchent des moyens pour acheter des moulins dans le but d'alléger les travaux ménagers. La conservation des fruits et légumes les tracasse. Au moment de la récolte, il y a surabondance de tomates qui pourrissent dans les champs; par après, il y aura pénurie et les tomates se paieront fort cher. Pour Brigitte Nonfo, qui travaille au Centre Régional de Promotion Agro-pastorale, le problème-clé est celui des débouchés. "On a dit qu'une usine de transformation de soja serait ouverte à Bobo. Les paysannes ont cultivé le soja, mais personne ne l'a acheté. En 1987, le gouvernement a encouragé la production de sésame, mais on n'a pas pu le vendre".

Une femme nous prend à part pour dire qu'elle ressent toujours de la tristesse pour la mort de Sankara. "Il était honnête". Elle affirme que l'UFB a encore des difficultés à mobiliser certaines femmes à cause de la fin dramatique du Président du Faso. Une autre aborde aussi la question de la mobilisation. "Des gens sont venus de Bobo pour expliquer la politique. Les femmes étaient présentes, mais elles n'ont rien compris de tout ce qui a été dit. Par après, quand les responsables dans les villages les appelaient, elles refusaient de venir. Elles ne voient pas leur intérêt là-dedans, elles ne comprennent pas à quoi ça sert".

Awa Dabire, la jeune Secrétaire générale de l'UFB de la province de Sissili, est institutrice, détachée à l'Education de Base et l'Alphabétisation de Masse. Elle dit que des douze membres des bureaux de la section et de la sous-section à Léo, seulement deux femmes ont été réélues. Du temps des CDR, les femmes se sentaient maltraitées, elles devaient exécuter trop de travaux d'intérêt commun et payer des cotisations dont elles ne savaient pas où elles partaient. "Maintenant on peut se dire ses quatre vérités, on parle sans crainte. Il arrive que des Tribunaux Populaires de Conciliation tranchent des litiges de famille en faveur de l'homme, quoique la femme ait le bon droit de son côté. L'UFB peut maintenant

intervenir pour que l'affaire soit revisée en appel.

Dans le temps, les CDR abattaient les bêtes qui divaguaient au centre de la ville. Les gens protestaient avec véhémence. Certains émigraient vers le Ghana. Au village Kwalaga une famille est passée avec un troupeau de cent têtes au Ghana. Maintenant on amène les bêtes dans une fourrière et le propriétaire doit payer une amende. Des CDR organisaient aussi le vol de bétail. Des CDR avaient leurs oncles qui habitent le village Goru de l'autre côté de la frontière. Les CDR chassaient les bêtes qui divaguaient vers le Ghana où leurs frères les cueillaient. Maintenant on a délimité des zones pastorales. Une cinquantaine de familles peules s'y sont déjà installées. Mais il y a toujours des pasteurs peuls qui résident dans les villages d'agriculteurs et qui causent parfois des problèmes.

L'année passée, les femmes ont créé deux groupements de soixante et de quarante-cinq membres; dans les bas-fonds elles cultivent du mil, des ignames et des patates. D'autres femmes les aident de temps en temps. Les femmes consomment une partie de la récolte et vendent le reste pour alimenter la caisse de l'UFB et pour acheter du matériel, comme des ustensiles".

Aïsetou Housseine est la Secrétaire générale de la section de l'UFB de la province sahelienne de Oudalan. Cette province, la plus démunie du Burkina, est habitée par une majorité parlant le tamacheck, par des Sonhraï et des Peuls. Une congressiste dira: "Avant, la femme peule ne sortait pas de sa maison, elle n'était au courant de rien, elle était comme un mouton, elle ne parlait pas. Avec la révolution, la situation a vite changé. Maintenant elles sont libres, elles font ce qu'elles veulent".

Trois problèmes reviennent constamment dans la discussion: le mariage forcé, l'excision et l'école. Les jeunes filles sont mariées à l'âge de huit à neuf ans et partent chez leur mari vers treize ans. "Elles n'ont rien à dire dans cela. Si elles pensaient au divorce, elles seraient fatiguées bien avant d'y arriver. Et elles ne sauraient où aller. Les hommes sont très durs sur cette affaire. Les imams viennent en aide aux maris avec la religion pour faire accepter le mariage forcé. Les femmes voudraient que leurs filles aillent à l'école mais les hommes refusent. Ils prétendent qu'elles y seront gâtées. En fait, ils craignent qu'elles ne fassent plus ce qu'ils veulent. Les femmes analphabètes ne comprennent rien et sont à la merci de leurs maris. L'excision est encore très largement pratiquée chez plusieurs ethnies. Les imams affirment qu'une femme non-excisée ne fait pas bien ses prières. Dans les villages nous faisons l'éducation sur ce point. Le responsable CR et l'accoucheuse convoquent les femmes. En général, elles viennent toutes. Nous expliquons les dangers que comporte l'excision pour la santé de la femme, les complications qu'elle peut causer au moment de l'accouchement. Ca fait changer les mentalités.

Les femmes ont une grande volonté de travail. Mais nous avons connu quinze ans de sécheresse, l'eau manque presque toute l'année. Quand la compagnie Le Point existait encore, il y avait une certaine activité grâce à l'hôtel qui accueillait une vingtaine de touristes par mois. Aujourd'hui

l'hôtel est abandonné et se dégrade à toute allure. Personne n'a les moyens pour le reprendre".

De ces témoignages se dégagent clairement les faiblesses, les abus comme les mérites des anciennes structures, ainsi que les problèmes qui pèsent depuis d'innombrables années sur les femmes et les solutions dont elles rêvent. Il reste à voir si le nouveau Comité exécutif de l'UFB aura la capacité d'inculquer un dynamisme nouveau à l'organisation et de populariser des solutions réalistes.

La mise en place de l'Union Nationale de la Jeunesse Burkinabè provoque des controverses autrement plus âpres. Une fois la décision prise de grouper, à la base, les jeunes et les anciens dans des structures séparées, la logique conduit à dessiner les contours d'une Union au niveau national. Annoncée le 22 mai 1988, l'Union en gestation tient sa première Conférence du 29 au 31 juillet. Une précipitation qui empêche la réflexion, même sur la question la plus élémentaire: où commence et où finit la jeunesse? On n'a pas eu le temps de décider si les pionniers en font partie, mais pour les hommes de 49 ans, on a tranché: ils sont encore de la fête. L'espérance de vie à la campagne est de 33 ans. Par un étrange caprice du destin, les filles perdent leur jeunesse, même à l'âge de seize ans, si elles s'engagent dans le mariage. Mais il y a toutes les chances que leurs pères puissent encore se rendre aux réunions de l'UNJB. La préparation bâclée de la conférence, suscite pas mal de spéculations. Certains voient dans le fait qu'elle est organisée, non par la Coordination des Structures Populaires mais par le Comité des Festivités de l'An V, une manipulation par des forces de droite occultes, alliées à une fraction de la gauche... Un délégué de secteur, présent à la conférence, nous livre ses impressions. "Nous avons dit qu'il faut se renseigner des réalités des jeunes à la base, avant d'entreprendre un travail d'organisation au niveau national. J'ai constaté que la vie politique a pratiquement cessé dans des provinces comme le Yatenga, le Bulkiemdé. Si la base est morte, comment peut vivre le sommet? Dès avant la Conférence, on avait déjà préfiguré la composition du futur bureau. Les prises de bec entre l'UCB, l'ULC et le GCB dominaient les travaux des commissions. Beaucoup de participants avaient reçu les documents préparatoires au début de la conférence, ils assistaient passivement aux escarmouches oratoires. Dans ces conditions, je doute que l'UNJB soit vivable".

Si des jeunes représentant la paysannerie ont fait le déplacement à Ouaga, ils s'y taisent dans toutes les langues. Parce que le français leur est étranger. Autant que le matérialisme historique, d'ailleurs. "Nous espérons, écrit un journaliste quelque peu lucide, que des dispositions sérieuses seront prises, à l'avenir, pour que nos jeunes venus des provinces n'aient pas l'apparence de simples figurants au milieu de titans de la dialectique"[32]. Les titans se penchent pourtant sur des constats bien matérialistes: "La jeunesse intellectuelle reste, dans son ensemble, coupée des réalités du peuple burkinabè. La résolution des contradictions entre la

ville et la campagne peut être l'œuvre des Comités révolutionnaires de Jeunes, si, unie dans un même élan patriotique, la jeunesse intellectuelle allait à l'école des masses populaires et soutenait les efforts de la jeunesse dans nos campagnes"[33].

Mais, malheureusement, à l'école des masses, les cours sont donnés en mooré, en foulfouldé et en djoula. Et il n'est pas à la portée de tout dialecticien de maîtriser des langues aussi étranges. "Presque tous les intellectuels, dira Emile Paré, ont été obligés, dès leur enfance, à ne parler que le français à l'école. Nous avons perdu beaucoup de notions en langue nationale"[34]. Qu'il est long, le chemin de "l'intégration aux masses", dont parlent, succintement, les documents. Finalement, la conférence adopte des résolutions appelant les jeunes à monter sur les chantiers des grandes batailles économiques et à participer aux campagnes d'alphabétisation.

Il est probable que des conflits plus sérieux naîtront à l'avenir à propos de la définition de l'UNJB comme "cadre unique pour la réalisation des tâches socio-économiques, culturelles et politiques"[35]. Il existe, en effet, des organisations de jeunesse dites apolitiques, souvent inspirées par la religion. Si certaines font office de courroie de transmission de l'influence impérialiste, d'autres déploient des activités utiles au peuple, dans un esprit patriotique. Puis, il y a les associations juvéniles de développement, plutôt tribalistes et chapeautées par des partis réactionnaires dissouts. La nécessité de se défaire de l'influence impérialiste et tribaliste, implique-t-elle de faire table rase de toutes les organisations existantes? Peut-on créer une Union nationale de la jeunesse, sans y intégrer les organisations à caractère anti-impérialiste? L'Union, qui se définit comme "une ligue anti-impérialiste conséquente", peutelle voir le jour sans consultation des organisations patriotiques ayant fait leurs preuves? Certains évoquent le danger de créer bureaucratiquement une organisation de masse qui passera à côté de l'organisation effective des jeunes. Beaucoup de questions restent donc ouvertes quant à l'évolution de l'Union Nationale de la Jeunesse Burkinabè.

Ainsi, les missions de la Coordination Nationale des Structures Populaires subissent des changements importants. Les quatre Unions nationales, devenues autonomes, feront directement partie de la direction du Front Populaire. La Coordination coiffe les Comités Révolutionnaires des ouvriers, des services et des militaires, regroupés en trois divisions. Une quatrième division s'occupe de la formation politique dans l'ensemble des structures populaires, y compris les Unions nationales. Jadis, la formation était souvent de la gymnastique théorique; ce qui était incompréhensible, semblait d'une très grande profondeur. Le Secrétariat Général envoyait copains et copines à l'étranger, suivre des cours. A leur retour, ils mémorisaient un évangile qui convenait sous d'autres cieux. Certains ne se souvenaient de rien, sauf d'avoir fait un beau voyage à Cuba ou en Hongrie. Emile Paré a deux ambitions: par l'élaboration d'un programme

unique de formation, contribuer à la cohérence politique des structures; adapter la formation au niveau des présents, la rendre pratique et intelligible au commun des mortels. La tâche essentielle de la Coordination sera d'éduquer les militants, au lieu de les accabler par des commandements incessants.

Comment se dessine maintenant le pouvoir populaire sous Blaise Compaoré? Sa conception excessivement complexe contraste avec la simplicité du sankarisme. Alors, la composition (secrète) de l'unique source du pouvoir, le CNR, était réglée par le seul président du Faso, consultant de temps en temps ses trois compagnons. Essayons de voir clair dans les structures que projette la direction actuelle du pays.

Le Front Populaire entend regrouper des partis politiques et des organisations de masse, sur la base du Discours d'Orientation Politique, du Programme et des Statuts du Front. Le Congrès du Front fera fonction d'Assemblée Nationale: il définira la ligne politique et les orientations de l'Etat. Le Congrès élira une Coordination, dont la tâche sera d'approuver la composition du gouvernement et de contrôler son activité. La Coordination désignera un Comité exécutif, chargé de la direction journalière.

Mais voyons d'abord comment l'autorité politique supérieure naîtra à partir de la base.

Chaque village compte quatre bureaux, dirigeant les femmes, les jeunes, les anciens et les paysans. Ensemble, ils désignent un bureau villageois, qui constitue le pouvoir populaire à l'échelon inférieur. La même chose se produit en ville, dans les secteurs, sauf qu'on n'y trouve pas une structure des paysans. Un bureau compte toujours six membres: un délégué principal et cinq responsables à la formation, à l'information, aux activités socio-économiques, aux activités culturelles et sportives et à la trésorerie.

Tous les bureaux des femmes des différents villages et secteurs, se réunissent au niveau départemental, pour élire un bureau de la sous-section; et ainsi font les jeunes, les anciens et les paysans. Les bureaux des CR ouvriers élisent un bureau de coordination départemental, tout comme les services et les militaires. Ensemble, ces sept bureaux, auxquels se joint le préfet, forment le Conseil révolutionnaire départemental dont la présidence revient au préfet. Ainsi, le préfet, qui auparavant se situait en dehors des CDR, devient le premier responsable des structures populaires. Il est désigné par la Coordination Nationale du Front Populaire. Autre innovation: le Conseil élit son vice-président.

Au niveau supérieur, nous retrouvons un Conseil révolutionnaire provincial constitué des quatre bureaux de section, élus par les bureaux départementaux des femmes, des jeunes, des anciens et des paysans, ainsi que des trois bureaux de coordination provinciale des ouvriers, des services et des militaires, auxquels s'ajoute le Haut-Commissaire. Ce dernier est nommé par la Coordination Nationale du Front Populaire. Le préfet et le vice-président de chaque Conseil révolutionnaire départemental par-

ticipent aussi au Conseil provincial avec voix consultative. A l'heure actuelle, le Conseil provincial élit les onze membres du Pouvoir Révolutionnaire Provincial, l'organe exécutif du pouvoir local. A l'avenir, ce Conseil sera rejoint par les représentants des partis politiques et des organisations syndicales qui adhéreront au Front.

Et nous voilà de retour au niveau de l'autorité centrale. A l'heure actuelle, le pouvoir est aux mains de la Coordination du Front Populaire, constituée à la suite des événements du 15 octobre, et présidée par le capitaine Blaise Compaoré. La composition et la structure de la Coordination restent inconnues. Mais à l'avenir, cette Coordination subira des changements considérables. Elle sera composée des directions nationales de l'Union des femmes, des jeunes, des anciens et des paysans, ainsi que des représentants des ouvriers, des services et des militaires. On y trouvera les organisations politiques et syndicales, adhérant au Front Populaire. En feront aussi partie, le Haut-Commissaire et le vice-président du P.R.P. de chaque province. Pour la direction journalière, la Coordination élira un Comité exécutif qui, entre autres, proposera la composition du gouvernement.

Tous les deux ans, un congrès réunira la Coordination et des délégués des organisations membres du Front Populaire, ainsi que des délégués provinciaux, désignés par les Conférences provinciales. Ce congrès jugera le rapport d'activité de la Coordination sortante, modifiera le programme et les statuts du Front, définira la politique de l'Etat et approuvera la composition de la nouvelle Coordination.

Voilà pour les intentions. La façon dont s'articuleront concrètement les relations entre l'organisation d'avant-garde dont on parle tant, la Coordination du Front et le gouvernement, reste à deviner. Toujours est-il qu'à l'heure actuelle, le gouvernement a pris le devant sur la Coordination du Front: l'élaboration des dossiers, servant de bases aux décisions stratégiques, se fait au niveau des techniciens et les discussions cardinales se mènent en Conseil des ministres. Les Assises de janvier 1989 critiquent cet état de choses: "Le contrôle de l'Exécutif par la direction politique s'avère aux yeux de nombreux militants peu rigoureux. On s'est écarté de la ligne générale définie par le Front Populaire"[36].

Le projet du Front Populaire de doter le Burkina, pour la première fois dans son histoire, d'un cadre institutionnel du pouvoir populaire, articulé de la base au sommet, est ambitieux et provoque bien des discussions.

Des juristes font remarquer que le congrès du Front Populaire définit la politique de l'Etat. La base politique et juridique sur laquelle se construit le pouvoir législatif et exécutif, leur semble inadéquate. Le Discours d'Orientation Politique et le Programme du Front, ne peuvent remplacer une constitution qui fixe clairement les obligations et devoirs des citoyens et les règles selon lesquelles s'exercent les libertés individuelles et collectives.

Les partis de gauche en dehors du Front, veulent savoir si le Discours

d'Orientation et le Programme du Front, font office de loi fondamentale de la nation, ou s'ils constituent la base d'un front entre organisations politiques et sociales indépendantes.

Avant de concevoir un front, estime le PAI, il importe de définir les forces que l'on veut unir. Le PAI s'étonne que dans les statuts, ces forces "ne soient ni idéologiquement, ni politiquement caractérisées"[37]. Ce "flou politique" permet des alliances peu salutaires avec la droite. La constitution démocratique d'un front implique la consultation de tous les partenaires en vue de la rédaction d'une plate-forme commune. L'imposition d'un document pré-établi fausse les relations dès le départ. Le PAI continue: "Nous ne trouvons nulle part cette conception réellement démocratique d'un Front d'organisations qui place toutes les organisations sur un pied d'égalité, respecte effectivement leur autonomie organisationnelle mais aussi politique, et tient compte du fait qu'en dehors de l'accord commun sur les objectifs et le programme du Front, les organistions peuvent poursuivre des buts stratégiques différents"[37]. Finalement, le PAI estime qu'il y a confusion dans la conception du front: s'agit-il d'une unité pour la réalisation de points précis, définis en commun, ou d'une sorte de fusion des organisation au sein d'un front à structures unifiées? En effet, le texte mentionne le devoir de "subordonner à chaque fois, les intérêts de son organisation à ceux du peuple". Plus loin, il précise qu'aucun membre ne peut "porter préjudice à l'unité et à la cohésion du Front populaire"[38]. Quelles en sont les implications pour l'autonomie politique des syndicats et des partis marxistes-léninistes? L'article 41 prévoit des sanctions contre "tout membre qui n'exécute pas les décisions du Front. On ne peut admettre, réplique le PAI, la possibilité pour un organe du Front Populaire, de se prononcer sur tel ou tel militant d'une organisation-membre"[39].

Démocratie populaire: recul ou progrès?

Né une heure après l'enterrement furtif de treize morts par balle, le Front Populaire se heurte à beaucoup d'incrédulité lorsqu'il promet un élargissement de la démocratie.

Des organisations continuant l'œuvre de celui qui, la veille encore, jouissait d'un prestige presque incontesté, sont frappées de plein fouet par la répression. L'ULC-R, le maître d'œuvre présumé du complot de 20h00, réagit vivement à l'arbitraire. "Après l'arrestation et l'emprisonnement de notre camarade Alain Coefe, sous prétexte d'avoir organisé une messe de Requiem à Paris, c'est, depuis la nuit du 14 au 15 décembre, une chasse aux sorcières contre nos militants. Le camarade Firmin Diallo est arrêté à une heure du matin à son domicile et enfermé à la gendarmerie, alors qu'il assurait seul, en l'absence de son épouse, la garde de ses quatre enfants. Le camarade Valère Somé est arrêté le 16 décembre 1987 à Djibo, où il venait d'être affecté, pour être transféré à la gendarmerie de Ouagadougou le 17. Il faut ajouter que, malgré le fait que nul n'ignorait

que le camarade était à Djibo, des gendarmes ont été chargés d'aller terroriser son épouse et ses enfants à son domicile de Ouagadougou pour qu'elle dise "où il a été affecté". Les camarades Charles Somé à Bobo, Oumarou Idani et Basile Guissou sont également arrêtés et déférés à la gendarmerie de Ouaga"[40].

L'organisation Rassemblement Démocratique Populaire – Thomas Sankara, qui se manifeste le 15 novembre 1987, publie des dénonciations d'autant plus violentes qu'elles sont incontrôlables. Elle s'élève contre: "les exécutions sommaires et les disparitions de dizaines de personnes les jours et semaines qui ont suivi le coup du 15 octobre; les vagues d'arrestations suivies de tortures et autres sévices, alimentés par une crainte haineuse et féroce à l'encontre de toute opposition réelle, potentielle ou même tout simplement de quelque réserve vis-à-vis des assassinats injustifiables;... Le RDP - Thomas Sankara appelle à une action concrète en vue de mettre un frein à la désastreuse "expérience du sang" que connaît le Burkina Faso de l'après – 15 octobre et à des initiatives de résistance pour barrer la route à un tel fascisme naissant"[41].

Au cours de l'année 1988, plusieurs manifestations à caractère politique plus ou moins prononcé, se produisent.

En février, des étudiants sont expulsés de leur logements. Ils entament une action en justice et s'adressent au syndicat, l'Association Nationale des Etudiants Burkinabè. Jean Clément Bagré, le président, estime que l'affaire est du domaine syndical. Il défendra les étudiants, quoique, l'année précédente, plusieurs d'entre eux aient dirigé la répression contre l'ANEB. Ces mêmes éléments avaient d'ailleurs applaudi lorsque le CNR a ramené le remboursement des frais médicaux de 80% à 50%. Les personnes chez qui logeaient les expulsés, fournissent de la viande au restaurant universitaire. Les victimes appellent donc au boycottage du restaurant, qui sera effectivement fermé pendant trois jours. Ils accusent en passant les CDR de ne pas soutenir leur cause. L'ANEB juge cette action nuisible aux étudiants dont les moyens financiers sont très modestes. Elle se rend compte aussi qu'on veut entraîner l'ANEB dans un affrontement aventuriste avec les autorités et elle laisse s'éteindre le feu de paille[42].

Des incidents d'une tout autre ampleur se produisent vers le 17 mai 1988, cinquième anniversaire de l'arrestation de Thomas Sankara, premier ministre à l'époque. Ce jour a pris un caractère "historique" pour les lycéens qui avaient formé le gros des manifestants, les 20 et 21 mai 1983. Comme Sankara avait été la figure centrale lors de ce mouvement populaire, les lycéens comptent rendre hommage à sa mémoire. Le 15 mai déjà, Guy Yogo, membre de l'ULC-R, est arrêté lors d'une réunion de préparation, avec d'autres activistes. Les forces de l'ordre craignent que les manifestations prévues prennent un caractère anti-Front Populaire. D'après une première version des faits, le 18 mai, des lycéens se rendent par petits groupes au cimetière où repose Sankara. Des commandos de Pô interviennent et arrêtent une cinquantaine de jeunes. Les rescapés se

replient sur l'université où d'autres se font ramasser par la gendarmerie et subissent des sévices. Mais cette relation est contestée par certains. Dans leur version, le 18 mai, les lycéens se rendent vers la Place de la Révolution où quelques-uns se font arrêter par la police. L'affaire fait des vagues parce que le fils du général Baba Sy, le Grand Chancelier de l'Etoile d'Or, se trouve dans le lot des molestés. On le renvoie dare-dare chez son père. Les derniers quittent la prison peu avant le 4 août 1988.

Après les examens, un certain nombre de diplômés de l'université et des lycées, entrent au Service National Populaire; ils consacrent quelques mois à l'entraînement militaire et le reste de l'année à une activité au service du peuple. La nouvelle promotion, à la fin de son service en juillet 1988, doit se choisir un nom. Quelqu'un pense à haute voix: “Pourquoi pas la Promotion Thomas Sankara?” La suite, aventureuse, nous est racontée par un délégué de secteur, dont l'ami a été pris dans l'engrenage.

Pendant que les promotionnaires pèsent le pour et le contre, un militaire, vigilant, court prévenir ses supérieurs de la sédition imminente. Les jeunes n'ont pas le temps de se prononcer que l'armée vient ramasser quatre ou cinq agitateurs. L'ami dit aux militaires qu'ils ne doivent pas faire un scandale pour si peu; après tout, la proposition peut être discutée comme tant autres. On l'embarque avec cinq personnes qui osent une remarque. Finalement, onze jeunes, dont une fille, disparaissent de la circulation pendant trois mois, enfermés au Conseil, puis à la Maison d'Arrêt. L'affaire provoque des murmures dans toute la ville.

Alors, la situation dans le domaine des droits démocratiques a-telle empiré sous le Front Populaire, par rapport au régime de Sankara? Nous avons soumis la question à Halidou Ouédraogo qui venait d'être réélu secrétaire général du Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè.

“Du point de vue démocratique, nous constatons une nette amélioration. Pour avoir dirigé notre syndicat, j'ai dû me planquer du 9 mars 1985 au 5 juin 1987. J'ai perdu mon travail pendant presque trois ans. Le CNR déniait aux membres du syndicat le simple droit de se solidariser avec nous. Nous vivions un véritable exil intérieur. Au CNR, les cadres de l'ULC-R ont couvert toutes ces exactions. Aujourd'hui, Basile Guissou est libre, il gagne sa vie, il vient de faire un voyage en Israël. Valère Somé a pu quitter le pays pour Brazzaville. Madame Sankara a élu domicile au Gabon. Du temps de Sankara, on bloquait les frontières. Le moindre prétexte suffisait pour vous interdire de vous rendre à l'étranger. Il y a beaucoup moins de prisonniers politiques aujourd'hui que sous le CNR, qui a arrêté au total 200 syndicalistes. Même des femmes de syndicalistes ont été arrêtées parce qu'elles refusaient de dire où leur mari se trouvait.

Le deuxième congrès ordinaire du SAMAB, terminé le 30 novembre 1988, illustre bien la différence. Depuis 1984, le CNR nous avait empêché de tenir un congrès. En juin 87, nous avons été durement réprimés à la suite d'un conseil national syndical, pourtant officiellement autorisé. Pour

ce deuxième congrès, nous avons pu envoyer des délégations dans les provinces, contacter nos militants. Le camarade Salif Sampebogo, ministre de la justice, a pris la parole à l'ouverture du congrès, tenu dans le Palais de Justice. Des 120 magistrats que compte le pays, 102 étaient présents. Les débats sur le sujet délicat du projet de Code pénal, constituaient un exemple de démocratie, des opinions contradictoires s'y exprimaient librement. L'unanimité s'est faite pour exiger l'abolition de la torture et sa criminalisation"[43].

En effet, du 28 au 30 novembre 1988, le congrès du SAMAB discute du projet du Code pénal, élaboré sous le CNR. Les critiques parfois très dures, et pas nécessairement judicieuses, illustrent bien les possibilités démocratiques sous le Front Populaire. Voici ce que dit le document du SAMAB.

"Nos institutions juridiques correspondent toujours au mode de production capitaliste. En même temps que se crée dans notre pays un capitalisme monopolistique d'Etat, toutes les lois nouvelles, procédant des décrets, des ordonnances et des directives, puisent leur armature dans les textes coloniaux, apparaissent être la traduction voulue de la volonté d'une couche sociale qui prend une part importante dans la conduite des affaires de l'Etat"[44]. Le projet du CNR s'inspire d'ailleurs en grande partie de certaines ordonnances signées en 1967-1969 par le président Lamizana et des travaux d'une commission mise en place en 1973 par Gérard Kango Ouédraogo. En plus, certains articles redigés sous Sankara, sont simplement repris des œuvres d'un juriste du temps colonial, Faustin Hélié, écrites au début du siècle[45].

"Il est établi de longue date, écrit le SAMAB, qu'une frange de la bourgeoisie locale s'est indûment enrichie à partir des fonds des institutions publiques et des produits des entreprises naissantes. Des dizaines d'entreprises disparaissent chaque année, alors qu'elles viennent de naître. La preuve en est le cimetière d'usines de Kossodo". Le syndicat propose d'engager la responsabilité des personnes morales en matière correctionnelle et criminelle. Il veut une sévérité particulière contre les infractions économiques et financières: faillites frauduleuses, licenciements abusifs, hausses injustifiées de prix, non-respect des lois sur l'hygiène et la sécurité. "Nous avons constaté que l'enrichissement indû n'est pas sévèrement puni. Les multiples audiences des TPR auraient pu ouvrir la voie à une répression exemplaire et juste de cette délinquance en col blanc. Plus les TPR jugent et expliquent, plus persiste la délinquance économique et financière"[46].

De l'avis du SAMAB, les rédacteurs du Code pénal devraient prendre en considération avant tout l'état actuel de la société burkinabè, dominée par le néo-colonialisme, et son cortège d'iniquités, d'injustices, de conditions de vie morales et matérielles abominables, ainsi que la volonté du peuple à lutter contre ces maux. Aussi, le syndicat attire-t-il l'attention sur la nature et l'ampleur des peines du genre: six mois à trois ans pour l'excision d'une fille; trois mois à un an pour mendicité; confiscation de

la bicyclette pour avoir brûlé un feu rouge...[47]. Dans le domaine des crimes à caractère politique, le SAMAB parle "d'une volonté répressive jamais égalée dans notre pays". Ainsi, les attroupements de nature à troubler la tranquillité publique, sont interdits. Les fonctionnaires qui ont concerté des mesures contraires à la loi, écopent de cinq à dix ans. Toute association ou entente formée pour préparer des crimes contre les personnes et les propriétés est interdite. Peine de mort pour les actes dont le but est "de détruire ou de changer le régime en place". Peine de mort pour celui qui lève des troupes armées. Peine de mort toujours pour celui qui se met à la tête d'une bande armée pour envahir des domaines de l'Etat, des villes, des magasins.

Au lieu d'imposer des sanctions sévères contre les infractions économiques et financières, "le projet de code pénal burkinabè préfère mettre l'accent sur les infractions politiques où il sème au bout de chaque ligne, la peine de mort[48].

La discussion publique de tels documents est symptomatique de la volonté de débat entre forces anti-impérialistes.

Interrogés sur le Rassemblement Démocratique et Populaire Thomas Sankara, la plupart de nos interlocuteurs jugent qu'on ne peut pas parler à ce propos de courant politique. Certains regrettent pourtant le vent de panique qui se lève sur les autorités, dès que le pouvoir est contesté. Ils croient que Vincent Ouédraogo, le secrétaire général de ce mouvement, ne convaincra personne au Burkina. Jeune frère de Nongma Ernest Ouédraogo, ex-ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité, cousin de Sankara, Vincent à été parachuté comme ambassadeur à Cuba dès la fin de ses études au Canada. Faveur accordée par la famille: contrairement à ceux de sa promotion, Vincent a échappé au Service National Populaire, un an de dur làbeur pour le peuple tant aimé. A La Havane, l'ambassadeur des Hommes Intègres visitait assidûment les boîtes de nuit, menait un train de vie princier, courait les femmes et pillait les caisses de l'ambassade. Il s'est déclaré résistant par nostalgie de cette vie de fêtes. Après cette version des faits, on voit mal pourquoi le Front Populaire redouterait les explications de celui qui est appelé "un voyou"[49].

L'élargissement de la démocratie sous le Front Populaire, est partiellement lié à la renaissance syndicale au Burkina. "Dans le passé, déclare Blaise Compaoré, le pouvoir a essayé de faire la révolution sans les syndicats, c'est-à-dire les organisations authentiques des travailleurs. En ce sens, l'échec du passé est une conséquence logique de cette attitude. Car les syndicats doivent avoir leur place"[50].

Ainsi, la plupart des syndicats sont représentés aux Assises Nationales sur le bilan de quatre années de révolution, en janvier 1988. L'Union Syndicale des Travailleurs du Burkina salue "la considération faite aux travailleurs et à leurs syndicats" et dit avoir senti depuis longtemps "la nécessité d'une rectification". La Confédération Syndicale Burkinabè se félicite "de la volonté des autorités d'associer les syndicats à la gestion

des affaires", tout en réaffirmant son indépendance vis-à-vis du pouvoir révolutionnaire. Les Syndicats Autonomes du Front Syndical espèrent que désormais "un dialogue positif" s'instaurera[51]. Aux Assises de janvier 1989, l'USTB dira que "la première année du processus de rectification a fait germer l'espoir dans le monde du travail" et salue l'instauration "du dialogue et de la concertation avec les organisations des travailleurs"[52].

Le regain d'activité syndicale dans tous les secteurs est incontestable. A plusieurs endroits se créent, pour la première fois dans l'histoire, des associations professionnelles. Ainsi, on a vu naître l'Association des Journalistes, le Syndicat National des Services Judiciaires, une organisation syndicale des ouvriers de Faso Fani à Koudougou.

Les 28 et 29 octobre 1988 a lieu le congrès constitutif de la Confédération Générale du Travail du Burkina, la CGTB, qui regroupe sept syndicats révolutionnaires de lutte de classe. La CGTB continue l'œuvre du Front Syndical. Ses buts sont ainsi définis dans l'article 5 de ses statuts: "1° unir et organiser les travailleurs burkinabè en vue de: * défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres contre la bourgeoisie et l'impérialisme; * lutter pour la sauvegarde et l'élargissement des libertés démocratiques et syndicales: 2° coordonner l'action des organisations syndicales membres et développer une solidarité militante avec les différentes catégories de travailleurs (les travailleurs retraités, les travailleurs des campagnes, les travailleurs émigrés, etc) et les sans-travail; 3° contribuer au renforcement du courant syndical révolutionnaire de lutte de classe; 4° lier ses luttes révendicatives à la lutte du prolétariat et des masses laborieuses burkinabè pour la libération nationale et sociale; 5° soutenir et populariser les luttes des autres travailleurs exploités et opprimés du monde"[53]. Tolé Sagnon est élu secrétaire général. En mars 1989, la CGTB est agréée.

Jean Clément Bagré, le président du syndicat étudiant, l'ANEB, juge positivement les déclarations du Front Populaire sur le respect de la démocratie, la reconnaissance de la spécificité des Comités Révolutionnaires, organes du pouvoir, et des syndicats et l'affirmation de l'autonomie de chaque structure. Il s'agit maintenant de vérifier ces principes dans la pratique. A ce niveau, il constate la persistance, chez certains, de vieux réflexes tels l'ingérence des autorités dans les affaires intérieures des syndicats et la limitation de leurs moyens d'action[42]. A ce propos, des responsables du Bureau national des étudiants reconnaissent des erreurs persistantes. Début 1988, le comité CR de l'université de Ouaga a encore essayé de bloquer une assemblée syndicale. "Mais des démarches sont entreprises pour instaurer la confiance. Nous avons appris que le combat est politique"[54].

Le PAI juge contradictoire la politique du Front envers les syndicats. Après avoir dénoncé les putschs orchestrés par le CNR, le Front Populaire a légalisé le bureau "fantoche" du CSB, présidé par Hyacinthe Ouédraogo, issu de ce que le PAI considère comme un putsch en bonne et due forme. En même temps, on refuse le récépissé au bureau "statutaire" du

CSB, présidé par Soumane Touré. Alors, on condamne le forfait, mais on se félicite de ses conséquences? Plus généralement, le PAI considère qu'une conception trop restrictive des libertés démocratiques, hypothèque l'avenir du Front Populaire[55].

Mentionnons aussi la fondation, le 19 février 1989, du Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples dont le but est "la promotion et la défense des droits fondamentaux et des libertés individuelles et collectives". Ses principaux responsables sont Halidou Ouédraogo, Jean-Marie Apiou, Frédéric Pacéré et Larba Yarga[56].

Aux yeux de beaucoup de Burkinabè, il n'y a qu'un pas de la décrispation sociale à la recrudescence de la corruption. La justice sera-t-elle rectifiée au point d'en amputer les TPR?

Lorsque le Front Populaire annonce pour le 25 juin 1988 l'ouverture des vingtièmes assises du Tribunal Populaire de la Révolution de Ouaga, partout l'attention se tend. Au programme, deux grosses affaires aux implications insoupçonnables: l'accusation de détournement portée contre le Haut-Commissaire du Kadiogo, Alfred Ynoaga Conombo et le trafic illégal d'une trentaine de kilogrammes d'or.

Il faut attendre le dimanche 10 juillet pour voir monter en scène la grande vedette, Albert Conombo. Il a gardé la bravoure militante du temps de l'Inter-CDR et, comme le note *Sidwaya*, il fait "glisser le débat vers un intellectualisme dont il est difficile de sortir". Accusé d'avoir détourné vingt-sept millions de F., Conombo en reconnaît exactement onze millions vingt mille. Sa vie de délinquant a commencé en 1981, lorsqu'il assurait la gestion des comptes-clients à la Caisse Nationale d'Epargne. Les versements des paysans constituaient son butin principal. Pourquoi, sachant sa conscience pervertie, a-t-il accepté sa nomination comme Haut-Commissaire à Ouagadougou? Imperturbable, Conombo répond: "Je croyais pouvoir me racheter en servant maintenant avec loyauté le peuple que j'ai offensé"[57].

Le verdict tombe, après une longue session de nuit, aux premières heures du mercredi 13 juillet. L'ancien Haut-Commissaire n'ira pas en prison. Il reçoit deux ans avec sursis et doit rembourser dix millions, moins qu'il n'avoue avoir volé. En revanche, un de ses copains écope de cinq ans, dont deux fermes. Les centaines de Burkinabè, qui veillent dans l'attente du verdict, ont l'impression que le tribunal, en offrant la liberté à un criminel, condamne tout un peuple. Une femme, Simone Zoundi, s'écrie: "Il n'y a plus de justice au Burkina Faso!". Les forces de l'ordre l'arrêtent. Le lendemain matin, la radio ne souffle mot du verdict. Mais tout Ouaga est au courant et la tension monte en ville. A tel point que ce même jour, le ministre de la Justice décide que "toutes les décisions seront réexaminées devant un autre Tribunal populaire de la révolution". Salif Sampébogo déclare que la démocratie dont parle le Front Populaire ne signifie nullement le "retour au temps où la liberté de piller, voler, détourner la chose publique était considérée comme sainte vertu. Il n'y

a pas et il ne peut y avoir devant nos juridictions populaires de demandeurs économiquement plus forts ou de défendeurs politiquement privilégiés"[58]. Ajoutons pour la petite histoire que malgré l'affirmation du ministre que "tout un peuple dit sans fausse note que cette décision de justice est une injustice", madame Simone Zoundi sera condamnée, pour outrages aux TPR, à un an de prison avec sursis.

La session de révision commence le 27 septembre 1988. Cette fois-ci, Conombo est déclaré coupable de détournement de 32.039.938 F. sans circonstances atténuantes. Il fera cinq ans de prison ferme et paiera 40.855.172 F. à la Caisse Nationale d'Epargne[59]. Le verdict correspond aux attentes du public.

La deuxième affaire de ces assises, en revanche, se termine sur un malaise général.

Le procès des trafiquants révèle au grand jour que chaque année, les commerçants font passer illégalement des centaines de kg d'or en Côte d'Ivoire et au Togo. Yago Oumar, homme d'affaires de son état, possède une licence qui lui permet de collecter l'or des orpailleurs pour le compte du Comptoir Burkinabè des Métaux Précieux. Seulement, il ne remet pas toute sa moisson aux fonctionnaires, mais fait parvenir clandestinement une partie de l'or à ses propres comptoirs à Lomé et à Abidjan. Les rares preuves réunies contre lui, ne permettent pas de dépasser une peine de deux ans, dont un avec sursis. "Le réseau des fraudeurs est loin d'être démantelé, car le cercle des commerçants est difficile à tracer", concluera *Sidwaya*[60].

Mais la cause de la tension extrême que provoquera le procès de l'or, se trouve ailleurs. Des trafiquants accusent publiquement des gendarmes de leur avoir... volé pas moins de 30,500 kg de lingots d'or! D'abord, un groupe de présumés trafiquants se fait arrêter à Yalgo. Ils nient posséder de l'or. Après vingt-quatre heures, ils peuvent retourner chez eux, sauf le chauffeur, Hamidou Ilboudo. Confronté avec l'or sorti de la cachette de sa voiture, il passe aux aveux. Du moins, c'est ce qu'il prétend devant le TPR. Le lendemain, Moctar Dembéga, convoqué, reconnaît, lui aussi, le forfait. Pourtant les trafiquants ne sont ni inculpés ni arrêtés. Il n'y a pas de procès-verbaux de leur interrogatoires et aveux. Quelques mois plus tard, Moctar Dembégo porte plainte contre la gendarmerie: elle lui a volé 25 kg d'or, qu'elle n'a pas remis au Comptoir. L'adjudant Jean-Marie Sanon, mis en cause, dira que les fouilles n'ont rien donné, qu'il n'y avait pas d'or et qu'il a simplement tendu un piège en montrant des lingots aux suspects. Le lieutenant Djibril Bassolet vient témoigner devant le TPR et exprime sa conviction qu'on se trouve devant un complot des trafiquants pour miner le moral des gendarmes et intoxiquer la population[61]. Deux autres délinquants, Ousmane Rabo et Salam Ouédraogo avouent devant le TPR qu'ils portaient quatre colis et trente-deux lingots d'or au moment de leur arrestation. Au total 21 kg 978 grammes, disent-ils. Le procès-verbal, rédigé par l'adjudant Jean-Marie Sanon et par Charles Somé, mentionne 16 kg 400 grammes. Les gendarmes affirment ne

pas avoir eu la présence d'esprit de compter le nombre de colis[62].

Un émoi très vif se répand parmi les gendarmes. Selon eux, les trafiquants essaient de faire le procès de la gendarmerie. "Un jour, tous les gendarmes, accompagnés de leur familles, sont venus occuper les sièges de la Maison du Peuple, nous dit un policier. Ca chauffait. Le président a dû remettre la séance. Le lendemain, on a chargé la police du maintien de l'ordre dans le tribunal. Les gendarmes n'ont pas accepté cela et ils ont dit, en pleine audience, qu'ils se sentaient menacés par les silencieux que portaient les policiers. A nouveau la séance a été interrompue. Finalement, les commandos ont assuré le maintien de l'ordre".

A la fin de ces vingtièmes assises, le Tribunal Populaire de la Révolution n'apparaît plus comme cette guillotine morale qui en finira avec la bourgeoisie bureaucratique. Le peuple sait maintenant que sous le CNR, comme sous le Front Populaire, les commerçants empochent plusieurs milliards de F.CFA par an, rien qu'en trafiquant de l'or. Constituant toujours une puissance financière imposante, les commerçants peuvent nouer des alliances occultes avec cette fraction de l'armée qui regrette le paradis perdu. Le cas d'Albert Conombo montre à l'évidence qu'un individu peut parader comme militant d'avant-garde, tout en marchant sur les traces des politiciens réactionnaires. Mais comment s'assurer que les soupçons qui pèsent sur les hommes bien fortunés ou bien placés, soient examinés avec impartialité? C'est une des questions qui décidera à l'avenir de la crédibilité du Front Populaire.

La difficile refonte d'une armée néo-coloniale

La troisième promotion des élèves-officiers sort le samedi 29 octobre 1988 de l'Académie Militaire Georges Namoano que dirige le capitaine Zagré. Selon Blaise Compaoré, l'Académie "permet la formation d'officiers imprégnés de la réalité du terrain, du vécu quotidien de la lutte de notre peuple et formant avec lui un tout cohérent pour la défense de la Patrie. Désormais notre peuple vivra avec une armée qui partage ses conditions et défend ses intérêts et acquis"[63].

Blaise Compaoré sait que la révolution a hérité, au 4 août 1983, d'une armée néo-coloniale, dressée à mater le peuple et à servir la France et ses acolytes burkinabè. "Nous avons entrepris ensemble de briser l'appareil d'Etat néo-colonial pour édifier un appareil de type nouveau, conscients des dangers qui guettent toute révolution véritable qui veut préserver intacte la machine d'Etat dont elle s'est emparée". A des militaires qui ont appris que le diable est communiste et que la France symbolise la liberté, Sankara demande de célébrer la dictature des ouvriers et des paysans et de crier: "Honte à l'impérialisme". Le chef étant le chef, ils amplifieront les mots d'ordre qu'il lance. "Ainsi s'est développé au niveau de certains cadres et hommes de rang, un larbinisme, un arrivisme sans précédent et un opportunisme indécent". Craignant pour leur carrière,

paralysés par la peur maladive de la révolution, des chefs militaires se gardent bien de se brûler les doigts et évitent toute décision qui pourrait se révéler impopulaire. Des soldats, longtemps tenaillés par l'obéissance aveugle et accablés du mépris de leurs supérieurs, découvrent tout à coup qu'ils constituent le pouvoir populaire: libérés, ils s'adonnent au gauchisme et à l'indiscipline. Le CNR attribue à certains militaires des responsabilités politiques et administratives, sans rapport avec leurs qualifications. L'idée se répand que "la Révolution Démocratique et Populaire est une exclusive des militaires, pire, des médiocres d'entre eux".

Le mépris des militaires pour les civils, le sentiment de supériorité que donne la force, l'impunité de celui qui brandit l'arme comme argument suprême, ces tares classiques de l'armée néo-coloniale, restent présentes et constituent la base du militarisme toujours latent. Aussi, Blaise Compaoré répète-t-il à l'adresse des militaires: "Vous ne devez avoir de cesse d'apprendre avec modestie auprès des masses populaires dont vous devrez traduire constamment les aspirations légitimes". Le militarisme, même s'il se voile la face avec une rhétorique révolutionnaire, provoque la peur et la passivité du peuple, rendant du coup impossible sa mobilisation pour l'édification de la patrie. Blaise Compaoré déclare à ce propos: "L'unité entre l'armée et le peuple est le socle en l'absence duquel tous nos efforts d'édification économique et sociale, nos capacités de défense seront compromis". Et il appelle les militaires à se joindre aux civils dans le travail de la production et de la construction et lors des campagnes d'alphabétisation. "En partageant leurs conditions de vie, nos militaires doivent faciliter l'accès à la science de nos masses populaires de même qu'ils apprendront et se formeront auprès d'elles".

"Les civils nous expriment leur point de vue et ceci nous aide à élever notre niveau, nous dit l'adjudant-chef Badini. Nous intégrer aux masses, implique accepter leurs critiques constructives"[64]. Les militaires, coude à coude avec les civils, construisent des maternités, des écoles, des Postes de Santé Primaires, nettoient des hôpitaux, des asiles de fous, des quartiers insalubres, continuant ainsi une tradition qui s'est établie dès le 4 août 1983.

Au secteur 22 de Ouagadougou, la population a élu un militaire, le sergent-chef Pascal Ouédraogo, comme délégué. Comment, à travers son expérience, voit-il les liens entre l'armée et la population?

"Il faut des hommes qui militent à la base pour la révolution. Au Burkina, il y a trop d'opportunistes qui ne cherchent qu'à monter et à profiter sur le dos de la révolution. Par jour, il m'arrive de recevoir vingt à trente personnes dans le bureau du Comité Révolutionnaire. Mais il y en a encore plus qui viennent me voir à la maison. Assis dans un bureau, à la permanence, ils ne se sentent pas à l'aise. Ma mère est dolotière, les gens viennent boire et puis ils me soumettent leur problème. Souvent, il s'agit d'une affaire de parcelles. On a fait des lotissements à grande échelle mais quand même, ça ne suffit pas pour servir tout le monde. On vient

me voir pour des histoire de sorcellerie, d'envoûtement, d'enfants "bouffés" par tel voisin ou parent, d'adultères, d'ustensiles cassés. J'essaie toujours de réconcilier les gens. Il ne faut pas trancher trop nettement en faveur d'une partie, sinon elle va se vanter dans les cafés et la partie adverse fera le tour du secteur pour dire que, vraiment, le délégué ne vaut rien. Il faut prendre le temps pour amener les gens à s'entendre. J'écoute tout le monde, même les dégagés et les réactionnaires, parce qu'il nous faut entraîner l'écrasante majorité. Les gens oublient que je suis militaire. Certains me trouvent même trop mou. Mais si tu n'agis pas avec discernement et prudence, ils diront que tu pratiques le militarisme et que tu es dictateur"[65].

Sous la rectification, si les structures populaires doivent toujours exprimer les positions et les intérêts de la base, elles voient s'accentuer leur rôle éducatif. Blaise Compaoré déclare: "Les structures populaires au sein de nos forces armées doivent former des combattants qui savent ce qu'ils doivent défendre, au nom de quel idéal et selon quels principes".

Sous le CNR déjà, il était abondamment question de formation. Aujourd'hui, quatre-vingts pour cent des militaires avouent ne pas avoir compris un mot aux doctes conférences qu'ils ont suivies. Lorsque un exposé dans une caserne était accessible aux militants du secteur, le conférencier s'efforçait d'arroser son discours d'un maximum de mots incompréhensibles, pour que les civils se rendent compte que les militaires ne sont pas des imbéciles. "Au début, dit le lieutenant Honoré Nombré, les conférences servaient plus à effrayer les réactionnaires qu'à former les militants. Aujourd'hui, nous soulignons que la formation doit s'accrocher à la vie de chaque jour"[66].

Le lieutenant Koudbi Zongo s'occupe de la formation à la Division des Comités Révolutionnaires Militaires à la Coordination Nationales des Structures Populaires. Est-ce qu'il est possible de politiser des militaires en dehors du débat sur des positions contradictoires? "Les débats posent un grand problème, nous répond-il. Quand on a les armes, on accepte difficilement le débat ouvert. Si les contradictions atteignent un certain niveau, on a tendance à les résoudre au fusil. Alors les réactionnaires en profitent pour répandre la thèse que les militaires ne doivent pas faire de la politique. Chacun a tiré des leçons du 15 octobre, les militaires surtout y ont beaucoup réfléchi. Quel que soit le degré des contradictions, il ne faut pas qu'elles soient résolues dans le sang"[67].

Pendant quatre ans, la formation a été donnée sans qu'existent des documents de base. La première tâche du lieutenant Zongo est de standardiser les cours académiques qui seront partie intégrante de l'instruction militaire.

Voici la liste des cours suivis par les élèves-adjudants et adjudants-chefs.
"L'humanité et les différentes formations sociales et économiques, les différentes sociétés". Huit heures.
"Le capitalisme en tant que système d'aliénation de l'homme; ses carac-

téristiques, ses objectifs, ses contradictions". Six heures.
Lorsqu'il arrive à ce chapitre, la plus-value ne manque jamais d'extorquer des soupirs désespérés au lieutenant Zongo. La logique campagnarde des élèves veut que le patron, après avoir acheté ses machines et payé ses ouvriers, empoche légitimement les bénéfices. Et sans bénéfices, on ne peut rien faire. Koudbi a la plus grande peine à démonter les méchanismes du travail non payé...
"L'impérialisme, stade suprême du capitalisme: capitalisme monopoliste agonisant, pourrissant; ses manifestations au Burkina Faso". Six heures.
Ici surgissent des difficultés à montrer la méchanceté des impérialistes qui pillent le Tiers-Monde par le biais de l'endettement. Les futurs adjudants pensent que, sans emprunts, on ne peut rien faire. Si nous n'avons rien du tout, et eux peuvent nous donner quelque chose, il est normal que nous remboursions avec intérêt...
"Les couches et les classes sociales". Quatre heures.
Vous faites partie de la petite-bourgeoisie, dit l'instructeur. La révolution a des problèmes avec vous, pour vous transformer. Il faut penser au sort des paysans qui connaissent la misère. Pour être révolutionnaire, il faut lutter aussi contre soi-même. Sur ce point, il y a peu de contestation parmi les élèves.
"La lutte des classes et son rôle dans la société". Six heures.
"Les grandes révolutions dans le monde et les luttes de libération". Quatre heures.
Intérêt soutenu.
"La Révolution Démocratique et Populaire au Burkina: caractéristiques, contenu, finalité". Six heures.
Comment, dans un pays qui compte 6.000 ouvriers, faire passer l'idée que la classe ouvrière constitue la classe dirigeante de la révolution? Les élèves talonnent leur professeur avec une question pressante: Est-ce que, un jour, tout le gouvernement démissionnera, pour que les ouvriers de la Sobebra puissent diriger le pays?
"La guerre populaire". Quatre heures.
"Les guerres justes et injustes". Quatre heures.
Les guerres populaires et les guerres justes passent dans la joie et l'excitation. Le choc de la guerre injuste est d'autant plus destructif. Eux, ils ne comprennent pas! Comment? Ils sont militaires, le chef dit: sac à dos, direction là-bas! Et eux, ils devraient dire non, puisque c'est une guerre injuste? D'ailleurs, tout est relatif et chacun dira toujours que sa guerre est la guerre juste... En règle générale, l'instructeur jette l'éponge.
"Le renforcement de la base économique en tant que nécessité de notre révolution". Quatre heures.
"Exposé sur le plan quinquennal". Quatre heures. "La morale révolutionnaire au sein des Forces Armées Populaires: lutte contre l'endettement à outrance, la fuite des responsabilités, l'appât du gain facile, l'escroquerie". Six heures.
"Projection de films révolutionnaires, suivie de débats". Huit heures[68].

Devant les élèves officiers de l'Académie de Pô, Blaise Compaoré déclare: "L'armée n'est pas seulement un corps de combat, elle est principalement un corps de travail". François Etienne Ouédraogo a été responsable de la Division de l'Orientation Politique et de la Production sous le CNR. L'armée a envoyé des militaires de différents corps sur des sites fertiles, partout dans le pays. Ils n'ont rentré que de pitoyables récoltes. Ces travaux champêtres permettaient aux corps de se débarrasser de leurs éléments indésirables. Se sentant méprisés, les bidassespéquenots ne montraient guère de l'ardeur au labeur de la terre. Comme on avait créé trop d'unités, souvent les infrastructures les plus élémentaires manquaient. François Ouédraogo proposa de concentrer les unités, d'assurer des conditions de travail et de logement décents aux soldats et de les laisser commercialiser une partie de leur récolte pour leur propre compte[69]. A l'heure actuelle, l'armée compte deux vétérinaires et une soixantaine de techniciens de l'agriculture et de l'élevage. Elle utilise des tracteurs et des pompes d'irrigation sur 260 hectares, réparties en cinq grandes unités de production. Une plaine agro-pastorale est exploitée à Dédougou en collaboration avec des Coréens. En 1987, l'armée a produit, pour sa propre consommation, 64.275 kg de maïs, 13.022 kg de niébé, 23.117 kg de riz, 27.700 kg de sorgho et 3.165 kg d'arachides[70].

La discipline militaire s'est effilochée après le coup d'Etat réactionnaire du 17 mai 1983. Après le 4 août 1983, le radicalisme verbeux de certains CDR et la constitution de fiefs par quelques seigneurs de guerre, ont continué à dégrader la discipline dans l'armée. Le problème reste d'actualité et nourrit l'inquiétude des civils. Dans un message de nouvel an 1989, le commandant en chef, Boukary Jean-Baptiste Lengani souligne ceci: "Nous devons nous convaincre davantage de ce que l'accomplissement de nos missions passe par l'obéissance à la discipline. La discipline révolutionnaire, tout en réhabilitant l'homme en tant qu'artisan du progrès, n'altère en rien la rigueur qui doit la cristalliser. En somme, la discipline révolutionnaire tranche avec les méthodes néo-coloniales tout comme elle tranche avec les relents anarchistes qui ont marqué les premiers moments de la Révolution"[71].

Vers la fin du régime du CNR, certains CDR utilisent leurs armes pour racketter et pour voler. L'ambiance générale se répercute sur l'armée, des militaires vendent ou empruntent leurs armes à des bandits et s'adonnent eux-mêmes au brigandage. En 1988, des militaires trempent dans plusieurs crimes. A l'heure actuelle, des Conseils Révolutionnaires de Discipline, constitués de soldats, de sous-officiers et d'officiers sélectionnés pour leur intégrité et leur rigueur, fonctionnent dans les garnisons. Les tribunaux ne sont pas permanents, mais siègent pour une période de six mois. Ils étudient les dossiers et les traitent tous ensemble, à la fin de leur mandat. Ils élucident les cas qui leur sont soumis lors de sessions publiques où les accusés s'expliquent et se défendent et où leurs collègues

peuvent intervenir. Les Conseils tranchent les cas mineurs et, pour les affaires plus sérieuses, renvoient leurs conclusions au commandant en chef. Ainsi, des militaires sont jugés pour des bagarres en ville, pour le refus d'exécuter des mots d'ordre, pour désertion, pour le prêt ou la vente d'armes à des malfrats, pour participation à des vols, pour détournement de matériel[66].

Depuis le 15 octobre, les armes des militaires sont gardées dans les dépôts. Pour éviter les incidents, le soldat n'a plus le droit de se balader avec son pistolet automatique, sauf quand il exécute une mission.

Dans quelle mesure les discours révolutionnaires, les déclarations d'intention progressistes, les cours de marxisme réussissent-ils à remodeler les habitudes, les conceptions, les comportements des militaires? Question délicate, à laquelle seuls le temps et la pratique apporteront la réponse. En attendant, Blaise Compaoré est conscient que subsiste le danger que les "forces armées se transforment en une excroissance vivant sur le dos du peuple". Aussi Jean-Baptiste Lengani a-t-il signalé "la résurgence de certains phénomènes négatifs, contraires à l'éthique révolutionnaire: le retour à l'affairisme, les endettements exagérés et humiliants, l'absentéisme, le larbinisme, l'opportunisme et la fuite des responsabilités"[71]. En plus, l'expérience des TPR a soulevé la question si les procédures en vigueur permettent d'enquêter sur les cas de corruption présumés chez les officiers supérieurs.

Les militaires progressistes savent que le comportement barbare de l'armée au temps de la colonisation, puis sous les régimes néo-coloniaux, a causé un traumatisme profond parmi la population. Dans certains villages éloignés, les paysans réagissent toujours aux hommes en uniforme, comme au temps de l'Union Française. Si des liens de camaraderie se sont noués entre la majorité des militaires et les civils, il faut toujours peu de choses pour que le ressentiment et la méfiance refassent surface. Depuis le 4 août 1983, certaines exactions, des actes arbitraires, et surtout la pratique de la torture, ont alimenté le scepticisme. Blaise Compaoré y fait allusion lorsqu'il met en garde contre les "pratiques indignes, susceptibles d'entamer la crédibilité, l'image, l'honneur de nos forces armées populaires". Les magistrats et les syndicalistes demandent des dispositions légales, permettant au peuple de réclamer justice contre les militaires qui s'adonnent à la torture et aux exactions.

Des événements dramatiques ont parsemé l'histoire de l'armée burkinabè depuis le 4 août 1983. On estime difficilement les séquelles et les rancœurs qu'ils laissent dans leur sillage. Il ne semble pas que les exécutions, dégagements et mises à la retraite avenus au cours de la première année de la révolution, aient provoqué l'émergence d'îlots clandestins d'opposition au sein de l'armée. Mais la mort violente, depuis le 15 octobre 1987, de plusieurs officiers de l'aile progressiste, marque des cicatrices profondes dans le corps de l'armée. Le drapeau du président défunt, qu'accompagnent des discours révolutionnaires de façade, peut

cacher de la haine aveugle et de l'obstination à la vengeance. Dans l'armée, tout le monde n'est pas encore sorti de l'état de choc, causé par la mort du président Sankara et des militaires qui l'entouraient. Le 27 octobre 1987, la bataille pour déloger le Lion de Koudougou, a fait d'autres victimes.

Le 11 novembre 1988, à cinq heures du matin, le capitaine Guy Lamoussa Sayogo et sa femme sont tués à la grenade au sein du camp militaire Ouézzin Coulibaly, à Bobo-Dioulasso. Sa maison se trouve à quarante mètres du poste de contrôle de l'entrée principale de la caserne, où des éléments de l'ancien B.I.A. de Koudougou assurent la garde. Peu avant l'attentat, tous les hommes de garde, hormis la sentinelle, désertent leur position. Une fille de quatorze ans, qui habite chez Sayogo, reconnaît un des assaillants. Le 28 décembre 1988, le Tribunal Militaire Révolutionnaire condamne à mort l'adjudant-chef Gambila Bèba, les sergents Somzayé Néa, Ousmane Sango et Diérothé Da et les soldats de première classe Drissa Paré, Joseph Norgo et Bali Bassolet. *Sidwaya* estime que le capitaine Sayogo a été tué par des anciens de la B.I.A. à cause du rôle déterminant qu'il a joué lors des opérations militaires contre les troupes de Boukary Kaboré[72]. Le même journal met en garde "les autres maillons de cette chaîne immonde, ici comme ailleurs", allusion à Boukary Kaboré et aux quelques dizaines de militaires qui l'ont rejoint au Ghana. Comme toujours, les informations fiables sont écrasées sous une masse de rumeurs et de bruits: "Pourquoi les avoir exécutés précipitamment? Ce ne sont que des boucs émissaires qui cachent les vrais auteurs. Sayogo entretenait des contacts clandestins avec le Lion, etc.". *Sidwaya*, qui ne publie que de maigres informations peu documentées et qui recule devant toute réfutation factuelle des assertions lancées, se fait à nouveau battre à plate couture par cet autre quotidien de mobilisation du peuple: la Rumeur de Ouagadougou.

La vérité est révolutionnaire, la rumeur subversive. Mais lorsque la rumeur court trop longtemps sans se faire contrer, elle prend les apparences de la vérité pure. Pendant longtemps, le bruit a couru à Ouaga que l'aide de camp de Sankara, le lieutenant Etienne Zongo, avait été tué en prison. Pourtant il est vivant. La voix de la rue a annoncé l'assassinat de Passaté Ouédraogo. Lui aussi se porte bien. La rumeur la plus insistante qui court début 1989, concerne la mort à Kamboinsé de trois militaires. Tous les Ouagalais que nous avons interrogés à ce propos, la connaissaient. Un journaliste à *Sidwaya* pouvait nous décrire les différents contours qu'elle prend dans l'imagination populaire. Mais son journal reste muet sur l'affaire. Un responsable du Front Populaire nous assure que nous pouvons rencontrer à Bobo les trois militaires dont la rumeur véhicule la mort. Les Assises Nationales des 26, 27 et 28 janvier 1989 ont critiqué la presse pour son "retard dans la diffusion de certaines informations déterminantes, ce qui pousse les militants à s'orienter vers les radios étrangères"[73]. On pourrait y ajouter le manque de courage pour mener

la guerilla littéraire contre les Combattants de la Rumeur et débattre franchement des problèmes qui captent l'attention des masses.

Avec certains militaires, nous avons évoqué la possibilité d'un coup d'Etat par des nostalgiques du temps de Thomas Sankara, en liaison avec le Lion qui rugit au Ghana. Il paraît impossible qu'en invoquant le nom de Sankara on puisse formuler un projet politique cohérent qui diffère fondamentalement de celui du Front Populaire. Aucune formation politique et syndicale n'appuierait une telle action. Même les militants qui se proclament toujours sankaristes redoutent une telle éventualité qui risque de déclencher une guerre civile réactionnaire où éclateraient les haines, rivalités, vengeances et intérêts de clans.

La droite militaire, a-t-elle plus de chances de réussir un coup? Les anciens potentats militaires ne jouissent d'aucun crédit parmi les soldats ni chez la nouvelle génération d'officiers. Les tentatives d'infiltration des nouvelles organisations de droite ont vite été contrées. La droite s'efforce surtout d'influencer les militaires par des rumeurs et des campagnes politiques qui tendent à faire croire que tous les malheurs, avatars et crimes trouvent leur origine dans la politisation de l'armée. La droite vise le retour de l'armée dans les casernes, plutôt qu'un nouveau coup d'Etat.

L'hypothèse qui préoccupe le plus les militaires progressistes est une réédition du 15 octobre, une nouvelle division entre révolutionnaires qui serait tranchée par les armes.

D'autres craignent des déchirements au sein des organisations révolutionnaires civiles, suivis d'une entrée en force de démocrates bourgeois dans le gouvernement et les instances dirigeantes. Le poids idéologique de cette droite moderniste et progressiste, influencerait alors la gauche militaire dont une partie virerait vers un réformisme aux accents mitterandistes.

Pour parer à toutes les éventualités, le Front Populaire s'attèle à améliorer son implantation au sein de l'armée. Du sommet à la base, le Front Populaire aura trois composantes: le commandement, les structures populaires et les éléments les plus avancés parmi les militaires. Au Haut Commandement, la Division de l'Orientation Politique et de la Production donne une impulsion au travail politique et idéologique dans toute l'armée. Elle coordonne son action avec celle de la Coordination Nationale des Structures Populaires pour éviter les antagonismes du passé entre la politique et la hiérarchie: le lieutenant Honoré Nombré, le chef de la Division, est aussi le responsable du travail parmi les militaires à la Coordination Nationale des Structures Populaires. La Division de l'Orientation Politique enverra un officier auprès de tous les Bureaux de l'Orientation Politique et de la Production, organisés au niveau des régions militaires. Il y coordonnera et supervisera l'ensemble du travail politique et organisera des stages. Chaque corps constituera une Cellule d'Animation Politique composée du délégué et du responsable à la formation du Comité Révolutionnaire ainsi que des éléments les plus avancés. Cette cellule se

chargera d'animer la vie politique de tous le corps mais créera aussi des cercles pour ceux qui veulent approfondir leurs connaissances marxistes.

Avancer sur la corde raide, en direction des démocrates et des "démocrates"

Sous les yeux des militants désespérés, d'étranges espoirs éclosent au lendemain du 15 octobre. Le féodal, le grand commerçant, le vieillard traditionnaliste, le militant de l'UCB, le propriétaire de maisons, le clandestin du PCRV, tous ont la mine ravie. Les couches sociales les plus diverses projettent leurs espoirs dans la rectification, veulent s'annexer la victoire historique du 15 octobre. Ceux qui chantent la fin de la révolution, ceux qui veulent approfondir le processus, ceux qui prétendent que la révolution n'a jamais eu lieu, se retrouvent pour saluer la disparition du CNR.

Au même moment, les rescapés du CNR, qui réaffirment leur fidélité à la Révolution du 4 Août, prennent conscience de la fragilité de leur base sociale. Leur emprise sur les masses a été progressivement entamée par le départ du PAI, la scission de l'ULC-R, la démobilisation au sein des CDR, puis par le choc du 15 octobre. Plusieurs options se présentent pour élargir les assises du Front Populaire: réorganiser et parfaire les structures populaires, s'appuyer sur les syndicats, commencer un dialogue avec le PCRV et le PAI, jeter un pont vers les anciens partis réactionnaires ou certaines de leurs fractions. Apparemment, bousculés par un flot d'imprévus, les responsables du Front Populaire n'ont pas réfléchi aux implications stratégiques de chaque option. Le débat sur l'axe prioritaire n'est guère mené. Les trois organisations communistes, qui se sont engagées dans de "sales guerres" contre le PAI et le PCRV, n'en publient pas une autocritique et ne débattent pas des conditions de l'unité de la gauche révolutionnaire.

Le 31 décembre 1988, Blaise Compaoré trace une perspective générale pour l'élargissement de la base du processus. "Seul le renforcement de la démocratie du peuple peut nous garantir la stabilité politique et le renforcement de la Révolution. Il nous faudra par conséquent veiller à élargir la démocratie en prenant en compte l'ensemble des cadres organisationnels des masses, qu'il s'agisse des organisations politiques, de celles des travailleurs ou de celles des femmes et des jeunes"[74]. Blaise Compaoré affirme que la révolution se déroule dans le cadre du régime économique bourgeois, caractérisé par l'existence de la propriété privée des moyens de production. Par conséquence, l'alliance avec certaines fractions de la bourgeoisie dans la lutte contre l'impérialisme et les entraves féodales, s'impose. "Une telle alliance au plan économique entraîne des alliances sur le plan politique"[75].

Mais très vite, tout le débat est centré sur l'attitude à adopter envers

les organisations démocratiques qui éclosent à l'ombre des partis réactionnaires interdits. Interrogé sur ce point, Blaise Compaoré dit ceci: "Nous avons parlé de l'élargissement de la démocratie. C'est un terrain assez délicat sur lequel il faut avancer doucement. Il y aura des congrès qui vont permettre aux structures du peuple d'apporter leur contribution d'une manière ou d'une autre. C'est vrai que des groupes se sont créés. Ne me demandez surtout pas de définir des critères de distinction entre "démocrate progressiste", "révolutionnaire démocrate", "patriote progressiste", "patriote révolutionnaire" etc (rires)..., car ce qui compte, c'est la pratique révolutionnaire en faveur des intérêts supérieurs de notre peuple. Je me méfie beaucoup des labels. L'enjeu de l'élargissement, c'est évidemment la question de la base sociale du processus révolutionnaire. Aussi, je suis pour l'élargissement qui renforce et consolide le processus et non celui dans lequel le président serait un peu comme un maître de cirque gérant des questions de galeries et de personnes. Derrière un certain sectarisme, un certain gauchisme infantile, se cache une lutte effrénée pour l'appareil d'Etat. Nous disons que les démocrates, les progressistes, les patriotes, les révolutionnaires ont leur place dans le processus. Ils nous aideront à combattre la droite qui, de manière unie, combat le processus. L'essentiel est que nous puissions avoir des démocrates, des patriotes, des révolutionnaires sincères qui s'engagent réellement à assurer avec nous la consolidation de la révolution"[76].

Avant de faire la connaissance de cette nouvelle race des révolutionnaires démocratiques, patriotiques et progressistes, il est utile de se rappeler la branche politique dont elle est issue. Le plus important parti néo-colonial, s'appelle le Rassemblement Démocratique Africain, patronné par Maurice Yaméogo. Parti unique entre 1960 et 1966, il continue à jouer le rôle principal jusqu'en 1980, grâce à des hommes comme Joseph Conombo, Gérard Kango Ouédraogo et Joseph Ouédraogo, l'ancien président du syndicat chrétien.

Le RDA trouve son rival le plus mordant dans le Parti du Regroupement Africain de Nazi Boni et Diongolo Traoré.

Le Mouvement de Libération Nationale de Joseph Ki-Zerbo, participe au gouvernement dans les années soixante-dix. Après 1978, il fusionne avec une dissidence du RDA, dirigé par Joseph Ouédraogo, pour constituer le Front Progressiste Voltaïque.

En 1978, les fidèles de Maurice Yaméogo quittent le RDA, pour lancer l'Union Nationale pour la Défense de la Démocratie. A sa tête: Herman Yaméogo, le fils de Maurice.

Après 1978, le PRA, muté en Union des Forces Progressistes Voltaïques, s'allie au RDA.

Ce bref rappel nous montre que ces milieux se veulent, depuis toujours démocratiques, nationalistes et progressistes. Le 15 octobre 1987, ils se découvrent aussi une vocation révolutionnaire.

Quelles sont maintenant les positions de ces nouvelles organisations qui foisonnent depuis le 15 octobre?

Commençons par la Convention Nationale des Patriotes Progressistes. Ses dirigeants principaux sont Joseph Ouédraogo, ancien syndicaliste chrétien, ancien dirigeant du RDA et du Front Voltaïque Progressiste, Kora Mathias Batabé et Liehoun Gnihan, deux anciens du MLN, et, dans les coulisses, Edouard Ouédraogo, le directeur de L'Observateur. Retraçant l'histoire du CNR, la Convention écrit: "En 1985, il est officiellement publié que le régime politique en place, la Révolution, est dirigé par un consortium de groupes communistes restés jusque-là clandestins. Le pays tout entier comprend alors la nature des exactions, des menaces, des répressions, de la terreur qui s'abattaient sur lui. A la date du 15 octobre 1987, le CNR a fini de tout démolir ('briser l'Etat néo-colonial et ses œuvres'...). On parvint à la rectification dont le processus entend préserver la révolution des excès et des sectarismes groupusculaires". La CNPP veut "un large consensus national et populaire". "La Révolution débarrassée des excès, des utopies et de l'esprit sectaire, retrouve, à peu de choses près, la Social-Démocratie. La CNPP opte pour une orientation de Social-Démocratie, qui est un système politique non-communiste, assurant: l'élection libre et démocratique des organes de l'Etat; la propriété privée de moyens de production, tout en réservant un large secteur stratégique à l'Etat; la solution des grands problèmes socioéconomiques par une concertation permanente entre l'Etat, les organisations des travailleurs et le patronat". Bref, la CNPP n'a même pas fait un petit effort pour enrober ses thèses néo-coloniales dans le langage de la Révolution du 4 Août[77].

Le Mouvement Intérieur de Résistance, apparu déjà sous le CNR, ne manque pas, lui non plus, d'inspiration lorsqu'il peut dépeindre l'enfer du communisme. Après un an de Front Populaire, le MIR se montre déçu. "Toutes les autres forces politiques qui se sont organisées pour soutenir le Front, attendent toujours à la porte. Le système est hermétiquement verrouillé par des groupuscules d'obédience marxiste-léniniste-communiste. Aveuglés par une idéologie qu'on a fini de démystifier ailleurs, ils sont persuadés qu'ils peuvent tout faire ici avec des baïonnettes, même s'asseoir dessus. Au moment où, à Moscou, à Alger, au Kosovo (Yougoslavie), à Santiago du Chili, les peuples se lèvent contre la férule des appareils bureaucratiques, nous, patriotes militants du MIR: dénonçons la prise en otage du pouvoir d'Etat par les groupuscules sectaro-minoritaro-communistes et invitons le Président du Front Populaire à choisir entre ces groupuscules, ramassis d'ambitieux et de voleurs, genre Alfred Conombo et consorts, et l'écrasante majorité du peuple qui veut le soutenir"[78]. Mouvement intérieur de résistance, le MIR se spécialise dans l'importation de la pensée réactionnaire française.

Le Mouvement des Démocrates Progressistes est dirigé par l'ancien tête de liste du RDA-UNDD, Herman Yaméogo.

Il développe sa pensée politique dans La Lettre du MDP, publiée le 8 décembre 1988 à l'occasion de son premier anniversaire. On peut résumer sa philosophie dans quelques notions-clé: Un Chef, un Etat fort, une

politique ni à droite ni à gauche, Unité Nationale, anti-communisme et révolution développementaliste.

Dans son éditorial, le MDP proclame qu'il "est né parce qu'il fallait encourager le Chef de l'Etat". Il a été "le premier mouvement à apporter son soutien au Chef de l'Etat". Il met en garde contre la tendance à "miniaturiser le rôle du Président du Front Populaire"[79]. La manœuvre est tellement transparente, qu'elle laisse une sensation de gêne: Hermann Yaméogo affiche trop ouvertement ses intentions de se servir de Blaise Compaoré en le détachant du Front Populaire. C'est ce que ne manque pas de souligner un militant du secteur 24 dans *Jama n°*1.

Plus loin, le Mouvement des Démocrates Progressistes se dit "profondément attaché à la construction d'un Etat fort"[80].

Il se tient "à équidistance des sectarismes de gauche comme de droite" et s'oppose tant aux "démarches nostalgiques" qu'aux "schémas importés"[81]. Ceci dans le but de "transcender les joutes idéologiques qui fragilisent l'unité nationale". Dans ce sens, le MDP salue "l'appel du 19 octobre 1987 du président du Front Populaire, qui crée les conditions d'une participation sans exclusive de tous les Burkinabè à la vie politique nationale". Mais pour que l'unité nationale soit sans tache, "il faudrait supprimer les CDR", puisque "les CDR ont été condamné d'une manière unanime"[82].

Le MDP dit "combattre l'anti-communisme primaire", sans doute parce qu'après la Révolution du 4 Août, seul un anti-communisme plus sophistiqué fera l'affaire. Aussi, le MDP apporte-t-il son soutien militant à la "reconquête des espaces de liberté" dans "les régimes totalitaires" où Michaël Gorbatchov, lui-même, prend ses distances vis-à-vis "des valeurs sacro-saintes du dogmatisme"[83]. Conclusion: "La dictature du prolétariat génère une nouvelle classe sociale, celle des bureaucrates dont les comportements n'ont rien à envier aux classes exploiteuses de la société bourgeoise"[84].

Reste finalement au MDP d'expliquer pourquoi, avec des transports aussi violents pour l'anti-communisme, il est quand même saisi par le feu sacré de la Révolution et le désir de rejoindre le Front Populaire. Eh bien, voyez-vous, "il existe des révolutions de gauche comme de droite". Il faut se dire aussi que "l'anti-impérialisme est de gauche comme de droite". Par conséquent: "il y en a qui ont de la révolution une conception purement développementaliste". Bref: "Le MDP est convaincu qu'une révolution développementaliste peut seule assurer au Burkina Faso une économie auto-centrée, indépendante et planifiée"[85]. Après quoi Herman Yaméogo, dans la certitude tranquille de sa supériorité morale, dédie une dernière pensée émue "à tous ces croisés des temps modernes qui se sont immolés sur l'autel de la fidélité, de la ferveur révolutionnaire pour l'avènement d'une société providentielle. Le jeu en valait-il la chandelle?"[86]

Toutes ces grandes idées, dira un militant CR dans Jama, "me rappellent la grande ère des régimes néo-coloniaux"[87]. En effet, le MDP ne réussit guère à cacher son but stratégique consistant à liquider les acquis démo-

cratiques et antiimpérialistes de la Révolution du 4 Août. Mais du point de vue tactique, il lui importe d'infiltrer les structures populaires et d'y recruter des sympathisants. Aussi s'étend-il sur "la date historique du 4 août 1983", "porteuse d'espoir" et ainsi de suite[88]. Puis il remâche toutes les critiques qui ont été formulées contre Sankara et le CNR: "méthodes coercitives", "règne de la peur", "découragement de l'initiative privée"[89].

Tout ceci révèle la difficulté extrême de constituer un front avec des formations bourgeoises, dans les conditions où les révolutionnaires dirigent l'Etat. Certes, l'histoire du Tiers Monde connaît des fronts unis anti-impérialistes, mais ceux-ci ont tous été forgés dans le combat violent avec l'ennemi commun. Des communistes et des révolutionnaires ont sacrifié leur vie pour libérer leur pays, entraînant dans la lutte des fractions de la bourgeoisie. Et dans ces combats anti-impérialistes, des bourgeois aussi ont risqué leur vie. Mais les seules vies que le MDP semble prêt à risquer sont celles des responsables du Front Populaires.

La quatrième organisation qu'il faut mentionner, est le Groupe des Démocrates et Patriotes, animé par Issa Tiendrébéogo et Emmanuel Salembéré. D'après les rumeurs, le ministre du Commerce, Frédéric Korsaga et le directeur-général de la police, Alain Ouilima, sympathiseraient avec ce mouvement qui affirme qu'il "soutient, soutiendra et popularisera toutes les actions et décisions du Front Populaire contribuant à consolider et à approfondir notre Révolution. Des analphabètes politiques s'inquiètent de la naissance, après le 15 octobre, d'organisations telles le GDP". Et de rappeler que des groupes comme l'ULC-R, l'UCB et le GCB doivent, eux aussi, leur naissance à un événement heureux, celui du 4 août 1983. Le Groupe des Démocrates et Patriotes critique les "manifestations persistantes et inquiétantes du sectarisme" chez certains communistes qui ne cherchent que "des postes juteux". Ces communistes portent aussi une responsabilité pour le laxisme dans l'administration. "Dans certains départements, des responsables versés dans le "recrutisme" créent la suspicion, la méfiance et une atmosphère peu propice au travail. Certains responsables ne maîtrisent pas leurs dossiers, sont peu travailleurs"[90].

Finalement nous abordons le Groupe des Démocrates Révolutionnaires, autour de Lindou Thiam, Moktar Tall, Vinou Yé, Sidan Séré et Hidasse Gampiné. Le groupe est bien implanté à l'université. Il croit que "la rectification demeure l'approfondissement qualitatif de la révolution démocratique et populaire". Parmi ses idées-forces, il note: "La relance économique et la liberté d'entreprendre en bannissant le volontarisme, les méthodes démagogiques et populistes". Il appelle au renforcement de la démocratie populaire. "Il convient de se défaire de l'esprit de censeur et de juger les organisations politiques sur la base de leur engagement et de leurs pratiques sociales quotidiennes réelles". Il s'en prend implicitement à l'ULC pour ses "caractérisations démobilisatrices, erronées et faciles du genre: 'manifestations de la droite sous la rectification', 'interprétation réactionnaire de l'ouverture démocratique'. Pour le GDR, ce sectarisme cache "la compétition infantile pour les postes de direction...

au détriment du travail de mobilisation à la base". "A l'opposé, nous louons ici les prises de position sur les alliances de classes, prônées par certains militants sincères qui, depuis le 15 octobre 1987, cultivent la tolérance et l'esprit d'ouverture"[91]. Ces fleurs sont destinées à l'UCB.

Passons donc aux réactions des organisations communistes à l'émergence de ce Rassemblement Démocratique Africain - Reconstruit.

Du temps du CNR, l'UCB a toujours fait preuve de la plus grande fermeté dans la lutte contre la réaction. Gabriel Tamini, dressant le bilan de la lutte contre les déviations de Sankara, écrit: "Ce que je condamne, c'est le principe qu'il pose d'arrêter la lutte contre la réaction et la contre-révolution. Parce que la tolérance tous azimuts qu'il prônait, n'était finalement que la restauration de l'ordre ancien et l'annulation de l'axe de classe de la révolution"[92]. En effet, en dépit de ses dénonciations tonitruantes des bourgeois compradore, Sankara croyait que les réactionnaires étaient mus, non par des intérêts de classe, mais par des mauvaises pensées, dont ils pouvaient s'amender. Cette inclination du CNR à se réconcilier avec la réaction, s'exprime admirablement dans un texte d'août 1985. "Le 17 août 1983, soit donc deux semaines après l'avènement de la Révolution, le capitaine Sankara avait reçu les principaux dirigeants des régimes passés: Yaméogo, Lamizana, Conombo, Kango, Joseph Ouédraogo, entre autres. Il leur avait dit ceci: 'Notre révolution est une révolution pacifique, elle tend la main à tous les fils de ce pays. A vous comme aux autres'. En plusieurs autres occasions, le capitaine Sankara a répété que la Révolution ne ferme ses portes à personne. Le CNR croit profondément en la capacité de l'homme de s'amender, de se corriger"[93].

Analysant la situation après le 15 octobre, l'UCB affirme que l'étape historique de la Révolution Démocratique et Populaire impose des alliances stratégiques pour réaliser ses tâches. Les communistes doivent donc accepter de travailler avec des organisations non-marxistes. "Toutes les organisations doivent consentir à partager le pouvoir d'Etat en suivant le principe des meilleures compétences techniques et politiques. La classe ouvrière, la paysannerie, la petite et moyenne bourgeoisie révolutionnaire, le lumpenproletariat constituent l'alliance première, la force et la base sociales fondamentales de la Révolution. Il convient d'identifier éventuellement des fractions de la bourgeoisie ayant intérêt au développement national". Cette dernière ouverture en direction de certaines fractions de la grande bourgeoisie bureaucratique et compradore, étonne, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'une affirmation apparemment contradictoire: "Toutes les organisations doivent reconnaître la ligne anti-impérialiste, anti-réactionnaire et anti-opportuniste définie dans le Discours d'Orientation Politique". Tout en exprimant ses inquiétudes et interrogations quant à la sincérité des organisations démocratiques, l'UCB estime que seule la pratique séparera les opportunistes infiltrés des démocrates véritablement révolutionnaires[94].

D'après l'analyse de l'ULC, les classes réactionnaires gardent leur base

économique au Burkina et elles maintiennent leurs liens avec le capital financier international. Elles interprètent le 15 octobre comme l'échec de la gauche et de la révolution. Elles "tentent de créer une dualité du pouvoir. A côté du pouvoir révolutionnaire, se sont formés des groupuscules réactionnaires qui ont changé de manteau afin de s'infiltrer dans le pouvoir révolutionnaire pour le paralyser et le faire basculer vers l'électoralisme et le parlementarisme bourgeois, comme moyen de restauration du néo-colonialisme. L'ouverture démocratique pour les révolutionnaires ne signifie pas l'ouverture à droite, mais liaison plus solide avec les masses organisées au sein des structures populaires. Elle signifie aussi ouverture à toutes les organisations de masse ou politiques anti-impérialistes et révolutionnaires existant dans notre pays, en vue d'un large Front anti-impérialiste, anti-bourgeois, anti-féodal pour la réalisation des tâches de la Révolution d'Août". Il ne suffit pas d'interdire les partis réactionnaires, "il faut surtout lutter concrètement, pratiquement sur le terrain pour la destruction de la droite". L'ULC définit l'Etat révolutionnaire de la façon suivante: "Dictature pour la bourgeoisie et les forces rétrogrades, démocratie pour les ouvriers, les paysans, les travailleurs", oubliant de situer exactement la place de la bourgeoisie patriotique et anti-impérialiste[95].

Aux yeux du Groupe Communiste Burkinabè, "le Front Populaire ne peut être un rempart anti-impérialiste, que s'il se démarque des ennemis du peuple déguisés en 'amis'". La réaction locale change de langage pour se mettre au goût du jour, mais son objectif reste la restauration du néo-colonialisme. "Le style et la forme ont peut-être changé, mais les méthodes et les arguments sont les mêmes: mensonges, calomnies, intrigues, recours au tribalisme et au régionalisme, emploi systématique de l'anticommunisme, trafic d'influence, etc. S'il s'avère nécessaire d'élargir la base sociale de la Révolution par un travail de mobilisation, sans sectarisme, il s'avère tout aussi indispensable de se démarquer du clientélisme politique. Ni les billets de banque, ni les mobylettes et autres sacs de mil distribués par les faux amis du peuple, ne sont des bases de mobilisation"[96]. Un responsable du GCB nous dit: "Il faut donner un rôle à la bourgeoisie nationale dans l'édification de l'économie nationale, elle peut faire des bénéfices. Mais sur le plan politique, les concessions doivent rester dans des limites précises, les forces populaires doivent garder les leviers du pouvoir"[97]. Position qui rejoint celle des Sandinistes au Nicaragua.

Pour le PCRV, le Burkina vient de traverser une période de pseudo-révolution au cours de laquelle la négation des droits démocratiques a eu des effets négatifs sur la conscience des masses travailleuses. Il revendique "la levée de l'interdiction des partis politiques qui doivent pouvoir exposer au peuple leurs programmes et leurs alternatives politiques"[98]. Une personnalité proche du PCRV, nous dit: "Le GDP, le MDP et les autres groupes, sont des organisations de masse constituées pour soutenir le Front Populaire et la politique de Blaise. Combien d'organisations se sont créées pour soutenir le CNR? Il faut militer dans ces nouvelles formations.

Les progressistes doivent voir comment établir l'alliance avec elles. Nous ne sommes pas dans un Etat socialiste au Burkina".

Ceci s'écarte dans une large mesure du point de vue officiel du PCRV, que voici. "L'opposition bourgeoise réactionnaire, organisée dans les anciens partis politiques réactionnaires, considère le Front Populaire comme une transition nécessaire et inévitable à son retour aux affaires publiques. En effet, les groupuscules révisionnistes sortent de l'époque du CNR complètement affaiblis et discrédités. La lutte politique contre cette somme de nullités politiques dégénérées est un jeu d'enfant pour l'opposition bourgeoise réactionnaire. Elle aspire à la reconquête de ses droits politiques afin de se créer des conditions supplémentaires pour assurer la transition la plus avantageuse pour elle, dans la perspective d'un retour à "une vie constitutionnelle normale", c'est-à-dire la mise en place d'institutions politiques foncièrement opposées à la liberté du peuple"[99].

Le PAI juge que les formations nouvelles constituent en fait "des noyaux de reconstitution des vieux partis réactionnaires. Nous ne contestons pas à ces gens le droit de s'organiser dans ces groupes politiques". Mais la participation de ces groupes droitiers à un Front dirigeant la révolution, conduira, d'après le PAI, à la catastrophe: les intrigues, le tribalisme, le copinage, le fractionnisme se déchaîneront[100].

Au niveau des membres des Comités Révolutionnaires, on constate une inquiétude assez généralisée. Les militants savent que Herman Yaméogo affiche déjà des airs de futur Premier ministre, que d'autres groupes "démocratiques" ont constitué des listes de leurs ministrables. Ils entendent les affirmations de certains démocrates, qu'une fois au gouvernement, ils comptent en découdre bien vite avec les groupuscules insignifiants de communistes. Plusieurs membres de bureaux CR nous déclarent que des responsables de la droite leur ont promis de l'argent, du sucre, voire même des mobylettes, au moment des élections. Dans un secteur où les partisans de la Révolution du 4 Août, divisés en deux blocs se combattent depuis cinq ans, un membre du bureau nous dit: "Les gens du GDP et du MDP ont proposé de nous donner des moyens logistiques, une voiture, du carburant etc. pour pouvoir contrecarrer l'autre groupe".

Les militants constatent qu'immédiatement après le 15 octobre, la droite a commencé à exercer une forte pression sur le pouvoir, clamant: "Nous vous soutenons de cœur et d'esprit, ouvrez-nous les portes". Au lieu de chercher à renforcer leurs liens avec les masses, certains révolutionnaires se sont laissés entraîner dans des palabres avec la droite. Des révolutionnaires indépendants nous confient leur impression que le débat sur les nouvelles formations constitue une manœuvre de diversion, visant à ne pas aborder sérieusement la question de l'unité des organisations communistes et de leur épuration. Ils pensent que, dans la conjoncture actuelle, la droite vise prioritairement l'éclatement des trois organisations communistes. Rappelez-vous, nous disent-ils, que la scission de l'ULC-R, début 1987, a précipité la chute de Sankara.

Pour d'autres CR, il doit être possible, à condition que l'unité des communistes se réalise bientôt, de constituer une alliance saine avec certaines formations démocratiques et de priver, autant que faire se peut, l'impérialisme de ses forces d'appui burkinabè.

Chemin tortueux, avenir radieux

"...à condition que l'unité se fasse bientôt". Cette unité impossible qui a précipité la fin de Sankara. Incapable de réaliser l'unification sur une base marxiste, l'homme a cherché l'unité autour de ses conceptions décousues. "Le glas sonne pour les groupuscules", s'exclamait Bamouni. "Nous voulons la Révolution sans la tutelle d'aucune organisation", surenchérissaient les transfuges du PAI.

Après l'éclatement des innombrables contradictions dans la violence, le 15 octobre 1987, l'UCB, l'ULC et le GCB affirment que leur désunion a été nourrie par les intrigues du président défunt. La révolution continue, ajoutent-ils, mais nous rectifierons les erreurs. Nous éliminerons la contrainte et développerons la démocratie, nous mettrons fin à la division et réaliserons l'unité.

En dépit d'un certain scepticisme, beaucoup de révolutionnaires veulent bien les croire. Mais désormais, les trois organisations se trouvent au pied du mur. Orphelines de Sankara, elles doivent maintenant faire leurs preuves. Récemment encore parties intégrantes du CNR, se rendent-elles compte de l'ampleur des autocritiques à faire? Confrontées à une droite relancée, prennent-elles conscience de la course contre la montre qui s'est déclenchée? La responsabilité de la révolution retombant complètement sur leurs épaules, se concentreront-elles sur des initiatives stratégiques capables de maîtriser les événements?

Les dirigeants de l'UCB, de l'ULC et du GCB savent que l'unification constitue leur tâche principale, la plus complexe, celle qui décidera de tout le reste. Cependant, ils ne libèrent pas les cadres nécessaires pour jeter, par un travail collectif, les bases solides de l'unité. Bien sûr, il faut mettre la situation sous contrôle, faire des tournées d'explication, reprendre en main les structures populaires, dresser le bilan, exposer les événements du 15 octobre, assurer le travail gouvernemental, élaborer le programme et les statuts du Front, réorganiser et renforcer sa propre organisation... Ce n'est qu'en juillet 1988 que les trois formations produisent un projet de plate-forme, sanctionnant leur unité idéologique et politique. Après amendements, le texte définitif circule à la fin de 1988.

La Plate-forme Programmatique pour l'Unification constitue une synthèse des points de vue communs, déjà acquis dès octobre 1987. On n'y trouve pas d'analyses nouvelles qui aplanissent d'autres différences politiques ou qui approfondissent l'autocritique.

Des problèmes de fond restent en suspens. Ainsi, le document affirme

que l'économie garde un caractère néo-colonial, que les entreprises comme la Sosuco et la mine de Poura dépendent toujours des capitaux impérialistes. Mais plus loin, il dit que l'Etat liquidera la domination impérialiste en saisissant, par sa participation, les leviers de commande de l'économie. Or, l'Etat possède 83% de la Sosuco et 60% de Poura[101]. Selon le texte, la bourgeoisie compradore, économiquement puissante, la classe parasitaire la plus dangereuse, constitue l'ennemi principal. Suit une affirmation contraire: comme la bourgeoisie compradore tient les capitaux, "il faut appliquer une politique clairvoyante pour promouvoir l'investissement national"[102]. La Révolution Démocratique et Populaire, dit le document, exerce "une dictature vis-à-vis de la réaction"; elle garantit, si nécessaire "par la force sous toutes ses formes", les intérêts du peuple. Mais comme le CNR faisait déjà amplement usage de tous ces mots et que la réaction ne se portait pas si mal, on saisit difficilement la substance concrète de cette thèse[103].

La plate-forme ne contient pas l'ébauche d'une seule autocritique vis-à-vis du PCRV et du PAI. Au contraire, elle promet d'annihiler les "actions putschistes de déstabilisation des anarcho-syndicalistes", formule qui a cautionné toutes sortes d'excès sous le CNR. La plate-forme se veut aussi "point de ralliement de toutes les organisations communistes", ce qui revient à exclure une discussion d'égal à égal avec des partis marxistes-léninistes défendant leur propre programme[104]. Comme si la position dans l'Etat accorde automatiquement l'hégémonie politique.

Pour la dixième fois, le document égrène le chapelet des tares dont souffre le mouvement: "faible implantation parmi les ouvriers", "absence de travail dans la paysannerie", "faiblesse de la formation théorique", "ignorance des réalités objectives", "intrigues, subjectivisme" et cetera[105]. Mais il ne propose pas de mesures contraignantes d'ordre stratégique, pour y rémédier. Aussi, le texte ne convainc-t-il guère lorsqu'il affirme que, sous le CNR, "des camarades se sont trempés dans le feu de l'opposition téméraire à l'opportunisme dominant" et que "l'unité idéologique, politique et même pratique (a été) réalisée la veille du déclenchement de la rectification"[106].

Après la lecture de la plate-forme pour l'unification, on ne saisit pas quelle en est la cible, quelle est la contradiction principale que le mouvement a résolue. Rien n'empêchait de la rédiger douze mois auparavant. Elle semble exprimer un intérêt conjoncturel pour l'unité, que de multiples prétextes pourraient remettre en cause. Si elle s'en tient à des généralités inoffensives, ce n'est pas par ignorance des points brûlants. "Les questions d'organisation et de fonctionnement ont toujours été la grande faiblesse des communistes burkinabè". Et de citer le laxisme, l'absence de normes ou leur violation outrancière, le recrutisme sans principes...[107] Pourquoi alors ne pas prendre le taureau par les cornes? Pourquoi ne pas produire des analyses concrètes des cas les plus significatifs de piétinement des règles d'organisation? Seule la dissection des fautes les plus graves permet de formuler des règles statutaires fonctionnelles et d'en faire comprendre

la nécessité. Mais comme le chat fuit l'eau chaude, le texte esquive tout ce qui est concret. Ainsi, il promet d' "épurer l'organisation de ses éléments dégénérés, ambitieux, entretenant les rivalités malsaines, le servilisme et le bureaucratisme"[108]. L'éloquence du passage garantit que les auteurs savent de quoi et de qui ils parlent. Pourquoi dès lors ne pas amputer l'organisation des spécimens les plus dégénérés et les plus arrivistes, en tirant l'enseignement d'une telle opération?

L'approche de l'unification des communistes, influence la conception de l'ouverture démocratique.

Dans le premier article de ses statuts, le Front Populaire déclare qu'il veut s'élargir aux "organisations politiques (qui luttent) contre l'impérialisme et toutes les forces de domination intérieures"[109]. Cette prise de position implique un choix: à partir de l'analyse d'ensemble des forces politiques burkinabè, le Front doit décider s'il s'efforcera à gagner des alliés parmi la gauche ou parmi la droite. Ce choix incontournable, il faut le faire dans la clarté. Si l'on exprime sa volonté de dialogue avec le PAI et le PCRV, il importe de se donner les moyens pour y parvenir. L'initiative d'une telle démarche revient nécessairement aux organisations du Front Populaire, puisque la méfiance, sinon l'hostilité règne du côté du PAI et du PCRV. Le PCRV, qui, malgré la répression, a maintenu son organisation clandestine entre 1978 et 1983, considère les groupes créés après le 4 août comme des formations révisionnistes, se précipitant sur les postes offerts par les militaires. Le PAI garde un traumatisme de son passage au CNR et de son expulsion honteuse. Le CNR a traité de contre-révolutionnaires ces deux partis, leurs membres ont été licenciés, persécutés, torturés même. Il faudra beaucoup de tact pour panser ces blessures encore toutes fraîches. Ni le PAI, ni le PCRV ne s'engageront dans un dialogue, sans qu'on ne leur garantisse l'égalité, l'indépendance, l'autonomie et les droits démocratiques. Gagner des alliés à gauche nécessite donc des efforts créatifs et soutenus. En plus, un dialogue avec le PAI et le PCRV obligera les trois organisations à approfondir leur évaluation critique de la période du CNR et à rechercher une plate-forme commune sur la base du marxisme-léninisme.

Mais en fait, l'UCB, l'ULC et le GCB ont essayé de se dérober à ce choix inévitable. Les trois organisations n'ont pas activement cherché à rallier les forces de gauche ni celles de droite. Elles ont laissé l'initiative aux autres. Et elles ont été acculées par les assauts intempestifs d'une droite, ivre de rectification.

L'approche, tant de l'unification que des alliances, influe aussi sur le développement de la démocratie à l'intérieur des structures populaires. On se rappelle que l'expulsion, en 1984, des militants de la LIPAD-PAI des bureaux CDR, a notoirement affaibli ces structures. Une alliance loyale avec le PCRV, le PAI et le mouvement syndical aurait amené des militants anti-impérialistes conséquents dans les structures renouvelées. Mais rien de tel ne se produit.

S'enlisant dans des généralités à propos de l'unification, l'UCB et l'ULC prêtent le flanc aux manœuvres de la droite. Au moment où ces deux organisations s'accordent sur une Plate-forme Programmatique, certains de leurs militants s'engagent dans une véritable guerre clanique. Le 9 juillet 1988, nous assistons à l'élection du bureau de l'UFB de la commune de Baskuy. Les militantes de l'UCB y forment bloc avec la droite et avec des femmes inorganisées pour empêcher l'élection d'Alima Traoré, la première responsable de la Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes, membre de l'ULC. Marie-Madeleine Ouédraogo, la femme de l'ancien colonel Joani Ouédraogo, seule candidate au poste de secrétaire générale, est élue par acclamations. Salimata Somé, la femme du ministre Philippe Somé, bat Alima Traoré par 32 voix contre 29. Plusieurs militantes de l'UCB nous confient qu'elles ne considèrent pas Madeleine et Salimata comme des révolutionnaires, mais qu'elles ont voté pour elles sur consigne. Nous écoutons par après de longues litanies de médisances, de ragots, de moqueries sur Alima Traoré, que personne n'aurait le courage de répéter en public. Ainsi, des communistes tirent orgueil de la liquidation politique d'autres communistes, sous l'œil particulièrement attentif de la droite. Des incidents aussi néfastes se sont produits à plusieurs reprises. Ils n'ont pas fait l'objet d'une enquête de la part des directions de l'UCB et de l'ULC; il n'y a eu ni analyse, ni critique, ni conclusions. Interrogés à ce propos, des responsables de l'UCB affirment que la direction de l'ULC a, la première, rompu certains accords électoraux. Ce que nie, bien entendu, l'ULC. Mais la meilleure réplique des communistes à des comportements incorrects serait-ce le déclenchement d'une avalanche d'actes sans principe?

De toute façon, à plusieurs occasions, des communistes ont soutenu des candidats de la droite dans l'unique but de barrer la route à d'autres communistes. Une personne, dirigeant la section provinciale d'une Union Nationale, nous dit: "Tous les membres de mon bureau, sauf un, ont été élus pour d'autres raisons que leur militantisme. Ils ne font rien, ils sont du bois mort. Tout le poids de l'organisation retombe sur ma tête". Les Assises nationales du 26, 27 et 28 janvier 1989 dénoncent "l'inactivité, le laxisme de certains responsables, l'infiltration des Comités Révolutionnaires par des opportunistes et des réactionnaires pour liquider de l'intérieur le pouvoir populaire. Ils sont nombreux, ces bureaux qui n'ont jamais convoqué d'assemblée générale depuis leur installation"[110]. Ceci inaugure mal l'élargissement de la démocratie sur le terrain où elle doit se réaliser par priorité: dans les structures populaires.

Les Assises nationales sur le bilan d'un an de Rectification débutent le 26 janvier 1989 dans une atmosphère assez trouble: le large consensus sur l'élargissement démocratique semble confisqué par la droite. Partout elle s'agite pour faire croire que l'élargissement signifie l'entrée de la droite, à égalité avec la gauche, à la direction du Front Populaire. Un responsable du Front nous dit: "Nous ne pouvons plus reculer dans la

question de l'ouverture démocratique. Elle a soulevé trop de forces. Il est impossible d'interdire ces organisations, sans qu'elles descendent massivement dans la rue." Des tendances se dessinent à la capitulation devant le chantage. Et la droite se fait menaçante. Mais l'arrogance nouvellement retrouvée, la pousse à commettre une gaffe. Au deuxième jour des Assises, elle publie un numéro de *L'Observateur*, quotidien de droite interdit. Ainsi, sous le nez des policiers et des gendarmes, elle prouve sa capacité d'imprimer un journal, sans que ces fins limiers en aient vent. Effrayés, les militants adoptent la motion suivante.
"Considérant notre volonté de préserver et d'élargir les libertés démocratiques dans le strict respect de notre orientation antiimpérialiste et antiréactionnaire;
considérant les antécédents provocateurs et la nature réactionnaire de l'Observateur(...)
Nous condamnons ce défi inadmissible à l'ordre révolutionnaire;
invitons la direction politique à l'interdiction de la publication de l'Observateur, la poursuite et la repression des auteurs et complices de sa diffusion"[111].

Alors le problème de l'ouverture démocratique dominera l'ensemble des travaux des Assises. Mais mal préparée, mal posée, la question de l'ouverture provoque la confusion et le désarroi.

Si personne ne met en doute la nécessité d'élargir la base sociale de la révolution, les opinions divergent sur le sens à donner au mot "ouverture".

Une opinion, assez largement répandue, est exprimée par Pousbila Ouédraogo, membre du bureau de coordination des CR ouvrier du Kadiogo. "Depuis le 15 octobre 1987, des voix qui, hier, le 22 mai 1983, s'élevaient à travers les rues de Ouagadougou contre les forces révolutionnaires insurgées à Pô, expriment leur volonté de soutenir, aujourd'hui, le mouvement de rectification. L'histoire du peuple chilien doit nous servir de leçon. Malgré la dissolution des partis réactionnaires, ces derniers vivent sous d'autres appellations qui tiennent compte de la température du moment. Pas de compromis avec la réaction!"[112].

A l'autre extrème, on entend les remarques suivantes: "Où sont les réactionnaires dont vous parlez?", "Les bases sociales de nos organisations communistes n'ont rien de différent par rapport à celles des organisations démocratiques"[113].

Certains pensent qu'on doit se limiter à reconnaître une existence légale aux organisations nouvelles qui en remplissent les conditions. Elles pourraient participer aux élections des structures populaires, sans que les anciennes pratiques de la corruption et d'achat des voix soient tolérées. Dans le Front Populaire n'entreraient que les organisations qui agissent effectivement contre l'impérialisme et la féodalité. D'autres organisations resteraient dans l'opposition, sans que cela n'exclue des concertations sur certaines questions.

Au cours du mois de janvier, la Coordination, lors de la préparation des Assises, mène toujours la discussion en termes assez généraux. On

ne dispose pas de rapports d'analyse sur les écrits et sur les interventions orales des différentes organisations nouvelles, sur le passé des dirigeants et sur leurs agissements lors des élections. Toutefois, l'ULC, l'UCB et le GCB se mettent d'accord sur la position qui sera officiellement présentée par Blaise Compaoré. Personne ne fait observer que la chose est prématurée au vu des divergences qui subsistent et de l'incompréhension qui existe à la base. La question du rapport entre la Coordination du Front Populaire et les Assises n'est pas non plus soulevée. Si les Assises sont souveraines et constituent l'organe consultatif supérieur, alors ses différents membres ont le droit de se battre pour leur opinion et la Coordination devra prendre en compte l'opinion majoritaire qui se dégage. Si l'on attribue aux Assises une fonction de mobilisation et de sensibilisation, la Coordination adopte une position unitaire qu'elle défend par l'intermédiaire de ses organisations constituantes.

Le 26 janvier, dans son Rapport Introductif, Blaise Compaoré dit ceci. "L'ouverture démocratique est une exigence de l'histoire. Les tâches inhérentes à la construction de notre patrie ne peuvent être accomplies que par l'ensemble des couches et classes sociales. Aujourd'hui, de nouvelles organisations soutenant le processus, ont fait leur apparition. D'autres anciennes organisations de gauche sollicitent ou entretiennent des rapports (avec nous). De telles alliances, quand elles aboutiront, ne devront se traduire comme un retour à des politiques et pratiques condamnées par l'expérience, qu'elles soient opportunistes de gauche ou de droite ou simplement réactionnaires. Nous veillerons scrupuleusement au maintien de la ligne révolutionnaire conséquente sur la base de la pratique, en séparant constamment l'ivraie du bon grain. Nous réaliserons l'unité réelle du peuple dans la lutte anti-impérialiste, une unité qui accroît la base sociale de la Révolution, tout en préservant son maintien et son approfondissement"[114].

La première journée des débats à la commission politique, sur soixante intervenants, cinquante mettent en garde contre une ouverture inconsidérée vers la droite. Ceci conduit à l'adoption d'un rapport qui comporte des accents particuliers et qui provoquera un incident majeur. En voici l'essentiel. Le rapport affirme que le Front Populaire constitue une alliance anti-impérialiste qui permet de développer le débat démocratique et d'aiguiser la lutte des classes. "Nos libertés rejettent toute possibilité pour les forces réactionnaires – bourgeoisie, féodalité coutumière et religieuse – de continuer à exploiter librement les masses laborieuses. L'élargissement de la démocratie consiste en une association plus grande des masses aux prises de décision. Ainsi, le Statut prévoit le droit d'adhésion d'un certain nombre d'organisations de masse et d'organisations politiques avec droit de représentativité dans les instances dirigeantes. Il faut cependant que nous restions vigilants pour barrer la route aux réactionnaires qui s'agitent sous d'autres manteaux. C'est sur le terrain de l'action qu'il faut porter l'appréciation finale"[115].

Déchiffré, ce message semble défendre le statu quo et exclure un élargissement à d'autres organisations politiques.

Lorsque Moïse Traoré, le responsable principal de ces Assises, présente cette position dans le rapport de synthèse, les participants ont l'impression qu'il ne se trouve pas sur la même longueur d'ondes que le président.

Quelques jours après la clôture des travaux, la radio annonce que le président Blaise Compaoré a démis Moïse Traoré de sa fonction de secrétaire d'Etat à l'Habitat et à l'Urbanisme. Le président lui reproche son laxisme, son indiscipline et son manque de rigueur dans la conduite des Assises. En effet, le 25 janvier, une centaine de membres des trois organisations communistes ont été convoqués au ministère de l'Administration Territoriale pour uniformiser les points de vue. Comme on s'attendait à de chauds débats au niveau de la base, les communistes devaient intervenir de façon concertée selon le consensus dégagé à la Coordination du Front. Mais prétextant la présence de non-membres, Moïse n'a pas mis en discussion les instructions. Pendant le déroulement des Assises, il n'a pas non plus réuni les principaux responsables pour que la position de la Coordination sur l'ouverture soit correctement défendue. En plus, lors de la présentation du rapport de synthèse, Moïse a sauté la partie socio-culturelle.

Et voici que, sur le chemin escarpé de l'unité, une crise orageuse s'abat sur l'ULC. Elle est dans l'air depuis son 1er Congrès, tenu en septembre 1988, au cours duquel Alain Zoubogo a remplacé Moïse Traoré comme secrétaire général. L'éviction de ce dernier a été préparée, du moins d'après la version de Simon Compaoré et de Moïse Traoré, par des "intrigues dégoûtantes" et "des tournées de 'sensibilisation' à coup de commérages inqualifiables"[116]. Le Comité Central réplique en exigeant qu'ils avancent des faits pour prouver leur accusation de "grosses magouilles autour du congrès"[117].

Viennent les Assises. Simon Compaoré et Moïse Traoré affirment que le Comité Central a donné des instructions aux militants pour "fouetter les organisations démocratiques". Les Hauts-Commissaires de l'ULC ont été convoqués, en l'absence de Moïse, pour recevoir les mêmes directives. Bref, les Assises ont vu des manœuvres orchestrées par Alain Zoubogo pour couler Moïse Traoré. Le Comité Central répond qu'un seul délégué a tenu les propos rapportés et qu'il a été immédiatement rappelé à l'ordre par le Comité Central[118].

La direction de l'ULC considère la démission de Moïse Traoré en tant que secrétaire d'Etat comme une sanction individuelle, ne regardant en rien l'organisation. Le 6 février 1989, Blaise Compaoré demande à l'ULC de retirer Moïse de la Coordination. Le 13 février, le Comité Central le remplace par Jean-Pierre Sawadogo. Manque de solidarité élémentaire de l'organisation avec un de ses cadres? Pas du tout, répond la direction, puisque Moïse lui-même "a refusé toute responsabilité à l'organisation, au moment où le Camarade Président a décidé de lui confier les responsabilités au Secrétariat d'Etat et dans l'organisation des Assises"[117]. Ensui-

te, Moïse a envoyé une autocritique sur son attitude lors des Assises, au Président du Front, sans en informer son parti[119].

Moïse Traoré et Simon Compaoré accusent la majorité du Comité Central de duplicité: elle trouve l'unification avec l'UCB trop risquée au vu du grand nombre d'éléments anti-communistes qui s'y cachent et elle pense que l'ouverture livrera l'Etat à la réaction. Mais le rapport des forces ne permettant pas d'exprimer clairement cette opinion, il en résulte une "politique de la hyène: biaiser, ne jamais aller droit au but, on brandit un argument à un moment, puis un autre totalement opposé"[120]. Le Comité Central, pour sa part, dénonce l'esprit anti-parti qui transparaît à travers ces calomnies.

La Conférence nationale de l'ULC délibère sur une motion exigeant l'exclusion de Moïse Traoré et de Simon Compaoré du Comité Central pour "fractionnisme, attitudes anti-parti, arrivisme et ambiance impossible de travail"[121]. En outre, elle demande le retrait de Simon de la Coordination du Front. La motion passe avec 79 voix pour, 6 voix contre, 6 abstentions et 2 refus de vote[119]. Le mardi 14 mars, à 17h45, Simon Compaoré reçoit un coup de téléphone lui apprennant que l'ULC le retire de la Coordination et lui interdit de se rendre à la réunion prévue pour 18h. Pour ne pas avoir observé cette instruction, Simon se verra suspendre de l'organisation.

Fin provisoire d'un épisode peu exaltant: Moïse Traoré et Simon Compaoré annoncent le 4 avril "la naissance de l'Organisation Communiste dénommée Pour Le Parti"[122].

Les militants de base de l'ULC, qui constatent que discourant sur l'unification, on s'achemine doucement vers la dislocation, se posent des interrogations inquiètes.

Les premières concernent le centralisme démocratique. Un membre de l'ULC nous dit ceci: "Au congrès, nous avons élu Alain, seul candidat au poste de secrétaire général. Alain a proposé les membres du Comité Central. Puis la direction a réorganisé les structures et nommé les responsables des cellules. Pour perpétuer ce fonctionnement qui n'a rien à voir avec le centralisme démocratique, on invoque la clandestinité. Normalement, la base doit élire ses responsables et ceux-ci doivent décider des camarades qui entreront au comité central. Nos structures relèvent toujours de la féodalité où le chef peut refondre l'organisation d'après ses visées".

Ensuite, certains font remarquer qu'il y a six mois, l'ULC a adopté des statuts qui stipulent qu'un membre du Comité Central ne peut être démis que par le congrès ou par une majorité des deux tiers du comité central. La Flamme rétorque en soulignant que plus de quatre-vingts pour cent des participants à la Conférence ont adopté la motion ratifiée par après par le Comité Central. Et elle contre-attaque: "La direction politique de l'ULC peut-elle encore accepter en son sein des éléments qui ont passé tout leur temps à enregistrer secrètement nos débats lors des réunions sur

des cassettes et qui ont utilisé d'autres personnes pour enregistrer en d'autres occasions? Assûrément que non! Ce sont des traîtres!"[123]

Nous avons aussi noté plusieurs interrogations sur le rôle des militaires à la direction de la révolution. Constatant la léthargie de leurs organisations civiles, paralysées par des querelles mesquines, les militants de base ont le vague sentiment que les militaires dominent le cours des événements. "Lors des Assises, nous n'avons pas constaté le laxisme et l'indiscipline dont on accuse Moïse, nous dit un délégué de secteur. Personne ne nous a fourni des explications et des preuves. Beaucoup de militants commencent à prendre peur". D'autres se demandent quel organe a prononcé en bonne et due forme la sanction contre Moïse Traoré. Comme il a commis une faute en tant que responsable de la Coordination du Front Populaire, il fallait que cet organe en statue et entende la défense. Cela n'a pas été le cas. Plusieurs militants expriment leur sentiment de ne plus rien comprendre et ajoutent: "C'est une affaire des militaires".

"Non, répond Moïse Traoré, le président était bien obligé de tirer la sonnette d'alarme. La sanction qu'il a prise, est avant tout un avertissement aux organisations. Les intrigues autour de l'unification et de l'ouverture démocratique ne peuvent pas s'éterniser. Le président a l'impératif de gérer l'Etat. Puis, il y a les questions militaires, avec Boukary Kaboré qui s'agite au Ghana"[124].

Mais ajoutons que des inquiétudes identiques concernant le centralisme démocratique et le rôle des militaires, s'expriment parmi les militants de l'UCB, après l'éviction d'Etienne Traoré, en février 1989, du bureau politique et du comité central. La base reste simplement dans l'ignorance des divergences politiques qui pourraient justifier une telle mesure extrême. Un intellectuel nous renvoie à une étude qu'il a redigée en septembre 1988 où l'on lit: "Le parti se fortifie en s'épurant de ses éléments opportunistes. Nos organisations préfèrent s'épurer des éléments marxistes-léninistes qu'elles accusent d'avoir le 'complexe de lutteur'".

De toute façon, il est évident qu'une certaine inquiétude s'exprime dans les derniers discours de Blaise Compaoré. Le mercredi 22 février 1989, il prend la parole à Diapaga.

"Il est question maintenant d'agir. Le plus important est de gagner la bataille pour la démocratie, la bataille pour l'exercice conséquent du pouvoir populaire. Par le passé, le pouvoir populaire, suite à des déviations, a été finalement le pouvoir d'un certain nombre d'individus qui se sont fait élire et se sont démarqués ensuite du service du peuple. Les forces rétrogrades ne sont pas vaincues et elles espèrent profiter d'une lassitude des révolutionnaires pour se remettre en activité. Je souhaite à toutes et à tous beaucoup de détermination, beaucoup d'abnégation dans le combat qui, chaque jour, sera de plus en plus complexe et rencontrera de plus en plus de difficultés"[125].

La révolution burkinabè se poursuivra-t-elle? Oui, dit Blaise Compaoré, si nous gagnons la bataille pour la démocratie. Mais la victoire dans cette

bataille dépendra de l'utilisation d'une arme pratiquement inconnue au Burkina: le débat loyal, franc et public entre toutes les forces de gauche.

Nombre de militaires et pas mal de communistes souffrent d'une même maladie: leurs oreilles ne supportent guère la contradiction. Sous le CNR, les comités de garnison promettaient allègrement la mort à Soumane Touré et à sa clique ainsi qu'aux dirigeants rêveurs du PCRV, pour s'être attaqués au CNR et à son Président. Mais les différents groupes politiques, eux aussi, ont l'habitude de pourfendre les opportunistes de droite et de gauche en faisant le vide autour d'eux. Des deux côtés, on observe une tendance à imposer son hégémonie en écrasant les formations qui divergent sur certains points de stratégie. Toute contradiction prend vite la couleur de l'antagonisme.

Quand on prive les organisations révolutionnaires et leur presse écrite du droit de mener des débats ouverts et francs, on voit surgir partout à Ouagadougou cette hydre dont les quatre têtes s'appellent rumeur, intrigue, ragot et tract anomyme. Privée de l'arme de la discussion loyale, la révolution part perdante dans le combat contre ce dragon.

Mais fermant la bouche à des organisations de gauche, on renforce aussi la présence d'un autre spectre. Sankara dénonçait l'impérialisme à longueur de journée, mais il interdisait les publications des syndicats, de la LIPAD-PAI et du PCRV. Ceux qui se faisaient prendre avec cette littérature subversive passaient quelques moments fort pénibles. En revanche, la littérature impérialiste, de Jeune Afrique à L'Express et aux feuilles 'religieuses', pouvait se répandre librement à travers le Burkina. Pendant qu'on clamait que la liberté a un caractère de classe, des syndicalistes se trouvaient en prison et des pasteurs d'innombrables sectes préparaient l'arrivée d'un Messie venant des Etats-Unis ou de France.

L'absence de débat fait pousser la duplicité et la fourberie. Un tel tient des discours sur de nobles principes, mais il met en pratique l'opposé exacte. Tel autre critique brillamment, les meilleurs citations à l'appui, les comportements inqualifiables de certains cadres qu'il compte éliminer. Ce but atteint, il s'installe, la conscience tranquille, dans la même magouille. Un troisième développe, avec grand art, une ligne politique, mais dès que le climat change, il reprend avec autant de conviction la ligne contraire. "La réinstauration du débat démocratique est aujourd'hui un souci maintes fois affirmé du Front Populaire", déclare la Commission politique aux Assises de janvier 1989[126]. Seule la contradiction, publiquement portée, permet de faire éclater dans un court laps de temps, toute forme de duplicité et de fourberie politiques.

Critiqués et attaqués publiquement, les communistes seront obligés de développer un style matérialiste et dialectique. Ils sortiront du vain bavardage sur des mots et sur des généralités pour opposer à leur contradicteurs, plus de chiffres, plus de faits vérifiés et plus d'analyses convainquantes.

L'autocritique, cette potion magique, tant vantée mais peu consommée, pourra enfin apparaître comme un remède tout simple et tout naturel. Celui qui a argumenté en détail sa position face à des contradicteurs,

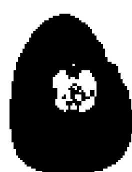
comment pourra-t-il, au moment où les réalités de la vie réfutent ses affirmations, échapper à l'analyse de ses propres erreurs?

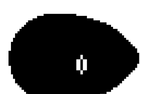
Le combat de plus en plus complexe et difficile, qu'annonce Blaise Compaoré, se déroulera, d'après tous les indices, autour de l'unification, de l'ouverture démocratique et du rôle des militaires dans le processus. Le débat franc, loyal et public entre toutes les composantes de la gauche, décidera, dans une large mesure, de son issue.

L'UCB, l'ULC et le GCB se trouvent, une nouvelle fois, à la croisée des chemins. Pourront-elles se reprendre par des réponses conséquentes aux questions de l'unification, de l'ouverture démocratique et de la place des militaires dans le processus? Ou connaîtront-elles de plus amples luttes intestines et l'effritement? Dans ce cas, la droite goûtera sa revanche. Mais il est peu probable que sa jouissance durera de longues saisons. La crise de l'impérialisme tenaille le Burkina. Une partie du peuple a acquis une conscience démocratique et nationale. Des organsiations politiques et syndicales ont accumulé une riche expérience. Et les jeunes militaires ont le cœur à gauche.

Comme le disait un vieux sage chinois: même si le chemin s'avère tortueux, l'avenir de la révolution est radieux.

Bruxelles, 25 avril 1989







Postface

Un mois après avoir terminé ce livre, nous pouvons décrire le premier virage dangereux sur cette route sinueuse que la révolution burkinabè vient d'entamer.

Le 15 avril 1989, une conférence unitaire, réunie à Ouagadougou, publie une déclaration où l'on lit: "Les révolutionnaires conséquents du Burkina Faso décident de créer l'Organisation pour le Démocratie Populaire/Mouvement du Travail (ODP/MT) cadre organisationnel unique où peuvent et doivent militer tous les révolutionnaires burkinabè"[127].

L'annonce surprend le tout Ouaga. Elle tombe comme la foudre sur les organisations démocratiques qui entrevoient déjà le spectre du parti unique.

Et pourtant, comme le long calvaire de l'unité semble interminable, cette conférence unitaire est marquée par un grand nombre dábsents.

Une station imprévue du chemin de la croix est abordée le 1er avril, lorsque le GCB propose de faire un bilan de la pratique unitaire des quatre organisations présentes. Notons ici que depuis quelques mois, les militaires constituent une fraction à part pour éviter que les frictions entre les trois organisations communistes soient répercutées au sein de lármée. Apparemment, le bilan que demande le GCB a pour origine sa crainte des "manifestations inquiétantes de vélléités hégémonistes" du couple UCB-Fraction militaire. Il náccepte pas non plus "le dépôt des listes exhaustives des militants". D'après le GCB, la conférence unitaire devra choisir un Comité Central, chargé de "la mise en place progressive des structures de la nouvelle organisation"[128]. En fait, le GCB redoute que l'organisation unifiée soit étouffée sous le poids des individus qui ne cherchent qu'à boire et à manger et qui feront rentrer dans la danse politique les anciens partis réactionnaires. "Le tentation est grande pour certains petits-bourgeois de se constituer une base économique et de se mettre à l'abri du besoin. La tendance est alors d'abandonner le travail révolutionnaire tout en gardant un langage de lutteur. Dans sa hargne pour amasser le maximum en peu de temps, cette fraction n'hésite pas à nouer des alliances dans les milieux les plus décriés par les masses. Le vertige de l'ascension rapide, ajouté à l'action corrosive de la bourgeoisie

réactionnaire, font de ces éléments des alliés objectifs de la contre-révolution. La bourgeoisie réactionnaire a recours au dénigrement, à la corruption, aux tentatives de division des révolutionnaires. Aujourd'hui, le vent de démocratie qui souffle lui fait croire que l'heure est venue. Elle multiple les actions tout en se cachant sous le manteau de la Révolution"[129]. Sur ces propos coriaces, le GCB éclate. Une conférence extraordinaire de militants du GCB, convoquée le 10 avril, dénonce "les positions zigzagantes de la direction" qui est accusée de "groupisme" et de "lutte conservatrice de chefs et de sous-chefs"[130].

A la réunion du 1er avril, l'ULC se déclare prête pour la conférence unitaire du 15 avril, mais elle souligne la nécessité d'y aller les quatre organisations ensemble, y compris le GCB. Blaise Compaoré accepte que chacun soumette les problèmes survenus à sa base et que la Commission préparatoire discute des conclusions[131]. L'ULC, sous le feu nourri du groupe Pour Le Parti, éprouve des difficultés à se maintenir debout. "Moïse Traoré et Simon Compaoré, dit-elle, sont partis parce qu'ils ont perdu leur paradis: l'appartenance à la Coordination du Front Populaire avec toute l'exploitation opportuniste qu'ils en faisaient pour assouvir leurs intérêts personnels et égoïstes. Ils ont pensé que le meilleur moyen d'y revenir au plus vite, est de créer une organisation à part, le PLP, Pour Le Poste". Les scissionnistes s'allient avec les ennemis de l'ULC et visent la destruction de l'ULC et de tout le mouvement communiste au profit de la droite, conclut le Comité Central de l'ULC[132].

Lorsque ce dernier se réunit le 9 avril, un vent de panique le pousse à l'incohérence. Le Comité Central veut la conférence unitaire, au besoin sans le GCB. Mais il faut d'abord faire le point sur la situation de l'ULC après le départ des scissionnistes. L'organisation propose de remettre l'unification au 27 mai. Mais l'ULC ne communique pas ces positions au président du Front Populaire. Elle les consigne dans une lettre qui arrive le 16 avril à 23h55 chez Laurent Sédogo, le président de la Commission préparatoire. Or, entre temps, l'unification est déjà réalisée...sans l'ULC et sans le GCB.

Le 16 avril, Pour Le Parti, après une existence longue de douze journée entières, proclame solennellement "sa dissolution au profit de ce nouveau cadre unitaire, creuset fondamental et historique pour la création du Parti d'avant-garde"[133]. Des militants du GCB, en rupture avec leur direction, rejoignent aussi l'Organisation pour la Démocratie Populaire / Mouvement du Travail. Des "militants mécontents" de l'ULC rédigent un tract: "Notre Secrétaire Général nous a trahi. Exigeons notre adhésion à l'ODP/MT car nous avons participé aux opérations préparatoires de cette unification et nous ne devons pas récolter comme "fruit", notre mise à l'écart"[134]. Coincée de tous les côtés, la direction de l'ULC essaye de se rattraper. "Le plénum du Comité Central, réuni ce jour 21 avril 1989, proclame solennellement l'adhésion de notre organisation au cadre unitaire qu'est l'Organisation pour la Démocratie Populaire/ Mouvement du Travail"[135]. Une tendance de l'ULC, avec Léonard Compaoré et Célestin

Tiendrébéogo, veut se rallier immédiatement. Alain Zoubogo propose une négociation à l'ODP/MT. Mais le 30 avril, il se voit obligé de se rendre sans conditions.

L'unité s'est ainsi réalisée dans des circonstances bien particulières. L'UCB, l'ULC et le GCB se perdant depuis 1986 dans le labyrinthe de l'unification, il a fallu que surgît in extremis la fraction militaire pour les pousser d'une main ferme vers la sortie. Les civils s'unissent après un violent accès de fièvre où se sont mélangées les divisions, les haines et les rancunes.

Les militaires révolutionnaires, particulièrement touchés par le drame du 15 octobre 1987, ont insisté le plus sur l'nification, craignant, en cas d'échec, une "issue catastrophique"[136].

On peut d'ores et déjà noter quelques traits marquants dans les premières publications de l'ODP/MT.

D'abord l'accent mis sur le rôle des capitalistes nationaux dans l'édification économique du pays. "Les opérateurs économiques nationaux doivent progressivement prendre la place des opérateurs économiques étrangers en ce qui concerne nos investissements"[137].

Ensuite, l'importance accordée à l'unité du peuple. "L'axe politique central de l'ODP/MT est la défense des intérêts du peuple. Par la formulation des mots d'ordre répondant aux intérêts généraux et particuliers des travailleurs, l'OPD/MT entend être la voix la plus autorisée du peuple"[138]. Il s'agit de diriger les transformations dans le sens du capitalisme d'Etat, correspondant à l'étape anti-impérialiste actuelle, sans que se perde la perspective socialiste.

Plus loin, signalons l'approche des problèmes syndicaux. "L'unité des organisations syndicales sera un point décisif dans l'organisation des travailleurs. Leur éparpillement constitue l'une des raisons de la démobilisation"[138]. Dans ce domaine très délicat au Burkina, seul le respect de l'autonomie et de l'égalité pourra éviter des frictions avec la CNTB dirigée par Tolé Sagnon et avec la CSB de Soumane Touré.

L'ODP/MT lance aussi un appel aux "groupes révolutionnaires hésitants ou en dehors du Processus de Rectification" à "rejoindre le cadre unitaire"[136]. Des discussions sont entamées avec le PAI et l'ULC-Reconstruite, mais il nous est impossible de dire si elles portent sur les conditions d'adhésion à l'ODP/MT ou si elles se mènent entre partenaires égaux.

Dans les statuts de l'ODP/MT, soulignons parmi les devoirs des membres, deux points. "Agir avec modestie, avoir un sens élevé du sacrifice et du dévouement dans le travail révolutionnaire". Il importera de vérifier le sens pratique donné à ce devoir. En effet, on parle depuis longtemps de la nécessité d'épurer les organisations des éléments qui les ont rejointes dans le seul but d'obtenir une situation et d'accéder à des postes de direction. Ensuite, les membres doivent "défendre l'unité et la pureté idéologique de l'Organisation contre le fractionnisme et l'opportunisme". Au vu des conditions particulières dans lesquelles l'unité s'est réalisée, il faudra des efforts soutenus pour unifier les idées politiques à travers le

débat politique et la critique et láutocritique.

Finalement, si les statuts évoquent la liaison avec les ouvriers et les paysans, ils ne mentionnent pas la ligne de masse. Pourtant, être à l'écoute des masses, concentrer leurs idées justes, apprendre auprès des masses et des forces progressistes, constitue un aspect du style de travail communiste qu'il importe de souligner.

Il faudra attendre les prochains virages sur le long chemin de la révolution burkinabè, pour voir à l'épreuve la solidité de l'unification au sein de l'Organisation pour la Démocratie Populaire / Mouvement du Travail.

Bruxelles, le 29 mai 1989

Ludo Martens, Boulevard Lemonnier 171, Bruxelles 1000, Belgique, 02-513.54.83

Notes

Chapitre I

1. *Sidwaya*, lundi 19 octobre 1987, p.3.
2. *Sidwaya*, mardi 4 août 1987, pp.6-7.
3. Discours d'Orientation Politique DOP., 2 octobre 1983, Imprimerie de la Presse Ecrite, Ouaga, pp.15-17.
4. *Ibidem*, p.33.
5. *Solidaire*, 19 août 1987, p.12.
6. *DOP*, p.36.
7. Discours de l'An III, *Carrefour africain*, n°947, 8 août 1986, p.8.
8. *Ibidem*, pp.10.
9. Déclaration de Sankara à l'ONU, *Carrefour africain*, n°852, 12 octobre 1984, p.16.
10. *Ibidem*, p.17-18.
11. *Solidaire*, n°31, 20 août 1986, pp.11-14.
12. *Ibidem*.
13. *Solidaire*, n° 12, 25 mars 1987, pp.14-15.
14. Tract "Le destin d'une révolution?", Dakar, 23 novembre 1987.
15. ZIEGLER Jean, *La victoire des vaincus*, ed. du Seuil, 1988, p.157.
16. Lettre de Pierre Ouédraogo, 19 juin 1986, n°860300 CNR.SGN- CDR.DSSP.
17. Lettre d'Alain Coefe, 24 juin 1986, n°0069 CNR.MTC.CAB.
18. Procès-verbal, comité CDR de l'Asecna, signé Ouédraogo Moustafa et Sawadogo Macaire, 26 décembre 1986.
19. Procès-verbal, CDR Asecna, signé Ouédraogo Moustafa et Sawadogo Macaire, 24 janvier 1987.
20. Lettre de Moustafa Ouédraogo, 3 avril 1987, n° 018 SGN- CDR.CMTC.CDR-Asecna.
21. Compte rendu Assemblée Générale du 7 avril 1987, CDRAsecna, 9 avril 1987, signé Moustapha Ouédraogo.
22. Pierre Ouédraogo, Message porté, texte clair n°870471, CNR.SGN-CDR.CAB, 10 avril 1987.
23. Désiré Traoré et Tobie Somé, *Sidwaya*, vendredi 4 septembre 1987, p.9.
24. *Sidwaya*, 11 septembre 1987, p.10.
25. Lettre au Directeur Général de la Presse Ecrite, Comisec du MTC, 7 septembre 1987, signé Kaboré Désiré.
26. UGEV-AEVF, *Encore une fois sur la lutte de ligne au sein de l'AEVF*, décembre 1978, p.20.

27. UGEV-AEVF-mouvement du 21 juin, sous-section Toulouse, *Pour une juste orientation du mouvement étudiant*, novembre 1979, p.67.
28. UGEV-AEVF, *Encore une fois...*, p.21.
29. *Ibidem*, pp.30 et 35.
30. *Ibidem*, pp.43-44.
31. Entretien avec Karim Traoré, Paris, 16 octobre 1988.
32. Entretien avec 4 membres du bureau du CR de l'université de Ouaga, 9 août 1988, 9h - 11h.
33. *Mémorandum sur la dissolution du Bureau National des Etudiants*, Secrétariat Général National des CDR, 6 septembre 1986.
34. THOMAS SANKARA, *Libération de la Femme, une exigence du futur*, 8 mars 1987, Editions du SGN-CDR, juillet 1987, p.15.
35. Entretien avec Véronique Phoda et Marceline Ouédraogo, Ouagadougou 17-31 mars 1988.
36. Entretiens avec Alima Traoré, Ouagadougou, 17-31 mars 1988; 16 et 18 août 1988.
37. *Résultats des travaux du Séminaire National des Femmes*, Kaya, 5-8 mars 1988, *Rapport de la Commission juridique*, p.4.
38. Lolowulen - Spécial Semaine Nationale de la Femme Burkinabè, SGN-CDR, 1985, pp.7-22.
39. *Solidaire*, n° 31, 20 août 1986, p.14.
40. Entretien avec Béatrice Damiba, Ouaga, 27 février 1989, 10h15-11h30.
41. *Résultats des travaux*...Kaya, 5-8 mars 1988, *Rapport de la Commission politique*, pp.1 et 5.
42. Entretien avec Halidou Ouédraogo, Ouaga, 6 juillet 1988.
43. *Le Travail, organe du Front Syndical*, Spécial n°2, mars 1988, Ouagadougou, p. 4; *Libération Afrique Caraïbe-Pacifique*, juillet-août-septembre, 1984, n°22, p.6.
44. *Ibidem*, pp.8, 9 et 10.
45. *Education Nouvelle, organe du SNESS*, BP. 113, Ouagadougou, *Travaux du XIIe Congrès*, 26-30 décembre 1984, pp.37-38 et 74.
46. *Ibidem*, pp.70-71 et 36-37.
47. *Ibidem*, pp.34-35 et 72.
48. *Carrefour Africain*, n° 854, 26 octobre 1984.
49. *Le Travail, organe du Front Syndical*, Spécial n°2, mars 1988, Ouagadougou, pp.9-10.
50. *Ibidem*, p.11, fac-similé Décret 85-078/CNR/PRES.
51. Tract "A bas les putschistes de la nouvelle droite!" Secrétariat permanent UCB, Ouaga, 1 février 1985.
52. Babou Paulin Bamouni, dans *Carrefour Africain*, n°885, 31 mai 85, p.7.
53. Communiqué de Presse, *Sidwaya*, vendredi, 1er février 1985, p.3.
54. *Carrefour Africain*, n°869, 8 février 1985, p.16.
55. *Carrefour Africain*, n°870, 15 février 1985, p.9.
56. *Carrefour Africain*, n°873, 8 mars 1985, p.7.
57. *Le Travail, organe du Front Syndical*, Spécial n°2, mars 1988, Ouagadougou, p.26, Fac-similé Décret n°85321/CNR/PRES/REFI.
58. *Ibidem*, p.29, Fac-similé Lettre Circulaire N° 32/EN, Philippe Somé, 12 juin 1985.
59. *Ibidem*, p.32, Fac-similé Kiti N° 85-068/CNR/PRES/MEN.
60. *Ibidem*, p.35, Fac-similé Contrat d'Embauche CNR-Ministère de l'Eau.
61. *Sidwaya*, 3 août 1987, p.9.
62. *L'Unité, organe de liaison et de lutte de la CSB*, BP 1469, Nouvelle Série, n°2, Soumane Touré, Lettre 26 Mai 1987.
63. Tract "Déclaration du Comité de Garnison de Ouagadougou" 1er juin 1987, signé le délégué Sgt Ilboudo Boukary.
64. *L'Unité*...pp.29-31.
65. *Ibidem*, pp.15-17.
66. Entretien avec Halidou Ouédraogo, Ouagadougou, 6 juillet 1988.
67. Discours d'Ouverture, Conseil National Syndical 3,4 et 5 juin 1987, SAMAB, BP. 95, Ouaga, pp.5 et 9.
68. Entretien avec François Palé, Ouaga, vendredi, 5 août 1988.
69. Entretien Kader Cissé, Ouaga, 6 août 1988.
70. Déclaration politique de militants de l'ULC-R, Ouaga, 2 février 1987.
71. *Le Prolétaire* n° 8, mai 1988, pp.2 et 4, pp.9 et 5, p.6, pp.7-8.

72. *Recommandation*, signé: Les CDR Géographiques de la Province du Kadiogo non daté: deuxième moitié mai 1987.
73. Cahier de notes de Laurent Sédogo.
74. *Le Prolétaire* n° 9, p.2.
75. Entretien avec Béatrice Damiba, Ouaga, 26 juillet 1988, 8-10 h.
76. Entretien avec Kilimité Hien, Ouaga, 4 juillet 1988.
77. *Lettre Ouverte n°2* à l'Empereur du Faso, Thomas Sankara, signé: A.S.O.; G.E.D.A.;A.E.S.O.; bureaux CDR. non daté: début juin 1987.
78. *Carrefour Africain* n° 1000, 21 août 1987, pp.8-11.
79. *Sidwaya*, n° 828, pp.2, 8-9.
80. *Le Prolétaire*, n° 9, 7 novembre 1987, édito, p.1.
81. Entretien avec Jean-Marc Palm et Issa Konaté, Ouaga, 1 décembre 1988, 18h-20h30.
82. Entretien avec Pierre Ouédraogo, Ouaga, 4 mars 1989, 11h30-13h.
83. *Carrefour africain*, n°1002, 4 septembre 1987, p.8.
84. Entretien avec Kader Cissé, Ouaga, 6 août 1988.
85. Entretien avec Blaise Compaoré, 26 juillet 1988, 19h.
86. Entretiens avec Arsène Ye, 5 juillet – 2 septembre 1988.
87. Mémorandum sur le événements du 15 octobre 1987, mars 1988, stencilé, p.27.
88. *Ibidem*, p.12.
89. Entretien avec François Ouédraogo, 15 août 1988.
90. *Discours d'Orientation Politique*, 1983, Imprimerie de la Presse Ecrite, Ouagadougou, p.15.
91. Entretien avec Gilbert Tamini, Ouagadougou, 5 juillet 1988, 11-13h.
92. *Discours prononcé par le représentant du Bureau National des Etudiants et le Bureau National des Elèves*, Tenkodogo, 2 octobre 1987, document ronéotypé.
93. Entretien avec Hien Kilimité, Ouagadougou, 4 juillet 1988.
94. Entretien avec Jonas Somé, Ouagadougou, 11 juillet 1988.
95. *Mémorandum sur les événements du 15 octobre 1987*, Front Populaire, mars 1988, version ronéotypée, p.26.
96. *Carrefour Africain*, n° 1007, 9 octobre 87, pp.4-5 et 10.
97. *Sidwaya* n°876, 13 octobre 1987, p.2.
98. Entretien avec Hien Kilimité, Ouagadougou, 4 juillet 1988.
99. Entretiens avec Arsène Ye, Ouagadougou, 5 juillet-2 septembre 1988; 3 décembre 1988, 12h – 13h30.
100. Tract "*Quel vent de malheur?...*", Ouagadougou, 11 octobre, signé Jonas Somé pour le BNE.
101. *Sidwaya* n° 877, 14 octobre 1987, p.3.
102. *Mémorandum*...p.27
103. SENNEN Andriamirado, *Il s'appelait Sankara*, éd. J.A., 1989, pp.83 et 84.
104. *Ibidem*, p.81.
105. *Mémorandum*...Annexe 3, fac-similé Bordereau d'Attribution ETIR; Annex 4, fac-similé Bon de Commande n° 005/87/ETIR.
106. *Mémorandum*...pp.46 et 36; p.36.
107. *Ibidem*, p.15.
108. *Jeune Afrique Magazine*, n°43, décembre 87, p.56.
109. *Jeune Afrique*, n° 1400, 4 novembre 1987, p.18.
110. *Jeune Afrique*, n° 1401, 11 novembre, p.32.
111. *Jeune Afrique Magazine*, n° 43, décembre 1987, pp.56-57.
112. *Jeune Afrique*, n° 1400, 4 novembre 1987, p.19.
113. *Jeune Afrique Magazine*, n° 43, décembre 1987, p.58.
114. *Ibidem*, p.59.
115. *Jeune Afrique*, n° 1400, 4 novembre 1987, p.15.
116. *Libération*, mardi 27 octobre 1987, p.16.
117. Diendéré Gilbert, entretien, Ougadougou, 7 juillet 1988, 810h.
118. Compaoré Ousseini, entretien, 7 juillet 1987, 15h-16h15.
119. Palm Jean-Pierre, entretien, 5 juillet 1987, 9h-10h30.
120. Compaoré Blaise, entretiens, 8 juillet 1988, 17h30; 26 juillet 1988, 19h.
121. *Jeune Afrique*, n° 1400, 4 novembre 1987, p.22.
122. *Libération*, 26 octobre 1987.
123. *Libération*, 21 octobre 1987.

124. *Libération*, 19 octobre 1987.
125. *Jeune Afrique*, n° 1400, 4 novembre, p.23.
126. *Libération*, 26 octobre 1987.
127. Compaoré Blaise, Recueil des discours, février 1988, éd. AIB BP 2507, Ouagadougou, pp.13-14.

Chapitre II

1. Mongo Beti, Préface au livre *Burkina Faso*, de Babou Paulin BAMOUNI, éd. L'Harmattan, 1986, p.12.
2. YE Arsène, *Profil politique de la Haute-Volta*, éd.: SNG-CDR, avril 1986, p.79
3. SAVONNET-GUYOT Claudette, *Etat et sociétés au Burkina*, éd. Karthala, 1986, p.156.
4. *Ibidem*, p.159.
5. *Le Prolétaire*, ULC-R, n°7, 11 janvier 1986, pp.3-4.
6. Entretien avec Laurent Sédogo, Ouaga, 16 septembre 1988.
7. Discussion avec Jean-Baptiste Lengani, Ouaga, 28 février 1989.
8. *Carrefour Africain*, n°spécial, 29 novembre 1975, cité dans SAVONNET-GUYOT, p.163.
9. Entretien avec Laurent Sédogo, Ouaga, 25 février 1989, 10h15 - 11h30.
10. SAVONNET-GUYOT, p.169.
11. *Ibidem*, p.170.
12. *Bug-Parga*, numéro spécial, janvier 1981, p.5.
13. *Le Monde*, 27 novembre 1980.
14. Cité dans Arsène YE, *Profil politique de la Haute-Volta*, avril 1986, Ouaga, p.97.
15. *Armée du Peuple*, organe du CSP, n°1, p.12.
16. *Armée du Peuple*, n°2, p.9.
17. Entretien avec Pierre Ouédraogo, 4 mars 1989, 12h00 - 13h30.
18. *Armée du Peuple*, organe du CSP, n°3, p.7.
19. BAMOUNI Paulin Babou, *Burkina Faso*, éd. L'Harmattan, 1986, p.174.
20. Entretien avec Pierre Ouédraogo, Ouaga, 3 décembre 1988, 18-21 h.
21. SENNEN Andriamirado, *Sankara, le rebelle*, éd. Jeune Afrique, 1987, p.47.
22. *Armée du Peuple*, n°2, p.15.
23. Entretien avec Blaise Compaoré, Ouaga, 25 juillet 1988.
24. Entretiens avec Arsène Yé,Ouaga, 5 juillet - 2 septembre 1988.
25. *Armée du Peuple*, n°0, p.2
26. *Armée du Peuple*, n°0, pp.7, 8 et 9.
27. *Armée du Peuple*, n°2, pp.6-7.
28. Entretien avec Jean-Pierre Palm, Ouaga, 5 juillet 1988.
29. *Armée du Peuple*, n°3, p. 6.
30. *Carrefour africain*, n°831, 18 mai 1984, p.15.
31. Blaise Compaoré, Lettre, été 1983, dans: BAMOUNI, *Burkina Faso*, éd. L'Harmattan, 1986.
32. *Ibidem*, pp.91-93.
33. *Le Prolétaire*, n°4, p.5;
34. *Ibidem*, pp.3-4 et 9.
35. *Bug-Parga*, n°18, p.5.
36. *Ibidem*, pp.16 et 40.
37. *Ibidem*, p.14.
38. *Ibidem*, p.10.
39. *Ibidem*, p.19.
40. *Ibidem*, p.38.
41. MAO ZEDONG, tome II, p.476.
42. LENINE, *La maladie infantile*, tome 31, pp.66-71.
43. PAI, *Rapport du Bureau exécutif*, 28-29 août 1987.
44. SAVONNET-GUYOT Claudette, *Etat et société au Burkina*, Karthala, 1986, p.181.
45. BAMOUNI, *Burkina Faso*, p.154; SENNEN Andriamirado, *Sankara, le rebelle*, éd J.A. 1987, pp.128-129.
46. Entretien avec François Ouédraogo, Ouaga, 15 août 1988.
47. Entretien avec Mahamadi Badini, Ouaga, 23 février 14h45-16h15.

48. Entretien avec lieutenant Honoré Nombré, Ouaga, 22 février 1989, 15h-17h.
49. Cité dans le *Mémorandum sur les événements du 15 octobre*, F.P., Mars 1988, p.15.
50. Cahier de notes de Laurent Sédogo.
51. PAI, Déclaration du IVe plénum du C.C., 13 mai 1988, p.18.
52. PAI, *Rapport du bureau exécutif central*, 28 et 29 août 1987, pp.10, 13, 17-18.
53. Entretien avec Arsène Yé, Ouaga, 5 mars 1989, 10h-11h15.
54. Déclaration du CC du PAI, 24 octobre 1987, p.4.
55. *Les tâches de l'UCB dans les CDR*, texte ronéotypé, début 1987.
56. Entretien avec Adama Touré, Ouaga, 3 mars 1989, 10h-12h.
57. Entretien avec Blaise Compaoré, Ouaga, 25 juillet 1988, 18h.
58. *Mémorandum sur les événements du 15 octobre 1987*, Front Populaire, mars 1988, p.5.
59. *Carrefour africain*, n°897, 23 août 1985, pp.15 et 13.
60. *Sidwaya*, n°828, mardi 4 août 1987, p.4.
61. Entretien avec Serge Théophile Balima, Ouaga, 17-31 mars 1988.
62. Entretien avec Blaise Compaoré, Ouaga,7 juillet 88, 21h- 22h50.
63. *Mémorandum*, pp.6-7.
64. PAI, *Rapport du bureau exécutif*... p.53.
65. Entretiens avec Arsène Yé, Ouaga, 5 juillet - 2 septembre 1988.
66. Entretien avec François Ouédraogo, Ouaga, 15 août 1988.
67. RAPP Jean-Philippe, *Sankara, un nouveau pouvoir africain*, éd.Favre, 1986, p.92.
68. Entretien avec Issa Konaté, Ouaga, 1 décembre 1988, 18h-20h.
69. Entretien avec Mathieu Ouédraogo, Ouaga, 5 août 1988.
70. Entretien avec Béatrice Damiba, Ouaga, 26 juillet 1988, 8h-10h.
71. *Carrefour africain*, n°997, 17 juillet 1987, p.15.
72. *Regards Africains*, n°6-7, octobre 1987-mars 1988, Genève, p.6.
73. *Carrefour africain*, numéro de fin septembre-début août 1983, p.13.
74. *A l'adresse des militants de l'Inter-CDR*, Coordination Nationale des Structures Populaires, texte ronéotypé, 28 pages, p.3.
75. *Carrefour Africain*, n°832, 25 mai 84, p.11.
76. *A l'adresse*... p.5.
77. *Statut général des CDR*, CNR, 17 mai 1984, articles 92 et 4
78. *Ibidem*, p.53.
79. *Ibidem*, articles 1, 11, 38 et 86.
80. *Ibidem*, articles 49 et 50.
81. *Première Conférence Nationale des CDR*, Documents finaux, 1986, p.35.
82. *Statut*, article 53.
83. *Carrefour africain*, n°901, 20 septembre 1985, p.5.
84. *Carrefour africain*, n°849, 21 septembre 1984, pp.12 et 14.
85. *A l'adresse*... p.6.
86. *Ibidem*, p.12.
87. *Première Conférence*... p.125.
88. *Première Conférence*... p.19.
89. *Ibidem*, p.30.
90. *Ibidem*, pp.36-37.
91. *Ibidem*, pp.126 et 130.
92. *Ibidem*, pp.21 et 39.
93. *Ibidem*, pp. 20, 22, 29, 31 et 43.
94. RAPP Jean-Philippe: *Sankara, un nouveau pouvoir africain*, éd.Favre, 1986, p.103.
95. *Message du président du Faso*, 4 août 1985, *Carrefour africain*, n°894, 9 août 1985, p.16; Première Conférence, p.87.
96. *Message*... p.16; Première Conférence, pp.24 et 32.
97. *Message*... p.13, Conférence, p.57.
98. *Message*... p.16; Conférence, p.121.
99. *Conférence*, pp.26 et 116.
100. *Ibidem*, pp.44, 31 et 30.
101. *Ibidem*, pp.34 et 37.
102. *Ibidem*, pp.126-129.
103. *Lolowulen*, n°4, août 1986, SGN-CDR, p.16.
104. *Deuxième Conférence Nationale des CDR*, SGN-CDR, juin 1987, p.42.

105. *Ibidem*, p.31.
106. *Ibidem*, p.37.
107. SANKARA, *Discours de l'An IV*, *Carrefour africain*, n°1000, 21 août 1987, p.11.
108. *Deuxième Conférence Nationale des CDR*, SGN-CDR, juin 1987, p.162-127.
109. *Ibidem*, p.161.

Chapitre III

1. L'essentiel des informations contenues dans ce chapitre provient du *Rapport du Bureau Exécutif Central au Ve Congrès du Parti*, 28 et 29 août 1987, 68 pages, édité par le PAI du Burkina.
   Certaines informations sont tirées d'entretiens à Ouagadougou avec Soumane Touré (8 août 1988 de 16h à 18h; 21 novembre 1988 de 16h15 à 17h30; 2 décembre 1988) et avec Philippe Ouédraogo (4 décembre 1988 de 11h à 13h)
2. *Programme du Parti Africain de l'Indépendance de Haute-Volta*, 8 pages, ronéotypé.
3. *L'Avant-Garde*, organe du CC du PAI: *Présentation du PAI du Burkina*, 11 pages. Non daté (1988?).
4. Tract: *La bande à Soumane Moustique ou les liquidateurs de la CSB*, secrétariat général de l'UCB, Ouaga, 27 janvier 1985.
5. Entretien avec Soumane Touré, 8 août 1988, 16h – 18h.
6. *Carrefour africain, n°* 873, 8 mars 1985, p.33.
7. *Afrique Asie*, n°312, 2-15 janvier 1984.
8. *Carrefour africain*, n° 832, 25 mai 1984, éditorial.
9. *Carrefour Africain*, n° 852, 12 octobre 1984, p.32.
10. *Carrefour Africain*, n° 873, 8 mars 1985, p.34.
11. *Déclaration du IVe Plénum extraordinaire du CC du PAI*, 13 mai 1988, ronéotypé, 23 pages, p. 2.
12. Entretiens avec Jean-Baptiste Oualian, Paris, 3-4 décembre 1988.
13. *Jeune Volta*, Nouvelle Série, Organe de l'UGEV, n° 1, juillet 1972, p.15 (Plateforme de lutte anti-impérialiste), pp. 10-11, pp. 20 et 16.
14. *L'Etudiant d'Afrique Noire*, organe de la FEANF, n° 78, Spécial 33e Congrès extraordinaire, pp. 17, 16, 2, 16, 20 et 19.
15. *Deux pratiques, deux lignes politiques au sein de l'AEVF*, AEVF Sous-section de Paris, p.5.
16. *Encore une fois sur la lutte de ligne au sein de l'AEVF*, décembre 1978, AEVF Sous-section de Paris, p.26.
17. *Deux pratiques...*, pp. 22, 19 et 20.
18. *Encore une fois...*, pp. 30 et 49.
19. Ibidem, p.15.
20. *Deux pratiques*, p.7, citant le *VIIIe Congrès*, p. 120.
21. *Jeune Volta*, organe de l'UGEV, *Spécial IXe Congrès*, pp. 31 et 21.
22. *Ibidem*, pp. 62 et 78.
23. *Le Prolétaire*, n°1, p.7.
24. *Ibidem*, pp. 10-13.
25. *Ibidem*, p.8.
26. *Le Prolétaire* n° 0, pp. 15-19.
27. *Bug-Parga*, organe central du PCRV, n°13, octobre 1981, p.8.
28. *Ibidem*, p.64.
29. *Ibidem*, pp. 49 et 4.
30. *Manifeste du PCRV*, 19 février 1979, pp. 2-3.
31. *Le Prolétaire* n° 3, oct. 1979, p. 17.
32. *Le Prolétaire* n° 1, pp. 29-30.
33. *Ibidem*, pp. 28-29.
34. *Ibidem*, p. 34.
35. *Bug Parga* n°13, p. 16.
36. *Ibidem*, pp. 20 et 19.
37. *Carrefour africain*, n°798, 30 septembre 1983, p.28.
38. *Le Prolétaire*, Groupe marxiste-léniniste, Lettre Ouverte, pp. 41-45.
39. *Le Prolétaire* n°1, pp. 23-24.
40. *Bug-Parga*, n°13, p. 39.

41. *Ibidem*, p. 35.
42. *Ibidem*, pp. 34 et 37-38.
43. *Bug-Parga*, n°2, p. 16.
44. *Bug-Parga*, n°7, p. 7.
45. *Bug-Parga*, n°11, pp. 5-7.
46. *Bug-Parga*, numéro spécial, sept. 1981 ,p. 21.
47. *Ibidem*, p. 19.
48. *Le Travailleur*, Organe du Synter, n°1, Spécial Ier Congrès, p. 39.
49. *Ibidem*, p. 12.
50. *Ibidem*, p. 43.
51. *Bug-Parga*, n°17, mai 83, p. 3.
52. *Ibidem*, p. 5.
53. *Ibidem*, p. 10.
54. *Ibidem*, pp. 10, I6 et 17.
55. *Bug-Parga*, n°13, p. 27.
56. *Déclaration du PCRV du 15 juin 1983*, tract, pp. 1-4.
57. *Bug-Parga*, n°24, juin 1987, pp.3, 4, 3 et 5, 5, 6, 12-13.
58. *Ibidem*, pp. 6, 26, 9, 8, 6, et 26.
59. *Ibidem*, p. 21.
60. *Ibidem*, pp. 19, et 18-19.
61. *Ibidem*, pp. 30-31.
62. *Carrefour Africain*, n°854, 26 octobre 1984, p.16.
63. Manuscrit, 15 septembre 1988, p.3-4. Archives de l'auteur.
64. *Bug-Parga*, n°21, p. 11.
65. *Bug-Parga*, n°25, p. 5.
66. *Le Prolétaire*, n°4, p. 23.
67. *Le Prolétaire*, n°5, p. 5.
68. *Le Prolétaire*, n°6,mai 1982, p. 7.
69. *Ibidem*, pp. 20, 5, 6-7 et 16.
70. *Les colères d'un "prolétaire"*, document de l'ULC, p.5.
71. *Le Prolétaire*, n°4, p. 26.
72. *Ibidem*
73. *Ibidem*, p.2.
74. *Le Prolétaire*, n°2, p. 11.
75. *Le Prolétaire*, n°4, pp. 5 et 4.
76. *Ibidem*, p. 13.
77. *Ibidem*, pp. 13-14.
78. *Ibidem*, pp. 21 et 17.
79. *Ibidem*, pp. 21-22.
80. *Journal du SAMAB*, n°2, Spécial 1er Congrès, p.39.
81. Entretien avec Kader Cissé, Ouagadougou, 30 novembre 1988.
82. Entretien avec Emile Paré, Bruxelles, 17-19 octobre 1988.
83. *Le Prolétaire*, n°5, pp. 4 et 9.
84. *Le Prolétaire*, n°8, p. 2.
85. *Le Prolétaire*, n°9, Annexe I, pp. 3-4.
86. *Ibidem*, annexe III.
87. *Ibidem*, annexe I, p. 5.
88. Entretien avec Kader Cissé.
89. Entretien avec Jean-Pierre Palm, Ouagadougou.
90. Photocopie de la lettre, archives des auteurs.
91. *Maîtrise de la Vie*, édition de l'AMORC, 1986, p.10.
92. *Manuel Rosicrucien*, Editions Rosicruciennes, Villeneuve-Saint-Georges, France, 1987, p. 21. Toutes les autres citations proviennent de cette source.
    Sur la Rose-Croix et autres sectes du même genre, on lira: Chevaliers du vingtième siècle, André Van Bosbeke, édition EPO, Anvers, Belgique, 1988.
93. *Nouvelles Radicales*, décembre 1988, pp. 7, 8, 9, 10, 17 et 6.
94. Entretien avec Kader Cissé, Ouaga, 6 août 1988.
95. *La Flamme*, n°5, p. 10.
96. *La Flamme*, n°4, p. 5.
97. *Ibidem*, p. 18.

98. Entretien avec Blaise Compaoré, Ougadougou, 28-30 mars 1988.
99. *La Flamme*, n°7, p. 25.
100. *Ibidem*, p. 31.
101. *La Flamme*, n°1, pp. 2-3.
102. *La Flamme*, n°, pp. 40-41.
103. *Ibidem*, p. 32.
104. *La Flamme*, n°1, p. 7.
105. *La Flamme*, n°3, p. 22.
106. *Ibidem*, pp. 21-34.
107. *La Flamme*, n°7, p. 35.
108. *Ibidem*, p. 37.
109. Entretien avec Thiombiano Taladidia, Ouagadougou, 23 novembre 1988.
110. Entretien avec Etienne Traoré, Pierre Bidima et Gilbert Tamini, Ouagadougou, 28 novembre 1988, 16h – 18h.
111. Entretien avec Arsène Yé, Ouaga, 5 juillet-2 septembre 1988.
112. Entretien avec Clément Ouédraogo, Ouaga, 23 août 1988.
113. *Voie Prolétarienne*, n° 2, p. 13.
114. *Voie Prolétarienne*, n°1, p. 19.
115. *Ibidem*, p. 23.
116. *Voie Prolétarienne*, n°2, p. 15.
117. *Voie Prolétarienne*, n°4, pp. 17-18.
118. *Voie Prolétarienne*, n°5, p. 13.
119. *Voie Prolétarienne*, n°1, p. 6.
120. *Voie Prolétarienne*, n°2, p. 4.
121. *Voie Prolétarienne*, n°1, pp. 15 et 12.
122. *Voie Prolétarienne*, n°6, pp. 12 et 16.
123. *A bas les putschistes de la nouvelle droite!* Tract de l'UCB, 1er février 1985, p. 3.
124. *Voie Prolétarienne*, n°5, p. 8.
125. *Bulletin Interne, Travaux de la Troisième Conférence de l'UCB*, 23-24 octobre 1987, pp. 6-7.
126. *Ibidem*, p. 9.
127. Xarebi, *journal sénégalais*, n°14, novembre 1987, p. 7.
128. *Voie Prolétarienne*, n° 8, pp. 65, 61, 59, 62 et 63.
129. *Séminaire UCB*, 1, 2 et 3 juillet 1988, compte-rendu, archives de l'auteur.
130. *Voie Prolétarienne*, n° 2, p. 5.
131. Notes prises au cours du séminaire, archives de l' auteur.
132. Entretien avec Jean-Marc Palm et Issa Konaté, Ouagadougou, 1 décembre 1988, 18h – 20h30.
133. *En Avant*, n°0, p. 32.
134. *Ibidem*, p. 35.
135. *Ibidem*, pp. 36-37-38.
136. *Ibidem*, pp. 41-42.
137. Déclaration 10 février 1985, p.10.
138. *Aux organisations M.L. voltaïques pour l'édification du véritable parti de la classe ouvrière*, tract GCB.
139. *En Avant*, n°3, Annexe: Déclaration du 12 mai 1986, GCB.
140. *En Avant*, n°3, p. 11.
141. *Ibidem*, Annexe, Position du GCB sur la question de láutodissolution.
142. *En Avant*, n°2, p. 7.
143. *En Avant*, n°1, p. 14.
144. *Ibidem*, p. 8.
145. *En Avant*, n°3, p. 3.
146. *Ibidem*, pp. 13 et 7.
147. Bamouni Paulin Babou, *Burkina Faso Processus de la Révolution*, éd. L'Harmattan, Paris, 1986, pp. 176 et 136.
148. Entretiens avec Soumane Touré, Ouaga, 8 août 1988; 23 août 1988.
149. *Carrefour Africain*, n°832, 25 mai 1984, édito, p. 7.
150. *Ibidem*, p. 11.
151. *Situation concrète au sein du PAI-LIPAD, par des Militants de base de la LIPAD pour la RDP*, texte ronéotypé, pp. 4,7 et 8.

152. *Voie Prolétarienne*, n°2, p.10.
153. *En Avant*, n°3, Annexe, Lettre du 12 août 1986.
154. *La Flamme*, n°2, pp. 12-14.
155. Entretien avec Arsène Yé, Ouaga, 5 juillet-2 septembre 1988.
156. Entretiens avec Arsène Yé,Ouaga, 5 juillet-2 septembre 1988.
157. Entretiens avec Prosper Birba, Ouaga, 1er-7 juillet 1988.
158. *Solidaire*, 1 avril 1987.
159. Rapp Jean-Philippe, *Sankara, un nouveau pouvoir africain*, éd. Fabre, 1986, oo. 86-87.

Chapitre IV

1. *Carrefour Africain*, n°947, 8 août 86, p. 8.
2. Présentation du projet d'aménagement de la vallée du Sourou et de la haute vallée du Mouhoun, F.P., ministère de l'Eau, février 1988, document ronéotypé, pp. 4, 14, 9 et 10.
3. *Carrefour Africain*, n°894, 2 août 1985, pp. 7, 8 et 9. Sory Sy: Culture irriguée au Sourou.
4. PAI, *Rapport du Bureau exéctif au Ve Congrès*, 28-29 août 1987, p. 41.
5. *Carrefour Africain*, n°914, 20 décembre 1985, pp. 13-16; n°894, 2 août 1985, p. 10; Note d'Information sur le projet. Ministère de l'Equipement, février 1986, pp.5-6.
6. Banque mondiale, rapport n°7594-BUR, Mémorandum économique, Annexe II, p. 7.
7. *Carrefour Africain*, n° 894, 2 août 1985, pp. 13-16.
8. Première Conférence CDR, Documents Finaux, SGN-CDR, p. 66; *Carrefour Africain*, n°947, 8 août 1986, p.8.
9. *Première Conférence* CDR... pp. 67-68.
10. *Ibidem*, pp. 66-67; Banque mondiale, rapport n°7594-BUR... p. 38.
11. *Carrefour Africain*, n°864-865, 11 janvier 1985, p. 12.
12. Premier Plan Quinquennal de Développement Populaire, 1986- 1990. Rapport Général de Synthèse, Volume II, p. 236.
13. Rapport général de synthèse, Conseil national du plan, Deuxième Assemblée générale, ministère du Plan, p. 106.
14. *Ibidem*, p. 131.
15. *Ibidem*, pp. 145-155.
16. Banque mondiale, rapport n°7594-BUR, annexe III, Table 1.1,1.4
17. *Ibidem*, p. 81.
18. *Ibidem*, Tableau 2.1 et 2.7.
19. *Ibidem*, Tableau 3.1.
20. *Ibidem*, Tableau 5.1. et 5.2.
21. *Premier Plan Quinquennal*... Volume I, pp. 131-134.
22. *Ibidem*, p. 269.
23. *Ibidem*, pp. 66-67.
24. *Ibidem*, pp. 132 et 21.
25. *Ibidem*, pp. 83 et 87.
26. *Ibidem*, pp. 264-265.
27. *Ibidem*, p.139.
28. Banque mondiale, rapport 7594-BUR... p. 58.
29. CRES Note – Objet: *Réflexions et propositions sur le programme social*, non daté, ronéotypé, pp. 6 et 9.
30. *Premier Plan Quinquennal*... Vol.I, p. 88.
31. Lettre Burkina Faso CNR, Présidence du Faso, Ouagadougou, 17 juillet 1986.
32. PAI, *Rapport Bureau exécutif au Ve congrès*... p. 50.
33. Budget de l'Etat, exercice 1986, Secrétariat d'État au budget, p.15; budget 1987, p.17.
34. *Carrefour Africain*, Spécial An IV, 4 août 1987, pp. 23-24; Plan Vol.II, p. 107-109.
35. Entretien avec Célestin Tiendrébéogo, Ouaga, 29 novembre 1988, 11-12h30.
36. *Carrefour Africain*, Spécial An IV, 4 août 1987, p. 21; Plan, Vol. II, pp. 14 et 94.
37. Entretien avec Laurent Sédogo, Ouaga, 28 novembre 1088, 13h
38. L'Intrus, 25 septembre 1987, n°73, pp. 1-3.

39. Plan, Vol.I, p. 28; vol.II, p. 14.
40. *Carrefour Africain*, n°947, 8 août 86, p.10.
41. *Bug-Parga*, n°25, août 1987, pp.7-8.
42. *Bug-Parga*, n°14, mars 82, pp. 2-3.
43. *Carrefour Africain*, n°986, 8 mai 1987, p.20.
44. LABAZÉE, *Entreprises et entrepreneurs du Burkina*, Ed. Karthala, 1988, p. 225; PAI, *Rapport au Ve Congres*, 28-29 août 1987, p. 42
45. Propositions relatives à l'organisation de la campagne de collecte des céréales 1988-1989, ministère de l'Action Coopérative, texte ronéotypé, pp. 1, 2 et 3.
46. *Le Monde Diplomatique*, Pascal LABAZÉE, novembre 1987, p. 15.
47. *Carrefour Africain*, Spécial An IV, p.13.
48. Banque mondiale, rapport 7594-BUR... pp. 18, 67 et 69.
49. *Ibidem*, Annexe III, Tableau 9.15.
50. *Ibidem*, p.71.
51. *Ibidem*, Annexe III, Tableau 9.5.
52. Charlotte PAQUET et René DUMONT, *Croissance des jeunes nations*, n°294, mai 1987, p.31.
53. *Ibidem*, p. 79 et Annexe I, p. 20.
54. *Ibidem*, Tableaux 9.1, 9.2, 9.3, 9.25 et 9.18.
55. *Carrefour Africain*, n°978, 13 mars 1987, p. 21.
56. *Sidwaya*, n°1084, 16 août 1988, p. 3.
57. *Carrefour Africain*, Spécial An IV, p. 10.
58. Deuxième Conférence des CDR, Résultats des Travaux, juin 1987, pp. 138-139.
59. Séminaire national sur le mouvement coopératif, 23-27 mars 1987, ministère de la Question Paysanne, pp.63.
60. Cahiers du CEDRES, n°XIX, avril 1987, Da Matha Santánna, pp. 40, 48, 54-55 et 57.
61. Entretien avec Léonard Compaoré, Koudougou, 20-22 mars 1988.
62. Sémainaire national sur le mouvement coopératif, ministère de la Question Paysanne, mars 1987, p.6.
63. *Ibidem*, pp. 8 et 73; 48-50; 53-54 et 62-63.
64. *Bug-Parga*, n°25, p. 16.
65. *Carrefour Africain*, n°978,13 mars 1987, p. 15.
66. *Ibidem*, p. 6 et 14.
67. *Sidwaya*, n°913, 4 décembre 1987, p. 3.
68. *Carrefour africain*, n°1050, 26 août 1988, p. 15.
69. *Sidwaya*, n°1217, 21 février 1989, p. 2; entretien avec le camarade Balima du ministère de l'Action coopérative, Ouaga, 23 février 1989, 11h45-12h30.
70. Deuxième Conférence des CDR, Résultats des Travaux, juin 1987, p. 124;
71. *Ibidem*, pp. 141-144.
72. *Ibidem*, p. 132.
73. Plan,Vol I, p.202.
74. Deuxième Assemblée générale, Conseil national du Plan, juillet 1988, pp. 33-38.
75. Entretien avec Joséphine Sanou, 1 décembre 1988, 10h-10h40.
76. Banque mondiale, rapport 7594-BUR, p. 52-53.
77. Le Fichier des entreprises de 1988 à l'INSD dénombre 117 entreprises industrielles et 8.120 emplois permanents. Banque mondiale, rapport 7594-BUR, Annexe III, Tableau 8.2.
78. Plan Quinquennal, Vol I. pp. 41, 35, 38 et 46.
79. LABAZÉE Pascal, *Entreprises et entrepreneurs du Burkina Faso*, éd. Karthala, Paris, 1988, p. 224.
80. PAI, *Rapport au Ve Congrès*... p. 31.
81. Budget 1988, p. 52.
82. CRES, Compte rendu des travaux, n°85-009, 23 août 1985, p. 5.
83. SAMAB, *Le projet de code pénal: contributions du SAMAB*, manuscript, p. 19.
84. *Sidwaya*, n°957, 8 février 1988, pp. 2-3.
85. *Sidwaya*, n°1222, 28 février 1989, p. 3
86. *Sidwaya*, n°920, 15 décembre 1987, pp. 4-5; n°921, 16 décembre 1987, pp. 4-5
87. Banque mondiale, rapport 7594-BUR, p. 45.
88. *Ibidem*, annexe II, pp. 20-21.
89. *Ibidem*, pp. 46-47.

90. *Ibidem*, p. 46 et Annexe III, Tableau 8.3.
91. *Carrefour africain*, n°961, 14 novembre 1986, pp.14-15.
92. Marie-Roger BILOA, *Colloque Thomas Sankara*, Paris, 15 octobre 1988.
93. Assises Nationales, Ouaga, 26-28 janvier 1989, Documents finaux, F.P., pp. 110-113.
94. *Ibidem*, p. 109.
95. *Ibidem*, pp. 191 et 193.
96. Le Minéral,organe du SYNTRAGMIH, n°2, pp.10 et 19.
97. *Ibidem*, pp.20 et 64.
98. *Carrefour Africain*,n°854, pp.13-14-15
99. *Le Minéral*... p. 36.
100. Banque mondiale, rapport 7594-BUR, Annexe II, p. 7.
101. Rapport d'audit SOREMIB, Minorex, p.34, point 6.7.
102. *Le Travail*, organe du Front Syndical, n°2, mars 1988, p.16, Document du 21 février 1985.
103. *Ibidem*, pp. 20-22 et 39.
104. Rapport d'audit SOREMIB, Minorex, p. 119, point 8.10.
105. Informations réuni lors d'entretiens avec des techniciens au seminaire de l'Autorité du Liptako-Gourma, Ouaga, 22-26 novembre 1988.
106. Laurence BINET, *Le calvaire des chercheurs d'or, Jeune Afrique Magasine, n*°49,juin 1988, pp. 36-43.
107. *Sidwaya*, n°938, 12 janvier 1988, p. 10; Laurence BINET, op. cit.
108. *Sidwaya*, n°1060, 11 juillet 1988, p. 10.
109. Deuxième Conférence nationale des CDR, Résultats des Travaux, juin 1987, pp. 125, 131 et 137-138.
110. *Ibidem*, pp. 157 et 136.
111. *Ibidem*, pp. 132 et 146.
112. *Ibidem*, p. 156.
113. Questions à Sankara, réponses du 1er avril 1987. *Solidaire*, 19 août 1987, p. 12
114. *Bug-Parga*, Spécial Ier Congrès, p. 8.
115. LABAZEE Pascal, Entreprises... p. 218.
116. Entretien 23 novembre 1988.
117. Deuxième Assemblée générale du Conseil National du Plan, juin 88, p. 12.
118. *Ibidem*, pp. 30, 37, 24, 31-32 et 46.
119. Deuxième Conférence des CDR... p. 148.
120. Entretien avec Célestin Tiendrébéogo, Ouaga, 29 novembre 1988, 11h-12h30.
121. Entretien avec Abel Tigassé, Ouaga, 27 février 1989, 8h30-9h10.
122. Entretien avec P.S., Ouaga, 27 février, 13h30-14h30.
123. Adiza OUANDO: *Les effets socio-économiques du barrage de la Kompienga*, mémoire ENAM, 1988, pp. 41, 46 et 83; Etude pour le déplacement des populations dans la zône de la Kompienga, SAED, Ouaga, février 1987, pp. 57, 63, 68 et 70.
124. *Sidwaya*, n° 1066, 18 juillet 1988, pp. 2-3.
125. *Sidwaya*, n°1112, 23 septembre 1988, p. 2.
126. Entretien avec Ousmane Diallo, Ouaga, 30 novembre 1988, 10h-11h30; Evolution du projet de Bagré, ministère de l'Eau, mars 1987, pp. 1, 12, 1315 et 17; *Carrefour africain*, n°1046, 8 juillet 1988, p.12.
127. Banque mondiale, rapport n°7594-BUR, Annexe III, Tableau 5.1 et 5.2.
128. Budget 1988, p.55.
129. Banque mondiale, Rapport n° 7594-BUR, vol I, p. 62
130. *Ibidem*, pp. 63; 65-66.
131. *Ibidem*, p. 65.
132. *Ibidem*, p. 66; Budget 1986, p.9; Budget 1987, p. 8; Budget 1988, p. 14.
133. *Le Monde*, 16-17 octobre 1988, p. 3.
134. Discours d'Orientation Politique, Imprim. de la presse écrite, p. 21.
135. *Carrefour africain*, n°837, 29 juin 1984, éditorial.
136. *Carrefour Africain*, n°947, 8 août 86, p. 11.
137. Plan, Vol.I. pp. 154-155 et 263.
138. *Sidwaya*, n°980, 11 mars 1988, p. 2.
139. Statuts et Programme dáction. Front Populaire, mars 1988, Imprimerie nationale, p. 29.
140. *Ibidem*, p. 20.

141. LABAZEE Pascal, *Entreprises et entrepreneurs du Burkina Faso*, éd. Karthala, 1988, pp. 258, 84 et 86.
142. Déclaration du IVe Plénum extraordinaire du C.C. du PAI, 13 mai 1988, pp. 8-9.
143. *Voie Prolétarienne*, n°007, août 1988, pp. 19-23.
144. MAO ZEDONG, *Œuvres Choisies*, Tôme II, p. 378.
145. *Carrefour Africain*, n° 1030, 18 mars 1988, p. 8.
146. *Sidwaya*, n° 1060, 11 juillet 1988, p.5.
147. *Sidwaya*, n°1089, 23 août 1988, p. 3.

Chapitre V

1. Plan Quinquennal, Vol.I, p.109; Note mai 1987, Min. de la Santé, Direction des Etudes et Planification, p.2.
2. OUEDRAOGO Marie Berthe, *Lolowulen*, n° Spécial Semaine nationale des femmes, mars 1985, p.34.
3. World Bank, Upper-Volta, *Health Sector Review*, April 30, 1982.
4. Plan Quinquennal, Vol.II, pp.318 et 334.
5. Documents finaux, 1ère Conférence nationale des CDR, 31 mars 4 avril 1986, p.78.
6. World Bank, report n°P-4086-BUR, May 14, 1985, p.11.
7. Documents finaux, 1ère Conférence...p.84.
8. Banque mondiale, rapport 7594-BUR, Annexe III, Tableau 1.8.
9. *Ibidem*, p.97.
10. Documents finaux, Assises 26-28 janvier 1989, p.29.
11. *Ibidem*, pp.162-165.
12. Ministère de l'Education nationale, Direction Etudes Planification, Note de travail pour le 2 août 1988.
13. Plan Quinquennal, vol I, pp.89, 94 et 97.
14. *Sidwaya*, n°829, 7 août 1987, p.8.
15. *Sidwaya*, 16 février et 17 mars 1988; *Carrefour africain*, n°1025, 12 février 1988, p.7.
16. BAMOUNI, *Burkina Faso*, éd. L'Harmattan, 1986, p.150; *Sidwaya*, 23 octobre 1987.
17. *Carrefour africain*, Spécial An V, 4 août 1988, pp.59-60; *Sidwaya*, n°923, 18 décembre 1987, p.3.
18. *Avant-projet de réforme scolaire*, CNR, 1985, p.5.
19. Entretiens avec Ambroise Dianda 3 août 1988, Antoine Ouédraogo 20 juillet 1988 et Afata Kaboré 22 juillet 1988.
20. *Avant-projet*, pp.9-10.
21. *Avant-projet*, pp.21 et 347.
22. Première conférence nationale CDR, Documents finaux, avril 1986, p.109.
23. PAI, *rapport au Ve congrès du parti*, 28-29 août 1987, p.57.
24. SANKARA, *Appel de Gaoua*, éd.SGN-CDR, 1986, p.11.
25. *Ibidem*, pp. 45, 15 et 25.
26. *Ibidem*, pp.18 et 32.
27. *Voie Prolétarienne*, UCB, n°4, p.13.
28. *Carrefour africain*, n°948, 15 août 1986, p.22; *Bug-Parga*, n°29, février 1988, p.17.
29. *Voie Prolétarienne*, UCB, n°4, p.13.
30. Assises du Bilan de quatre années de Révolution, janvier 1988, p.108; *Carrefour africain*, Spécial An V, p.55.
31. *Carrefour africain*, n°948, 15 août 1986, p.22.
32. *Bug-Parga*, n°29, février 1989, p.9; *Politique africaine*, n°33, Karthala, p.31.
33. Discours d'Orientation Politique, CNR, 1983, p.43.
34. PAI, Déclaration 24 octobre 1987, p.5; Rapport au Vième congres, 1987, p.45.
35. *Carrefour africain*, Spécial An V, p.56; C.A.n°1002, 4septembre 1987, p.11.
36. *Voie Prolétarienne*, n°4, p.15.
37. ALAIN MARIE, *Politique Africaine*, n°33, Karthala, p.37.
38. *Bug-Parga*, n°29, fév.1989, p.14.
39. *Voie Prolétarienne*, n°4, p.14.
40. *Carrefour africain*, n°948, 15 août 1986, p.26.
41. *Carrefour africain*, n°1002, 4 septembre 1987, pp.10-11.
42. *Sidwaya*, n°870, 5 octobre 1987, p.9.
43. PAI, Rapport au Vième congres, 1987, p.46.

44. Entretien avec Emile Paré, Bruxelles, 17-19 octobre 1988.
45. Assises, 25-28 janvier 1989, Doc. finaux, pp.182 et 193.
46. *Ibidem*, p.182; Assises de janvier 1988, p.108.
47. *Carrefour africain*, Spécial An V, p.57.
48. *Jeune Afrique*, n°1188, 12 octobre 1983, p.46.
49. *Carrefour Africain*, n°798, 30 septembre 1983, pp.18,19 et 20.
50. Entretien avec Gustave, vétérinaire, Ouaga, août 1988.
51. Tract: La nouvelle droite et les libertés démocratiques, UCB, fin 1984.
52. *Carrefour Africain*, n°869, 8 février 1985, p.16
53. Déclaration des CDR des Services, 2 février 1985, *Carrefour Africain*, n° 869, p16.
54. *Carrefour Africain*, n° 852, 12 octobre 1984, p.7.
55. *Carrefour Africain*, n° 873, 8 mars 1985, p.7.
56. *Carrefour Africain*, n° 852, 12 octobre 1984, p.28.
57. *Bug-Parga*, n° juin 1987, p.9.
58. *Le Travail, Front Syndical*, n°Spécial, mars 1988, pp.59-60.
59. Entretien avec Oumar Traoré, 3 décembre 1988, 7h30 – 9h.
60. Le Travail, mars 1988...p.30.
61. *Sidwaya*, n°729, 12 mars 1987, p.3.
62. *Bug-Parga*, n°21, juillet 1986, p.9.
63. Le Projet de code pénal et les libertés civiles et publiques au Burkina Faso, SAMAB, manuscrit, p.128.
64. *Sidwaya*, n°729, 12 mars 1987.
65. Le Projet de code pénal...p.121.
66. *Carrefour Africain*, n° 812, 6 janvier 1984, pp.22-24.
67. La justice populaire au Burkina Faso, ministère de la justice, 2ème édition, 1986, pp.25 et 37.
68. ZATU An IV – 022/CNR/MIJ, 6 février 1987.
69. *Carrefour Africain*, n° 896, 16 août 1985, p.13.
70. *Carrefour Africain*, n° 894, 2 août 1985, p.52.
71. La justice populaire au Burkina Faso, ministère de la justice, 2ème éd. 1986, p.16.
72. Le Journal du SAMAB, Spécial Ier mai 1988, p.16, texte de 1985.
73. *Carrefour Africain*, n° 896, 16 août 1985, p.14.
74. SAMAB, Conseil national des 3, 4 et 5 juin 1987, discours d'ouverture, p.5.
75. Entretiens avec Kilimité Hien, Ouaga, 4 juillet 1988.
76. Le Journal du SAMAB, Spécial 1er Congrès 27-30 septembre 1984, pp. 55 et 66-67.
77. La justice populaire...p.22.
78. *Sidwaya*, 17, 18, 19 et 26 avril 1984.
79. Le Journal...Ier mai 88, p.2.
80. *Carrefour Africain*, Spécial An V, p.53.
81. *Carrefour Africain*, n° 812, 6 janvier 1984, p.20.
82. *Carrefour Africain*, n°837, 29 juin 1984, p.14.
83. *Carrefour Africain*, n° 829, 4 mai 1984, p.14.
84. Plan Quinquennal 1986-1990, Vol I, pp.65 et 67.
85. Conférence des Commissions du Peuple chargées des secteurs ministériels, Premières Assises, Rapport final, pp.5 et 7.
86. Sankara, *Carrefour africain*, n°894, 9 août 1985, p.15.
87. Conférence des Commissions...p.18.
88. Première Conférence Nationale des CDR, 1986, p.33.
89. Conférence des Commissions...p.35.
90. *Ibidem*, pp.32-34.
91. L'Intrus, 18 septembre 1987, pp.3 et 4.
92. Koega, 2 septembre 1988, Ouaga, Présidence.
93. Communiqué du Commissaire général à l'Inspection de l'Etat, *Carrefour africain*, n°1066, 17 février 1989, p.11.
94. Première adresse du camarade président du Front Populaire aux travailleurs à l'occasion du 1er Mai 1988.
95. Du nouveau Statut Général, note pour la rencontre avec les syndicats, p.3; Synthèse des propositions dámendements des organisations syndicales, p.17.
96. Synthèse des propositions dámendements...p.8-9; Zatu n°An VI - 0008/FP/TRAV, articles 47 et 60.

97. SANKARA, *Jeune Afrique*, n°1188, 12 octobre 1983, p.44.
98. SANKARA, *Carrefour africain*, n°798, 30 septembre 1984, p.27.
99. *Carrefour africain*, n°896, 16 août 1985, p.22.
100. *Carrefour africain*, n°901, 20 septembre 1985, pp.11-12.
101. *Ibidem*, pp.13-14.
102. *Le Prolétaire*, n° 4, 7 mars 1984, p.11.
103. *Carrefour africain*, n° 914, 20 décembre 1985, pp.20-21.
104. *Carrefour africain*, n°901, 20 septembre 1985, pp.11-12.
105. SENNEN Andriamirado, *Sankara, le rebelle*, éd. JA, 1986, p.159.
106. *Sidwaya*, Spécial An V, vendredi 5 août 1988, p.18.
107. Documents finaux, Assises 26-28 janvier 1989, p.77.
108. *Carrefour africain*, n°815, 27 janvier 1984, p.17.
109. *Carrefour africain*, n°835, 15 juin 1984, p.10.
110. *Carrefour africain*, n°961, 14 novembre 1986, pp.10,11 et 12.

Chapitre VI

1. *Sidwaya*, n°882, 21 octobre 1988, p. 2.
2. *Sidwaya*, n°887, 28 octobre 1988, p. 3.
3. Blaise COMPAORE, *Recueil des discours du Président*, Front Populaire, février 1988, éd. AIB, Ouaga, p. 14.
4. Entretien avec Blaise Compaoré, Ouaga, 28 mars 1988.
5. Assises Nationales sur le Bilan, Documents finaux, Front Populaire, Imprim. des F.A.P., pp. 45-52.
6. Entretien avec Emile Paré, Bruxelles 17-19 octobre 1988.
7. *Mémorandum sur les événements du 15 octobre*, F.P., mars 1988, p. 39.
8. Entretien avec Jacques Bado, Ouaga, 29 novombre 1988,
9. Deuxième Conférence Nationale des CDR, 30 mars-3 avril 1987, SGN-CDR juin 1988, p.158: version censurée...
10. Discours 4 août 1987, *Carrefour Africain*, n° 1000, 21 août 87, p. 11.
11. Première Conférence des CDR, 31 mars – 4 avril 1986, SGN- CDR, *Presses Africaines*, p. 149.
12. *Carrefour Africain*, n° 798, 30 septembre 1983, pp. 20 et 17.
13. SENNEN Andriamirado, *Sankara, le rebelle*, éd. J.A., 1987, p.116.
14. J.Ph. RAPP, *Sankara, un nouveau pouvoir africain*, éd. Favre, 1986, p. 59.
15. Buana KABUE, *L'expérience zaïroise*, éd. Afrique Biblio Club, 1975, pp. 193, 199 et 209.
16. *Voie Prolétarienne*, n°5, p. 17.
17. *Carrefour Africain*, n° 852, 12 octobre 1984, p. 16.
18. *Carrefour africain*,n°10000, 21 août 1987, p. 11.
19. Discours à l'ONU, *Carrefour africain*, n° 852, 12 octobre 1984, p. 18.
20. *Sidwaya*, n°879, 19 octobre 1988, p. 3.
21. *Sidwaya*, n°934, 6 janvier 1988, p. 4.
22. *Sidwaya*, n° 935, 7 janvier 1988, p. 4.
23. Assises Nationales, janvier 1988, Documents finaux, Front Populaire, p. 142.
24. *Carrefour Africain*, Spécial An V, p. 17.
25. Première Conférence des CDR, 31 mars – 4 avril 1986, Documents finaux, p. 149.
26. *Sidwaya*, n°1075, 1 août 1988, p. 6.
27. *Carrefour Africain*, n°1008-10009, 23 octobre 1987, p. 5.
28. *Sidwaya*, n°944, 20 janvier 1988, p. 5.
29. Les Comités Révolutionnaires Ouvriers, éd. La Division des C.R.Ouvriers, p. 4.
30. Documents finaux, Assises 26-28 janvier 1989, p. 61.
31. *Jama*, n°0000, organe des structures populaires du Burkina, p. 20.
32. *Sidwaya*, n°1075, 1 août 1988, p. 3.
33. Orientation et principes dórganisation de la jeunesse, Document soumis à la conférence, pp. 4 et 3.
34. Emile Paré, entretien, Ouaga, 19 août 1988.
35. *Avant-projet de Statuts de l'UNJB*, p. 4, article 1er.
36. Documents finaux, Assises 26-28 janvier 1989, p. 68.

37. Déclaration du IVe Plénum extraordinaire du Comité central du PAI, 13 mai 1988, pp. 5-6.
38. Statuts et Programme d'Action, Front Populaire, mars 1988, pp. 6 et 13.
39. Déclaration PAI, 13 mai 1988, pp. 5-6.
40. Déclaration du Comité Central de l'ULC-R, 22 décembre 1987.
41. Déclaration RDP – Thomas Sankara, 15 janvier 1988.
42. Entretiens avec Jean Clément Bagré, Ouaga, 26 novembre 1988, 9h – 11h.
43. Entretien avec Halidou Ouédraogo, Ouaga, 2 décembre 1988, 16h - 17h15.
44. Manuscrit *Le projet du Code pénal et les libertés civiles et publiques au Burkina Faso*, p. 12.
45. *Ibidem*, pp. 3 et 109
46. *Ibidem*, p. 19-20, 82, 97 et 115.
47. *Ibidem*, pp. 23-24.
48. *Ibidem*, pp. 13-14, 72-75 et 115.
49. *Sidwaya*, n°928, 28 décembre 1987, p. 3.
50. *Libération*, vendredi 5 février 1988, p. 10.
51. Documents finaux, Assises Nationales 1988, Front Populaire, pp. 18 – 29.
52. Documents finaux, Assises, 26-28 janvier 1989, p. 32.
53. *Le Travail*, organe de la CGTB, n°4, novembre 1988, p. 9.
54. Entretien avec quatre membres CR université, Ouaga, 9 août 1988, 9h.
55. PAI, *Déclaration du IVe Plénum du C.C.*, 13 mai 1988, pp. 12-13 et 21.
56. Statuts du MBDHP, article 2; Procès-verbal de l'assemblée constitutive du MBDHP.
57. Sidwaya.n°1061, mardi 12 juillet 88,p.4.
58. Salif SAMPÉBOGO, 13 juillet 88, *Sidwaya*, n°1064, 14 juillet 1988, p. 1.
59. *Sidwaya*, n°1137, 31 octobre 1988, p.4.
60. *Sidwaya*, n°1054, 30 juin 1988, p. 3.
61. *Sidwaya*, n°1056, 4 juillet 1988, p. 2
62. *Sidwaya*, n°1129, 18 octobre 1988, p. 5.
63. Toutes les citations de Blaise Compaoré de ce chapître sont tirées de son allocution lors de la cérémonie à l'Académie militaire, publiée dans: *Jama*, organe de la Coordination Nationale des structures populaires, n°0000, pp. 6-12.
64. Entretien avec Mahamadi Badini, Ouaga,23 février 1989, 14h15-16h15.
65. Entretien avec Pascal Ouédraogo, Ouaga, 27 février 1984 18h30-20h.
66. Entretien avec Honoré Nombré, Ouaga,22 février 1989, 15h- 17h15.
67. Entretien avec Koudbi Zongo, Ouaga, 24 février 1989, 11h15-12h45.
68. HCFAP – Division de l'Orientation Politique et de la Production. Cours B.A.1 – B.A.2 et assimilés.
69. Entretien avec François Ouédraogo, Ouaga,15 août 1988.
70. *Carrefour africain*, Spécial An V, 4 août 1988, p. 24.
71. Message n° AN VI 3057, FP/DPS/HC-HCFAP/DOPP, 26 janvier 1989.
72. *Sidwaya*, n°1180, 30 décembre 1988, pp. 1, 2 et 3.
73. Documents Finaux, Assises Nationales, 26-28 janvier 1989, Front Populaire, p.173.
74. Blaise COMPAORE, *Recueil des discours*, février 1988, Front Populaire, éd. AIB, p. 21.
75. Blaise COMPAORE, *Messsage à la Nation, Sidwaya*, Spécial An V, 5 août 1988, p. 3.
76. *Carrefour Africain*, Spécial An V, p. 13.
77. Tract "*La Convention Nationale des Patriotes Progressistes et la conjoncture politique nationale*, non daté.
78. MIR, Appel du 15 octobre 1988.
79. La Lettre du MDP, Spécial 1er anniversaire, pp. 4 et 16.
80. *Ibidem*, p. 17.
81. *Ibidem*, pp. 4 et 16.
82. *Ibidem*, pp. 4, 6, 9 et 7.
83. *Ibidem*, pp. 5 et 21-22.
84. *Ibidem*, p. 23.
85. *Ibidem*, pp. 25 et 28.
86. *Ibidem*, p. 23.
87. KEBERE Donatien, *Jama*, organe des structures populaires, n°1, pp. 33-35.
88. La Lettre du MDP, pp.15 et 6.

89. *Ibidem*, pp. 15 et 10.
90. Déclaration du GDP à lóccasion du premier anniversaire de l'avènement du Front Populaire.
91. An V de la RDP – La question de la démocratie populaire et son élargissement. Le GDR.
92. *Sidwaya*, n°895, 10 novembre 1987, p. 2.
93. *Carrefour Africain*, n° 896, 16 août 1985, Ce n'est pas un recul, par Seydou OUEDRAOGO.
94. *Voie Prolétarienne*, n°7, mai 1988, pp. 24, 25, 26, 27 et 28.
95. *La Flamme*, n°6, 5 juin 1988, pp. 8, 10, 7, 14, 17, et 23.
96. Déclaration à lóccasion du 15 octobre 1988. GCB.
97. Entretien Mathieu Ouédraogo, Ouaga, 5 août 1988.
98. Déclaration du 3 décembre 1987 du PCRV.
99. *Bug-Parga*, n°30, novembre 1988, pp. 9-10.
100. Déclaration du IVe plénum, 13 mai 1988, pp. 18-19.
101. Plate-forme programmatique, pp. 20 et 37.
102. *Ibidem*, p. 22.
103. *Ibidem*, p. 32.
104. *Ibidem*, pp. 30 et 5.
105. *Ibidem*, pp. 50-53.
106. *Ibidem*, pp. 56 et 68.
107. *Ibidem*, p. 61.
108. *Ibidem*, p. 72.
109. Statuts et Programme, Front Populaire, mars 1988, p. 4.
110. Documents finaux, Assises 26-28 janvier 1989, Front Populaire,Rapport de la Commission Politique, p. 62.
111. *Ibidem*, p. 78.
112. Discours du Bureau de coordination provinciale des CR ouvriers, dans *Jama*, n°01, 25 janvier 1989, pp.19-20.
113. Cité dans le Rapport du C.C. de l'ULC à la Conférence des 10 et 11 mars 1989, p.8.
114. Documents finaux... pp.49-50.
115. *Ibidem*, pp.64-65-66.
116. Simon COMPAORE et Moïse TRAORE, lettre du 29 mars 1989 à Alain Zoubogo, p. 3.
117. Rapport du C.C. de l'ULC, 10-11 mars 1989, p. 9.
118. *La Flamme*, n°8, 15 avril 1989, p.11.
119. *Ibidem*, pp. 18-19.
120. Déclaration de Moïse Traoré, 10-11 mars 1989, pp. 6-7.
121. Simon COMPAORE et Moïse TRAORE, lettre 29 mars, p. 8.
122. Déclaration dún groupe de militants de l'ULC, 4 avril 1989, p. 1
123. *La Flamme*, n°8, p. 21.
124. Entretien avec Moïse Traoré, Ouaga, 2 mars 1989.
125. *Sidwaya*, n°1218, 22 février 1989, p. 4.
126. Assises, 26-28 janvier 89, Documents finaux, p. 65.
127. Déclaration, Ouaga, 15 avril 1989, signée: La Conférence Unitaire.
128. De notre position sur la consolidation du Front et de l'Unification des organisations M-L, GCB, non daté (1er avril 1989?), p. 4.
129. *Ibidem*, pp. 2-3.
130. Lettre ouverte à la direction du GCB, La Conférence du 10 avril 1989.
131. ULC, Lettre circulaire n°13 du 13 avril 1989.
132. ULC, Lettres circulaires n°12 et 13.
133. Déclaration de lórganisation PLP, 16 avril 1989.
134. A tout militant de l'ULC, tract signé "un groupe de militants mécontents". Non daté.
135. Déclaration, C.C. de l'ULC, 21 avril 1989.
136. Yeelen, organe de l'ADP/MT, mai 1989, p. 6.
137. *Ibidem*, p. 2.
138. *Ibidem*, p. 4.
139. Statuts de l'ADP/MT, article 8.

Index

Ne sont pas repris dans l'index:
- Burkina Faso
- Comités de Défense de la Révolution (CDR)
- Compaoré Blaise, capitaine, ministre de la Justice, président du Front Populaire
- Conseil National de la Révolution (CNR)
- Front Populaire
- Ouagadougou, Ouaga
- Parti Africain de l'Indépendance (PAI)
- Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCRV)
- Sankara Thomas
- Union des Communistes Burkinabè (UCB)
- Union de Lutte Communiste (ULC)
- Union de Lutte Communiste-Reconstruite (ULC-R)

A

Abidjan 58, 61, 236, 247, 272
Abinader 188
Abuja 92
Addis Abeba 9
Afrique 6, 9, 11, 12, 22, 54, 72, 89, 106, 117, 125, 143, 165, 192, 212, 235, 250
Afrique de l'Ouest 179
Afrique du Sud 9, 122
Agence pour la Sécurité de la Navigation en Afrique et à Madagascar voir ASECNA
Air Burkina 13, 205
Albanie 117, 131
Alger 12, 283
Algérie 70, 217
Allemagne Fédérale 204
Allende Salvador 12
Alma Ata 211
AMORC 121, 131, 135, 142, 143
Ancien et Mystique Ordre de la Rose Croix voir AMORC
ANEB 20, 266, 270
Angola 48, 93
Apiou Jean-Marie 271
Arbinda 195
Armée Nationale Populaire 8
Asakan 196
ASECNA 13, 14, 15, 16, 17, 18
Assemblée Populaire Nationale 147
Association des Etudiants Voltaïques de Ouagadougou (AEVO) 20
Association des Etudiants Voltaïques en France (AEVF) 118
Association des Scolaires Maliens (ASM) 11
Association des Scolaires de Ouagadougou (ASO) 111, 155
Association Nationale des Etudiants Burkinabè voir ANEB

B

Baba Sy 72, 267
Badiel Balao 49, 219
Badini Mahamadi 85, 274
Bado Jacques 74, 245
Bagassi 258
Bagola 225
Bagré 203, 204, 266, 270
Baguinema Bakouan 57
Balima Serge Théophile 89
Bamako 237
Bambaata 86
Bambara Charles 74
Bamouni Babou Paulin 33, 34, 80, 81, 93, 113, 158, 160, 163, 206, 222
Banfora 119, 154
Bangassé 184
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest 186
Banque Européenne d'Investissement 192
Banque Islamique Développement 192
Banque Mondiale 178, 189, 212

Banque Populaire de l'Habitat 219
Bansé Seydou 247
Bantaaré, l'opération 213, 256
Barro et Co. (Fabrication Industrielle) 191
Barro Tiéba 14, 15, 16
Barry Djibrina 247
Base Aérienne Révolutionnaire 59
Baskuy 292
Bassolet Djibril, lieutenant 272, 279
Bataillons d'Intervention Aéroporté de Koudougou voir BIA
Bazéga 39, 92, 255, 256
Béba Gambila 279
Belem 78
Beli 238
Béma Ouattara 193
Bénin 80, 126, 235, 236
Benot Yves 172, 205
Beti Mongo 69
Bewende Christophe 135
BIA 57, 63, 85, 193, 279
Bidima Pierre 153
Bikada Denis 86, 93
Bila Jean 28
Binet Laurence 194, 195
Birba Prosper 148, 163
Bobo-Dioulasso 14, 16, 26, 28, 32, 43, 46, 55, 71, 78, 102, 108, 112, 170, 175, 176, 223, 238, 245, 258, 266, 279
Boena Sambo Michel 78
Bogeusee 10
Bogodogo 217
Bokassa 54
Bolchevik League des Etats Unis 131
Bongo 128,
Bonkian Alain, lieutenant 242
Bouda François 73
Bouda Paul 126
Boulgou 203
Boulkiendé 128
Boyer Gaston 78
Breytenbach Breyten 6
Bruxelles 7
Buana Kabue 128, 247
Bureau des Mines et de la Géologie du Burkina (BUMIGEB) 194
Bureau National des Elèves 43
Bureau National des Etudiants 20, 39, 41, 51, 56

C

Cabral Amilcar 6
Caisse Autonome d'Investissements 188
Caisse Générale de Peréquation 179
Caisse de Solidarité Révolutionnaire 28
Campenon Bernard 167
Canada 117, 131, 269
CCCE 192
Cedres 181
Centre International à Bruxelles 7, 12
Centre National d'Entrainement des Commandos 72, 78
Centre Régional de Promotion Agro-Pastorale 259
Chili 283
Chine 23, 60, 109, 117, 119, 203, 208, 246
Chirac 9
Christ 9
CIA 118, 121, 131
CIMAT 191
Cissé Kader 39, 40, 46, 48, 88, 131, 132, 134, 135, 137, 144, 147, 209
Cités du 4 août, An II, An III, An IV 31, 175, 217
Clemessy 167
Code de la Famille 24
Code des Investissements 127, 206
Coefe Alain 13, 14, 15, 16, 17, 18, 22, 134, 265
Cofa 179, 188, 190, 191
Coframines 192
COL-CDR 22
Combasséré 173
Comisec 13, 14, 17, 18, 36, 230
Comité d'Administration Ministérielle (CAM) 230, 231
Comité de Coordination Sectoriel des CDR voir Comisec
Comité de Garnison de Ouagadougou 34, 36, 221
Comité Militaire de Redressement pour la Progrès National (CMPRN) 28, 73, 74, 75, 83, 109, 110, 125, 132, 155, 176, 221, 229, 247
Comité Technique Paritaire 234
Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) 92, 236, 237
Comoe 259
Compagnie Burkinabè de Textile 175
Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO) 188, 189
Compagnie Française des Mines 192
Compaoré Ablasse 142
Compaoré André Rock 247
Compaoré Bonaventure 93
Compaoré Christophe 224
Compaoré Edgard 254
Compaoré Léonard 93, 178, 179, 181, 302
Compaoré Ousseini 55, 61, 65, 72, 148, 149
Compaoré Simon 227, 295, 296, 302
Comptoir Burkinabè des Métaux Précieux 195, 272
Condé Alpha 49, 247
Confédération Générale du Travail du Burkina (CGTB) 270

Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) 34
Confédération Mondiale du Travail (CMT) 34
Confédération Nationale des Travailleurs Burkinabè (CNTB) 34, 149, 303
Confédération Syndicale Burkinabè voir CSB
Confédération Syndicale Voltaïque voir CSV
Congo 23, 65, 126
Congo-Brazzaville 80
Congo-Kinshasa 13, 18
Conombo Alfred 95, 96, 283
Conombo Joseph 72, 142, 282
Conseil des Coordonnateurs du Faso 88
Conseil Consultatif de la Fonction Publique 234
Conseil de l'Entente 35, 55, 61, 62, 67, 235,236
Conseil National d'Administration Ministérielle (CNAM) 230, 233
Conseil National du Plan 169, 200
Conseil Provisoire de Gestion 112,
Conseil Provisoire de Salut du Peuple 76
Conseil Révolutionnaire de Discipline 234
Conseil Révolutionnaire Economique et Social (CRES) 39, 173, 188
Conseil de Salut du Peuple (CSP) 76, 77, 78, 79, 80, 83, 85, 110, 111, 125, 127, 132, 138, 155, 156, 244, 251
Conseil Supérieur des Forces Armées 70
Coordination Nationale des Structures Populaires 202, 252, 253, 255, 261, 262, 275, 280
Corée du Nord 59, 109
Côte d'Ivoire 65, 157, 170, 195, 235, 236, 237, 257, 272
Coulibaly Pierre 225
Coulibaly Tibéni 225, 279
Cour Internationale de Justice à La Haye 237, 238
Courant Opportuniste Liquidateur - CDR voir COL-CDR
CSB 30, 32, 36, 37, 110, 114, 214, 269, 270, 303
CSV 28, 29, 30, 38, 74, 108, 110, 113, 125
Cuba 23, 58, 81, 90, 262, 269

D

Dabire Awa 259
Dajouari Emmanuel 111, 214,
Dakar 11, 21, 131, 142, 155
Damiba Béatrice 92, 93, 246
Dédougou 53, 62, 63, 66, 75, 79, 105, 106, 198, 277
Délégation du Peuple au Logement 218
Dembéga Moctar 272
Démocrates Unis 54
Département du Travail et du Secteur Informel 186
Diallo Amidou 148
Diallo Arba 111
Diallo Firmin 22, 134, 265
Diallo Moussa 77, 93
Diallo Salif 66
Diallo Seydou 156
Dianra 225
Diawara Mohammed Trékoura 237
Diawara Youssouf 117
Diendéré Gilbert 61, 62, 65, 78, 79
Dionouga 237, 238
Direction de la Mobilisation et de l'Organisation des Femmes (DMOF) 23, 24, 25, 27
Direction de la Sécurité Publique 223
Direction de la Surveillance du Territoire 38, 128, 149, 223
Discours d'Orientation Politique voir DOP
Djibo 238, 265
Djibrillou Amidou 32
Djiguimde Tiga 32
Djiré Laye 75
Dondassé Eugène Talata 100, 131, 132
DOP 43, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 95, 134, 144, 206, 217, 230, 234, 263, 264, 265, 286
Dori 78, 90, 125, 219, 221, 222
Douma 195

E

Ecole Démocratique et Populaire (EDP) 35
EDF 112
Effort Populaire d'Investissement (EPI) 91, 187
Egypte 80
Engels Friedrich 246
Equipes Mobiles de Propagande (EMP) 27
Escadron de Transport d'Intervention Rapide (ETIR) 57, 58, 59, 64, 85
Essakane 195
Etat Indépendant du Katanga 192
Ethiopie 47, 48, 126, 151
Europe 23, 143, 204
Eyadéma, président 238, 239

F

Fako Somié 131
Faramana 75, 238
Faso Dan Fani 190, 224, 246, 270
Fasoplast 190, 191
Faso Yaar 168, 169, 175, 184, 185, 186, 256
FESPACO 5, 12

Festival Panafricain du Cinema de Ouagadougou voir FESPACO
FIMATS 38, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 66
FLNKS 238
Force d'Intervention du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité voir FIMATS
Forces Armées Populaires 57, 276
FPV 28, 73, 113, 282
France 9, 12, 72, 75, 78, 79, 94, 118, 128, 143, 211, 214, 237, 238, 239, 273, 298
Front Démocratique 19, 118, 119
Front Progressiste Voltaïque voir FPV
Front Syndical 29, 149, 212, 234, 270
Front Uni Anti-Impérialiste 109, 119, 162
Fédération des Etudiants de l'Afrique Noire en France (FEANF) 117, 118
Fédération Syndicale des Boulangers (FSSB) 32
Fété-Kolé 195

G

Gabon 128, 248, 267
Gadiaga Dembo 148, 153
Gambo, lieutenant 63
Gampiné Hidasse 285
Gaoua 135, 216, 245, 249
Garango Marc 76
Gdeiri 26
Ghana 65, 66, 236, 260, 279, 280, 297
GMB 190
Gnoumou Kani Gaston 74
Godet Cécile 191
Gorbatchov 143, 284
Gorgadji 181
Goru 260
Gounghin 38, 99, 223
Gourmanché 202
Gouvernement Militaire Provisoire 70
Gouvernement de Renouveau Nationale 72
Groupe Communiste Burkinabè (GCB) 38, 41, 44, 48, 83, 86, 91, 136, 137, 151, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 162, 163, 164, 261,285, 287, 289, 291, 294, 299, 301, 302
Groupe Marxiste-Léniniste 135
Groupe Marxiste-Léniniste de Haute Volta 117
Groupe pour l'Unité des Marxistes-Léninistes 135, 148
Guenguere Gilberet, voir Diendéré Gilbert
Guinée 236
Guirma Fréderic 156
Guissou Basile 22, 46, 53, 54, 80, 121, 131, 134, 137, 142, 143, 152, 153, 239, 266, 267
Guébré Fidèle 75, 78, 79, 83

H

Haski Pierre 67
Haute Volta 58, 69, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 79, 81, 107, 109, 117, 118, 119, 120, 122, 123, 124, 125, 132, 179, 188, 205, 211, 228, 235, 2398
Havana 269
Hélié Faustin 268
Hien Kilimité, capitaine 42, 50, 51, 53, 56, 57, 77, 94, 227
Hongrie 143, 262
Houet 53, 55, 57
Houphouët-Boigny Félix 12, 61, 84, 129, 235
Housseine Aïsetou 260
Hrassan Tin 167

I

Idani Oumaru 266
Ilboudo Alain 104
Ilboudo Hamidou 272
Ilboudo Jean-Baptiste 21
Ilboudo Marin 43, 95
Industrie Voltaïque du Cycle (IVOLCY) 188, 189
Inspection Populaire au Contrôle Immobilière 218
Interpol 58
Israël 143, 144, 267

J

Jérusalem 143

K

Kaboré Abdou Salam, commandant 92, 94
Kaboré Bernard 84
Kaboré Boukary, capitaine 57, 65, 84, 128, 242, 279, 297
Kaboré Congo 46
Kaboré Désiré 15
Kaboré Emile 126
Kaboré Jospeh 100
Kaboré Moussa 84
Kabré Bonaventure 148
Kabré Félix 20, 21
Kadhafi 77, 78, 138, 235
Kadiogo 41, 48, 72, 104, 183, 221, 242, 271, 293
Kafando Michel 126, 156
Kahoun Joseph 252
Kalmogo Ignace 247
Kalmogo Leonard 247
Kambire Jean-Martin 37
Kambiri Gilbert 134
Kamboinsé 57, 279
Kamboulé Jean-Claude 75, 76, 78, 83

Kaplan 167
Kargougou Moussa 73
Kaya 178, 181, 184, 203
Keita Soumaïla 93, 147, 148, 149
Kérékou 126
Kéréna 225
Kientega Gabriël 36
Kim Il Sung 118
Kinda Valentin 247
Ki-Zerbo Joseph 28, 29, 72, 73, 113, 156, 239, 282
Koama Michel 57, 58, 59, 64, 84, 85, 87, 227, 247, 249
Koloko 238
Kombissiri 92, 256
Kompienga 112, 167, 202, 203, 257
Konaté Issa 91, 93
Koné Ibrahima 96, 110, 111, 113, 132
Korsaga Frédéric 183, 285
Kosovo 283
Kossi 225
Kossodo 188, 268
Kouanda Assimi 95
Kouanda Mahamadi 95, 100, 114, 128
Kouanda Ousmane 30, 32
Koudougou 22, 57, 84, 242, 245, 270, 279
Kounia 237, 238
Kouritenga 136
Kouy 225
Kuti Fela 6
Kwalaga 260

L

Labazée Pascal 187, 199, 207
Lamien Watamou 18, 55, 59, 93, 148, 151, 152, 153
Lamizana Sengoule 19, 69, 70, 71, 72, 73, 78, 108, 113, 142, 221, 225, 227, 228, 244, 246, 247, 268, 286
Lankoande Ali 29
Lankwande Albertine 257
Lavallin, entreprise 79
Le Blanc, ambassadeur 190, 191, 239
Lefèvre, monseigneur 159
Lengani Jean-Baptise, commandant 13, 46, 47, 56, 57, 59, 61, 62, 64, 65, 66, 67, 71, 72, 74, 76, 78, 79, 80, 83, 85, 86, 87, 93, 111, 133, 148, 162, 249, 277, 278
Lénine 6, 19, 81, 83, 130, 133, 134, 154, 156, 158, 221, 246
Léo 35, 259
Liberville 248
Ligue Anti-Impérialiste (LAI) 22
Ligue Ppatriotique pour le Développement voir LIPAD
LIPAD 33, 96, 99, 101, 104, 108, 109, 112, 113, 114, 141, 160, 161, 222, 291, 298
Lombila 61
Lompolo Kone 142
Lompon Karim 76, 77
Lomé 272
Louvain-la-Neuve 7
Lumumba patrice 18
Lutte contre la Désertification au Burkina (LUCODEB) 253
Lybi 47, 65, 77, 78, 80, 127

M

Madagascar 126
Maison du Peuple 91, 225
Mali 13, 21, 71, 235, 236, 237, 239
Malinovski 132
Mao Zedong 6, 81, 83, 117, 118, 120, 148, 208
Marie Alain 217
Marien Ngouabi, lycée 43
Maroc 72
Marx 6, 154, 246
Mauritanie 236
Maïga Hamidou 78
Med Hondo 6
Mengistu, président 47, 126
Mensah Georges 95
Ministère de l'Action Coopérative Paysanne 181
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité 36, 60
Ministère de l'Essor familial 25
Ministère de la Planification 169, 174
Ministère de la Question Paysanne 15, 152, 179, 180, 181, 182
Ministère du Transports et des Communications 13, 17, 18
Minorex 192, 193, 1943
Mitterand François, président 78, 190, 239
Mobutu Sese Seko, président-fondateur 128, 247
Mons Jean 249
Moscou 117, 131, 132, 283
Mossi 202
Mouhoun 53, 166, 201, 254, 258
Mouvement du 21 juin (M21) 19
Mulele Pierre 18
Museveni, président 47

N

Naaba Baloum 254
Naaba Moro 112
Nabobo Kanidoua 153, 154, 234
Nacro Seydou 13, 15
Nairobi 23
Nakambé 203
Namoana Georges, académie militaire 77, 112, 273
Nassouri Charles 35

Nébié Salif 66
Neuilly 248
Ngourma 257
N'guéma 54
Niamey 13
Nicaragua 34
Niger 71, 157, 219, 235, 236
Nigéria 92
Nikiéma Aimé 32
Nkrumah 6, 9, 235
Nombré Honoré, lieutenant 85, 275, 280
Nonfo Brigitte 259
Nongma Ernest 269
Nonguierma François 15, 16
Norgo Joseph 279
Nouna 225
Nouvelle Calédonie 238

O

Office Nationale des Céréales voir Ofnacer
Office des Postes et Télécommunication (OPT) 112
Ofnacer 168
OMR 46, 47, 48, 59, 60, 64, 65, 66, 69, 75, 76, 83, 85, 86, 87, 89, 90, 93, 151, 152, 157, 162, 163
ONU 238
Opération Filières de Production 175
Organisation Communiste Voltaïque (OCV) 72, 117, 119, 120, 121, 139, 147, 155, 157
Organisation Militaire Révolutionnaire voir OMR
Organisation Mondiale de la Santé (OMS) 211
Organisation Nationale des Syndicats Libre (ONSL) 34, 149
Organisation pour la Démocratie Populaire - Mouvement du Travail 301, 302, 303, 304
Ouahigouya 71, 75, 78, 232, 238
Oualian Jean-Baptiste 117, 121, 131
Oudalan 195, 213, 260
Ouédraogo Antoine 148, 149
Ouédraogo Clément 134, 135, 147, 148, 149, 153
Ouédraogo François 48, 91, 245, 277
Ouédraogo Gérard Kango 70, 73, 228, 268, 282
Ouédraogo Halidou 28, 32, 97, 267, 272
Ouédraogo Hamado 14, 16
Ouédraogo Hyacinthe 270
Ouédraogo Issa 14, 16
Ouédraogo Jean-Baptiste 75, 76, 77, 78, 83, 84, 101, 111, 113, 146
Ouédraogo Joani 71, 292
Ouédraogo Joseph 70, 282, 283, 286
Ouédraogo Madeleine 22, 292
Ouédraogo Marie-Berthe 211
Ouédraogo Maurice 84
Ouédraogo Michel 18, 208
Ouédraogo Moumouni 84
Ouédraogo Nass 131
Ouédraogo Nestor 203
Ouédraogo Ousseini 75
Ouédraogo Passaté 48, 57, 279
Ouédraogo Paul Ismaïl 247
Ouédraogo Philippe 75, 111, 134
Ouédraogo Pierre 13, 17, 20, 21, 39, 40, 41, 56, 59, 60, 61, 65, 66, 72, 75, 93, 94, 95, 99, 101, 105, 106, 113, 148, 153, 162, 192, 243, 246
Ouédraogo Pousbila 293
Ouédraogo Salam 272
Ouédraogo Sibiri 32
Ouédraogo Vincent 269
Ouédraogo Youssouf 114, 200
Ouilima Alain 238, 285

P

Pacere 134
Pacéré Frédéric 271
Pagalayiri 99
Palé François 38
Palm Jean-Marc 93, 136, 155, 157, 203, 238
Palm Mori Jean-Pierre 56, 65, 77, 137
Pama 167
Panella Marco 143
Paré Emile 135, 244, 262
Paris 58, 62, 117, 118, 119, 131, 132, 147, 171, 172, 205, 247, 248, 251, 265
Parti Communiste Chinois 118
Parti Radical 143, 239
Parti du Regroupement Africain (PRA) 70, 72
Parti du Travail Albanais 131
Parti du Travail de Belgique (PTB) 10
Pays-Bas 112
Pénnaroya 192
Penne Guy 78, 149
Pérou 80
Peugeot 63, 189
Peul 202, 213, 260
Peuloghin 217
Philippines 34
Phoda Véronique 22
Pinochet 12
Pitroïpa Germaine 134, 135, 136, 204
Placca Jean-Baptiste 67
Place de la Révolution 245, 276
Pô 58, 61, 62, 63, 65, 66, 72, 78, 79, 85, 89, 111, 156, 266, 277
Pologne 34, 143
Poni 259
Pooda Train Raymond 39, 88, 93, 131, 134

Potemkine, cuirassé 156
Pouentoua 27
Poura 30, 34, 129, 150, 192, 193, 194, 290
Pouvoir Révolutionnaire Provincial (PRP) 53, 55, 57, 230, 264
Programme d'Action Agraire 124
Programme Populaire Biennal 173
Programma Populaire de Déveloippement 31, 33, 136, 165, 168, 169

Q

Quatrième Congrès de l'Internationale Communiste 124

R

Rabat, centre des Parachutistes 72
Rabo Ousmane 272
Radio Nationale 148
Rakotondrainibe Lucien 13, 15, 16
Rapp Jean-Philippe 164
Rassemblement Démocratique Africain voir RDA
Rassemblement du Peuple Togolais 239
Ratsiraka, président 126
Rawlings, président 47, 235
RDA 41, 70, 72, 73, 131, 247, 282, 283, 284, 286, 287, 288
République Démocratique Allemande (RDA) 48
République Populaire Démocratique de Corée 91
République Populaire de Chine 118
Révolution d'Août 31, 39, 44, 281, 283
Roc 71, 148
Rose-Croix voir AMORC
Russie 81, 130, 143, 156

S

Saba Christophe 93
Sadelmi 167
Sahel 70, 92, 108, 124, 165, 166, 167, 203, 204, 211, 219, 221, 245
Salembéré Emmanuel 285
Sami Ouattara 34
Sampébogo Salif 268, 271
Sanfo Madamou 74
Sankara Inoussa 129
Sankara Mariam 67
Sanmatenga 26, 184
Sano Salia 142
Sanogo Elisée 59
Sanon Jean-Marie 272
Sanon Thomas Paul 55
Sanou Joséphine 186
Sanou Thérèse 256
Santiago 283
Sassou N'guessou Denis, président 126
Savana, entreprise 179, 188, 190
Savonnet-Guyot Claudette 73
Sawadogo Alassane
Sawadogo Amadou, commandant 86, 128, 247
Sawadogo Mahama 134, 193
Sawadogo Pierre 14, 16, 295
SBMC 188, 190
SDECE 128
Seba 195
Sédogo Laurent 47, 59, 71, 75, 76, 148, 175, 178, 181, 302
Selba 237, 238
Semaine Nationale de la Culture 12, 244
Semaine Nationale de la Femme à Ouagadougou 24
Sembene Ousmane 6
Sénégal 236
Sennen Andriamirado 58, 62, 147, 205, 246
Séno 181
Service Nationale Populaire (SNP) 202, 214, 267, 269
Service Populaire de Construction de la Patrie 105
Sessoume Guillaume 135, 136, 147, 148
Shehu Mehmet 131
SGN-CDR 13, 15, 113, 114, 137, 152, 153, 168
SIBAM 190
SIFA 190
Sigué Vincent 35, 38, 57, 58, 60, 64, 66, 83, 84, 87, 89, 90, 128, 149, 223, 247, 249
SINAC 188, 190
Sissili 259
Sobébra, entreprise 179, 276
Société Africaine de Pneumatiques (SAP) 188
Société de Construction et de Gestion Immobilière du Burkina voir Socogib
Société de Recherche Minières du Burkina (SOREMIB) 192, 193
Société des Artisans Voltaïques des Cyclomoteurs (SAVCC) 189
Société des Huiles et Savons du Burkina (SHSB) 190, 191
Socogib 61, 217
Sofib 179, 191
Sofitex 166, 175, 179, 190, 191
Somagande 217
Somda Urbain 188
Somé Adèle 255
Somé Bouhir 32
Somé Charles 266, 272
Somé Jonas 49, 50, 51, 53, 56, 57, 153
Somé Mathias 12
Somé Philippe 35, 292
Somé Salimata 292

Somé Valère 39, 40, 41, 46, 48, 80, 87, 88, 93, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 141, 142, 144, 147, 153, 155, 160, 221, 236, 265, 268
Somé Yorian Gabriël 75, 76, 77, 79, 83, 149
Somzayé Néa 279
Sonabel 112
Sonhraï 260
Sosuco 150, 154, 167, 188, 190, 290
Soum 195, 238
Soumara 225
Sourou 28, 88, 100, 166, 179, 201, 202, 225, 256
Soustelle Jacques 70
Sovoplas 188
Staline Joseph 155, 246
STOV 95, 112, 125
Strasbourg 148
Suzuki 189
Syndicat Autonome de la Magistrature Voltaïque (SAMAV) 134
Syndicat Autonome des Magistrats Burkinabè (SAMAB) 28, 32, 37, 224, 227, 228, 267, 268, 269
Syndicat National de l'Agriculture (SYNAGRI) 36
Syndicat National des Agents de l'Agriculture (SNAA) 34, 125
Syndicat National des Agents des Impôts et Domaines (SNAID) 32, 35, 110
Syndicat National des Enseignants Africains de Haute Volta (SNEAHV) 28, 29, 109, 110, 113, 214
Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS) 29, 30, 34
Syndicat National des Travailleurs des Brasseries (SYNTB) 32
Syndicat National des Travailleurs de l'Education et de la Recherche (SYNTER) 32, 35, 155
Syndicat National des Travailleurs de l'Environnement, du Tourisme et de l'Hôtellerie (SYNTETH) 32
Syndicat National des Travailleurs de la Géologie, des Mines et des Hydrocarbures (SYNTRAGMIH) 32, 34, 35, 38, 125, 192, 193
Syndicat National des Travailleurs de la Santé Humaine et Animale (SYNTSAH) 32, 34, 110
Syndicat des Techniciens et Ouvrièrs Voltaïques voir STOV
Syndicat des Travailleurs des Traveaux Publics du Bâtiment, de l'Hydraique et Assimilés (SYTTPBHA) 30, 32, 35
Syndicat Unifié Voltaïque des Enseignants du Secondaire et du Supérieure (SUVESS) 29, 108, 148, 155

T

Tall Moktar 285
Tambao 167, 203
Tamini Gabriël 40, 49, 286
Tanghin 217
Tapsoba Emmanuel 32
Tapsoba Georges 14
Tapsoba Michel 218
Tarnagba Moné Harouna 76
Tchad 72
Tchécoslaviquie 143, 191
Tchéka 246
Tenkodogo 49, 51, 52, 53, 55, 153, 181, 182
Thiam Lindou 285
Thiombiano Adiouma Amirou 107
Thiombiano Taladidia 148, 153
Thiou 71, 78
Thyssen Voith 167
Tiedpalgo 217
Tiékénéné 195
Tiemdé Frédéric 93
Tiemtoré Juste 49
Tiendrébéogo Célestin 175, 204
Tiendrébéogo Didier 84, 113
Tiendrébéogo Issa 285
Tientarboum 73
Tientarboum Félix 74
Tigassé Abel 201
Toé Fidèle 35, 233
Togo 117, 157, 235, 236, 238, 239, 272
Tolé Sagnon 270, 303
Touré Adama 30, 87, 111, 112
Touré Drissa 117
Touré Sékou 244
Touré Soumane 28, 30, 36, 43, 108, 110, 112, 113, 114, 137, 138, 151, 270, 298, 303
Traoré Alima 22, 23, 25, 26, 27, 91, 292
Traoré Alouna 16, 62, 93
Traoré Daniel Sidiki 77, 86
Traoré Daouda 57, 77, 84, 93, 218
Traoré Désiré 18
Traoré Diongolo 282
Traoré Etienne 40, 148, 153, 233, 252, 297
Traoré Karim 20, 21
Traoré Karim Laty 77
Traoré Mamadou 20, 41, 56, 153
Traoré Moïse 39, 40, 48, 88, 131, 132, 133, 134, 144, 245, 295, 296, 297, 302
Treaoré Moussa 71, 237
Traoré Oumar 224
Trestournel Yves 248
Tribunal Spécial 70

Tribunaux Populaires de Conciliation 251, 259
Tribunaux Populaires Révolutionnaires (TPR) 112, 150, 220, 225, 226, 227, 228, 247, 268, 271, 272, 273, 278
Troisième République 72
Trotsky 141
Turca 259
Turquie 143

U

UFB 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 40, 41, 230, 242, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 292
ULC-La Flamme 133, 136, 137, 138, 159, 163
Union Bolchévique du Canada 131
Union Démocratique et Populaire (UDP) 112, 134
Union des Femmes Burkinabè voir UFB
Union Générale des Etudiants Burkinabè (UGEB) 20
Union Générale des Etudiants Voltaïques (UGEV) 19, 20, 32, 117, 118, 119, 125
Union de Lutte Communiste - La Flamme voir ULC-La Flamme
Union Nationale des Anciens Burkinabè (UNAB) 41, 246
Union Nationale des Indépendants (UNI) 72
Union Nationale de la Jeunesse Burkinabè (UNJB) 261, 262
Union Nationale des Paysans Burkinabè (UNPB) 41, 152
Union Nationale pour la Défense de la Démocratie (UNDD) 73, 96, 282, 283
Union Soviètique 23, 109, 118, 143
Union Syndicale des Travailleurs du Burkina 269
Union Syndicale des Travailleurs Voltaïques (USTV) 108
Ureba 39

V

Voltélec 95
Voyna Hassamou 258

W

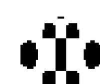
Watergrain 71
Wattara 72, 77
Wayalgué 217

Y

Yago Ahmed 57
Yago Oumar 272
Yalgo 272
Yamaha 189
Yaméogo Herman 73, 282, 283, 284, 288
Yaméogo Hubert 32, 34, 117
Yaméogo Joseph 32
Yaméogo Maurice 69, 70, 76, 108, 282
Yaméogo Séraphin 21
Yammoussoukro 84, 235, 236
Yancé 202
Yaoundé 71, 110
Yarga Larba 271
Yatenga 261
Yé Arsène Bongnessan 47, 55, 56, 59, 70, 77, 83, 91, 93, 163, 204, 244, 252, 253
Yé Jonas 59
Yé Vinou 285
Yidigri 26
Yogo Guy 266
Yougoslavie 143, 283

Z

Zagré Bila 73
Zagré Patrice 39, 59, 64, 93, 148, 151, 153, 255, 256
Zangouetti 217
Zerbo Saye 73, 74, 78, 113, 125, 177, 229, 247
Zétienga Abdramane 22, 78, 94
Ziegler Jean 12
Zinda, lycée 243
Ziniaré (Zitenga) 94
Zitenga 202
Zongo Henri, capitaine 47, 55, 56, 58, 59, 65, 66, 72, 75, 76, 78, 79, 80, 93, 110, 127, 148, 162, 187, 191, 193, 227, 249
Zongo Jean-Etienne 15, 43, 57, 63, 64, 148
Zongo Koudbi, lieutenant 257, 276
Zongo Simon 53
Zoubatov 130
Zoubogo Alain 131, 132, 134, 144, 295, 302
Zoundi Simone 271, 272
Zoungrana Etienne 32
Zoungrana François 126
Zoungrana Paul 73

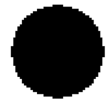



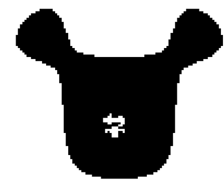

Contenu

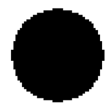
I. Comment est arrivé le drame du 15 octobre 1987	5
Sankara, L'idole et le prohpète	5
La démobilisation	12
La répression	28
La crise	38
II. Les organisations de la révolution de 4 août	69
L'Organisation Militaire Révolutionnaire, par qui la révolution arriva	69
Le Conseil National de Révolution, instance suprême de la Révolution Démocratique et Populaire	86
Les Comités de Défense de la Révolution: boucliers et fers de lance	93
III. L'arc-en-ciel du marxisme burkinabè	107
Le Parti Africain de l'Indépendance. Le parrain	107
L'Organisation Communiste Voltaïque: Pure et dure	115
Le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque: Le Clandestin	125
L'Union de Lutte Communiste – Reconstruite. La tentation mystique	130
L'Union de Lutte Communiste – La Flamme. Ne plus faillir	144
L'Union des Communistes Burkinabè. L'énigme	147
Le Groupe Communiste Burkinabè. Le cadet face au pouvoir	155
L'Unification des Communistes. Mission Impossible	159
IV. Une économie indépendante, autosuffisante et planifieé Rêves et réalités	165
Les grandes batailles...	166
Le trop plein de la mobilisation populaire	168
Le sous-développement chiffré	170
A propos de plan, des privilèges et des ruptures	171
Sankara, le contre-planificateur?	173
Sankara et le paysan burkinabè	175
Faso Dan Fani contre Tergal	184
Assurer la survie de l'industrie et puis?	186
Au Burkina, l'or ne brille pas	191
Lorsque la volonté brise les lois économiques...	196
Le quatre premiers pas de la longue marche	198
Retour aux grandes batailles	201
Virage, Démontage, Continuité?	204

V.	Bien-être, démocratie et paix au Sahel	211
	Trois soucis: la santé, l'enseignement et l'habitat	211
	"Demandez au peuple si ce que je fais est dictatorial ou démocratique"	219
	Le prix des spectateurs: les Tribunaux Populaires de la Révolution	225
	Le combat désésspréré contre l'hydre de la bureaucratie	229
	Nous repousserons l'ennemi dans l'océan...	234
VI.	La Révolution enterrée ou vectifiée?	241
	Le difficile adieu	241
	Le lent réveil des structures populaires	250
	Démocratie populaire: recul ou progrès?	265
	La difficile refonte d'une armée néo-coloniale	273
	Avancer sur la corde raide, en direction des démocrates et des "démocrates"	281
	Chemin tortueux, avenir radieux	289
Postface		301
Notes		305
Index		321
Contenu		331

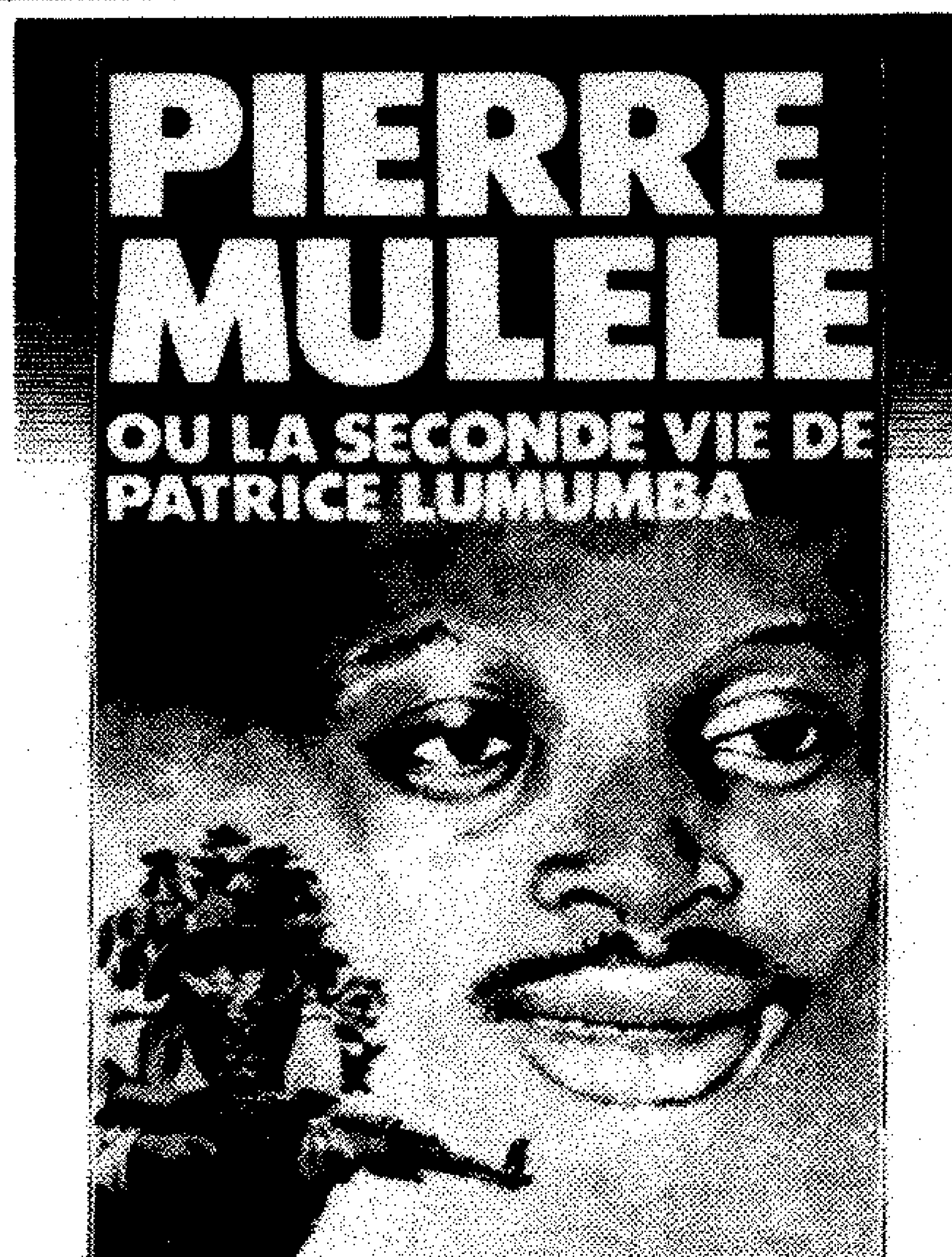












EPO DOSSIER INTERNATIONAL

Nul doute que cet ouvrage, qui vient combler une grave lacune, est appelé à avoir un grand retentissement, en particulier dans les milieux de l'opposition zaïroise et auprès de ces milliers de jeunes Zaïrois qui, ne connaissant que la misère et la faim, cherchent une voie révolutionnaire pour sortir de l'impasse.

Afrique-Asie, 1er juillet 1985

... le livre de Ludo Martens, qui relate la vie, la lutte du "rebelle" Pierre Mulele, est essentiel.

Colette Braeckman, Le Monde Diplomatique, mars 1989

... Très clair, très didactique, extrêmement bien documenté, il brosse un tableaux de l'emprise économique et culturelle belge, décrit l'itinéraire politique et militaire des jeunes évolués et fait la lumière sur le massacre des opposants Mobutu.

Afrique contemporaine, n° 4, 1985

... Ce n'est pas un des moindres mérites de l'auteur d'avoir pu rencontrer ces auteurs (des événements), de leur avoir inspiré confiance et d'avoir recueilli leur témoignage.

Benoit Verhaegen, Université Kisangani, Cahier Marxistes, n° 15